P. LACROIX

HISTOIRE

DE NICOLAS Ier

5

HISTOIRE

DE LA VIE ET DU RÈGNE

DE

NICOLAS Ier

EMPEREUR DE RUSSIE

Paris. — Typ. de Ch. Meyrueis, rue Cujas, 13. — 1868.

HISTOIRE
DE LA VIE ET DU RÈGNE
DE
NICOLAS Ier

EMPEREUR DE RUSSIE

PAR

PAUL LACROIX
(BIBLIOPHILE JACOB)
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CONSERVATEUR DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ARSENAL

TOME CINQUIÈME



PARIS
LIBRAIRIE DE L. HACHETTE ET COMPAGNIE
BOULEVARD SAINT-GERMAIN, N° 77

1868

CXLV

Aucune puissance humaine n'aurait réussi à empêcher l'empereur Nicolas de décréter la réouverture de la Diète de Pologne; c'était, comme il le dit lui-même au comte de Nesselrode avec une sorte de conviction mystique qui étonna beaucoup ce ministre et lui ferma la bouche, c'était « l'accomplissement rigoureux d'un ordre direct et formel de la Providence. »

On s'explique ainsi pourquoi le grand-duc Constantin avait trouvé chez son frère un parti-pris irrévocable, une résistance invincible.

Depuis les éclatants succès de la guerre de Turquie, Nicolas, qui se plaisait à y voir la main de Dieu, n'avait pas eu de peine à se persuader que son règne était placé désormais sous la protection divine. Il en vint bientôt à se dire dans son for intérieur, que l'autorité suprême, que lui avait confiée la Providence, devait être dirigée, dans certaines circonstances solennelles, d'après les inspirations émanées de la Divinité elle-même. Ce fut là, pour lui, le point de départ d'une foi et d'un zèle religieux qui se manifestèrent souvent avec éclat dans les actes de son gouvernement. Son jugement n'avait jamais été plus sain ni plus droit; sa raison jamais plus solide ni plus éclairée; il était alors en

pleine possession de son génie de monarque, mais il croyait fermement, et il en fit plus d'une fois l'aveu aux personnes de son entourage intime, qu'il ne prenait pas une décision grave, sans que son esprit fût comme illuminé par un rayon d'en haut.

On a raconté qu'une question de la plus haute importance ayant été un jour débattue devant lui au Conseil des ministres, il annonca qu'il se prononcerait le lendemain. Il se prononca, en effet, sans hésitation et sans réticence. Un de ses ministres, qui avait toute sa confiance et auquel il accordait une entière liberté de parole, lui demanda s'il n'avait pas donné beaucoup de temps à l'étude de cette question qu'il venait de décider avec tant de logique et de sagesse.

— Non, lui répondit l'empereur; je n'y avais pas même songé depuis hier, mais ce matin, avant le Conseil, je me suis recueilli un moment, en invoquant notre Maître à tous, et, ajouta-t-il d'un air inspiré, Dieu m'a fait savoir ce qu'il fallait faire.

Rien ne lui était resté de son éducation toute voltairienne, si ce n'est une inaltérable tolérance en matière de religion ou plutôt à l'égard des cultes différents du sien. Il n'en avait pas moins une aversion instinctive contre ce qu'on nommait *la philosophie de Voltaire*, laquelle avait été en si grand honneur, à la cour de Russie, sous l'impératrice Catherine. Il ne savait, d'ailleurs, des opinions philosophiques de Voltaire, que ce que lui en avait appris d'une manière succincte son précepteur le général Laharpe, qui certainement ne fut pas étranger aux principes de justice et de bienveillance, que son auguste élève ne cessa de mettre en pratique vis-à-vis de toutes les religions, dans le cours d'un long et glorieux règne.

Cependant le tzar, comme chef politique de la religion

grecque orthodoxe avait à cœur de la défendre, de la maintenir et de l'universaliser dans son empire, où pourtant tous les cultes étaient libres et protégés également.

C'est seulement à partir de l'année 1830 qu'on le vit s'opposer avec persévérance, sans toutefois déployer aucune rigueur inutile, aux prétentions dominatrices et envahissantes de la Cour de Rome; il invita le Sénat-dirigeant à se tenir sur la défensive pour arrêter au passage les bulles que le pape adresserait aux catholiques russes, et le Sénat, par un ukase du 10/22 mars, remit en vigueur les ukases du 17/29 janvier 1782 et du 6/18 septembre 1795, qui prohibaient la réception de toute bulle du pape, dans l'empire de Russie, sans autorisation spéciale de l'empereur.

Nicolas était sincèrement attaché à la foi, au culte de ses pères; on ne saurait donc être surpris de l'empressement, du zèle, de l'ardeur, qu'il mettait à favoriser de toutes manières la propagande, dans ses États, de la religion nationale, malgré le respect auquel avaient droit indistinctement les autres religions professées par ses sujets; et quoiqu'il ne voulût pas même laisser la persécution s'exercer contre les schismes aussi nombreux qu'étranges, qui se multipliaient dans l'Église gréco-russe, non-seulement il approuvait les efforts de cette Église, pour faire entrer dans son giron ceux qu'elle considérait comme des idolâtres ou des hérétiques; mais encore il encourageait, il subventionnait les missions qui travaillaient à l'instruction et à la conversion de ces malheureux, au fond des provinces les plus reculées de l'empire.

Ce fut donc avec une vive et pieuse satisfaction qu'il reçut des nouvelles d'une mission envoyée à Arkhangel, en 1825, pour convertir les Samoièdes établis dans ce gouvernement. En moins de cinq années, 3,510 païens avaient été baptisés :

trois églises avaient été construites pour leur usage. On pouvait donc se féliciter des résultats que la mission évangélique orthodoxe avait obtenus en détruisant le paganisme parmi les Samoïèdes.

Des missions du même genre faisaient partout la guerre au paganisme, sans employer ni pression, ni violence, sur les peuplades ignorantes et incultes, qui habitaient les steppes de la Mongolie, sur la rive droite du Volga. L'empereur prenait un vif intérêt au succès de ces missions.

Dans un comité des ministres, tenu au mois d'avril 1830, l'empereur étant présent, on lut un rapport du gouverneur civil de Saratow, adressé au ministre de l'intérieur, pour l'informer que deux Kalmouks, de la horde de Derbet, avaient embrassé la religion chrétienne avec leurs femmes et leurs filles, et que ces nouveaux convertis imploraient l'assistance du Gouvernement; car, suivant la coutume des Kalmouks, on devait dépouiller entièrement, de tout ce qu'ils possédaient, et même de leurs vêtements, ceux de la horde qu'on soupçonnait de vouloir changer de religion.

L'empereur, indigné d'un usage barbare qu'il ne crut pourtant pas avoir le droit de supprimer par un ukase, ordonna de faire savoir au gouverneur civil de Saratow, que tous les Kalmouks qui se convertiraient au christianisme se trouveraient, par cela même, placés sous sa protection spéciale. Quant aux deux chefs de famille, qui avaient été impitoyablement ruinés par leurs anciens coreligionnaires, l'empereur fut d'avis d'assigner à chacun d'eux trente dessiatines de terre, de les libérer du payement des impôts pendant dix ans, et de leur accorder, en outre, un secours pécuniaire. Cette décision servit de base, à l'avenir, pour l'indemnité que les nouveaux convertis auraient à réclamer du Gouvernement.

Nicolas, fidèle à son système de tolérance envers toutes les communions chrétiennes, avait promis aux Arméniens, qui devenaient ses sujets, lors de l'annexion de plusieurs provinces de la Perse et de la Turquie à l'empire russe, que leur culte serait respecté et honoré, comme celui de ses sujets orthodoxes. Il interdit, en effet, toute immixtion de l'Église russe dans les affaires de l'Église arménienne, quoique cette Église formât deux communions distinctes, l'une, la moins nombreuse, soumise au saint-siége catholique-romain; l'autre, gardant son indépendance et son unité sous la direction de son patriarche.

Ce patriarche était alors le vénérable archevêque Georges Narsès, qui avait contribué de tout son pouvoir, pendant la guerre de Perse, à rallier les populations arméniennes autour des drapeaux du tzar. Nicolas ne pouvait oublier les services éclatants que Narsès lui avait rendus. Par un ukase du 23 avril (5 mai, nouv. st.) 1830, il créa un diocèse arménien, sous le nom de diocèse de Nakhitchevan et de Bessarabie, comprenant toutes les Églises arméniennes, tant à Saint-Pétersbourg et à Moscou que dans les gouvernements de la Bessarabie et de la Nouvelle-Russie. L'archevêque Narsès fut mis à la tête de ce diocèse, qui ne devait plus reconnaître en rien la suprématie de la Cour de Rome.

Si l'empereur accordait son appui avec tant de bienveillance aux cultes étrangers, que le secrétaire d'État Bloudoff avait sous sa direction personnelle, comme adjoint du ministre de l'instruction publique, on peut se faire une idée de la sollicitude toute paternelle, avec laquelle il s'occupait des intérêts moraux et matériels de la religion orthodoxe, qui le reconnaissait pour chef suprême, dans l'ordre politique aussi bien que dans l'ordre religieux. Il était, à cet égard, scrupuleusement secondé par son ministre de l'in-

struction publique le prince Charles de Lieven. On attribuait à ce ministre une action prépondérante dans le Conseil privé, et son austère piété, empreinte de quelque exaltation mystique, aurait exercé, disait-on, l'influence la plus marquée sur les tendances religieuses de l'empereur. Quant aux affaires ecclésiastiques, en général, elles étaient traitées dans le quatrième département du Conseil de l'Empire, sous la présidence de l'amiral Nicolas de Mordwinoff, qui, par son activité infatigable, faisait oublier ses quatre-vingts ans, et qui offrait le modèle accompli de toutes les qualités de l'homme d'État, ainsi que de toutes les vertus de l'homme de bien.

Aucun ministre, d'ailleurs, n'aurait osé prendre la décision la moins importante en matière ecclésiastique, sans avoir consulté d'abord l'empereur et attendu respectueusement son avis et ses ordres, car l'autocratie du tzar était doublement souveraine dans les questions religieuses, quoiqu'il évitât presque toujours de sortir du rôle d'auxiliaire et de protecteur de l'Église russe, et qu'il laissât au Saint-Synode la conduite absolue des affaires spirituelles. Il se bornait à donner son approbation aux actes émanés de cette haute assemblée, où siégeaient des métropolitains, des archevêques, des évêques, des archimandrites et même quelques membres subalternes du clergé, tous choisis et nommés par l'empereur.

C'est à la dévotion et à la générosité de Nicolas, c'est souvent à son initiative personnelle, qu'il faut rapporter la fondation d'un grand nombre d'édifices consacrés au culte orthodoxe, non-seulement dans les provinces caucasiennes et asiatiques nouvellement annexées à l'empire, mais encore dans tous les gouvernements de la Russie.

Pendant son dernier séjour à Odessa, Monseigneur Ga-

briel, évêque de Kherson, de Tauride et de Catherinoslaw, avait eu occasion de lui rappeler que l'impératrice Catherine, lors du voyage qu'elle fit en Crimée dans l'année 1787, s'était proposé de construire à Catherinoslaw une des plus grandes églises de la chrétienté, sous l'invocation de la Transfiguration de Jésus-Christ : les fondements de cette église avaient été jetés, et l'impératrice en avait posé elle-même la première pierre, mais, depuis plus de quarante ans, les travaux étaient abandonnés et ne pouvaient être repris qu'avec des dépenses énormes.

Nicolas répondit à l'évêque :

— L'argent ne manquera jamais en Russie, quand nous voudrons élever un temple à Dieu.

Il avait toutefois attendu la fin de la guerre, pour assurer les frais considérables de l'entreprise qu'il voulait achever, en mémoire de son illustre aïeule. Il ordonna que la même pierre et la même table de bronze que Catherine avait déposées de ses propres mains dans les fondations de l'édifice, y fussent replacées solennellement par l'évêque de Catherinoslaw : il avait seulement fait inscrire son propre nom derrière cette table de bronze, qui portait une inscription en l'honneur de Catherine II. La cérémonie eut lieu avec pompe, au mois de juin 1830, et dès lors, grâce à l'inépuisable munificence de l'empereur, les travaux de construction ne furent plus interrompus jusqu'à l'achèvement de cette église monumentale, inaugurée, dix ans après, sous le vocable de la Transfiguration de notre Seigneur.

L'attachement du tzar pour la religion de ses pères n'avait d'ailleurs aucune action hostile ou défavorable sur sa tolérance à l'égard des autres religions. Ainsi, lorsqu'on en référa directement à lui, pour savoir s'il ne trouverait

pas mauvais que les musulmans, qui se trouvaient à Saint-Pétersbourg en plus grand nombre qu'à l'ordinaire, par suite du séjour de l'ambassade turque, célébrassent publiquement leur fête annuelle du Baïram, il répondit qu'il regrettait que sa capitale n'eût pas une mosquée comme elle avait une synagogue, car il comptait, parmi ses fidèles sujets, ajouta-t-il, beaucoup de mahométans qui avaient le droit de professer librement et ouvertement leur religion.

La salle principale, qui avait servi l'année précédente à l'Exposition des produits de l'industrie russe, fut donc, par ordre de l'empereur, mise à la disposition des musulmans présents à Saint-Pétersbourg, pour la célébration du Baïram.

Le 26 mars, à cinq heures du matin, l'iman de l'ambassade turque ouvrit la cérémonie, suivant le rit mahométan, en présence des deux envoyés, Halil-Pacha et Nedjib-Effendi, accompagnés du personnel de la légation. Trois heures après, la même assemblée se reforma dans la grande salle de l'Exposition, qui avait été appropriée et décorée pour la circonstance. On remarquait, parmi les assistants, le vieux schamkhal de Tarkow, lieutenant-général du tzar dans cette province caucasienne, deux envoyés extraordinaires de la peuplade des Avares ou Lezghis, en Circassie, et plusieurs chefs militaires des tribus du Caucase, avec de nombreuses suites, tous revêtus de leurs magnifiques costumes. Ce fut le mollah Abdoul-Vakhid, iman des musulmans de Saint-Pétersbourg, qui procéda au service religieux; ce fut lui qui, à cette occasion, récita des prières solennelles pour la conservation des jours de l'empereur et de la famille impériale. Les mahométans qui assistaient à la cérémonie s'associèrent de grand cœur à ces prières et se séparèrent, vers onze heures du matin, pénétrés de recon-

naissance pour le monarque juste et bienfaisant qui accordait une protection égale à tous les cultes professés par ses sujets.

Les envoyés turcs restèrent à Saint-Pétersbourg jusqu'après le départ de l'empereur pour Varsovie.

Halil-Pacha, malgré son habileté diplomatique, n'avait pas complétement atteint le but qu'il poursuivait depuis trois mois avec autant d'adresse que de persévérance. Il avait, il est vrai, demandé beaucoup plus qu'il ne pouvait obtenir, même en faisant appel à la modération du généreux allié de l'Empire Ottoman, car il avait d'abord réclamé, au nom du grand-seigneur, contre la plupart des clauses du traité d'Andrinople, notamment contre la cession du territoire et des villes que la Russie détachait des provinces turques de l'Asie Mineure, contre le démantèlement des fortifications de Giurgewo, contre les priviléges accordés à la navigation russe dans le Bosphore, contre l'indemnité de guerre et même contre l'indemnité stipulée en faveur du commerce russe.

Le comte de Nesselrode fut inflexible, excepté sur la question d'argent. L'empereur renonçait presque à l'indemnité de guerre, dont il ajournait l'acquittement à une époque éloignée; il ne prétendait maintenir, d'une manière irrévocable, que l'indemnité due à ses sujets, en dédommagement du préjudice que la guerre leur avait causé. C'était trop encore pour la Turquie, dont les finances se trouvaient totalement épuisées.

Cependant, le second tiers de cette indemnité devait être acquitté avant la fin d'avril, si le sultan voulait que l'armée d'occupation abandonnât la ligne du Balkan, et le sultan n'avait à sa disposition qu'une partie de la somme, sans le payement de laquelle il ne pouvait exiger l'évacuation com-

plète de la Roumélie. Les envoyés turcs étaient dans une perplexité d'autant plus vive, qu'ils semblaient n'avoir plus rien à demander ni à espérer de la générosité de l'empereur.

Nicolas, sans les prévenir, avait fait savoir au feld-maréchal Diebitsch qu'il pouvait faire commencer le mouvement rétrograde de l'armée d'occupation, à dater du 1er mai, attendu que le second terme de l'indemnité serait payé, avant qu'il eût repassé les Balkans.

En même temps, le comte de Nesselrode annonçait à Halil-Pacha qu'une remise de trois cent mille ducats, sur l'indemnité attribuée aux sujets russes, était accordée à la Turquie; le sultan n'avait donc que cent mille ducats à trouver pour parfaire le chiffre de la dette payable à la fin d'avril. Les envoyés turcs feignirent de se montrer très-satisfaits de cette concession inespérée, mais ils manifestèrent l'intention d'attendre encore à Saint-Pétersbourg une réponse de leur Gouvernement, quoique l'objet de leur mission parût être désormais rempli.

Le comte de Nesselrode, en leur annonçant que l'empereur partirait le 14 mai pour Varsovie, leur manda qu'ils pouvaient demander à Sa Majesté leurs audiences de congé. Ces audiences furent fixées au 9 mai.

Deux jours auparavant, l'empereur avait passé une grande revue au champ de Mars. Plus de trente mille hommes, appartenant aux différents corps de la garde et aux établissements d'éducation militaire, étaient sous les armes; le grand-duc Michel les commandait et les fit manœuvrer devant l'empereur et l'impératrice. Les deux jeunes grandes-duchesses Marie et Olga, déjà rayonnantes de beauté, auprès de leur auguste mère, furent spectatrices du défilé des troupes; leur frère, le grand-duc héritier, revêtu d'un riche uniforme, monté sur un cheval noir

plein de feu, qu'il maniait en excellent écuyer, pendant toute la durée de la parade, se trouva dans les rangs du régiment des gardes Pavlowsky, qui s'honoraient de l'avoir pour chef. Les envoyés turcs, avec leur suite, avaient été invités spécialement par l'empereur à cette belle revue.

Le surlendemain, Halil-Pacha et Nedjib-Effendi furent reçus par l'empereur et l'impératrice au palais d'Anitchkow. L'empereur leur avait donné la veille une haute preuve de bienveillance, en les décorant de l'ordre de l'Aigle-Blanc de Pologne. Il leur adressa ces paroles, qu'il n'avait certainement pas préparées avec son vice-chancelier :

— Dites de ma part à votre maître, qu'il pourra toujours compter sur mon amitié et mon appui, s'il veut bien toujours se souvenir qu'une partie de ses sujets sont chrétiens et que je suis le chef de leur religion orthodoxe.

La mission extraordinaire du comte Orloff à Constantinople n'avait pas eu de résultats moins favorables que celle d'Halil-Pacha à Saint-Pétersbourg. Orloff était parvenu, moitié par persuasion, moitié de haute lutte et de vive force, à lever l'une après l'autre les difficultés multiples qui s'opposaient à l'exécution de certains articles du traité d'Andrinople, surtout au sujet de la Servie et des principautés danubiennes. Son caractère, tour à tour insinuant et impétueux, avait triomphé de toutes les tergiversations et de toutes les lenteurs de la politique ottomane.

On disait qu'il ne tarderait pas à revenir en Russie, comblé d'honneurs et de présents par le sultan, qui avait recherché et apprécié en lui l'homme de guerre, le général de cavalerie initié à tous les détails du service militaire, plutôt que l'ambassadeur, l'homme d'État fin, délié et clairvoyant. Le comte Orloff n'avait eu besoin, pour ga-

gner la confiance de Mahmoud, que de lui présenter quelques observations techniques sur l'équipement, l'uniforme et la manœuvre de ses troupes, qui, en réalité, étaient organisées très-imparfaitement à l'européenne.

L'ambassadeur russe à Constantinople, M. de Ribeaupierre, ne s'était pas mêlé des négociations du comte Orloff, dans lesquelles il n'avait rien à voir ; il donnait ses soins exclusivement aux affaires de la Grèce, qui paraissaient assez difficiles à régler, quoique les représentants des trois Puissances, à Londres, eussent tracé les limites du nouvel État et choisi le prince de Saxe-Cobourg, Léopold, pour en être roi.

Les Grecs ne se montraient guère disposés à reconnaître ce roi allemand; leur président, Capo d'Istria, encourageait, dirigeait leur résistance. Quant à la Turquie, elle se soumettait en silence aux décisions de la Conférence : la Grèce allait donc jouir de tous les droits politiques, administratifs et commerciaux, attachés à son indépendance.

On ne doutait pas que la nomination de Léopold, comme roi de Grèce, ne fût antipathique à la Russie; on attribuait donc à l'intervention secrète du cabinet russe la tactique de Capo d'Istria, qui avait tout fait pour empêcher les Grecs d'accepter un roi étranger et schismatique, nommé par la Conférence de Londres. Léopold, cédant aux conseils et aux instances du président de la Grèce, avait déclaré qu'il ne changerait pas de religion pour devenir roi, et qu'il refusait une couronne qui ne lui était pas offerte par les Grecs eux-mêmes.

Il est certain que M. de Ribeaupierre avait concouru officieusement à cet échec des protocoles, assez peu conformes à la politique et aux intérêts russes, quoique le prince Christophe de Lieven les eût signés, comme plénipotentiaire

de l'empereur de Russie. Au reste, le traité *formel* que les trois Cours s'étaient réservé de signer plus tard entre elles, en y faisant entrer les stipulations des derniers protocoles, ce traité, qui devait être exécutif de celui du 6 juillet 1827, ne fut jamais conclu, soit qu'on le jugeât inutile, soit qu'on craignît de voir renaître des difficultés que laissaient pressentir les dispositions peu conciliantes du sénat grec. Le but de la Triple-Alliance avait été atteint, puisque la Grèce était libre et que la Turquie s'engageait à respecter l'indépendance de ce nouvel État européen.

Le tzar, satisfait de ces résultats, récompensa donc son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Porte Ottomane, en l'élevant au rang de conseiller-privé actuel, et l'ukase du 30 avril (12 mai, nouv. st.), qui conféra cette dignité à M. de Ribeaupierre, témoignait des soins infatigables que ce ministre avait apportés dans sa mission, et de la sagesse avec laquelle il avait concouru aux dernières négociations avec le ministère turc.

En ce moment, l'Orient n'était plus, comme l'année précédente, l'objet exclusif des préoccupations de la politique européenne. La nomination d'un roi de Grèce pouvait bien encore servir d'aliment à des intrigues de cabinets, dans lesquelles le cabinet russe dédaignait de mettre la main : on prévoyait déjà que toutes les combinaisons en ce sens n'aboutiraient qu'à une impasse, et le comte Capo d'Istria, appuyé secrètement par la Russie et ouvertement par les sympathies de la Grèce entière, devait se maintenir président de la république qu'il avait sauvée, en la plaçant sous la protection de l'empereur de Russie, son ancien maître. Quant à la Turquie, déchue de sa puissance et surtout de son prestige, elle se soumettait à sa destinée et n'attendait plus sa résurrection d'un effort simultané de l'Autriche

et de l'Angleterre, qui l'avaient laissé envahir et écraser par les armées russes.

Depuis la signature du traité d'Andrinople, on voyait donc de jour en jour s'éloigner les probabilités d'un nouveau conflit en Orient.

CXLVI

Cependant, la malveillance de l'Autriche à l'égard de la Russie n'avait jamais été plus manifeste, quoique sourde et déguisée; en même temps, les rapports de l'Angleterre avec le gouvernement russe devenaient plus froids et plus épineux, malgré la sympathie réciproque du premier ministre anglais, lord Wellington, et du tzar. Ici et là, c'était à l'entente cordiale, à l'union réciproque de la Russie et de la France, qu'il fallait attribuer la froideur et l'irritation de l'Angleterre, la jalousie et le ressentiment de l'Autriche.

L'Autriche ne pardonnait pas à la Russie de s'allier avec la France impie et révolutionnaire, disait le prince de Metternich, contre les souverains fidèles aux serments de la Sainte-Alliance; l'Angleterre ne pardonnait pas à la Russie d'avoir promis à la France le concours de ses armées et de ses flottes, dans le cas où une autre Puissance, quelle qu'elle fût, voudrait intervenir en faveur du dey d'Alger et des États barbaresques, et empêcher le roi Charles X d'obtenir par les armes la réparation de ses griefs.

Charles X, de son côté, avait fait acte de solidarité envers l'empereur Nicolas pendant la guerre de Turquie; et lors de la retraite du ministère La Ferronnays, qui s'était

montré constamment favorable à l'alliance russe, le duc de Polignac, en arrivant aux affaires avec des projets et des engagements politiques contraires à cette alliance, avait dû tout d'abord céder aux idées et aux sentiments personnels du roi : « Je veux rester uni à la Russie, lui avait dit Charles X. Si l'empereur Nicolas attaque l'Autriche, je me tiendrai en mesure et me réglerai selon les circonstances; mais si l'Autriche l'attaque, je ferai marcher immédiatement mon armée contre elle. »

Le ministère Polignac, qui s'était formé avec l'intention bien arrêtée de servir la politique anglaise, avait donc été bientôt forcé de s'en séparer radicalement et de se rapprocher de la Russie, pour trouver un point d'appui solide et invariable, dans le cas d'une rupture éclatante avec l'Angleterre.

Le duc de Wellington avait déclaré à l'ambassadeur de France, que l'expédition d'Alger serait le signal d'une guerre en Europe, et néanmoins, Charles X n'avait pas hésité à publier un manifeste dans lequel il annonçait que cette expédition, entreprise pour venger la dignité de sa couronne, allait délivrer la France et l'Europe du fléau de la piraterie, que les puissances chrétiennes avaient endurée trop longtemps dans la Méditerranée. La flotte française était déjà réunie dans la rade de Toulon et prête à mettre à la voile.

L'empereur Nicolas approuvait pleinement l'action énergique et indépendante du gouvernement de Charles X dans les affaires de politique extérieure, mais il ne voyait pas sans inquiétude les tendances réactionnaires et violentes du ministère Polignac, qui se vantait d'être assez fort pour enrayer la révolution, en déchirant la Charte et en rétablissant la monarchie absolue.

Sans doute, la France était alors dans une position critique : les partis extrêmes n'avaient jamais montré plus d'audace et d'assurance; l'esprit de révolte se propageait dans les masses avec une effrayante rapidité; les chefs d'une insurrection imminente se recrutaient parmi les grands corps de l'État : libéraux, républicains, bonapartistes, tous étaient d'accord pour renverser le pouvoir royal, ébranlé, sapé, miné par la presse de l'Opposition et par les Sociétés secrètes.

Il fallait, dans ces circonstances difficiles, que le Gouvernement redoublât de prudence et d'adresse pour résister à ses ennemis, sans engager une lutte ouverte avec eux. Voilà ce que le ministère La Ferronnays et Martignac avait compris si bien et ce qu'il avait exécuté si habilement.

Le prince de Polignac, au contraire, ne cachait pas sa résolution invétérée de modifier et d'effacer, au besoin, la Constitution, afin de sauver la monarchie des Bourbons; il avait sondé même, à cet égard, l'ambassadeur de Russie, dans plusieurs entretiens, où il exprimait hautement l'impossibilité de gouverner la nation française avec la Charte de 1814. Il voulait savoir, disait-il, comment le tzar accueillerait un changement radical dans les institutions de la France, si le roi Charles X reprenait, par un coup d'État, tous les droits de ses ancêtres et rétablissait le trône sur ses anciennes bases, en fermant pour toujours l'abîme des révolutions.

Le comte Pozzo di Borgo fut épouvanté de ces confidences, et il promit de les transmettre à son Gouvernement, en invitant toutefois le prince de Polignac à ne pas mettre en péril la couronne de son maître par des entreprises aventureuses et téméraires.

— C'est une merveilleuse idée, lui dit-il, que de vouloir

supprimer les révolutions, mais je ne vois pas trop les moyens que Votre Excellence emploiera pour supprimer les révolutionnaires, qui sont malheureusement assez nombreux en France ainsi que dans toute l'Europe.

— Il y aura toujours des révolutionnaires, répondit le prince de Polignac avec une confiance naïve, mais il n'y aura plus de révolution. Les souverains sont donc tous également intéressés au triomphe de la légitimité et du droit divin en France. Nous pouvons ainsi compter sur l'adhésion pleine et entière des gouvernements monarchiques, et surtout de celui de la Russie.

L'empereur Nicolas, qui depuis sa convalescence avait admis l'ambassadeur de France à l'honneur de conférer avec lui dans de fréquentes audiences privées, le manda un matin et lui parla, à cœur ouvert, des étranges confidences que le duc de Polignac avait faites au comte Pozzo di Borgo.

Le duc de Mortemart se préparait alors à se rendre à Paris où il était appellé par son Gouvernement; son premier secrétaire d'ambassade, le chevalier de Bourgoing, devait le suppléer en son absence, qu'il ne pensait pas prolonger au delà de l'époque du retour de l'empereur à Saint-Pétersbourg.

Nicolas, qui avait en haute estime le noble et loyal caractère de l'ambassadeur, l'engagea vivement à user de toute son influence, pendant son voyage à Paris, pour empêcher le duc de Polignac de *faire une folie* et de compromettre le repos de l'Europe, en allumant la guerre civile en France.

Le duc de Mortemart recueillit avec une profonde émotion ces paroles prophétiques, que l'empereur lui adressa dans cette audience de congé :

— Le roi Charles X est maître dans ses États : il peut tout faire à son gré ; mais, s'il soulève des tempêtes, s'il attaque la Charte octroyée par Louis XVIII, dites-lui bien, de ma part, que nous ne pourrons rien pour lui, car vous savez que les souverains alliés, en 1814 comme en 1815, ont garanti cette Charte aussi bien que le trône de France, et c'était là le vœu de mon frère Alexandre, vœu auquel je suis tenu de me conformer. Si donc le roi Charles X prenait l'initiative d'une protestation contre la Charte, que nous avons acceptée, que nous avons garantie, nous aurions les mains liées, quoi qu'il arrivât ; je l'invite à y songer et je le prie de ne pas douter de mes sentiments de sincère amitié. Qu'il se défende contre les factions, contre les Sociétés secrètes, c'est son droit, c'est son devoir ; mais, s'il attaque, au contraire, c'est une question de victoire ou de défaite, et dans ce cas, je le répète, s'il venait à succomber, nous ne pourrions rien pour lui.

La cour d'Autriche avait été avertie et interrogée de la même manière, au sujet de ce coup d'État, qui était l'idée fixe du prince de Polignac et qu'on avait fini par représenter au roi Charles X comme une nécessité inévitable de la situation ; la réponse du comte de Metternich ne fut ni aussi franche ni aussi sage que celle de l'empereur de Russie : il ne dissuada pas le premier ministre de Charles X de s'attaquer à la Charte ; il insista seulement auprès de M. de Rayneval, ambassadeur de France à Vienne, pour que le roi n'entreprît rien de décisif contre les révolutionnaires, sans avoir fait d'immenses préparatifs, en prévision d'une lutte à laquelle les partis étaient préparés depuis longtemps. Au reste, comme il eut soin de le déclarer dans cet entretien avec M. de Rayneval, la France était toujours le grand foyer inextinguible des révolutions, et l'incendie pou-

vait, d'un instant à l'autre, se communiquer à tous les États de l'Europe.

Le prince de Metternich, instruit des projets du prince de Polignac et du parti ultra-royaliste, jugea que les circonstances semblaient favoriser une réconciliation définitive de l'Autriche avec la Russie, et qu'on pouvait, de concert avec la Prusse, former une ligue défensive contre la propagande des ennemis de l'ordre moral et politique, et une ligue offensive contre tout pays qui menacerait de troubler l'harmonie du concert européen ou qui deviendrait pour ses voisins une cause permanente de danger et d'inquiétude.

C'était un nouveau système de Sainte-Alliance, qui eût abouti peut-être à une nouvelle coalition contre la France.

Le prince de Metternich avait formulé en ces termes, ce qu'il attendait de sa combinaison : « Je crois que, pour éteindre ce volcan européen, une liaison intime doit exister désormais entre l'empereur d'Autriche et le seul souverain vraiment grand, vraiment fort, vraiment capable, qui soit aujourd'hui en Europe, l'empereur Nicolas. Cependant si la fatalité voulait que la pauvre Europe vînt à subir la tyrannie des idéologues et des fous, je puis assurer que l'Autriche sera la dernière puissance qui passera sous leur joug. Unies et s'appuyant l'une l'autre, l'Autriche et la Russie seraient invincibles. Mais il ne s'agit pas ici de guerre de conquête, il s'agit de garder ce qu'on possède et de maintenir la paix en Europe, avec l'inviolabilité des trônes et la sécurité des souverains. »

Telles furent les propositions que le comte de Ficquelmont était chargé de soumettre au tzar, qui ne les trouva pas indignes de son attention.

On lui rappelait, d'ailleurs, qu'il avait écrit à l'empereur d'Autriche, en montant sur le trône, que l'amitié qui l'atta-

chait à ce magnanime souverain, était un héritage que lui avait laissé son frère Alexandre. Nicolas oublia combien il avait eu à se plaindre, depuis son avénement, de la politique autrichienne, et il n'en garda pas même rancune au prince de Metternich, qui n'avait cessé, pendant la guerre de Turquie, de lui créer des embarras de toutes sortes.

— J'admets, dit l'empereur au comte de Ficquelmont, que M. de Metternich n'a jamais été l'ennemi de la Russie, ni le mien; mais souvent il n'a pas craint de le paraître, quand il avait à défendre l'intérêt de son Gouvernement, auquel il sacrifierait volontiers tout le reste. Je n'ai pas le courage de lui en vouloir et je ne puis que rendre hommage à son patriotisme.

Cependant il lui fit demander, par le comte de Ficquelmont, comment il avait pu, lui l'adversaire implacable de la Révolution, essayer de nuire à la Russie par des moyens révolutionnaires, en faisant circuler, à Vienne, des portraits du jeune duc de Reichstadt, avec le titre de ***Napoléon II, roi de Pologne***. M. de Metternich répondit que ces portraits n'avaient jamais existé que dans l'imagination des Polonais qui voyaient partout un prétexte de ressusciter la Pologne; il ajouta cependant « qu'on eût à lui faire connaître la boutique où les portraits s'étaient vendus, et qu'il ordonnerait de poursuivre les auteurs et les débitants de ces ridicules images, comme on poursuit les faux monnayeurs. »

Le voyage de l'empereur Nicolas à Varsovie lui offrait une occasion nouvelle de s'aboucher avec le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche, pour traiter les grandes questions qui pouvaient intéresser la paix générale.

Il ne s'agissait pas seulement d'aviser aux résultats ultérieurs de la conquête de la régence d'Alger par les armes françaises; il fallait se mettre en mesure de parer à de plus

graves événements qui menaçaient de déchaîner la révolution dans les États de l'Europe occidentale, en Italie, en Espagne, en Portugal, en Belgique et en France. C'était de Paris que devait, d'un jour à l'autre, jaillir la première étincelle d'un vaste embrasement. Le trouble et l'agitation qui régnaient dans les contrées limitrophes de la France ne tendaient qu'à s'accroître, et l'on devait se hâter d'y porter remède par l'action collective d'une politique nette et déterminée. Les gouvernements de l'Europe orientale, entre lesquels existait en permanence une communauté de vues et d'intérêts, ne pouvaient, en présence de pareils périls, négliger de resserrer les liens qui les avaient toujours unis. Un congrès des trois grandes puissances du Nord et de l'Est fut décidé en principe, et l'empereur Nicolas promit d'envoyer en Bohême le comte de Nesselrode, qui s'entendrait d'avance avec le prince de Metternich sur l'objet et la nature de ce congrès.

Un autre congrès, non de souverains, mais de ministres, allait auparavant se réunir à Paris où Charles X avait mandé ses ambassadeurs auprès des cours de Russie, d'Autriche et d'Angleterre. Le duc de Laval, le duc de Mortemart et M. de Rayneval venaient rendre compte à leur Gouvernement des dispositions de ces trois Puissances à son égard.

L'Angleterre était sur le point de déclarer la guerre à la France, au moment du départ de la flotte française pour l'expédition d'Alger; l'Autriche semblait vouloir rester neutre ou du moins ne se prononçait pas; la Russie, au risque de se brouiller avec l'Autriche et l'Angleterre, était bien déterminée à ne pas se séparer de son alliée, qui pendant la guerre d'Orient lui avait donné tant de preuves de fidélité, d'affection et de dévouement.

— La France est mon alliée, le roi Charles X est mon

ami, disait l'empereur Nicolas au comte de Nesselrode; malheureusement, la révolution couve toujours en France et le roi Charles X n'a pas la force de l'étouffer. Quand notre voisin a le feu dans sa maison, il faut l'aider à éteindre l'incendie, pour n'être pas brûlé avec lui.

Nicolas, en se rendant à Varsovie pour y ouvrir la Diète, ne savait pas combien de temps durerait son absence. Il avait, en outre, le projet de faire une tournée d'inspection dans les provinces méridionales de son empire. Il pouvait donc rester éloigné de sa capitale pendant trois ou quatre mois.

Plusieurs des ministres avaient obtenu la permission de s'absenter de Saint-Pétersbourg, en même temps que l'empereur : le comte de Nesselrode et le prince Wolkonsky étant les seuls qui dussent l'accompagner. Le conseiller privé et sénateur Diwoff fut, comme l'année précédente, chargé de l'intérim du ministère des affaires étrangères; le lieutenant-général Séliavine devait avoir la direction du cabinet impérial jusqu'au retour du ministre de la maison de l'empereur. La vie politique allait se trouver, en quelque sorte, suspendue dans le centre du gouvernement, et les ambassadeurs étrangers avaient cru pouvoir sans inconvénient quitter leur poste, en laissant à leurs secrétaires le soin des affaires courantes; attendu que le tzar emportait avec lui l'intérêt de toutes les questions qui se débattaient alors dans les conseils européens.

La curiosité publique avait déjà, par avance, cherché à découvrir les véritables motifs du voyage de Nicolas. L'ouverture de la Diète de Pologne, disait-on, n'étant qu'un prétexte, il y aurait en Silésie une entrevue de l'empereur de Russie et du roi de Prusse, et cette entrevue déciderait du sort des peuples. Les principes de la Sainte-Alliance, qui de-

vait son établissement à l'initiative d'Alexandre I[er], étaient toujours en vigueur dans les relations réciproques des souverains, mais Nicolas se proposait de fonder entre les gouvernements alliés une espèce de confédération secrète, destinée à résister d'un commun accord aux attaques de la démagogie et aux envahissements de la révolution. Les bases de cette nouvelle Sainte-Alliance auraient été déjà, ajoutait-on, acceptées par l'empereur d'Autriche, le roi de France et le roi de Prusse, telles que le comte de Nesselrode les avait dès lors arrêtées, sous l'inspiration personnelle de son auguste maître, qui était devenu l'arbitre des destinées de l'Europe.

On croyait savoir que l'empereur de Russie accompagnerait l'impératrice aux eaux d'Ems, pour avoir une occasion toute naturelle de se rencontrer avec l'empereur d'Autriche.

CXLVII

Ce fut le 14 mai que l'empereur Nicolas partit de Saint-Pétersbourg avec l'impératrice, dont la santé avait besoin de grands ménagements. Elle se reposa vingt-quatre heures au château de Péterhow, pendant que l'empereur inspectait la flotte rassemblée dans la baie de Cronstadt, et elle se mit en route le lendemain, voyageant seule, à petites journées, avec sa suite.

L'empereur avait quitté Péterhow la veille, à minuit, pour se rendre directement à Dunabourg, où le grand-duc Michel l'avait précédé pour l'y recevoir, en sa qualité d'inspecteur général du génie. L'empereur y arriva le 16, à six heures du soir, accompagné des aides de camp généraux Benkendorff et Tolstoï.

Les personnes désignées pour faire partie de la suite impériale devaient rejoindre à Varsovie. Outre les généraux et aides de camp attachés à la maison militaire, on citait, parmi les hauts fonctionnaires qui avaient obtenu l'honneur d'être du voyage, les conseillers d'État actuels, Tamin et Sumberski, les conseillers d'État Mulleri, Holezynski et le baron de Sacken, le conseiller de collége Struve, et le con-

seiller de cour Kudriawski. On avait choisi de préférence des notabilités d'origine polonaise et lithuanienne.

L'empereur fut reçu aux portes de Dunabourg par son frère Michel et par le prince Havansky, gouverneur général de la ville, à la tête de leur état-major et des autorités civiles et militaires. Dans la soirée, il inspecta les travaux de la forteresse, et il en témoigna sa satisfaction au général-major du génie Klamenka, qui les avait fait exécuter.

Le lendemain, après l'office divin célébré à la cathédrale, il passa une grande revue des troupes de la garnison, commandées par les généraux-majors Helwig et prince Pkhéizé, et il visita ensuite l'hôpital, qu'il trouva dans les meilleures conditions d'ordre et de propreté. Il félicita le gouverneur général à ce sujet et lui dit avec tristesse qu'il craignait que la Russie n'eût bientôt pas assez d'hôpitaux, car non-seulement la peste avait envahi la Bessarabie et la Crimée, en menaçant les provinces méridionales, mais encore le choléra-morbus commençait à y pénétrer, malgré les cordons sanitaires, les quarantaines et toutes les mesures de prévoyance et de salubrité.

C'était sans doute en prévision d'une prochaine et douloureuse éventualité, que Nicolas, avant son départ de Saint-Pétersbourg, avait ordonné, par un ukase du 21 avril (3 mai, nouv. st.), la création d'un hôpital militaire, placé sous la direction du Comité des invalides et destiné à recevoir les anciens militaires que leur âge avancé ou leurs infirmités empêcheraient de pourvoir à leurs besoins par le travail.

L'empereur, qui était arrivé dans la journée du 20 mai à Varsovie, y passa deux jours sans se montrer en public, quoique sa présence au palais du Belvédère ne fût un secret pour personne; il ne s'occupa que des affaires du

royaume dans de longues conférences avec son frère Constantin, les membres du Conseil d'administration et les ministres.

On avait à préparer différents projets de loi qui allaient être soumis à l'examen et au vote de la Diète. Un de ces projets de loi, qu'on aurait pu croire exclusivement circonscrit dans le domaine de la jurisprudence calme et impartiale, paraissait, au contraire, susceptible de soulever les passions de l'assemblée et peut-être de servir de prétexte à de redoutables tempêtes parlementaires. Il s'agissait de modifier une loi, votée un peu précipitamment, l'année précédente, sur la nullité du mariage et le divorce; l'expérience avait prouvé que cette loi présentait de graves inconvénients dans le double intérêt de la Famille et de l'État. Le Conseil d'administration s'était donc décidé à rapporter la loi et à en demander une nouvelle, qui, sans abolir entièrement le divorce, en rendrait l'application moins fréquente et lui imposerait, en tous cas, des causes sérieuses et mieux établies.

L'empereur n'eut pas de peine à se rendre à l'évidence, et il approuva hautement les garanties légales qu'on voulait donner à l'institution du mariage, au point de vue civil. On ne lui cacha pourtant pas que la Cour de Rome, qui se montrait jalouse d'exercer en toute occasion sa suprématie sur l'Église de Pologne, avait fait d'actives démarches pour que le divorce fût aboli en Pologne comme il l'était en France, après avoir figuré dans le Code, qui en conservait le titre ainsi qu'une épave de la période révolutionnaire. Mais le divorce était si profondément entré dans les mœurs polonaises, que le pays tout entier, quel que fût son attachement sincère à la religion catholique-romaine, voulait le maintenir en principe et en droit. Il y avait toutefois diver-

gence d'opinions à cet égard dans la Chambre des nonces et dans le sénat. Le sénat eût volontiers sacrifié la loi du divorce; les nonces étaient à peu près unanimes pour ne pas souffrir qu'on y apportât la moindre restriction.

— Il faut prendre garde, Sire, dit le césarévitch à l'empereur, qu'on nous accuse de faire en Pologne les affaires de la Cour de Rome.

— Eh bien! reprit l'empereur en souriant, nous serons donc pour le parti du pape, puisque le pape s'est mis du meilleur parti. Un jour viendra où nous supprimerons le divorce; en attendant, nous devons l'entourer d'obstacles salutaires et de sages mesures de précaution. En vérité, ajouta-t-il, je n'ai jamais compris le mariage avec la possibilité du divorce.

Ces paroles, que l'empereur se reprocha aussitôt d'avoir prononcées par mégarde, affectèrent le grand-duc Constantin, qui fronça les sourcils et devint morne.

Quand les témoins de cette scène se furent retirés, Nicolas voulut réparer le chagrin qu'il avait pu causer bien involontairement à son frère; il lui prit le bras amicalement et, l'amenant à dessein près du comte Sobolewski, président du sénat, qui attendait les ordres de son souverain :

— Tout à l'heure, dit-il avec émotion, j'ai parlé du mariage, comme un mari qui se complaît dans son bonheur; tu dois penser de même que moi aujourd'hui, cher Constantin, car tu es maintenant aussi heureux que je puis l'être moi-même. Nous demanderons, si tu veux, à nos femmes, ce qu'elles pensent du divorce.

Le lendemain, le comte Mostowski, ministre de l'intérieur, travaillait avec l'empereur. Le ministre crut pouvoir représenter à Sa Majesté que l'Opposition menaçait d'être redoutable dans la Chambre des nonces, et qu'on devait

s'attacher à lui enlever le plus grand nombre de voix, pour que la majorité fût acquise au Gouvernement.

Nicolas, n'entendant pas d'abord ce que le ministre voulait dire, répliqua que l'Opposition était malheureusement une des conséquences inévitables du gouvernement constitutionnel, et qu'il fallait bien s'y résigner, comme on prend son parti d'une maladie organique et incurable. Mostowski jugea utile d'entrer alors dans des détails plus intimes et plus explicites, pour faire comprendre à l'empereur la nécessité de gagner environ soixante voix, avant l'ouverture de la Diète, sous peine de voir l'Opposition triompher sur tous les points et tenir en échec le Gouvernement. Nicolas fit un geste d'impatience et de colère :

— Je ne sais pas, dit-il, quels moyens vous comptez employer pour gagner des voix. Le meilleur moyen, ce me semble, c'est de présenter de bons projets de lois et de les appuyer sur de bonnes raisons, afin de convaincre les nonces que nous n'avons à cœur que l'intérêt de la chose publique.

— Je me suis permis de faire des promesses sous ma propre responsabilité, reprit le ministre en dépliant un papier qui contenait une liste de plus de cent noms; il faudrait que je fusse autorisé à distribuer un certain nombre de places, de décorations, de pensions; il y aurait même de l'argent comptant à donner...

— C'est assez, interrompit l'empereur avec indignation; je ne suis pas disposé à continuer le travail. Allez, je vous ferai connaître ma réponse.

Mostowski se retira tremblant et confus; il pensait qu'il n'avait plus qu'à déposer sa démission dans les mains de l'empereur.

Nicolas resta longtemps sous l'impression pénible que cet

entretien lui avait laissée. Le comte Nowossiltzoff, qui venait prendre ses ordres, le trouva encore ému et indigné. L'empereur raconta brusquement la première confidence constitutionnelle (ce fut l'expression dont il se servit), que Mostowski venait de lui faire.

— Je ne croyais pas, s'écria-t-il en colère, que la dignité d'un souverain pût être méconnue et abaissée jusque-là !

— Sire, repartit Nowossiltzoff avec un certain courage, c'est fort triste, en effet, mais les choses ne se passent pas autrement dans tous les gouvernements constitutionnels.

— Tant pis pour eux, répliqua l'empereur en haussant les épaules : ce sont là d'indignes manœuvres par lesquelles on trompe les peuples et on déshonore les souverains.

— Que deviendrions-nous, Sire, dit Nowossiltzoff, si l'Opposition allait l'emporter à la Diète !

— L'Opposition ! répéta l'empereur, avec un sourire de dédain. Je devine que tu ne serais pas éloigné de soutenir la thèse de Mostowski sur l'achat des voix et des consciences. Au fait, c'est peut-être moi qui n'entends rien à la politique constitutionnelle. Je te prie cependant de voir à ce sujet mon frère Constantin, et de lui dire de ma part qu'il s'arrange avec Mostowski pour terminer cette pitoyable affaire, dont je veux me tenir entièrement à l'écart.

L'empereur n'oublia jamais la proposition que Mostowski avait osé lui faire en face, disait-il, et plus d'une fois il en parla aux personnes de son entourage avec le même sentiment de dignité blessée.

— Croiriez-vous, disait-il, qu'un ministre, d'ailleurs recommandable sous plus d'un rapport, est venu me demander les moyens nécessaires de gagner, c'est-à-dire d'acheter des voix à la Diète de Pologne !

Ce fut là une des causes les plus vivaces de son mépris

pour le gouvernement constitutionnel et pour les hommes qui en avaient la gestion :

— Je comprends le gouvernement monarchique et le gouvernement républicain, disait-il toutes les fois que la conversation roulait sur les formes des gouvernements, mais le gouvernement constitutionnel, je ne le comprends pas. C'est une jonglerie incessante. Il faut être escamoteur pour s'en charger. Misérable rôle que celui d'un souverain qui ne peut gouverner qu'avec des tours de passe-passe!

Les membres du Conseil d'administration du royaume de Pologne pouvaient déjà prévoir de graves embarras et de sérieuses difficultés dans le gouvernement. Ils n'étaient pas même d'accord sur la ligne politique qu'ils devaient suivre vis-à-vis de la Diète, et ils sentaient fermenter l'esprit d'opposition jusque dans leurs délibérations particulières. Cette opposition, qui prenait dès lors un caractère ostensiblement national, s'était manifestée de la manière la plus hostile par l'élection des députés radicalement opposés à la domination russe. Le palatinat de Kalisz n'avait pas manqué de se signaler, comme toujours, en choisissant ceux dont le nom seul était une protestation et une menace. Ce n'étaient pas seulement des députés libéraux et patriotes qui allaient former la majorité dans les votes de l'assemblée législative, c'étaient des chefs de parti et des conspirateurs, tels que Niemojowski, Zwierkowski, Malakowski et Joachim Lelewel, que l'Opposition avait mis à sa tête et qui se proposaient d'engager une terrible lutte parlementaire contre le Pouvoir. L'Opposition s'était comptée; elle avait confiance dans ses forces, et le plan de campagne qu'elle venait d'arrêter, après de longues discussions secrètes, devait tendre, par toutes les voies ouvertes ou dissimulées, à l'affranchissement, à l'indépendance de la Pologne.

On comprend donc que dans cette situation périlleuse les ministres, ou du moins ceux d'entre eux qui avaient à cœur de défendre et de soutenir le Gouvernement, songeassent à contrebalancer les menées de l'Opposition et à se rattacher, par tous les moyens possibles, la partie flottante et indécise de la Diète.

Le grand-duc Constantin, au lieu de s'intéresser à ces mesures de prudence et d'intérêt public, se montrait de la plus complète indifférence sur les résultats de la session; il ne manifestait aucune inquiétude à l'égard des dispositions malveillantes de la Chambre des nonces, et il disait dédaigneusement qu'il ne demandait à Dieu, que de devenir sourd pendant un mois.

— La Diète avait perdu la voix depuis cinq ans, ajoutait-il, et tout le monde s'en trouvait bien. Elle va maintenant abuser de la parole, et il faudra lui couper la langue pour toujours.

Les préoccupations du césarévitch se tournaient d'un autre côté, et il semblait exclusivement absorbé par la surveillance qu'il exerçait lui-même, le jour et la nuit, dans tous les quartiers de Varsovie, comme s'il eût cherché à y découvrir les mystérieux agents d'un complot qu'il savait exister.

Sa police, en effet, était sur pied, mais elle avait renoncé au système d'arrestations arbitraires, qui ne servaient qu'à remplir les prisons sans amener la constatation du travail persévérant des Sociétés secrètes dans toutes les classes de la population polonaise. Les rapports adressés à Constantin ne lui permettaient pas cependant de douter des progrès incessants que faisait autour de lui la faction révolutionnaire, qui empruntait ses principales forces au sentiment national.

— La conspiration gagne, dit-il un jour au général

Gendre : les femmes en sont à présent les âmes damnées, et bien peu d'hommes seront capables de leur résister. Par bonheur, nous avons l'armée polonaise, qui est la meilleure de toutes les armées; on n'a rien à craindre tant que cette armée m'obéira.

La conspiration dont parlait le grand-duc Constantin n'était autre que le vœu unanime des Polonais pour un changement radical dans l'esprit, sinon dans la forme du gouvernement; personne, d'ailleurs, ne savait ce qu'on devait demander, mais tous aspiraient à voir la Pologne s'émanciper de la tutelle du gouvernement russe.

Quant à la conspiration réelle, dont Pierre Wisoçki et Joseph Zaliwski étaient toujours les deux chefs, systématiquement et irrévocablement ennemis l'un de l'autre, elle n'avait pas cessé de se tramer dans l'ombre, sans aboutir à une tentative quelconque d'exécution; elle pouvait donc paraître à peu près inoffensive, dans le cas où le césarévitch eût été averti de ses conciliabules, qui voyaient naître et mourir cent projets monstrueux ou extravagants.

Cependant, ces deux chefs, tout en cherchant à s'annihiler ou à se supplanter l'un l'autre, continuaient leur prosélytisme, chacun de son côté, surtout parmi les jeunes officiers et sous-officiers de l'armée et parmi les étudiants des universités. La prochaine réouverture de la Diète et l'arrivée de l'empereur avaient donné un redoublement d'activité aux réunions des principaux conspirateurs, qui ne songeaient plus au régicide ou qui, du moins, ne parlaient pas d'y avoir recours pour la délivrance de leur pays.

L'empereur Nicolas était parti brusquement de Varsovie, le 22 mai, pour aller au-devant de l'impératrice, qu'on disait souffrante et que la fatigue avait forcée de s'arrêter en route. L'impératrice s'était fait violence pour continuer son

pénible voyage, sachant bien l'inquiétude que le moindre retard causerait à son époux, qui devait l'attendre à Pultusk. Elle y arriva seulement à six heures du soir, et malgré les instances de l'empereur, qui voulait qu'elle prît un peu de repos, elle repartit avec lui, le soir même, pour Varsovie.

Elle pouvait à peine se soutenir, en descendant de voiture, et néanmoins elle souriait à tout le monde, avec cette grâce angélique qui lui gagnait les cœurs les plus rebelles.

— Vous voilà brisée de fatigue ! lui disait, d'un air de reproche, l'empereur, inquiet et chagrin de la trouver si pâle et si faible. Vous ne vous ménagez pas, et vous tomberez malade.

— Sire, vous êtes ma force ! reprit-elle, en affectant de paraître déjà remise dans son état ordinaire de santé ; dès que je me retrouve près de vous, je ne sens plus ni fatigue ni souffrance. N'est-ce pas? ajouta-t-elle, en s'adressant à la princesse de Lowicz qui était venue la recevoir au château royal : nous autres femmes, nous savons tout souffrir, excepté l'éloignement des êtres chers qui font, en quelque sorte, partie intégrante de notre existence.

Le jour suivant, que l'impératrice passa renfermée dans ses appartements, suffit pour la reposer et lui rendre ses forces. L'empereur, qui ne s'était montré en public que pour entendre la messe à la chapelle du château et pour assister à la parade, resta, ce jour-là, en famille, près de sa femme, ou avec son frère Constantin.

Le lendemain, 24 mai, était l'anniversaire de son couronnement comme roi de Pologne : à onze heures du matin, il se rendit, en grand apparat, avec l'impératrice, dans la salle du trône, pour y recevoir les félicitations des hauts fonctionnaires du royaume, de la noblesse polonaise, des officiers supérieurs de la garde et de l'armée. Le sénat,

ayant à sa tête son président le comte Stanislas Zamoyski, ne manqua pas de venir, en corps, à cette réception solennelle, mais on remarqua l'absence d'un assez grand nombre de membres de la Chambre des nonces.

Le bruit courait que l'Opposition avait exigé de tous ses adhérents la promesse, non-seulement de ne point paraître aux réceptions de l'empereur et de l'impératrice, ni aux fêtes de la cour, mais encore de refuser toutes les invitations qui leur seraient adressées par les présidents du sénat et de la Chambre élective.

Le comte Mostowski, ministre de l'intérieur, était, disait-on, tellement dépité et contrarié dans les démarches qu'il avait faites, de concert avec son collègue le prince Lubecki, pour triompher du mauvais vouloir des députés libéraux, qu'il prétexta une indisposition subite et s'abstint de figurer à son rang dans les réceptions officielles.

La journée du 25 mai fut donnée tout entière au repos de l'impératrice qui avait encore à se remettre des fatigues de la veille, d'autant plus que le jour suivant devait lui apporter de nouvelles fatigues. Le prince royal de Prusse était arrivé dans la soirée du 24 mai, pour inviter sa sœur à passer deux semaines en Silésie auprès du roi leur père.

Le grand-duc Constantin avait ordonné une grande parade, en l'honneur des augustes hôtes que Varsovie semblait heureuse de posséder. Cette parade eut lieu le 26 mai, en présence de Leurs Majestés impériales et du prince royal de Prusse. Tous les régiments de la garde russe et polonaise, formant le corps de réserve, et tous ceux de l'armée polonaise, réunis alors à Varsovie, étaient sous les armes. Ils manœuvrèrent avec un admirable ensemble, sous le commandement immédiat du césarévitch. Le prince

portait, ainsi que son frère Michel, la décoration de l'Aigle-Noir de Prusse, et le prince royal portait celle de l'Aigle-Blanc de Pologne. Après la parade, les officiers, dont un grand nombre étaient décorés de l'ordre prussien de l'Aigle-Rouge, furent présentés à l'empereur par le grand-duc Constantin, qui parut très-sensible aux éloges unanimes que lui méritèrent la belle tenue, l'instruction et l'élan de ses troupes.

— Ce sont mes élèves! répétait-il avec satisfaction.

Jamais, il est vrai, l'armée polonaise ne s'était montrée plus digne de sa renommée militaire, et la vue de l'empereur l'avait électrisée à ce point que son enthousiasme allait jusqu'au délire et pouvait passer pour un témoignage irrécusable de dévouement.

La présence de la princesse de Lowicz, accompagnant l'impératrice, n'était peut-être pas étrangère à ces transports de joie qui éclataient dans les rangs de l'armée et qui se communiquaient sympathiquement parmi la foule des spectateurs, car la princesse de Lowicz était alors aussi populaire en Pologne, que l'impératrice Alexandra le devint plus tard en Russie.

Le lendemain, qui était fête de l'Ascension, l'empereur et l'impératrice, après avoir, de grand matin, entendu l'office divin dans la chapelle du château, se rendirent, avec le prince royal de Prusse et le grand-duc Michel, à la place d'exercice près de la porte Powaski, où toutes les troupes de la garnison étaient rassemblées sous les ordres du grand-duc Constantin. Les augustes personnages, salués par de chaleureuses et incessantes acclamations, parcoururent les rangs et firent ensuite défiler devant eux ces magnifiques troupes que le césarévitch était fier de commander lui-même. Une affluence énorme de peuple entourait la place

d'exercice, et toutes les fenêtres des maisons adjacentes se trouvaient occupées par l'élite de la société de Varsovie.

Il n'y eut pas un cri séditieux, pas une marque de malveillance ou d'hostilité, au milieu de tant de spectateurs qui n'étaient pas tous favorables au tzar et à son gouvernement, d'autant plus que le ministère avait pris, à la dernière heure, des mesures très-habiles pour ne pas laisser la Diète à la merci de l'Opposition. Le sénat, chargé par la Charte, de vérifier les élections des nonces, avait usé largement de ses pouvoirs, en annulant plusieurs élections entachées d'irrégularité, entre autres celles de Niemojowski et de Zwierkowski.

L'ouverture de la Diète était fixée au lendemain 28 mai : elle se fit avec beaucoup de pompe dans la forme indiquée par le programme du cérémonial. Après le service divin, célébré à l'église cathédrale et qui se termina par l'hymne *Veni, Creator*, les sénateurs et les nonces, qui y avaient assisté avec les ministres et les membres du Conseil d'État, se rassemblèrent séparément dans les lieux de leurs séances respectives, pour répondre à l'appel nominal qui devait constituer la réunion des deux Chambres.

Le maréchal de la Diète, nommé par un décret, que le ministre de l'intérieur lut à haute voix, procéda sur-le-champ à l'appel nominal : ensuite, après avoir invité à sortir ceux des députés dont l'élection avait été cassée, il invita les autres, au nombre de cent quinze, à se réunir aux sénateurs dans la salle du sénat.

Pendant ce temps-là, l'empereur et roi, revêtu de l'uniforme de général polonais et portant les insignes des ordres militaires de Pologne, sortait de ses appartements, accompagné de l'impératrice, et suivi des grands-ducs Constantin et Michel et du prince royal de Prusse; le Conseil d'admi-

nistration et les hauts fonctionnaires du royaume s'étaient joints au nombreux et brillant cortége qui se déployait autour de Leurs Majestés impériales et royales.

Une députation de trois députés et de trois sénateurs, choisis par le président du sénat et le maréchal de la Diète, allèrent prévenir Sa Majesté que les Chambres étaient réunies. Une salve de vingt-cinq coups de canon annonca que l'empereur et roi se rendait à la salle du sénat; il fut reçu à la porte de cette salle par le président et le secrétaire du sénat, et il se dirigea vers le trône, au milieu des cris répétés de *Vive le Roi* et de *Vive l'Empereur*.

Quand il fut assis, ayant à ses côtés l'impératrice et derrière lui les deux grands-ducs Constantin et Michel, les ministres et le Conseil d'État se placèrent à sa droite, les personnes de sa suite à la gauche, et la cour en arrière du trône. Dès que le silence fut rétabli, Nicolas prit la parole et prononca d'une voix ferme et claire ce discours en langue française :

« Représentants du royaume de Pologne,

« Cinq années se sont écoulées depuis votre dernière réunion. Des motifs indépendants de ma volonté m'ont empêché de vous convoquer avant ce terme; les causes de ce retard ont heureusement disparu, et c'est avec une véritable satisfaction que je me vois aujourd'hui entouré, pour la première fois, des représentants de la nation.

« Dans cet intervalle, il a plu à la divine Providence de rappeler à elle le Régénérateur de votre patrie; vous avez tous senti l'énormité de cette perte, et votre douleur a été profonde. Le sénat, interprète de vos sentiments, m'a témoigné le désir d'honorer à jamais le souvenir des plus nobles vertus et d'une grande reconnaissance. Tout Polo-

nais est appelé à concourir au monument, dont la proposition vous sera présentée.

« Le Tout-Puissant a béni nos armes dans deux guerres que l'Empire vient de soutenir; la Pologne n'a point eu à en supporter les charges; elle participe toutefois à leurs avantages, par cette confraternité de gloire et d'intérêt, qui s'attache désormais à son indissoluble union avec la Russie. L'armée polonaise n'a pas pris une part active à la guerre : ma confiance lui avait assigné un poste non moins important; elle formait l'avant-garde de l'armée, chargée de veiller au salut de l'empire.

« Mon ministre de l'intérieur vous présentera le tableau de la situation du royaume, et le rapport que m'a fait mon Conseil d'État, sur les opérations administratives, vous sera communiqué. Vous applaudirez, je me plais à le croire, aux résultats marquants qui ont été obtenus sous plusieurs rapports.

« Ceux qu'a produits la loi sur l'association territoriale de crédit, ont surpassé mon attente; ils offrent aujourd'hui une base solide à toutes les améliorations successives de la fortune publique et particulière.

« Les développements toujours croissants de l'industrie, l'extension de votre commerce extérieur, l'augmentation de vos échanges avec la Russie, sont autant d'avantages, dont vous jouissez déjà et qui vous offrent la certitude d'un bien-être progressif.

« Diverses liquidations restaient à terminer. Celle avec la Saxe est conclue. Les comptes avec la Russie sont fort avancés. La liquidation avec la France va être négociée. Dès lors le montant de la dette nationale étant définitivement arrêté, une nouvelle loi des finances pourra fixer les revenus et les charges de l'État.

« Un comité, choisi en partie dans votre sein, avait préparé le deuxième livre du Code civil, mais ce travail n'a point acquis encore une parfaite maturité. J'ai ordonné, toutefois, que quelques parties, dont l'expérience indiquait les besoins, vous en fussent présentées.

« Les dispositions touchant les causes de nullité en mariage et le divorce, contenues dans le premier livre du Code civil, votées à la dernière Diète, ont rencontré, dans leur application, des difficultés qui en réclament impérieusement la révision. J'appelle toute votre attention sur un objet qui intéresse si éminemment le premier des liens sociaux et le repos des consciences.

« Vous verrez qu'il a été satisfait à plusieurs de vos demandes; qu'il a fallu en ajourner d'autres, mais que toutes ont été prises en sérieuse considération; et qu'ainsi le droit de pétition, renfermé dans de justes limites lorsqu'il éclaire le Gouvernement, concourt à la prospérité publique.

« Représentants du royaume de Pologne,

« En exécutant dans toute son étendue l'article 45 de la Charte constitutionnelle, je vous ai donné un gage de mes intentions. Il dépend de vous-même d'affermir l'œuvre du Régénérateur de votre patrie, en usant, avec sagesse et modération, des droits et priviléges qu'il vous a octroyés. Que la concorde et le calme président à vos dispositions! J'accueillerai les améliorations que vous proposerez aux projets de loi qui vous seront présentés, et je me complais dans l'espoir que le Ciel bénira des travaux entrepris sous d'aussi heureux présages. »

Plusieurs passages de ce discours avaient été vivement applaudis. Le même discours, traduit en langue polonaise, fut lu ensuite par le ministre secrétaire d'État, mais cette

seconde lecture ne provoqua point les mêmes applaudissements.

Le maréchal de la Diète prêta serment dans les mains de l'empereur, et un membre du Conseil d'État lui présenta le bâton de maréchal, au nom de Sa Majesté. Le président du sénat et le maréchal de la Diète adressèrent, l'un après l'autre, une allocution à l'empereur, qui se retira ensuite, reconduit jusqu'à ses appartements par le président du sénat et la députation des deux Chambres.

La Diète étant ouverte, la séance continua, sous la présidence de Stanislas Zamoyski, président du sénat.

On entendit d'abord le ministre de l'intérieur, qui rendit un compte sommaire des opérations du Gouvernement, depuis la dernière Diète, tenue en 1825. Il présenta ensuite un exposé de la situation du royaume, et il passa en revue les différents projets de lois qui devaient être soumis aux délibérations des Chambres.

Le président annonça que Sa Majesté ordonnait que les Chambres réunies se rassemblassent encore le lendemain, pour entendre le rapport du Conseil d'État, et les Chambres se séparèrent en silence.

L'Exposé de la situation du royaume constatait l'état de prospérité croissante que le Gouvernement avait obtenue dans la période des cinq dernières années. Cet Exposé, très-précis, très-net et très-sommaire, correspondait à la division des départements ministériels.

Le ministère des cultes repoussait indirectement le reproche qu'on avait fait à l'administration russe, de favoriser le rite grec aux dépens du rite romain : la population catholique comprenait 6,471,282 individus, répartis entre 1,917 paroisses; les frais du culte coûtaient au Trésor un million six cent mille florins; trois cent vingt-cinq églises

avaient été restaurées, douze construites, et cent une autres mises en réparation, depuis l'année 1825.

Le ministère de l'instruction publique s'était attaché à répandre et à fortifier l'instruction dans toutes les classes, en augmentant le nombre des écoles supérieures et des écoles primaires, surtout à Varsovie.

Depuis l'avénement de Nicolas, le ministère de la justice avait donné tous ses soins à la prompte et régulière expédition des affaires pendantes aux divers tribunaux : 13,493 causes avaient été terminées en conciliation par les justices de paix; les tribunaux civils avaient rendu 182,340 arrêts; le tribunal d'appel, 9,336; la Cour suprême, 1,046; les tribunaux de police avaient jugé 101,321 procès; la police correctionnelle, 70,231.

Le ministère de l'intérieur pouvait se féliciter d'avoir aidé, de toutes manières, au développement de l'industrie et du commerce, en imprimant une énergie nouvelle aux diverses branches de l'économie rurale et en créant des chaussées en pierre à travers les sables mouvants et les marais fangeux. La situation des propriétaires et des fermiers s'était sensiblement améliorée : « Cependant, disait le ministre, quoiqu'il soit juste et agréable de remarquer que beaucoup de propriétaires fonciers s'appliquent à améliorer aussi le sort de leurs paysans corvéables, ceux-ci néanmoins, privés en général d'une instruction élémentaire, ne restent que trop exposés aux atteintes du vice et de la misère, inévitables effets de l'ignorance. » La production des laines avait décuplé, par suite de la prodigieuse multiplication des bestiaux; ces laines indigènes suffisaient à peine à la fabrication dans les manufactures, qui produisaient chaque année plus de sept millions d'aunes de draps. Ainsi la Pologne, qui comptait à peine en 1815 une centaine de mé-

tiers à tisser le drap commun, en avait alors plus de six mille, mus par l'eau ou par la vapeur, au moyen de machines perfectionnées. La population s'était considérablement accrue sous l'influence du bien-être général : le recensement de 1829 en avait fixé le chiffre à 4,088,289 individus, ce qui donnait une augmentation de près de quatre cent mille depuis l'année 1823.

Le ministère de la guerre avait le droit d'être fier des résultats qu'il avait obtenus, en marchant avec persévérance dans la carrière des perfectionnements qui pouvaient s'appliquer à chaque branche du service militaire. L'armée était digne des soins que son auguste chef, le césarévitch, lui avait prodigués. Les distinctions honorifiques et l'augmentation de la solde retenaient sous les drapeaux l'élite des vieux soldats. Le corps des cadets et les écoles des porte-enseignes fournissaient abondamment des officiers expérimentés et instruits. Enfin la construction de vastes et magnifiques casernes, tant à Varsovie que dans les principales villes du royaume, avait déchargé les habitants de la pénible et coûteuse servitude des logements militaires.

Le ministère des finances devait s'applaudir aussi de l'accroissement des revenus de l'État, qui, de 1824 à 1828, avaient augmenté de près de soixante-dix millions de florins. La Banque de Pologne, qui ne comptait pas plus d'une année d'existence, rendait déjà d'immenses services; elle avait prêté un puissant concours à la Société territoriale, qui facilitait les mutations de propriété, sous la double garantie de l'hypothèque des terres et de la solidarité des actionnaires; elle devait bientôt venir en aide à l'exécution des grands travaux d'utilité publique, offrir des capitaux à d'importantes opérations commerciales et industrielles, et garantir le payement des intérêts de la dette nationale.

Certes, un pareil exposé de la situation du royaume était bien fait, dans son ensemble comme dans ses détails, pour justifier le gouvernement de l'empereur contre toutes les défiances et toutes les calomnies. Le patriotisme polonais pouvait sans vergogne se montrer satisfait de l'œuvre accomplie par l'administration russe au profit de la Pologne. Malheureusement, l'esprit de parti rendait aveugles et injustes les esprits les plus honnêtes et les plus éclairés.

Une fièvre d'opposition s'était emparée non-seulement de la Chambre des nonces, mais encore de toutes les classes de la population de Varsovie; l'aristocratie en donnait l'exemple, et la jeunesse s'y abandonnait à l'envi avec une fougue et une ardeur extraordinaires; les femmes elles-mêmes secondaient de tous leurs efforts l'éveil du sentiment national, et les couleurs polonaises qu'elles prodiguaient dans leur costume, avec une unanimité presque séditieuse, semblaient exciter les citoyens à courir aux armes et à proclamer l'indépendance de leur pays. On n'attendait pas moins de la Diète, il est vrai, qui venait de s'ouvrir sous les auspices d'un mouvement général de protestation et de résistance révolutionnaire.

CXLVIII

Le jour même de l'ouverture de la session, le maréchal de la Diète donnait un grand dîner, auquel il avait invité les chefs des autorités militaires et civiles de Varsovie, toutes les personnes de la suite de Leurs Majestés impériales et les représentants des États du royaume de Pologne.

Il y eut un grand nombre d'invités qui s'excusèrent, au dernier moment; le tiers des nonces n'avait pas même répondu aux invitations qui leur avaient été adressées.

La même abstention systématique se fit remarquer dans la plupart des fêtes qu'on donna successivement à l'occasion du séjour de l'empereur à Varsovie. Les bals qui eurent lieu chez le président du Conseil et chez le président du sénat, et qui furent honorés de la présence de Leurs Majestés, ne réunirent pas la moitié des personnes qu'on y attendait, et le bal de la cour, qui devait être le plus brillant et le plus nombreux de tous, fut encore plus délaissé et plus triste que les autres.

L'empereur n'eut pas l'air de s'en apercevoir; il ne put se dispenser, toutefois, de faire une observation sur l'abus que les femmes avaient fait des couleurs et des emblèmes polonais dans leur toilette :

— Cela peut être patriotique, dit-il au prince de Lubecki en se promenant dans le bal, mais cela n'est pas poli. On prend d'ordinaire les couleurs de son hôte, quand on se pique d'observer les usages de la vieille chevalerie. Avait-on peur que j'oubliasse que j'étais en Pologne?

L'abandon, la désertion dont ces fêtes avaient été l'objet de la part d'une partie de l'aristocratie polonaise, fut probablement la conséquence des bruits sinistres qui s'étaient répandus dans la ville, au sujet d'un attentat projeté contre la vie de l'empereur.

On disait que les conspirateurs voulaient mettre le feu aux quatre coins de la salle de bal, quand l'empereur y serait entré avec l'impératrice, et que l'explosion de plusieurs barils de poudre envelopperait tous les assistants dans la même catastrophe.

Le grand-duc Constantin avait été certainement averti, car il exerçait lui-même la surveillance la plus active et la plus minutieuse, toutes les fois que son auguste frère devait paraître dans une de ces fêtes préparées pour lui. Aussi, ne furent-elles troublées par aucun accident, par aucune alerte, et l'on put croire que les terreurs imaginaires, dont la haute société de Varsovie s'était émue, n'avaient été semées que pour la tenir à l'écart de ces réunions et pour lui donner ainsi l'apparence d'un complot de nationalité contre le tzar.

On ne doit pas mettre en doute aujourd'hui le danger auquel Nicolas eut le bonheur d'échapper.

Une conjuration avait été ourdie dans le groupe de conspirateurs déterminés, qui entouraient Pierre Wisoçki, et qui n'avaient pas renoncé sans regret à l'assassinat de l'empereur. On leur avait bien fait comprendre que le sang de l'auguste victime retomberait sur la Pologne tout entière et

lui imprimerait une tache indélébile. Ils avaient donc consenti à respecter la vie du tzar, mais ils étaient résolus à s'emparer de sa personne pour s'en faire un otage, en vue de l'affranchissement de leur patrie.

Tout fut convenu et préparé dans ce but : dès que l'empereur aurait fait son entrée dans le bal que donnait en son honneur le comte Valentin Sobolewski, président du Conseil d'administration, le feu devait être mis au palais, où cent conjurés eussent pénétré à la faveur du désordre inséparable d'un incendie, pour enlever Nicolas et le porter, mort ou vif, dans une voiture qui eût disparu comme l'éclair et qui serait allée le cacher au fond des forêts épaisses voisines de Varsovie.

Le bal eut lieu cependant, et l'empereur y passa plusieurs heures; mais les conjurés ne se montrèrent pas même aux alentours du palais : un contre-ordre, dont l'origine ne fut jamais connue, leur avait enjoint de ne pas se rendre à leurs postes, attendu que, l'empereur étant indisposé, le bal avait été remis.

Les conjurés soupçonnèrent de trahison plusieurs des leurs, et pourtant aucun d'eux ne fut arrêté ni même inquiété. On prétendit que Lubowidzki, un des chefs de la police secrète du grand-duc, avait entre les mains tous les fils de cette trame criminelle et qu'il s'amusait à les embrouiller sans cesse, pour mettre obstacle à l'œuvre des conspirateurs, qui se reprochaient l'un à l'autre le mauvais succès de leurs plans et de leurs tentatives.

Il semblait, en effet, qu'un bon ange veillât sur les jours de l'empereur et de l'impératrice, qui ne craignaient pas de se montrer sans escorte dans les rues de Varsovie et qui se confiaient à la loyauté du peuple polonais.

Chaque matin, Nicolas assistait à l'exercice de quelques

régiments, que le césarévitch en personne faisait manœuvrer devant lui, et pendant tout le temps de l'exercice, il exposait sa poitrine aux coups des assassins.

Le 31 mai, on le vit, donnant le bras à l'impératrice, paraître à la promenade qui avait lieu tous les ans hors de la ville, près du monastère de Biéluna : il fut entouré d'une foule innombrable, qui l'accompagnait de joyeuses acclamations. Pouvait-il prévoir la possibilité d'un attentat contre sa personne? Le grand-duc Constantin néanmoins ne le quittait pas une minute et, jetant autour de lui un regard scrutateur, forçait les indiscrets ou les individus suspects à se tenir à distance ou à reculer en arrière.

La Diète avait commencé ses travaux; les deux Chambres se réunissaient tous les jours, chacune dans le local affecté à ses séances, et rien n'avait troublé jusqu'alors le calme des délibérations.

L'Opposition, qui perdait sans cesse des voix que lui enlevaient adroitement les agents officieux du parti conservateur, n'était pas encore sortie de la prudente réserve qu'elle s'imposait en attendant le départ de l'empereur, qui avait à faire un voyage dans les provinces méridionales de la Russie. L'Opposition était décidée, d'ailleurs, à entamer une campagne décisive contre le ministère et à le forcer de se défendre sur le terrain constitutionnel.

La séance du 1er juin, à laquelle l'empereur assista incognito, ne semblait pas annoncer ces projets hostiles, car le ministre des finances, qui remplaçait le ministre de l'intérieur, malade ou feignant de l'être, vint présenter à la Chambre des nonces une proposition, que le sénat avait accueillie avec enthousiasme, pour l'érection d'un monument à la mémoire de l'empereur Alexandre.

Cette proposition ne rencontra pas moins de sympathie

dans la Chambre des nonces que dans le sénat, et les députés, se levant à la fois, à l'exception de Lelewel et de deux ou trois de ses amis, l'acclamèrent d'une voix unanime. Il fut décidé sur-le-champ qu'une adresse de la Chambre, relativement à cet objet, serait remise à Sa Majesté.

Peu de jours après, l'empereur ayant quitté Varsovie, la proposition du monument d'Alexandre revint devant la Chambre des nonces et fut discutée assez froidement. Il était question de réunir les fonds nécessaires, au moyen d'une cotisation générale proportionnelle sur tous les habitants de la Pologne, car le monument ne devait pas coûter moins de sept à huit millions de florins. Le vote fut toutefois favorable, et la majorité des voix se prononça en faveur du projet, destiné, suivant les termes du rapport, « à perpétuer la mémoire des plus nobles vertus et à consacrer à jamais celle de la plus vive reconnaissance. »

On ne s'explique pas comment les députés de l'Opposition reconnurent ainsi explicitement les bienfaits dont la Pologne était redevable à l'empereur Alexandre.

Nicolas était parti de Varsovie, dans la soirée du 2 juin; peu d'heures auparavant, l'impératrice s'était mise en route pour se rendre en Silésie, où l'attendaient son père et la famille royale de Prusse. Leurs Majestés ne devaient rentrer à Varsovie, que pour la clôture de la Diète.

Le voyage de l'empereur n'avait pas seulement pour objet l'inspection des principaux corps de la première armée, qui avait son quartier-général à Kiew : Nicolas se rendait directement à Élisabethgrad, où il avait donné rendez-vous aux commandants en chef de la première et de la seconde armée, les feld-maréchaux Diebitsch et Osten-Sacken.

Des conférences de ces deux illustres hommes de guerre

avec leur souverain, allait sortir probablement une organisation nouvelle des forces militaires de la Russie, en prévision des événements qui pouvaient surgir en Europe par le fait d'un bouleversement révolutionnaire.

En outre, Nicolas avait à cœur de faire du sultan Mahmoud un allié fidèle et obéissant, ou du moins un voisin pacifique et immobile : le comte de Nesselrode, en arrivant de Saint-Pétersbourg, lui avait rapporté que les envoyés extraordinaires, Halil-Pacha et Nedjib-Effendi, n'étaient pas satisfaits du résultat de leur mission, malgré les honneurs dont ils avaient été comblés et qui les suivaient encore de ville en ville, depuis qu'ils étaient partis avec leur suite pour retourner à Constantinople. Le grand-seigneur leur avait écrit que la Turquie était trop épuisée par la guerre qu'elle avait soutenue pendant deux ans contre la Russie, pour pouvoir fournir les sommes qui restaient à payer au tzar : il se voyait donc dans l'alternative d'être détrôné par ses sujets ou d'abdiquer, plutôt que d'exécuter le traité d'Andrinople.

Nicolas avait alors envoyé un courrier à Halil-Pacha, qui se trouvait de passage à Moscou, pour l'inviter à se rendre à Élisabethgrad, où il comptait arriver lui-même le 6 ou le 7 juin. On venait d'apprendre qu'Halil-Pacha avait été promu à la dignité de capitan-pacha et qu'il serait probablement, à son retour en Turquie, nommé grand-vizir.

Une lettre particulière du vice-chancelier fit savoir à Halil-Pacha, que l'empereur était tout porté à donner satisfaction aux dernières demandes du sultan Mahmoud, et que le souverain de la Russie n'avait pas fait la paix avec l'Empire Ottoman pour lui créer des difficultés d'existence insurmontables. « Sa Majesté, disait le ministre, tiendra rigoureusement à l'exécution des traités sous le rapport politique,

mais elle se rend compte de la position délicate et difficile de Sa Hautesse, eu égard au payement d'une indemnité onéreuse qui pèse sur les peuples de la Turquie et qui se traduit pour eux en impôts écrasants. Les concessions ne coûteront pas à Sa Majesté l'empereur, pour s'assurer l'amitié du sultan et la reconnaissance de la Porte. »

Ces bonnes nouvelles avaient été immédiatement transmises à Constantinople par le secrétaire d'Halil-Pacha, et le sultan en avait éprouvé une telle joie, qu'il combla d'honneurs, de présents et de témoignages de gratitude, le comte Orloff et M. de Ribeaupierre. Il les appelait sans cesse auprès de lui; malgré les empêchements de l'étiquette musulmane, il les consultait dans l'intérêt de ses propres affaires, et il ne voulait plus, disait-il, avoir d'autre allié que son bon voisin, l'empereur de Russie.

Le comte Orloff profita de ces amicales dispositions, pour terminer promptement et avantageusement, avec le reïss-effendi et le Divan, la partie la plus épineuse et la plus ingrate de sa mission, qui avait pour objet d'étendre la protection du tzar, en quelque sorte, sur les sujets chrétiens du grand-seigneur.

Nicolas était profondément sensible aux efforts que Mahmoud avait déjà fait pour adoucir le sort des chrétiens dans ses États, et il n'ignorait pas que c'était cette indulgence inusitée à l'égard des raïas, qui avait motivé un soulèvement en Albanie contre l'autorité du sultan.

— Le sultan fait ce qu'il peut ! dit l'empereur au comte de Nesselrode, qui lui communiquait des dépêches de M. de Ribeaupierre sur cette question. Mais si j'avais à lui donner un conseil, je l'engagerais à se faire chrétien. Il faudrait peut-être qu'il eût un caractère d'une trempe plus forte. Certes, s'il se faisait chrétien, la masse de la nation le sui-

vrait, et ce serait la fin du mahométisme, par la renaissance de l'Empire grec.

Les envoyés turcs avaient fait diligence pour arriver, avec leur suite, à Élisabethgrad, avant l'empereur Nicolas : ils s'y trouvaient dès le 5 juin au soir, et le lendemain ils allèrent au-devant de l'empereur jusqu'à Migorod, où le feld-maréchal comte Diebitsch-Zabalkansky les avait précédés pour rendre hommage à son souverain qu'il n'avait pas vu depuis plus de vingt mois.

La première personne que Nicolas reconnut en descendant de calèche, ce fut Diebitsch : il lui tendit les bras et le serra étroitement sur sa poitrine. Les yeux du feld-maréchal s'étaient remplis de larmes.

— Ah ! Sire, s'écria-t-il tremblant d'émotion, Votre Majesté me fait plus d'honneur que je n'en mérite !

— Mon brave Zabalkansky, lui dit l'empereur en lui serrant la main, tant que tu seras à la tête de mes armées, je serai sûr de la victoire.

Puis, il le présenta lui-même à Halil-Pacha, qui se tenait respectueusement à distance :

— Voici le meilleur général de la Russie, dit-il à haute voix, le plus habile et le plus intrépide à la fois. Au reste, ajouta-t-il en souriant, Monsieur le capitan-pacha, ce n'est pas la première fois que vous vous rencontrez en face et que vous apprenez à vous estimer l'un l'autre.

Nicolas fit monter dans sa voiture le comte de Diebitsch, en lui disant qu'il le prenait pour son aide de camp de service jusqu'à leur arrivée à Élisabethgrad.

C'était le dimanche 6 juin, fête de la Pentecôte, la population des villes et villages voisins était accourue en habits de fête au-devant de l'empereur, qui fut salué par les acclamations les plus chaleureuses. Il se rendit d'abord à la

cathédrale pour entendre l'office divin. Les généraux et commandants qui se trouvaient à Élisabethgrad furent admis à sa table, et, le soir, il se fit présenter les sous-officiers nobles du corps qu'il venait inspecter dans cette ville. La foule ne cessa de stationner devant la maison du gouverneur, où il était logé, dans l'espérance de l'entrevoir, de l'acclamer et de le bénir encore.

Le lendemain, 7 juin, dès six heures du matin, l'empereur, accompagné du feld-maréchal Diebitsch et d'un grand nombre de généraux, passait en revue le cinquième corps colonisé de cavalerie de réserve, ainsi que les réserves de la cavalerie et de l'artillerie à cheval de la deuxième armée. Il fut très-satisfait de la tenue, de l'instruction et du bel aspect des régiments qui manœuvrèrent sous ses yeux; il adressa de vifs remercîments au feld-maréchal, qui avait dans ses attributions les colonies militaires; au commandant du cinquième corps et à tous les généraux et colonels, qui avaient concouru à former ces magnifiques troupes.

Le capitan-pacha Halil-Pacha et son collègue Nedjib-Effendi avaient été spécialement invités à cette revue, par l'empereur, qui les entoura d'égards et de politesses. Il les retint à dîner, en petit comité, avec le comte de Diebitsch, le vice-chancelier et deux ou trois autres personnes; pendant tout le repas, il ne cessa de leur adresser la parole, de l'air le plus affable, et, en sortant de table, il leur annonca qu'il avait fait remise à la Porte Ottomane de la plus grande partie de la contribution de guerre, car, leur dit-il gracieusement, il ne voulait, en aucune manière, accroître les embarras de la situation du sultan, ni, comme on l'en accusait bien à tort, entraîner la ruine de l'Empire turc.

— Vous direz de ma part à votre maître, ajouta-t-il avec aménité, que je veux être pour lui un bon frère et un bon

ami, pourvu qu'il se montre généreux et paternel à l'égard de ses sujets chrétiens, comme je me montrerai toujours moi-même à l'égard de mes sujets musulmans.

Le comte de Nesselrode fit savoir à Halil-Pacha, que l'empereur, loin de penser à prolonger l'occupation du territoire turc, avait hâte d'en retirer ses troupes, et qu'il exigeait, en conséquence, que les payements laissés à la charge de la Turquie fussent effectués dans un délai plus rapproché. En outre, le sultan devait abandonner, en compensation des sommes qu'on le dispensait de payer, quelques forteresses et quelques points du littoral en Asie Mineure, pour la rectification et la défense des frontières de l'Empire russe.

Les ambassadeurs ottomans souscrivirent avec reconnaissance à ces conditions peu onéreuses, et le jour suivant, qui était l'anniversaire du mémorable passage du Danube par l'armée russe sous le commandement de l'empereur de Russie, ils eurent leur audience de congé, après l'exercice du troisième corps de cavalerie de réserve, exercice auquel ils avaient eu l'honneur d'assister aux côtés du tzar.

— Au moment où vous retournez auprès de votre auguste maître, leur dit Nicolas, je vous rappellerai encore que l'intérêt de la Turquie est de rester l'alliée de la Russie, et que je fais des vœux sincères pour que le sultan Mahmoud, qui est un organisateur politique comme l'était Pierre le Grand, réussisse dans la tâche difficile qu'il s'est imposée, car, à mon avis, le gouvernement turc ne saurait subsister qu'en se transformant. Dites-lui bien qu'il peut compter sur mes sympathies et, au besoin, sur mon assistance.

Avant de quitter Élisabethgrad, Nicolas visita la pension des demoiselles nobles, établie dans cette ville, et il se plut à constater par ses propres yeux l'excellente administration de ce vaste établissement : il promit à la surin-

tendante de faire en sorte que l'impératrice consentît à prendre sous sa protection cet institut, qui avait déjà rendu tant de services et qui était appelé à en rendre davantage.

Il apprit, en parcourant les établissements publics de la ville, que les habitants étaient débiteurs envers la Couronne d'une somme de 15,000 roubles, qu'ils ne parvenaient pas à solder : il ordonna que cette somme ne leur fût plus réclamée.

Il partit d'Élisabethgrad, dans la matinée du 9 juin, au milieu des bénédictions du peuple et des hourras de la troupe, pour se rendre à Kozeletz et y passer plusieurs jours.

L'impératrice Alexandra se trouvait alors dans le sein de sa famille, au château de Fischbach en Silésie. Son père, le roi de Prusse, impatient de la voir, était allé au-devant d'elle jusqu'à Sibyllenort et l'avait emmenée de Breslau à Fischbach.

L'impératrice, en y arrivant, avec le prince royal, avait rencontré le prince Guillaume et la princesse royale, la grande-duchesse héréditaire de Mecklenbourg-Schwerin, l'électrice de Hesse-Cassel et la princesse Caroline, la princesse de Liegnitz et le landgrave Louis de Hesse-Hombourg; sa belle-sœur, la grande-duchesse de Saxe-Weimar, lui avait causé une agréable surprise, en venant aussi l'y rejoindre.

L'impératrice, heureuse de se sentir entourée des princes et princesses de sa famille, se proposait de donner exclusivement à la vie d'intérieur le peu de jours qu'elle avait à leur consacrer; elle s'était donc refusée à toutes les réceptions officielles, à toutes les fêtes de cour, qui auraient pris une partie du temps réservé à ces charmantes réunions, à ces plaisirs doux et faciles de l'intimité, qu'elle regrettait sans cesse au milieu des splendeurs et des fa-

tigues de son existence impériale. Elle était, d'ailleurs, d'une santé bien frêle à cette époque, et elle avait, plus que jamais, besoin de repos physique et moral.

Elle voulut voir, néanmoins, toutes les personnes qu'elle avait connues dans sa jeunesse et qui se trouvaient à Fischbach, durant son séjour, quelle que fût la condition subalterne de ces personnes; elle les reçut avec cette bienveillance, avec cette exquise bonté, qui lui étaient particulières; elle eut ainsi le plaisir de leur adresser de ces mots heureux, qu'elle rencontrait sans les chercher, et qui, suivant son propre aveu, arrivaient tout naturellement de son cœur à ses lèvres.

— Je te prie, mon cher Harnisch, dit-elle à un vieux savant, qui avait été son professeur de langues, je te prie de venir à Saint-Pétersbourg, pour juger si j'ai bien profité de tes leçons.

— Ah! Madame, s'écria Harnisch, ne priez pas, commandez!

— Commander! reprit en souriant l'impératrice. *Befehlen!* je ne comprends cette expression que dans la bouche d'un empereur.

CXLIX

L'empereur continuait cependant son voyage, qui lui fournissait l'occasion de déployer sa prodigieuse et infatigable activité.

Il s'était arrêté quelques instants, dans la journée du 9 juin, au village d'Adjamka, où il fut reçu par le clergé; il entra, pour faire sa prière, dans une petite chapelle construite en bois, et comme c'était la première église des colonies militaires de la troisième division de cuirassiers, qu'il eût visitée, il ordonna de la rebâtir en pierre.

Au village de Petrikovka, où se trouvait l'état-major de cette division de cuirassiers, il inspecta quatre bataillons de cantonnistes, et parcourut l'hôpital, les haras et les magasins. Le jour même, il traversait, au milieu des joyeuses acclamations d'une foule immense, le pont et la ville de Krementchoug, magnifiquement illuminée, et il arrivait à Kozeletz, dans la nuit, toujours accompagné du feld-maréchal Diebitsch, qui ne l'avait presque pas quitté depuis cinq jours.

Le feld-maréchal Osten-Sacken s'était rendu à Kozeletz, avec les principaux généraux de la première armée, pour suivre l'empereur à Kiew, où se trouvait le quartier-général de cette armée. Le 10 juin, dès six heures du matin, il

fut introduit auprès de l'empereur, auquel il présenta les officiers de son état-major, qui eurent l'honneur de dîner avec lui à la table impériale.

Ce jour-là, l'empereur passa en revue le cinquième corps de cavalerie de réserve, l'artillerie qui en dépendait, et une division du régiment de gendarmes. Le lendemain, 11 juin, ces troupes exécutèrent de grandes manœuvres, en présence de Sa Majesté; le jour suivant, l'empereur commanda en personne l'exercice de la deuxième division de dragons et partit pour Kiew, où il arriva dans l'après-midi.

Il alla descendre au monastère de Petchersky : il y fut reçu par le métropolitain Eugène qui l'attendait, à la tête du clergé, avec la croix et l'eau bénite; le gouverneur militaire de Kiew, les généraux et les principales autorités civiles se trouvaient aussi, pour le recevoir, aux portes de l'église, remplie d'une foule considérable. L'empereur assista aux prières d'actions de grâce et baisa les saintes reliques. Ensuite, après s'être reposé quelques instants à peine dans l'appartement qu'on lui avait préparé, il sortit avec le gouverneur militaire pour examiner l'emplacement où devait être construite la nouvelle citadelle, et, suivant son habitude, il visita d'abord l'hôpital. Le soir, la ville fut entièrement illuminée.

Le lendemain, qui était un dimanche, l'empereur commença la journée par passer en revue la division de réserve du quatrième corps d'infanterie; il entendit la messe célébrée par le métropolitain à la basilique de Sainte-Sophie, et il alla ensuite faire ses dévotions à la basilique de Saint-Michel. Le reste du jour fut rempli par les réceptions officielles : le maire et les notables de Kiew eurent l'honneur d'offrir à Sa Majesté le pain et le sel.

Après les réceptions, il y eut chez l'empereur un grand

dîner, auquel assistaient le métropolitain, les feld-maréchaux Diebitsch et Osten-Sacken, le gouverneur civil et le maréchal de la noblesse du gouvernement, et tous les généraux qui étaient alors à Kiew. Le soir, l'empereur se rendit, en calèche découverte, au bal que lui offrait la noblesse : la ville était illuminée ; les rues regorgeaient de monde, et la foule se pressait joyeusement pour contempler les traits de son bien-aimé monarque.

Le 13 juin, après avoir assisté à la parade et visité l'arsenal, l'empereur inspecta le bataillon des cantonistes militaires de Kiew et le détachement des ouvriers du génie. Il retourna ensuite au monastère de Petchersky, pour y entendre les prières, et il se remit en route avec les feld-maréchaux Diebitsch et Osten-Sacken.

Il n'arriva que dans la soirée au village de Kodni, autour duquel étaient campés le deuxième corps d'infanterie et la division de hussards, qui revenaient de Turquie. Il les inspecta, le lendemain à sept heures du matin, et malgré les fatigues et les privations que ces troupes avaient éprouvées dans la dernière campagne, il les trouva en aussi bon état que si elles n'eussent pas quitté le territoire de l'empire. Les rangs toutefois s'étaient bien éclaircis et le cadre des régiments n'était plus au complet.

L'empereur réunit à sa table, ce jour-là, les généraux et les commandants de ces braves troupes, qui avaient pris une part si glorieuse à la guerre de Turquie. Après le dîner, il les pria de l'accompagner, dans sa visite d'inspection, à l'hôpital militaire qu'on avait établi provisoirement à Kodni et qui contenait un grand nombre de malades ; il consola, il encouragea les uns ; il récompensa les autres, que lui désignaient leurs chefs ; tous se soulevaient dans leurs lits et lui demandaient de les bénir.

Un vieux médecin s'approcha précipitamment de Nicolas et le conjura de se retirer, en lui disant à voix basse que l'hôpital était infecté de maladies épidémiques et que le matin même on avait signalé un cas foudroyant de choléra-morbus.

Le nom seul de cette terrible maladie, qui menaçait alors d'envahir l'Europe, aurait fait reculer tout autre que l'empereur; il resta calme et impassible, tandis que les assistants pâlissaient et se regardaient d'un air inquiet.

— Monsieur! répondit l'empereur en s'adressant au médecin, qui avait cru devoir l'avertir; nous avons l'un et l'autre nos devoirs à remplir; faites le vôtre; je fais le mien.

Et il continua sa visite dans les salles dont les médecins auraient voulu l'éloigner.

Au sortir de l'hôpital, il manda auprès de lui le médecin qui s'était permis de lui adresser la parole dans l'hôpital, et lui demanda si réellement le choléra-morbus s'y était déclaré, car, ajouta-t-il, on ne saurait trop se hâter d'établir des quarantaines.

— Sire! reprit ce médecin qui avait vu, l'année précédente, le choléra-morbus ravager le gouvernement d'Orenbourg : les quarantaines ne servent, à mon avis, qu'à rassurer les populations qui s'effrayent, lorsque l'épidémie existe déjà parmi elles. L'invasion du choléra asiatique est imminente; nous n'avons eu jusqu'à présent que des cas isolés, mais j'ai la ferme conviction que dans deux mois au plus tard le fléau aura gagné les provinces méridionales...

— N'est-il pas de moyens préservatifs à lui opposer? s'écria l'empereur avec émotion; n'est-il pas de remède?... Je donnerais tout, honneurs, titres, fortune, à celui qui trouverait un remède!

— Il n'en est pas, Sire, répondit le vieux médecin en

hochant la tête; j'ai étudié le choléra-morbus, aux lieux mêmes où il est né, dans l'Inde, sur les bords du Gange, et je pense que la science humaine est impuissante contre cette effrayante maladie, plus dangereuse, plus meurtrière que la peste. Il faut s'incliner devant les volontés de la Providence et la conjurer d'arrêter, de combattre et d'anéantir le fléau qu'elle a déchaîné sur la terre, comme une punition divine.

L'empereur fut vivement frappé de cet avertissement qui ressemblait à une prophétie. Il fit écrire sur-le-champ, à son ministre de l'intérieur qui était resté à Saint-Pétersbourg, que l'irruption prochaine du choléra-morbus en Russie paraissant inévitable, on n'avait pas de temps à perdre pour aviser aux précautions de salubrité qui pouvaient entraver la marche de l'épidémie, et pour réunir d'avance tous les secours dont les pauvres malades auraient besoin, dès qu'elle éclaterait sur un point de l'empire.

En même temps, l'empereur, dont le sentiment religieux acceptait le conseil indirect que lui avait offert le vieux médecin de Kodni, ordonna des prières publiques dans ses États, afin de remercier le ciel d'avoir fait cesser la peste en Crimée et en Bessarabie, et, aussi, afin d'obtenir de sa grâce, qu'il préservât la Russie de l'invasion du choléra-morbus.

Nicolas prit congé des feld-maréchaux Diebitsch et Osten-Sacken, le 16 juin, en quittant le village de Kodni, et pendant les trente-quatre heures qu'il passa en voiture de poste, à travers les steppes de la Wolhynie, il ne s'arrêta que pour changer de chevaux et pour prendre ses repas dans des maisons de paysans.

Il était toujours poursuivi par de sombres pressentiments, parmi lesquels se dressait le fantôme du choléra-morbus;

il gardait un silence morne, et s'il adressait la parole à quelqu'un, en traversant un village, c'était pour s'informer de l'état sanitaire de la localité.

— Sire, lui répondit un vieillard qu'il interrogeait à ce propos, nous faisons des vœux pour que votre santé soit aussi bonne que la nôtre; car on vit longtemps chez nous, grâce à Dieu; il n'y a pas ici moins de dix centenaires, qui ont encore assez de voix pour crier *Vive l'empereur!*

Nicolas sourit et demanda à ce vieillard quel était son âge :

— Je n'ai que quatre-vingt-cinq ans, répliqua-t-il presque honteux de s'avouer si jeune; mais mon père en a cent quatre, et mon grand-père, qui est né sous le règne du tzar Pierre et qui a servi jusqu'à l'époque de la guerre contre les Turcs sous le règne de l'impératrice Catherine, doit avoir bien près de cent trente ans.

Nicolas voulut voir cette famille de patriarches et leur laissa un souvenir de sa munificence, en leur disant :

— J'espère, mes enfants, vous retrouver en aussi bonne santé, la première fois que je passerai dans votre village; je prie Dieu qu'il vous conserve et vous protége, comme notre sainte Russie.

CL

L'empereur arriva, le 17 juin, à onze heures du soir, dans la ville de Brzesc-Litowski, où il était attendu par ses deux frères, les grands-ducs Constantin et Michel.

Ils furent heureux de le revoir en parfaite santé, mais la tristesse empreinte sur sa physionomie ne leur échappa point; ils s'en inquiétèrent et voulurent en connaître la cause.

— Je ne sais, reprit l'empereur; je suis tombé, malgré moi et sans motif sérieux, dans des humeurs noires dont rien ne peut me tirer. C'est le présage de quelque grand malheur!

— Voilà ce que me répète tous les jours la princesse de Lowicz, reprit le césarévitch avec impatience; elle fait de mauvais rêves et elle en trouble ma vie. Aussi, depuis l'ouverture de la Diète, je n'ai pas eu un moment de repos. Je donnerais beaucoup, pour que cette ennuyeuse Diète fût déjà close!

— Parle-t-on du choléra-morbus à Varsovie? demanda machinalement l'empereur.

— On en parle à Varsovie comme partout, reprit le grand-duc Michel; le bruit courait hier que l'épidémie s'était

montrée à Saratow, à Tzaritzine et sur quelques points du gouvernement de Simbirsk...

— Mon Dieu! laissons le choléra-morbus, répondit gaiement Constantin, ou bien envoyons-le aux orateurs de la Diète, pour les faire taire.

L'empereur apprit alors du grand-duc Constantin, que les séances de la Diète avaient été souvent orageuses et que le parti de l'Opposition continuait à battre en brèche le Gouvernement avec les armes constitutionnelles, dont elle se servait avec autant d'adresse que de perfidie. Le ministère était sur le point d'être renvoyé de vive force. Le césarévitch exprima l'espoir que le retour de l'empereur pourrait mettre un frein aux attaques des libéraux contre les ministres.

Nicolas et ses deux frères passèrent la nuit à Brzesc-Litowski.

Une grande revue était annoncée pour le lendemain. A six heures du matin, les troupes se rassemblèrent dans le champ d'exercice, et le grand-duc Constantin, qui les commandait en chef, eut l'honneur de présenter à Sa Majesté les régiments et l'artillerie de la vingt-quatrième division d'infanterie du corps d'armée de Lithuanie, aussi que les régiments de grenadiers et de carabiniers du corps de réserve, placés sous ses ordres immédiats. La revue fut très-brillante, comme toujours, et l'empereur en parut pleinement satisfait.

Il partit à deux heures de l'après-midi, avec ses frères et arriva, dans la nuit, à Varsovie.

La grande-duchesse Marie de Saxe-Weimar, leur sœur, y était arrivée, peu d'heures avant lui, avec sa fille, épouse du prince Charles de Prusse. Ce fut pour Nicolas une agréable surprise, que la visite d'une de ses sœurs, et il lui en témoigna une vive reconnaissance.

L'impératrice qui revenait de Fischbach, en voyageant à petites journées, n'était pas encore de retour à Varsovie : son auguste époux eut la bonne pensée d'aller au-devant d'elle jusqu'à Lowicz, où elle comptait faire une halte de vingt-quatre heures. Après l'avoir vue en meilleure santé qu'au moment de partir pour la Silésie, il revint, le soir même, à Varsovie.

Le jour suivant, 20 juin, qui était l'anniversaire de la restauration du royaume de Pologne, une grande parade devait avoir lieu, en l'honneur de cette fête nationale, aux environs de la ville. Tous les habitants s'étaient empressés d'y accourir. Le grand-duc Constantin fit manœuvrer, en présence de l'empereur, les troupes qui se trouvaient sous ses ordres, plusieurs divisions de cavalerie, d'infanterie et d'artillerie de l'armée polonaise, ainsi que des régiments russes et polonais de la garde.

Les spectateurs se montrèrent ravis de cette solennité militaire, dans laquelle l'armée polonaise ne recueillait que des acclamations patriotiques. On aurait pu croire, à ces cris enthousiastes qui saluaient le drapeau de la Pologne, que l'empereur de Russie n'avait plus un seul adversaire parmi ses sujets de Varsovie.

Le prince Charles de Prusse, arrivé pendant la nuit, assistait à cette belle parade.

L'impératrice, qui évitait toute espèce de fatigue, n'arriva que le soir et s'excusa de ne pouvoir se montrer aux autres parades qui se succédèrent tous les jours jusqu'au départ de l'empereur. Elle ne se montra pas davantage dans les réceptions de cour, les dîners de gala et les bals.

Elle ne put toutefois se dispenser de paraître, pendant quelques instants, appuyée sur le bras de l'empereur, au bal délicieux qui fut donné au château de plaisance de La-

zienski, le 26 juin. La noblesse et la haute bourgeoisie avaient été convoquées à ce bal, et l'on remarqua qu'aucun des invités ne s'était fait excuser.

Personne ne semblait soupçonner que les conspirateurs étaient encore à leur poste, toujours poussés et dirigés par l'infatigable Pierre Wisoçki ; mais ils n'avaient pas réussi à se mettre d'accord sur les moyens à employer contre l'empereur et ses frères : les uns voulaient faire sauter la salle de bal ; les autres persistaient à s'emparer de la personne de Nicolas. On avait discuté jusqu'au dernier moment, et le bal finissait, que rien n'était résolu. Au reste, toute tentative criminelle eût échoué, grâce aux précautions que la police avait prises, sous la surveillance personnelle du césarévitch.

Dans la soirée, l'empereur, que les dernières nouvelles venues de Crimée avaient presque rassuré, en lui faisant espérer la cessation complète de la peste à Odessa et sur le littoral de la Nouvelle-Russie, apprit par un courrier du comte Worontzoff la catastrophe, aussi terrible qu'inattendue, dont la ville de Sébastopol avait été le théâtre.

Cette ville n'avait pas été plus épargnée par le fléau qu'Odessa et les autres ports de la mer Noire, mais, grâce à des mesures intelligentes et décisives ordonnées par les autorités, l'épidémie ne s'était pas propagée et avait rapidement disparu. La ville et quelques-uns de ses faubourgs étaient déjà délivrés du cordon sanitaire, qu'on avait jugé nécessaire d'établir, malgré les murmures du peuple qui doutait toujours de l'existence de la peste, quand elle ne frappait pas de nombreuses victimes, et qui regardait les précautions sanitaires comme une entrave tyrannique et inutile aux transactions commerciales et aux habitudes de la vie sociale.

Un seul quartier, la slobode, nommée Korabelnaïa, n'avait pas encore fini sa quarantaine. Ce quartier, habité par des matelots retraités et des marins de la flotte, fut tout à coup remis en surveillance, par suite de la mort de plusieurs malades : on constata qu'ils avaient succombé aux atteintes du fléau.

Le général Stolypine, gouverneur militaire provisoire, dut prendre à cet égard les dispositions qu'exigeait la prudence, en prolongeant les délais de la quarantaine. Il envoya, en outre, des médecins chargés de procéder à l'autopsie d'une femme qui venait de mourir en présentant tous les symptômes de la peste. Les femmes du voisinage se rassemblèrent en tumulte, refusèrent de livrer le corps, chassèrent les médecins et demandèrent à grands cris qu'on rouvrît les églises fermées à cause de la contagion.

L'émeute prit bientôt un caractère général : les habitants de la slobode déclarèrent qu'ils s'opposaient à toute mesure de police sanitaire et qu'ils ne se rendraient pas hors de la ville dans le camp disposé pour les recevoir, pendant qu'on purifierait leurs maisons. La fermentation allait toujours croissant.

Le 15 juin, à sept heures du soir, une révolte terrible éclata dans la slobode et se répandit à l'instant dans tous les quartiers de la ville, où les rebelles se précipitèrent, aux sons du tocsin, en demandant la levée immédiate de la quarantaine et la réouverture des églises. Ils étaient armés, et ils se portèrent à d'épouvantables excès; ils massacrèrent le gouverneur militaire lieutenant-général Stolypine, le colonel Vorobieff, commandant de brigade, le commissaire Stépanoff et le conseiller Stoulli, inspecteur de la quarantaine; ils démolirent et pillèrent les maisons des autorités, ils mirent en fuite et poursuivirent les employés de la

police jusque sur les vaisseaux amarrés dans le port, et ils se livrèrent ensuite à toutes sortes d'orgies.

Il y avait bien, dans la ville et aux environs, un nombre de troupes suffisant pour tenir en respect ces misérables, mais, faute d'ordres et d'impulsion, les troupes restèrent spectatrices de la rébellion, sans y mettre obstacle.

Par bonheur, le cordon sanitaire qui environnait la ville et les faubourgs ne fut pas franchi par un seul des révoltés, et la peste, qu'on voyait reparaître avec une redoutable recrudescence, se trouva concentrée dans Sébastopol.

Le comte Worontzoff, gouverneur général de la Nouvelle-Russie, était accouru sur le champ, avec l'amiral Greig, et les mesures les plus énergiques avaient été prises pour réprimer la rébellion. Tout était déjà rentré dans l'ordre, et les principaux coupables avaient été mis entre les mains de la justice : une commission d'enquête allait décider de leur sort.

L'empereur écrivit au comte Worontzoff, qu'il le priait de rechercher les causes de cette sanglante révolte, d'en poursuivre les fauteurs, et de leur infliger dans toute sa rigueur le châtiment qu'ils avaient mérité.

Ainsi s'étaient réalisés les sinistres pressentiments dont Nicolas avait été obsédé pendant toute la durée de son voyage dans les provinces méridionales. Il avait hâte de retourner à Saint-Pétersbourg, et il n'attendait, pour partir, que la clôture de la Diète, qui touchait enfin à son terme, après un mois de session.

Cette courte session ne permettait pas de donner, aux débats, de longs développements; néanmoins, la plupart des projets de loi, présentés par le Gouvernement, ne furent adoptés qu'avec des modifications importantes, auxquelles l'empereur ne refusa point son approbation.

Les membres les plus influents de l'Opposition s'étaient prescrit beaucoup de réserve et de modération, dans la crainte de compromettre l'existence des institutions constitutionnelles qui sauvegardaient l'autonomie de la Pologne; toutefois, à travers les ménagements de langage que s'imposaient les orateurs, il s'était produit, à la tribune, dans le cours de la discussion, des plaintes vagues contre la violation du pacte fondamental et contre les empiétements de l'autorité russe, des vœux hautement exprimés et amèrement formulés pour le renvoi du ministère, et même des espérances impatientes pour la réunion de la Lithuanie et des anciennes provinces polonaises au royaume de Pologne. Mais ce fut à l'occasion de la nouvelle loi du divorce, que l'Opposition se souleva tout entière.

On savait que l'empereur s'était déclaré formellement en faveur de cette nouvelle loi, qui remettait aux tribunaux ecclésiastiques la décision de toutes les questions relatives à la dissolution du mariage.

L'Opposition, enhardie par le succès de quelques-unes de ses entreprises contre le ministère, qui semblait prêt à se dissoudre, déploya autant d'activité que d'éloquence pour combattre le projet de loi, que le sénat avait adopté, en dépit des répugnances du sentiment public. Les nonces Wolowski, Joachim Lelewel et Wenzyk défendirent avec énergie la cause des vieilles mœurs polonaises, et les principes du Code civil que Napoléon avait donné à la Pologne. La lutte fut vive et acharnée de part et d'autre. Les ministres firent des efforts inouïs pour créer une majorité en faveur de la loi; mais ils ne réussirent qu'à gagner un petit nombre de voix, et quand on en vint au vote, quatre-vingt-douze nonces se prononcèrent contre vingt-trois, pour le rejet de cette loi, que le Gouvernement avait soutenue avec tant

d'opiniâtreté contre la. répulsion unanime de la Diète.

Les ministres résistèrent pourtant à cet échec, et l'empereur leur annonça lui-même qu'il n'accepterait pas leur démission. La Diète n'avait plus qu'un jour à vivre; les chefs de l'Opposition, échauffés par plusieurs séances de bataille législative, formèrent le dessein de mettre en accusation tous les ministres.

Dans la dernière séance du 27 juin, Gustave Malachowski monte à la tribune et dépose un acte d'accusation contre le ministre de la justice Woznicki, pour avoir arrêté la publication du décret de la Haute-Cour nationale dans le procès de la Société patriotique; contre le prince Lubecki, ministre des finances, pour avoir contre-signé la dissolution du conseil général du palatinat de Kalisz, et contre le palatin Stranislas Grabowski, ministre de l'instruction publique, pour avoir contre-signé l'ordonnance qui rétablissait la censure.

La Chambre était en proie à la plus turbulente agitation; les chefs du complot se consultaient entre eux pour constituer la Diète en permanence, et la transformer en Convention. Les ministres, au lieu de repousser ces attaques injustes et passionnées, s'étaient retirés en silence, et personne n'osait ouvertement prendre leur défense. Le nombre des voix se trouvait égal pour et contre la mise en accusation. Les meneurs, encouragés par le succès de leur plan d'attaque, préparaient déjà, contre le général Hauke, ministre de la guerre, et le comte Stanislas Zamoyski, président du sénat, un nouvel acte d'accusation; mais on n'eut pas le temps d'en donner lecture devant la Chambre. Il était trois heures du matin; le président leva la séance, en proclamant la clôture de la Diète.

Les membres les plus actifs de l'Opposition étaient dé-

sormais sans force et sans pouvoir; le Gouvernement ne songea pas même à leur demander compte de leurs machinations révolutionnaires.

La séance royale, pour la clôture officielle de la Diète, avait été fixée au 28 juin. A dix heures du matin, nonces et sénateurs étaient rassemblés séparément dans les lieux respectifs de leurs séances; ils se réunirent d'abord dans la chambre des nonces, sous la conduite du maréchal de la Diète, qui les amena ensuite dans la chambre du sénat, préparée pour la séance royale. Une députation de trois sénateurs et de trois nonces fut nommée pour annoncer à Sa Majesté que les deux Chambres étaient réunies. Le cérémonial de la séance de clôture fut à peu près conforme à celui de la séance d'ouverture. Le président et le secrétaire du sénat allèrent recevoir l'empereur à la porte de la salle, et le conduisirent à son trône; les ministres et le Conseil d'État étaient placés à sa droite, sa suite à sa gauche, et la cour derrière le trône.

Le président du sénat, et après lui le maréchal de la Chambre des nonces, rendirent compte sommairement des travaux de la Diète, sans faire même allusion au rôle agressif que l'Opposition avait osé prendre à la fin de la session. Puis, un membre du Conseil d'État déclara que la sanction royale était accordée aux projets de loi adoptés par les deux Chambres.

L'empereur, promenant sur l'assemblée un regard froid et sévère, prononça ensuite le discours suivant en langue française :

« Représentants du royaume de Pologne,

« En résumant les travaux de votre session actuelle, Je dois d'abord vous féliciter de l'heureuse unanimité avec

laquelle, remplissant le vœu émis antérieurement par le sénat, vous avez laissé un mémorable exemple de reconnaissance nationale envers le Régénérateur de votre patrie.

« Un supplément aux lois des hypothèques avait été jugé nécessaire, vous l'avez voté.

« De nombreuses contestations se trouvent prévenues, et la paix des propriétés assurée par la loi qui règle l'usage de la vaine pâture et de l'affouage.

« Vous avez réprimé le vagabondage, en plaçant toutefois la liberté individuelle sous la garantie des lois et de leurs formes protectrices.

« Tel est le bien qui est résulté de vos délibérations.

« Le sénat, ce premier corps de l'État, avait justifié toute ma confiance, en accueillant à l'unanimité un projet qui obviait à une partie des inconvénients de la loi décrétée en 1825 sur la nullité du mariage et sur le divorce.

« Il est à regretter que la Chambre des nonces ait jugé devoir la rejeter, et maintenir ainsi une disposition qui compromet essentiellement le repos des familles, qui trouble les consciences, et dont la révision est impérieusement réclamée par les plus puissantes considérations.

« Vos diverses demandes seront mûrement examinées, et Je vous ferai connaître mes décisions à leur égard. Elles seront fondées sur des motifs de justice, d'ordre public, et sur la sollicitude avec laquelle Je ne cesserai, quoique loin de vous, de veiller à votre véritable bonheur. »

Ce discours fut accueilli par de bruyants applaudissements et par de chaleureuses acclamations ; mais on remarqua qu'une grande partie des nonces restait silencieuse et affectait une contenance hostile.

Le ministre secrétaire d'État lut une traduction polonaise

du discours royal; après cette lecture, écoutée avec une indifférence presque générale, un membre du Conseil d'État déclara, au nom de Sa Majesté, que la Diète était close.

L'empereur fut reconduit dans ses appartements avec le même cérémonial qu'à sa venue, et les deux Chambres se rendirent processionnellement dans l'église cathédrale, où l'on célébra une messe d'actions de grâces, après laquelle un évêque, en habits pontificaux, entonna le *Te Deum.*

— Il me semble, dit Lelewel à Malachowski, que ce *Te Deum*, qui se chante devant nous, est la voix de la patrie proclamant la résurrection de la Pologne!

L'impératrice partit de Varsovie, le jour même, avec son frère le prince Charles de Prusse; mais l'empereur resta jusqu'au lendemain soir.

Le 29 juin, toutes les troupes qui se trouvaient dans la capitale et aux environs avaient été mises sous les armes; l'empereur les fit manœuvrer devant lui et fut enchanté de leur instruction. Après la manœuvre, il daigna leur adresser ses adieux avec une bonté paternelle; les troupes, émues, électrisées, répondirent à leur *père* par des hourras enthousiastes, auxquels la foule des spectateurs mêla les plus sympathiques démonstrations de respect et de joie. L'empereur en fut profondément touché.

— Je sens dans mon cœur, dit-il à son frère Constantin, qui paraissait sombre et pensif, je sens que je suis roi de Pologne, et je finirai tôt ou tard, je l'espère, par me faire aimer de mes sujets polonais, en les subjuguant à force de bienfaits.

Le césarévitch ne répondit pas : il était devenu soucieux et préoccupé. On aurait pu croire qu'il éprouvait une sorte de jalousie, en voyant les hommages passionnés dont le peuple et l'armée entouraient le roi de Pologne.

— Sire, dit-il tout à coup en rentrant à Varsovie, vous savez quel est mon rêve de bonheur? Ce serait de me retirer à Francfort-sur-le-Mein et d'y vivre en simple particulier. Mais, ajouta-t-il gaiement, pour exécuter ce projet, qui ne déplaît pas à la princesse de Lowicz, il faut d'abord que j'aie terminé mes quarante ans de service.

CLI

Nicolas ne quitta pas Varsovie, sans avoir distribué une multitude de faveurs et de présents à toutes les personnes qui avaient eu l'honneur de l'approcher, pendant son séjour en Pologne.

Il n'avait pas épargné surtout les décorations russes dans l'armée polonaise : les généraux Lopokhine, Krukowiecki, Zoltowski et d'autres avaient été nommés chevaliers de Sainte-Anne de première classe avec les insignes ornés de la couronne impériale. Le colonel Boguslawski devenait aide de camp de l'empereur, et le brave général comte Szembek était attaché à la suite de Sa Majesté, en conservant ses autres grades et commandements.

Plusieurs charges de la cour furent attribuées aussi à des représentants de la vieille noblesse de Pologne. L'impératrice, de son côté, avait choisi pour dame d'honneur la comtesse Marie Gudakowska, et pour demoiselles d'honneur les jeunes comtesses Émilie Grabowska et Anne Ozarowska. C'étaient autant de liens que l'empereur croyait établir entre la Russie et la Pologne.

Il passa la journée du 29 avec son frère Constantin, et il s'occupa moins des affaires du royaume, dans ce long tête-à-tête, que des intimes épanchements de l'amitié fraternelle. Il éprouvait une sorte d'inquiétude vague, au moment

de s'éloigner du césarévitch, et celui-ci n'était pas moins troublé et attristé par ses pressentiments.

— Tu viendras avec la princesse de Lowicz, lui dit Nicolas, passer les fêtes du nouvel an à Saint-Pétersbourg, comme tu avais l'habitude d'y venir, du vivant de notre vénérée mère et de son bien-aimé fils, l'empereur Alexandre?

— J'accepte ta bonne invitation, répondit Constantin, dont le caractère rude et farouche semblait s'adoucir chaque jour davantage; mais sait-on ce qui peut arriver d'ici-là!

— Gageons que tu penses au choléra-morbus, qui nous menace! s'écria l'empereur, en affectant de sourire. Ce serait, en effet, un visiteur peu agréable; mais, Dieu soit loué! il est encore bien loin de nous. Ainsi donc, je compte te revoir aux fêtes de Noël.

Les deux frères se séparèrent, pénétrés de la même tristesse instinctive et se demandant tout bas s'ils ne s'étaient pas vus pour la dernière fois.

L'empereur rejoignit le surlendemain l'impératrice, qui s'était arrêtée à Wolmar pour l'attendre; ils continuèrent leur voyage ensemble, et, par égard pour sa femme, dont la frêle santé avait besoin de ménagements, Nicolas eut l'attention de faire ralentir plus d'une fois la vitesse que ses cochers étaient habitués à demander aux chevaux de sa voiture. Ils arrivèrent à Dorpat, le 4 juillet.

Le célèbre astronome Struve vint les prier de visiter l'observatoire, dont il se plut à leur montrer les admirables instruments. L'impératrice passant la journée à Dorpat pour se reposer, l'empereur inspecta dans le plus grand détail l'Université, où il laissa des traces éclatantes de son passage, en ordonnant de nouvelles constructions pour agrandir ce bel établissement et en y fondant une chaire de médecine vétérinaire.

Le savant professeur Parrot, qui eut l'honneur de lui servir de guide dans cette inspection, fut décoré de l'ordre de Sainte-Anne de la deuxième classe, et l'empereur, après l'avoir interrogé sur les circonstances de son voyage scientifique au mont Ararat, lui annonça que tous les frais de ce voyage seraient payés par le Trésor.

L'impératrice et le prince de Prusse étaient repartis en avant, et l'empereur les eut bientôt rejoints, à peu de distance de Dorpat, pour faire route avec eux jusqu'à Péterhow, où ils arrivèrent, le 6 juillet, à cinq heures du soir.

La famille impériale était réunie au château de Péterhow, et l'impératrice oublia son extrême fatigue en embrassant ses enfants. L'empereur ne fut pas moins réjoui de les revoir et de trouver au milieu d'eux le feld-maréchal Paskewitch d'Érivan, qui était à Saint-Pétersbourg depuis la veille.

Paskewitch, dont la tâche paraissait terminée dans les nouvelles provinces russes du Caucase, qu'il avait pacifiées et organisées, était mandé auprès de l'empereur, disait-on, pour présider avec Diebitsch à la reconstitution de l'armée, en prévision des événements politiques qui pouvaient d'un jour à l'autre changer la face de l'Europe.

La paix était assurée du côté de l'Orient; le schah de Perse et le sultan Mahmoud avaient accepté une espèce de protectorat de la part de la Russie, et le tzar, leur puissant allié, s'était senti assez sûr de leur fidélité, pour renoncer à l'occupation de leur territoire avant les termes fixés par les traités de Tourkmantchaï et d'Andrinople. Il avait donc simultanément fait retirer ses troupes des provinces turques situées au delà du Danube et des pachaliks de l'Asie Mineure appartenant à l'Empire Ottoman.

Cette généreuse concession, faite spontanément au sultan

Mahmoud, devait être, en ce moment même, un fait accompli. Depuis les premiers jours de juin, le corps d'occupation, dont le quartier-général était établi à Bourgas, avait commencé un mouvement rétrograde vers le Danube, et depuis le 1er juillet il ne devait plus y avoir un seul soldat russe sur la rive droite de ce fleuve. La Valachie et la Moldavie seulement restaient occupées par les Russes, sous la direction militaire et politique du général Paul de Kisseleff, président temporaire des principautés danubiennes.

A partir du 17 juin, la province d'Erzeroum avait été rendue solennellement à la Turquie, et le général Pankratieff, qui gouvernait cette province au nom de l'empereur, était sorti de la ville d'Erzeroum avec les troupes impériales, au milieu des bénédictions et des témoignages de reconnaissance qui attestaient les bienfaits de l'administration russe. Quant aux villes et aux provinces conquises que les traités avaient annexées à l'empire de Russie, elles y étaient déjà incorporées par la puissance seule de l'organisation administrative locale.

Ainsi, l'Empire Ottoman, quoique diminué et affaibli par la dernière guerre, pouvait s'appuyer désormais avec confiance, pour reprendre ses forces et sa vitalité, sur le concours loyal et désintéressé de la Russie.

Le lendemain de l'arrivée de Leurs Majestés impériales à Péterhow était le jour anniversaire de la naissance de l'empereur (7 juillet). Le gouverneur général de Saint-Pétersbourg, les aides de camp généraux et les généraux de la suite de Sa Majesté, eurent l'honneur de lui présenter l'hommage de leurs félicitations, à l'occasion de son heureux retour. Ils l'accompagnèrent à la parade, où il fut accueilli par les joyeux hourras des troupes, qui lui rendirent les honneurs militaires.

Le feld-maréchal Paskewitch était là; l'empereur le prit par la main et le conduisit au centre des régiments rangés en ligne de bataille :

— Soldats! cria-t-il d'une voix éclatante, voici le brave et glorieux vainqueur de l'Euphrate! Soldats, à genoux! présentez les armes!

Les soldats obéirent avec enthousiasme à ce commandement, en poussant de nouveaux hourras; les tambours battirent, les trompettes sonnèrent, les drapeaux s'inclinèrent, tandis que l'empereur et le feld-maréchal passaient devant le front des troupes.

Le lendemain, 8 juillet, à onze heures du matin, Leurs Majestés et le grand-duc héritier rentrèrent dans la capitale, sans aucune cérémonie, et allèrent descendre incognito au palais d'Anitchkow, où le gouverneur général de Saint-Pétersbourg fut seul admis à leur présenter ses hommages.

L'empereur avait désiré passer cette journée en famille avec le prince Charles de Prusse et le prince royal Oscar de Suède, qui était arrivé depuis peu de jours pour répondre à une invitation que le tzar lui avait plus d'une fois adressée avec la plus gracieuse cordialité.

Le soir même devait avoir lieu, selon l'usage, la promenade publique annuelle à l'île d'Yélaguine, promenade qu'on avait différée d'un jour à cause de l'absence de l'empereur. La famille impériale s'y montra, au milieu d'une foule immense en habits de fête.

L'anniversaire de la naissance de l'impératrice ne fut pas célébré avec moins de sympathie et de joie populaires, que l'anniversaire de la naissance de l'empereur.

Leurs Majestés étaient retournées à Péterhow; elles assistèrent, le 13 juillet, à une messe solennelle, qui réunissait tous les grands dignitaires de l'État et toutes les personnes

de la cour, et qui fut suivie de la cérémonie du baise-main. Pendant toute la journée et toute la nuit, les jardins du palais, décorés et illuminés d'une manière féerique, furent ouverts au peuple, qui s'y précipitait à flots bruyants et qui y trouvait mille divertissements et mille spectacles. Le soir, il y eut mascarade publique dans les appartements du palais, pour la noblesse et le corps des marchands. L'empereur se promena dans les salles de bal, comme il s'était promené dans les jardins : il recueillit sur son passage les témoignages flatteurs de l'amour et du respect de ses sujets.

Nicolas s'était montré partout accompagné du feld-maréchal Paskewitch et de l'aide de camp général comte Orloff, que le succès complet de sa mission extraordinaire à Constantinople avait mis en faveur auprès de son souverain et en relief à la cour de Russie. Le comte Orloff était arrivé d'Odessa, la veille, avec le conseiller d'État Bouteneff, et Nicolas, qui l'honorait de la plus cordiale amitié, avait eu avec lui plusieurs longues conférences.

On en concluait que l'heureux plénipotentiaire, après avoir mené à bonne fin les affaires de son Gouvernement avec la Porte Ottomane, serait nommé à quelque ambassade de premier ordre ou prendrait place au Conseil des ministres. Le rescrit suivant, que l'empereur lui adressa, en date du 1er/13 juillet 1830, fut considéré comme le point de départ de sa nouvelle carrière politique.

« Les preuves nombreuses que vous avez données de votre zèle exemplaire et de votre dévouement au trône et à la patrie, ont toujours dirigé sur vous mon attention et vous ont acquis des droits à ma confiance. Vous venez de la justifier encore une fois, en remplissant avec succès la mission dont vous avez été chargé à Constantinople, où vous êtes parvenu, par la sagesse de votre conduite, à con-

solider la bonne harmonie et l'amitié entre moi et le sultan. En vous témoignant ma complète satisfaction, Je vous envoie, comme preuve de ma bienveillance, une tabatière ornée de mon portrait.

« Je suis pour toujours votre affectionné, NICOLAS. »

Le comte Orloff, en effet, avait fait preuve d'une incontestable habileté dans ses négociations avec la Sublime Porte, et l'on pouvait dire que, grâce à lui, grâce à l'influence personnelle qu'il avait exercée sur l'esprit du sultan, la paix d'Andrinople allait réaliser et consacrer tous les avantages que la politique russe osait à peine espérer d'avoir obtenus par la guerre de Turquie.

L'alliance la plus solide existait désormais entre le tzar et le grand-seigneur, celui-ci s'appuyant avec confiance sur la protection de son puissant allié et se tenant en garde contre les promesses intéressées de l'Autriche et de l'Angleterre. La Russie n'avait donc plus rien à craindre du côté de l'Orient, soit en Europe, soit en Asie; la Perse et la Turquie eussent été, d'ailleurs, hors d'état de reprendre les armes et de lui disputer les belles provinces qu'elle leur avait enlevées et qui se trouvaient placées à toujours sous la garantie des traités.

Dans cette situation, l'empereur avait cru pouvoir sans danger diminuer l'effectif de ses forces militaires, et cet ukase, en date du 1er/13 juillet, adressée au Sénat-dirigeant, avait supprimé le cadre d'une armée entière :

« Dès que les relations d'amitié eurent été rétablies entre Nous et la Porte Ottomane, Nous jugeâmes utile de réunir au cadre de la première armée, au fur et à mesure de leur rentrée dans les limites de Notre empire, les troupes de la seconde armée qui avaient opéré contre cette puissance. En

conséquence, toutes les troupes ayant été retirées des provinces turques situées au delà du Danube, le cadre de la seconde armée est et demeure supprimé; conservant toujours jusqu'à nouvel ordre le quartier-général de cette armée, pour la liquidation de sa comptabilité et l'achèvement des affaires qui la concernent, Nous avons confié la direction dudit quartier-général au général d'artillerie baron de Lœwenstern. »

En même temps, toutes les troupes qui avaient été employées contre la Turquie pendant la dernière guerre, se trouvant alors rentrées en Russie, à l'exception de celles que l'occupation des Principautés devait y maintenir encore durant deux années, les gouvernements de Podolie et de Kherson et la province de Bessarabie cessaient d'être sur le pied de guerre.

La première armée, dans laquelle la seconde armée allait se fondre en partie, conservait son organisation, sous le commandement de son illustre chef le feld-maréchal Osten-Sacken, et son quartier-général était transféré de Mohilew à Kiew, avec l'intendance et l'administration des vivres. C'était, en quelque sorte, un changement de front général, que l'armée russe venait d'exécuter, en tournant le dos à l'Orient et en faisant face à l'Europe, comme si d'un jour à l'autre les événements pouvaient la mettre en marche vers les États de l'Occident.

De là les rumeurs inquiétantes qui furent répandues et accréditées par les feuilles libérales ou révolutionnaires. On répétait, dans des articles perfides et insultants, que les rois, signataires du pacte de la Sainte-Alliance, allaient réunir une armée formidable, destinée à rétablir l'ordre et la tranquillité dans tous les pays où fermentait encore le levain de la révolution.

L'empereur de Russie, il est vrai, accordait une sincère sympathie au gouvernement du roi Charles X, qui avait engagé résolûment la lutte contre les partis anarchiques et qui semblait déterminé à ne sortir de cette lutte suprême que vainqueur ou vaincu. Nicolas lui avait pourtant conseillé, à plusieurs reprises, par l'intermédiaire de l'ambassadeur de Russie, Pozzo di Borgo, de se retrancher derrière la Constitution et de s'y tenir sur la défensive, en attendant l'occasion favorable de triompher de ses ennemis qui étaient aussi ceux de la paix et de l'ordre public en Europe.

L'empereur venait d'apprendre, avec la plus sincère satisfaction, que l'expédition d'Alger, qu'il avait approuvée et encouragée, en dépit du gouvernement britannique, était dès lors un fait accompli : l'armée française, après son débarquement sur la côte d'Afrique, n'avait pas trouvé une longue résistance de la part des Turcs et des Arabes indigènes, et elle était maîtresse de la ville d'Alger depuis le 4 juillet.

Cette nouvelle était parvenue à Nicolas, pendant qu'il passait en revue une division de la garde, aux environs de Tzarskoé-Sélo. Il envoya aussitôt chercher à Saint-Pétersbourg, par une estafette, M. de Bourgoing, premier secrétaire de l'ambassade de France, lequel remplissait les fonctions de chargé d'affaires, en l'absence du duc de Mortemart.

M. de Bourgoing se rendit sur-le-champ à l'appel de l'empereur ; mais, comme la revue s'était terminée avant qu'il ne fût arrivé, Nicolas, accompagné de ses aides de camp et de son état-major, se porta lui-même, à cheval, au-devant du chargé d'affaires de France. Quand il l'aperçut, il mit pied à terre et vint à lui le visage radieux :

— J'ai voulu, lui dit-il en l'embrassant, vous annoncer moi-même une bonne nouvelle, la prise d'Alger.

— Sire, répondit M. de Bourgoing avec émotion, le roi mon maître sera profondément touché de l'intérêt que Votre Majesté daigne prendre au succès de nos armes.

— Faites-lui savoir, je vous prie, répliqua l'empereur, que la prise d'Alger me fait autant de plaisir que si cette grande victoire avait été remportée par mes troupes.

Puis, il ajouta d'un accent pénétré, en serrant la main de M. de Bourgoing :

— J'espère que ce beau triomphe affermira le trône de mon frère bien-aimé Charles X !

L'empereur écrivit de sa main à Charles X, pour le féliciter de cette éclatante victoire et pour l'inviter à en recueillir les fruits : « Dieu soit loué ! disait-il dans sa lettre, la piraterie barbaresque est anéantie ; toutes les nations civilisées doivent applaudir au succès de l'expédition entreprise par le gouvernement français, au nom de la civilisation et de l'humanité. »

On avait lieu de s'étonner que la Porte Ottomane ne se fût pas opposée à cette expédition dirigée contre le dey d'Alger, qui était un de ses tributaires et qui croyait pouvoir invoquer sa protection ; il semblait vraiment inexplicable que le sultan eût laissé sans secours ses coreligionnaires aux prises avec les chrétiens.

On sut, plus tard, que l'empereur Nicolas avait usé de tout son crédit auprès de Mahmoud pour l'engager à rester neutre, en lui faisant entendre, par l'entremise du comte Orloff, que le gouvernement turc s'exposerait à faire renaître la guerre en Orient, s'il avait l'imprudence d'envoyer un seul de ses vaisseaux, un seul de ses soldats, au dey d'Alger, qui devait porter la peine des insultes que ses sujets avaient faites depuis si longtemps à tous les pavillons des puissances européennes.

CLII

L'empereur de Russie venait d'envoyer, en ce moment même, en Prusse, le comte de Nesselrode, pour préparer le nouveau traité de Sainte-Alliance, qu'il voulait opposer aux entreprises des libéraux et des révolutionnaires de l'Europe.

Deux jours après que la prise d'Alger fut connue à Saint-Pétersbourg, le chargé d'affaires de France assistait, avec quelques membres du corps diplomatique, à une parade qui avait lieu en présence de l'empereur.

L'empereur adressa de loin un gracieux salut à M. de Bourgoing, et s'approchant de lui tout à coup, lui demanda à voix basse si on avait reçu, à l'ambassade, des nouvelles de Paris :

— On parle d'un coup d'État, ajouta-t-il, et j'en serais désolé.

— Je n'ai pas eu d'autres dépêches, répondit M. de Bourgoing, que celle qui m'annonce le succès de l'expédition d'Alger.

— Oui, reprit l'empereur, c'est une belle conquête, et je souhaite que le roi la conserve : aussi bien, ne serait-ce que la récompense du service qu'il a rendu à toutes les

Puissances, en détruisant ce nid de pirates! Tout le monde, il est vrai, ne pense pas comme moi! ajouta-t-il, en regardant l'ambassadeur d'Angleterre, qui se trouvait à peu de distance.

Il fit mine de s'éloigner, mais il revint brusquement sur ses pas :

— Si vous n'avez pas vu Cronstadt, dit-il à M. de Bourgoing, je vous offre de vous y conduire demain?

Le chargé d'affaires de France accepta cette invitation avec empressement.

— Je dois y mener le capitaine A'Court, frère de lord Heytesbury, dit l'empereur. Je suis persuadé que vous ne regarderez pas les canons et les fortifications de Cronstadt, avec les mêmes yeux qu'un officier de la marine britannique. Au reste, dans les circonstances que nous avons traversées depuis deux ans, j'ai pu reconnaître quels étaient à mon égard les sentiments de la France et ceux des autres Puissances!

Le lendemain, l'empereur, accompagné de quelques officiers de sa maison, monta sur le yacht impérial où l'attendaient le capitaine anglais et le chargé d'affaires de France. On fit voile vers Cronstadt.

En approchant de la flotte russe, qui était à l'ancre dans la baie, Nicolas déploya lui-même son pavillon de soie jaune portant l'aigle noir à deux têtes et l'arbora de sa propre main au mât de son yacht : à ce signal, vingt-cinq vaisseaux de haut bord et quinze frégates rangés en ligne firent feu de toutes leurs batteries.

La visite des fortifications et des arsenaux de Cronstadt ne dura pas moins de deux heures; l'empereur se faisait un plaisir de montrer et d'expliquer tous les travaux qu'on avait accomplis pour rendre cette place imprenable. Le ca-

pitaine A'Court examinait en silence, avec un soin minutieux, les moindres détails de ce formidable armement ; il passait en revue les pièces d'artillerie, les affûts, le matériel de siége, la construction des remparts en blocs de granit, et l'empereur, se penchant vers le chargé d'affaires de France, lui disait à demi-voix :

— Qu'en pense, croyez-vous, notre capitaine anglais?

Ce fut toutefois sans préméditation et par un simple effet du hasard, que l'empereur de Russie fit exécuter alors, en sa présence, de grandes manœuvres par les troupes du corps détaché de la garde. Ces manœuvres eurent lieu sans interruption, pendant cinq jours, du 24 au 30 juillet, entre Péterhow et Gatchina.

Plus de quarante mille hommes étaient sous les armes : on les avait divisés en deux corps, qui simulaient les opérations de deux armées en campagne; l'un, dit le *corps de Saint-Péterbourg*, comprenait vingt et un bataillons, trente-six escadrons et cinquante-six pièces de canons, sous les ordres du général Soukhozanet; l'autre corps, dit le *corps de la Russie-Blanche*, n'avait que seize bataillons, quinze escadrons et trente-six pièces d'artillerie, commandés par le général Schenschine. La ville de Gatchina avait été choisie comme le point central que le corps de Saint-Pétersbourg avait à défendre et que le corps de la Russie-Blanche se proposait d'occuper.

Les deux corps manœuvrèrent l'un contre l'autre, avec de merveilleuses combinaisons stratégiques, qui étaient, dit-on, l'ouvrage du général Jomini, un des plus savants tacticiens de l'armée russe; il y eut des marches et des contre-marches, passages de rivières, escarmouches, combats en plaine, attaque de redoutes, prise et reprise de Gatchina.

Chaque soir, les deux corps prenaient position et passaient la nuit au bivouac. Les troupes se réjouissaient de voir paraître au milieu d'elles l'empereur et le grand-duc Michel, qui avaient suivi tout le jour avec un vif intérêt et un soin minutieux les péripéties de ce drame militaire.

Le feld-maréchal Paskewitch et les généraux Depreradovitch, comte Tchernycheff et Neidhardt étaient les juges-arbitres qui décidaient de toutes les contestations que pouvait faire naître la position respective des deux corps, en cas d'attaque et de retraite.

Le grand-duc héritier, qui entrait alors dans sa treizième année, suivait à cheval tous les exercices et dirigeait parfois les manœuvres; il portait l'uniforme des Cosaques du Don ou celui des chevaliers-gardes; on ne se lassait pas d'admirer la noblesse de son maintien, l'élégance de sa tournure et la beauté de ses traits fins et réguliers, qui rappelaient ceux de sa mère.

L'impératrice n'avait garde de se priver d'un spectacle dans lequel son fils et son auguste époux étaient acteurs et remplissaient leurs rôles avec tant d'avantages. Elle assistait en calèche aux mouvements des troupes, si rapides qu'ils fussent; ses dames et ses demoiselles d'honneur, la plupart brillantes de jeunesse et de beauté, lui faisaient cortége dans les voitures de la cour et dans de longs chars-à-bancs, inventés exprès pour mettre en montre leurs charmantes toilettes, car une multitude d'équipages venus de Saint-Pétersbourg et des châteaux voisins amenaient sur le terrain des manœuvres une foule innombrable de curieux.

La soirée et une partie de la nuit, malgré les fatigues de la journée, donnaient encore carrière au plaisir : le palais de Gatchina et le palais de Péterhow, où l'impératrice tenait cour plénière, comme aux beaux temps de la chevalerie,

étaient alternativement le rendez-vous des officiers, qui avaient participé aux manœuvres durant dix heures consécutives et qui devaient se retrouver le lendemain à leur poste. Les bals, les spectacles, les soupers et les concerts se succédèrent ainsi jusqu'à la fin de cette petite guerre, qui se termina par la rentrée des troupes au camp de Krasnoé-Sélo.

Le prince Charles de Prusse et le prince Oscar de Suède, qui avaient été les témoins de ces belles fêtes militaires, prirent congé de Leurs Majestés, au château de Péterhow; le premier s'embarqua pour Stettin, le 3 août; le second, pour la Suède, le 7 août; l'empereur devant partir lui-même, peu de jours après, pour la Finlande, tandis que le grand-duc Michel se mettait en route, de son côté, pour aller à Moscou, avant de se rendre à Carlsbad où il prendrait les eaux. Son voyage accusait, d'ailleurs, un but politique, puisque le vice-chancelier l'avait déjà précédé à Carlsbad et que les ministres de Prusse et d'Autriche se disposaient à l'y rejoindre.

Ces conférences diplomatiques avaient pour objet de prévoir des événements qui menaçaient de troubler la paix de l'Europe.

En effet, pendant les manœuvres du camp de Krasnoé-Sélo, l'empereur Nicolas n'avait pas cessé d'être très-préoccupé et très-attristé des nouvelles qu'il recevait de son ministre près la cour de France.

Un jour (c'était justement le 27 juillet), au moment où il s'arrêtait devant un bataillon du régiment de Finlande, pour adresser la parole en langue finnoise aux soldats qui lui présentaient les armes, M. de Bourgoing se trouva placé auprès de lui. Tout à coup l'empereur se tourne du côté du chargé d'affaires, le prend à part et lui dit avec tristesse :

— Parler à mes soldats, m'informer de leurs besoins, m'assurer de leur instruction et de leurs progrès, ce sont là, vous le savez, mes plus grands plaisirs. Eh bien ! aujourd'hui tout cela ne peut pas me distraire des plus lugubres pensées.

— Votre Majesté, reprit M. de Bourgoing, aurait-elle de mauvaises nouvelles ?

— Très-mauvaises ! repartit l'empereur, nous en causerons ce soir.

Le soir, pendant le bal de la cour, Nicolas vint à la rencontre de M. de Bourgoing et l'emmena dans un petit salon où il le fit asseoir à ses côtés.

— J'étais bien triste ce matin, lui dit-il, je le suis davantage ce soir. Les nouvelles de Paris s'aggravent de jour en jour, d'heure en heure. Pozzo di Borgo m'envoie les dépêches les plus désolantes. Il paraît que le coup d'État était décidé, et il a eu lieu certainement.

— Je ne sais rien, je n'ai reçu aucune dépêche, répondit le chargé d'affaires.

— Les conseils d'ami que j'ai donnés à votre roi, reprit l'empereur, n'ont pas été entendus. Vous n'ignorez pas combien je m'intéresse à la France, combien j'aime le roi Charles X, mais je crains qu'il ne coure à sa perte.

— Je ne sais rien, répéta M. de Bourgoing, et je voudrais croire que Votre Majesté est mal instruite ou du moins qu'elle s'exagère, par suite de son amitié pour mon souverain, les dangers de la situation.

— Non, non, je ne m'abuse pas, interrompit l'empereur ; mes informations sont de la plus rigoureuse exactitude. D'ailleurs, mes pressentiments ne me trompent jamais. Répondez franchement à la question que je veux vous faire ?

— Sire, dit M. de Bourgoing, je supplie Votre Majesté de

se rappeler que je n'ai eu aucun avis de mon Gouvernement au sujet des éventualités qu'on paraît craindre.

— Ce n'est pas l'empereur de Russie qui interroge le représentant de la France, repartit le tzar, d'un air affectueux; c'est Nicolas qui s'adresse à Bourgoing. Que feront les troupes, si une révolte éclate à Paris?

— Sire, la question est plus militaire que politique, reprit le chargé d'affaires. Les troupes, je l'espère, feront leur devoir, et si les dispositions sont bien prises par les chefs, la révolte ou plutôt l'émeute sera comprimée.

— Dieu fasse que ce ne soit qu'une émeute! dit l'empereur, en se levant. En tout cas, je vous tiendrai au courant des nouvelles qui me parviendront.

Neuf jours après cet entretien, le chargé d'affaires de France fut invité à se rendre en toute hâte au palais d'Anitchkow, que l'empereur habitait avant son départ pour la Finlande. M. de Bourgoing, en traversant le salon de service, put lire sur le visage des aides de camp généraux les nouvelles que l'empereur avait voulu lui communiquer de sa propre bouche.

— Eh bien! lui dit Nicolas, en venant au-devant de lui: tout ce que j'avais prévu se réalise, l'insurrection a éclaté à Paris, voilà le fatal résultat des Ordonnances!

— Le prince de Polignac, reprit le chargé d'affaires ému et consterné, m'a transmis sans commentaires les Ordonnances du roi; je ne sais rien de plus. Peut-être ne faut-il pas accepter des nouvelles...

— Qui m'arrivent par la voie de Berlin, interrompit Nicolas, et qui, en effet, ne sont pas venues par un courrier de mon ambassadeur à Paris. Cela prouve que la révolte triomphe et que les communications sont interrompues. Lisez!

Nicolas remit à M. de Bourgoing la dépêche de Paris, qu'on avait reçue à Berlin et qui annoncait les commencements de l'insurrection à la suite de la promulgation des Ordonnances et les combats de la garde royale contre le peuple.

— Qu'arrivera-t-il si Charles X est renversé ! s'écria Nicolas. Qui mettra-t-on à sa place? son fils, le duc d'Angoulême? son petit-fils, le duc de Bordeaux? Aurez-vous la république?

— Ah ! Sire, Dieu merci ! nous n'en sommes pas là, repartit vivement M. de Bourgoing; la lutte est engagée, et comme je n'en puis douter, la garde royale a fait et fera son devoir.

— Oui, reprit l'empereur avec feu, vos braves grenadiers de la garde royale se sont battus comme des lions. Je voudrais élever une statue d'or à chacun d'eux!

— Espérons que force restera à la loi, dit M. de Bourgoing en cachant mal l'inquiétude qu'il ressentait : si ce n'est qu'une émeute, elle sera vaincue, comme tant d'autres.

— Et si c'est une révolution? répliqua l'empereur. Espérons du moins que l'élément monarchique sera sauvé. Je ne puis me dispenser de partir pour la Finlande; mais je reviendrai promptement. Il me tarde d'avoir des nouvelles plus certaines, et plus complètes. Toutes celles qui me viendront vous seront transmises aussitôt. Nesselrode ne tardera pas à être ici à son poste, et nous aviserons à ce qu'on pourra faire dans l'intérêt du pauvre roi Charles X et de sa famille, comme dans l'intérêt de la paix du monde.

Lorsque l'empereur avait reçu, le matin même, la dépêche du baron Maltitz, son chargé d'affaires à Berlin, qui, en l'absence du comte Alopéus, lui donnait avis de ce qui se

passait à Paris, il avait ressenti un profond chagrin, mais il n'avait éprouvé aucune surprise.

— Je m'y attendais! j'en étais sûr! murmurait-il, en parcourant la dépêche.

Pâle, agité, il se promenait à grands pas dans son cabinet, en répétant : « C'était écrit! »

Puis, il entra précipitamment dans un salon où se tenait l'impératrice avec deux dames d'honneur.

— Mon Dieu! lui demanda l'impératrice alarmée, en voyant les traits altérés de son époux : Sire, que vous est-il arrivé!

— La catastrophe dont je vous parlais hier, répondit-il d'un accent solennel : il y a une insurrection à Paris.

Et il lut à haute voix la dépêche qui ne contenait que des détails vagues et incomplets sur cette insurrection.

— Vos paroles étaient prophétiques, dit tristement l'impératrice : « Il me semble, me disiez-vous le soir de notre retour de Varsovie à Tzarskoé-Sélo, il me semble que nous sommes à la veille de quelque grand événement. Dieu veuille que nous ne nous réveillions pas, un de ces matins, en face d'une terrible catastrophe! »

— Ce n'est pas seulement une révolution en France! murmura l'empereur, qui était tombé dans une noire mélancolie; c'est la révolution en Europe! Qui sait si la Russie elle-même ne sera pas atteinte par le fléau...

— Vous voulez parler du choléra-morbus, Sire? interrompit l'impératrice, dont toutes les préoccupations se tournaient alors vers cette terrible épidémie, qui commencait, disait-on, à pénétrer dans les provinces orientales de l'empire.

— Oh! s'écria l'empereur, qu'est-ce que le choléra-morbus auprès d'une révolution!

Nicolas aurait voulu pouvoir ajourner son voyage de Finlande et ne pas s'éloigner de la capitale dans des circonstances aussi graves. Mais il était esclave de sa parole : il partit pour Sveaborg, dans la matinée du 11 août, quoique impatient de recevoir des nouvelles de France, qui n'arrivaient pas.

Ce voyage de Finlande n'avait pourtant pas d'autre objet que de voir le pays, de juger de son état de prospérité, d'étudier ses besoins, d'écouter les vœux des populations et surtout de se montrer à elles, comme il le leur avait promis après son avénement.

Son ministre de l'intérieur, le général Zakrewsky, qui était aussi gouverneur de Finlande, lui rappelait souvent sa promesse, et quand ce ministre annonca enfin aux Finlandais la prochaine arrivée du tzar, il y eut dans la province une joie et un enthousiasme inexprimables. On fit de grands préparatifs pour sa réception, sur toute la route qu'il devait parcourir jusqu'à Helsingfors.

Des arcs de triomphe en verdure, avec des inscriptions et des emblèmes, furent élevés à l'entrée des villes et des moindres villages.

L'empereur, qui était attendu le 12 août à Friedrichsham, s'écarta de deux verstes, avant la station de poste de Pitterlax, pour aller visiter les carrières de granit où l'on travaillait à la colonne colossale destinée au monument qui devait être érigé, sur une des places de Saint-Pétersbourg, à la mémoire d'Alexandre Ier.

La route qui conduisait aux carrières était fort escarpée et en très-mauvais état : la calèche de l'empereur, attelée de cinq vigoureux chevaux, n'avançait pas sans difficulté. On vit alors deux cents paysans réunir leurs efforts pour traîner eux-mêmes la voiture, en s'animant aux cris de

Vive l'empereur, pour gravir avec célérité les chemins les plus impraticables.

La visite de Nicolas aux carrières de granit n'avait pas été annoncée : il trouva les ouvriers au travail; il les pria de ne pas s'interrompre et de redoubler d'ardeur, car, leur dit-il : « Nous avons tous hâte de voir s'achever le plus tôt possible ce monument, qui durera moins longtemps que la gloire de notre bienfaiteur Alexandre ! »

L'empereur n'arriva à Friedrichsham que dans la soirée. Le général-major Anikieff, commandant de la ville, était venu à sa rencontre, avec les autorités civiles et militaires. Il se rendit d'abord à l'église gréco-russe, toutes les cloches de la ville sonnant à grandes volées; la population, échelonnée sur son passage, le saluait d'acclamations joyeuses. Il fut reçu aux portes de l'église, par le clergé, avec la croix et l'eau bénite. En sortant de l'église, pour aller occuper la maison qu'on avait préparée pour lui, il voulut parcourir à pied, au milieu de la foule, une partie de la ville illuminée : la clarté d'une nuit d'été favorisait peu ces illuminations, au milieu desquelles resplendissait au sommet de la tour de l'hôtel de ville le chiffre de Nicolas.

Le lendemain, l'empereur visita l'école des cadets de Finlande et les passa en revue; il alla inspecter hors de la ville un bataillon d'infanterie et une batterie d'artillerie.

Tout à coup, il aperçoit sur la route un homme étendu sans mouvement et baigné dans le sang. Il fait arrêter sa voiture, en descend vivement et s'approche de cet homme, qu'il relève lui-même et qu'il examine avec bonté. C'était un cocher dont les chevaux avaient pris le mors aux dents et qui s'était évanoui dans sa chute.

Le médecin de l'empereur constata que ce malheureux vivait encore et s'empressa de pratiquer une saignée qui

lui fit rouvrir les yeux. Le moribond reconnut le *père*, et s'évanouit de nouveau, en poussant un hourra inarticulé. L'empereur ne remonta dans sa calèche, qu'après s'être assuré que ce pauvre homme pourrait être rappelé à la vie, et il lui laissa un don en argent.

— Si Votre Majesté n'avait point passé par là, dit le médecin à l'empereur, c'était un homme mort.

— Je devrai donc remercier la divine Providence, repartit Nicolas, puisqu'elle a permis que je vinsse ici tout exprès pour conserver la vie d'un de mes sujets.

Après la revue, l'empereur était parti pour Helsingfors; à trois heures, il traversa la ville de Lowiza, mais il ne put s'arrêter que quelques instants, pour inspecter un bataillon d'infanterie du régiment de Neuchslot, rangé en bataille en avant de la barrière. Il devait dîner à Perno et continuer sa route, avec la même rapidité, jusqu'à Helsingfors, où il n'arriva qu'à onze heures du soir.

Tous les habitants étaient sur pied, pour accueillir leur bien-aimé monarque, non-seulement ceux de la capitale, mais encore ceux que son arrivée avait fait accourir, de tous les points de la Finlande. Nicolas descendit de voiture, à l'entrée de l'église gréco-russe, où s'étaient rassemblées toutes les autorités, ayant à leur tête le gouverneur général de Finlande, aide de camp général Zakrewsky, le comte de Rehbinder, secrétaire d'État de Finlande, le commandant général-major Southoff et plusieurs autres généraux. Le magistrat et les anciens de la ville eurent l'honneur d'offrir à Sa Majesté, suivant l'antique usage, le pain et le sel sur un plat d'argent. Après avoir entendu les prières, l'empereur fut conduit à l'hôtel du gouverneur général, où ses appartements avaient été préparés. Sur son passage, la foule qui se pressait autour de lui, pour contempler ses traits,

poussait des cris d'allégresse et se prosternait avec émotion devant son auguste maître.

Les rues étaient jonchées d'herbe et de feuillage; les fleurs pleuvaient des croisées, et toutes les maisons, ingénieusement décorées et ornées de drapeaux, de devises et d'emblèmes, ressemblaient à des amphithéâtres garnis de spectateurs qui avaient envahi jusqu'aux toits. La ville entière était illuminée, et les cloches ne cessaient de mêler leur voix sonore au bruit des salves d'artillerie.

Une garde d'honneur, formée de chasseurs du régiment de Finlande, avait été placée à la porte de l'hôtel du gouverneur général; l'empereur renvoya la troupe, et déclara qu'il ne voulait pas d'autre garde que l'affection de ses sujets. La foule stationna une partie de la nuit devant les fenêtres des appartements de l'empereur. Nicolas dit, en s'éveillant, qu'il n'avait jamais mieux dormi, et qu'il n'avait jamais été mieux gardé.

Le sénat du grand-duché de Finlande fut admis, le matin, en sa présence, et lui présenta deux adresses : la première avait pour objet de solliciter l'autorisation de frapper une médaille en souvenir de la visite de Sa Majesté en Finlande.

— C'est inutile, répondit Nicolas, puisque ce souvenir restera gravé dans le cœur de mes fidèles Finlandais.

La seconde adresse du sénat de Finlande était formulée ainsi :

« Le sénat, animé des sentiments de justice et de reconnaissance, ose exprimer le vœu de pouvoir compter parmi ses compatriotes l'homme qui, sous les augustes auspices de Votre Majesté impériale, avec une activité infatigable, a contribué au bien-être et à la prospérité de la Finlande. Le sénat supplie Votre Majesté impériale de daigner, à cette

occasion si heureuse pour le pays, accueillir gracieusement son humble demande, et élever à la dignité de comte du grand-duché de Finlande S. Exc. M. le gouverneur général Zakrewsky. Nous prenons la respectueuse liberté de solliciter cette grâce, non comme une récompense des mérites de M. le général Zakrewski, mais pour témoigner que les sujets finlandais de Votre Majesté impériale savent remplir les devoirs de la reconnaissance. »

Nicolas répondit sur-le-champ qu'il remerciait le sénat de lui avoir offert le plaisir de récompenser avec éclat les services du général Zakrewski, et le jour même, il remit de sa propre main au général le rescrit suivant, qui donnait pleine satisfaction aux vœux exprimés par le sénat.

« Vos services distingués, l'infatigable activité que vous avez déployée, à Notre entière satisfaction, pendant la longue carrière de votre administration des affaires de Notre grand-duché de Finlande, et l'exactitude avec laquelle vous avez rempli nos intentions paternelles pour le bien-être de cette contrée, vous donnent de justes titres à Notre reconnaissance particulière et à celle du grand-duché ; en conséquence, Nous avons trouvé juste de vous élever, avec votre postérité, à la dignité de comte de ce duché. Nous vous accordons cette marque de bienveillance suprême avec d'autant plus de satisfaction, qu'elle répond au vœu, manifesté par Notre sénat de Finlande, de vous unir par des liens plus étroits à la nation finlandaise, et de vous compter parmi ses membres.

« Je suis, avec une haute bienveillance, votre affectionné,

« Nicolas.

« Helsingfors, le 2 (14, nouv. st.) août 1830. »

CLIII

Nicolas aurait désiré pouvoir prolonger son séjour en Finlande, et visiter quelques autres villes, notamment Abo, qui l'attendaient avec joie, avec impatience, et qui avaient espéré le posséder dans leurs murs ; mais il était resté déjà trop longtemps éloigné du siége de son gouvernement, et il avait besoin de retourner à Saint-Pétersbourg, où son premier ministre, le comte de Nesselrode, devait être de retour.

Chaque courrier qui lui apportait des nouvelles de Paris n'avait fait qu'accroître son anxiété. Ces nouvelles ne lui parvenaient que vieilles de douze à treize jours, et il sentait que les événements qui se succédaient fatalement en France devaient entraîner des conséquences encore plus douloureuses ; il savait que la garde royale, après un combat de trois jours dans les rues de Paris, s'était retirée, faute de nourriture et de munitions, en abandonnant la ville au pouvoir du peuple en armes ; il savait que le roi Charles X, réfugié à Saint-Cloud, avait abdiqué en faveur de son petit-fils le duc de Bordeaux, et qu'il avait nommé son cousin, le duc d'Orléans, lieutenant-général du royaume. Il n'en savait pas davantage, quand il rentra, le 17 août, à Saint-Pétersbourg.

Le comte de Nesselrode n'y était pas encore arrivé. Le prince Charles de Lieven, qui le remplaçait momentanément au ministère des affaires étrangères, vint à la rencontre de l'empereur, avec le ministre de la guerre, comte Tchernycheff.

Ces deux ministres représentaient les deux partis politiques qui s'étaient formés dans la haute société de Saint-Pétersbourg, dès qu'on avait appris l'insurrection de Paris : le parti de la guerre voulait ressusciter la coalition de 1813, et ne songeait qu'à mettre sur pied les armées qui devaient marcher contre la France; le parti de la paix osait à peine prêcher la modération et la patience.

— Quelles nouvelles, Lieven? demanda Nicolas, en descendant de son yacht devant le palais d'Hiver.

— Sire, répondit le prince de Lieven avec une extrême réserve, l'ordre est rétabli à Paris; mais on ne sait pas encore qui sera roi.

— Le seul roi légitime, c'est le duc de Bordeaux! s'écria l'empereur.

— On assure que ce doit être le duc d'Orléans, reprit le général Tchernycheff.

— C'est impossible, dit l'empereur; le duc d'Orléans est un honnête homme. Je l'ai beaucoup connu en 1814 et en 1816. N'a-t-il pas été nommé lieutenant-général du royaume par le roi Charles X?

— Il n'a pas accepté, reprit Tchernycheff, ou du moins le général La Fayette, le révolutionnaire des deux mondes, n'a pas souffert que le duc d'Orléans acceptât.

— Ce La Fayette a fait bien du mal, dit Nicolas en hochant la tête; j'augure qu'il en fera beaucoup encore. Mais n'importe, je maintiens, jusqu'à preuve du contraire, que le duc d'Orléans est un honnête homme.

Il demeura pensif, l'air sombre et attristé, jusqu'à son arrivée au palais d'Yélaguine, sa résidence d'été. Quand il fut entré dans ses appartements, avec quelques-uns de ses aides de camp, l'impératrice vint, toute émue, se jeter dans ses bras.

— Ah! Sire, lui dit-elle, le choléra-morbus est à Tiflis, où il cause d'horribles ravages.

— La volonté de Dieu soit faite! répliqua solennellement l'empereur. Eh bien! ajouta-t-il avec amertume, la révolution fait des siennes, en France! Je crains bien qu'il me soit impossible de reconnaître ce qui s'est passé; le roi Charles X est en fuite, chassé, poursuivi, outragé par ses sujets rebelles...

Le prince de Lieven arriva, sur ces entrefaites, tenant une dépêche ouverte qu'il remit en silence à l'empereur. Nicolas la parcourut d'un coup d'œil et, la froissant entre ses mains, en proie à une violente agitation, il se promenait à grands pas dans le salon :

— Le duc d'Orléans nommé roi des Français! répétait-il en s'exaltant de plus en plus. C'était donc un ambitieux, un conspirateur!

— Ah! Sire! reprit l'impératrice avec sa voix douce et persuasive, vous aviez pour lui de l'amitié, de l'estime... Espérons qu'il en est toujours digne.

— Louis-Philippe roi de France! répéta-t-il encore. Mais c'est une odieuse usurpation! Qu'en pensez-vous, Messieurs? demanda-t-il à ses aides de camp, qui s'inclinèrent en signe d'assentiment.

— Les dépêches du comte Pozzo di Borgo sont pourtant assez rassurantes, repartit le prince de Lieven, que l'impératrice invitait du regard à s'efforcer d'apaiser la colère de l'empereur : la république n'a pas été proclamée à Paris,

comme on avait sujet de le craindre; la Chambre des députés a choisi un roi, qui paraît avoir été bien accueilli par le peuple...

— La Chambre des députés n'est qu'une assemblée de factieux! s'écria Nicolas avec véhémence. Il n'y a qu'un roi légitime pour succéder à Charles X, qui abdique : c'est le duc de Bordeaux, sous la tutelle du lieutenant-général du royaume.

— Sire, répliqua le prince de Lieven, les conseils de Votre Majesté n'ont pas manqué au malheureux roi Charles X; il n'a pas vu, il n'a pas voulu voir l'abîme où le poussait le parti des moyens extrêmes, lorsque Votre Majesté cherchait à le retenir au bord du précipice. Votre Majesté avait bien jugé la situation, et si l'on eût écouté ses sages avis, Charles X serait encore sur le trône.

— En effet, dit l'empereur, qui commençait à se calmer, j'ai tout fait pour empêcher une catastrophe! Les Ordonnances de juillet ne pouvaient mener à rien de bon; ç'a été de la maladresse, de la démence!... Aucune mesure de prévoyance, d'ailleurs; la garde royale sans cartouches et sans vivres! Tout le monde était donc devenu fou dans ce moment-là, excepté les révolutionnaires, qui avaient pris toutes leurs mesures, si bien qu'ils ont réussi. Mais les souverains de l'Europe ne souffriront pas ce renversement de l'autorité légitime... Je ferai ce qu'aurait fait en pareille occurrence mon bien-aimé frère l'empereur Alexandre, de glorieuse mémoire!

Les témoins de cette scène solennelle restaient immobiles et muets : ils attendaient avec anxiété, que leur auguste maître leur déclarât la conduite qu'il se proposait de suivre à l'égard de la France révolutionnaire. Personne n'eût osé, par un mot, par un geste, par un regard, essayer d'influen-

cer l'opinion de l'empereur, qui semblait demander ses inspirations à la sagesse divine.

Tout à coup, au milieu de ce silence plein d'émotions et d'inquiétudes, un léger soupir se fit entendre, et tous les yeux se tournèrent vers l'impératrice, qui n'avait pu retenir ses larmes. Nicolas avait été le premier à s'en apercevoir; il s'approcha d'elle, lui prit la main et lui dit à demi-voix :

— Charles X aurait dû se faire tuer sur la dernière marche de son trône! Voilà ce que j'eusse fait, à sa place!

— Sire, reprit l'impératrice en donnant à sa voix l'expression la plus pénétrante, il n'a manqué au roi de France que de recevoir ou plutôt d'écouter des conseils aussi nobles et aussi généreux que les vôtres. Mais je vous supplie de ne pas rendre la France responsable des fautes de quelques conspirateurs!

— L'avenir décidera ma résolution, répondit l'empereur, et l'avenir, c'est peut-être demain. Oui, demain, nous saurons sans doute s'il faut envoyer ses passe-ports au chargé d'affaires de France et si je dois interrompre toute relation avec un pays qui a détrôné son roi légitime.

Plusieurs ministres s'approchèrent à la fois de l'empereur et lui demandèrent des ordres : deux navires français s'étaient présentés, avec le drapeau tricolore, devant Cronstadt, et le gouverneur militaire avait refusé de les admettre dans le port. Plusieurs courriers, portant aussi la cocarde tricolore, avaient été arrêtés à la frontière et n'avaient pu parvenir à l'ambassade de France qu'après avoir subi des retards et des difficultés de toute nature.

— Messieurs, dit Nicolas au comte Cancrine et au général Tchernycheff, nous travaillerons ensemble ce soir, et, s'il se peut, on avisera au plus urgent.

— Sire, reprit avec insistance le prince de Lieven, Pozzo di Borgo n'a pas d'instructions, ou plutôt celles que Votre Majesté lui avait fait adresser, avant de partir pour la Finlande, ne cadrent plus avec les nouveaux faits qui se sont produits et qui vont se produire.

— Toute notre politique, dit le tzar, se trouve renfermée dans ce seul mot : attendre.

Au même instant, le grand-duc héritier entra dans le salon, avec son gouverneur, le général Mœrder : sa figure riante contrastait avec le caractère grave, sérieux ou triste de toutes les physionomies. Il courut embrasser son père, qui le serra tendrement sur son cœur :

— Mon fils ! lui dit l'empereur, d'un ton et d'un air majestueux, qui laissèrent une impression profonde dans l'esprit des assistants, un jour, sans doute, vous me remplacerez sur le trône de Pierre le Grand et d'Alexandre Ier ; alors vous aurez de grands devoirs à remplir, comme père, comme souverain de vos peuples ; vous vous devrez tout entier à la prospérité, à la gloire de la patrie, au bien-être, au bonheur de vos sujets. Mais rappelez-vous bien, dans cette position suprême, qu'un monarque, à qui la Providence a remis un sceptre et une épée, ne doit jamais transiger avec l'émeute, sous peine de voir l'émeute se changer en révolution. Le chef d'un État monarchique se perd et se déshonore en cédant un pouce de terrain à l'insurrection. Son devoir est de maintenir par la force ses droits et ceux de ses successeurs ; son devoir est de se faire tuer, s'il le faut, sur les marches de son trône.

Cet entretien, qui avait eu lieu en présence de quelques personnes de l'entourage, retentit le soir même dans les salons de Saint-Pétersbourg et fut plus ou moins dénaturé en passant de bouche en bouche. Il paraissait donner satisfac-

tion au parti de la guerre, et il eut des échos exagérés dans différents journaux de l'Europe. On alla jusqu'à prétendre que Nicolas aurait dit à ses aides de camp généraux : « Messieurs, tenez-vous prêts à monter à cheval; mais la route pour aller à Paris sera moins longue et plus facile qu'en 1814. »

Le lendemain, l'empereur avait prêté l'oreille aux prudentes représentations de son ministre des finances Cancrine, qui n'hésita pas à déclarer que la Russie, après avoir fait d'immenses sacrifices pour soutenir deux grandes guerres contre la Perse et la Turquie, avait besoin de repos et d'économie : aussi bien, dit-il avec franchise, une lutte avec la France était inutile, sinon contraire aux intérêts du gouvernement russe, et cette guerre formidable pouvait épuiser les ressources de l'empire, sans lui procurer le moindre avantage.

Nicolas eut l'air de se rendre à ces raisons; néanmoins, il supposait que les souverains qui avaient adhéré au pacte de la Sainte-Alliance ne voudraient pas tolérer le triomphe de la Révolution. Il avait donc résolu d'envoyer à Vienne le comte Orloff, pour sonder les intentions du cabinet autrichien, et à Berlin le maréchal Diebitsch, pour inviter le roi Frédéric-Guillaume à mettre sur pied l'armée que la Prusse devait fournir à la coalition. Cependant l'empereur, malgré l'absence de son ministre des affaires étrangères, n'avait pas refusé d'accorder une audience particulière au chargé d'affaires de France, qui la lui demandait par l'intermédiaire du prince de Lieven. Cette audience, dans laquelle M. de Bourgoing plaida la cause du gouvernement de Juillet et de la royauté de Louis-Philippe, avec beaucoup de sens, d'habileté et de patriotisme, eut pour résultat de faire accepter tacitement, par la politique russe, le fait accompli, et de

préparer la reconnaissance du nouveau gouvernement qui venait de s'établir en France.

L'empereur alla recevoir M. de Bourgoing jusque sur le seuil de la porte et lui dit d'une voix sombre, profondément accentuée :

— Eh bien! avez-vous des nouvelles de votre gouvernement, de M. le lieutenant-général du royaume? car vous savez déjà que je ne reconnais aucun autre ordre de choses : celui-là seul est légal, parce qu'il découle de l'autorité royale légitime.

En parlant ainsi, l'empereur regardait fixement le ministre, qui avait osé se présenter devant lui avec les trois couleurs nationales, emblèmes de la monarchie nouvelle :

— Sire, répondit M. de Bourgoing avec tristesse, je suis douloureusement surpris de voir que Votre Majesté envisage ainsi une question jugée désormais irrévocablement par la France.

L'empereur, qui marchait à côté de M. de Bourgoing, s'arrêta brusquement près d'une table, et la frappant avec force :

— Oui, telle est ma façon de penser, dit-il d'un ton de voix très-élevé ; le principe de la légitimité, voilà ce qui me guidera en toute circonstance.

— Sire, répliqua M. de Bourgoing avec une respectueuse fermeté ; j'ai cessé, il est vrai, de représenter le roi Charles X auprès de la cour de Russie, mais je représente toujours la France, et c'est en son nom que j'ai sollicité cette audience de Votre Majesté.

— Jamais ! interrompit Nicolas, frappant de nouveau la table avec plus de violence ; jamais je ne pourrai reconnaître ce qui s'est passé en France.

— Sire, il ne faut pas dire *jamais*, répliqua vivement le

chargé d'affaires; c'est un mot dangereux et imprudent; car les événements dominent les plus fermes résistances.

— Jamais, répéta l'empereur avec la même chaleur d'expression, jamais je ne me départirai de mes principes.

— Je sais que la parole de Votre Majesté est immuable, repartit M. de Bourgoing; c'est pourquoi je conjure Votre Majesté de ne pas se lier par un engagement précipité, qui deviendrait un embarras et un obstacle pour l'avenir.

De ce moment-là, l'entretien prit un autre tour et se changea en une conférence presque intime, dans laquelle M. de Bourgoing usa de toute son éloquence, de toute son adresse, pour convaincre l'empereur, que la France n'avait rien à craindre d'une coalition des Puissances, et que la Russie aurait tout à perdre en tournant ses armes contre une nation alliée qui lui avait prêté un loyal concours pendant la guerre de Turquie et qui, pour défendre le principe de non-intervention, n'avait pas balancé à braver la coalition de l'Autriche et de l'Angleterre avec la Porte Ottomane.

— Comment voulez-vous que nous prenions notre parti de ce qui vient de se passer à Paris? dit avec impatience Nicolas, qui sentait faiblir ses tendances et ses résolutions vis-à-vis des habiles manœuvres de la tactique d'un diplomate. Nesselrode sera ici demain, et nous aurons une nouvelle conversation à ce sujet.

— Si je sors de ce cabinet sans vous avoir convaincu, Sire, s'écria M. de Bourgoing avec l'accent le plus persuasif, il en résultera une guerre plus longue, plus étendue, plus sanglante que celles de la Révolution et de l'Empire. Calculons combien de millions d'hommes ces affreuses guerres ont dévoré? Eh bien! celle que vous aurez fait naître, Sire, sera plus épouvantable encore, et vous en aurez la responsabilité devant Dieu.

— Non, répondit l'empereur en élevant les yeux au ciel, je désire que Dieu mette cette responsabilité effrayante sur une autre tête que la mienne... Au reste, ajouta-t-il en paraissant plus calme, je ne sais pas encore ce que nous ferons, mes collègues et moi. Je leur ferai connaître mon opinion sur les affaires de France. Le comte Orloff la dira sous peu à Vienne; j'ai écrit hier au roi de Prusse et au prince d'Orange. Nous ne vous déclarerons pas la guerre, acceptez-en l'assurance; mais quant à reconnaître un gouvernement né d'une émeute, fondé sur une trahison...

— Sire, au nom du ciel, interrompit M. de Bourgoing, je supplie Votre Majesté de s'abstenir de toute parole irritante, de toute déclaration qui soit de nature à blesser le pays, le gouvernement, que je représente!

— Je défends la cause du roi Charles X, que vous défendiez vous-même il y a peu de jours...

— Mes sentiments n'ont pas changé; comme Votre Majesté, j'ai déploré les mesures extrêmes qui ont perdu Charles X; comme Votre Majesté, j'ai de l'admiration et de la reconnaissance pour cette brave garde royale qui a vainement combattu pour son roi... Mais Charles X, que j'aimais et que je respecte, a eu le tort irréparable de laisser ses ministres attaquer le pacte fondamental.

— Sans doute, reprit l'empereur; telle est bien ma manière de voir, et si dans vos *glorieuses* journées de Juillet, le peuple avait pillé l'ambassade de Russie et publié mes dépêches, on eût été grandement surpris de voir que je prêchais contre le coup d'État; on se fût fort étonné d'apprendre que l'autocrate de Russie avait chargé son ambassadeur de recommander au roi de France l'observation stricte et rigoureuse des constitutions établies et jurées.

Nicolas se leva, pour congédier M. de Bourgoing qui avait

causé pendant une heure avec lui ; l'empereur avait repris toute sa bienveillance ; il tendit la main à son interlocuteur :

— Dans notre discussion politique, lui dit-il en souriant, vous avez oublié l'objet de votre visite ; des navires français portant le pavillon tricolore n'avaient pas été reçus dans le port de Cronstadt ; j'étais absent, mais j'ai donné des ordres.

— Sire, demanda M. de Bourgoing, Votre Majesté, avant son départ pour la Finlande, m'avait invité à l'accompagner dans le voyage qu'elle comptait faire pour inspecter les colonies militaires de Novogorod ?

— Puisque vous étiez invité, lui dit Nicolas avec bonté, il est inutile que je vous renouvelle mon invitation.

Et il embrassa cordialement M. de Bourgoing.

Le chargé d'affaires de France, en rentrant à l'hôtel de l'ambassade, vit accourir chez lui les ambassadeurs d'Autriche, d'Angleterre et de Prusse, qui lui demandèrent avec une maligne curiosité, en affectant des airs de condoléance :

— Est-il vrai que vous alliez nous quitter ?

— Oui, sans doute, repartit tranquillement M. de Bourgoing ; je pars dans trois jours. J'ai l'honneur d'accompagner l'empereur dans un petit voyage qu'il va faire aux colonies militaires.

On en augura naturellement que le tzar n'était pas aussi hostile qu'on le disait, à l'égard du gouvernement de Juillet, et l'on pensa que la coalition des Puissances, dont tout le monde parlait à Saint-Pétersbourg, pourrait bien rester à l'état de projet, jusqu'à ce qu'elle se fût évanouie en fumée.

On savait, cependant, que l'empereur de Russie avait fait annoncer au roi de Prusse, qu'une armée de cent mille hommes serait sur la frontière de Pologne au premier appel et que l'armée de la coalition devait être réunie sur le

Rhin avant le printemps. Ces bruits de guerre avaient retenti dans tous les cantonnements de l'armée russe, depuis la Baltique jusqu'à la mer Noire, depuis les monts Ourals jusqu'à la Vistule; les jeunes officiers, qui entendaient parler sans cesse des campagnes de 1813 et 1814, comptaient déjà les étapes qui allaient encore une fois les conduire à Paris; un souffle belliqueux circulait parmi les troupes, qui commençaient à se mettre en marche sur différents points de l'empire.

On ne s'apercevait pas autrement, il est vrai, des préparatifs d'une campagne prochaine, mais déjà un ukase impérial avait ordonné une levée générale de recrues, en motivant cette mesure normale sur la nécessité de remplir des vides que les dernières guerres et les épidémies avaient faits dans l'armée.

Nicolas avait réfléchi et il semblait moins impatient de livrer à la chance des armes les questions de droit politique international, que la révolution de Juillet avait posées devant les souverains signataires du pacte de la Sainte-Alliance. Les dépêches du comte Pozzo di Borgo, par leur modération et leur tendance pacifique, n'avaient pas peu contribué à modifier sensiblement les idées et les intentions de l'empereur. Le comte de Nesselrode, à son retour de Prusse où il avait eu plusieurs conférences avec le roi Guillaume, n'agissait pas avec moins de prudence et de sagesse, pour déterminer son auguste maître à ne pas sortir d'un système absolu d'expectative et de neutralité.

CLIV

L'empereur, dans le cercle des personnes de son entourage et dans le sein de sa famille, ne s'imposait aucune réserve au sujet des sentiments d'indignation et d'antipathie que lui inspirait la conduite du nouveau roi des Français dans les circonstances fatales qui l'avaient porté au trône; il était sans doute injuste à l'égard du duc d'Orléans, car non-seulement il ne faisait pas la part des événements imprévus et irrésistibles, que ce prince avait subis plutôt qu'exploités, mais encore il ne lui pardonnait point d'avoir renoncé, par pusillanimité ou par ambition, au noble rôle qu'il aurait pu remplir en refusant la couronne pour rester lieutenant-général du royaume pendant la minorité du duc de Bordeaux.

C'était là le sujet de toutes ses conversations avec l'impératrice, avec ses ministres et surtout avec ses aides de camp.

Dans une promenade où l'accompagnait son aide de camp, le général Adlerberg, devant lequel il ne songeait jamais à déguiser ses plus secrètes pensées :

— Je t'ai souvent raconté, lui dit-il familièrement, mes visites au château de Neuilly en 1814, lorsque je fis connaissance avec le duc d'Orléans; Louis-Philippe me paraissait

alors le type de l'homme honnête et de l'homme heureux. Je l'avais vu bon époux et bon père au milieu de sa belle famille, et je ne croyais pas qu'il pût avoir d'autre ambition que celle de jouir en paix du bonheur domestique qu'il s'était donné. Tu te souviens que je l'avais pour modèle et que j'aurais voulu, quand je n'étais que grand-duc, pouvoir calquer ma vie sur la sienne, tant il m'avait inspiré d'estime et de sympathie. Mais voilà qu'il me faut revenir sur mes premières impressions, qui, pour dater de quatorze ans, n'étaient pas moins vives qu'à l'époque où j'ai connu le duc d'Orléans; aujourd'hui, qu'il vient d'escamoter, par un tour de jonglerie, la couronne de son neveu et de son roi, au lieu de défendre cet enfant dont il était le tuteur et le protecteur naturel. Oh ! je ne veux plus avoir de relations avec cet homme, qui peut être un grand politique, mais qui ne sera jamais mon ami.

L'empereur partit de Saint-Pétersbourg pour les colonies militaires de Novogorod, dans le cours du mois d'août.

Ce voyage, quoique projeté depuis longtemps, se rattachait évidemment, dans les circonstances présentes, au besoin d'apprécier les ressources immédiates que ces colonies militaires devaient fournir à l'armée active, en cas de guerre.

Le maréchal Diebitsch, qui avait sous sa direction, comme chef de l'état-major général, toutes les colonies militaires de l'empire, eut le regret de ne point accompagner l'empereur, car il avait dû se rendre en toute hâte à Berlin pour s'entendre avec le roi de Prusse sur l'éventualité imminente d'une coalition de la Sainte-Alliance; il s'était donc fait remplacer, auprès du tzar, par le général Kleinmichel, qui avait eu la plus grande part à la première organisation des colonies militaires sous les ordres d'Araktchéieff.

Ce fut le voyage de Novogorod qui poussa Kleinmichel dans les bonnes grâces de l'empereur et qui l'éleva rapidement à ce haut degré de faveur où il sut se maintenir si longtemps, malgré tant de rivalités hostiles, en se faisant craindre et détester de tout le monde.

Ce n'était pourtant pas un courtisan, et l'on doit dire, à son éloge, qu'il n'avait pas fait son chemin dans la confiance et l'amitié de son souverain par les voies tortueuses de l'intrigue et de la flatterie. Revêche, brutal, grossier avec tous, même avec les plus puissants de la cour, il se montrait froid, réservé, quelquefois maussade et bourru vis-à-vis de l'empereur.

Nicolas avait en haute estime les qualités solides et réelles de Kleinmichel, son ardeur au travail, son zèle pour le service, sa rigide probité, son caractère inflexible et surtout son dévouement sans bornes. Kleinmichel s'était, d'ailleurs, tellement identifié avec l'institution des colonies militaires en Russie, qu'on pouvait le croire nécessaire, indispensable à cette institution, qui ne vivait, qui ne prospérait que par son énergique et dominante personnalité.

Les colonies de Novogorod offraient, en ce moment, l'aspect le plus grandiose et le plus imposant : ces villages uniformes et symétriques, qui se succédaient sans interruption, sur un espace de vingt lieues ; ces steppes immenses transformées en champs bien cultivés ; ces pépinières de soldats agricoles, qui ne quittaient la charrue que pour se mettre sous les armes ; ces quarante mille grenadiers dont l'instruction militaire égalait celle des troupes d'élite de la garde impériale, tout cela pouvait être, à juste titre, considéré comme l'œuvre permanente du général Kleinmichel.

L'empereur fut enchanté, émerveillé : tous les jours il assistait aux exercices, et il constata, dans cette longue et

minutieuse inspection, que les manœuvres les plus compliquées et les plus difficiles étaient exécutées avec un ensemble et une régularité remarquables.

Le chargé d'affaires de France, M. de Bourgoing, se trouvait au nombre des personnes que l'empereur avait emmenées avec lui. Sa présence ne laissait pas que d'être parfois anormale au milieu des généraux qui formaient le cortége impérial et qui semblaient impatients de voir la Russie en guerre avec la France. Aussi, ces officiers se tenaient-ils à distance du ministre français, que Nicolas, au contraire, gardait le plus possible à ses côtés : il le faisait dîner à sa table; il le priait de se joindre à l'état-major pour suivre les manœuvres et les exercices.

La position de M. de Bourgoing n'en était pas moins délicate, et il devait souvent fermer l'oreille à des paroles imprudentes qu'il aurait été forcé de relever comme injurieuses à son Gouvernement, s'il avait voulu les entendre. Cependant, il ne put s'empêcher de donner une verte leçon au général Kleinmichel.

— Je me demande, disait tout haut ce général au milieu d'un groupe d'officiers, je me demande ce que fait ici le chargé d'affaires de France : nous le gênons et il nous gêne.

— Général, repartit M. de Bourgoing avec un geste de dédain, vous me gênez si peu, que je n'aurais jamais pris garde à vous, sans votre réflexion incongrue et malveillante. Si vous ne respectez pas en moi le représentant de la France, vous devriez du moins avoir plus d'égards pour l'hôte de votre souverain.

Kleinmichel alla se plaindre à Nicolas, qui eut beaucoup de peine à le calmer; l'affaire en resta là, mais l'empereur dit à M. de Bourgoing :

— Vous avez eu tort de vous émouvoir d'une boutade

de Kleinmichel. C'est un paysan du Danube, qui ne sait pas cacher ce qu'il pense; c'est ce que vous appelez en France un ours mal léché : n'importe! c'est un fidèle et loyal serviteur.

M. de Bourgoing ne dissimula pas à l'empereur, qu'il avait eu l'intention de provoquer en duel le général Kleinmichel.

— Oh! s'écria l'empereur en affectant de tourner la chose en plaisanterie, il n'y a pas de duel dans mes États. Comment! vous qui prêchez si bien la paix entre les peuples et les souverains, vous avez l'humeur aussi batailleuse pour votre propre compte?

Le lendemain, avant de se rendre aux exercices, Nicolas reçut des dépêches de Paris : son ambassadeur lui écrivait que cent mille gardes nationaux avaient été passés en revue, le 29 août, par le roi Louis-Philippe, au Champ de Mars, en présence d'une population électrisée et frémissante d'enthousiasme patriotique. Le chargé d'affaires de France avait reçu, en même temps, les mêmes nouvelles.

Trente mille hommes étaient en ligne devant l'empereur, qui les fit manœuvrer sous ses yeux avec une admirable perfection.

— Eh bien! cher ami, dit-il tout à coup en s'adressant à M. de Bourgoing qui se tenait près de lui : avouez-moi, bien en conscience et la main sur le cœur, que de pareils soldats valent mieux que des gardes nationaux?

— Sire, je ne voudrais pas faire la comparaison, répondit M. de Bourgoing qui comprit cette allusion à la revue du Champ de Mars; les gardes nationaux deviennent bien vite d'excellents soldats quand la patrie est en danger, témoin nos volontaires de 1792 qui ont fait de bien grandes choses.

— Nous ne sommes plus en 1792, Dieu merci! répliqua

l'empereur qui n'eut pas l'air de prendre en mauvaise part un souvenir historique qu'il aurait pu rattacher à la circonstance. Au reste, vous êtes un homme du métier, et vous ne voudriez pas comparer mes grenadiers à vos gardes nationaux sous le rapport de l'instruction militaire; car un bon soldat ne s'improvise pas.

Nicolas, avant de rentrer dans sa capitale, fut péniblement affecté par les nouvelles imprévues qui lui vinrent de la cour des Pays-Bas : des lettres de son beau-frère le prince d'Orange et de sa sœur Anne Paulovna, femme de ce prince, des dépêches de son ambassadeur à La Haye lui apprirent qu'une révolution avait éclaté à Bruxelles, dans la soirée du 25 août; que le peuple révolté avait chassé de la ville, après un combat acharné, les troupes hollandaises, et que les couleurs brabançonnes étaient arborées à Liége et dans les principales villes de la Belgique, qui voulait se séparer du royaume des Pays-Bas.

— Voilà, dit-il avec amertume à M. de Bourgoing, voilà l'inévitable conséquence de votre révolution de Paris! Tout est remis en question, et l'Europe ne saurait plus compter sur un jour de repos.

— Je n'ai pas à défendre la révolution de Bruxelles, répliqua le chargé d'affaires de France. Quant à la nôtre, Sire, elle n'aura duré que quelques jours; le torrent est rentré dans son lit, sans avoir causé de grands dégâts. Nous avons un roi constitutionnel acclamé par la nation tout entière ; Louis-Philippe ne menace personne et rassure tout le monde, en adoptant cette devise : ***Ordre et liberté.***

— Vous ne faites là que répéter les dépêches de Pozzo di Borgo, interrompit froidement l'empereur. Je ne cesserai jamais de m'intéresser aux destinées de votre beau pays; parlez-moi de la France, je vous écouterai avec plaisir, avec

sympathie; mais, s'il se peut, ne me parlez pas de son roi, que je ne veux plus connaître.

— Vous le jugez mal, Sire, reprit M. de Bourgoing avec une respectueuse fermeté : le duc d'Orléans est resté absolument étranger aux actes de la révolution de Juillet; il s'est trouvé là, par bonheur, pour sauver la France de l'anarchie ou de la république. Un jour, bientôt, j'espère, Votre Majesté lui rendra justice.

L'empereur revint précipitamment à Saint-Pétersbourg, où le rappelaient en toute hâte les nouvelles qu'il recevait de différents gouvernements de l'empire, sur les ravages et la marche irrésistible du choléra-morbus. L'épidémie, qui avait fait irruption depuis deux mois dans les provinces du Caucase, s'avançait, avec la rapidité d'un incendie, vers le centre de la Russie.

Cette effrayante maladie, déjà localisée et acclimatée dans l'Inde depuis cinq ou six ans, s'était déclarée avec violence à Tauris dans les premiers jours de juillet et n'avait pas tardé à pénétrer dans les provinces russes de Bakou et du Schirvan; puis, côtoyant la rive occidentale de la mer Caspienne, et suivant les fleuves du Kour et du Volga, elle s'était montrée presque simultanément, à Astrakan, à Tzaritsyne, à Saratow et enfin à Tiflis, en faisant partout un nombre considérable de victimes.

La moitié de ceux qui en étaient frappés mourait dans l'espace de quelques heures ou de quelques jours. Les secours de l'art semblaient tout à fait impuissants; la nature seule sauvait parfois le malade. Tout concourait à favoriser, à propager le fléau : la chaleur de la saison, la pauvreté des habitants, les mauvaises conditions hygiéniques des villes et des villages, l'épouvante et le découragement que l'épidémie semait autour d'elle, le petit nombre et l'inex-

périence des médecins, qui succombèrent presque tous en soignant les cholériques.

Rien n'était plus redoutable que les symptômes et l'aspect du choléra-morbus, qui changeait presque à l'instant en moribond un homme sain et vigoureux, et qui se manifestait par des vomissements subits, des crampes atroces et un refroidissement général : le sang se glaçait dans les veines, la face se contractait d'une manière horrible, le corps devenait noirâtre et s'amaigrissait à vue d'œil ; l'être vivant n'était plus qu'un cadavre.

Les malheureux mouraient sans secours; on les jetait tout habillés dans des fosses profondes; souvent même on les laissait sans sépulture. La terreur avait chassé d'Astrakan et de Tiflis les trois quarts de la population ; les bazars, les caravansérails, les établissements publics étaient déserts ou fermés; les maisons n'avaient plus d'habitants.

Le peuple avait cru d'abord, dans son ignorance, qu'on l'empoisonnait, et il s'était rué, comme une bête féroce, sur les médecins, sur les hommes de police, sur tous les agents de l'autorité. Il y eut partout des massacres, des troubles, des excès déplorables. Les autorités civiles et militaires avaient cependant rempli courageusement leur devoir; elles étaient restées à leur poste; elles avaient payé de leur personne; beaucoup avaient péri, entre autres le gouverneur civil d'Astrakan et son fils.

On disait, on semblait croire que le choléra-morbus n'était pas contagieux, et néanmoins on agissait de manière à prouver le contraire : cordons sanitaires établis autour des endroits infectés; voies de communications interceptées; ponts détruits ou enlevés; toutes relations de société et de commerce interrompus. Rien cependant n'arrêtait la propagation de l'épidémie.

L'empereur, en arrivant à Saint-Pétersbourg, où ces nouvelles désolantes avaient produit une consternation générale, nomma une commission composée de hauts fonctionnaires, de savants et de médecins, qui devaient se transporter dans les provinces où régnait le choléra-morbus, non-seulement pour étudier la maladie et pour porter secours aux malades, mais encore pour prendre des mesures énergiques et employer les précautions nécessaires dans le but de faire cesser le fléau. Cette commission, dont le conseiller-privé Engel devait être le chef, fut armée des pouvoirs les plus étendus.

L'empereur, dans des circonstances aussi graves, ne trouva qu'un dévouement absolu chez tous ceux qu'il désignait pour remplir un périlleux devoir. Son ministre de l'intérieur, le comte Zakrewsky, vint lui demander comme une grâce d'être associé aux travaux et aux dangers de la commission.

— Mon ami! lui dit Nicolas, touché de voir chez un de ses plus dévoués serviteurs cette noble et généreuse abnégation de soi-même : es-tu donc si pressé de me quitter pour toujours?

— Ah! Sire, répondit le ministre ému jusqu'aux larmes, fût-ce aux dépens de ma vie, je veux, s'il est possible, empêcher le choléra-morbus d'arriver jusqu'à Votre Majesté.

— Va donc, et que Dieu te protége! s'écria Nicolas, en le bénissant. Je te remercie de vouloir bien m'aider à secourir mes sujets : tu leur diras de ma part, que, s'ils ont besoin de moi, je ne me ferai pas attendre.

L'empereur adressa au Sénat-dirigeant l'ukase suivant, daté du 4/16 septembre :

« Afin de mettre un terme aux ravages de l'épidémie du

choléra-morbus, qui a pénétré sur quelques points de notre empire, Nous avons jugé utile d'envoyer sur les lieux notre aide de camp général comte Zakrewsky, ministre de l'intérieur, en l'autorisant à prendre toutes les mesures décisives pour faire cesser cette maladie, et à donner aux malades tous les secours nécessaires pour leur guérison. Il reprendra ses fonctions de ministre de l'intérieur, à son retour dans cette capitale, après avoir rempli ladite mission. Pendant son absence, Nous confions la direction dudit ministère au conseiller-privé actuel Engel, membre du Conseil de l'Empire. « NICOLAS. »

En même temps, il adressait ce rescrit au comte Zakrewsky :

« Votre zèle éprouvé pour les intérêts de l'État, et la confiance particulière que Je vous porte, me détermine à vous confier une mission d'une haute importance, et qui se lie immédiatement aux attributions de votre ministère.

« J'ai vu avec la plus vive douleur, que, malgré toutes les mesures dictées par la plus active sollicitude, la maladie connue sous le nom de choléra-morbus, qui avait pénétré vers le milieu du mois de juin dans nos provinces limitrophes de la Perse, s'est propagée des deux côtés du Caucase, dans le gouvernement d'Astrakan, d'Orenbourg et de Saratow, et dans le territoire des Cosaques du Don.

« Jugeant donc nécessaire que tous les moyens employés pour faire cesser la maladie émanent d'une seule et même autorité, Je vous autorise à prendre sous votre direction supérieure la commission centrale établie à cet effet, à déployer une autorité entière, et à prendre toutes les mesures décisives que les circonstances et la nécessité exigeront sous ce rapport. Quoique vous deviez prendre pour base de votre

conduite les instructions données à ladite commission, Je vous autorise pleinement à les changer, en cas de nécessité indispensable, et à agir en conséquence, en m'adressant votre rapport à ce sujet.

« Dans ce but, il est enjoint à tous les chefs militaires, et aux autorités navales des lieux susmentionnés et de ceux qui leur sont limitrophes, d'obtempérer ponctuellement à vos réquisitions; en votre qualité de ministre de l'intérieur, vous donnerez aux gouverneurs civils les ordres opportuns, et vous ne négligerez rien pour concourir de tous vos moyens aux efforts du feld-maréchal comte Paskewitch d'Érivan, afin de faire cesser l'épidémie dans les provinces méridionales du Caucase.

« Je vous charge de m'adresser chaque semaine un rapport sur toutes les mesures que vous aurez prises, ainsi que sur l'état de la santé publique dans les contrées infectées par le choléra-morbus, et confiées à vos soins. Lorsque cette maladie aura cessé, vous me demanderez Mes ordres pour votre retour à Saint-Pétersbourg ; après quoi vous reprendrez la direction du ministère de l'intérieur, que Je confie, pendant votre absence de la capitale, au conseiller-privé actuel Engel, membre du Conseil de l'Empire. Quant à vos fonctions de gouverneur général et de commandant du corps d'armée détaché de Finlande, vous continuerez à les exercer de la même manière que pendant le congé que vous aviez obtenu en 1829 comme ministre de l'intérieur.

« En vous entourant ainsi de toute Ma confiance, J'ai l'espoir le plus fondé que votre expérience, votre activité et votre zèle justifieront complétement Mon attente.

« Je suis toujours votre affectionné,

« NICOLAS.

« Saint-Pétersbourg, 4 (16, nouv. st.) septembre 1830. »

Zakrewsky, devenu ainsi chef de la commission de secours à la place du conseiller-privé Engel, partit, peu de jours après, avec tout le personnel de cette commission, et se dirigea en toute hâte vers le gouvernement de Simbirsk, où le choléra-morbus sévissait avec plus de violence qu'à Tiflis, à Astrakan et à Saratow.

Le jour de son départ, l'empereur reçut des dépêches du prince Galitsyne, gouverneur de Moscou, qui lui annonçait que la santé publique était encore excellente dans cette capitale, mais qu'on avait pourtant constaté un cas de choléra presque foudroyant, parmi les individus nouvellement arrivés des provinces méridionales, et tenus en quarantaine dans une espèce de camp formé hors de l'enceinte de la ville : « Je crains que l'invasion de la maladie, disait-il, ne soit imminente ; mais nous sommes sur nos gardes et prêts à la combattre. »

Nicolas fit ordonner des prières publiques dans toutes les églises de ses États, pour demander à Dieu la cessation du fléau.

Ce fut sous ces tristes auspices que le général Athalin, aide de camp du roi Louis-Philippe, arriva enfin à Saint-Pétersbourg.

CLV

Quoique le général Athalin fut chargé d'une mission extraordinaire et porteur d'une lettre autographe du roi des Français, lettre qu'il devait remettre en propre main au tzar, son voyage avait été entravé et retardé, depuis la frontière russe, sous prétexte des formalités de police que nécessitait l'approche du choléra-morbus. Il avait fallu faire venir ses passe-ports, qui se firent attendre pendant plusieurs jours. Son départ de Paris et l'objet de sa mission avaient été pourtant annoncés de la manière la plus bienveillante par le comte Pozzo di Borgo, qui s'était plu à rendre justice au caractère honorable du général, à son mérite personnel et à ses connaissances militaires.

M. de Bourgoing indiqua très-adroitement au général Athalin, arrivant à Saint-Péterbourg, la conduite qu'il devait tenir et les ménagements qu'il avait à garder vis-à-vis de l'empereur.

— Je vous promets, lui dit-il, l'accueil le plus flatteur à la cour de Russie. Je ne doute pas que l'empereur ne vous prenne en affection, dès qu'il aura traité avec vous des questions d'art militaire. Mais il vous parlera de la révolution de Juillet, et vous aurez sans doute à subir quelque

boutade peu agréable; le mieux serait de faire la sourde oreille. Attendez-vous à ce qu'il s'emporte contre le général La Fayette, qu'il déteste; je souhaite de tout mon cœur qu'il ne vous dise rien du roi, qu'il juge mal, avec injustice, avec prévention...

— Je n'aurai pas de peine, je l'espère, reprit Athalin, à le ramener à une opinion plus juste et à des sentiments moins hostiles. Je ne reculerai pas devant des explications sincères et catégoriques; c'est là surtout le principal objet de la mission que le roi m'a confiée.

Le général, en effet, obtint très-promptement une audience particulière de Nicolas, qui le reçut de la façon la plus cordiale, mais qui évita même de prononcer le nom du roi des Français. Athalin lui avait pourtant remis la lettre autographe de Louis-Philippe, laquelle était conçue en ces termes :

« Monsieur mon frère,

« J'annonce mon avénement à la couronne, à Votre Majesté, par la lettre que le général Athalin lui présentera en mon nom. Mais j'ai besoin de lui parler avec une entière confiance sur les suites de la catastrophe que j'aurais tant voulu prévenir.

« Il y avait longtemps que je regrettais que le roi Charles et son gouvernement ne suivissent pas une marche mieux calculée, pour répondre à l'attente et au vœu de la nation. J'étais bien loin pourtant de prévoir les prodigieux événements qui viennent de se passer; je croyais même, qu'à défaut de cette allure franche et loyale, dans l'esprit de la Charte et de nos institutions, qu'il était impossible d'obtenir, il aurait suffi d'un peu de prudence et de modération, pour que ce gouvernement pût aller longtemps comme il al-

lait. Mais, depuis le 8 août 1829, la nouvelle composition du nouveau ministère m'avait fort alarmé. Je voyais à quel point cette composition était odieuse et suspecte à la nation, et je partageais les inquiétudes générales sur les mesures que nous devions en attendre. Néanmoins, l'attachement aux lois, l'amour de l'ordre, ont fait de tels progrès en France, que la résistance à ce ministère ne serait certainement pas sortie des voies parlementaires, si, dans son délire, ce ministère n'eût donné lui-même le fatal signal par la plus audacieuse violation de la Charte et par l'abolition de toutes les garanties de notre liberté nationale, pour lesquelles il n'est guère de Français qui ne soit prêt à verser son sang. Aucun excès n'a suivi cette lutte terrible.

« Mais il était difficile qu'il n'en résultât pas quelque ébranlement dans notre état social, et cette même exaltation des esprits, qui les avait détournés de tout désordre, les portait en même temps vers des essais de théorie politique, qui auraient précipité la France, et peut-être l'Europe, dans de terribles calamités.

« C'est dans cette situation, Sire, que tous les yeux se sont tournés vers moi. Les vaincus eux-mêmes m'ont cru nécessaire à leur salut. Je l'étais peut-être plus encore pour que les vainqueurs ne laissassent pas dégénérer la victoire. J'ai donc accepté cette tâche noble et pénible, et j'ai écarté toutes les considérations qui se réunissaient pour me faire désirer d'en être dispensé, parce que j'ai senti que la moindre hésitation de ma part pourrait compromettre l'avenir de la France et le repos de tous nos voisins. Le titre de lieutenant-général, qui laissait tout en question, excitait une défiance dangereuse, et il fallait se hâter de sortir de l'état provisoire, tant pour inspirer la confiance nécessaire, que pour sauver cette Charte, si essentielle à conserver, dont

feu l'empereur votre auguste frère connaissait si bien l'importance, et qui aurait été très-compromise si on n'eût promptement satisfait et rassuré tous les esprits.

« Il n'échappera, ni à la perspicacité de votre esprit, ni à sa haute sagesse, que, pour atteindre ce but salutaire, il est bien nécessaire que les affaires de Paris soient envisagées sous leur véritable aspect et que l'Europe, rendant justice aux motifs qui m'ont dirigé, entoure mon gouvernement de la confiance qu'il a le droit inspirer.

« Que Votre Majesté veuille bien ne pas perdre de vue que, tant que le roi Charles X a régné sur la France, j'ai été le plus soumis et le plus fidèle de tous ses sujets, et que ce n'est qu'au moment où j'ai vu l'action des lois paralysée et l'exercice de l'autorité royale complétement anéanti, que j'ai cru de mon devoir de déférer au vœu national en acceptant la couronne à laquelle j'ai été appelé. C'est sur vous, Sire, que la France a surtout les yeux fixés. Elle aime à voir dans la Russie son allié le plus naturel et le plus puissant. J'en ai pour garantie le noble caractère et toutes les qualités qui distinguent Votre Majesté impériale.

« Je la prie d'agréer les assurances de la haute estime et de l'inaliénable amitié, avec laquelle je suis, Monsieur mon frère,

« De Votre Majesté impériale,

« Le bon frère,

« Louis-Philippe. »

L'empereur affecta de ne pas ouvrir cette lettre, en présence de l'envoyé du roi Louis-Philippe, et se contenta de répondre froidement qu'il était résolu à ne se mêler en rien des affaires intérieures de la France, ce qui équivalait, de

sa part, à une reconnaissance tacite de l'état de choses que la révolution de Juillet avait établi dans ce pays.

Cependant, comme le général Athalin insistait sur les garanties de sécurité que l'avénement du duc d'Orléans offrait à la paix de l'Europe, l'empereur ne put se défendre d'un mouvement d'impatience et ferma la bouche au général, en prononçant ces mots avec un accent prophétique :

— Souvenez-vous, Monsieur, que celui qui sème les vents récolte les tempêtes!

Le général fut accueilli par l'impératrice avec beaucoup de grâce et de bonté. Sa réputation de dessinateur habile l'avait précédé à la cour, et l'impératrice fut la première à lui faire des éloges à ce sujet : le lendemain, Athalin lui envoya pour son album deux charmants dessins au crayon, qu'il avait esquissés d'après nature depuis son entrée en Russie. Ces deux dessins eurent peut-être plus d'influence que la question politique, sur les dispositions bienveillantes de la cour et de l'aristocratie russe, à l'égard de l'envoyé extraordinaire du roi Louis-Philippe. Il fut recherché et reçu partout avec autant d'empressement que de distinction.

L'empereur l'invita personnellement aux revues et aux manœuvres des troupes; il se montrait volontiers avec lui en public, et il lui accorda plusieurs audiences, dans lesquelles le général Athalin eut l'occasion de justifier très-habilement le duc d'Orléans du reproche d'ingratitude et de trahison envers les Bourbons de la branche aînée.

Nicolas l'écoutait en silence, avec intérêt, sans toutefois faire abandon de ses préjugés et de ses répugnances. Il reconnut, néanmoins, que la branche aînée des Bourbons avait plus d'une fois, par maladresse et par entêtement, compromis la sûreté de l'Europe. Mais il persistait à dire que les

droits de Charles X restaient intacts, malgré « l'événement du 7 août. » C'est ainsi qu'il qualifiait l'élévation de Louis-Philippe au trône de France, par suite du vote presque unanime des membres présents de la Chambre des députés.

La réponse qu'il fit à la lettre du roi, sous la date du 18/30 septembre, ne témoignait pas d'une sympathie bien vive pour le chef de la monarchie de Juillet. Voici cette lettre, qui précipita sans doute le départ du général Athalin :

« J'ai reçu des mains du général Athalin la missive dont il était porteur. Des événements à jamais déplorables ont placé Votre Majesté dans une cruelle alternative. Votre Majesté a pris une résolution qui seule lui paraissait propre à épargner à la France de plus grands maux, et je ne dirai rien des motifs qui ont conduit Votre Majesté dans cette occasion; mais j'adresse les vœux les plus ardents à la divine Providence, pour qu'il lui plaise de bénir les desseins de Votre Majesté et vos efforts pour le bien-être du peuple français. De concert avec mes alliés, je reçois avec satisfaction le désir exprimé par Votre Majesté d'entretenir des relations de paix et d'amitié avec les États européens. Aussi longtemps que ces relations seront fondées sur les traités existants et sur la ferme volonté d'en maintenir les droits et les obligations, solennellement reconnues par ceux-ci, ainsi que les propriétés territoriales, l'Europe y verra une garantie de la paix, qui est nécessaire même pour le repos de la France. Appelé conjointement avec mes alliés à continuer avec la France, sous son nouveau gouvernement, ces relations conservatrices, je m'empresserai, de mon côté, de mettre non-seulement tous les soins qu'elles exigent, mais je manifesterai encore sans cesse les sentiments de la sincé-

rité desquels je me fais un plaisir d'assurer Votre Majesté, en échange de ceux qu'elle m'a exprimés. Que Votre Majesté veuille agréer, etc.

« NICOLAS.

« Tsarskoé-Sélo, 6 (18, nouv. st.) septembre 1830. »

Cette lettre, froide et polie, où l'empereur de Russie affectait la plus grande réserve dans les sentiments comme dans les expressions, n'était pas faite pour donner satisfaction à la France, exaltée et surexcitée par les événements qui venaient de s'accomplir : elle allait soulever, dans cette France, qui devenait tous les jours plus irritable et plus agressive, un orage de récriminations et de menaces contre la Russie et contre la Sainte-Alliance.

On voyait, il est vrai, grandir à l'horizon le fantôme de la Sainte-Alliance, qui avait donné le signal des armements sur différents points de l'Europe. On savait que le feld-maréchal Diebitsch ne restait à Berlin, que pour déterminer le roi de Prusse à fournir son contingent à la grande armée d'observation, que les Puissances devaient réunir sur le Rhin, au printemps ; on savait que l'Autriche ne refusait pas son concours à cette démonstration solennelle, en faveur du principe de la légitimité et en haine du principe de la révolution, quoique le prince de Metternich, dans ses correspondances diplomatiques avec le comte de Nesselrode, essayât de faire accepter le fait accompli.

Ces dépêches n'étaient, d'ailleurs, qu'un écho de celles de Pozzo di Borgo, qui écrivait de Paris, sous la dictée du prince de Talleyrand : « Il faut opter entre trois gouvernements pour la France : la république avec le général La Fayette et les révolutionnaires ; l'empire avec les bonapartistes et le nom du duc de Reichstadt ; ou bien la monarchie

constitutionnelle avec un prince habile, éclairé et honnête. »

On raconte que Nicolas, en lisant cette dépêche, prit une plume et ratura le mot *honnête*. L'anecdote est d'autant moins invraisemblable, qu'il était alors très-troublé, très-impressionné et très-animé, par les lettres pressantes qu'il recevait de son beau-frère le prince d'Orange, qui avait toujours eu tant d'influence sur lui et qui, par suite des derniers bouleversements survenus à Bruxelles, ne cessait de le pousser à se mettre à la tête de ses armées, pour rétablir l'ordre en France et en Belgique.

Les relations entre la France et la Russie étaient donc foncièrement hostiles, et si le choléra-morbus n'était pas venu faire obstacle aux mouvements des troupes et à leur agglomération, l'armée russe aurait été prête à marcher, avant que la saison d'hiver eût empêché son entrée en campagne. On assurait, toutefois, que les généraux Baudrand, Lobau et Belliard, envoyés par le Gouvernement de Juillet à Berlin, à Vienne et à Londres, avaient complétement réussi dans leur mission pacifique et que le roi Louis-Philippe ne tarderait pas à être reconnu simultanément par l'Angleterre, l'Autriche et la Prusse.

La Russie seule restait dans une position expectante vis-à-vis de la France et continuait sans bruit ses armements.

L'empereur commençait à se tranquilliser, au sujet de l'irruption du choléra, qui n'avait causé de grands ravages qu'en certaines localités, et qui, dans la plupart des villes où il avait éclaté, s'était éteint de lui-même, en ne faisant qu'un nombre restreint de victimes. Le ministre de l'intérieur Zakrewsky avait adressé, de Moscou, qu'il n'avait fait que traverser avec la commission dont il était chef, les rapports les plus rassurants sur la maladie qui semblait domptée et vaincue, lui écrivait-on de toutes parts.

Le général Strekaloff à Tiflis, le sénateur Lawroff à Astrakan, le comte Suchtelen à Orenbourg et d'autres gouverneurs civils et militaires avaient, par leur exemple et leurs efforts intrépides, relevé le courage des populations; déjà l'épidémie avait disparu à Astrakan et à Tiflis, et l'on pouvait espérer que le fléau épargnerait les provinces où il ne s'était pas encore montré.

L'empereur, qui résidait alors avec sa famille à Tzarskoé-Sélo, rendit publiques ces consolantes nouvelles, pour calmer les inquiétudes des habitants de Saint-Pétersbourg, où l'on disait que le choléra avait déjà paru; il fit célébrer des prières d'actions de grâces dans toutes les églises de la capitale, et il adressa ce rescrit au lieutenant-général Strekaloff, gouverneur militaire de Tiflis, qui avait montré une rare énergie et un admirable dévouement dans cette ville en proie à toutes les horreurs de l'épidémie.

« L'infatigable activité que vous ne cessez de déployer dans l'accomplissement des nombreux et pénibles devoirs de votre place, et dont le feld-maréchal comte Paskewitch d'Érivan, commandant en chef du corps d'armée détaché du Caucase, Nous a plus d'une fois rendu témoignage, vous a acquis des droits à Notre haute satisfaction. Les sages mesures que vous avez prises pour faire cesser les maladies épidémiques qui s'étaient déclarées avec violence au delà du Caucase, et l'abnégation de vous-même, avec laquelle, au milieu des dangers de la contagion auxquels vous étiez personnellement exposé, vous vous êtes dévoué sans relâche à porter des secours aux infortunés qu'elle menaçait, Nous ont offert une nouvelle preuve du zèle ardent et inaltérable qui vous anime, et un nouveau motif de reconnaissance particulière envers vous. Prenant en juste considération des

services si éminents, Nous vous avons nommé chevalier de l'ordre de Saint-Alexandre-Newsky, dont Nous vous adressons ci-joint les insignes. En vous assurant de notre bienveillance impériale, Nous sommes pour toujours votre affectionné,

« NICOLAS.

« Saint-Pétersbourg, 22 septembre (4 octobre) 1830. »

La joie et l'espérance de l'empereur furent de courte durée : le jour même où le peuple de Saint-Pétersbourg remplissait les églises pour remercier le ciel d'avoir délivré la Russie du choléra-morbus, un courrier apportait la nouvelle de l'apparition du choléra dans la ville de Moscou.

Le choléra n'avait encore atteint que dix ou douze personnes, mais il frappait comme la foudre, et aucun de ceux qu'il avait frappés ne s'en était relevé. Le prince Dmitry Galitsyne, gouverneur militaire de Moscou, avait pris sur-le-champ, de sa propre autorité, les mesures les plus décisives pour arrêter le mal ou du moins pour le restreindre : il avait établi un cordon sanitaire le long des frontières du gouvernement de Moscou, avec des postes de quarantaine ; vingt hôpitaux temporaires étaient ouverts dans les vingt quartiers de la ville et disposés pour recevoir deux à trois mille malades. Tous les notables de Moscou, sénateurs, généraux, nobles, négociants, ayant à leur tête le métropolitain Philarète, avaient été convoqués extraordinairement chez le gouverneur militaire, et s'étaient offerts à seconder l'action bienfaisante de l'autorité.

Un conseil général, composé de vingt membres formant deux sections, l'une administrative et l'autre médicale, fut délégué pour examiner et décider toutes les questions intéressant la santé publique. Chacune des sections devait se

réunir tous les jours, sous la présidence du prince Galitsyne, et présenter ses rapports sur les faits de la journée. Dès qu'un cas de choléra était signalé, le commissaire du quartier arrivait avec un médecin, et selon l'état du malade, on lui amenait un prêtre ou on le portait à l'hôpital.

Jusqu'alors, il est vrai, l'épidémie n'avait fait périr qu'un petit nombre de personnes, mais on pouvait prévoir qu'elle se développerait d'un instant à l'autre, surtout dans la classe pauvre, qui ne voulait se soumettre à aucune précaution hygiénique et qui croyait à peine à l'existence de la maladie. Les familles riches ou aisées s'empressaient donc de fuir hors de la ville ou se renfermaient dans leurs maisons.

L'empereur, vivement affligé des malheurs qui menaçaient sa seconde capitale, écrivit aussitôt la lettre suivante au gouverneur militaire de Moscou :

« J'ai reçu avec une profonde douleur l'affligeante nouvelle que vous m'annoncez. Rendez-moi compte, par estafette, des progrès de la maladie. Mon départ sera réglé d'après les avis que vous me transmettrez. Je viendrai partager vos dangers et vos travaux. Soumettons-nous aux décrets du Tout-Puissant! J'approuve toutes les mesures que vous avez prises. Remerciez en mon nom les personnes qui, dans cette circonstance, joignent leurs efforts aux vôtres. Maintenant je fonde sur eux mes plus fermes espérances. »

Cette lettre, datée du 24 septembre/6 octobre, venait à peine d'être expédiée, qu'arriva un second courrier du prince Galitsyne, avec des nouvelles plus mauvaises que celles de la dernière dépêche : le nombre des cholériques avait augmenté ; les malades succombaient presque tous en quelques heures; le peuple s'agitait sourdement et

s'obstinait à voir, dans les terribles symptômes du mal, la preuve d'un abominable complot, tramé par des empoisonneurs!

Nicolas résolut sur-le-champ de partir.

Informée, la première, de cette résolution, l'impératrice supplia vainement son auguste époux ne ne pas s'exposer sans nécessité aux atteintes du fléau et de ne point l'aller braver, comme pour vouloir changer les lois de la Providence.

— Au nom du ciel, Sire! lui disait-elle, ayez seulement patience; au lieu de vous jeter au-devant du choléra, que toute votre puissance ne saurait arrêter dans sa marche fatale, attendez-le ici de pied ferme, avec le courage d'un homme de cœur et la résignation d'un chrétien.

— Mon devoir m'appelle à Moscou et je dois m'y rendre! répondit tristement l'empereur.

— Eh bien! Sire, emmenez-moi avec vous! reprit l'impératrice avec un éloquent désespoir.

— Non, répliqua l'empereur; votre devoir est de ne pas quitter vos enfants.

— Mes enfants! s'écria l'impératrice, en les appelant autour d'elle et en les poussant dans les bras de leur père. Sire, c'est vous qui devez rester avec eux et ne pas les abandonner; votre vie appartient à vos enfants, et vous devez nous la conserver...

— C'est parce que je suis père, interrompit Nicolas avec une de ces sublimes inspirations qu'il puisait dans un intime sentiment de sa mission providentielle sur la terre, oui, c'est parce que je suis père, que je veux aller à Moscou! Voilà trois de mes enfants que je confie à leur mère, ajouta-t-il en repoussant doucement la grande-duchesse Marie, la grande-duchesse Olga et le grand-duc Constantin, qui se

pressaient contre lui, mais j'en ai trois cent mille autres à Moscou, en péril de mort, qui m'invoquent et qui ont besoin de moi!

L'impératrice, émue, exaltée par ces touchantes et mémorables paroles, comprit qu'elle avait sa part dans le sacrifice que le tzar allait faire à ses sujets; elle embrassa l'empereur, en ne versant plus que des larmes d'admiration.

— Sire! vous êtes grand! lui disait-elle tendrement; c'est Dieu qui vous inspire et qui parle par votre bouche. Je n'ai pas le droit de vous retenir; allez faire votre devoir de père et de souverain. Le Ciel vous conduira et vous ramènera sain et sauf. Souvenez-vous de ceux qui restent ici et qui vous attendent en priant pour vous!

— Comptons sur la Providence, dit l'empereur avec calme; que sa divine volonté s'accomplisse!

Il partit, le soir même, avec le général Benkendorff et deux de ses aides de camp.

La saison favorisait encore son voyage, et il put le rendre encore plus rapide qu'à l'ordinaire, en ne se montrant jamais satisfait de la vitesse extraordinaire que ses cochers s'efforçaient d'accroître à chaque poste, pour obéir à ses désirs.

A son entrée dans le gouvernement de Moscou, il apprit avec joie que le choléra-morbus ne s'était manifesté sur aucun point de ce gouvernement, excepté dans la capitale, et que les gouvernements voisins de Twer et de Novogorod n'avaient pas un seul cholérique. Il arriva, dans la matinée du 11 octobre, à Moscou, avant même que sa lettre, datée du 24 septembre/6 octobre, eût été publiée en tête du bulletin sanitaire, qui donnait tous les jours l'état de la maladie et le nombre des décès.

La nouvelle de son arrivée se répandit dans la ville, avec la rapidité de l'éclair, et vola de bouche en bouche. Tous les habitants sortirent de leurs demeures pour saluer l'empereur; le choléra-morbus fut oublié pour un moment.

L'empereur, avant d'entrer au Kremlin, descendit de voiture à la porte Iversky, et s'agenouilla devant la sainte image miraculeuse de la Vierge. La population, en voyant le tzar au milieu d'elle, n'en croyait pas ses yeux.

— C'est lui! c'est l'empereur! disait-on dans la foule, accourant de toutes parts avec un concert de bénédictions pour le monarque qui venait au secours de ses sujets.

— Béni, béni soit notre père! s'écriaient ceux qui avaient le bonheur de l'approcher, et qui le contemplaient en répandant des larmes de joie et de reconnaissance. Oh! père, nous savions bien que tu n'abandonnerais pas tes enfants! Il n'y a plus de choléra, puisque nous te possédons au milieu de nous! En tous cas, notre bon seigneur et père, si Dieu nous rappelle à lui, tu seras là pour nous bénir!

Le pavillon impérial flottait, comme un signe d'espérance, sur la grande tour du Kremlin; les cloches sonnaient à toute volée dans les églises; le canon proclamait la venue de l'empereur.

Nicolas ne fit qu'une courte station dans son palais, où le gouverneur militaire de Moscou et quelques-uns des principaux fonctionnaires civils et militaires s'étaient réunis à la hâte pour le recevoir. Il sortit à pied, au milieu de la foule qui encombrait les avenues du Kremlin, et se dirigea vers l'église de l'Assomption.

— Il va prier pour nous! répétait-on dans la foule. Notre père va demander au Seigneur d'avoir pitié de ses enfants, et le Seigneur l'exaucera.

Jamais la présence d'un souverain n'avait excité pareil enthousiasme.

Le métropolitain de Moscou, Philarète, à la tête de son clergé, attendait l'empereur, aux portes de l'église.

— Sire, lui dit-il, nous venons au-devant de toi avec la croix et l'eau bénite, en priant le Seigneur de veiller sur tes jours et de t'entourer de sa divine protection. Puisses-tu apporter avec toi la résurrection et la vie!

L'empereur était arrivé dans la seconde capitale de son Empire, au moment où la terreur et le vertige s'emparaient de la population : les classes pauvres et souffrantes allaient peut-être se laisser entraîner aux plus coupables excès : des menaces d'incendie, de pillage et de meurtre, se faisaient entendre autour du lit de mort des cholériques; on accusait le Gouvernement et les gens riches. Ceux-ci, voyant qu'ils n'étaient plus en sûreté, se tenaient renfermés chez eux ou se hâtaient de quitter la ville; la pénurie d'argent mettait seule obstacle à une désertion presque générale.

Ce déplorable état de choses changea tout à coup : le peuple reprit confiance dans le Gouvernement ainsi que dans la Providence; il se soumit sans réserve à toutes les prescriptions d'hygiène et de police, que l'Autorité avait recommandées pour combattre la maladie; l'exemple de l'empereur donnait du courage aux plus pusillanimes.

Nicolas, il est vrai, avait commencé à faire entourer la ville d'un cordon sanitaire, en ordonnant que personne ne pût y pénétrer ni en sortir jusqu'à nouvel ordre.

On vit alors toutes les classes de la société rivaliser de zèle pour répondre à la généreuse impulsion de l'empereur. Les ambulances destinées aux cholériques, les établissements de charité se multipliaient comme par enchantement : c'était, entre les nobles et les marchands, une lutte

active de dévouement et de libéralité. Les uns sollicitaient l'honneur de servir d'adjoints aux commissaires du conseil de santé; les autres offraient gratuitement leurs maisons pour en faire des hôpitaux : des dons considérables en numéraire, en linge, en literie, en objets divers, affluaient de toutes parts.

Un des plus riches négociants de Moscou, nommé Ovtchinnikoff, ému de voir l'empereur partager les souffrances de ses sujets, demanda comme une grâce de remplir les fonctions d'infirmier dans un hôpital; plusieurs étudiants de l'Université avaient réclamé la même faveur. Le bulletin sanitaire de Moscou ne suffisait plus pour recueillir la liste de ceux qui concouraient de leur fortune et de leurs services personnels à seconder les efforts de l'assistance publique.

— Mes amis, dit l'empereur, qui avait voulu présider une des séances du conseil général de santé, je veux savoir les noms des personnes qui nous aident d'une manière ou d'autre à soulager les maux de mes enfants : la reconnaissance écrira ces noms en caractères ineffaçables dans mon cœur.

Grâce à cette émulation de soins et de bienfaisance, les progrès de l'épidémie furent plus lents et moins meurtriers; le chiffre journalier des décès ne s'éleva pas à plus de cent, et la maladie atteignait sa période décroissante, lorsque l'empereur, qui avait bravé le fléau en visitant chaque jour les cholériques, songea enfin à retourner auprès de sa famille. « Sire, nous gémissons de votre absence, lui écrivait l'impératrice; ce serait à en mourir, si elle devait se prolonger. Je passe ma vie à compter les heures et les minutes qui me séparent du moment où nous nous reverrons. Ayez pitié des absents, et revenez! Vos enfants se portent à merveille; mais, moi, je meurs d'inquiétude. »

CLVI

Nicolas n'avait pas négligé, pendant son absence, de prendre toutes les mesures possibles pour garantir du choléra-morbus la capitale de l'Empire. Un double cordon militaire avait été formé sur toutes les routes qui aboutissaient à Saint-Pétersbourg. Une rigoureuse quarantaine de douze jours était imposée à tout individu arrivant des provinces infectées ou suspectes. On pouvait donc espérer que le choléra, s'il était contagieux comme la peste, ne pénétrerait pas jusqu'à Saint-Pétersbourg, où tout était préparé d'ailleurs pour le recevoir : conseil administratif d'hygiène, service médical, hôpitaux et ambulances.

Le redoutable fléau ne semblait pas devoir s'arrêter devant les mesures de prudence et de précaution qu'on lui opposait, et qui parvenaient à peine à retarder sa marche mystérieuse et irrésistible. Il avait presque cessé dans les provinces du Caucase, en Ukraine et dans les gouvernements de Koursk et de Simbirsk, mais il venait d'envahir tout à coup plusieurs gouvernements du midi, sans y faire toutefois autant de victimes qu'on aurait pu le craindre, car on guérissait environ la moitié des malades, et le nombre des morts ne s'élevait pas encore à dix mille, en

totalité, depuis le commencement de l'épidémie; aussi, les populations commençaient-elles à s'accoutumer, en quelque sorte, au fléau qui frappait au hasard parmi elles. C'était déjà beaucoup que d'être délivré du mal de la peur.

Une quantité de familles avaient déjà, il est vrai, quitté la Russie pour aller passer l'hiver dans des pays qui ne paraissaient pas encore menacés par le choléra, et cette émigration eût été deux ou trois fois plus considérable, si l'argent n'était pas devenu rare, si l'impôt des passe-ports n'avait pas été exorbitant, et surtout si la loi eût permis l'exportation du numéraire.

Des plaintes, des réclamations à ce sujet furent adressées à l'empereur, qui répondit avec impatience :

— Je voudrais que tous les esprits faibles et tous les gens timorés fussent bien loin, car la peur et la pusillanimité sont aussi contagieuses que le choléra. Nous sommes, pour ainsi dire, embarqués sur un navire en détresse : tout le monde sur le pont, et que chacun, à son tour, travaille aux pompes! Aidons-nous les uns les autres, pour le salut de tous et pour la conservation du navire. Courage, espoir, et le reste à la grâce de Dieu!

Ce fut donc pour donner satisfaction à une nécessité du moment, que Nicolas, par un ukase daté de Moscou (4/16 octobre), fit cesser la prohibition générale qui s'opposait à l'exportation des monnaies russes d'or et d'argent.

Trois semaines auparavant, pour obvier à la diminution du numéraire, il avait ordonné de frapper de nouvelles monnaies de platine, ayant le modèle du rouble d'argent et valant douze roubles; mais cet essai monétaire ne réussit pas mieux que les précédents.

L'empereur, en sortant du gouvernement de Moscou pour retourner à Saint-Pétersbourg, s'était renfermé avec sa suite

dans le palais de Twer, pour y passer sa quarantaine; il se conforma scrupuleusement à tous les règlements de la police sanitaire, et il ne se remit en route, avec sa suite, qu'après avoir passé six jours sous le régime d'une séquestration absolue.

Il arriva, en bonne santé, à Tzarskoé-Sélo, dans la soirée du 31 octobre, et il eut la joie de se retrouver au sein de sa famille, qui l'attendait avec anxiété et qui avait trouvé bien long le temps de son absence. Il ne se pressa pas de rentrer à Saint-Pétersbourg, où un *Te Deum* fut chanté à l'église de Notre-Dame de Kasan, en actions de grâces pour son heureux retour; le grand-duc Michel assistait à cette cérémonie, où le métropolitain Séraphim officiait, à la tête de son clergé. L'impératrice, cette fois, n'avait pas eu de peine à retenir le père au milieu de ses enfants.

Le choléra-morbus n'avait pas fait longtemps diversion aux projets et aux préoccupations politiques du tzar : dès que la Russie se fut, en quelque sorte, aguerrie et résignée à l'épidémie qui l'enveloppait de tous côtés, lorsque l'expérience eut prouvé que cette épidémie, si terrible qu'elle fût, n'était pas aussi meurtrière, aussi impitoyable que la peste d'Orient, l'empereur ne songea plus qu'à obtenir de l'Allemagne une levée de boucliers, non pas contre la France en particulier, mais contre la Révolution en général. Ce n'était pas encore une déclaration de guerre : c'étaient seulement les préparatifs d'une grande guerre, qui ne pouvait manquer d'éclater, si Louis-Philippe ne tenait pas ses promesses secrètes vis-à-vis des puissances alliées, et s'il n'était point assez fort pour enchaîner la démagogie.

Le tzar avait enjoint, à ses sujets voyageant ou résidant en France, d'en sortir le plus promptement possible et, dans tous les cas, avant le 15 décembre.

Il avait, en outre, ordonné de mettre sur le pied de guerre le premier et le deuxième corps d'infanterie, le troisième et le cinquième corps de cavalerie de réserve, le corps détaché de Lithuanie, le corps de réserve placé sous les ordres du grand-duc Constantin, l'armée polonaise et un certain nombre de régiments de Cosaques. Toutes ces troupes formaient une armée de cent cinquante mille hommes prêts à marcher au premier signal. Le troisième et le cinquième corps de la cavalerie de réserve devaient seuls quitter immédiatement leurs quartiers, qui se trouvaient dans les Gouvernements de Kherson et de Koursk, pour s'avancer vers les frontières occidentales de l'Empire et venir prendre des cantonnements permanents en Podolie et en Wolhynie.

En même temps, l'empereur faisait publier, dans les journaux de Varsovie, un manifeste daté de Saint-Pétersbourg, dans lequel il annonçait solennellement l'intention de réprimer la Révolution qui menaçait de bouleverser l'Europe. Une note très-ferme et très-catégorique, qui émanait sans doute de la même source, fut adressée aux journaux officiels de l'Allemagne; on y remarquait, entre autres, ce passage significatif : « L'empereur Nicolas, qui a compris l'esprit de son siècle, ne commettra pas une injustice, mais il maintiendra les droits qu'il a hérités de son frère, et il continuera d'agir dans le sens de cette politique, à laquelle l'Europe a dû une longue paix. Il veillera sur le maintien des traités existants et sur la conservation du principe monarchique, et il sera toujours prêt à les défendre contre une infraction quelconque. Il faut espérer que les autres Puissances de l'Europe prendront les mêmes mesures de précaution. »

Les gouvernements de l'Allemagne, malgré leur répugnance pour une intervention armée dans les affaires de la

France et de la Belgique, se voyaient donc forcés de céder, d'obéir aux objurgations du gouvernement russe ; on armait de toutes parts, mais rien n'était encore décidé sur le moment de la réunion des contingents militaires de la Sainte-Alliance.

Le feld-maréchal Diebitsch, un des plus ardents provocateurs du parti de la guerre, n'avait pas toutefois réussi complétement dans sa mission secrète auprès du roi de Prusse : une maladie grave qui mit ses jours en danger, dès son arrivée à Berlin, n'était pas le principal obstacle qu'il eût rencontré au succès de ses négociations avec le roi. Frédéric-Guillaume III, tout en comblant d'honneurs et de prévenances l'illustre représentant du tzar, accueillait avec répugnance les projets d'une coalition analogue à celle de 1813; il les éloignait, sans les repousser tout à fait, en disant qu'il fallait voir venir les événements et ne recourir aux armes qu'à la dernière extrémité. « Au reste, ajoutait-il, avec bonhomie, il me semble que le temps n'est plus aux traités de Pilnitz. »

Cette prudente temporisation surexcitait les impatiences et les fougues de Diebitsch, qui ne laissait pas un instant de répit au roi de Prusse et qui ne cessait de répéter, avec une sorte de hauteur, que son auguste maître agirait seul, si les rois se croisaient les bras en présence de la Révolution.

Il finit sans doute par arracher une promesse à Frédéric-Guillaume, car il avait fait savoir enfin, à l'empereur Nicolas, que l'armée prussienne serait sur pied vers le 15 décembre. Cette époque semblait fixée pour l'entrée en campagne des forces de la Coalition.

On espérait sans doute que les froids de l'hiver, qui s'annonçait comme devant être fort rude, achèveraient de faire

disparaître le choléra ou du moins d'en atténuer les effets désastreux.

Le ministre de l'intérieur Zakrewsky, qui s'était transporté de Saratow à Kasan avec la grande commission sanitaire, avait déjà obtenu des résultats favorables, dans tous les endroits où il s'était trouvé en face de l'épidémie : il l'avait domptée et vaincue, à force d'habileté, de courage, d'énergie et de sagesse : là où la maladie n'avait pas entièrement disparu, elle ne se montrait que de loin en loin avec un caractère moins contagieux. Partout la bienfaisance et la charité publique avaient fait des merveilles.

On citait une foule de traits vraiment héroïques, à l'occasion desquels l'empereur dit tout haut, avec émotion, après avoir lu les dépêches de Zakrewsky :

— On se sent fier et joyeux, quand on a le cœur d'un père, de trouver tant de vertus chrétiennes parmi ses enfants!

Puis, se tournant vers le conseiller Engel qui dirigeait par intérim le département de l'intérieur :

— Il m'est impossible, reprit-il, et je le regrette, de récompenser tous ceux qui méritent une récompense; car il faudrait ici récompenser tout le monde.

Zakrewsky avait autant que possible réalisé le vœu de l'empereur, en faisant publier, dans les journaux de son ministère et du ministère de l'instruction publique, le détail circonstancié de tous les actes de générosité et de dévouement, qui accompagnaient, pour ainsi dire, la marche du choléra en Russie.

Il y eut pourtant un grand nombre de récompenses accordées à des fonctionnaires qui s'étaient distingués par de bonnes œuvres exceptionnelles : ainsi le maire de la ville de Saratow, Nicéphore Touliakoff, riche marchand de la

troisième guilde, s'était consacré lui-même au service des cholériques : il les recueillait dans sa maison, les soignait à ses frais, les frictionnait de ses mains et les disputait à la mort, en oubliant sa propre famille. L'empereur lui décerna une médaille d'or, suspendue au ruban de l'ordre de Saint-André.

Le choléra n'avait pas encore fait son apparition à Saint-Pétersbourg et l'on pouvait croire qu'il n'y arriverait qu'au printemps; mais une émulation générale de bienfaisance l'avait devancé : chacun, en prévision des malheurs que le fléau traînait à sa suite, eut à cœur de contribuer pour sa part au soulagement des malheureux.

Le Commerce avait, dans cette occasion, fait preuve de ce zèle charitable, qui ne s'était jamais ralenti en présence des misères publiques. La commission municipale, sur la proposition de son président Koussoff et avec l'approbation de l'empereur, affecta une somme de trente mille roubles au premier établissement d'un lazaret pour les indigents de la classe des bourgeois, marchands et artisans. Appel avait été fait aux négociants, qui s'empressèrent d'y répondre en adressant le produit de leurs cotisations: mille roubles argent, cinq mille archines de toile, quatre cents archines de draps, cent lits complets et une foule d'objets destinés aux hôpitaux. La première guilde offrit, en outre, de fournir, quand il le faudrait, des prestations en nature, destinées aux cholériques.

L'empereur, qui avait voulu connaître les noms des donateurs, les fit remercier personnellement par le gouverneur général militaire de Saint-Péterbourg.

Nicolas participait, d'ailleurs, pour une large part, aux fondations de bienfaisance, que son exemple seul eût fait réussir : il avait envoyé, dans tous les gouvernements où

sévissait le choléra, plusieurs de ses aides de camp généraux, munis de ses instructions et chargés de subvenir à tous les besoins.

Le prince André de Lieven, en exécutant les ordres de l'empereur, dans une de ces tournées d'inspection sanitaire à travers les gouvernements les plus maltraités par l'épidémie, eut bientôt épuisé les sommes d'argent mises à sa disposition : il n'avait pas hésité à distribuer des secours, aux dépens de sa fortune particulière. Le comte Worontzoff, gouverneur de la Nouvelle-Russie, avait fait de même, avec une égale prodigalité, sans parvenir toutefois à préserver de l'invasion cholérique Odessa, Sébastopol et les autres villes de son gouvernement.

Dans les derniers jours du mois de novembre, une sourde agitation s'était manifestée à Saint-Pétersbourg, et cependant le choléra-morbus semblait étranger à cet esprit de turbulence et même de révolte, qui fermentait surtout parmi la jeunesse, dans les lycées, dans les écoles militaires, dans les bureaux des ministères. Le peuple restait calme et indifférent.

On attribua ce trouble indéfini et cette anxiété vague au mécontentement causé par la nomination dn nouveau grand-maître de police. On n'avait pas vu, sans émotion et sans commentaire, arriver à ce poste éminent le général-major Kokoschkine, qui était l'adjoint du chef de l'état-major de l'empereur pour les colonies militaires, et qui, par conséquent, avait sa part naturelle dans les haines et les antipathies que le général Kleinmichel se souciait peu d'attirer contre lui.

La police chercha inutilement à remonter à la source de cette effervescence populaire, qui s'était traduite par des actes d'insubordination, des propos presque séditieux et

des réunions clandestines : on crut avoir trouvé que les insurrections de Paris et de Bruxelles avaient fait naître des aspirations libérales ou républicaines parmi les jeunes gens et que le parti de la Révolution essayait de se former en Russie.

Peu de jours après, la tranquillité publique faillit être compromise, un soir, par quelques perturbateurs qui parcoururent la ville en éteignant les lanternes et en brisant les vitres des maisons. Il y eut des cris proférés par les attroupements, et ces cris, qui ne trouvèrent pas d'écho dans la population paisible, appelaient aux armes les amis de la liberté et du gouvernement constitutionnel. Les bandes commençaient à grossir, lorsqu'elles furent dispersées par la force armée.

Ceux qui en faisaient partie appartenaient la plupart aux classes inférieures; c'étaient, dit-on, des gens soudoyés, auxquels se joignaient des curieux et des malfaiteurs : on en arrêta un certain nombre, qui furent jugés dès le lendemain et condamnés à recevoir le fouet sur la place même où le délit avait été commis, c'est-à-dire devant les maisons dont ils avaient cassé les vitres à coups de pierres.

Les chefs ou les agents provocateurs de cette émeute insignifiante ne furent pas découverts. On avait trouvé, cependant, parmi les personnes arrêtées, deux ou trois élèves du lycée de Tzarskoé-Sélo et de l'école militaire des cadets : ils étaient bien jeunes ; on se contenta de les renvoyer dans leurs familles

Mais deux autres prévenus, qui avaient figuré à la tête des rassemblements, méritaient une punition plus sévère ; c'étaient deux jeunes nobles attachés au service public : l'un, Romanoff, employé au département des affaires ecclésiastiques; l'autre, prince Pierre Golizyne, employé au mi-

nistère des affaires étrangères. Le grand-maître de police voulait qu'ils fussent envoyés en Sibérie. L'empereur commua leur peine, en ordonnant que le premier serait transféré à Arkhangel pendant une année, et que le second, après une détention d'un mois dans une forteresse, irait prendre du service dans l'armée du Caucase.

Cette affaire émut beaucoup les salons de Saint-Pétersbourg, où circulaient des rumeurs sinistres; on disait que les Sociétés secrètes russes de l'année 1825 commençaient à se réorganiser et qu'elles étaient dès lors en communication permanente avec les Sociétés secrètes polonaises, qui travaillaient ouvertement à faire une révolution en Pologne.

Ces fâcheux pronostics ne furent que trop bien réalisés, à l'heure même où on avait déjà le pressentiment de l'imminence du péril.

Dans la soirée du 10 décembre, un courrier couvert de boue, exténué de fatigue, arriva en traîneau à l'hôtel de l'ambassade de Prusse, à Saint-Pétersbourg.

Ce courrier n'avait pas d'autre dépêche qu'un chiffon de papier à peine fermé avec de la cire, lequel ne contenait que ces mots, en allemand, presque illisibles :

« Varsovie, 30 novembre, 2 heures du matin. Insurrection générale; conspirateurs maîtres de la ville; S. A. I. le césarévitch sain et sauf, en sûreté au milieu des troupes russes.

« SCHMID, *consul de Prusse.* »

L'ambassadeur de Prusse connaissait la signature du consul de Prusse à Varsovie; il ne douta pas de l'authenticité de cette étrange dépêche. Le courrier fut interrogé, mais ne put fournir aucun renseignement; il ne savait rien; il venait directement de Posen, où le général de Diest, qui comman-

dait dans cette ville en l'absence du général-gouverneur, avait remis ce pli cacheté.

L'ambassadeur courut chez le comte de Nesselrode et lui porta la missive du consul.

On n'avait pas reçu de nouvelles de Varsovie depuis plusieurs jours, à la cour de Russie, et rien ne semblait faire pressentir une insurrection dans la capitale de la Pologne. Les esprits, il est vrai, s'y trouvaient fort surexcités, surtout parmi la jeunesse, et cela ne pouvait être autrement, à la suite des journées de Juillet et de la révolution de Paris ; le peuple se montrait, toutefois, moins soumis et plus récalcitrant ; il y avait eu des affiches provocatrices et des cris séditieux dans les rues ; on avait vu des étudiants arborer la cocarde tricolore ; de nombreuses arrestations avaient dû être faites, mais on ne signalait, ni complot, ni conspirateurs, ni sociétés secrètes.

Le vice-chancelier avait donc lieu de douter de l'exactitude d'une nouvelle aussi grave, aussi imprévue, que celle d'une insurrection, qui aurait mis la ville au pouvoir des conspirateurs.

L'empereur fut averti cependant, et il parut beaucoup moins surpris de cette nouvelle, que son premier ministre, car il recevait souvent des lettres confidentielles du prince Lubecki, ministre des finances de Pologne, et il apprenait, par cette voie, une foule de faits intimes qui n'arrivaient pas jusqu'au Conseil des ministres.

La nouvelle transmise par le consul de Prusse à Varsovie était peut-être exagérée, mais elle avait certainement un fond de vérité. On la tint cachée, et rien ne transpira pendant deux jours. On attendait un courrier qui vînt la confirmer ou la démentir.

Ce n'est que dans la nuit du 12 décembre, qu'un courrier

arriva, non de Varsovie, mais de Berlin, avec des dépêches du feld-maréchal Diebitsch.

Le feld-maréchal annonçait à l'empereur la révolution de Pologne, en lui envoyant des journaux allemands et polonais. Il racontait ainsi à Sa Majesté comment il avait appris lui-même, de la bouche du roi Guillaume, l'insurrection de Varsovie.

Il se trouvait, ce jour-là, invité à dîner chez le roi, au château de Charlottenbourg; la réunion était brillante et nombreuse. On se mit à table. Frédéric-Guillaume, qui venait de recevoir des dépêches apportées par un courrier de Posen, avait l'air soucieux. Le feld-maréchal Diebitsch occupait en face de lui la place d'honneur.

— Eh bien! mon cher maréchal, lui dit tout haut le roi, vous connaissez les nouvelles de Varsovie?

— Non, Sire, repartit avec anxiété le comte de Diebitsch, qui pensa aussitôt au grand-duc Constantin, qu'on avait dit malade; Son Altesse Impériale le césarévitch...

— Il est vivant, Dieu soit loué! reprit le roi : le bruit avait couru d'abord qu'il avait été tué, avec plusieurs de ses généraux.

— Il y a longtemps que je craignais un pareil malheur! objecta le maréchal, qui ne soupçonnait rien encore des événements de Varsovie. Mais, puisque cet odieux attentat a échoué, par la grâce de Dieu, j'espère qu'on prendra enfin un parti énergique pour détruire les Sociétés secrètes qui sont la plaie de la Pologne.

— Il est trop tard; elles ont bien fait leur tâche, dit tristement le roi; la Pologne est en pleine révolution.

— Est-il possible! s'écria Diebitsch consterné.

— Je vous demande, mon cher maréchal, interrompit Frédéric-Guillaume, je vous demande où sont maintenant

les cent soixante mille hommes que la Russie nous promettait, pour aller en France et en Belgique au printemps prochain !

Un morne silence avait succédé à ces paroles rapidement échangées à haute voix entre le roi et le plénipotentiaire de la Russie. Diebitsch attendait la fin du dîner, pour obtenir de plus amples détails sur l'insurrection qui avait triomphé à Varsovie dans la nuit du 29 au 30 novembre, mais ces détails étaient bien vagues et bien incomplets : on les tenait d'un courrier qui avait apporté de Posen un billet, en quelques lignes, du consul de Prusse à Varsovie. Des renseignements plus circonstanciés arrivèrent le lendemain par la voie du commerce, et les journaux firent paraître les extraits de plusieurs correspondances particulières.

C'étaient ces journaux et ces renseignements que le feld-maréchal Diebitsch avait adressés à l'empereur, en demandant des ordres.

Nicolas n'avait reçu aucune nouvelle directe de Varsovie, et sachant les dangers que le grand-duc Constantin avait courus, il était fort inquiet sur le sort de ce prince qui devait se trouver au milieu des troupes russes. Les premiers rapports officiels lui parvinrent dans la soirée du 14 décembre : il fit expédier aussitôt des courriers pour les cours étrangères ; il rappela immédiatement de Berlin le feld-maréchal Diebitsch, et il envoya un de ses aides de camp au césarévitch, avec des instructions verbales.

L'insurrection de Varsovie n'était pas encore connue à Saint-Pétersbourg, si ce n'est dans les ambassades de Prusse et d'Autriche, qui avaient eu des courriers.

Le chargé d'affaires de France, averti par les rumeurs du monde diplomatique, se rendit, en uniforme, le matin du 15 décembre, au manége du palais Michel, où l'empereur

venait tous les jours l'hiver passer en revue le bataillon de la garde montante et les détachements de tous les régiments de la garde impériale casernés à Saint-Pétersbourg. Les troupes étaient rangées à leur place ordinaire dans la salle d'exercice. On attendait l'empereur, qui, ce jour-là, dérogea pour la première fois a son exactitude rigoureuse ; il était en retard de dix minutes, quand il arriva suivi du grand-duc Michel, d'un aide de camp général, et des ministres de Prusse et d'Autriche. Aucune émotion n'était visible sur ses traits, mais l'expression de sa physionomie paraissait plus grave et plus sérieuse que d'habitude.

Nicolas était monté à cheval, sans adresser la parole à personne, et après avoir inspecté distraitement la tenue et les armes des délégués de tous les régiments de la garde, il donna ordre de commencer les exercices, qui furent seulement simplifiés par extraordinaire. Les troupes ayant défilé par colonnes devant l'empereur, et étant allées se masser au fond de la salle, on crut que la parade était terminée.

L'empereur s'apprêtait à regagner son traîneau, à la porte du manége ; mais, s'avançant vers les généraux et officiers qui avaient assisté comme spectateurs à la parade, il leur ordonna de former le cercle autour de lui. On lui obéit en silence, sous l'impression d'un sentiment unanime d'inquiétude, chacun comprenant qu'il s'agissait de quelque solennelle communication.

Mais Nicolas, avec une intonation de voix qu'il s'efforçait de rendre calme, et qui trahissait une agitation profonde, fit le récit sommaire des événements qui s'étaient passés à Varsovie dans la soirée du 29 novembre et dans la nuit du 30.

Il n'avait pas achevé, que des cris d'indignation et de

vengeance éclatèrent de toutes parts. On se pressait autour de son cheval, on tendait les bras vers lui ; tous demandaient la faveur de marcher contre les Polonais révoltés, et de venger l'honneur du drapeau russe.

— Mes enfants, tous les Polonais ne sont pas coupables ! leur disait Nicolas, qui s'empressa de modérer cette explosion de ressentiment et de haine contre la Pologne. Ce sont des scélérats, des conspirateurs, des agents de Sociétés secrètes, qui ont tout fait, et les misérables ont failli attenter à la vie de mon bien-aimé frère le césarévitch !

Les malédictions et les clameurs redoublèrent.

— Je vous remercie, mes enfants ! reprit l'empereur, que ces témoignages unanimes de sympathie avaient vivement touché ; je vous remercie de la part que vous prenez tous aux sentiments qui m'animent. Oui, nous punirons les rebelles, nous châtierons les coupables, et j'irai moi-même avec vous relever notre drapeau en Pologne.

Les troupes, qui se tenaient en colonne serrée à l'extrémité du manège, étaient trop éloignées pour entendre ce que l'empereur avait dit ; mais elles crurent que Sa Majesté venait d'annoncer lui-même cette grande guerre contre la France, que leurs officiers leur promettaient tous les jours, et elles répondirent par des hourras aux cris et aux acclamations qui avaient accueilli le discours de l'empereur.

— Mes amis, dit l'empereur, élevant la voix pour dominer ces cris tumultueux, j'accepte avec joie vos assurances de fidélité ; mais quand vous marcherez contre les Polonais, rappelez-vous toujours que vous êtes frères du même sang !

Nicolas se retirait, avec sa suite, au milieu de l'enthousiasme général qu'il avait provoqué comme une protestation contre les événements de Pologne ; il passa près du

chargé d'affaires de France et ne lui adressa pas la parole; mais, en le regardant d'un air froid et sévère, il dit tout haut à son aide de camp :

— Ce sont là de bien tristes nouvelles! Que voulez-vous? telle est l'influence d'un mauvais exemple.

Ces mots mal entendus, mal interprétés, furent immédiatement travestis, exagérés, en passant de bouche en bouche. On assura que l'empereur aurait dit à M. de Bourgoing : « Retournez vers vos Jacobins; ce sont eux qui sont les auteurs de cette nouvelle révolution! »

M. de Bourgoing, affligé d'un incident que la malveillance avait dénaturé, jugea nécessaire de demander des explications au comte de Nesselrode, en le priant de s'informer si l'empereur avait eu l'intention de lui adresser un reproche injuste, dans une forme aussi blessante pour lui que pour son pays.

— Je repousse, dit-il avec fermeté, je repousse de la façon la plus formelle tout reproche d'instigation directe de la France dans les déplorables événements dont Varsovie a été le théâtre, la nuit du 29 au 30 novembre.

— Certes, la France est hors de cause, du moins le Gouvernement de la France, répondit le vice-chancelier; mais il est certain, et l'avenir le prouvera, que l'insurrection de Varsovie a été conseillée et préparée par des émissaires du carbonarisme français.

— Monsieur le comte, répondit M. de Bourgoing, c'est une erreur manifeste et trop partiale d'imaginer que la conspiration toute polonaise, qui vient d'aboutir à un soulèvement national de la Pologne, ait pu être excitée par sept ou huit commis-voyageurs français qui pénétraient seuls à Varsovie. Si vous me parlez de l'influence de l'exemple, c'est une autre affaire. Pourquoi l'Europe prend-elle l'habitude

de nous imiter toujours dans le bien comme dans le mal? Les Polonais ont voulu avoir leur révolution de novembre, ainsi que nous avons eu notre révolution de Juillet...

— Je vous supplie, interrompit le comte de Nesselrode, de ne pas plaisanter sur un sujet aussi périlleux. L'empereur est très-irrité, très-prévenu; il persiste à soutenir que les conjurés de Varsovie étaient en relation directe avec les carbonari, les démagogues de votre pays. Attendons des nouvelles. Je fais des vœux sincères pour que les faits donnent tort à la supposition que Sa Majesté croit pouvoir baser sur des rapports de police antérieurs. Je vous engage même à éviter de revenir sur une question aussi délicate, avant que l'empereur ait eu le temps de se calmer. Vous êtes bien sûr qu'il ne fera pas la guerre à la France. Laissez-nous voir clair dans cette ténébreuse affaire de Pologne, et, je vous prie, si la paix de l'Europe vous tient à cœur, n'ayez pas l'air de vouloir nous créer des embarras, en ce moment où nous avons chez nous la Révolution à combattre. C'est l'exemple, le funeste exemple de la France, qui a fait le mal; vous le reconnaissez vous-même, et l'empereur ne vous a pas dit, n'a pas voulu vous dire autre chose.

C'était bien l'exemple du peuple parisien insurgé qui avait décidé les Polonais à prendre les armes; c'était bien la révolution de Juillet qu'ils avaient voulu imiter.

Au moment même où éclatait l'insurrection de Varsovie, un recueil périodique de Paris, d'ailleurs estimé, la *Revue encyclopédique*, publiait, dans son numéro de novembre 1830, un article, inspiré, écrit dans le cénacle polonais du général La Fayette, article provocateur et prophétique, dans lequel on se proposait d'examiner « avec impartialité le bien et le mal que la Russie a faits à la Pologne pendant une domination de quinze années. » Cet article remarquable donnait

beaucoup à réfléchir. L'auteur savait sans doute de bonne source ce qu'il voulait dire en écrivant les lignes suivantes : « La Pologne ne peut rester telle que 1815 l'a constituée, car, dans cet état, elle n'existe que sous le bon plaisir de l'empereur et n'est d'aucune utilité pour l'Europe. Il faut donc qu'elle se dérobe tôt ou tard à une alliance factice qui n'est qu'une servitude déguisée; mais par quels moyens? Avec ses immenses plaines sans défenses naturelles, ses petites villes sans population ni murailles, ce serait folie de le tenter et d'affronter *seule* le colosse russe et ses alliés de Prusse et d'Autriche. Force est de s'en remettre à l'avenir. Mais, on n'en saurait douter, l'avenir est plein d'espérance. »

CLVII

Dès que la nouvelle de l'insurrection de Paris, dans les journées des 27, 28 et 29 juillet 1830, était parvenue à Varsovie, le 5 août, par des lettres particulières qui suppléèrent au silence des journaux, une effervescence extraordinaire s'empara subitement de toutes les classes de la société polonaise, et l'opinion générale se prononça sur-le-champ en faveur d'un prochain soulèvement de la Pologne. La fibre nationale avait vibré avec une indomptable énergie, et chacun se disait que l'heure était venue de refaire une Pologne libre et indépendante.

La police ne déploya pas d'abord trop de rigueur contre l'expansion d'un sentiment qui était dans tous les cœurs; elle ferma les yeux et les oreilles autant que possible; mais elle fut bientôt forcée de sévir, quand les trois couleurs du drapeau français devinrent un symbole d'opposition, qui se montra dans les toilettes des femmes, quand des clameurs séditieuses eurent porté un défi à l'Autorité. On arrêta beaucoup de monde; on ne jugea, on ne condamna personne. L'ordre parut se rétablir à la surface; l'agitation continuait au fond, et tout le monde pressentait que la Pologne aurait aussi sa révolution.

Les Sociétés secrètes ne s'étaient pas dissoutes depuis la fin de la Diète, mais elles avaient suspendu leur action et cessé leurs séances, après le départ de l'empereur Nicolas, qui était toujours, en quelque sorte, le point de mire des conjurés.

Wisoçki, chef d'un petit groupe de conspirateurs implacables, entretenait au milieu d'eux une espèce d'école permanente de régicide et de meurtre politique. Son patriotisme l'aveuglait sur l'atrocité des moyens qu'il persistait à employer, disait-il, pour affranchir sa patrie. Il regrettait les occasions favorables qu'on l'avait empêché de saisir, à l'époque du couronnement, mais il ne désespérait pas de les voir renaître, et il passait sa vie, avec ses complices, à aiguiser des poignards qui, par bonheur, n'avaient pas encore servi.

Ses complices étaient toujours, comme dans l'origine, des officiers et sous-officiers de l'école des porte-enseignes. L'association qu'il dirigeait ne se composait pas de plus de quarante personnes, appartenant la plupart à l'armée polonaise.

Une autre association, entièrement civile, qui adoptait les doctrines radicales de Wisoçki, s'était formée dans le sein de l'Université de Varsovie, sous l'inspiration du professeur Lelewel : elle comptait environ cent cinquante membres, qui s'étaient engagés, par serment, à donner leur sang pour reconstituer la nationalité polonaise.

Il y avait, en outre, Joseph Zaliwski, qu'on pouvait considérer à lui seul comme le centre perpétuel d'une troisième Société secrète, qui n'avait aucune existence réelle et qui réunissait, sans lien et sans cohésion, une masse flottante de maniaques, de visionnaires et d'utopistes, prêts à tout entreprendre et n'entreprenant jamais rien. Il était, d'ailleurs,

surveillé de près par le prince Lubecki, ministre des finances, qui avait feint de prêter l'oreille à ses extravagances patriotiques, pour devenir son confident.

Zaliwski ne savait rien de ce qui se tramait dans les conciliabules des amis de Wisoçki et dans ceux des étudiants de l'Université, car il les eût dénoncés à son insu, en s'abandonnant à d'imprudentes relations avec le ministre des finances, qu'il avait la folie de regarder comme un partisan de ses idées et presque comme un complice. Au reste, l'antagonisme de Zaliwski et de Wisoçki n'avait pas cessé d'exister, quoiqu'ils fussent séparés l'un de l'autre par l'impossibilité de s'entendre et de marcher d'intelligence dans une action commune.

Ils se trouvèrent pourtant rapprochés de nouveau par la force des choses, lorsque Zaliwski prit l'initiative d'une conférence entre les principaux organisateurs des Sociétés secrètes.

Cette conférence eut lieu le 12 août, à Mariemont, dans l'appartement de Zaliwski. Celui-ci déclara que les événements de la France lui paraissaient très-opportuns pour commencer la révolution en Pologne. On discuta longuement cette question, et non pas sans acrimonie : les uns voulaient que la révolution fût immédiate; les autres, qu'elle fût ajournée au mois de février ou de mars 1831.

La plus grande difficulté était de trouver un général qui consentît à se mettre à la tête des conjurés et à prendre la responsabilité du mouvement insurrectionnel. On nomma dix ou douze généraux qui auraient pu convenir à la situation, mais qui refusaient, malgré leur patriotisme polonais, de se compromettre avec des fous. « Il ne faut pourtant qu'un homme, pour faire notre révolution! répétait Zaliwski, s'étonnant de ce qu'on ne le choisissait pas lui-même.

Wisoçki garda le silence et ne reparut pas aux réunions suivantes, où la conspiration s'organisa sur de nouvelles bases.

Zaliwski devint ainsi le chef suprême, comme il aspirait à l'être depuis plusieurs années. Autour de lui, plusieurs des anciens conjurés et les nouveaux membres de la Société secrète se distribuèrent les rôles, en se donnant le titre de *représentants de la nation et de l'armée*. C'étaient : Boleslas Ostrowski, Maurice Mochnaki, Xavier Bronikowski, Louis Nabeliak, Zukowski, S. Gorzinski, V. Karmanski, Anastase Dunin, Dembinski, V. Karmanski et François Grzimala, tous fanatiques exaltés, la plupart animés de sentiments généreux, mais capables aussi des plus grandes folies et des plus grands excès. Deux ou trois d'entre eux seulement, tels que Dunin et Bronikowski, plus âgés et plus déterminés que les autres, possédaient une belle fortune et des relations très-étendues dans la haute société.

Il fut convenu, à la séance du 27 août, qu'on établirait dans chaque régiment de l'armée polonaise une section de vingt membres affiliés, et que chaque section aurait un seul délégué pour correspondre avec le conseil supérieur, de manière que les sections ne se connaîtraient pas entre elles.

Ce système, imité des *ventes* du carbonarisme, permettait d'étendre indéfiniment la Société secrète, sans qu'une trahison ou une imprudence exposât tous les conjurés à être découverts et compromis à la fois. On exigeait d'eux, en les recevant dans la section dont ils devaient faire partie, un serment ainsi conçu : « Je consacre ma vie à l'abolissement de la tyrannie moscovite et à reconquérir l'indépendance nationale, pour doter mon pays d'institutions libérales. Sous

aucun prétexte, je ne communiquerai avec personne en dehors de ma section. »

L'affiliation se développa dans les régiments avec une prodigieuse activité : tous les officiers et sous-officiers entraient dans les sections, qui se multiplièrent de telle sorte, qu'il fallut en créer plusieurs par régiment. Quelques officiers supérieurs, entre autres le général Pierre Urbanski et le lieutenant-colonel Paszkowicz, travaillèrent à faire de la propagande en faveur de la conspiration et lui gagnèrent de nombreux adhérents dans les garnisons de Lublin et de Zamosc. La garnison polonaise de Varsovie était acquise presque tout entière aux entreprises de la Société secrète, par l'adhésion de tout le corps des officiers.

A la fin de septembre, les délégués, présents à Varsovie, furent convoqués : il s'agissait d'adopter un plan d'insurrection et de l'exécuter.

L'assemblée était nombreuse. Urbanski, qu'on se proposait de mettre à la tête de la Société, en remplacement de Zaliwski, que repoussaient des antipathies et des défiances irréconciliables, n'avait pas répondu à l'appel de ses frères d'armes : il se disait malade et il avait prié Wisoçki, de le représenter. Wisoçki était en face de Zaliwski, et la lutte allait recommencer entre eux. Zaliwski et Urbanski furent élus à l'unanimité chefs du complot, mais Wisoçki, ayant déclaré, au nom d'Urbanski, que ce général, tout dévoué d'ailleurs à l'œuvre commune, était surveillé de trop près par la police, pour pouvoir accepter nominativement la direction de la Société, fut choisi à sa place et chargé de le représenter dans le conseil.

Wisoçki et Zaliwski se retrouvaient donc côte à côte, avec les mêmes pouvoirs, à la tête de la Société secrète. Ils eurent l'air de se rapprocher et de faire trêve du moins

à leurs anciennes haines, à leur ancien antagonisme. Ils devaient, suivant les termes de leur mandat, agir de commun accord et renouer des rapports avec les membres des Sociétés secrètes qui avaient été fondées sous le règne d'Alexandre Ier, avec les corporations d'ouvriers, avec les employés des ministères, avec les professeurs de l'Université, avec les sénateurs et les nonces, enfin avec les généraux, qui voudraient servir de leur épée la cause de la révolution nationale.

Quant au plan de cette révolution, il fut discuté dans plusieurs conférences. Deux projets étaient en présence. Le premier, dont Zaliwski prétendait être l'auteur, ne pouvait avoir été conçu et préparé que par un profond politique, car il accusait une connaissance parfaite des forces militaires et des ressources financières, non-seulement de la Pologne russe, mais encore des provinces de l'ancienne Pologne annexées à la Prusse et à l'Autriche par les trois partages de 1772, 1792 et 1795; il témoignait aussi d'une appréciation très-exacte et très-ingénieuse de l'état présent de l'Europe.

Zaliwski développa longuement et minutieusement ce projet, d'après des notes que lui avait fournies la main habile qui se servait de lui comme d'un aveugle instrument : proclamer le rétablissement du royaume de Pologne tel qu'il existait avant le premier démembrement, avant même l'absorption de la Lithuanie et de la Wolhynie, appeler aux armes toutes les populations polonaises, rassembler une grande armée nationale, faire face en même temps à la Russie, à l'Autriche et à la Prusse, déclarer à l'Europe que l'antique Pologne reprenait son rang parmi les nations sous la sauvegarde de la France, et qu'elle redevenait ainsi le rempart de la liberté contre le despotisme, voilà ce que Za-

liwski voulait faire dans l'espace de dix à douze jours, en fixant au 20 octobre prochain le commencement de l'insurrection.

Il est impossible, en examinant ce projet, de ne pas se rappeler que le bruit avait couru en Europe, aussitôt après la révolution de Juillet, que le gouvernement russe se montrait disposé à revenir sur les faits accomplis du partage de la Pologne, et qu'il avait offert spontanément à la Prusse et à l'Autriche de rétablir, de concert avec elles, un nouveau royaume polonais, composé de toutes les provinces qui faisaient partie de la Pologne, à l'époque du partage de 1772. Cette proposition dont le gouvernement russe aurait pris l'initiative, au dire des journaux anglais, devait aboutir au rétablissement de la Pologne dans ses anciennes limites, mais non comme État indépendant, puisqu'elle ne pourrait exister que sous le protectorat de la Russie. On attribuait au grand-duc Constantin cette combinaison politique, qui aurait obtenu, disait-on, l'assentiment de l'empereur Nicolas, et qui n'était sans doute qu'une invention imaginaire lancée comme un ballon d'essai vers des horizons inconnus.

Le second projet, dont Wisoçki fut le promoteur, était moins grandiose et sembla plus pratique : dès que la Société secrète se sentirait assez forte pour donner le signal, trente ou quarante conjurés, armés de poignards et de pistolets, se rendraient sur la place de Saxe, à l'heure de la parade qui se faisait tous les jours ; le grand-duc Constantin y assistait ordinairement, entouré de son état-major et des généraux russes. Les conjurés se jetteraient tout à coup sur lui et le massacreraient sans pitié. Ceux de sa suite qui voudraient le défendre auraient le même sort ; les autres seraient désarmés et faits prisonniers. Les troupes polonaises, rangées en bataille, se porteraient alors, au pas de course,

vers les casernes russes, et n'auraient pas de peine à s'en emparer. Elles seraient soutenues, d'ailleurs, par les étudiants de l'Université, par les écoles militaires, et principalement par le bataillon de sapeurs, qui appartenait tout entier, officiers et soldats, au parti de la révolution.

Ce plan, que Wisoçki avait proposé naguère à plusieurs reprises, et qui avait toujours été repoussé avec horreur dans les conciliabules des Sociétés secrètes, fut accepté cette fois et acclamé avec enthousiasme. On en fixa l'exécution au 20 octobre. Ce jour-là, le régiment des grenadiers de la garde polonaise devait faire le service de la place et occuper tous les postes. On se prépara donc pour le 20 octobre, et toutes les mesures furent prises en vue de l'insurrection qui éclaterait ce jour-là.

On ne doutait pas du succès : il y avait à Varsovie dix mille hommes de troupes polonaises qui se lèveraient au cri de *Vive la Pologne !* pour combattre sept mille Russes, la plupart originaires des anciennes provinces lithuaniennes, et par conséquent faiblement attachés à la cause de la Russie. Le peuple, averti par des placards incendiaires qui couvraient chaque matin les monuments publics, sollicité et travaillé par des excitations de toute nature, se trouvait gagné d'avance et impatient de prêter la main à l'œuvre des conspirateurs.

Quant à l'assassinat du césarévitch, Wisoçki avait annoncé qu'il s'en chargeait, et qu'il ne céderait à personne l'honneur de frapper le *tyran.* « Les armes dont je compte faire usage, dit-il, sont chargées depuis le couronnement du tzar ; moi et mes amis nous avons, à cette époque, été condamnés à l'inaction par des lâches ou par des traîtres. Si on nous eût laissés faire, la révolution de Varsovie eût précédé glorieusement la révolution de Paris. »

Wisoçki, en effet, n'avait pas varié dans ses idées et ses intentions, depuis qu'il avait rallumé en Pologne le foyer des Sociétés secrètes; son exaltation patriotique, son caractère inflexible, son énergie sauvage, lui avaient fait des partisans enthousiastes, et son influence grandissait de jour en jour, à mesure que celle de Zaliwski diminuait. Celui-ci en gardait à son rival un profond ressentiment.

L'insurrection n'éclata pas le 20 octobre, par suite d'une circonstance que les conjurés n'avaient pas pu prévoir. Du jour où l'exécution du complot fut fixée au 20 octobre, le grand-duc Constantin cessa de venir à la parade, comme d'habitude, sur la place de Saxe. On expliqua son absence par le mauvais état de sa santé; on assurait qu'il avait été atteint d'une fièvre inflammatoire, et que les médecins lui ordonnaient un repos absolu. Il avait aussi renoncé à ses promenades journalières à pied ou en voiture; il ne sortait plus de son palais du Belvédère.

Les conjurés, trompés dans leur odieuse attente, se vengèrent de la prévoyance de leur victime, en la calomniant, et en disant que le césarévitch n'était malade que de peur. On ne saurait douter, néanmoins, qu'il n'eût été averti de se mettre en garde contre un attentat, et les membres du Conseil d'administration, plus ou moins renseignés par la rumeur publique, avaient insisté auprès de lui pour qu'il ne sortît jamais sans être accompagné d'une nombreuse escorte.

La police du grand-duc ne restait pourtant pas inactive; elle avait même, à diverses reprises, tenu dans sa main quelques légers fils de la conspiration; mais ces fils se rompaient d'eux-mêmes, aussitôt qu'on essayait de remonter au siége de la trame, qui n'en était que plus solide. La police ne pouvait que signaler des indices qui constataient

l'existence d'un complot. Les arrestations se multipliaient sans amener aucun résultat, et la prison des Carmes se remplissait inutilement de détenus, parmi lesquels ne figurait pas un seul des conspirateurs.

Ceux-ci avaient des intelligences parmi les employés de police, et ils se réunissaient le jour ou la nuit, avec certitude de n'être point troublés dans leurs conciliabules. Ils avaient eu recours à une étrange tactique, pour déconcerter toutes les précautions de l'Autorité, et pour répandre autour du grand-duc Constantin l'inquiétude et le découragement.

De fausses dénonciations, des avis officieux arrivaient de tous côtés au césarévitch; on lui adressait, par lettres anonymes, des révélations mensongères au sujet du complot qui le menaçait; on lui annonçait tous les jours une émeute, une insurrection; on lui envoyait des listes de conjurés, dans lesquelles on ne voyait figurer que les noms de ses plus fidèles serviteurs. On finit ainsi, après l'avoir assailli de craintes imaginaires, par lui inspirer une sorte de sécurité factice, en lui faisant croire qu'il n'avait réellement rien à craindre, et que les complots, dont il s'était tant préoccupé, n'étaient que des fantômes. Il défendit donc formellement aux chefs de police de venir désormais l'importuner de leurs alarmantes et vaines appréhensions.

Cependant les conspirateurs n'avaient pas perdu du temps, et quoique leur complot du 20 octobre fût resté sans exécution, ils s'étaient fait des adhérents dans le sénat, dans la Chambre des nonces et parmi les officiers supérieurs de l'armée polonaise.

C'étaient les mêmes, il est vrai, qui avaient naguère figuré, nominativement du moins, dans la Société patriotique et dans les Sociétés secrètes. Ils ne s'informaient pas des moyens que les conspirateurs comptaient employer pour

faire table rase, selon l'expression qui couvrait un odieux guet-apens et d'abominables projets : ils s'engageaient seulement à prendre en main le pouvoir et à représenter la nation, dès que la Pologne, affranchie de la domination russe, ferait appel à leur patriotisme. On comprend qu'ils ne voulaient pas même savoir comment leurs espérances et leurs vœux pourraient être réalisés.

Deux officiers supérieurs, Urbanski et Ignace Prondzynski, avaient dirigé avec tant d'habileté la propagande révolutionnaire dans tous les régiments de l'armée polonaise, que ces régiments n'attendaient qu'un signal pour tourner leurs armes contre les Russes. Les généraux qu'on avait choisis, à leur insu ou du moins sans leur aveu, comme chefs naturels de l'insurrection, Joseph Chlopicki, Stanislas Potoçki, Julien Sierawski, Jean Krukowiecki et Szembek, ne devaient être mis en demeure d'agir, qu'après la réussite complète de la conspiration.

Zaliwski, dont l'activité fiévreuse tendait toujours à augmenter le nombre des affiliés de la Société secrète, avait envoyé, en Lithuanie, en Wolhynie et en Podolie, des officiers munis d'instructions, pour étendre le réseau de ce vaste complot, qui embrassait non-seulement le grand-duché de Varsovie, mais encore les anciennes provinces polonaises.

La Société secrète avait recruté la plupart des étudiants de l'Université, dès qu'ils avaient appris que leur idole, le savant professeur Joachim Lelewel, se mettait à leur tête; mais l'impatience de cette ardente et folle jeunesse, qui ne rêvait que barricades et qui ne demandait qu'à commencer la lutte dans les rues de Varsovie, fut bientôt un péril pour l'association tout entière : Boleslas Ostrowski et Bogdan Zaleski ne parvinrent à calmer ces imprudents, qu'en faisant

intervenir Lelewel, qui reçut à ce sujet une députation des Écoles, à la Bibliothèque royale de Varsovie, et qui répondit à leur Adresse pleine d'encouragements patriotiques : « Vous êtes le corps, vous êtes les membres! Nous ne vous laisserons pas dormir longtemps, si nous sommes l'âme qui doit vous éveiller, à l'heure de la liberté! »

Le moment qu'on attendait, pour passer des paroles à l'action et pour révolutionner la Pologne, arriva plus tôt qu'on ne le prévoyait.

Quand le manifeste du tzar eut annoncé à l'Europe, que l'armée russe, mise sur le pied de guerre, allait se porter aux frontières occidentales de l'Empire, les chefs du complot pensèrent, avec raison, que l'agglomération de ces forces militaires dans le royaume devait frapper d'impuissance le parti national et annihiler toute tentative d'insurrection. Les plus sagaces crurent entrevoir que ces masses de troupes, dirigées à la hâte vers la Pologne, étaient destinées surtout à occuper et à maintenir le pays, que le gouvernement russe savait prêt à lui échapper.

Quoi qu'il en soit, dans plusieurs réunions de conjurés, réunions tumultueuses où rien ne fut résolu, il avait été question de fixer de nouveau définitivement le jour de la prise d'armes : les uns voulaient la renvoyer au mois de février, les autres au mois de mars, et Zaliwski hésitait entre ces deux époques.

Wisoçki protesta contre ces atermoiements et déclara que, loin de les accepter, il était bien résolu, fût-il seul avec ses amis, à descendre dans la rue vers la fin du mois de novembre ou dans les premiers jours de décembre; il ajouta qu'il croyait devoir compter sur quelques centaines de patriotes dévoués et qu'il n'en fallait pas davantage pour entamer l'affaire : « Le grand-duc a beau se cacher au fond de

son palais, dit-il froidement, nous irons bien l'y chercher, quand il en sera temps. Je vous propose donc de fixer d'avance, au 29 octobre prochain, la mort de Constantin et la délivrance de la Pologne. »

Zaliwski ne fut pas le moins opiniâtre des orateurs qui essayèrent d'ajourner l'insurrection jusqu'au printemps; les raisons sur lesquelles il appuyait son opinion ne furent point goûtées par le plus grand nombre des assistants, qui se rangèrent du côté de Wisoçki. On se sépara, toutefois, sans avoir rien conclu.

Le lendemain, Zaliwski courut chez le prince Lubecki, ministre des finances, qu'il s'imaginait avoir gagné à la cause de la révolution polonaise, et lui demanda conseil sur l'opportunité d'un appel aux armes, pour empêcher les armées russes d'envahir le territoire polonais. Le ministre, stupéfait et indigné de tant d'audace, fut sur le point de faire arrêter Zaliwski; mais, après réflexion, il se persuada que cet énergumène pourrait lui fournir encore de précieuses indications sur les desseins criminels des ennemis du Gouvernement; il lui répondit, sans s'émouvoir, en le regardant fixement : « Si vous avez dans l'exécution autant de courage que vous en déployez dans vos plans, vous ne devez pas me demander ce que vous avez à faire. »

Là-dessus, le prince Lubecki, l'ayant congédié, écrivit confidentiellement à l'empereur, que la Pologne était réellement au pouvoir des Sociétés secrètes, et qu'on ne pouvait essayer de porter remède à cette menaçante situation, avant d'avoir fait entrer dans le royaume vingt ou trente mille hommes de troupes. Il lui apprenait, en même temps, comme il l'avait appris lui-même de l'indiscret Zaliwski, que l'armée de Lithuanie, en cas d'insurrection, ferait cause commune avec les insurgés, presque tous ses officiers étant

affiliés aux Sociétés secrètes, qui avaient leur siége à Varsovie.

En quittant le prince Lubecki, Zaliwski était allé chez Lelewel, pour le prier d'obtenir des nonces qui adhéraient à la conjuration, qu'ils se missent en communication directe avec les conjurés. Lelewel, à cause de sa liaison intime avec Wisoçki, se défiait des imprudences de Zaliwski, qui lui était d'ailleurs peu sympathique ; il l'éconduisit donc assez brusquement, en lui disant que les nonces ne pouvaient pas encore tremper dans la conspiration, mais qu'ils se réservaient d'y prendre part, dans l'intérêt du pays, quand ils jugeraient leur intervention utile.

Ce fut donc là, entre Zaliwski et Wisoçki, une nouvelle cause de division et d'antagonisme.

L'insurrection restait fixée pourtant au 29 novembre, et les chefs se réunirent plusieurs fois pour se concerter sur différents détails d'exécution : Zaliwski et Wisoçki avaient toujours la haute direction de tous les actes de la Société secrète, mais le premier perdait sans cesse du terrain, par suite d'un conflit perpétuel avec Wisoçki, et se trouvait contraint de subir, en mainte occasion, la prédominance de son puissant rival. De là un surcroît d'envie et de haine dans le cœur de Zaliwski.

Ce fut Wisoçki qui eut l'idée d'inviter les conjurés à se lier entre eux par des serments, lesquels auraient pour objet d'imposer un frein aux ambitions personnelles : ceux qui voulaient se sacrifier pour leur patrie s'engagèrent solennellement à observer une obéissance aveugle vis-à-vis du chef suprême qui serait choisi à l'unanimité des suffrages, et à remettre à la Diète, après le triomphe de leur cause, tous les pouvoirs discrétionnaires qu'ils auraient pu s'attribuer, pendant la lutte, au nom de la nation.

Wisoçki n'avait demandé qu'une victime, le césarévitch. Zaliwski ne se fit pas faute d'exiger à son tour une sanglante hécatombe, en expiation, disait-il, des crimes qui avaient été commis par les aveugles exécuteurs des ordres du grand-duc; lui-même, il dressa la liste des malheureux, qu'on devait immoler, à la faveur de l'insurrection.

Ce fut une espèce de décret de proscription, discuté avec une implacable barbarie et voté, séance tenante, à l'unanimité.

Les généraux polonais, Alexandre Rozniecki, Vincent Krasinski, Maurice Hauke, Rautenstrauch, Blumer, Trembicki, le colonel Meciszewski et le grand-maître de police Matthieu Lubowidzki, furent déclarés traîtres à la patrie et, comme tels, mis hors la loi; les généraux Gendre, Sass, et deux ou trois autres serviteurs dévoués du grand-duc, devaient être tués avec lui. Quant aux autres généraux polonais, qui voudraient faire obstacle au mouvement national, en restant fidèles à l'empereur de Russie, ils seraient également passés par les armes. Il fut décidé, en outre, que les généraux et officiers russes pouvaient être faits prisonniers de guerre et, à ce titre, avoir la vie sauve, s'ils consentaient à rendre leur épée.

Les conjurés mirent plus de temps à délibérer sur l'exécution du complot, et ce n'est qu'à la suite de longs débats très-animés et très-orageux, que le plan de l'insurrection fut adopté dans ses moindres détails. Zaliwski reprit alors l'avantage sur Wisoçki, car le plan, qui était son œuvre et qu'il avait exposé avec un véritable talent de stratégie révolutionnaire, excita plus d'une fois des transports d'enthousiasme parmi l'auditoire, chacun croyant y voir la certitude du succès.

D'après ce plan, l'insurrection allait éclater à la fois

dans tous les quartiers de Varsovie et trouver partout des chefs habiles et des soldats intrépides, pour surprendre et attaquer les Russes, pour les forcer à mettre bas les armes, tandis que la Révolution victorieuse se propagerait de ville en ville, comme une étincelle enflammant une traînée de poudre, et se rendrait maîtresse, en peu de jours, du royaume de Pologne et des anciennes provinces polonaises.

L'incendie et l'assassinat, il est vrai, devaient inaugurer l'œuvre patriotique des conspirateurs. Chose étrange ! il n'y eut pas, parmi ces hommes fanatisés, un sentiment de terreur et de répulsion à l'égard des détestables moyens qu'ils comptaient employer pour atteindre un but peut-être patriotique, mais déshonoré d'avance par la trahison et tout à l'heure souillé d'une tache de sang !

On ne manquait pas d'armes, puisque des régiments entiers, leurs officiers en tête, étaient prêts à combattre pour l'insurrection ; la prise de l'Arsenal devait fournir, d'ailleurs, de quoi armer une partie de la population ; du reste, tous les membres de la Société secrète, bourgeois, étudiants, employés, avaient de longue date pourvu à leur armement personnel. Les munitions n'avaient pas été oubliées : on les attendait du camp permanent, occupé par la plus grande partie de la garnison polonaise, hors des portes de la ville ; deux fourgons remplis de cartouches y étaient en réserve, grâce à la complicité de plusieurs colonels, pour être transportés en ville à la dernière heure.

Zaliwski déploya dans tous ces préparatifs une infernale intelligence. Il avait imaginé de tirer parti de l'approche des cantonnements de la grande armée russe, pour exalter encore davantage les antipathies et le ressentiment de la bourgeoisie et du peuple polonais. Il fit répandre de tous

côtés que cette armée, qui venait des provinces méridionales de la Russie, était en proie aux ravages du choléra-morbus et qu'elle sèmerait, sur son passage en Pologne, la contagion avec toutes ses horreurs. Il fit répéter, par ses émissaires, que l'armée russe, qui était en marche sur différents points de la Russie, allait former l'avant-garde d'une immense coalition européenne contre la France, et que, pour subvenir aux dépenses de la campagne prochaine, la Russie écraserait d'impôts le royaume de Pologne en l'épuisant d'hommes et d'argent.

Ces bruits perfides trouvèrent créance dans les classes bourgeoises et ouvrières; il y eut un cri général, une protestation solennelle : « Nous ne laisserons pas les Russes nous apporter le choléra! disait-on de toutes parts. Nous ne souffrirons pas qu'ils fassent la guerre à la France! Nous ne leur donnerons pas notre argent et notre sang, pour en faire un pareil usage! La Pologne se lèvera comme un seul homme! »

Ce fut sous l'influence de ces passions haineuses et de ces manifestations hostiles, que les esprits se trouvaient préparés de longue main aux événements qui commencèrent dans la soirée du 29 novembre.

Ce jour-là, par un étrange contraste, la sécurité était d'autant plus complète, d'autant plus aveugle, dans toutes les régions du pouvoir gouvernant et administratif, que la journée précédente n'avait pas été sans inquiétudes. On avait dit, autour du grand-duc Constantin, que cette journée du 28 novembre amènerait certainement une tentative d'émeute; en conséquence, l'ordre de service des corps avait été changé; les postes avaient été doublés; les troupes consignées dans les casernes. Toutes ces précautions n'ayant servi qu'à prouver leur inutilité, on ne les renouvela pas le

lendemain, et la garde de la ville fut laissée à la garnison polonaise.

Cependant, plusieurs personnages attachés à la maison du grand-duc, plusieurs membres du Gouvernement, avaient été prévenus, par Zaliwski et par d'autres conjurés, de l'exécution du complot. Le général Potoçki, en recevant cette confidence, s'était écrié avec stupeur :

— Comment ! est-ce aujourd'hui ?

Le prince Lubecki, après un moment de réflexion, avait murmuré :

— C'est impossible !

CLVIII

La journée fut tranquille, malgré les allées et venues des conspirateurs qui échangeaient entre eux le mot d'ordre. Zaliwski, par exemple, redoublait d'activité, et, tourmenté d'une agitation fébrile, il se montra dans tous les endroits où il avait distribué des instructions et des conseils; il parcourut les casernes, les cafés, les dépôts d'armes et de munitions. La police ferma les yeux, ou ne prit pas garde à ces démarches suspectes.

Zaliwski, ayant rencontré Wisoçki, l'aborda d'un air sombre, en lui disant :

— Nous verrons, ce soir, qui de toi ou de moi sert le mieux son pays.

— Ce soir, demain, la Pologne sera libre! s'écria Wisoçki avec enthousiasme. Faisons notre devoir et Dieu fera le reste!

L'imprudence de quelques officiers de l'école des porte-enseignes, faillit faire échouer le complot. Ces jeunes gens voulurent célébrer à table la prochaine délivrance de la patrie; ils perdirent toute retenue, au milieu du vin, en chantant des airs nationaux et en portant un toast à la mémoire de Kosciusko. Le chef de l'école accourut à leurs cris

tumultueux et se hâta de les faire conduire, à moitié ivres, aux arrêts.

Une émotion assez vive s'était manifestée depuis le matin dans l'école, où des distributions de cartouches avaient été faites par le lieutenant Schlegel; tous ou presque tous les élèves étaient affiliés à la Société secrète. On attendait le signal qui devait venir du dehors.

A six heures du soir, Wisoçki, accompagné du lieutenant Schlegel et du lieutenant en retraite Drobrowolski, pénétra dans l'école, en criant d'une voix de tonnerre : « Frères, l'heure de la liberté a sonné! » Le cri de *Vive la Pologne!* répondit à cet appel. Les élèves étaient alors réunis dans la salle où le professeur leur faisait une leçon de tactique. Ils coururent prendre leurs fusils et se groupèrent autour de Wisoçki, qui leur communiqua sa fureur et son fanatisme, en leur disant que les Russes égorgeaient sans miséricorde tous les Polonais qu'ils rencontraient sur leur chemin.

C'était une exécrable calomnie, car les troupes russes, retirées dans leurs quartiers, commençaient à peine à se mettre en défense et n'avaient pas même encore reçu d'ordres. On entendait dans le lointain crier aux armes, et des coups de feu isolés se succédaient par intervalles. La nuit était profonde, et la ville, où les réverbères avaient été brisés, s'agitait sourdement dans les ténèbres.

Wisoçki n'avait avec lui que cinq ou six de ses complices et les cent cinquante porte-enseignes; mais déjà les régiments d'infanterie polonaise sortaient de leurs casernes, en silence, et prenaient position autour de l'Arsenal, qu'on voulait enlever pour donner des armes au peuple. Les officiers, qui étaient du complot, ne devaient agir, qu'à l'instant où les casernes de la cavalerie russe seraient en feu.

Ces casernes, situées à l'extrémité de la ville, au faubourg

de Solec, touchaient à l'école des porte-enseignes; elles étaient entourées de fossés remplis d'eau, qu'on traversait sur des ponts de bois. Les conspirateurs avaient projeté de détruire ces ponts, d'enfermer ainsi la cavalerie dans ses quartiers et d'y mettre le feu. Mais on ne s'était pas pourvu de matières inflammables, et Wisoçki essaya inutilement d'incendier un vieux bâtiment attenant aux casernes; le signal convenu manqua donc, et les étudiants, qui l'attendaient pour livrer aux flammes les maisons en bois voisines des casernes de Nowolipki, restèrent une heure entière dans l'inaction et l'incertitude.

On crut, dans l'intérieur de la ville, que la conspiration avorterait; mais Wisoçki pouvait compter sur ses complices.

Deux porte-enseignes, Trzaskowski et Kobilganski, avaient été désignés, par le sort, le matin même, pour assassiner le césarévitch. Ils auraient dû se trouver à la tête de quatre-vingt-dix conjurés, la plupart appartenant à l'Université; ils n'en réunirent que douze, quand l'instant fut venu d'entreprendre leur horrible expédition. Wisoçki leur donna, toutefois, l'ordre de partir, en leur disant : « Allez là où vous avez affaire pour le service de la patrie; vous me retrouverez ici, mort ou vivant. »

Il n'avait avec lui que la compagnie des porte-enseignes, au lieu des deux mille hommes que le plan général d'insurrection lui accordait et qui eussent été placés sous les ordres du général Julien Sierawski, si ce général et les deux mille hommes se fussent trouvés au rendez-vous. On assurait, pourtant, qu'ils se rassemblaient dans le bois de Lazienski.

Wisoçki ne les attendit pas; il attaqua la caserne du régiment de la garde des hulans du grand-duc, et la vivacité de cette attaque, aux cris de *Vive la Pologne!* jeta le désordre parmi les hulans, qui n'osaient s'aventurer dans les téné-

bres et qui se défendaient mal, quoique à l'abri des murailles de leur caserne ; car ils croyaient avoir affaire à un ennemi dix fois plus nombreux, et la fusillade bien nourrie, qui partait de plusieurs côtés, sans les atteindre, les entretenait dans leur erreur.

Le signal du mouvement n'était pas encore donné, cependant, à l'intérieur de la ville, et les régiments, qui devaient occuper les faubourgs et fermer la retraite aux troupes russes, frémissaient d'impatience, mais ne bougeaient pas. Les conjurés avaient, toutefois, barré les principales rues qui conduisaient à l'Arsenal. Zaliwski courait çà et là, comme un lion déchaîné, vomissant mille invectives contre Wisoçki et l'accusant de trahison. Le découragement s'emparait des officiers qui avaient révélé à leurs soldats l'objet de cette convocation nocturne, en leur distribuant des cartouches. Les rues regorgeaient de monde, de curieux surtout, et la populace ne demandait qu'à en venir aux mains ; le tocsin commençait à sonner dans quelques églises ; le combat semblait imminent et pourtant il ne s'engageait pas, bien que les troupes russes et polonaises fussent en présence, les premières calmes et résolues, les secondes anxieuses et indécises.

Tout à coup le bruit de la mort du grand-duc circula dans les groupes du peuple et dans les rangs des troupes. Cette nouvelle était fausse ; la Providence avait permis que le césarévitch échappât, par miracle, à ses assassins.

Les exécuteurs de ce lâche guet-apens, conduits par Trzaskowski et Kobilganski, arrivèrent silencieusement aux grilles du palais du Belvédère ; ces grilles s'ouvrirent d'elles-mêmes à leur approche, et un de leurs affidés les introduisit dans le palais ; ils eurent à peine besoin de culbuter deux ou trois sentinelles, pour arriver jusqu'à l'appartement du grand-duc.

Le césarévitch avait été souffrant toute la journée. Depuis une heure, il s'était retiré dans son cabinet pour y prendre quelque repos; il avait quitté son uniforme et s'était couché, en robe de chambre, sur un sopha, où il dormait profondément, lorsqu'il fut éveillé en sursaut par un grand bruit de pas et de voix; c'étaient les conjurés qui, se dirigeant vers l'endroit où ils devaient le trouver, avaient aperçu le vice-président Lubowidzki, chef de la police urbaine, et le poursuivaient, de salle en salle, avec des cris de mort.

Lubowidzki venait justement annoncer au grand-duc l'insurrection qui se préparait, et lui demander des ordres : quand il se vit reconnu et serré de près par les conspirateurs, il se jeta dans un couloir sur lequel s'ouvrait le cabinet de Constantin, et, criant d'une voix retentissante : « Monseigneur, sauvez-vous! On vient vous assassiner! » il eut la présence d'esprit de pousser la porte entr'ouverte de ce cabinet. Quant à lui, satisfait d'avoir sauvé son maître, il continua de s'enfuir jusqu'au bout du couloir, où il tomba percé de douze coups de baïonnette.

Le fidèle valet de chambre du grand-duc, Kochanowski, lequel ne le quittait ni jour ni nuit, était accouru assez à temps pour fermer à double tour la porte du cabinet, porte massive doublée de fer, et garnie de serrures et de verroux, que les conjurés essayèrent en vain d'enfoncer à coups de crosse de fusil.

Le grand-duc, qui avait entendu les cris de Lubowidzki se mêlant à ceux des assassins, était alors en proie à un trouble, à une angoisse inexprimables; il répétait, en gémissant : « Allons au secours de la princesse! » Et quoique son valet de chambre lui affirmât que la princesse de Lowicz ne courait aucun danger, il voulait absolument se rendre auprès d'elle; mais enfin il changea d'idée, en se disant que sa

présence chez elle pourrait la mettre en péril elle-même.

Les conspirateurs, exaltés, impatients de saisir leur victime, s'efforçaient de pénétrer jusqu'à lui en brisant la porte. Il ne voulut pas perdre des moments précieux à revêtir son uniforme; il prit seulement son épée et ses pistolets, et descendit, par une issue dérobée, dont lui seul avait le secret, dans les souterrains qui aboutissaient aux casernes, et qui pouvaient le conduire en sûreté dans la campagne.

Les quatorze bourreaux qui avaient juré de tuer le grand-duc le cherchaient en vain dans tous les coins du palais, avec d'horribles vociférations. On leur dit qu'il s'était réfugié sans doute chez la princesse de Lowicz, dont ils avaient respecté les appartements.

La princesse s'y trouvait enfermée avec les femmes de sa maison, qui l'avaient empêchée de se précipiter au milieu des assassins, et qui veillaient autour d'elle. Prosternée devant son prie-Dieu, tout en larmes et désolée, elle suppliait le ciel de conserver les jours de son mari, qu'elle appelait en sanglotant.

Les conjurés eurent pitié de cette douleur qu'ils avaient faite, et n'osèrent pas violer la retraite de leur noble et malheureuse compatriote. Ils continuèrent, toutefois, leurs recherches dans le palais et dans les jardins, sans découvrir l'entrée du souterrain où le césarévitch s'était réfugié.

La fusillade engagée par les porte-enseignes contre les casernes de la cavalerie russe appelait au combat Trzaskowski et Kobilganski avec leurs douze complices. En sortant du Belvédère, ils rencontrèrent dans la cour d'honneur le général Gendre, qui cherchait aussi le grand-duc pour le conduire au milieu de ses troupes.

Gendre fut reconnu et nommé : en se voyant seul et sans défense vis-à-vis de ces furieux, il eut la présence d'esprit

de s'écrier : « Je suis le général du jour! » car il savait que les insurgés attendaient un général qui n'avait pas encore paru. « Livre-nous donc Constantin! » lui criait-on en le poursuivant. Le général n'avait pas même eu le temps de tirer son épée : un étudiant, nommé Kupniewski, le perça de part en part d'un coup de baïonnette.

— Eh bien! le grand-duc est-il mort? demanda Wisoçki, en voyant reparaître les quatorze conjurés qui revenaient du Belvédère.

— Il nous a échappé, répondit Kobilganski; mais nous allons le retrouver là-bas, au milieu des Russes, et cette fois, il ne nous échappera pas.

— Misérables! reprit Wisoçki avec rage, vous en répondrez sur votre tête! Je vous ferai tous fusiller!

Les hulans du grand-duc étaient sortis en désordre de leurs quartiers, les uns à pied, les autres à cheval, n'étant pas commandés par leurs officiers, qui se trouvaient la plupart absents; mais quand une partie du régiment fut réunie sur la place, ils se mirent en devoir de repousser bravement l'attaque imprévue qui avait produit parmi eux un moment de stupeur et d'indécision.

Wisoçki comprit qu'il ne pouvait s'emparer des casernes de la cavalerie russe, ni tenir tête à des forces vingt fois supérieures aux siennes; il rallia ses compagnons et les entraîna vers la ville, en traversant les casernes de Radziwil. Peu s'en fallut que tous les porte-enseignes ne fussent faits prisonniers à la fois par le régiment de cuirassiers de Podolie; mais ils rencontrèrent par bonheur les étudiants, qui, au nombre de deux mille, s'étaient rassemblés dans le bois de Lazienski, et qui pénétraient de vive force dans Varsovie où le peuple était déjà soulevé, à l'excitation de Xavier Bronikowski et d'Anastase Dunin.

Wisoçki, dont la bande grossissait à chaque instant, rencontra sur son chemin plusieurs généraux russes et polonais qui revenaient du Belvédère, fort troublés de n'avoir pu rejoindre le césarévitch et de manquer d'ordres. Le cadavre du général Gendre et la mare de sang où était tombé Labowidzki, percé de douze coups de baïonnette, les avaient pourtant avertis de ce qu'ils avaient à craindre pour eux-mêmes. Wisoçki ne les eut pas plutôt reconnus, qu'il les laissa ou fit massacrer sous ses yeux.

Le général Hauke, ministre de la guerre, et son chef d'état-major le colonel Mieciszewski, les généraux Nowicki et Trembiski périrent ainsi assassinés. Trembiski avait des amis parmi les conjurés, qui lui criaient :

— Général, mettez-vous à notre tête !

— Mon honneur me le défend ! répondit-il, en offrant sa poitrine aux coups des assassins.

Le gouverneur de la ville, Lewicki, dont la mort avait été jurée d'avance, eut le bonheur d'échapper aux égorgeurs, grâce à la vitesse de son cheval, sans être atteint par une grêle de balles qui tuèrent ou blessèrent la plupart des personnes de son escorte.

Lorsque Wisoçki se trouva en présence de Zaliwski, derrière le jardin Krasinski, il y eut entre eux un échange des plus violentes récriminations, à ce point qu'ils avaient mis l'épée à la main l'un contre l'autre.

— Voilà une heure que ces braves gens attendent le signal ! disait Zaliwski, en désignant les compagnies du 5e régiment de grenadiers, qu'il avait autour de lui rangées en bataille.

— Le signal a manqué, faute de matières combustibles, répliqua Wisoçki ; mais si vous n'avez pas vu les flammes d'un incendie, vous avez entendu le bruit de la fusillade ?

— Eh bien! repartit dédaigneusement Zaliwski, qu'as-tu fait du césarévitch? qu'as-tu fait de la cavalerie russe?

— Nous n'étions pas en force pour lutter plus longtemps avec deux mille hommes de cavalerie, reprit tristement Wisoçki. J'ai préféré venir moi-même donner ici le signal.

— Tiens, regarde! interrompit Zaliwski, en lui montrant le feu qui se déclarait dans plusieurs maisons en bois voisines de l'Arsenal. Ce signal, c'est moi qui l'ai donné, et voici l'heure de vaincre ou de mourir. Mais tu ne me dis pas ce qu'est devenu le grand-duc?

— Il est devant nous, à la tête des troupes russes! répondit fièrement Wisoçki. En avant! mes amis!

On disait, en effet, que le césarévitch avait sous ses ordres trois régiments de cavalerie russe, le régiment de la garde polonaise et plusieurs régiments d'infanterie. Ces troupes, il est vrai, étaient maîtresses de plusieurs quartiers de la ville, et elles avaient occupé différentes rues, de manière à intercepter les communications des insurgés; mais le grand-duc ne se trouvait pas au milieu d'elles, et l'on ne savait pas ce qu'il était devenu. Le bruit se répandit même qu'il avait péri, et que son corps avait été jeté dans la Vistule.

Ses troupes fidèles, animées du meilleur esprit et déterminées à résister à outrance, n'osaient cependant rien entreprendre, faute d'ordres; la plupart de leurs officiers et de leurs généraux avaient été arrêtés et retenus en otage par les conjurés.

L'insurrection, qui n'avait pas encore d'autres chefs que Zaliwski, Wisoçki et leurs principaux complices, se propageait ainsi au hasard, sans plan et sans direction.

Zaliwski avait fait barricader les rues qui conduisaient à l'Arsenal; il repoussa un régiment de la garde russe, qui

essayait de le débusquer de sa position, et en même temps, Wisoçki, avec ses porte-enseignes, auxquels s'était joint un bataillon polonais du 4e de ligne, chargeait à la baïonnette un autre corps russe qui se portait sur l'Arsenal.

Là devait être le centre de la lutte. Le peuple affluait de toutes parts et demandait des armes, aux cris de *Mort aux Russes!* et de *Vive la Pologne!*

Zaliwski, qui venait enfin de décider le général Stanislas Potoçki à prendre le commandement des troupes insurgées, les lança contre l'Arsenal, quoiqu'elles ne fussent pas encore très-nombreuses. L'attaque fut néanmoins très-vigoureuse, et l'Arsenal ne tarda pas à être emporté, malgré l'opiniâtre résistance de ses défenseurs : la trahison en avait ouvert la porte aux conjurés. On distribua au peuple trente mille fusils qui s'y trouvaient, et dont une partie fut brisée, mise hors de service ou égarée. On fit aussi un tel gaspillage des munitions, que les combattants se seraient vus sans cartouches, si le combat eût duré plus longtemps.

Les conspirateurs continuaient à égorger les victimes qu'ils avaient inscrites sur leur liste de proscription : le général Blumer, à qui l'on reprochait d'avoir siégé dans les conseils de guerre du césarévitch, fut frappé de dix-huit balles, au moment où il allait rejoindre les troupes russes; le général Pementrzowski eut le même sort, pour les mêmes motifs; le colonel Sass, qui s'était fait plus d'amis que d'ennemis en servant le grand-duc avec autant d'intelligence que de dévouement, fut trouvé mort, dans une rue déserte, la poitrine ouverte de trois coups de poignard.

Enfin, Stanislas Potoçki reçut bientôt la punition de sa faiblesse ou de sa perfidie : on l'accusait hautement d'avoir envoyé au césarévitch plusieurs compagnies de la garnison, que leurs officiers lui amenaient pour seconder le

mouvement; il se vit entouré tout à coup, insulté, maltraité et enfin criblé de coups de baïonnette. Il survécut à ses blessures pendant quelques heures et il répétait sans cesse, en agonisant : « Ah ! qu'il est affreux de mourir de la main de ses compatriotes! »

Une partie seulement des troupes polonaises, les grenadiers de la garde, toute la batterie d'artillerie à cheval, tout le bataillon des sapeurs et beaucoup d'officiers et de soldats isolés, appartenant à tous les corps, avaient secondé les conspirateurs, avec enthousiasme; mais toutes les troupes polonaises ne s'étaient pas déclarées pour l'insurrection; les généraux polonais, dont plusieurs payèrent de leur vie ce dernier effort de fidélité militaire, essayaient encore de faire rentrer dans le devoir l'armée et le peuple, en les conjurant de renoncer à une folle entreprise, en les menaçant du châtiment des lois et de la colère du tzar; le régiment de la garde polonaise, commandé par le général Zimirski, resta d'abord l'arme au bras, immobile, neutre et peut-être indécis; puis il alla se réunir aux troupes russes.

Un bataillon de chasseurs de cette garde polonaise, sous les ordres du général Krzyanowski, avait occupé le faubourg de Cracovie, la cour de Saxe et le quartier de Nowy-Swiat; il arrêta jusqu'au lendemain les insurgés auxquels s'était joint le bataillon des chasseurs.

Après le meurtre du général Potoçki, Zaliwski s'était vu forcé de prendre le commandement de l'insurrection, à défaut d'un général, qui consentît à se prononcer pour la révolte et la trahison. Il s'empara de la Banque et la fit garder par les bourgeois; il ouvrit les prisons et donna des armes à tous les détenus qui en sortirent.

Ce furent ces misérables, assassins, voleurs et autres, qui

se mirent à piller les boutiques et les maisons, en se livrant à mille excès abominables.

La bataille n'était sérieusement engagée nulle part ; les troupes du Gouvernement et celles qui avaient pris parti pour les rebelles se trouvaient en présence, ou du moins à peu de distance les unes des autres sur différents points de la ville. On échangeait, au hasard, des coups de fusil, qui la plupart n'atteignaient personne : une obscurité profonde régnait dans toutes les rues et ne permettait pas d'apprécier les progrès que pouvait faire l'attaque ou la défense. Le tocsin sonnait sans interruption, et les cris des combattants couvraient par intervalles le fracas de la fusillade.

Vers une heure du matin, les troupes russes et polonaises qui étaient restées fidèles à leur devoir et qui avaient agi, pour ainsi dire, sous leur propre inspiration, reçurent enfin l'ordre d'abandonner successivement leurs positions et de se rallier aux portes de Varsovie.

On ne disait pas encore ce qu'était devenu le césarévitch,

CLIX

Ce malheureux prince, après avoir durant plusieurs heures erré dans les ténèbres à travers le dédale des souterrains, où il était descendu avec son valet de chambre Kochanowski, avait fini par se retrouver dans les casernes de la cavalerie russe à Solec. Il se hâta d'en sortir, en les voyant désertes, et craignant de tomber entre les mains des assassins, il préféra s'écarter des endroits habités et attendre au milieu des champs le secours que son valet de chambre était allé chercher.

Il prêtait l'oreille à tous les bruits qui pouvaient lui annoncer un danger immédiat; il écoutait avec anxiété dans le lointain le tumulte confus de l'insurrection, qui se mêlait à de fréquentes décharges de mousqueterie et d'artillerie.

Tout à coup, il aperçoit un homme qui l'observe et qui semble s'approcher avec de mauvaises intentions. Le grand-duc Constantin oublie qu'il n'a pas d'armes, qu'il est à peine vêtu et qu'il ne peut espérer aucune assistance. La tête nue, enveloppé dans les plis de sa robe de chambre, il n'hésite pas à marcher droit à cet inconnu, qu'il interpelle d'une voix forte et impérieuse.

— Ah! Monseigneur, est-il possible que ce soit vous que

je retrouve ici! lui répond une voix qu'il reconnaît pour celle de M. Schmidt, consul de Prusse.

— Béni soit Dieu qui vous amène pour me venir en aide, mon cher Monsieur Schmidt! réplique le césarévitch, avec un élan de surprise et de joie.

— Votre Altesse Impériale est vivante, dit le consul; nous avions craint un grand malheur! Rien n'est perdu encore, et quand Votre Altesse Impériale sera au milieu de ses troupes...

— Mais je ne sais pas ce qui s'est passé? reprend le césarévitch. Des assassins ont envahi le Belvédère, et c'est par miracle que j'ai pu échapper à leurs coups. On se bat, ce me semble, dans la ville : est-ce le peuple qui se soulève?

— C'est le peuple sans doute, répond le consul; mais une partie de la garnison des troupes polonaises s'est jointe au peuple...

— Ce sont mes meilleures troupes, dit le grand-duc en soupirant. Je comprends tout maintenant : la garnison polonaise en est venue aux mains avec la garnison russe? Dix mille hommes d'un côté, sept mille de l'autre. L'avantage doit rester aux Polonais...

— Monseigneur, s'écrie M. Schmidt, vous n'êtes pas ici en sûreté; je vous demande la permission de vous conduire chez de braves gens qui vous donneront l'hospitalité, sans vous connaître. Il faut, d'ailleurs, envoyer une dépêche à l'empereur de Russie, au roi de Prusse...

— Quelle sera la fureur de mon frère Nicolas contre ces endiablés Polonais! disait à demi-voix Constantin en se parlant à lui-même. Il faudra bien les faire rentrer dans le devoir! Et la princesse de Lowicz! interrompit-il tout à coup en manifestant une violente inquiétude. Est-on sûr qu'il ne lui soit rien arrivé? Si je pouvais être rassuré à ce sujet, je

prendrais mon parti du reste!... Monsieur Schmidt, n'est-ce pas elle qui vous a envoyé vers moi?

— Que Votre Altesse Impériale se tranquillise, repartit le consul : la princesse est vénérée, adorée de tout le monde; il n'y a pas lieu de s'inquiéter... Vous la reverrez, Monseigneur, vous allez la revoir!

M. Schmidt s'était dirigé vers un groupe de maisons qui formaient une sorte de colonie allemande composée d'ouvriers; le césarévitch l'avait suivi machinalement. M. Schmidt n'eut qu'à se nommer : la porte où il avait frappé s'ouvrit pour le recevoir, ainsi que son mystérieux compagnon. La famille qui habitait cette maison était sur pied, dans les transes et dans l'attente.

— J'amène avec moi, dit-il en entrant, un de mes amis, un seigneur russe qui a été surpris au milieu de son sommeil par une bande d'insurgés et qui s'est vu forcé de s'enfuir dans cet état...

— Nous trouverons bien des habits pour Monsieur le comte, objecta une vieille femme en se faisant l'interprète des sentiments de sa famille. Monsieur le comte devrait le plus vite possible changer de vêtements; car les Polonais sont déjà venus et ils pourraient revenir.

Le césarévitch s'était laissé tomber sur une chaise où il restait accablé, sans avoir l'air de voir et d'entendre ce qui se passait autour de lui : la douleur morale avait brisé son énergie.

— Monsieur Schmidt, dit-il d'un accent plaintif, je vous conjure de savoir des nouvelles de la princesse de Lowicz?

— Oh! cette bonne princesse! répéta la vieille Allemande qui avait accueilli M. Schmidt. Elle est en sûreté; quoi qu'il arrive, on ne lui ôtera pas un cheveu de la tête. Mais on raconte que le grand-duc a été tué...

— Dieu merci! non! interrompit vivement le consul, qui eût voulu imposer silence à cette langue naïve et indiscrète. Le grand-duc est maintenant à la tête de ses troupes, et j'espère que les Russes auront l'avantage sur les rebelles polonais...

— Vous pourriez bien vous tromper, Monsieur Schmidt? dit brusquement Constantin, qui ne put pas se contenir; les Russes sont braves et fidèles, mais les troupes polonaises sont les meilleures troupes de l'Empire, et rien ne résistera, j'en réponds, aux soldats que le césarévitch a formés.

— Alors, à votre avis, la révolution aurait le dessus? répliqua le chef de la famille allemande. Nous ne sommes pas de ce pays-ci, et ces choses-là ne nous regardent pas. Mais si le césarévitch n'est pas mort, comme on nous l'avait affirmé, les Polonais auront grand besoin que la princesse de Lowicz intercède pour eux auprès de l'empereur Nicolas.

M. Schmidt avait à grand'peine obtenu ce qu'il lui fallait pour écrire, et il avait écrit, sur des chiffons de papier, deux courtes dépêches, l'une adressée à l'ambassade prussienne à Saint-Pétersbourg, l'autre au gouverneur de la ville de Posen. Le grand-duc avait refusé d'écrire lui-même ou d'envoyer une dépêche particulière à l'empereur Nicolas.

— Qui sait, disait-il tout bas à M. Schmidt, comment les affaires tourneront d'ici à demain? C'est une émeute formidable, sans doute; ce ne sera, je l'espère, qu'un feu de paille; je vois la main des Sociétés secrètes, mais cette main-là n'a pas de corps.

M. Schmidt, ayant cacheté ses deux dépêches, les remit toutes deux au même courrier, à un jeune Allemand, qui ne devait pas aller au delà de Posen et qui s'engageait à y être rendu, à moins d'accident ou d'obstacle imprévu, dans la journée du 1er décembre.

Le césarévitch, ne sachant rien encore des événements qui s'étaient passés à Varsovie, n'avait pas voulu écrire à l'empereur, avant de les avoir étudiés et appréciés.

Son valet de chambre revint alors avec les gens de sa maison et plusieurs de ses aides de camp, qui lui amenaient une escorte suffisante pour sa sûreté. Dès que le grand-duc se retrouva en uniforme au milieu de ses troupes, il envoya chercher la princesse de Lowicz, qui n'avait pas quitté le palais du Belvédère, et dont la présence seule avait écarté de ce palais toute nouvelle tentative d'agression et de violence.

La princesse n'espérait plus le revoir; elle l'avait pleuré comme mort; elle ne fut rassurée, qu'en se jetant dans ses bras, avec des larmes et des sanglots :

— Monseigneur, lui disait-elle, pardonnez-moi d'être Polonaise! Dieu soit béni! le Ciel n'a pas permis que vous fussiez immolé de la main de mes compatriotes!

— Ne t'afflige pas ainsi, répondait le grand-duc, touché de la douleur de sa femme, ne te fais pas de mal, ne pleure pas, ma bien-aimée Jeanne! Les misérables qui ont voulu m'assassiner n'étaient probablement pas des Polonais!

Il approuva pleinement les instructions que la princesse avait fait donner, en son absence, aux chefs de corps qui demandaient des ordres : elle leur avait recommandé de rester sur la défensive, de repousser seulement les attaques, et de ne pas engager dans la ville un combat général, afin d'ôter tout prétexte à une calomnie qui n'avait trouvé que trop de créance dans le peuple, et qui accusait les Russes de faire main basse sur les habitants de Varsovie. Le césarévitch apprit avec horreur l'assassinat, le massacre de ses plus fidèles serviteurs, des généraux polonais qui avaient préféré mourir plutôt que de trahir leurs serments. Il les

bénit du fond de sa pensée, et des larmes roulèrent dans ses yeux. Quant aux généraux russes, Essakoff, Lange, Kichter, Engelmann et Krywkoff, etc., surpris et arrêtés violemment dans les rues de Varsovie, leur vie du moins avait été épargnée, et ils étaient prisonniers, ainsi que les colonels Gresse et Ignatieff et l'aide de camp de l'empereur, Buturlin.

Constantin, qui avait reçu les rapports des chefs de corps, tint un conseil de guerre avec quelques généraux, qui s'accordèrent à dire que rien n'était perdu et qu'il ne faudrait qu'un combat de quelques heures pour mettre à la raison les insurgés ; mais il se refusa péremptoirement à prendre l'offensive contre le peuple, et, sourd à toute espèce de représentation, il répétait sans cesse invariablement : « Je ne veux pas me mêler de cette querelle polonaise. »

En conséquence, afin de mieux prouver que les hostilités ne venaient que de la part des rebelles, il jugea convenable d'évacuer Varsovie.

L'évacuation commença sur-le-champ, et les troupes restées fidèles à leur drapeau reçurent l'ordre de se rallier, aux portes de la ville, sans entreprendre aucun mouvement agressif. Cet ordre fut ponctuellement exécuté par les régiments auxquels il parvint, et qui durent se frayer un passage, presque sans coup férir, à travers des masses d'insurgés qu'encourageait cette attitude passive et pacifique :

— Bravo ! s'écria le grand-duc, en apprenant que le régiment polonais des chasseurs à cheval de la garde n'avait pas cessé de donner des preuves de son zèle, de son dévouement et de sa bravoure : j'étais bien sûr que je pouvais compter sur mes bons soldats polonais !

Vers deux heures du matin, la ville presque tout entière était au pouvoir de l'insurrection, sauf deux ou trois posi-

tions que les troupes russes et polonaises, dévouées au grand-duc, occupèrent jusqu'au lendemain, sans combattre, sans pactiser avec les rebelles et sans vouloir rendre leurs armes. Le reste de la nuit se passa dans les transes et dans le plus affreux désordre.

Des décharges de mousqueterie et d'artillerie retentissaient par intervalles, comme si la lutte eût continué sur différents points; les officiers et les porte-enseignes parcouraient les rues, à cheval, brandissant leurs sabres et poussant des cris de guerre; Bronikowski et Wisoçki, à la tête de deux groupes de conspirateurs, provoquaient le peuple à s'armer, en annonçant que le césarévitch attaquerait au point du jour la capitale.

Des bandes de malfaiteurs se portaient, avec des torches, dans les quartiers où on leur avait désigné les demeures des hauts fonctionnaires et des familles attachées au gouvernement russe : plusieurs maisons furent saccagées, pillées, brûlées; il y eut des meurtres et des cruautés horribles. Par bonheur, la garde nationale s'organisait d'elle-même, et les habitants honnêtes s'entendirent spontanément pour réprimer ces actes odieux.

Dès minuit, Zaliwski s'était présenté audacieusement chez le prince Lubecki, ministre des finances, et l'avait sommé, au nom des conspirateurs, de convoquer à l'instant le Conseil d'administration, d'en expulser les membres qui refuseraient leur concours à la révolution, de les remplacer par des hommes ayant les sympathies et la confiance du pays, et de donner un chef à l'armée polonaise. Zaliwski osa lui dire que ses pas et ses actes seraient surveillés, et que, s'il trahissait le parti de la révolution, s'il essayait de rejoindre le césarévitch et de prêter un appui quelconque aux ennemis de la patrie, il le payerait de sa vie.

— Tu es notre complice, lui dit-il avec impudence, nous avons compté sur toi. Malheur à toi, si tu nous sers mal ou si tu refuses de nous servir !

La situation du prince Lubecki était des plus délicates : il réunit le Conseil d'administration, qui resta en séance pendant toute la nuit. Le général Chlopicki, un de ces braves généraux polonais qui s'étaient formés à l'école de Napoléon dans les grandes guerres de son règne, avait été signalé par les conspirateurs comme le chef le plus capable de diriger le mouvement national; il était désigné, d'ailleurs, au choix de tous, par son caractère honorable, par ses talents militaires et par sa popularité. Le Conseil d'administration, qui continuait d'exercer ses pouvoirs au nom de l'empereur et roi, se rendit à l'opinion de Lubecki et reconnut que le général Chlopicki était peut-être le seul homme qui fût en état d'arrêter l'insurrection et de rétablir l'ordre.

On le fit chercher partout et on eut beaucoup de peine à découvrir sa retraite. Il répondit d'abord aux offres qui lui avaient été faites directement par Zaliwski et ses complices : « Je n'accepterai jamais aucune autorité, de la part des rebelles. » Mais il se relâcha de cette résolution, quand il fut invité par le Conseil d'administration à prendre le commandement de l'armée. Après quelques hésitations nouvelles, dont les prières et les avis du prince Lubecki avaient enfin triomphé, il promit de venir bientôt se mettre à la tête des troupes insurgées et du peuple en armes.

Le prince Lubecki avait fait comprendre à ses collègues, qu'ils devaient maintenir le gouvernement du grand-duc, en faisant des concessions apparentes à l'insurrection. Le Conseil avait donc nommé un des plus dignes citoyens, le vieux Wengrzecki, président de la municipalité, et remis le

commandement provisoire de l'armée au général Paç, en l'absence de Chlopicki, qui ne s'était pas encore montré. Tout le monde semblait convaincu que le grand-duc Constantin, qui avait autour de lui sept ou huit mille hommes de ses meilleures troupes, n'était sorti de Varsovie et n'avait attendu le jour, que pour mieux réduire la rébellion, en rentrant de vive force dans la ville ou en l'obligeant, par un blocus, à faire sa soumission.

La journée du 30 novembre n'amena pas la reprise des hostilités. Le grand-duc garda ses positions aux portes de Varsovie et se tint sur la défensive, quoiqu'il eût sous la main tous les régiments russes des gardes de Lithuanie et de Wolhynie, et treize régiments d'infanterie de la garde polonaise, avec toute la cavalerie et toute l'artillerie à pied de cette garde, qui avait déjà fait preuve de fidélité.

On prétend que le prince Lubecki avait supplié le césarévitch de ne pas agir, en lui faisant espérer que le gouvernement de l'empereur serait maintenu et la révolution enrayée. Il est plus probable que le grand-duc, qui répétait à tout propos : *Abstenons-nous*, ne voulut pas exiger des troupes polonaises qui lui restaient fidèles le douloureux sacrifice de leurs sentiments de patriotisme, en les condamnant à combattre leurs compatriotes. Il avait écrit à l'empereur Nicolas, pour lui demander d'user d'indulgence à l'égard des Polonais, qui n'étaient qu'égarés par de perfides manœuvres du parti révolutionnaire et qui reconnaîtraient bientôt leurs torts en implorant son pardon.

Ce n'était pas là cependant la marche que prenaient les événements. Toute l'adresse, toute la prévoyance du prince Lubecki, avaient été mises en échec par les conspirateurs, qui étaient maîtres absolus dans Varsovie. Le Conseil d'administration, se sentant débordé et dominé par la volonté

irrésistible du peuple, invita, au nom de S. M. l'empereur Nicolas I[er], roi de Pologne, plusieurs sénateurs, que leur opposition au Gouvernement avait rendus populaires, à prendre part à la direction des affaires de l'État. C'étaient le prince Adam Czartoryski, le prince Michel Radziwil, le comte Louis Paç, Michel Cochanowski, etc.

Leur entrée en fonctions fut accompagnée de cette proclamation, rédigée par le prince Lubecki et signée par les nouveaux membres du pouvoir exécutif sous la présidence du comte Valentin Sobolewski :

« Polonais,

« Les événements aussi tristes qu'inattendus d'hier soir et de la nuit dernière ont engagé le Gouvernement suprême à s'adjoindre de nouveaux membres distingués par de nombreux services et à vous adresser une proclamation. S. A. I. le grand-duc Constantin a défendu toute intervention ultérieure aux militaires russes. Les Polonais seuls doivent réunir les esprits divisés de leurs concitoyens, mais le Polonais ne doit pas souiller sa main du sang de ses frères. Vous voudrez aussi ne pas donner au monde le triste spectacle de la guerre civile. La modération peut seule éloigner de vous les maux qui vous menacent. Rentrez dans l'ordre, dans le repos, et puissent toutes les agitations cesser avec la nuit fatale qui les a couvertes de son voile! Pensez à l'avenir, et à votre patrie si malheureuse; éloignez tout ce qui pourrait en compromettre l'existence. C'est à nous de remplir nos devoirs, en maintenant la sûreté publique, les lois et les libertés constitutionnelles attribuées au pays.

« Varsovie, 30 novembre 1830. »

Ce n'est qu'à la suite de cette proclamation, que le géné-

ral Chlopicki, qui n'avait pas encore consenti à reparaître, accepta le commandement en chef de l'armée polonaise et en prit possession aux applaudissements enthousiastes de toute la population varsovienne.

Le nouveau Conseil d'administration, à peine installé, avait cédé aux instigations du prince Lubecki, et s'était occupé d'opérer un rapprochement, qu'il jugeait utile et politique, entre le césarévitch et la cause nationale ; on en venait à des concessions réciproques, et le grand-duc offrait de se faire auprès du tzar l'intermédiaire officieux, l'interprète bienveillant des vœux de la Pologne. Le prince Lubecki, qui avait imaginé ce système de transaction amiable et qui travaillait courageusement à le faire triompher, au risque de s'exposer aux vengeances des factieux, disait hautement « qu'il fallait arranger les affaires, de manière à ce que Nicolas, roi constitutionnel de Pologne, fît la guerre à Nicolas, autocrate de Russie. » On ne lui laissa pas le temps d'atteindre son but.

Les conspirateurs, le lendemain même de l'insurrection, avaient ouvert un club patriotique qui était assez fort pour paralyser l'action du gouvernement régulier. Ce club décréta que le nouveau Conseil d'administration était composé de traîtres vendus à l'empereur Nicolas, et sous la pression de ce vote révolutionnaire, le Conseil dut alors s'épurer lui-même, en rejetant quelques-uns de ses anciens membres les plus compromis, et il nomma un Comité exécutif, qui comptait parmi ses membres le castellan Dembrowski et les nonces Joachim Lelewel, Ladislas Ostrowski et Gustave Malachowski. C'étaient eux, Lelewel surtout, qui avaient donné le mot d'ordre au club patriotique, qu'ils faisaient mouvoir à leur gré comme un puissant levier de révolution.

Lubecki eut encore l'adresse de se maintenir à son poste

et de conserver même son crédit. Il s'en servit, avec une habileté et un courage extraordinaires, pour lutter presque seul contre le déchaînement des passions populaires; il aimait véritablement son pays et il voulait le sauver, en restant fidèle à ses serments au tzar. Il ne réussit pas à réconcilier la Pologne avec le césarévitch et l'empereur.

Dans l'espace de vingt-quatre heures, la Pologne tout entière s'était soulevée et avait accepté avec un enthousiasme aveugle les faits accomplis de l'insurrection de Varsovie; tous les corps de l'armée polonaise disséminés dans les provinces arboraient la cocarde blanche, et le vieux drapeau national avait remplacé le drapeau russe, qui ne flottait plus que sur quelques forteresses.

La position du grand-duc Constantin devenait de plus en plus critique; il ne pouvait espérer d'obtenir, par le moyen du Conseil d'administration, une transaction avantageuse et honorable avec les chefs de la révolte; il ne pouvait pas davantage faire le siége de la ville et entamer des opérations militaires contre une armée qui grossissait d'heure en heure, contre une population exaltée qui ne demandait qu'à en venir aux mains avec les Russes. Bien plus, Constantin, en s'obstinant à garder ses positions aux portes de la capitale, courait risque de se voir, d'un jour à l'autre, forcé de se rendre prisonnier de guerre avec les troupes qu'il avait encore sous son commandement.

Ces troupes, qui bivouaquaient, sans tentes et sans abri, par un froid de dix degrés, depuis leur sortie de Varsovie, avaient eu à souffrir cruellement de la faim et de mille privations; elles commençaient à être entourées et menacées par des bandes de partisans répandus dans la campagne. Les troupes russes, quoique accablées de fatigue, étaient calmes et résignées; mais les troupes polonaises, parmi lesquelles

fermentait déjà un levain d'insubordination, n'obéissaient plus à leurs chefs et n'eussent opposé aucune résistance à leurs compatriotes, si ceux-ci avaient osé attaquer le grand-duc dans son camp.

Cette attaque, les conspirateurs, les meneurs de la révolution la réclamaient à grands cris, et le général Chlopicki avait beaucoup de peine à retenir l'ardeur des étudiants de l'Université, qui s'étaient formés en légion d'honneur et qui brûlaient de combattre.

Lubecki fit savoir secrètement au césarévitch, qu'une expédition s'organisait pour le surprendre pendant la nuit et que ses troupes polonaises, sur lesquelles il croyait devoir compter, ne tarderaient pas à l'abandonner ; il lui conseillait donc de prévenir cette défection, en les renvoyant à Varsovie. Le grand-duc avait, en conséquence, invité le Conseil administratif à lui faire connaître quels étaient les vœux du peuple polonais, afin qu'il pût les transmettre à l'empereur et les appuyer au besoin.

Le Conseil administratif, qui n'avait pas encore cessé d'exercer ses pouvoirs au nom du roi de Pologne, s'empressa de répondre à ces ouvertures pacifiques. Malheureusement, la députation qu'il envoya au grand-duc se composait de quatre de ses membres qui n'étaient pas animés du même esprit de conciliation et de sagesse : les princes Adam Czartoryski et Lubecki sentaient leur impuissance vis-à-vis de Ladislas Ostrowski et de Lelewel, qu'on leur avait adjoints, comme pour les surveiller.

Les quatre délégués étaient chargés d'une mission bien pénible et bien délicate : ils venaient déclarer au grand-duc, que la Pologne insurgée osait dicter des conditions à son souverain ; elle consentait à se replacer sous le protectorat du tzar, si on lui rendait la Constitution que l'empereur Alexan-

dre lui avait donnée, si on supprimait l'acte additionnel de cette Constitution, si on lui restituait les anciennes provinces polonaises, la Lithuanie, la Wolhynie, etc., incorporées à la Russie depuis le Partage de 1774, et si l'empereur effaçait la trace des derniers événements par une amnistie complète et irrévocable.

Dans la soirée du 2 décembre, Constantin reçut les quatre délégués, à son quartier-général, qu'il avait transporté, le matin même, dans le village de Wirzba, à un mille de Varsovie. Il n'avait pas attendu l'arrivée de cette députation, pour donner l'ordre aux généraux Kurnatowski, Zimirski et Krasinski, de ramener le lendemain à Varsovie leurs régiments déliés du serment de fidélité.

Le césarévitch fit aux envoyés un accueil poli, mais froid et sévère. La princesse de Lowicz avait voulu assister à cette conférence, qui ne dura pas moins de cinq heures. Ce fut sa présence sans doute qui empêcha plus d'une fois le grand-duc, poussé à bout, de se livrer à un accès de colère et de rompre toute négociation, pour en appeler au sort des armes.

Un regard de la princesse et quelquefois un seul mot sorti de sa bouche imposaient le respect aux envoyés polonais, la prudence et la modération au césarévitch. Jamais son influence et son autorité ne furent plus bienfaisantes que dans ce périlleux entretien.

Le césarévitch eut la patience d'écouter, sans emportement, les étranges conditions que la Pologne prétendait imposer à son roi, avant de rentrer dans le devoir. Il laissa parler longuement les orateurs, Lelewel surtout, qui traita la question comme une question d'histoire et d'économie politique. Il évita de s'engager dans une discussion théorique et il répondit avec calme, avec indifférence, qu'il n'a-

vait pas le droit de formuler même un avis à l'égard des vœux exprimés au nom de la nation polonaise :

— L'empereur est le maître, ajouta-t-il; je ne suis ici que le premier de ses sujets. L'empereur décidera, en temps et lieu, selon sa volonté suprême.

Lelewel insistait, d'une manière peu décente, pour que le grand-duc se prononçât personnellement en faveur de la réunion des anciennes provinces polonaises au royaume de Pologne.

— Monsieur, lui dit brusquement Constantin, j'aurais pu partager votre avis et approuver vos raisons antérieurement aux funestes événements du 29 novembre. Aujourd'hui, je dois, je veux rester neutre et ne plus m'occuper de la Pologne, que pour lui faire trouver grâce devant l'empereur.

— Nous ne demandons pas de grâce! s'écria brutalement Lelewel.

— Je ne parle que des coupables, reprit avec dédain Constantin.

— Il n'y a pas de coupables! répéta fièrement Ostrowski.

— Alors à quoi bon une amnistie? répliqua le grand-duc, à qui la princesse de Lowicz faisait signe de ne pas envenimer le débat.

— Messieurs, je vous en conjure, dit-elle d'une voix douce et gémissante, n'oubliez pas que nous avons tous à cœur de servir la cause de la Pologne, chacun suivant ses forces et ses moyens. Je vous réponds des intentions de Son Altesse Impériale.

Les députés, par l'organe du prince Adam Czartoryski, abordèrent un autre point de leurs instructions : ils sondèrent le grand-duc sur ses projets ultérieurs et lui deman-

dèrent s'il n'avait pas ordonné à l'armée de Lithuanie d'entrer en Pologne. Constantin ne fit aucune difficulté de répondre que non-seulement il n'avait pas appelé l'armée de Lithuanie, mais encore qu'il avait supplié l'empereur de ne point faire entrer cette armée en Pologne, par des motifs qui devaient avoir quelque influence sur la décision de Sa Majesté. Il ajouta qu'il n'avait pas voulu et qu'il ne voulait pas assiéger Varsovie; il avait, d'ailleurs, congédié les troupes polonaises qui l'avaient suivi dans son mouvement hors de la ville : il n'avait plus que des troupes russes autour de lui et il ne songeait qu'à retourner avec elles en Russie, sans être forcé de prendre l'offensive.

Lubecki profita de ces dispositions conciliantes du grand-duc, pour lui annoncer que le général en chef de l'armée polonaise était prêt à lui promettre, sur la foi de l'honneur polonais, qu'il ne serait pas inquiété dans sa retraite.

Constantin aurait souhaité qu'on traitât de l'échange des prisonniers, car il répugnait à s'éloigner, en laissant à la merci des rebelles dix ou quinze généraux et officiers russes, dont les insurgés s'étaient emparés par surprise ou par trahison et qui se trouvaient détenus dans les prisons de Varsovie. Lelewel eut l'audace d'objecter que la révolution avait besoin d'otages.

Lubecki l'interrompit, en lui disant à voix basse que cette conférence avait assez duré, que leurs instructions étaient remplies et qu'ils devaient retourner à Varsovie, où leur absence trop prolongée pouvait donner lieu à de fâcheuses suppositions.

Lelewel tira sa montre et dit, en regardant l'heure : *Pas encore!*

Ces mots furent entendus par la princesse de Lowicz qui les interpréta dans le sens d'un complot près d'éclater : elle

se leva tout émue et vint parler bas au grand-duc, qui termina la séance précipitamment.

— Tout est convenu! dit-il, la main sur la garde de son sabre; vous avez ma parole, comme j'ai la vôtre. Il y a trêve ou suspension d'armes entre les Russes et les Polonais. Dans le cas où l'on voudrait recommencer les hostilités, on se préviendrait réciproquement quarante-huit heures à l'avance...

— Monseigneur! s'écria le prince Lubecki, en lui présentant un papier écrit : Votre Altesse Impériale verrait-elle un inconvénient à signer ceci?

Constantin prit le papier, en lut le contenu, réfléchit un instant et signa; il fit ensuite passer sous les yeux de sa femme la proclamation suivante, avant de la remettre toute signée à Lubecki :

« Je permets aux troupes polonaises qui sont restées fidèles jusqu'au dernier moment auprès de moi, de rejoindre les leurs.

« Je me mets en marche avec les troupes impériales pour m'éloigner de la capitale, et j'espère de la loyauté polonaise, qu'elles ne seront point inquiétées dans leurs mouvements pour rejoindre l'Empire. Je recommande de même tous les établissements, les propriétés et les individus, à la protection de la nation polonaise, et les mets sous la sauvegarde de la foi la plus sévère.

« CONSTANTIN.

« Varsovie, le 3 décembre 1830. »

Lubecki, se tournant alors vers ses collègues, leur montra cette proclamation, qui fut affichée le soir même à Varsovie.

— Il est bien juste, leur dit-il, que Son Altesse Impériale, qui a manifesté tant de bon vouloir pour la Pologne, se retire en sûreté avec ses troupes et soit placée inviolablement sous la sauvegarde de la nation.

— Messieurs, dit le césarévitch en prenant congé d'eux, faites savoir de ma part à vos concitoyens, qu'en rendant compte à Sa Majesté de tout ce qui s'est passé, je ne manquerai pas de solliciter pour tous le pardon et l'oubli.

Telles furent les dernières relations du grand-duc Constantin avec les représentants de la révolution polonaise.

Après le départ des délégués du Conseil administratif, Constantin manda près de lui les généraux et les officiers polonais qu'il renvoyait à Varsovie : il leur fit ses adieux avec effusion, en les remerciant de leurs loyaux services et en leur disant qu'il n'eût jamais voulu les contraindre à employer leurs armes contre leur patrie.

— Et maintenant, mes amis, à la grâce de Dieu ! ajouta-t-il, les larmes aux yeux. Quand nous reverrons-nous ! Que décidera l'empereur !

Plusieurs de ces officiers, entre autres le général Krasinski et le colonel Turno, demandèrent au grand-duc la permission de l'escorter jusqu'à la frontière avec une division des chasseurs à cheval polonais.

Une dépêche du prince Lubecki, arrivée dans la nuit, avertit le grand-duc, que Zaliwski, Wisoçki et d'autres conspirateurs préparaient une expédition pour venir l'attaquer dans son camp et que des ordres avaient été envoyés aux commandants des garnisons voisines pour fermer le passage aux troupes russes.

CLX

Le petit corps d'armée du césarévitch se mit en marche presque aussitôt, en suivant la rive gauche de la Vistule : les eaux étaient hautes et charriaient des glacons ; le passage du fleuve avec des barques eût été dangereux et difficile. On proposait d'attendre que le fleuve fût entièrement gelé, pour le traverser sur la glace ; mais attendre cinq ou six jours, peut-être davantage, au milieu des populations insurgées, c'était s'exposer à soutenir une lutte inégale. Le grand-duc n'hésita donc pas à continuer sa retraite le long du fleuve, en cherchant un gué ou en réunissant des barques et des matériaux pour construire un pont.

Mais déjà des émissaires, partis de Varsovie, étaient allés à Pulawi, à Granica, à Baranow et dans toutes les localités riveraines défendre aux habitants, sous peine de mort, de fournir au grand-duc les moyens de passer la Vistule. C'était en face de Pulawi que les officiers du génie russes avaient le projet de faire un pont. La construction de ce pont rencontra les plus grandes difficultés ; non-seulement les habitants refusaient, même à prix d'argent, d'obéir aux réquisitions faites au nom du césarévitch, mais encore un capitaine Rscheperki s'était porté, avec un parc d'artillerie,

vers l'endroit où l'on construisait le pont, et il semblait vouloir s'opposer de vive force au passage de la petite armée russe.

Le grand-duc avait été retenu vingt-quatre heures à Gora; car la princesse de Lowicz, brisée par la fatigue, les émotions et le chagrin, était tombée malade, en route : elle eut pourtant l'énergie de surmonter la douleur physique, et de suivre dans sa voiture le mouvement de retraite des troupes. Elle sentait qu'elle pouvait être, au besoin, leur ange gardien et celui de son mari.

La marche des troupes s'effectuait donc avec beaucoup de lenteur et de circonspection. Les hulans de la garde, cinq cent quarante hommes à cheval et soixante environ à pied, avec trois escadrons complets de cuirassiers, formaient l'avant-garde; le corps principal se composait d'un régiment incomplet de la garde wolhynienne, et de la 5e batterie d'artillerie à pied, avec quatorze pièces de canon et leurs fourgons bien garnis de munitions; une trentaine de chariots de bagages, quelques-uns occupés par des femmes, précédaient la voiture de la princesse de Lowicz. Immédiatement après cette voiture fermée, le grand-duc s'avançait à cheval, accompagné de quatorze ou quinze officiers généraux de différentes armes. Deux escadrons de hussards et l'artillerie à cheval faisaient toute l'arrière-garde.

Voilà ce qui restait, sous les ordres du césarévitch, de cette nombreuse et admirable armée qu'il s'était plu à instruire, à perfectionner lui-même. Une partie de cette armée, il est vrai, était polonaise, et il l'avait rendue à la Pologne avec une imprudente générosité. Il se regardait encore cependant comme le chef de ces troupes qui étaient prêtes à tourner leurs armes contre lui, et quand il trouvait sur la route quelques soldats polonais rejoignant leurs corps,

il les appelait à l'ordre, les passait à l'inspection, et leur recommandait de ne pas oublier les bons conseils qu'il leur avait donnés pour le service.

— Ce sont là mes enfants ! disait-il à ses généraux ; c'est moi qui leur ai appris à faire l'exercice ! Il faut bien l'avouer, Messieurs, l'armée polonaise est la première armée du monde !

Au contraire, s'il rencontrait des détachements de paysans à peine armés, qui avaient été levés en masse par leurs seigneurs, et qui s'en allaient, à moitié ivres, chamarrés de rubans et de cocardes blanches, chantant des refrains nationaux, il détournait la tête et feignait de ne pas les voir.

La lenteur de sa marche fut considérée, par ses ennemis, comme une tactique qui lui permettrait d'attendre un retour de fortune et de reprendre l'offensive.

On ne savait pas qu'il avait enjoint aux commandants des garnisons de Bialystock, de Grodno, et des principales villes fortes de la Wolhynie, de ne pas songer à lui envoyer des renforts, et de se contenter de fermer hermétiquement la frontière. Le grand-duc, il est vrai, put s'aboucher avec plusieurs généraux polonais qui avaient été mandés à Varsovie, et qui s'y rendaient, encore indécis sur la conduite qu'ils devaient tenir. Il ne chercha pas à les attacher à son parti ; mais il leur conseilla de respecter la souveraineté de l'empereur, dans l'intérêt de leur patrie.

— J'ai l'espoir, disait-il en s'abusant lui-même, que tout s'arrangera pour le mieux, si vous êtes sages, si vous n'exigez pas des choses impossibles, si vous ne poussez pas à bout l'empereur !

La proclamation que Lubecki avait fait signer au grand-duc sauva le prince et son armée. Le général Chlopicki se regarda dès lors comme engagé, par une convention sacrée,

à protéger le césarévitch et les troupes qui l'accompagnaient, et il déclara solennellement que quiconque oserait entreprendre quelque acte de violence ou de trahison à leur égard commettrait un crime contre le droit des gens. On distribua des ordres en conséquence sur toute la route que devait suivre Constantin. Les autorités supérieures civiles et militaires étaient invitées à garder la plus stricte neutralité vis-à-vis des Russes, à leur procurer des vivres, et à éviter toute espèce de conflit avec eux.

Grâce à ces mesures de prudence, le grand-duc ne trouva aucun obstacle insurmontable dans sa retraite ; le passage de la Vistule eut lieu, sans accident, les 5 et 6 décembre, en face de Pulawi.

Le césarévitch devait passer la nuit à l'abbaye de Sieciechow, car la princesse de Lowicz était plus souffrante, et son état exigeait un repos absolu.

Dans la soirée du 5 décembre, arriva un envoyé du Conseil administratif de Pologne, nommé Wolicki, lequel avait mission de faire exécuter les ordres du gouvernement provisoire, pour que le grand-duc et son escorte ne fussent pas inquiétés. Wolicki demanda et obtint aussitôt une audience du grand-duc.

Constantin avait quitté son uniforme ; il était en robe de chambre blanche, debout près d'une cheminée, le visage altéré, les yeux injectés de sang :

— Pardonnez-moi de vous recevoir de la sorte, dit-il à Wolicki, mais c'est la première fois, depuis mon départ de Varsovie, que je me suis déshabillé pour me reposer un peu. Voilà six jours et six nuits ! ajouta-t-il avec un soupir.

On voyait sur ses traits fatigués l'empreinte d'une profonde tristesse. Il regarda fixement Wolicki, sans l'interroger sur l'objet de sa visite.

Wolicki lui remit une ordonnance du Conseil, qui notifiait que le passage de la Vistule serait libre pour le grand-duc et ses troupes. Constantin froissa le papier dans ses mains et dit avec impatience :

— On m'a déjà fait connaître cette décision du Conseil; je ne vous en remercie pas moins. Au reste, mes troupes passent le fleuve en ce moment, et je ne crois pas qu'on s'avise d'y faire obstacle.

Il s'informa ensuite de ce qu'il y avait de nouveau à Varsovie. Wolicki lui répondit que tout était rentré dans l'ordre; il ajouta que l'effervescence populaire aurait beaucoup diminué, si la proclamation du césarévitch eût contenu quelques promesses, quelques paroles de conciliation et de paix.

— Que veulent-ils de moi? s'écria le prince avec vivacité. J'ai dit tout ce que je pouvais dire. Je n'avais pas le droit de m'engager pour un autre... J'ai promis d'intervenir auprès de l'empereur, en faveur des Polonais. C'est tout ce que je puis faire. Dites-le à ceux qui vous envoient. Je tiendrai ma promesse; je suis un homme franc, et certes on ne m'accusera jamais de duplicité. Au surplus, pour moi, malgré l'outrage inouï qu'on m'a fait dans ma propre maison, j'ai tout oublié, tout!

Wolicki s'empressa de déclarer que l'odieux attentat dont le grand-duc avait failli être victime dans la soirée du 29 novembre, ne devait pas être imputé à la nation polonaise.

— Je le sais, Dieu merci! interrompit Constantin, mais il n'en faut plus parler, puisque j'ai tout oublié; car je suis au fond meilleur Polonais que vous tous. Je suis marié à une Polonaise; je suis établi parmi vous depuis quinze ans; j'ai parlé si longtemps votre langue, que je puis à peine

aujourd'hui m'exprimer en russe ; enfin, je vous ai donné des preuves de ma sympathie, en défendant à mes troupes de tirer contre les rebelles. Si j'avais voulu, si j'avais cédé aux conseils, aux prières de mon état-major, on vous aurait anéantis dans cette fatale nuit... Mais non, j'ai pensé que les Russes n'avaient rien à faire dans une querelle polonaise. Que vous dirai-je de plus? J'aurais désiré que nous pussions rester parmi vous... Mais on m'a sommé de partir, on m'a menacé au milieu de mes troupes... Il y avait eu déjà trop de sang versé. Je n'ai pas permis qu'on en versât davantage. Vous le voyez, je me retire, et j'attendrai les ordres de l'empereur.

Le césarévitch s'était exalté en parlant ; il avait les yeux pleins de larmes et la voix pleine de sanglots. Wolicki, que l'émotion gagnait, osa lui demander pourquoi il avait refusé de se mettre à la tête des troupes polonaises et de rentrer à Varsovie en reconnaissant la révolution.

— Votre révolution teinte de sang et souillée de rapines ! s'écria le grand-duc indigné. La postérité accusera de barbarie cette nation polonaise que j'aimais tant. C'est là ce qui m'afflige le plus. N'avez-vous pas honte de supposer que je pouvais être rebelle à mon souverain? Mes devoirs sont tracés, et j'y serai fidèle.

Wolicki lui demanda s'il n'avait pas de communications à transmettre au Conseil administratif, qui serait heureux de lui montrer autant de respect que de déférence.

— Avez-vous vu en quel état sont mes pauvres troupes? reprit amèrement le grand-duc. Depuis six jours le soldat marche et bivouaque, par ce froid terrible, sans vêtements d'hiver, sans nourriture... Nous avons bien été obligés de prendre de force quelques provisions qu'on ne voulait pas nous vendre, et de brûler quelques cabanes pour nous

chauffer... J'aurai soin que tout soit payé. On eût été bien aise peut-être de nous voir mourir gelés sur les routes! Oh! les Polonais sont des ingrats!

La princesse de Lowicz, qui était alitée dans la pièce voisine, entendait les éclats de voix du prince, et craignant qu'il ne se laissât emporter aux violences de son caractère, elle se montra dans la chambre pour faire cesser cette discussion intempestive et inutile.

— Princesse, lui dit le grand-duc, je vous présente M. Wolicki qui m'apporte de bonnes paroles de la part du Conseil administratif.

La princesse, qui avait à peine la force de se soutenir, pria son mari de ne pas prolonger un entretien pénible, et se retira.

— Pauvre princesse! s'écria Constantin en gémissant. Elle est inconsolable; elle ne vous pardonne pas, elle, ce qui s'est passé. Eh! pourtant quel courage! quelle résignation! Elle partage nos privations et ne se plaint jamais. Elle souffre patiemment avec nous, mais elle pleure jour et nuit; elle en meurt... Je n'accuse personne, ajouta-t-il en changeant de conversation; cependant il y a eu d'abominables choses, trahison sur trahison!... On avait dit à l'empereur Alexandre qu'il avait tort d'armer les Polonais et que ses bienfaits seraient un jour tournés contre lui. La prédiction s'est réalisée; les troupes polonaises que j'avais formées moi-même, ont fait le succès de la conspiration...

Les récriminations du grand-duc furent interrompues par les gémissements de la princesse de Lowicz qui se trouvait mal; il se précipita dans la chambre où elle était, et il lui prodigua les plus tendres caresses, les soins les plus attentifs, en lui répétant avec tendresse qu'il ferait tout au monde pour que l'empereur pardonnât aux Polonais.

Les Russes avaient supporté d'intolérables privations; plusieurs y succombèrent; un grand nombre resta en arrière; quelques-uns furent lâchement massacrés.

Chaque pas que le grand-duc faisait en avant, pour sortir du royaume de Pologne, soulevait une difficulté ou une menace, car l'idée de s'emparer de lui et de le garder en otage, avait germé dans bien des têtes, et beaucoup de patriotes fanatiques auraient volontiers, d'un infâme guet-apens, fait leur point d'honneur. Le prince Lubecki veillait de loin sur les jours du césarévitch et il eut le bonheur de le couvrir de l'égide du Gouvernement national.

Roman Soltyk et d'autres citoyens, d'ailleurs estimables, offrirent à Chlopicki, par l'entremise du comte Ostrowski, maréchal de la Diète, de tenter un coup de main, pour faire prisonniers Constantin et ses troupes; Chlopicki répondit à cette offre, que le grand-duc était sous la sauvegarde de la nation, tant qu'il aurait le pied sur le sol polonais :

— J'enverrai pieds et poings liés à la princesse de Lowicz, dit-il, ceux qui voudraient attenter à la vie ou à la liberté de son mari.

Le grand-duc hésitait souvent sur la route qu'il choisirait ; il se décidait toujours d'après les conseils de Lubecki. Il s'arrêta une demi-journée au château de Lubartow, appartenant à la comtesse Malachowska; il passa vingt-quatre heures à Pulawi, pour avoir une conférence avec la princesse Czartoryska, qui résidait, aux environs, dans ses terres; cette conférence n'eut pas les heureux résultats qu'il en avait espéré. Aussi, la voiture de la princesse de Lowicz, qui était toujours fort souffrante, passa devant le château de la princesse Czartoryska et ne s'y arrêta point.

La retraite des troupes continua par la route de Konskieywol, en se dirigeant sur Lubartow. On peut croire,

comme le répétaient les orateurs des clubs à Varsovie, que le césarévitch avait eu le projet de se retirer dans une place forte, soit à Lublin, soit à Zamosc, pour y maintenir le gouvernement de l'empereur, jusqu'à ce que les armées russes fussent prêtes à entrer en Pologne ; mais il dut abandonner ce projet, en apprenant que Zamosc et Lublin étaient au pouvoir de l'insurrection et en voyant que chaque jour ajoutait aux dangers de sa marche à travers le pays soulevé et frémissant. Ses troupes, d'ailleurs, manquaient de tout ; un complot semblait organisé sur leur passage, pour leur refuser du fourrage et des vivres, et pour les forcer à s'en procurer par la violence, ce qui eût motivé contre elles un appel aux armes.

Parmi les officiers qui étaient restés au service du grand-duc, il y avait des Lithuaniens affiliés aux Sociétés secrètes et qui étaient impatients de retourner à Varsovie ; quand ils rencontraient des agents du parti révolutionnaire envoyés par les clubs pour surveiller les mouvements du césarévitch : « Il vous échappera ! disaient-ils. Détachez donc quelques escadrons polonais pour arrêter notre marche, et nous vous abandonnons Constantin ! »

Le général Rosen, qui commandait l'armée de Lithuanie rassemblée sur la ligne du Bug, avait été averti du péril croissant que couraient le grand-duc et ses troupes : il lui fit demander à plusieurs reprises la permission de venir au-devant de lui avec quelques milliers d'hommes, sinon avec tout un corps d'armée. Mais Constantin lui défendit expressément de mettre le pied dans le royaume de Pologne : il tenait à honneur, disait-il, lors même qu'on manquerait à tout engagement à son égard, d'exécuter la promesse qu'il avait faite au Conseil d'administration.

Les clubs de Varsovie ne se déchaînaient pas moins contre

le césarévitch, auquel ils prêtaient les intentions les plus perfides : ils avaient annoncé coup sur coup que l'armée de Lithuanie était en marche sur Varsovie. Le général Chlopicki se vit contraint d'envoyer son aide de camp, Ladislas Zamoyski, au général Rosen, avec prière de ne pas ordonner à son armée de passer la frontière, avant de connaître les résultats de la mission du prince Lubecki auprès du tzar. Rosen répondit sèchement qu'il n'avait pas reçu d'ordre et qu'il se conformerait aux instructions du césarévitch.

Le général Chlopicki suppliait respectueusement le grand-duc de hâter sa retraite et de ne pas donner aux conspirateurs un prétexte d'attaque déloyale contre sa personne.

On avait, en effet, répandu parmi le peuple les calomnies les plus atroces contre le grand-duc Constantin, et ces calomnies avaient trouvé partout des échos complaisants, si grossières et si ridicules qu'elles fussent. On racontait que le grand-duc, au moment d'évacuer la capitale, avait fait enlever une vingtaine de prisonniers d'État qui gémissaient depuis des années dans les prisons souterraines du Belvédère.

Au nombre de ces prisonniers, que le grand-duc emmenait avec lui, on disait avoir reconnu le malheureux Lukasinski, l'organisateur des premières Sociétés secrètes polonaises, condamné en 1819 à une captivité perpétuelle. Or, Lukasinski, enfermé d'abord dans la citadelle de Zamosc, y avait subi une seconde condamnation pour avoir tramé un nouveau complot, à la suite duquel il avait été transporté en Sibérie, où il était encore et où il mourut. Mais on s'obstinait à soutenir que Lukasinski était toujours le triste objet des vengeances implacables de Constantin : on l'avait vu défiguré par la souffrance, hideux de maigreur, avec ses cheveux blancs épars et sa longue barbe inculte, couvert de haillons, se traînant pieds nus derrière un canon auquel

était rivée sa chaîne ! On eut même l'infamie de supposer une lettre qu'il aurait écrite à ses compatriotes, en les adjurant de le délivrer des mains de ses bourreaux !

Le peuple accepta comme une pieuse légende cette monstrueuse invention des ennemis du grand-duc Constantin et de la Russie.

Ce ne fut pas la seule histoire de prisonniers et de cachots, que la voix populaire répéta dans tous les carrefours de Varsovie. On assurait avoir trouvé, dans les casernes de l'artillerie, des cachots murés et des prisonniers à moitié morts de faim !

Le général Essakoff, qui était alors prisonnier lui-même et qui, en sa qualité de commandant de la garde wolhynienne, fut accusé d'avoir commis ces cruautés, répondit fièrement dans les journaux : « C'est une calomnie qui offense autant mon honneur qu'elle fait injure à mon humanité. » Les journaux de la révolution n'hésitèrent pas à renvoyer au grand-duc la responsabilité d'un fait odieux, qui ne reposait que sur leurs allégations mensongères.

L'irritation ne faisait que s'accroître contre le césarévitch, dont la persistance à prolonger son séjour en Pologne n'accusait que trop le dessein qu'on lui prêtait de méditer un retour offensif sur Varsovie et d'y préparer même, avec l'aide de ses agents, une contre-révolution.

Constantin avait changé plusieurs fois son itinéraire, tantôt pour éviter de mauvais chemins, tantôt pour ne pas tomber au milieu des levées en masse et des corps de troupes de l'armée polonaise : il allait de Lubartow à Kock, et il semblait hésiter sur le point de la frontière où il voulait arriver ; plus il s'en approchait, plus il ralentissait sa marche : ses troupes souffraient du froid plus encore que de la faim ; les hommes tombaient malades, les chevaux mouraient, et

pourtant le grand-duc, au risque de voir sa petite armée se fondre et s'anéantir, ne songeait pas à quitter son bivouac, qu'il avait établi comme une espèce de camp retranché aux environs de Parczow, à dix werstes du Bug et de la frontière.

Une dépêche du prince Lubecki mit un terme à ses indécisions. Lubecki lui faisait savoir que l'armée de Lithuanie pouvait se révolter d'une heure à l'autre, car elle avait dans son sein un grand nombre d'officiers appartenant aux Sociétés secrètes et obéissant ainsi à l'impulsion révolutionnaire des conspirateurs de Varsovie. Le grand-duc n'avait donc pas de temps à perdre pour prendre des mesures énergiques contre la rébellion imminente de l'armée lithuanienne.

Lubecki annonçait, en outre, qu'il était chargé d'une mission conciliatrice auprès de l'empereur, et qu'il avait besoin d'en conférer avec Son Altesse Impériale, avant de se rendre à Saint-Pétersbourg. Il le priait donc de lui donner audience, ainsi qu'à son collègue, le nonce Jezierski, lors de leur passage en Wolhynie. Le grand-duc comprit que le moindre retard pourrait entraîner des malheurs irréparables : il écrivit au général Rosen, en lui ordonnant de faire arrêter les officiers dont il lui envoyait les noms, d'après une liste que le prince Lubecki avait obtenue d'un de leurs compatriotes; il l'avertissait en même temps d'exercer la plus minutieuse surveillance dans les régiments lithuaniens, où fermentait la révolte.

Aussitôt il donna l'ordre de diriger vers la frontière la plus voisine les troupes qui ne l'avaient pas abandonné, et dont plusieurs corps avaient été recrutés dans les provinces lithuaniennes; il monta lui-même à cheval pour presser la marche de sa petite armée : des avis officieux l'avaient pré-

venu que le colonel Kicki, après s'être emparé de Modlin en désarmant les escadrons de la réserve russe, réunissait des volontaires et attendait de Lublin et de Zamosc plusieurs régiments polonais, avec lesquels il se proposait d'empêcher le césarévitch de se retirer en Wolhynie.

On était enfin au bord du Bug, en face de la ville de Wlodawa, et le général Rosen, à la tête d'une forte division de cavalerie et d'artillerie, venait à la rencontre du grand-duc. Le passage du Bug, qui était gelé, s'effectua sans difficulté et sans accident : Constantin avait jusqu'au dernier moment espéré, comme il l'avait demandé en renvoyant les troupes polonaises et en les déliant du serment de fidélité, que tous les prisonniers russes lui seraient rendus et que les généraux, qui étaient tombés dans les mains des insurgés pendant la soirée du 29 novembre, recouvreraient leur liberté. Il avait voulu que la princesse de Lowicz, toujours malade et alitée dans une voiture fermée, précédât les troupes et sortît la première du royaume de Pologne ; il voulut en sortir le dernier, après avoir présidé en personne au passage des troupes, de l'artillerie et des bagages. Il restait seul avec son état-major sur le sol polonais, lorsqu'il congédia son aide de camp, le colonel Turno, qui n'avait pas consenti à le quitter avant de le savoir en sûreté; il l'embrassa cordialement, en lui disant avec émotion :

— Dites de ma part à vos compatriotes, qu'ils me trouveront toujours, comme un ami et un défenseur, entre eux et mon auguste frère; mais conseillez-leur de se repentir et d'implorer leur pardon : il en est temps encore. Plus tard, mon intervention en leur faveur deviendra inutile, et je n'obtiendrai pas la grâce des coupables.

— Monseigneur, répondit le colonel Turno, je suis bien

sûr que votre Altesse Impériale fera tous ses efforts pour empêcher l'effusion du sang, et j'ose espérer qu'elle recommandera la Pologne à la clémence de l'empereur.

Le colonel Turno ne put modérer son émotion en adressant ses adieux au grand-duc ; mais tout à coup, essuyant ses larmes, il arracha de son chapeau le plumet d'uniforme qui était le signe distinctif de ses fonctions d'aide de camp.

— Monseigneur ! s'écria-t-il, recevez maintenant ma parole d'honneur que je quitte aujourd'hui ce signe pour ne le reprendre jamais !

Puis, il tourne bride en criant : *Vive la Pologne !* s'éloigne au galop et disparaît au milieu des neiges.

En arrivant à Wlodawa, dans la journée du 13 décembre, le grand-duc Constantin adressa un rapport à l'empereur, pour lui rendre compte de toutes les circonstances qui avaient accompagné la retraite des troupes russes, depuis l'évacuation de Varsovie. Ce rapport, dans lequel le grand-duc avait essayé, dit-on, d'atténuer les torts des Polonais, et de les recommander à la clémence impériale, comme il l'avait promis au colonel Turno, ne fut jamais publié ; il n'en parut que des extraits dans les journaux prussiens, et l'on s'étonna d'y trouver cette phrase, qui n'était qu'une plainte échappée à un profond sentiment d'indignation et de colère : « La mauvaise foi et la trahison de l'armée polonaise ont forcé le césarévitch à quitter la Pologne. »

Ce fut là sans doute la seule parole amère et vindicative que le grand-duc ait jamais fait entendre à l'égard de cette armée polonaise, qui avait été son idole, et qui, malgré l'ingratitude qu'il lui reprochait, eut le privilége de conserver ses sympathies et son affection.

CLXI

Cependant la révolution, inaugurée à Varsovie par le complot et la révolte du 29 novembre, avait déjà subi de rudes alternatives et de brusques métamorphoses : la lutte était engagée, dès le premier jour, entre trois partis distincts qui tendaient à s'annihiler et à se détruire l'un l'autre, et qui devaient être aux prises, sans paix ni trêve, pendant toute la durée de cette fatale révolution.

Le parti extrême, qui s'intitulait parti populaire, parce qu'il s'appuyait sur le peuple, n'était pas le plus nombreux, mais il était le plus actif et le plus redoutable, à cause de ses accointances avec les Sociétés secrètes : il avait fait la révolution, et il entendait la diriger, la développer, l'exploiter à son profit.

Le parti conservateur se composait surtout des classes bourgeoises et des fonctionnaires publics, qui, même en acceptant la révolution comme un fait accompli, n'avaient pas entendu se séparer du gouvernement de l'empereur, et ne craignaient rien tant qu'une brouille définitive avec la Russie.

Enfin, le parti national comprenait non-seulement la plus grande partie de la noblesse, mais encore toutes les fa-

milles, tous les citoyens, qui se souvenaient de l'héroïque Kosciusko, et qui rêvaient la résurrection de la vieille Pologne. Ils n'avaient pas trempé dans le complot du 29 novembre ; ils auraient refusé peut-être de donner les mains à l'insurrection ; mais le complot mené à bonne fin, et l'insurrection victorieuse, ils trouvaient juste d'en faire profiter la nation et d'en réclamer les conséquences dans l'intérêt de l'indépendance de la Pologne.

Le parti national formait donc, en raison de ses forces effectives et des ressources matérielles de son dévouement, la puissance réelle de la révolution, d'autant plus qu'il pouvait compter, en certaines circonstances, sur l'adhésion apparente et l'appui indirect du parti conservateur, qu'on appelait le parti russe. Ce parti avait été représenté, dès les premières heures du triomphe de la révolte, par le prince Lubecki, ministre des finances, qui, grâce à ses liaisons avec Joseph Zaliwski et quelques autres conspirateurs, s'était trouvé assez fort pour maintenir en principe, sinon en fait, l'autorité du Conseil d'administration et la souveraineté de l'empereur de Russie.

Lubecki avait ensuite, de sa propre initiative, introduit dans le Conseil plusieurs nouveaux membres, désignés ou choisis par le parti populaire et le parti national ; il avait placé à la tête de l'armée le général Chlopicki, qui lui promettait un puissant auxiliaire dans tout ce qu'on voudrait entreprendre pour réconcilier la Pologne avec le tzar ; mais cette habile combinaison avait échoué à moitié devant la protestation simultanée de la populace, des clubs et des Sociétés secrètes.

Le soir du 1er décembre, Zaliwski et son ami Urbanski avaient osé pénétrer dans la salle où siégeait le Conseil administratif. Chlopicki, sombre et menaçant, s'était avancé

vers eux, la main sur la poignée de son sabre, et leur avait demandé ce qu'ils voulaient.

— Le Conseil suprême est formé, répondit effrontément Zaliwski, le généralissime est nommé; mais comme on ne prend aucune mesure énergique, il est de notre devoir, à nous les premiers révolutionnaires, de veiller aux intérêts de la révolution et d'amener les choses à leur but. Nous sommes donc venus, au nom du peuple...

— Qu'on arrête ces deux perturbateurs! interrompit Chlopicki, tremblant de colère; qu'on les conduise en prison!

— Pour vous prouver que je sais respecter les lois, reprit Zaliwski, je vous remets mon épée, car je ne suis point un perturbateur; mais rappelez-vous, général, que je vous parle, au nom du peuple, au nom de l'armée, au nom des véritables auteurs de la révolution!

Zaliwski et Urbanski furent conduits à la maison d'arrêt; mais, la nuit même, on vint leur rendre leurs épées et on les ramena devant Chlopicki, qui les pria d'oublier la scène de la veille, en leur disant qu'il ignorait alors les services que l'un et l'autre avaient rendus à la patrie. Il les embrassa et les présenta lui-même au Conseil suprême.

C'était Lubecki qui avait fait comprendre au général, que la situation lui conseillait d'user de plus grands ménagements à l'égard des principaux chefs de l'insurrection du 29 novembre.

— Eh bien! dit le général en s'adressant à Zaliwski, le Conseil vous prie d'assister à ses délibérations, et de l'éclairer de vos lumières, puisque vous êtes un des auteurs de notre grande révolution.

Zaliwski se mit aussitôt à exposer, avec une orgueilleuse assurance, ses théories révolutionnaires; il déclara que c'é-

tait trahir la patrie que de laisser le césarévitch se retirer, sain et sauf, avec les troupes russes, à travers la Pologne.

— Il nous faut un otage! dit-il en s'exaltant; s'il refuse de se rendre, son corps d'armée doit être anéanti, et lui-même...

— Zaliwski, le patriotisme vous aveugle et vous égare, interrompit en souriant le prince Lubecki : le césarévitch a sous ses ordres plus de six mille hommes de bonnes troupes, et nous n'en avons pas cinq mille à mettre en ligne contre lui.

— Cinq mille! s'écria Zaliwski; je vous en offre vingt mille, si vous êtes décidés à les envoyer à la poursuite des Russes.

— Nous y penserons, dit le général Chlopicki; mais, par malheur, il existe des conventions entre nous et le césarévitch, qui s'est placé avec ses troupes sous la sauvegarde de la nation polonaise.

Zaliwski se regardait déjà comme faisant partie du Conseil suprême; il ne fut pas peu surpris et attristé de voir paraître Wisocki, que le général Chlopicki avait mandé devant le Conseil pour lui offrir une récompense nationale. C'était encore là une idée que le prince Lubecki avait suggéré à Chlopicki, dans l'intention de diminuer les forces de la révolution en lui enlevant ses chefs et en les éloignant de Varsovie.

— Wisocki, lui dit le général en lui serrant la main, je sais ce que tu as fait pour ta patrie. C'est à toi que la Pologne est redevable de sa liberté; c'est toi qui as préparé l'insurrection; c'est toi qui en as donné le signal; c'est toi qui l'as soutenue l'épée à la main...

— Notre glorieuse révolution n'est pas l'œuvre d'un homme! s'écria Zaliwski, dont l'infernale jalousie contre

Wisoçki ne put se contenir : elle est l'œuvre de la nation tout entière.

— La voix publique a désigné Wisoçki comme le premier auteur du complot, reprit le général Chlopicki en imposant silence à Zaliwski : je viens donc, au nom de la nation, le prier d'accepter, en récompense de ses services, un don pécuniaire, un grade supérieur dans l'armée et un titre de noblesse...

— Général, répondit Wisoçki avec une noble simplicité, je ne veux rien, et surtout je ne veux pas d'argent ni de distinction honorifique. Ce que j'ai fait le 29 novembre est l'accomplissement d'une pensée qui a rempli toute ma vie. Je ne suis qu'un officier subalterne Les grades supérieurs exigent la réunion du talent et de l'expérience : que le plus digne les obtienne! Quant à moi, verser mon sang pour l'indépendance de la Pologne, voilà l'unique bonheur auquel j'aspire. Je regrette, toutefois, de n'avoir exécuté que la moitié de mes plans, puisque le césarévitch existe encore !

Chlopicki se hâta de faire partir Wisoçki pour la province, avec le grade de capitaine, en lui confiant la mission de lever des volontaires, de les enrégimenter et de les instruire pour en former des corps francs. Zaliwski ne voulut pas rester en arrière de Wisoçki, et pour rivaliser avec lui, en quelque sorte sur le même terrain, il demanda des pleins pouvoirs pour organiser des bandes de partisans sur les frontières de la Courlande et de la Lithuanie, et pour entretenir des relations avec les officiers de l'armée lithuanienne, qu'il avait affiliés aux Sociétés secrètes.

Le prince Lubecki et le général Chlopicki se débarrassèrent ainsi de deux révolutionnaires indomptables, qui pouvaient leur susciter de sérieux embarras, en faisant agir les masses, les clubs et les Sociétés secrètes.

Ce fut dans le même but que Chlopicki s'empressa de distribuer des grades aux porte-enseignes, qui avaient eu part à la conspiration du 29 novembre; il s'était aussi mis en garde contre la fougue et la turbulence des étudiants de l'Université, en les incorporant dans une légion d'honneur qu'il avait placée sous les ordres d'un de leurs professeurs, Chrétien Lach Szyrma, qui exerçait sur ces jeunes patriotes l'empire le plus absolu.

Quant à Kobilganski, à Trzaskowski et à leurs complices, qui avaient fait irruption dans le palais du Belvédère pour assassiner le grand-duc Constantin, et qui s'étaient acharnés à décharger leur rage sur d'autres victimes, Chlopicki aurait voulu les faire passer devant un conseil de guerre, avec les auteurs de tous les lâches assassinats commis dans les rues de Varsovie pendant l'insurrection ; mais le prince Lubecki lui fit comprendre que, l'ordre étant à peine rétabli, on devait éviter de fournir à l'effervescence populaire un prétexte de nouveaux troubles, et que le moment n'était pas venu encore de rechercher les meurtriers et les malfaiteurs, qui avaient pu s'assurer l'impunité en se couvrant du manteau de leur dévouement patriotique.

Le parti extrême avait déjà commencé à manifester sa puissance dans les clubs et dans la rue : il s'était porté en armes au palais de Saxe, pour exiger la démission des membres suspects ou impopulaires qui étaient restés dans le Conseil administratif. Le prince Lubecki se retira sur-le-champ avec ceux de ses collègues qu'on accusait d'être vendus à la Russie ; mais, en laissant la place à ceux qui avaient été adjoints au Conseil par l'action simultanée du parti national et du parti révolutionnaire, il eut l'adresse de les décider à se constituer en gouvernement provisoire.

Le prince Adam Czartoryski, de Kochanowski, Paç,

Dembrowski, Niemcewicz, Ladislas Ostrowski et Lelewel, qui composaient le gouvernement provisoire, avaient dû se nommer eux-mêmes, sous les auspices du général Chlopicki, qui était, avant eux, revêtu d'un pouvoir presque illimité par la volonté unanime de l'armée et de la population. Chlopicki aurait pu seul s'opposer à l'installation de ce gouvernement, qu'il voulait voir à l'œuvre pour le juger : il ne balança pas à déclarer, dès le premier jour, aux membres qui en faisaient partie, qu'il les invitait à ne pas s'écarter des errements de l'ancien Conseil administratif et qu'il entendait maintenir en principe la souveraineté de l'empereur, roi de Pologne.

Chlopicki, homme de guerre habile et distingué, avait fait son apprentissage dans les armées françaises de la République et de l'Empire, depuis 1794 jusqu'en 1814 : c'était un brave soldat, façonné à la discipline militaire, plein d'énergie, de vigueur et d'activité. Il se tenait à l'écart depuis son retour en Pologne et refusait de servir sous le drapeau russe ; néanmoins, il n'avait jamais consenti à prendre un rôle dans les conspirations, ni à se mêler aux Sociétés secrètes ; il aimait sa patrie, mais, comme il l'avait dit souvent aux patriotes exaltés qui venaient le solliciter de se mettre à la tête d'un complot, il voulait rester fidèle sujet du tzar.

Ses sentiments n'avaient pas changé, depuis que sa popularité l'avait fait acclamer par tous les partis, qui le forcèrent d'accepter le commandement en chef de toutes les troupes polonaises. C'est alors que le prince Lubecki s'était mis d'intelligence avec lui pour arrêter l'élan désordonné de la révolution et pour ne pas déchirer le pacte constitutionnel qui attachait la Pologne à la Russie.

Chlopicki, chargé de rassembler et d'organiser les forces

armées du pays, avait acquis bientôt la triste conviction que ses concitoyens, quelle que fût la grandeur de leur dévouement et de leurs sacrifices, seraient incapables de soutenir la lutte contre la puissance formidable de la Russie. Il s'était donc résolu, de concert avec Lubecki, à combattre les factions et l'anarchie, à ramener par des voies conciliatrices au gouvernement de l'empereur la Pologne insurgée, et à obtenir peut-être, de la bienveillance de Nicolas, avec le concours du césarévitch, quelques avantages matériels, quelques concessions libérales, quelques droits politiques, qui donneraient satisfaction aux vœux légitimes des Polonais.

Le gouvernement provisoire, qui s'était créé de sa propre initiative, renfermait trop d'éléments hétérogènes, hostiles, indisciplinables, pour que l'autorité pût s'y établir sur des bases solides : la lutte était permanente et parfois implacable entre les membres de ce gouvernement, qui ne parvenaient pas à se mettre d'accord sur les questions les plus simples et les plus minimes.

Le prince Lubecki, démissionnaire et disgracié, avait conservé tout son crédit dans l'administration des affaires publiques, quoiqu'il passât pour le chef avoué du parti russe ou conservateur; il donna donc au général Chlopicki le conseil de s'emparer de la dictature, au nom du salut de la patrie.

Le 5 décembre, une grande revue des troupes et de la garde nationale devait avoir lieu au champ de Mars; toute la population s'y était portée avec empressement. Les membres du gouvernement provisoire se trouvaient alors réunis dans la salle de leurs séances, et ils se livraient, comme toujours, à des débats stériles et impuissants. Chlopicki, revêtu de son vieil uniforme de général, coiffé d'un

petit chapeau tricorne qui rappelait celui de Napoléon, se présente tout à coup, entouré de ses officiers :

— Que faites-vous là? dit-il avec colère, en se croisant les bras et en promenant un regard de dédain sur l'assemblée : vous vous querellez, vous pérorez, vous perdez un temps précieux. Le pouvoir est sans force, les clubs sèment le trouble et l'agitation, l'armée ne sait plus obéir, et la Pologne sera tout à l'heure en proie à des divisions intestines.

— Général! s'écrie Lelewel, qui fait un mouvement pour sortir : allez-vous nous dire encore que les actes du gouvernement provisoire doivent être rendus au nom du tzar?

— Le gouvernement provisoire a cessé d'exister, interrompt Chlopicki avec emportement, et malheur à qui voudrait m'empêcher de sauver mon pays! Il est temps de mettre un terme à ces oscillations continuelles; la patrie, en de si graves circonstances, a besoin d'un homme qui se dévoue à la chose publique : cet homme, c'est moi! Je prends la dictature; je m'impose ce lourd fardeau dans l'intérêt de tous, et je m'engage sur l'honneur à résigner mes pouvoirs, le jour où je pourrai les remettre dans les mains de la Diète.

Le général sortit, sans attendre que les membres du gouvernement provisoire fussent revenus de leur surprise et eussent consenti à lui conférer la puissance dictatoriale, dont il venait de s'emparer. Il fut accompagné jusqu'au champ de Mars par les cris de joie et d'enthousiasme que la foule poussait sur son passage; les acclamations redoublèrent, quand il adressa aux troupes une allocution énergique pour leur annoncer que, dans la position critique où se trouvait la Pologne, il n'avait pas hésité à suivre l'exemple des anciens Romains, qui confiaient à un seul la puissance suprême lorsque la patrie était en danger : il pre-

nait donc en main la dictature, qu'il conserverait jusqu'à la réunion de la Diète.

Pas une voix n'osa protester contre ce coup d'État, qui semblait commandé par un intérêt de salut public. Le dictateur, après avoir fait prêter serment aux troupes, fut ramené en triomphe au palais du gouvernement, et sa popularité ne fit que s'accroître, à la suite de cette audacieuse usurpation du pouvoir suprême. Le gouvernement provisoire avait tacitement abdiqué, en reconnaissant la dictature. Chlopicki était si complétement maître des esprits et des cœurs, non-seulement à Varsovie, mais encore dans tout le royaume, qu'il avait osé formuler ses intentions et ses tendances politiques dans une longue proclamation qui fut inspirée et rédigée sans doute par Lubecki, auquel il faut rapporter le succès du coup d'État exécuté par le général avec autant de hardiesse que de bonheur.

Le mot *révolution* n'était pas prononcé une seule fois dans la proclamation du dictateur, qui déclarait que la révolte du 29 novembre avait été faite non pas contre l'empereur et roi, mais contre d'indignes dépositaires de son autorité : « Le roi lui-même, disait-il, ne méconnaîtra pas ces vérités, aussitôt qu'il saura jusqu'à quel point il a été trompé par ses agents. » C'était là le but que Chlopicki se proposait d'atteindre, et Lubecki l'encourageait dans ses espérances, en lui répétant sans cesse que l'empereur Nicolas prêterait l'oreille aux plaintes des Polonais et ferait droit à leurs justes demandes.

Il fut donc décidé que deux délégués du gouvernement national iraient à Saint-Pétersbourg, afin d'exposer à l'empereur les griefs de la Pologne et de conclure un arrangement amiable avec ses ministres. Le prince Lubecki fut le premier désigné pour cette mission délicate, dont il con-

sentait à se charger sous certaines réserves. Mais il y eut aussitôt entente perfide et imprudente entre les chefs du parti national et du parti révolutionnaire, pour lui adjoindre Ladislas Ostrowski, dont l'ardent patriotisme avait fait ses preuves. Lubecki dut agir personnellement auprès du dictateur et lui faire comprendre que Ladislas Ostrowski s'était trop compromis dans la révolution, pour que sa présence ne fût pas très-désagréable à l'empereur. On le remplaça donc par le nonce Jezierski, que ses antécédents et son caractère recommandaient d'avance pour une pareille mission.

Malheureusement, Chlopicki avait eu la faiblesse de laisser subsister, dans les instructions données aux délégués, une demande exorbitante et inqualifiable, que la première députation, envoyée au grand-duc Constantin, s'était permis de présenter à ce prince et que le grand-duc n'avait pas daigné prendre en considération, à savoir : le retour des anciennes provinces polonaises au royaume de Pologne et leur réunion définitive à ce royaume.

Les autres demandes, adressées à l'empereur, étaient moins étranges et plus admissibles. Les Polonais offraient de se soumettre au gouvernement du tzar, qu'ils n'avaient jamais cessé de reconnaître pour leur souverain légitime, déclaraient-ils, moyennant les conditions suivantes : les impôts votés par les représentants, les délibérations de la Diète libres et publiques, la liberté de la presse établie à toujours, et le royaume affranchi de l'occupation des troupes russes.

Le général Chlopicki avait publié lui-même une espèce de manifeste, dans lequel les vœux de la nation étaient ainsi formulés, comme la conséquence des promesses qui lui avaient été faites solennellement par Alexandre Ier, et

que le gouvernement impérial aurait toujours ajournées ou éludées.

Le prince Lubecki, dont l'influence indirecte s'était imposée dans tous les actes du pouvoir depuis les premières heures de la révolution, ne partit que le 10 de Varsovie, accompagné du comte Jezierski. Les deux délégués devaient avoir une entrevue avec le césarévitch, qui le lendemain même serait sorti du royaume de Pologne. L'entrevue eut lieu à la frontière, où le grand-duc avait établi son quartier-général; le grand-duc accueillit avec cordialité les deux envoyés polonais, leur adressa beaucoup de questions au sujet des derniers événements, se félicita de voir la dictature dans les mains de Chlopicki et témoigna une haute estime pour ce général :

— S'il avait voulu nous aider de son autorité et de son expérience, dit-il tristement, nous n'en serions pas là!

Lubecki exposa quelle était la nature de leur mission auprès de l'empereur et fit connaître les réclamations qu'ils étaient chargés de présenter au nom de la nation polonaise. Le césarévitch évita d'apprécier la valeur de ces réclamations; il promit toutefois de les appuyer de son mieux, du moins en ce qu'elles avaient de raisonnable; il ajouta que, dans tous les cas, comme il s'y était engagé, il ferait tout son possible pour empêcher l'effusion du sang.

— Le sang polonais, dit-il en regardant la princesse de Lowicz qui avait assisté à cette audience, ne m'est pas moins cher, ne m'est pas moins précieux que le sang russe.

La princesse était toujours malade; son visage pâle et défait, son air abattu, ses yeux toujours pleins de larmes révélaient la profonde douleur qui l'avait accablée et qu'elle ne parvenait pas encore à surmonter.

— Connaît-on, dit-elle, les misérables qui ont fait irruption

dans le palais, le soir du 29 novembre? Je suis certaine qu'ils n'auraient pas attenté à la vie du césarévitch! Ce ne sont peut-être pas des Polonais! Les a-t-on jugés et punis?

— Madame, reprit le prince Lubecki, le plus grand châtiment qu'on puisse leur infliger, c'est de publier leurs noms odieux et de les livrer à l'opprobre.

— Je leur pardonnerais, dit avec amertume le grand-duc qui avait pris la main de sa femme pour la porter à ses lèvres, je leur pardonnerais, s'ils ne vous avaient pas fait tant de mal, chère princesse.

La Diète de Pologne était convoquée pour le 18 décembre. La dictature allait donc se prolonger jusque-là.

Chlopicki n'avait pas tardé à faire un usage énergique du pouvoir discrétionnaire, qu'il s'était attribué avec l'assentiment de tous. Depuis ce moment, le gouvernement fonctionnait d'une manière légale, sans trouver de résistance sérieuse; le nom de l'empereur et roi était conservé dans les actes administratifs, comme dans les prières de l'Eglise; on surveillait avec soin les centres où se réunissaient les coryphées de la révolution; leurs journaux incendiaires subissaient la censure; les clubs se fermaient ou se taisaient, le tumulte de la rue avait cessé.

Le dictateur, malgré l'espoir qu'il avait de réconcilier les Polonais avec leur monarque, ne s'endormait pas sur la nécessité de mettre le pays en état de défense; il voyait avec chagrin que l'armée polonaise, démoralisée au point de vue de la discipline par l'insurrection du 29 novembre, s'était en partie fondue dans l'espace de quelques jours, puisqu'elle ne comptait plus que trente à trente-cinq mille hommes sous les armes; en revanche, le nombre des volontaires augmentait sans cesse, et l'on pouvait prévoir qu'il atteindrait bientôt un chiffre supérieur

à celui des troupes régulières. La garde nationale ne s'était organisée qu'à Varsovie et dans les grandes villes; elle aurait fourni quatre-vingt mille hommes, si on avait eu les moyens de les armer. Mais les armes manquaient et la plupart de celles qu'on avait tirées des arsenaux étaient hors de service. L'artillerie de campagne dont l'armée active pouvait disposer n'était pas suffisante pour commencer une grande guerre. La même insuffisance existait en fait de munitions, car on n'avait que celles qui se trouvaient en dépôt dans les citadelles de Lublin, de Modlin et de Zamosc. Il n'y avait pas dans tout le royaume de Pologne une seule fonderie de canons, une seule manufacture de fusils, une seule fabrique de poudre.

Le général Chlopicki chercha néanmoins à pourvoir aux armements immédiats et il demanda d'abord à l'industrie privée, de la poudre, des fusils, des canons, des équipements militaires. Il ordonna, en outre, de fortifier Varsovie, dont on avait fait une ville ouverte de tous côtés, et surtout le faubourg de Praga, qui était la clef de la capitale sur la rive droite de la Vistule; toute la population voulut prendre part à ces travaux qui avaient pour objet la construction rapide de quelques ouvrages en terre, et l'on vit les chefs de la municipalité, les personnages les plus considérables de la noblesse, les femmes elles-mêmes et les enfants, accourir aux fortifications, la pelle et la pioche à la main, en chantant des hymnes nationaux.

Il y eut alors dans toutes les classes de la société un élan unanime de patriotisme et de dévouement : chacun tenait à honneur de contribuer dans la mesure de ses moyens à l'œuvre de délivrance et de liberté; les dons volontaires affluaient au Trésor; riches et pauvres y apportaient leur offrande. Mais, sous cet enthousiasme universel, sous cette

joie populaire, on sentait frissonner une profonde inquiétude. Le présent était beau et consolant; l'avenir, le prochain avenir, s'annonçait plein d'orages et de malheurs. Les véritables patriotes, les sincères amis de la Pologne, se repentaient de l'entraînement irréfléchi qui avait poussé le pays tout entier à embrasser la cause de la révolution.

Sur ces entrefaites, on apprit à Varsovie l'arrivée du colonel Hauke, aide de camp de l'empereur Nicolas, et frère du général Hauke, ministre de la guerre, qui avait été lâchement égorgé dans la rue, le soir du 29 novembre. Ce malheureux général avait deux fils dans les rangs des insurgés, et l'aîné de ces fils dénaturés eut le triste courage de répondre à ceux qui lui annonçaient l'assassinat de son père : « Mon père est mort de la mort des traîtres ; puissé-je mourir de la mort des braves ! »

Le colonel Hauke était chargé d'une mission secrète auprès du Conseil d'administration. Le Conseil avait disparu et la plupart de ses membres avaient dû s'enfuir ou se cacher pour échapper à de sanglantes représailles. Le colonel Hauke n'ayant pas de sauf-conduit, on l'arrêta, on le mena chez le dictateur, qui le fit mettre aussitôt en liberté et le couvrit de sa protection.

La mission du colonel était sans objet, puisque le Conseil d'administration n'existait plus et que le prince Lubecki avait quitté Varsovie pour se rendre à Saint-Pétersbourg. Le colonel eut pourtant quelques conférences avec Chlopicki. Il était porteur de la proclamation de l'empereur, adressée aux Polonais, en date du 5/17 décembre ; il crut devoir la remettre au dictateur, en le priant de la rendre publique. « Si tel est l'ordre de Sa Majesté, répondit le dictateur, je m'y conformerai ; mais je crains bien que cette proclamation n'obtienne pas les résultats qu'on en attend. »

Voici quelle était la teneur de la proclamation, qui ne fut pas affichée sur les murs de Varsovie, mais qui parut à titre de document dans le journal officiel du gouvernement.

« POLONAIS,

« L'odieux attentat dont votre capitale a été le théâtre a troublé la tranquillité de votre pays. J'en ai reçu la nouvelle avec une juste indignation et une vive douleur. Des hommes qui déshonorent le nom polonais ont conspiré contre la vie du frère de votre souverain; ils ont amené une partie de votre armée à oublier ses serments, ils ont trompé le peuple sur les intérêts les plus chers de votre patrie.

« Il est temps encore de remédier à ce qui s'est passé et de prévenir d'immenses malheurs. Je ne confondrai pas ceux qui abjureront l'erreur d'un moment, avec ceux qui persévéreront dans le crime.

« Polonais, écoutez les conseils d'un père, obéissez aux ordres de votre roi. Désirant vous faire connaître nos intentions d'une manière formelle, Nous ordonnons :

« 1° Tous ceux de nos sujets russes qui sont retenus prisonniers seront élargis sur-le-champ.

« 2° Le Conseil d'administration reprendra ses fonctions dans son organisation primitive et avec les pouvoirs que Nous lui avons attribués par notre décret du 12/24 août 1826.

« 3° Toutes les autorités de la capitale et des voivodies obéiront exactement aux décrets qui seront rendus en notre nom par le Conseil d'administration ainsi constitué, et ne reconnaîtront aucune autorité illégalement établie.

« 4° Tous les chefs de corps de notre armée royale polonaise sont tenus, à la réception de cette proclamation, de rassembler leurs troupes et de se mettre en marche pour se rendre à Plock, que Nous avons fixé pour le point de

concentration de notre armée royale. Les chefs de corps nous feront sans retard un rapport sur l'état de leurs troupes. Tout armement fait par suite des troubles de Varsovie et non conforme aux états de notre armée, est dissous.

« En conséquence, les autorités locales sont chargées de prendre les mesures convenables pour que ceux qui sont armés d'une manière illégale déposent leurs armes, et pour que ces armes soient confiées ensuite à la garde des vétérans et des gendarmes du lieu.

« Soldats de l'armée polonaise, honneur et fidélité, telle fut de tout temps votre devise. Notre brave régiment de chasseurs à cheval en a donné une preuve à jamais mémorable. Soldats, suivez cet exemple! Répondez à l'attente de votre souverain, qui a reçu vos serments. Polonais, cette proclamation dira à ceux qui me sont restés fidèles, que je sais compter sur leur dévouement, de même que je me confie en leur valeur. Ceux d'entre vous qui auraient cédé à l'erreur d'un moment apprendront également, par la présente proclamation, que je ne les répudierai pas, s'ils se hâtent de rentrer dans le devoir. Mais jamais les paroles de votre roi ne s'adresseront à des hommes sans foi et sans honneur, qui conspirent contre le repos de leur nation.

« S'ils ont cru en prenant les armes pouvoir se flatter d'obtenir des concessions pour prix de leurs crimes, leur espoir est chimérique. Ils ont trahi leur patrie. Les malheurs qu'ils lui ont préparés retomberont sur eux.

« Donné à Saint-Pétersbourg, le 5/17 décembre de l'an de grâce 1830, le sixième de notre règne.

« NICOLAS.

« Par l'empereur et roi :

« *Le ministre secrétaire d'État*,

« Comte Étienne Grabowski. »

La publicité donnée à la proclamation du tzar ne fut pas favorable, en effet, au général Chlopicki; les clubs s'agitèrent et le parti du mouvement accusa tout haut le dictateur de sacrifier la Pologne à la Russie. Vingt membres de la Diète, ayant à leur tête le prince Adam Czartoryski se présentèrent au palais du lieutenant du royaume, où le dictateur avait sa résidence, en vue de lui demander des explications sur sa conduite. Le prince Czartoryski prit la parole et, avec beaucoup de modération toutefois, il insista pour qu'on permît à la révolution de suivre son cours et de faire la Pologne indépendante par la force des armes. Le dictateur l'interrompit, avec sa brusquerie ordinaire, en disant que les Russes, il en répondait, n'envahiraient pas le royaume et que la Constitution et les lois seraient observées jusqu'à l'ouverture de la Diète.

— Je ne puis rien promettre de plus, ajouta-t-il sèchement, ni prendre pour mon compte une plus grande responsabilité.

— Nous voulons la guerre, la guerre immédiate! répliqua chaleureusement Zwierkowski. La Pologne est impatiente de se lever comme un seul homme pour vaincre ou mourir. Nos frères de la Lithuanie, de la Podolie, de la Wolhynie et de l'Ukraine, veulent aussi redevenir libres et se réunir à nous...

— Messieurs, interrompit Chlopicki en rompant l'entretien, je n'ai pas à entrer en discussion avec des membres de la Diète; je suis dictateur et, à ce titre, je gouverne au nom du roi constitutionnel.

Et il sortit, sombre et irrité.

Jusqu'à l'ouverture de la Diète, Chlopicki ne changea pas de conduite; il évita de blesser et de contrecarrer personnellement les conspirateurs qui avaient fait la révolution, mais

il s'opposa, de toutes ses forces, avec une énergie ferme et calme, aux manœuvres et aux actes révolutionnaires ; il resta fidèle à la déclaration que le gouvernement provisoire avait faite, dès le 4 décembre, à la Prusse et à l'Autriche, en leur promettant que leurs frontières seraient respectées ; il n'autorisa, il ne souffrit aucune tentative d'insurrection dans les anciennes provinces polonaises, ni dans le grand-duché de Posen, ni dans la Gallicie :

— Voulez-vous nous mettre toute l'Europe sur les bras? disait-il à Lelewel et aux chefs du parti du mouvement ; on ne déchire pas les traités comme une cartouche. Il faudrait, à vous entendre, déclarer la guerre à l'Autriche et à la Prusse ! N'est-ce point assez d'avoir la Russie contre nous ? Dieu fasse que l'empereur écoute nos propositions et se réconcilie avec la Pologne !

Le 18 décembre, à six heures du soir, le sénat et la Chambre des nonces se rassemblèrent spontanément dans les lieux de leurs délibérations. La Chambre des nonces n'avait plus de président ; elle se constitua, toutefois, de sa propre initiative, sous la présidence provisoire du plus âgé d'entre eux, Walichnowski, nonce du palatinat de Cracovie ; puis, elle nomma, par acclamation, maréchal de la Diète, le comte Ladislas Ostrowski, dont le patriotisme exalté et religieux exerçait un prestige irrésistible sur ses collègues. Le maréchal de la noblesse nommé, la Diète était ouverte de fait, quoique la séance d'ouverture eût été fixée au 21.

Aussitôt, plusieurs nonces demandèrent que son premier acte fût de reconnaître la révolution.

Le parti conservateur, depuis le départ de Lubecki, n'osait plus invoquer le principe de la souveraineté du tzar ; il se laissait entraîner, tantôt par le parti du mouvement,

tantôt par le parti constitutionnel, qui s'était formé avec les éléments du parti national. Sur la proposition de Biernacki et de Gustave Malachowski, l'assemblée déclara donc à l'unanimité, que la révolution du 29 novembre était nationale et engageait le pays.

Mais le général Chlopicki venait de déposer spontanément ses pouvoirs, et l'armée, qui avait mis en lui seul l'espoir et la confiance des Polonais, se trouvait sans chef. Ladislas Ostrowski et quelques-uns des membres influents de la Diète se rendirent, pendant la nuit, auprès de Chlopicki et le supplièrent de rester dictateur. Chlopicki refusa d'abord et finit par céder aux prières des nonces, en disant qu'il n'accepterait qu'une dictature temporaire sous la surveillance de la Diète.

Le lendemain, le peuple et l'armée apprirent avec consternation que le général avait cessé d'être dictateur. La Diète dut se réunir à la hâte pour prévenir l'explosion du mécontentement des citoyens, qui voulaient que Chlopicki conservât le pouvoir. La délibération s'ouvrit sur cette question, et tous les membres présents, à l'exception de trois, votèrent pour la dictature, qui fut décrétée sur-le-champ, « vu la nécessité pressante de donner à l'autorité suprême toute la force qu'elle doit avoir dans un état de guerre. »

Les membres de la Diète avaient déclaré solennellement que « le caractère et les talents éminents du général Chlopicki présentaient une garantie suffisante à la cause nationale; » mais on nomma néanmoins deux commissions, l'une de surveillance, pour suivre et contrôler au nom de la Diète tous les actes du dictateur, l'autre chargée spécialement de rédiger un manifeste adressé à l'Europe, dans lequel seraient exposés les droits et les principes de la révolution polonaise.

Le soir même, les deux Chambres étant réunies dans la salle du sénat, Chlopicki y fut introduit, en uniforme de général, portant sur sa poitrine les ordres de Russie mêlés à ceux de Pologne; il s'avança d'un pas ferme jusqu'au bas des degrés du trône et reçut des mains du maréchal de la Diète le décret qui le nommait dictateur.

— En ce jour solennel, lui dit Ladislas Ostrowski, nous confions à ta sagesse, à ton courage, un pouvoir sans bornes, le sort de ta patrie; ton nom est le présage de la victoire : toi seul affermiras l'existence de la nation, son indépendance.

Le général répondit d'une voix forte, quoique émue :

— J'accepte la dictature, parce que je vois, dans la réunion de tous les pouvoirs et dans la direction à donner aux forces nationales, le salut de la patrie. Je suis prêt à tout sacrifier, pour répondre dignement à l'attente de mes concitoyens. Mes actions seront toutes dirigées vers un but unique, le bien du pays. Je garderai la puissance que vous me confiez, jusqu'à ce que vous jugiez devoir la reprendre. Alors, courbant mon front devant la volonté nationale, je regagnerai paisiblement mes foyers, riche d'une conscience tranquille, fier d'avoir consacré mes derniers efforts au service de ma malheureuse patrie!

Le dictateur se retira, au bruit des acclamations de l'assemblée et des spectateurs; il fut reconduit en triomphe au palais du gouvernement, par la foule, qui l'accompagnait de cris joyeux et de bénédictions.

Les séances de la Diète étaient suspendues momentanément, et Chlopicki, dans sa proclamation aux Polonais, en date du 21 décembre, déclara qu'il ne s'était chargé de la dictature que par obéissance pour la volonté du peuple : « Le peuple m'a mis à sa tête pour diriger ses forces, ajou-

tait-il, et je promets solennellement de ne m'écarter en rien des voies du devoir, mais de diriger tout, par un ordre ferme et légal, vers un seul et même but. »

Ce but, qu'il n'avait, au reste, caché à personne, n'était autre que la réconciliation de la Pologne avec l'empereur de Russie, moyennant certaines concessions réciproques qui devaient être la base d'un nouveau pacte fondamental entre le souverain légitime et ses fidèles sujets. Voilà ce que le dictateur espérait de la mission du prince Lubecki et du comte Jezierski.

CLXII

L'empereur Nicolas avait fait publier le premier rapport qu'il reçut du césarévitch, en date du 2 décembre, et qui contenait le récit sommaire de l'insurrection de Varsovie ; il avait promis formellement, en outre, que les rapports suivants seraient publiés de la même manière, attendu qu'il avait « adopté pour principe constant de donner une entière publicité à toutes les tentatives de la malveillance, tendant à troubler l'ordre et la tranquillité publique. » Mais les rapports qu'il attendait n'arrivèrent pas, et l'opinion commençant à s'inquiéter de cette absence de nouvelles, il fit annoncer que le grand-duc Constantin, à la tête des troupes russes, se rapprochait des frontières du gouvernement de Wolhynie, pendant que l'insurrection se propageait comme un incendie dans tout le royaume de Pologne.

Constantin n'écrivit à son frère, qu'après avoir effectué sa retraite, sans accident, mais non sans danger, à travers les populations insurgées, et ses lettres, écrites de Wlodawa en date du 13 décembre, ne parvinrent que le 20 à leur destination. Nicolas aurait été plus inquiet, si les nouvelles lui eussent tout à fait manqué, mais il en avait reçu de divers côtés, et celles qui lui venaient directement de Varsovie ne

lui laissaient rien ignorer de ce qui se passait dans cette capitale et dans le royaume.

C'est ainsi qu'il apprit, par une de ces correspondances confidentielles, que son armée de Lithuanie pouvait, d'un moment à l'autre, se prononcer pour la révolution de Pologne, et que cette armée comptait dans son sein plusieurs colonels et une centaine d'officiers appartenant aux Sociétés secrètes polonaises. Il avait déjà envoyé l'ordre de concentrer à la hâte les différents corps de l'armée de Lithuanie et de les faire entrer en Pologne à marches forcées, mais il se hâta de donner contre-ordre et de ramener les troupes dans leurs cantonnements, en prenant des mesures rigoureuses pour leur défendre toute communication avec la Pologne, dont les frontières furent rigoureusement fermées.

En même temps, il choisit, dans les régiments de la garde en garnison à Saint-Pétersbourg, trois cents officiers qu'il fit partir en traîneau, sur-le-champ, pour l'armée de Lithuanie, où ils devaient être incorporés à la place des officiers suspects, qui allaient être changés de corps ou mis en jugement ou envoyés en Sibérie.

Les mêmes mesures de précautions furent étendues à la Podolie et à la Wolhynie, et cet ukase, adressé au Sénat-dirigeant, avait annoncé le départ immédiat du général Potemkine, muni de pleins pouvoirs et d'instructions spéciales :

« Considérant l'état actuel des affaires dans le royaume de Pologne, et reconnaissant la nécessité de réunir, dans les gouvernements de Wolhynie et de Podolie, qui lui sont limitrophes, l'administration civile à l'administration militaire, Je nomme Mon aide de camp, le lieutenant-général Potemkine, gouverneur militaire temporaire de ces gouver-

nements, afin d'y diriger aussi toute la partie civile, avec toutes les prérogatives attachées à cet emploi.

« Nicolas.

« Saint-Pétersbourg, le 28 novembre (10 décembre, nouv. st.) 1830. »

L'empereur était toujours déterminé à se mettre en personne à la tête d'une armée de cent cinquante mille hommes, qui se trouvaient d'avance rassemblés dans les gouvernements limitrophes de la Pologne. Il convoqua le chapitre de Saint-Georges, composé des grands dignitaires de l'Empire et des officiers-généraux de l'armée : il leur déclara qu'il se proposait d'aller tirer vengeance de l'outrage que les rebelles polonais avaient fait à sa couronne et de l'attentat abominable qui avait menacé la vie du grand-duc Constantin. Les membres du chapitre partagèrent son indignation, et les plus vieux regardaient comme une faveur d'être admis à servir encore dans cette guerre nationale.

Officiers et soldats sollicitèrent aussi, dans chaque corps de la garnison de Saint-Pétersbourg, l'honneur de partir avec l'empereur et, tous les jours, à la parade, les troupes sous les armes exprimaient leur ardeur belliqueuse par des hourras frénétiques.

Le 17 décembre, veille de la fête de l'empereur, la parade terminée, Nicolas invita les généraux et les officiers, qui y avaient assisté, à se rapprocher et à faire le cercle autour de lui : « Mes enfants, leur dit-il avec chaleur, j'espère, s'il était nécessaire que je me misse en campagne avec la garde, que vous me prouverez alors, comme vous l'avez fait toujours, votre affection et votre dévouement. »

Tous ceux à qui s'adressaient ces paroles y répondirent par des cris d'enthousiasme, en répétant qu'ils étaient prêts à marcher contre tous les ennemis de leur bien-aimé monar-

que. Des cris de mort contre les Polonais se mêlèrent à cette solennelle protestation.

L'empereur en fut attristé ; des larmes brillèrent dans ses yeux ; d'un geste imposant, il commanda le silence.

— Messieurs, dit-il d'un accent triste et sévère, je vous prie de ne pas en vouloir aux Polonais, car ils sont nos frères. Leur révolte, qui nous a tous indignés, n'est l'ouvrage que de quelques malintentionnés. Que voulez-vous? Il y a partout des méchants, et ce sont eux seuls qu'il faut punir. Espérons qu'avec l'aide de Dieu les choses tourneront bien et que nos frères de Pologne mériteront leur pardon par leur repentir.

Ce jour-là même, cependant, on connut divers ukases, en date du 1er/13 décembre, relatifs à l'organisation de l'armée active et à la nomination de ses chefs.

Cette armée devait être composée d'un corps détaché de la garde impériale, du premier et du deuxième corps d'infanterie, du troisième et cinquième corps de cavalerie, et du corps détaché de l'armée de Lithuanie, qui prendrait le nom de *sixième corps d'infanterie*. Le feld-maréchal comte Diebitsch-Zabalkansky était nommé commandant en chef; le général Toll, le plus habile tacticien des armées russes, avait été choisi par Diebitsch lui-même pour être son chef d'état-major général. En prévision de l'arrivée prochaine de l'empereur au quartier-général de l'armée active, l'aide de camp général Neidhart fut désigné pour remplir les fonctions de quartier-maître de l'état-major de Sa Majesté. Le général Soukhozanet allait être chef de l'artillerie ; le général-major du génie Dehn, chef des ingénieurs; le général-major Obroutcheff, général de service de l'armée active, et le lieutenant-général Bezobradoff, chef de la cavalerie. D'autres commandements supérieurs étaient répartis

entre les généraux Gortchakoff, Hasford, Lowenhoff, Lapoukhine, etc. Le colonel Tischine se trouvait chargé de la direction générale des hôpitaux militaires de l'armée.

Enfin, en vertu d'un ukase adressé au Sénat-dirigeant, les gouvernements de Grodno, de Wilna, de Minsk, de Podolie et de Wolhynie, dans lesquels l'armée active commençait à se concentrer, étaient mis sur le pied de guerre et subordonnés au feld-maréchal Diebitsch.

La fête de l'empereur avait été, en outre, l'occasion d'une foule de nominations dans l'armée ainsi que dans la flotte. On comprend combien cette fête, célébrée toujours avec tant d'apparat et tant de sympathies, avait emprunté d'animation et d'enthousiasme aux circonstances qui l'entouraient d'un prestige imposant et d'une vive émotion. Jamais la messe solennelle, dans la chapelle du palais d'Hiver, n'avait appelé un pareil concours d'assistants. La famille impériale ne présentait pourtant que des visages tristes ou sérieux.

Le bruit courut que les nouvelles de Varsovie étaient moins rassurantes que jamais. Quant au grand-duc Constantin, on craignait qu'il ne fût fait prisonnier avec toutes les troupes qui lui étaient restées fidèles.

Après la messe, il y eut cercle chez l'impératrice, et toutes les personnes de distinction admises à la cour s'y portèrent avec empressement ; l'affluence était énorme, et l'assemblée très-émue.

Après la cérémonie du baise-main, l'empereur passa dans la galerie de Saint-Georges, où le corps des officiers supérieurs, ayant à leur tête le plus âgé d'entre eux, en l'absence du feld-maréchal Diebitsch, retenu chez lui par une indisposition assez grave, venait exprimer à Sa Majesté le désir de l'accompagner dans la guerre de Pologne. Nicolas les

remercia cordialement et leur dit qu'avec de pareils compagnons d'armes il n'avait aucun doute sur l'issue prompte et décisive de cette guerre, si, par malheur, ajouta-t-il, elle devait éclater.

Il s'interrompit pour leur annoncer que, d'après les dépêches reçues le matin même, les révolutionnaires de Varsovie se préparaient à la lutte, fortifiaient la ville, ainsi que le faubourg de Praga, levaient des troupes, fabriquaient des armes, amassaient des munitions.

— Les insensés ! les ingrats ! s'écria-t-il avec amertume.

Il partit de là pour rappeler dans un discours les bienfaits dont le gouvernement russe avait comblé les Polonais depuis le rétablissement du royaume de Pologne, et il mit en regard de ces bienfaits la noire ingratitude que les Polonais avait montrée à son égard dans leur rébellion. Il s'exaltait en parlant, et il termina ainsi cette allocution, que les assistants avaient écoutée avec un respectueux assentiment :

— Messieurs, j'ai fait un serment ! De même que mon frère l'empereur Alexandre, de glorieuse mémoire, avait juré en 1812 qu'il ne remettrait pas son épée dans le fourreau, avant que le dernier soldat de l'armée d'invasion eût été chassé du territoire russe ; de même ai-je juré de ne point déposer les armes, avant que le dernier des Polonais rebelles ne soit rentré dans le devoir.

Le serment de l'empereur fut répété par tous les assistants, avec des cris d'enthousiasme.

L'empereur ne reçut que quelques jours plus tard les rapports détaillés du grand-duc Constantin sur le complot et l'insurrection du 29 novembre, ainsi que sur la retraite des troupes russes en Wolhynie. Dans ces rapports, le grand-duc avait cherché autant que possible à diminuer les torts

de la nation polonaise, en présentant la révolution qui s'était faite à Varsovie et dans tout le royaume, comme l'œuvre de quelques fous et de quelques factieux.

L'empereur jugea que la publication desdits rapports ne pouvait pas avoir lieu, du moins textuellement, et il fit rédiger, sur des documents authentiques qu'il avait déjà entre les mains, une relation circonstanciée de l'insurrection de Varsovie, en remontant à l'origine des causes qui l'avaient amenée. Ce fut cette relation sommaire et mitigée, qu'on publia officiellement à Saint-Pétersbourg, pour exposer aux yeux de la Russie et de l'Europe les manœuvres des Sociétés secrètes, qui avaient accompli le renversement de l'ordre légal en Pologne.

Le césarévitch eut soin d'instruire l'empereur de la mission que le gouvernement provisoire de Varsovie avait confiée au prince Lubecki et au comte Jezierski, et il le supplia de daigner recevoir les deux délégués qui lui étaient envoyés dans un but de conciliation et de paix. Ces deux délégués, malgré les passe-ports que le grand-duc Constantin leur avait fait délivrer par les autorités locales de la Wolhynie, étaient retenus à Narva, où ils attendaient de Saint-Pétersbourg l'autorisation de continuer leur route.

Nicolas ordonna au comte Grabowski, ministre secrétaire d'État du royaume de Pologne, d'écrire au prince Lubecki « que Sa Majesté ne connaissait pas les motifs qui l'avaient déterminé à entreprendre ce voyage; que si les événements qui venaient de se passer à Varsovie avaient invité le prince Lubecki à devenir le délégué d'un pouvoir qui n'émanait pas du souverain, Sa Majesté ne saurait l'admettre en sa présence, ni lui accorder la permission de se rendre dans la capitale, mais que si les intentions qui l'amenaient à Saint-Pétersbourg concordaient avec les devoirs de sa place de

ministre des finances du royaume, l'empereur consentirait à le recevoir en cette qualité. »

Quant au comte Jezierski, l'empereur ne lui permettrait de se rendre à Saint-Pétersbourg, qu'en qualité de nonce à la Diète du royaume de Pologne.

Le prince Lubecki et le comte Jezierski se soumirent, sans observation, aux ordres de l'empereur, pour obtenir l'autorisation *suprême* d'arriver jusqu'à lui. Lubecki disait dans sa réponse, datée de Narva, au comte Grabowski : « Chargé par le Conseil d'administration de déposer au pied du trône son rapport sur les événements qui viennent de se passer à Varsovie, je vais, comme ministre du roi, offrir à Sa Majesté les détails de tout ce dont j'ai été témoin, et je n'aurais jamais accepté la mission de paraître, à un autre titre, en présence de mon auguste maître. »

L'ordre de poursuivre leur voyage leur fut adressé sur-le-champ. Ils arrivèrent à Saint-Pétersbourg dans la journée du 25 décembre.

Ils avaient été précédés de vingt-quatre heures dans la capitale par le colonel Wylezynski, que le général Chlopicki avait envoyé, avec des instructions verbales pour eux et une lettre pour l'empereur. Mais à peine le colonel Wylezynski eut-il dépassé la frontière de Pologne, qu'il avait été arrêté et conduit devant le général Rosen, qui, le sachant porteur d'une lettre de Chlopicki adressée à l'empereur, ne se crut pas autorisé à le garder prisonnier et l'avait fait partir pour Saint-Pétersbourg, dans un traîneau fermé, sous la garde de deux officiers qui devaient l'empêcher de communiquer avec personne.

A son arrivée, après une route très-fatigante, par un froid des plus rigoureux, il fut détenu au secret, sans nourriture, pendant vingt heures; vers minuit, on le fit monter, dans

une voiture, entre deux officiers, et on le conduisit, sous l'escorte d'un piquet de Cosaques de la garde, au palais d'Hiver. On l'introduisit dans une chambre des appartements de l'empereur : il y trouva une table servie, avec un seul couvert.

Les deux officiers qui l'avaient accompagné se retirèrent, et l'empereur entra brusquement, suivi du maréchal Diebitsch, à peine remis de son indisposition. Le colonel Wylezynski, troublé de cette apparition imprévue, demeurait immobile, dans la position du salut militaire : Nicolas le regardait fixement d'un air froid et sévère.

— Monsieur, lui dit-il, je viens d'apprendre qu'on vous avait laissé sans manger, pendant dix ou douze heures; je le regrette, mais vous n'en aurez que meilleur appétit. Mettez-vous là et dînez ou plutôt soupez.

— Sire! reprit le colonel qui n'osait obéir et qui balbutiait une excuse.

— Mettez-vous là, vous dis-je, repartit itérativement l'empereur : nous causerons, si vous le voulez bien, pendant votre souper.

Wylezynski obéit en tremblant, mais il ne fit pas grand honneur, quoiqu'il eût une faim terrible, au repas qui lui était destiné.

— Vous avez une lettre pour moi! lui dit tout à coup l'empereur.

Wylezynski avait absolument oublié la lettre de Chlopicki; il se leva vivement pour la tirer de son portefeuille et la remettre à l'empereur.

— Rasseyez-vous, colonel, dit Nicolas en recevant la lettre dont il brisa le cachet avec impatience; mangez, et ne vous occupez pas de nous.

L'empereur parcourut rapidement la lettre, en fronçant

plus d'une fois le sourcil; puis, il la tendit à Diebitsch, en lui disant :

— Chlopicki fait ce qu'il peut, mais la situation n'a pas changé; les rebelles se croient les maîtres et pensent me dicter des conditions.

— Je ne m'explique pas, objecta Diebitsch, comment le général Chlopicki ne se met pas à la tête de l'armée pour venir à bout des conspirateurs et des rebelles. Chlopicki est un bon soldat, plutôt qu'un habile général.

— Lisez cette lettre avec attention, dit l'empereur au maréchal; vous me donnerez votre avis sur son contenu.

Et pendant que Diebitsch la lisait, l'empereur s'approcha de la table devant laquelle Wylezynski était assis, et commença de lui adresser coup sur coup une foule de questions très-importantes et souvent très-délicates sur les affaires de la Pologne. Le colonel était parvenu à vaincre son embarras et il répondait aux questions avec autant de hardiesse que de franchise. Souvent l'empereur ne put comprimer un mouvement d'indignation ou de colère, qui fermait la bouche à son interlocuteur.

— Je suis calme, vous le voyez bien! lui disait-il en s'efforçant de dominer ses impressions. Parlez et surtout ne me cachez rien. Je veux tout savoir et je saurai tout entendre.

La lettre de Chlopicki n'était pas faite certainement pour la publicité, mais comme elle demeura sans réponse et qu'il fut accusé plus tard de l'avoir écrite, il n'hésita pas à la publier lui-même pour prouver à ses concitoyens que cette lettre lui avait été inspirée par des sentiments dont il n'avait à rougir devant personne : ce qui n'empêcha pas ses ennemis et ses rivaux politiques de lui faire un crime d'une démarche qui témoignait de sa sagesse et de sa loyauté.

Voici quelle était cette lettre, qui dans la pensée du dictateur devait amener l'empereur Nicolas à bien accueillir la mission pacifique du prince Lubecki :

« Sire,

« L'Assemblée délibérante, malgré le talent et la popularité de ses membres, est trop faible pour pouvoir ramener la tranquillité au milieu de l'orage. Convaincu de cette vérité, d'autant plus que j'ai devant les yeux l'expérience des jours de terreur qui viennent de s'écouler, j'ai résolu de réunir en ma personne le pouvoir exécutif dans toute son étendue, afin qu'il ne devînt pas la proie d'une foule d'agents provocateurs et de perturbateurs, qui, timides à l'heure du danger, possèdent cependant l'art de tromper les masses par des mensonges et de faire tourner à leur profit les nobles sentiments du peuple. Ennemi de l'anarchie, après avoir vu renverser par elle trois sortes de gouvernements, je me suis proposé d'appuyer le Gouvernement provisoire par une force organisée et de rendre l'autorité à un seul homme, en l'entourant du secours de l'armée et de l'obéissance du peuple.

« Cette mesure, Sire, a déjà rétabli la tranquillité dans les esprits : le soldat observe la discipline militaire ; le peuple retourne à ses occupations habituelles ; tous confient, sans crainte, ce qu'ils ont de plus cher à une autorité qui désire le bien public et qui atteindra désormais ce noble but. En un mot, les troubles ont cessé et les traces du désordre s'effacent.

« Mais, Sire, ces sentiments qui dans le cours de quelques heures ont armé toute la capitale, qui ont réuni toute l'armée sous un même étendard, ces sentiments qui comme une étincelle électrique pénètrent tous les palatinats et y

produisent les mêmes effets, ces sentiments, dis-je, brûlent dans tous les cœurs et ne s'éteindront qu'avec leur dernier soupir.

« Il en est ainsi, Sire : la nation veut une liberté modérée ; elle ne veut point en abuser ; mais, par cela même, elle veut qu'elle soit à l'abri de toute violation et de toute agression ; elle veut une Constitution applicable à la vie pratique. Par un concours inouï de circonstances, se trouvant dans une position peut-être trop hardie, elle n'en est pas moins prête à tout sacrifier pour la plus belle des causes, pour son indépendance nationale. Cependant, Sire, loin d'elle est la pensée de rompre les liens qui l'unissent à votre auguste volonté. Le Gouvernement provisoire a déjà reconnu la nécessité d'envoyer à Saint-Pétersbourg deux députés qui ont été chargés de déposer au pied du trône de Votre Majesté Impériale et Royale l'expression des volontés et des désirs de la nation : que les provinces polonaises, anciennement incorporées à l'Empire, fussent admises à la jouissance des mêmes libertés que le royaume.

« Daignez, Sire, par humanité et par égard pour les bienfaits que vous avez répandus sur nous au commencement de votre règne, accueillir avec bonté les prières dont ils sont l'interprète. Que la Pologne déjà reconnaissante à Votre Majesté Impériale et Royale pour les bonnes intentions que vous lui avez toujours montrées ; que cette Pologne, dis-je, puisse vous entourer, Sire, de cet amour qu'elle conserve dans son cœur pour son auguste Régénérateur ; que notre destinée s'accomplisse ! Et, vous, Sire, remplissant à notre égard les promesses de votre prédécesseur, prouvez-nous, par de nouveaux bienfaits, que votre règne n'est qu'une suite non interrompue du règne de celui qui a rendu l'existence à une partie de l'ancienne Pologne.

Au reste, la jouissance des libertés qui nous sont assurées par la Charte n'est point une concession que le Trône nous fera ; ce ne sera que la simple exécution d'un contrat passé entre le roi et la nation et confirmé par un serment réciproque.

« Connaissant, Sire, votre magnanimité, je dois espérer qu'une députation, qui n'a pour but que la paix, obtiendra le résultat qu'elle se propose. Les travaux du Gouvernement provisoire sont consacrés à l'organisation intérieure du pays ; ses ordonnances seront respectées comme les miennes propres, jusqu'au moment de la réunion du sénat et de la Chambre des nonces, auxquels il appartiendra de prendre des mesures ultérieures.

« Sire, en ma qualité d'ancien soldat et de bon Polonais, j'ose vous faire entendre la vérité, car je suis persuadé que Votre Majesté Impériale et Royale daignera l'écouter. Vous tenez dans votre main, Sire, les destinées de toute une nation ; d'un seul mot, vous pouvez la mettre au comble du bonheur ; d'un seul mot, la précipiter dans un abîme de maux.

« Plein de confiance dans la magnanimité de votre cœur, Sire, j'ose espérer qu'une effusion de sang n'aura pas lieu, et je me regarderai comme le plus heureux des hommes, si je puis atteindre au but que je me propose, par la réunion intime de tous les éléments de bon ordre et de force. »

Le général Chlopicki n'avait pas calculé tout ce qu'il y avait d'imprudence et de maladresse dans cette lettre, que le prince Lubecki l'aurait certainement détourné d'écrire, s'il eût été près du dictateur. La paragraphe relatif aux anciennes provinces polonaises, était seul capable de modifier les dispositions les plus bienveillantes de l'empereur, et de

le rendre inflexible sur d'autres points où il aurait pu incliner à quelques concessions. Il est donc permis de supposer que cette malencontreuse lettre avait été suggérée à Chlopicki par un des chefs du parti national, dans le but de faire échouer la mission du prince Lubecki.

Le colonel Wylezynski, pressé, assailli de questions par l'empereur qui l'observait avec le front menaçant d'un juge, ressemblait à un condamné sur la sellette. Le maréchal Diebitsch, qui avait lu et étudié en silence la lettre de Chlopicki, vint à son tour prendre part à l'interrogatoire que Nicolas faisait subir au malheureux colonel, qui, après une heure de tortures, eut l'espoir d'être délivré de cette enquête intolérable.

L'empereur et Diebitsch venaient de se retirer, et il se réjouissait de pouvoir satisfaire sa faim dévorante, quand il fut de nouveau dérangé dans son repas, par l'arrivée inopportune du général Alexandre Benkendorff qui venait le remettre au régime peu nutritif des interrogatoires.

Benkendorff, comme chef des gendarmes, était chargé de la haute police de l'Empire, et il ne transigeait pas avec les devoirs pénibles et multiples de son emploi, qu'il exerçait avec un zèle et une patience infatigables. Pendant plus de deux heures, il questionna le colonel Wylezynski sur la nature de sa mission, sur les instructions qu'il avait ordre de transmettre, de la part de Chlopicki, aux deux délégués polonais, et sur les motifs particuliers qui avaient pu lui faire entreprendre, sans passe-port et sans sauf-conduit, son voyage à travers la Lithuanie. Wylezynski répondit à tout avec non moins d'adresse que de convenance.

— Mon Dieu! général, s'écria-t-il tout à coup, je suis ici comme Tantale en présence d'un souper qui ne semble pas fait pour moi et dont la vue seule est loin de me rassasier.

Permettez-moi de prendre un peu de nourriture, et je serai ensuite à vos ordres pour continuer votre procédure.

Benkendorff ne put s'empêcher de rire de cette boutade humoristique, et il invita le colonel à souper à son aise, puisqu'il était l'hôte et le commensal de Sa Majesté.

Wylezynski était encore à table, lorsque le maréchal Diebitsch rentra dans la chambre :

— Vous n'avez plus rien à faire à Saint-Pétersbourg, dit-il au colonel; je vous conseillerais de repartir demain.

— Ne pourrai-je remplir ma commission auprès des députés polonais? répondit Wylezynski, étonné de se voir congédié ainsi. N'ai-je pas une réponse de Sa Majesté à porter au général Chlopicki?

— Il vous est interdit de communiquer avec personne à Saint-Pétersbourg, répliqua le maréchal. D'ailleurs, les députés polonais ne sont point encore arrivés. Quant à la lettre du général Chlopicki, il suffit que vous ayez obtenu la faveur insigne de la déposer vous-même entre les mains de Sa Majesté.

— Monsieur le colonel, dit sèchement Benkendorff, qui avait compris les intentions de l'empereur, votre mission est terminée. Vous avez bu et mangé d'une manière très-satisfaisante; je vous accorde deux heures de sommeil pour faire digestion, et vous remonterez dans votre traîneau avec les deux officiers qui vous ont accompagné depuis le gouvernement de Wilna.

— Ah! Monsieur le maréchal! s'écria d'un accent désolé le colonel, que quelques rasades de vin généreux prédisposaient à un accès d'émotion et de sensibilité : est-ce donc la guerre?

— Oui, colonel, c'est la guerre, reprit gravement Benkendorff; mais elle ne saurait être longue. Certes, Messieurs

les Polonais, votre révolution n'a pas au moins le mérite de l'à-propos, car vous vous êtes soulevés au moment même où toutes les forces de l'Empire étaient en marche vers vos frontières...

— Tant que la guerre n'est pas commencée, interrompit le comte Diebitsch, on peut espérer qu'elle ne commencera pas. Colonel, vous êtes témoin que l'empereur ne demande qu'à pardonner! Si vos compatriotes, mieux éclairés sur leurs véritables intérêts, en venaient à un accommodement et se soumettaient eux-mêmes, sans condition, Sa Majesté leur tiendra ses promesses et au delà. Il en est temps encore, repentez-vous, soumettez-vous, et comptez sur la parole de votre auguste souverain.

Le colonel Wylezynski se remit en route avant le jour, sous la garde des deux officiers chargés de le surveiller; il ne rapportait à Chlopicki que quelques lettres purement administratives adressées au comte Sobolewski, président de l'ancien Conseil d'administration, qui n'existait plus depuis le 30 novembre.

Le prince Lubecki et le comte Jezierski arrivaient, d'un autre côté, au moment même où Wylezynski repartait sans avoir eu la permission de les attendre ou de les rejoindre. Ils se présentèrent d'abord chez le comte de Nesselrode, qui s'entretint avec eux de l'objet de leur mission et qui n'eut pas de peine à les dissuader de la remplir à la lettre dans toute son étendue.

Lubecki, on ne saurait en douter, n'avait jamais eu la folle idée de se faire auprès de l'empereur l'avocat des prétentions ridicules et insolentes de ses concitoyens sur les anciennes provinces polonaises : il n'en parla au vice-chancelier, que pour exprimer son profond dissentiment à l'égard de ces prétentions, qui ne reposaient que sur des espé-

rances et sur des vœux traditionnels. Le comte Jezierski était moins disposé à retrancher de son mandat l'ordre formel qu'il avait reçu de demander au tzar la rétrocession de ces provinces au profit de la Pologne.

— Vous auriez tort, dit le vice-chancelier aux deux députés, d'indisposer, de blesser l'empereur, en adressant à Sa Majesté une demande aussi peu justifiable à tous égards.

— Je connais l'empereur comme vous le connaissez, Monsieur le comte, ajouta le prince Lubecki, qui abonda dans le sens du vice-chancelier, et je suis certain, en effet, qu'il n'écouterait pas la fin de notre discours.

— Sans doute, repartit M. de Nesselrode ; vous auriez beau envelopper ce discours des plus habiles, des plus merveilleuses précautions oratoires, le tout se réduira toujours à ces simples mots : « Sire, faites-nous le plaisir de détacher de votre vaste empire environ neuf millions d'habitants, afin que nous puissions, en les unissant à nous, quadrupler notre royaume, qui nous semble par trop petit. » A quoi l'empereur répondra sur le même ton : « Faites-moi le plaisir, à votre tour, Messieurs les Polonais, de me dire pourquoi le ferais-je? »

Le prince Lubecki rit beaucoup de cette ingénieuse traduction du discours que Jezierski se faisait fort d'adresser à l'empereur; il ajouta, pour donner plus de force aux sages admonestations du vice-chancelier :

— Quand on parle des provinces polonaises, on croirait, en réalité, qu'il s'agit d'une population ayant une origine, une langue et une religion communes avec les Polonais. Loin de là, cette population, qui est de neuf millions d'âmes, comprend à peine sept cent mille Polonais professant le catholicisme romain, contre huit cent quatre-vingt mille Lithuaniens, cent quatre-vingt mille Russes purs, et cinq mil-

lions et demi de Russiens, appartenant tous à l'Église grecque orthodoxe et parlant la langue russe ou le petit russien. Enfin, ces provinces dites polonaises, la Russie les a conquises et les possède depuis le règne de Catherine la Grande.

Le lendemain, 26 décembre, l'empereur reçut en audience particulière, mais successivement l'un après l'autre, les deux députés; il avait d'abord fait introduire seul le prince Lubecki, avec lequel il resta une heure en conférence. Rien ne transpira de ce qui avait été le sujet de leur entretien. Lubecki adhéra depuis simplement aux conclusions du rapport que le comte Jezierski adressa plus tard au dictateur, en y consignant les détails de l'audience où il avait plaidé chaleureusement la cause de la Pologne.

Jezierski avait commencé par soutenir que l'insurrection du 29 novembre n'était pas le résultat d'un plan formé à l'avance, et que les rebelles, qui se réduisaient à une poignée de jeunes sous-officiers et d'étudiants, avaient agi spontanément, sans but déterminé. Les meneurs, au dire de Jezierski, n'avaient réussi à faire révolter le 4e régiment de ligne et le bataillon des sapeurs, qu'en répandant le bruit mensonger que les Russes massacraient les Polonais. Après deux jours de désordre, de stupeur et d'épouvante, les bons citoyens avaient senti la nécessité de se réunir et de s'armer pour la défense de leurs personnes et de leurs propriétés. L'immense majorité de la nation et de l'armée était donc réellement étrangère à l'entreprise criminelle d'un petit nombre, et cette majorité, composée de tous les gens sages et honnêtes, persistait dans son attachement à la dynastie des Romanoff et dans sa fidélité à son roi, car elle comprenait que les événements déplorables qui avaient eu lieu pouvaient compromettre l'existence de tout le pays,

en rendant la nation entière solidaire du crime de quelques insensés. Elle implorait, en conséquence, la générosité et la clémence de son bien-aimé souverain.

En réponse à ce discours presque suppliant, l'empereur exprima la vive douleur que lui avait causée l'attentat commis à Varsovie contre son autorité impériale, dans la soirée du 29 novembre. Il évitait, toutefois, de s'appesantir sur cet attentat, qui avait, dit-il, entaché de trahison l'honneur de l'armée polonaise. Il sentait qu'il devait punir les auteurs de pareils crimes, mais son cœur paternel, d'accord avec les intérêts de l'Empire, lui faisait désirer ardemment que les Polonais eux-mêmes pussent expier les torts, dont quelques hommes égarés s'étaient rendus coupables, non-seulement envers la Russie, mais encore à l'égard de leur propre pays. Il fallait donc que le rétablissement de l'ordre légal fût signalé par la punition exemplaire des grands coupables. L'empereur se réservait ensuite le droit de pardonner, droit dont il se plairait à user avec libéralité.

Cependant, objecta-t-il, il semblait assez difficile d'accorder les sentiments de fidélité de la nation polonaise, qu'on faisait sonner si haut, avec les préparatifs de guerre et les démonstrations révolutionnaires qui avaient suivi la révolte, l'odieuse révolte, qu'elle désavouait. Ces armements, ces levées de troupes, ces proclamations menaçantes n'étaient pas des témoignages de repentir et n'annonçaient pas que les Polonais fussent rentrés dans le devoir. En conséquence, l'honneur de la couronne ne permettait point à Sa Majesté de faire ou de promettre aucune concession, surtout lorsqu'on osait lui poser des conditions, les armes à la main; au surplus, sa proclamation du 5/17 décembre faisait assez connaître ses sentiments et ses intentions à l'égard de la Pologne et de tous les Polonais qui ne persévéreraient pas

dans leur égarement; les criminels auteurs de la révolte avaient seuls jusque-là encouru toute son indignation, mais si les Polonais osaient se mettre en guerre contre la Russie, s'ils se présentaient au combat contre leur souverain, alors ce seraient eux-mêmes, ce seraient leurs coups de canon qui renverseraient la Pologne. L'empereur les rendait seuls responsables du malheur de leur patrie.

Le nonce Jezierski ne put obtenir d'autre audience, ni d'autre réponse de l'empereur; il eut seulement plusieurs conférences avec le comte de Nesselrode, dans lesquelles le vice-chancelier ne lui laissa l'espoir d'aucune transaction amiable.

CLXIII

Le jour même où les deux députés polonais étaient arrivés à Saint-Pétersbourg, Nicolas avait cru nécessaire de donner satisfaction pleine et entière au sentiment unanime du peuple russe, en lui adressant ce manifeste, qui fut publié dans tout l'Empire et qui ne parvint en Pologne que par la voie de la presse étrangère :

« Nous, Nicolas Ier, par la grâce de Dieu, empereur et autocrate de toutes les Russies, faisons connaître à tous nos fidèles sujets, etc.

« Une horrible trahison a ébranlé le royaume de Pologne uni à la Russie. Des hommes malintentionnés, qui n'ont pas été désarmés par les bienfaits de l'immortel empereur Alexandre, le généreux restaurateur de leur patrie, et qui jouissaient, sous la protection des lois qui leur avaient été accordées, des fruits de sa sollicitude, ont noué en secret des intrigues pour renverser l'ordre établi par lui, et marquèrent, le 17 novembre passé (29, nouv. st.), le commencement de leurs actes, par la rébellion, l'effusion du sang, et des tentatives criminelles dirigées contre la vie de Notre frère chéri, le césarévitch et grand-duc Constantin Pavlovitch.

« Profitant de l'obscurité du soir, une bande de populace furieuse, excitée par eux, se précipita dans le palais du césarévitch; en même temps, ils parvinrent, en répandant le bruit mensonger que les troupes russes massacraient les paisibles habitants, à attirer à eux le peuple de différents quartiers de Varsovie et à remplir la ville de toutes les terreurs de l'anarchie.

« Le césarévitch résolut de prendre une position à proximité de Varsovie, avec les troupes russes qui se trouvaient avec lui et les Polonais qui lui étaient restés fidèles, et de ne pas agir offensivement, afin de prouver, en évitant toute nouvelle effusion de sang, l'absurdité et la fausseté du bruit qui avait été répandu; et afin de laisser aux autorités de la ville le temps et les moyens d'éclairer, avec l'aide des habitants bien pensants, ceux qui avaient été induits en erreur, et de réprimer l'audace des malintentionnés.

« Mais cet espoir ne se réalisa pas. Le Conseil d'administration ne réussit pas à rétablir l'ordre; menacé sans cesse par les rebelles, qui avaient formé plusieurs associations illégales et qui avaient changé son organisation, en éloignant des membres nommés par Nous et en y en admettant de nouveaux nommés par les chefs de la conjuration, le Conseil d'administration n'eut plus autre chose à faire que d'adresser au césarévitch les plus pressantes prières de renvoyer les troupes polonaises qui avaient quitté avec lui Varsovie, pour qu'elles protégeassent les libertés publiques et privées contre de nouvelles scènes de pillage; peu après, le Conseil fut entièrement dissous, et tout le pouvoir remis aux mains d'un général.

« Cependant la nouvelle de la révolte se répandit dans toutes les provinces du royaume de Pologne; partout les mêmes moyens furent employés, la fraude, les menaces, les

illusions, pour soumettre les paisibles habitants à la domination de quelques rebelles. Dans ces circonstances importantes et déplorables, le césarévitch crut d'une nécessité indispensable de céder aux vœux du Comité d'administration, et il permit au petit nombre de troupes polonaises qui étaient restées fidèles, de retourner à Varsovie, pour mettre en sûreté autant que possible les personnes et les propriétés; lui-même, il quitta, avec les troupes russes, le royaume de Pologne, et arriva, le 1/13 décembre, au bourg de Wlodawa, dans le gouvernement de Wolhynie.

« De cette manière a été consommé un crime, résolu peut-être depuis longtemps. Le peuple polonais, jouissant, après tant de revers, de la paix et du bien-être, à l'ombre de Notre souveraineté, se précipite de nouveau dans l'abîme de la révolte et de la misère. Une foule égarée par une crédulité insensée, bien qu'effrayée déjà du châtiment qui la menace, ose rêver la victoire, et proposer des conditions à son légitime souverain! Russes, vous savez que Nous les repoussons avec indignation.

« Vos cœurs, brûlants de zèle pour le trône, ressentiront ce que le Nôtre doit éprouver. A la première nouvelle de la trahison, votre réponse a été un nouveau serment de fidélité inébranlable, et, en ce moment, Nous ne voyons, dans toute l'étendue de Notre vaste Empire, qu'un mouvement; tous les cœurs ne sont animés que d'un seul sentiment, le désir de faire tous leurs efforts pour l'honneur de leur empereur, pour l'inviolabilité de l'Empire, et de sacrifier à cette fin leur fortune, leurs propriétés et même leur vie. Nous voyons avec émotion cet élan généreux d'amour de Notre peuple, pour Nous et la patrie, et Nous regardons comme un devoir sacré d'y répondre en des termes tranquillisants.

« Il ne sera besoin ni de nouveaux efforts, ni de nouveaux sacrifices. Nous avons pour Nous le Dieu protecteur de la patrie, et la puissante Russie peut, par un seul coup décisif, forcer à la tranquillité ceux qui osent troubler son repos. Nos troupes fidèles, qui se sont si récemment encore signalées par des victoires, se rassemblent déjà sur les frontières occidentales de l'Empire.

« Nous sommes prêt à punir la trahison, mais Nous voulons distinguer les innocents des coupables, et pardonner aux faibles que l'égarement ou la crainte a fait céder au torrent de l'insurrection. Tous les sujets de Notre royaume de Pologne, tous les habitants de Varsovie n'ont pas trempé dans la conjuration et pris part à ses déplorables suites. Plusieurs ont prouvé, par une mort glorieuse, qu'ils connaissaient leurs devoirs. D'autres, comme Nous l'avons vu par les rapports du grand-duc, ont été forcés, le désespoir dans le cœur, de retourner dans des lieux au pouvoir des rebelles.

« Ceux-ci, joints à ceux qui ont été trompés et égarés, forment sans aucun doute une grande partie de l'armée et des habitants du royaume. C'est à eux que Nous Nous adressons par une proclamation du 5/17 de ce mois, dans laquelle, en exprimant Notre juste indignation sur l'infidélité commise, Nous avons ordonné que l'on cessât tous les armements arbitraires et illégaux et que tout rentrât dans l'ordre accoutumé. Par là ils peuvent encore réparer les torts de leurs compatriotes et sauver le royaume de Pologne des suites funestes d'un criminel aveuglement. Quand Nous leur indiquons ici le seul moyen de salut et que Nous faisons connaître à tous Nos fidèles sujets l'effet de Notre indulgence, ils doivent y voir en même temps Notre volonté de défendre l'inviolabilité des droits du trône et de la patrie, ainsi que

la ferme résolution d'épargner les hommes égarés qui sont rentrés dans la voie du repentir.

« Russes! l'exemple de votre empereur sera pour vous un guide : justice sans vengeance; constance inébranlable dans la lutte pour l'honneur et le bien de l'Empire, sans haine contre des adversaires égarés; affection et estime pour ceux de Nos sujets du royaume de Pologne qui restent fidèles au serment qu'ils Nous ont prêté; disposition à accueillir tous ceux qui rentreront dans le devoir. Vous remplirez Notre espoir, comme vous avez toujours fait jusqu'ici. Demeurez tranquilles et en paix, pleins de confiance en Dieu, l'éternel bienfaiteur de la Russie, et dans un souverain qui connaît la grandeur et la sainteté de sa vocation à conserver intactes la dignité de son Empire et la gloire du nom russe.

« Donné à Saint-Pétersbourg, le 12/24 décembre de l'an de Jésus-Christ 1830, et du sixième de notre règne.

« NICOLAS. »

Le nonce Jezierski n'eut connaissance de ce manifeste, qu'à son retour à Varsovie où il revint seul apporter la réponse verbale de l'empereur, car le prince Lubecki n'avait pas jugé prudent de l'accompagner et s'était excusé auprès de la Diète, en prétextant que l'empereur ne lui eût pas accordé de passe-port pour retourner en Pologne.

Nicolas commençait à peine à revenir de l'injuste prévention qui l'avait porté d'abord à voir dans l'insurrection polonaise l'œuvre ténébreuse de la propagande révolutionnaire française. Le nom de la France avait été mêlé sans doute aux premiers actes de la conspiration du 29 novembre; ses couleurs nationales avaient été arborées par les conspirateurs qui se proposaient de mettre leur complot sous la

protection du drapeau français; de là les Journées de Varsovie faites à l'imitation des Journées de Paris. Mais il fallut bien reconnaître que si les Sociétés secrètes de France avaient pu donner un mot d'ordre général aux Sociétés secrètes de la Pologne, les chefs du complot polonais avaient obéi à une inspiration purement nationale, et que, parmi les hommes qui avaient prêté la main à l'exécution de ce complot, il n'y avait peut-être pas un seul Français.

La première dépêche que l'empereur reçut de Paris, où son ambassadeur Pozzo di Borgo était resté officieusement, depuis quatre mois, sans être accrédité auprès du gouvernement de Louis-Philippe, cette dépêche annonça formellement que la France, quelles que fussent ses sympathies pour les Polonais, ne fournirait aucune assistance directe ou indirecte à leur révolution. Le roi Louis-Philippe s'était exprimé à cet égard dans les termes les plus explicites. On pouvait cependant prévoir que le parti libéral embrasserait avec chaleur la cause d'une insurrection qui se rattachait en principe à la révolution de Paris, comme à celle de Bruxelles.

L'empereur, tout en conservant quelques défiances à l'égard des sentiments et des intentions de la monarchie de Juillet, fut très-satisfait d'apprendre que la politique du cabinet des Tuileries répudiait en quelque sorte son origine et ne songeait pas à soutenir la Révolution aux bords de la Vistule. Il ne pouvait plus avoir de doutes sur les instructions que le cabinet des Tuileries avait transmises à ses agents, quand il sut que le consul français à Varsovie, M. Durand, avait repoussé toute participation aux actes du gouvernement provisoire de Varsovie et déclaré qu'il n'acceptait pas, au nom de la France, les avances amicales d'un

pouvoir irrégulier né de l'émeute et contraire aux traités internationaux.

Les dispositions de l'empereur à l'égard de la France et de son gouvernement se modifièrent donc de telle sorte, dans l'espace de quelques jours, qu'il regretta de n'avoir plus auprès de lui le duc de Mortemart comme ambassadeur :

— Un chargé d'affaires, ce n'est point assez dans les circonstances actuelles, dit-il à M. de Nesselrode, car il s'agit ici du maintien des traités de 1814 et de 1816. M. de Bourgoing est un ministre fort capable : je l'estime et je l'aime beaucoup; mais nous ne nous entendons pas ensemble : nous sommes l'un et l'autre trop vifs, trop entiers dans nos opinions. Je suis sûr que Mortemart et moi nous nous entendrions à merveille.

Le comte de Nesselrode, qui regrettait aussi l'absence du duc de Mortemart, saisit l'occasion de le faire revenir à Saint-Pétersbourg, et comme l'empereur ne s'opposait plus à l'envoi des lettres de créance que Pozzo di Borgo sollicitait en vain depuis l'avénement au trône de la dynastie d'Orléans, le vice-chancelier fit expédier ces lettres de créance et y joignit cette lettre particulière adressée au duc de Mortemart :

« L'empereur me charge, mon cher duc, de vous témoigner de sa part combien la mission qui doit vous ramener en Russie lui est personnellement agréable. Dans cette circonstance, il a daigné se rappeler que, en prenant congé, vous lui avez donné l'assurance que si jamais l'occasion se présentait de rendre un service spécial à l'union entre la Russie et la France, vous seriez prêt à revenir auprès de Sa Majesté, afin de consacrer tous vos efforts pour obtenir un résultat aussi conforme aux intérêts des deux Empires,

qu'il serait d'accord avec les intentions et les vœux de l'empereur.

« Vous venez de prouver, mon cher duc, que vous tenez à remplir votre promesse. Sa Majesté se plaît à vous le dire. Je n'ajouterai rien de plus aujourd'hui, car vous connaissez trop bien les sentiments de l'empereur à votre égard, pour ne pas être sûr de la satisfaction avec laquelle Sa Majesté verra de nouveau auprès d'elle un compagnon de la guerre de Turquie, qu'elle se plaît à honorer de son estime et de sa confiance.

« Permettez-moi, en mon particulier, de vous exprimer le plaisir bien sincère que j'aurais à renouer avec vous, mon cher duc, des relations auxquelles j'ai toujours attaché tant de prix.

« Recevez-en l'assurance, ainsi que celle de ma haute considération et de ma sincère amitié.

« Nesselrode.

« Saint-Pétersbourg, ce 11 (23, nouv. st.) décembre 1830. »

Cette lettre, si cordiale et si franche, ne laissait pas soupçonner qu'il y eût la moindre arrière-pensée d'hostilité contre la France dans la politique russe. On doit aussi remarquer qu'au moment où elle fut écrite, la Prusse et l'Autriche s'étaient déjà prononcées simultanément contre l'insurrection de Pologne, en adhérant aux engagements suivants, qui ne permettaient plus aux rebelles polonais d'espérer aucun appui extérieur : nulle correspondance de Pologne ne pourrait passer par la Prusse ou l'Autriche; nul secours aux insurgés ne serait ni favorisé ni toléré; les ports de Dantzick, Kœnigsberg et autres seraient rigoureusement fermés à tout convoi d'armes ou de munitions de guerre; les fonds du royaume de Pologne, déposés à la

Banque de Berlin, seraient placés sous le séquestre et mis à la disposition de l'empereur Nicolas; puis, si l'esprit de révolte s'étendait de Varsovie sur Cracovie et de là dans le duché de Posen ou la Gallicie, immédiatement les troupes prussiennes et autrichiennes agiraient, de concert avec la Russie, pour assurer le maintien des traités de 1814 et de 1816, sans avoir égard aux représentations de la France et de l'Angleterre.

En même temps, la Prusse et l'Autriche établissaient chacune un corps d'observation de soixante mille hommes sur leurs frontières : la révolution polonaise se trouvait ainsi enfermée de tous côtés dans le cercle d'une sorte de cordon sanitaire, destiné à empêcher la propagation du fléau de l'anarchie, que les Puissances de l'Europe jugeaient plus dangereux et plus redoutable que le choléra-morbus.

Les cordons sanitaires, il est vrai, n'avaient fait que retarder la marche du choléra, qui s'avançait à la fois, d'un pas lent, mais irrésistible, vers Saint-Pétersbourg et Varsovie. Il était déjà en Podolie, où la rigueur de la saison diminuait ses ravages, sans lui ôter son caractère épidémique et contagieux; il avait cessé pourtant dans les provinces méridionales de l'Empire, et il semblait avoir perdu une partie de sa violence en pénétrant dans le gouvernement de Novogorod. Moscou pouvait se croire délivré entièrement de la terrible maladie, qui y avait fait douze mille victimes, mais les habitants de Saint-Pétersbourg n'osaient pas encore se réjouir d'avoir échappé à sa menaçante visite.

Toutes les précautions néanmoins avaient été prises, dans cette ville, pour le recevoir. Douze grands hôpitaux temporaires étaient établis dans différents quartiers; les médecins se trouvaient à leur poste, et la charité publique ne se lassait

pas d'amasser des dons destinés au soulagement des cholériques. Mais le choléra-morbus, si effrayant qu'il pût être, avait perdu beaucoup de son prestige sinistre, en face des événements politiques qui se préparaient; on avait eu le temps, d'ailleurs, de s'accoutumer à ses foudroyants effets, et la résignation était venue avec la conscience du danger inévitable. Le mal s'affaiblissait et même paraissait s'éteindre, sous l'action d'un des hivers les plus rudes que la Russie eût jamais subis; mais on ne doutait pas qu'il ne se ravivât dans toute sa fureur aux premières chaleurs du printemps.

L'empereur ne savait que trop combien la guerre serait favorable aux progrès de l'épidémie, qui frappait avec plus de certitude au milieu des grandes agglomérations d'hommes; il eût tout fait pour éloigner, pour conjurer cette guerre, à laquelle la Providence elle-même semblait mettre obstacle par la rigueur de la saison et par la menace d'une nouvelle invasion du choléra; mais il ne pouvait, il ne voulait pas, en ayant l'air de céder à la révolte, compromettre la dignité de sa couronne et blesser profondément le sentiment du peuple russe.

Il était en correspondance assidue avec le grand-duc Constantin, qui avait quitté Wlodawa pour se rapprocher de Grodno, où se concentrait l'armée active, mais qui ne paraissait nullement disposé à se rendre à Saint-Pétersbourg. L'empereur avait beau l'en prier, tous les efforts qu'il renouvelait dans ce but restaient sans succès, et le césarévitch, après avoir fait valoir divers prétextes plus ou moins plausibles pour couvrir ses hésitations ou ses refus, avait fini par déclarer qu'il croyait devoir se tenir le plus près possible du royaume de Pologne, afin de profiter d'un revirement politique qui l'y appellerait et lui permettrait

ainsi d'empêcher de plus grands malheurs. Les lettres pressantes et affectueuses de Nicolas ne réussirent point à le faire changer de détermination. Il s'était fondé, pour ne pas entreprendre le voyage de Saint-Pétersbourg dans une saison aussi rigoureuse, sur le mauvais état de sa santé et de celle de sa femme.

Depuis les cruelles secousses qu'il avait éprouvées dans la soirée du 29 et la nuit du 30 novembre, il n'avait pu, en effet, se relever de l'abattement physique et moral dans lequel il était tombé. La princesse de Lowicz, dont l'organisation délicate et frêle s'était brisée, pour ainsi dire, sous le poids d'une immense douleur, ne parvenait pas à se remettre de cette crise affreuse, qui lui avait laissé une incurable maladie de nerfs. Elle avait perdu l'appétit, le sommeil et les forces; elle s'épuisait dans les larmes, malgré les soins touchants et les tendres consolations de son mari.

— Les Polonais sont bien coupables envers moi, répétait-il sans cesse, mais je leur pardonne tout, oui, tout, excepté le mal qu'ils ont fait à ma bien-aimée Jeanne. Voilà leur crime, voilà leur ingratitude!

Constantin avait donc supplié son frère de permettre qu'il restât neutre dorénavant dans tout ce qui regarderait la Pologne, car, disait-il, le souvenir de ce qui s'était passé en dernier lieu dans ce malheureux pays pourrait l'empêcher d'être impartial et juste : il recommandait, toutefois, les Polonais à la clémence de l'empereur.

Nicolas, averti des trames qui s'ourdissaient dans les clubs démocratiques de Varsovie pour rattacher les anciennes provinces polonaises à la résurrection de la Pologne indépendante, s'était mis en mesure d'obvier à ces manœuvres révolutionnaires, en s'assurant la fidélité des populations de ces

provinces, que les Polonais voulaient lui enlever et qu'il se voyait forcé de mettre en état de siége. Il avait donc loyalement fait appel aux sentiments patriotiques de la noblesse, qui avait pour mission de donner l'exemple aux classes inférieures et de les diriger dans la voie du devoir; il ne doutait pas, disait-il dans des rescrits adressés aux habitants de la Lithuanie, de la Wolhynie et de la Podolie, que tous ses sujets ne partageassent la même indignation contre les criminels perturbateurs de la paix publique, et que chacun, dans les circonstances actuelles, ne s'empressât de faire preuve de dévouement au trône et à la patrie.

Les maréchaux de la noblesse convoquèrent les nobles de ces provinces et leur firent signer des Adresses à l'empereur, pleines de protestations de dévouement, de fidélité et d'obéissance. La noblesse du gouvernement de Wilna déclarait, par l'organe de son maréchal : « qu'elle avait en horreur tout ce qui pouvait être contraire à l'ordre et à la volonté sacrée de Sa Majesté ; » la noblesse du gouvernement de Grodno, « appréciant toute l'étendue et la sainteté de ses devoirs, » attestait qu'elle ne se laisserait « devancer ni surpasser par personne, dans ses efforts pour se rendre digne de l'attention particulière de l'empereur, par une obéissance absolue aux mesures que le Gouvernement jugerait convenable de prendre, ainsi que par l'observation exacte des lois ; » enfin, les nobles de Wolhynie, pénétrés d'une reconnaissance sans bornes pour la sollicitude paternelle avec laquelle Sa Majesté veillait à leur bien-être, prenaient l'engagement solennel de rester fidèles à leurs serments et de justifier par des sacrifices de tout genre la confiance que l'empereur daignait placer en leur fidélité.

Ce n'était pas sans motifs que l'empereur avait cru devoir s'entourer de ces précautions morales et matérielles, dans

un moment où il regardait comme inévitable l'entrée de ses armées en Pologne.

De tous les points de la Russie les troupes étaient en marche à la fois, de manière à se trouver rendues sur les bords du Bug vers la fin de janvier; l'artillerie, les munitions et les vivres arrivaient de toutes parts avec rapidité, au moyen du traînage, et les vingt-quatre degrés de froid qui eussent été un obstacle pour commencer les hostilités, en favorisaient les préparatifs sur toute la ligne des frontières du pays insurgé.

Le comte Toll, chef de l'état-major général de l'armée active, était déjà parti pour Bialystock, avec les instructions de l'empereur. On croyait que Sa Majesté allait partir d'un jour à l'autre, avec sa maison militaire. Mais il y eut changement subit dans la volonté de l'empereur, qui renonça tout à coup à se mettre en personne à la tête de l'armée. On attribua ce changement de projet aux prières de l'impératrice, qui aurait obtenu de son auguste époux qu'il ne s'éloignerait pas de sa capitale, en présence du choléra-morbus qui s'en approchait.

L'impératrice Alexandra avait refusé absolument de quitter la Russie pour des climats plus favorisés que le redoutable fléau ne menaçait pas encore; elle ne voulait pas, disait-elle, abandonner son mari et ses enfants et se préserver d'un danger auquel ils resteraient exposés. L'impératrice se trouvait alors fort souffrante, au commencement d'une grossesse qui n'était pas encore annoncée, et l'empereur se fit un scrupule de lui causer un chagrin qui aurait pu avoir sur sa santé une influence fâcheuse. On prétendit cependant qu'il n'avait fait que céder aux observations et même aux instances du grand-duc Constantin, qui lui aurait représenté que le souverain ne devait pas se commettre per-

sonnellement dans une guerre contre ses sujets rebelles.

Le feld-maréchal Diebitsch n'avait été retenu à Saint-Pétersbourg que par son état maladif qui sembla enfin s'améliorer, et dès qu'il se sentit capable de se mettre en route, malgré la rigueur de la saison, il ne voulut plus retarder son départ. Le dimanche 10 janvier 1831, le grand-duc Michel lui présenta le corps des officiers de toutes les gardes, qui étaient compris dans les cadres de l'armée active, et le soir même, il montait en traîneau avec son médecin, en guise d'aide de camp.

— Sire, avait-il dit à l'empereur en prenant congé de Sa Majesté, je n'attends plus que l'ordre d'entrer en Pologne, et avec l'aide de Dieu, je ne demande que vingt jours pour être à Varsovie.

Cette proclamation, adressée à l'armée active, en date du 13 janvier, précéda de quelques jours seulement son arrivée au quartier-général de Bialystock :

« Soldats,

« Notre auguste monarque a daigné une seconde fois m'appeler au commandement de l'armée active. Plein de confiance dans la protection du Très-Haut, je reçois avec respect ce témoignage flatteur de la confiance de Sa Majesté. La main de la Providence bénira vos efforts. Treize ans d'expérience dans vos rangs m'ont appris à compter sur vous. Je sais qu'un chef qui vous aime et qui n'a jamais perdu de vue ses devoirs, peut être assuré de votre amour et de votre confiance.

« Nous allons nous présenter à une lutte inconnue de nous tous, et que ne pouvait prévoir le cœur d'un Russe. Nous allons soumettre des criminels insurgés contre leur souverain, qui avait comblé de bienfaits ces traîtres et ces

ingrats et qui leur avait donné des preuves de sa clémence. Les plans odieux de ces rebelles ont même menacé les jours du frère de leur souverain, qui avait été leur protecteur.

« La baïonnette des Russes leur prouvera que leur trahison est aussi faible qu'elle est criminelle. Notre discipline et notre bravoure auront bientôt triomphé de la turbulence.

« Cependant, tout en châtiant les rebelles qui persévéreront dans leur crime, n'oublions pas que le repentir et le retour au devoir rendront les autres de nouveau nos frères; la punition des coupables désarmés appartient à la loi.

« Nous traiterons comme des amis les habitants qui nous recevront en amis. Mus par la bienveillance et la sympathie qui anime elle-même notre auguste souverain, nous protégerons les faibles contre les conspirateurs qui ont couvert leurs trames odieuses du nom de la liberté.

« Les peuples de l'Orient apprécient encore la conduite généreuse de l'armée russe; les remercîments de nos frères d'armes seront l'écho de notre gloire. Le soldat qui s'écartera des vertus qui font le caractère russe, trouvera en moi un juge inexorable. Mais je suis sûr d'avance qu'il n'y en aura pas un seul à punir dans vos rangs.

« Courons donc avec joie au combat pour notre souverain et notre patrie. Le Tout-Puissant nous bénira, et nous prouverons encore une fois au monde, que le soldat russe est prêt à obéir aux saintes volontés de son monarque chéri, et que jamais il ne cédera, ni aux ennemis intérieurs ni à ceux du dehors, un pouce du terrain qu'il a conquis au prix de son sang.

« *Le commandant en chef de l'armée*, *feld-maréchal*,

« DIEBITSCH-ZABALKANSKY. »

Par une coïncidence qui n'était peut-être pas intention-

nelle, mais qui semblait prêter à l'allusion, au moment où Diebitsch allait entrer en Pologne à la tête d'une armée russe, un ukase de l'empereur ordonnait d'ériger à Tobolsk une pyramide de marbre, en l'honneur du Cosaque Yermak, qui avait conquis la Sibérie sous le règne d'Ivan IV.

CLXIV

Cependant le général Chlopicki voyait avec douleur que le parti de la révolution grandissait tous les jours à Varsovie et se posait vis-à-vis de lui comme un adversaire implacable; les pouvoirs de la dictature étaient impuissants entre ses mains pour comprimer la propagande des Sociétés secrètes qui travaillaient à le renverser. Il savait que la Pologne serait perdue, si elle en arrivait à une lutte ouverte contre la Russie, et il avait l'espoir de conjurer les malheurs qui menaçaient sa patrie, si elle se jetait en aveugle dans une guerre inégale dont l'issue désastreuse n'était que trop certaine. Les hommes du *mouvement*, les exaltés, les ambitieux, les fous poussaient à la guerre, provoquaient le gouvernement russe et demandaient l'adjonction immédiate, par décret national, des anciennes provinces polonaises, avec la Pologne indépendante. Il y eut plusieurs conspirations pour faire cesser la dictature; il eut plusieurs complots contre la vie du dictateur. Chlopicki ne dévia point de la ligne politique qu'il s'était tracée pour le salut de son pays.

Les nonces choisis par la Diète pour rédiger un manifeste adressé à l'Europe, pour exposer les griefs de la nation polonaise, avaient achevé leur travail : le dictateur essaya d'abord de modifier ce manifeste, dans lequel la violence

du fond n'était pas déguisée par la modération de la forme; il rejeta toutes les phrases qui renfermaient des allégations injurieuses contre l'empereur Nicolas et son gouvernement; mais, n'obtenant aucune concession et n'ayant pu faire comprendre aux auteurs et aux approbateurs d'un pareil document, empreint de haine, de ressentiment et d'exagération, que ce manifeste équivaudrait à une déclaration de guerre contre la Russie, il s'opposa purement et simplement à la publication. Les délégués de la Diète ne tinrent pas compte de son opposition et firent clandestinement lithographier le manifeste, qui fut répandu à profusion dans le public, sans signature toutefois et sans caractère officiel. Les journaux étrangers se chargèrent de le répandre par toute l'Europe.

Le général Chlopicki ne conservait plus qu'une bien faible espérance de conciliation et d'accommodement avec la Russie : son aide de camp, le colonel Wylezynski, ne lui avait rapporté de Saint-Pétersbourg que des paroles bienveillantes de l'empereur, mais le tzar exigeait la soumission des Polonais, sans prendre aucun engagement, sans accepter aucune condition. Il fallait donc se soumettre et demander grâce ou bien se préparer à combattre et à mourir.

Chlopicki convoqua la Diète pour le 19 janvier. Les membres de la délégation de surveillance, ayant à leur tête le président du sénat et le maréchal de la Diète, se présentèrent chez le dictateur, pour savoir s'il avait reçu des nouvelles de Saint-Pétersbourg, car le bruit courait dans la ville que la mission du prince Lubecki et de son assesseur, le comte Jezierski, auprès du tzar, avait complétement échoué. Ils trouvèrent Chlopicki très-abattu et très-découragé; le dictateur leur fit le plus triste tableau de la position du pays et finit par cette déclaration formelle : « Il ne

nous reste plus qu'à entrer en accommodement avec l'empereur. »

Les nonces se regardèrent, indécis et consternés; quelques-uns protestèrent avec chaleur, en disant qu'il fallait en appeler sur-le-champ au sort des armes.

— Tout est donc rompu entre nous et l'empereur Nicolas, s'écria le nonce Morawski.

— Vous en parlez à votre aise! interrompit Chlopicki avec un air de hauteur dédaigneuse : si vous avez une conscience disposée à rompre si facilement les serments prêtés à votre souverain, c'est bien. Mais telle n'est pas ma façon de penser : ce que je fais ici, je le fais au nom de l'empereur Nicolas.

Les murmures et les exclamations des délégués ne déconcertèrent pas le général Chlopicki, qui répétait en s'emportant davantage : « Nicolas est votre roi; il a reçu vos serments de fidélité. »

Plusieurs voix s'élevèrent pour demander, au nom de la Diète, que les pouvoirs de dictateur fussent retirés au général.

— C'est moi-même, dit-il d'une voix tonnante, c'est moi qui dépose la dictature!

Le prince Adam Czartoryski adressa quelques paroles conciliantes au général, qui voulait quitter à l'instant même le palais du gouvernement :

— Quoique vous ayez cessé d'être dictateur, lui dit-il en lui serrant la main, nous espérons que vous accepterez le commandement de l'armée?

— Vraiment non! repartit brusquement Chlopicki; je serais un gredin, si je l'acceptais, car je n'ai pas, moi, rompu mes serments prêtés à mon légitime souverain.

— Mais, comme Polonais, répliqua le nonce Leduchowski,

vous devez servir votre patrie, et nous avons le droit de vous l'ordonner.

— Je ne suis plus qu'un citoyen, répondit avec calme Chlopicki en se retirant : je servirai, s'il le faut, mais comme simple soldat.

La retraite de Chlopicki faillit être la cause d'un soulèvement général de l'armée polonaise; le découragement et l'épouvante se répandirent à Varsovie et dans les provinces, lorsqu'on apprit que le dictateur s'était démis de ses pouvoirs. Les bruits les plus sinistres étaient les avant-coureurs d'une émeute populaire. Chlopicki se montra sans uniforme dans les rues de la capitale, suivi d'une escorte de sa légion d'honneur, qui refusait de se séparer de lui, et sa présence seule suffit pour maintenir l'ordre.

Les clubs s'étaient rouverts, et l'agitation révolutionnaire avait reparu avec eux. La garde nationale eut encore assez d'autorité pour s'opposer au déchaînement des passions démagogiques. La consternation régnait surtout dans la classe des commerçants et des artisans, car il n'y avait plus d'industrie, ni de commerce. Les usines et les ateliers se fermaient; l'argent manquait; les principaux négociants et les grands capitalistes avaient déjà quitté le pays. La misère commençait à s'appesantir sur les campagnes, où des réquisitions de grains, de chevaux, de charrois, de fourrages et de bétail, enlevaient aux paysans toutes les ressources qu'ils pouvaient avoir pour leurs familles jusqu'à la récolte, et l'on devait prévoir que cette récolte était perdue d'avance, puisque la guerre allait noyer dans le sang les champs dévastés, livrer aux flammes les fermes et les villages, et décimer la population rurale.

Cependant le sentiment national était plus fort que l'in-

térêt individuel; l'enthousiasme patriotique aveuglait les plus sages et les plus clairvoyants; la noblesse donnait l'exemple du dévouement; la bourgeoisie se laissait entraîner par l'exemple et par les excitations des nobles; dans toutes les classes, c'étaient les femmes qui, avec une émulation héroïque, gagnaient des défenseurs à la cause de la Pologne, en exaltant le patriotisme de leurs pères, de leurs maris, de leurs frères et de leurs fils.

Au moment où la Diète allait rouvrir ses séances, le parti de la révolution avait la majorité dans les deux Chambres, où le parti national suivait fatalement l'impulsion que lui avaient donnée les meneurs. Quant au parti conservateur, s'il existait encore, il n'aurait pas osé se manifester par des actes ou même par des paroles.

On accusait déjà de trahison le général Chlopicki et ceux qui avaient donné leur concours à la dictature. On fit pourtant quelques nouvelles démarches auprès de l'ancien dictateur, pour lui rendre le commandement de l'armée, ou du moins pour obtenir l'appui de ses conseils et de son influence. Il persévéra dans ses résolutions et ne cessa de déclarer avec énergie que la nation polonaise ne pouvait violer le serment qu'elle avait prêté à l'empereur Nicolas. La rupture avec le gouvernement du tzar était complète et définitive; la Délégation de surveillance, dans une proclamation aux Polonais, avait dit, en les invitant à prendre pour devise : *Concorde, courage, persévérance* : « Employons toutes nos forces, afin de fonder pour toujours notre liberté et notre existence nationale. »

L'ouverture de la Diète eut lieu le 19 janvier : le maréchal de la Diète, Ladislas Ostrowski, prononça, dans la Chambre des nonces, un discours qui appelait aux armes tous les enfants de la Pologne. Le prince Adam Czarto-

ryski annonça, devant les deux Chambres réunies, que la guerre était imminente et qu'après avoir choisi le commandant en chef de l'armée, pour remplacer le général Chlopicki, il fallait s'entendre pour constituer un Gouvernement analogue aux circonstances.

Le lendemain (20 janvier), on s'occupa du choix du commandant en chef; on mit sur la liste les noms de Krukowiecki, de Paç, de Radziwill, de Skrzynecki et de Woyczynski. Dans la séance suivante, le prince Michel Radziwill fut nommé, à la pluralité des voix. Radziwill, que le général Chlopicki avait lui-même désigné, n'accepta le commandement qu'à titre provisoire et sous la réserve de le remettre en des mains plus dignes, aussitôt que la guerre aurait fait éclore, dit-il, un de ces hommes supérieurs qui sauvent les nations.

Tout à coup, le nonce Roman Soltyk monte à la tribune et dépose cette motion, qui devait, dans sa pensée, imprimer un caractère solennel au mouvement révolutionnaire du 29 novembre : « La nation polonaise déclare son entière indépendance, la famille Romanoff déchue du trône polonais, et annule tous les droits que cette famille possédait sur la Pologne. La nation polonaise est relevée du serment de fidélité, qu'elle considère comme forcé et contraire à ses intérêts; elle relève du même serment nos frères des provinces russo-polonaises. »

Cette audacieuse motion est accueillie par un silence de stupeur sur tous les bancs de l'assemblée, comme dans les tribunes, car personne n'avait été averti qu'elle dût être présentée, et chacun, à première vue, en comprenait les conséquences périlleuses. Aussi, le prince Czartoryski et les hommes les plus influents des deux Chambres firent-ils des efforts inutiles pour décider Soltyk à retirer une motion

qui équivalait à une déclaration de guerre adressée à la Russie. Soltyk resta inflexible et maintint avec énergie sa proposition, qui fut prise en considération par l'Assemblée nationale. Dès la séance suivante, on vit se former une imposante majorité en faveur du principe de la déchéance du tzar et de la famille impériale. Pour venir en aide à la motion de Soltyk et pour en faire mieux comprendre la portée, Lelewel présenta une pétition signée par des habitants de Varsovie originaires des anciennes provinces polonaises, lesquels demandaient l'émancipation de ces provinces et leur réunion au royaume de Pologne.

Le nonce Jezierski venait d'arriver de Saint-Pétersbourg, le matin même. Les bruits les plus irritants circulaient déjà de tous côtés sur les résultats de sa mission. L'assemblée décida qu'il en rendrait compte publiquement en présence de la Diète. Ce fut dans la séance du 25 janvier que Jezierski donna lecture de son rapport, lecture souvent interrompue par les murmures et les clameurs de l'auditoire. Ce rapport, il est vrai, avait été rédigé par le prince Lubecki, et tout le monde le savait.

Dans la conférence particulière que Jezierski avait eue avec le tzar, conférence à laquelle assistait seul le général Benkendorff, comme chef des gendarmes et ministre de la police, Nicolas avait dit : « J'aimais les Polonais, et j'avais droit de compter sur les mêmes sentiments de leur part. » A quoi Jezierski avait répondu que la révolution de Varsovie n'était que le fait de quelques individus et qu'il ne fallait pas en accuser la nation entière. « Eh bien! que les Polonais eux-mêmes en fassent donc justice! s'était écrié l'empereur; qu'ils procèdent sans délai au rétablissement de l'ordre et qu'ils punissent les coupables! Ils pourront ensuite solliciter leur pardon. »

Des cris furieux éclatèrent de toutes parts et se renouvelèrent plusieurs fois, quand Jezierski eut énoncé en termes formels que l'empereur n'avait pas voulu entendre parler de la réunion des provinces polonaises à la Pologne, et qu'il s'en tenait exclusivement, disait-il, aux promesses contenues dans sa proclamation du 5/17 décembre. Les deux envoyés avaient alors remis à l'empereur un mémoire énumérant les griefs des Polonais, et l'empereur leur avait fait rendre ce mémoire couvert de notes écrites de sa propre main.

La Diète, d'une voix presque unanime, demanda lecture de ce mémoire et en approuva le langage ferme et souvent énergique; mais les notes que l'empereur y avait ajoutées soulevèrent un orage de récriminations et d'injures. Au bas du mémoire, Nicolas avait écrit ces mots : *Le premier coup de canon tiré par les Polonais anéantira la Pologne.*

Une sorte de vertige s'empara de l'assemblée; au milieu d'un tumulte inexprimable, un orateur s'élance à la tribune : « Il ne doit être permis à personne, s'écrie-t-il, fût-ce même à un souverain, d'insulter des hommes d'honneur. Si le tzar nous provoque, qu'il vienne nous trouver sur le champ de bataille ! » Et il fait résonner son sabre en le tirant à moitié du fourreau.

Les membres de la Diète se lèvent, en criant : *Vive la Pologne!* et en frappant sur la garde de leurs sabres.

Alors Ladislas Ostrowski prend la parole et dit que le moment est venu de mettre aux voix la motion de Roman Soltyk, sur la déchéance de la famille Romanoff. Plusieurs orateurs, Antoine Ostrowski, Wolowski, parlent dans le même sens; des groupes se forment dans la salle : on s'exalte, on s'anime mutuellement; l'agitation redouble à chaque instant.

Soudain le nonce Leduchowski crie d'une voix retentissante : *Il n'y a plus de Nicolas!* et tous, nonces et sénateurs, répètent à la fois : *Plus de Nicolas!* Les tribunes font chorus et répètent aussi : *Plus de Nicolas!*

Ce cri trouve des échos tout préparés qui le portent hors de la salle et qui le font retentir mille fois parmi la foule frémissante agglomérée aux portes et aux alentours du palais.

Lorsque le silence se rétablit dans l'assemblée, Jezierski a seul le courage de protester contre la décision inutile et dangereuse, dit-il, que la Diète veut prendre spontanément; sa voix est couverte de huées et d'invectives, et le maréchal de la Diète invite le secrétaire Niemcewicz à rédiger l'acte de déchéance. Roman Soltyk demandait que les termes mêmes de sa motion fussent conservés dans cet acte, auquel le secrétaire de la Diète essaye de donner une forme plus parlementaire et non moins solennelle. L'acte, adopté à l'unanimité, est aussitôt publié et affiché :

« Les traités les plus sacrés et les plus inviolables ne sont obligatoires qu'autant qu'ils sont observés fidèlement. Nos longues souffrances sont connues du monde entier. La violation, tant de fois renouvelée, des libertés qui nous avaient été garanties par le serment de deux monarques, délie également aujourd'hui la Nation polonaise du serment de fidélité qu'elle a prêté à son souverain. Les propres paroles enfin de l'empereur Nicolas, qui a dit que le premier coup de fusil tiré de notre part deviendrait le signal de la ruine de la Pologne, nous ôtent toute espérance de voir nos griefs réparés et ne nous laissent plus qu'un noble désespoir.

« La Nation polonaise, réunie à la Diète, déclare donc qu'elle forme désormais un peuple indépendant, qu'elle a le

droit de donner la couronne polonaise à celui qu'elle en jugera digne, à celui qu'elle jugera capable d'observer fidèlement la loi qu'il aura jurée et de conserver intactes les libertés nationales.

« *Le prince* Adam Czartoryski, *président du Sénat;*
« *Le comte* Ostrowski, *maréchal de la Chambre des*
« *nonces;*

« *Et tous les membres du Sénat et de la Chambre des*
« *nonces.* »

C'était, pour ainsi dire, le tocsin de la révolution, qui appelait la Pologne en armes sous les drapeaux de l'indépendance.

En ce moment même, un agent diplomatique polonais, qui avait été chargé de s'aboucher avec le duc de Mortemart se rendant de Berlin à Dunabourg, attendait au passage l'ambassadeur français dans une vaste et profonde forêt du gouvernement de Wilna.

La voiture du duc de Mortemart est tout à coup arrêtée la nuit par des cavaliers inconnus : un d'eux se présente à l'ambassadeur et se fait reconnaître comme délégué de la Diète de Varsovie. L'ambassadeur l'invite à monter dans sa voiture et consent à l'entretenir des affaires de la Pologne.

Le délégué de la Diète, dans cette étrange conférence nocturne au milieu des bois et des neiges, demande à l'ambassadeur quels secours les Polonais pouvaient attendre de la France : l'ambassadeur n'hésite pas à répondre que la France, malgré toute la sympathie, tout l'intérêt que lui inspirait la généreuse nation polonaise, ne ferait pas la guerre à la Russie pour soutenir la révolution de Pologne et ne pouvait lui offrir qu'un appui moral.

— Quels conseils nous donnez-vous donc? réplique le délégué, surpris et blessé de cette loyale déclaration.

— C'est à vous de consulter vos forces et vos moyens, répond l'ambassadeur : vous êtes seuls, vous serez seuls contre la Russie. Dans le cas où vous jugeriez prudent d'éviter une lutte inégale, je me ferai un devoir d'obtenir pour vous, de l'empereur Nicolas, de bonnes conditions de réconciliation.

Alors le délégué est contraint d'avouer que ces offres d'intervention pacifique n'ont plus d'objet, puisque la Diète va se prononcer sur la déchéance de l'empereur Nicolas comme roi de Pologne, et sur l'affranchissement des anciennes provinces polonaises.

— Je regrette, reprend le duc de Mortemart, de vous annoncer que mes instructions ne me donnent que le droit d'agir en faveur du royaume tel qu'il a été établi et reconnu par le Congrès de Vienne. Prenez garde! si les Polonais vont trop loin, la France ne pourra plus même intercéder pour eux. Croyez-moi, retournez à Varsovie en toute hâte, et faites en sorte qu'on suspende au moins la promulgation de l'acte de déchéance. Autrement, je prévois les plus grands malheurs, et vous ne devrez en accuser que vous seuls.

Il était trop tard; le duc de Mortemart apprit, à Saint-Pétersbourg, que la Diète avait déclaré solennellement la nation polonaise déliée du serment de fidélité envers le tzar, l'avant-veille du jour (10 février) où il fut admis à l'audience de l'empereur et de l'impératrice, qui l'accueillirent avec des marques d'affectueuse sympathie et de vive satisfaction.

Nicolas était déjà instruit de l'entrevue nocturne de l'ambassadeur de France avec un délégué de la Diète de Polo-

gne, dans les forêts de la Lithuanie ; il en savait les moindres particularités. Il remercia donc le duc de Mortemart d'avoir donné de sages conseils aux Polonais ; mais ces conseils-là ne pouvaient pas être entendus, ajouta-t-il : « Vous parliez à des fous ! Fous incorrigibles ! »

CLXV

L'armée russe était entrée en Pologne, sur cinq points différents, sans éprouver aucun obstacle et même sans rencontrer aucun corps de troupes ennemies qui essayassent de lui disputer le passage.

L'empereur avait annoncé à ses sujets le commencement de la guerre, par ce manifeste, dans lequel perçait à chaque ligne le sentiment de colère et d'indignation, qui l'avait saisi à la nouvelle de l'incroyable provocation que la Diète de Pologne lui avait adressée, à la face de l'Europe, en déclarant la vacance du trône et la déchéance de la famille Romanoff, ainsi que l'annexion des anciennes provinces polonaises au royaume dont elles avaient été séparées depuis un demi-siècle :

« Par la grâce de Dieu, Nous, Nicolas Ier, empereur et autocrate de toutes les Russies, etc.

« Notre manifeste du 12 (24, nouv. st.) décembre de l'année dernière a fait connaître à Nos fidèles sujets la révolte qui avait éclaté dans le royaume de Pologne. Lorsque, dans Notre trop juste indignation contre les rebelles, Nous Nous préparions à dompter et à punir leur audace, Nous

conservions encore la consolante espérance de sauver ceux qu'avait entraînés l'erreur ou la séduction; Nous voulions les ramener au devoir, par l'ascendant de la vérité et par de nouvelles preuves de Notre clémence. En ranimant le courage des bien intentionnés, intimidés par les premières horreurs de la révolte, Nous voulions leur offrir les moyens d'en arrêter les progrès et de prouver au monde, par une heureuse réaction, que la nation polonaise n'avait pas tout entière mérité l'ignominie qui s'attache au parjure. Même à présent encore, Nous sommes convaincu que cette nation infortunée n'est que la victime aveugle de quelques hommes pervers. Mais ces traîtres continuent à la tenir sous leur domination : ils s'arment contre la Russie; dans leur délire, ils appellent Nos fidèles sujets à la défection; enfin, s'arrogeant le caractère de représentants de leur pays, ils ont osé, le 13 (25, nouv. st.) de ce mois, au milieu des orages d'une Diète illégale, proclamer que Nous et Notre dynastie avions cessé de régner en Pologne, et que le trône, relevé par l'empereur Alexandre, attendait un nouveau monarque! Cet audacieux oubli de tous les droits et de tous les serments, cet endurcissement dans la perversité, ont comblé la mesure de leurs forfaits : le moment est venu d'employer la force contre des hommes étrangers à tout repentir. Invoquant l'appui du Très-Haut, juge suprême des actions et des pensées humaines, Nous avons ordonné à Nos fidèles armées de marcher contre les rebelles.

« Russes! dans ce moment solennel, où, avec les sentiments d'un père profondément affligé, mais avec la fermeté calme d'un souverain remplissant un devoir sacré, Nous tirons l'épée pour l'honneur et l'intégrité de Notre Empire, unissez vos ferventes prières à celles que Nous déposons au pied des autels de ce Dieu juste, à qui rien n'est caché.

Qu'il bénisse Nos armes, dans l'intérêt même de Nos adversaires! Que par une prompte victoire il écarte les obstacles qui s'opposent à la pacification des peuples confiés par sa Providence divine à Notre sollicitude! Qu'après avoir rendu à la Russie un pays que des factieux ont réussi à soustraire momentanément à sa domination, il Nous aide à en assurer l'avenir sur des bases solides, en harmonie avec les besoins et le bien-être de tout Notre Empire, et à mettre pour jamais un terme aux criminelles tentatives des malintentionnés qui en rêveraient encore la séparation! Sujets fidèles! ce noble but est digne de vos efforts, et dans toutes les circonstances vous avez prouvé que vous étiez constamment prêts à ne les épargner ni pour Nous ni pour la patrie!

« Donné à Saint-Pétersbourg, le vingt-cinquième jour du mois de janvier (6 février, nouv. st.) de l'an de grâce mil huit cent trente et un, et de Notre règne le sixième.

« NICOLAS. »

Le feld-maréchal Diebitsch, à son arrivée à Bialystock, où son chef d'état-major général, le comte Toll, achevait d'organiser l'armée active, trouva que cette armée comptait déjà 106 bataillons d'infanterie, 135 escadrons de cavalerie, 11 régiments de Cosaques, et 396 pièces d'artillerie. Ce n'était que la moitié des forces que l'empereur avait mises sous les ordres du feld-maréchal Diebitsch pour la campagne de Pologne. Le reste des troupes, appartenant à l'armée active, était encore en marche pour se rendre à sa destination; mais, sur certains points, le transport des vivres et des munitions avait été presque interrompu par les neiges.

Diebitsch se décida sur-le-champ à commencer les opéra-

tions militaires, sans attendre que toutes les troupes fussent rassemblées sous son commandement.

Il avait su, par ses espions, que tout était dans l'incertitude, le trouble et la confusion, en Pologne; que l'armée proprement dite ne comptait pas plus de quarante mille hommes sous les armes; que cette armée, sans cohésion et sans discipline, commandée par de jeunes officiers sans instruction et sans expérience, manquait de confiance; que les volontaires, à peine équipés, n'avaient pas de chefs habiles; que la garde nationale était partout indécise et inquiète; qu'une grande partie de la population des campagnes, écrasée d'impôts arbitraires et maltraitée par les agents du parti révolutionnaire, ne voulait pas de guerre et appelait de tous ses vœux le retour de l'ordre; enfin, que, pour anéantir d'un seul coup la révolution, il fallait l'attaquer dans son centre et s'emparer de Varsovie. Tel fut le plan de campagne qu'il arrêta, de concert avec le général Toll, et il put se persuader, sans trop de vanité, que, dans l'intervalle de quinze ou vingt jours, après une ou deux batailles, Varsovie serait en son pouvoir, la Pologne soumise et la guerre finie.

D'après son plan, l'armée, échelonnée sur une étendue de quatre-vingt-dix milles, devait se mettre en mouvement à la fois, depuis Kowno jusqu'à Ciechanowiec, en se dirigeant sur Varsovie par plusieurs routes, de manière à enfermer dans ses lignes profondes l'armée polonaise et la capitale. Diebitsch avait combiné de telle sorte la marche de tous les corps, qu'il pouvait toujours réunir sur un point, dans l'espace de vingt heures, soixante-dix à quatre-vingt mille hommes, et porter ainsi aux rebelles un coup décisif, s'ils osaient accepter le combat. L'occupation immédiate d'un vaste territoire lui permettait de profiter des ressources

mêmes du pays (il le croyait alors), et de tirer exclusivement du royaume de Pologne l'approvisionnement de l'armée active.

Ce plan était sagement combiné, et il devait réussir dans un délai presque infaillible, s'il n'eût point été contrarié par les variations de la température et les intempéries de la saison, par l'invasion et les ravages du choléra, et surtout par l'insurrection des provinces lithuaniennes.

Diebitsch fit d'abord répandre, dans le royaume de Pologne, au moyen des communications secrètes que l'administration russe y entretenait, deux proclamations, destinées à produire une impression salutaire sur les esprits de tous ceux qui n'étaient pas entièrement fanatisés par la fièvre révolutionnaire. La première de ces proclamations, adressée aux Polonais pour leur faire connaître d'abord les principes qui dirigeraient le commandant en chef de l'armée russe dans le cours de la guerre, commençait en ces termes :

« La proclamation de Sa Majesté Impériale et Royale vous a déjà fait connaître, Polonais, que le souverain, dans sa magnanimité, veut distinguer les sujets fidèles qui ont saintement gardé leurs serments, des coupables instigateurs qui sacrifient à une odieuse ambition le bien-être d'un peuple heureux et tranquille. Bien plus encore, il veut étendre sa clémence même sur les malheureux que la faiblesse ou la crainte a rendus complices d'un déplorable attentat. Polonais! écoutez la voix de votre souverain, de votre père, du successeur de votre auguste Régénérateur, qui, comme lui, a constamment désiré votre prospérité. Le coupable même, recourant avec confiance à sa générosité, en ressentira les effets. Mais ceux qui ont trempé les mains dans le sang, et ceux, peut-être plus coupables encore, qui ont ex-

cité à ce crime affreux, devront seuls subir la juste punition infligée par la loi. »

Diebitsch exposait ensuite la manière dont il entendait exécuter les ordres de son souverain :

1° Les habitants, en recevant les troupes russes comme des frères et amis, avaient droit de s'attendre à trouver chez ces troupes les mêmes sentiments et la plus parfaite réciprocité. Les vivres et les réquisitions qui pourraient être nécessaires aux troupes, seraient acquittées avec des bons, que les caisses du royaume recevraient comme argent comptant. Tout ce qui serait fourni au soldat devrait être payé en monnaie courante.

2° A l'approche des troupes russes, les habitants qui auraient pris les armes pour obéir aux ordres du gouvernement insurrectionnel, étaient tenus de déposer ces armes et de faire leur soumission.

3° Tout habitant persévérant dans la révolte et pris les armes à la main serait traduit devant un conseil de guerre et puni selon la rigueur des lois. Les villes et villages qui oseraient faire résistance aux troupes de l'empereur et roi seraient frappés d'une contribution extraordinaire, à la charge des principaux coupables. En cas de récidive, les insurgés seraient traités avec toute la rigueur militaire, surtout si les actes de rébellion avaient eu lieu sur les derrières de l'armée russe.

Cet article de la proclamation prouve que le général en chef avait eu connaissance du plan de défense projeté par les chefs des rebelles.

4° Les autorités civiles et militaires des villes et des villages étaient invitées à envoyer des députés portant un drapeau blanc, aux chefs des troupes russes, et ceux-ci, en

recevant la soumission de ces autorités, les maintiendraient dans leurs fonctions, après leur avoir fait prêter un nouveau serment de fidélité. Cette soumission devait assurer, à ceux qui l'auraient faite, une amnistie complète et l'oubli du passé.

5° Les commandants russes avaient mission d'organiser, dans les endroits où ils ne laisseraient pas de garnison, des gardes civiques recrutées parmi les vétérans les plus fidèles et les habitants les plus considérés.

6° L'administration des vaivodies, arrondissements et communes, devait rester sur le même pied qu'avant l'insurrection, sauf le changement des autorités qui auraient pris une part notoire à la rébellion. Rien ne serait changé dans le chiffre des impôts directs et indirects.

7° Les propriétaires fonciers, en demeurant tranquilles dans leurs habitations, seraient protégés dans tous leurs droits, par les autorités locales comme par les troupes russes. Mais on mettrait sous le séquestre les biens de tous ceux qui resteraient dans les rangs des rebelles, ou qui conserveraient des fonctions à eux confiées par le gouvernement illégitime, ou qui auraient pris part ouvertement à la révolte.

« Polonais, disait le feld-maréchal Diebitsch, vous avez donc à choisir entre les bienfaits que vous assure une soumission entière à la volonté de notre magnanime souverain, et le malheur que verserait sur vous un état de choses sans but et sans espoir. »

En conséquence, le feld-maréchal s'engageait à exécuter scrupuleusement les intentions généreuses de l'empereur et roi envers ses sujets repentants et soumis, mais il menaçait aussi de punir avec une inflexible sévérité l'obstination criminelle de la révolte.

La seconde proclamation, adressée aux troupes polonaises,

était une chaleureuse et paternelle admonition, qui avait pour objet de réveiller dans le cœur du soldat le sentiment du devoir et de l'honneur militaire ; Diebitsch avait espéré que les conseils du héros des Balkans pourraient encore exercer quelque influence sur ces troupes qui avaient plus d'une fois sollicité l'honneur de servir sous ses ordres dans la guerre de Turquie :

« Guerriers Polonais,

« Il y a vingt-cinq ans, votre patrie fut impliquée dans les guerres qu'avaient allumées les plans gigantesques d'un Conquérant célèbre. L'espérance, souvent éveillée et toujours déçue, d'une régénération illusoire, vous avait associés à sa fortune. Fidèles, quoique malheureux, vous répondiez à ses promesses trompeuses, par le sacrifice de votre sang. Il n'y a point de pays, si éloigné qu'il fût, qui n'ait été arrosé du sang que vous avez prodigué pour des intérêts étrangers au destin de votre patrie. De grands événements militaires mirent enfin un terme à une lutte dans laquelle la Russie vous compta pour ennemis. L'empereur Alexandre, d'auguste mémoire, voulut joindre à tous ses titres de gloire celui de devenir votre régénérateur. La Pologne réclama son vieux nom, et l'armée polonaise reçut une nouvelle existence. Tous les éléments de prospérité et de repos vous furent donnés à la fois, et quinze années ont démontré le prix de tous les bienfaits dont vous combla un magnanime souverain, si dévoué à l'accomplissement de l'œuvre de votre régénération.

« Guerriers Polonais ! votre empereur et roi croyait à votre fidélité. Il n'y a pas longtemps encore qu'il se plaisait à rendre justice à votre dévouement. Il n'avait pas oublié la brave conduite des officiers de votre armée, qui ont par-

tagé les peines et les fatigues de la guerre contre les Turcs. Nous tous, nous nous livrions à la joie de voir ainsi resserré entre nous le lien de cette confraternité d'armes. Les plus brillantes espérances devaient naturellement se rattacher à cette pensée commune, fondée sur ce que l'honneur militaire a de plus sacré.

« Ces espérances viennent d'être cruellement trompées. Une poignée de jeunes gens qui ne connaissent pas même les dangers du combat, de jeunes officiers qu'on ne vit jamais sur le champ de bataille, des recrues ont ébranlé la fidélité des vieux guerriers. Ceux-ci ont vu consommer dans leurs rangs le plus grand des crimes, le meurtre de leurs chefs, et ils n'ont pas empêché l'insurrection contre leur légitime souverain !

« Quel est donc le malheureux aveuglement qui a pu porter de braves vétérans à commettre de pareilles atrocités et à seconder des masses altérées de sang? Serait-il possible que l'amour de la patrie fût le prétexte et la justification d'une pareille conduite? Mais cette patrie, elle est là pour vous dire que jamais elle n'avait été plus heureuse; elle avait tout à espérer du maintien de l'ordre, et vous livrez tout au hasard, en la jetant dans une lutte inégale contre un souverain dont elle connaît l'énergie et en provoquant une puissance que personne ne provoqua impunément!

« Guerriers Polonais! l'insurrection imprimera la tache de la honte sur vos fronts. Arrachez-vous à une pareille ignominie. L'Histoire dira un jour que, dans l'espoir de servir votre patrie, vous aviez été fidèles à l'homme qui vous promit tout et ne tint rien. Doit-elle dire aussi que, payant d'ingratitude et d'infidélité le souverain qui vous accorda tout et ne vous devait rien, vous avez livré votre pays à de nouvelles calamités et vous-mêmes à une honte ineffaçable?

Si vous avez des griefs, ne vous fiez-vous point assez au caractère de votre souverain, pour les lui faire redresser par les voies légales? Et, moi aussi, Polonais, je parle comme un soldat; je ne connais pas d'autre langage. Docile aux ordres de mon souverain, je vous répète ce que sa clémence vous a annoncé dans sa proclamation du 5/17 décembre. L'empereur a vu avec une vive satisfaction la fidélité des chasseurs à cheval, d'une partie des grenadiers et des enseignes de cavalerie; il ne doute pas que le plus grand nombre d'entre vous ne désirassent rester fidèles à leur serment et que beaucoup d'autres n'aient été détournés de leur devoir que par une impression du moment.

« Que les uns et les autres s'empressent de se soumettre à la proclamation de leur souverain! Et s'ils avaient oublié leur devoir dans des circonstances imprévues, que l'approche d'une loyale et fidèle armée les y fasse rentrer au plus vite! Les troupes sous mes ordres ne viennent pas en ennemis; elles feront respecter l'ordre et la loi; elles traiteront comme des frères les officiers civils et militaires qui rentreront dans le devoir, mais elles sauront vaincre, avec le courage et la constance qu'elles ont montrés en toute occasion, la résistance que voudraient leur opposer des factieux, qui, foulant aux pieds la sainteté des serments et des lois, ont sacrifié tous les intérêts de leur patrie à leurs criminelles entreprises.

« Généraux et colonels de l'armée, c'est à vous que je m'adresse avec confiance, moi qui vous ai toujours considérés comme des frères; revenez d'une erreur momentanée qui vous a fait faire cause commune avec des rebelles, dans l'espoir insensé de servir votre patrie; l'expérience a dû vous désabuser; rendez le bonheur à votre pays, par votre retour à vos devoirs.

« La clémence de notre auguste monarque vous est connue : appelez-en à cette clémence avec confiance, et songez à l'effroyable responsabilité que ferait peser sur vous une coupable opiniâtreté.

« Réunissez-vous à vos frères d'armes ; montrez que vous n'êtes plus les chefs de ces troupes que votre souverain avait confiées à votre honneur. Je vous le répète : vous serez reçus comme des frères ; on vous garantit l'oubli du passé. Les soldats sous mes ordres accompliront avec loyauté les intentions de leur empereur, et le repos de votre patrie sera le prix de votre retour à vos devoirs. S'il se trouve parmi vous des hommes assez égarés pour ne pas se fier à la générosité de leur maître, parce qu'ils ne comprennent pas le sentiment d'où elle émane, nous déchirons avec eux tous les liens de la fraternité d'armes, et la main du Tout-Puissant, protecteur de la justice, fera retomber sur leurs têtes le châtiment que leur conduite a mérité.

« *Le maréchal* DIEBITSCH-ZABALKANSKY. »

« Janvier 1831. »

Ces deux proclamations, traduites en langue polonaise, furent lues par tout le monde en Pologne, dans le peuple comme dans l'armée, et les mesures que le gouvernement révolutionnaire avait prises pour les empêcher de se répandre ne servirent qu'à les faire rechercher avec plus de curiosité et d'intérêt. Au reste, le nonce Wolowski les avait dénoncées à la tribune de la Diète, en disant avec l'accent d'un prophète, jouant sur les mots, que Diebitsch-*Zabalkansky* ne deviendrait jamais *Zawislansky* (le Varsovien) à la suite de la guerre de Pologne.

Le césarévitch, qui était installé dans un château à quelques werstes de la Pologne, entre Bielsk et Drohiczin, ne fut

pas le dernier à recevoir les deux proclamations de Diebitsch; il écrivit aussitôt à l'empereur, qu'il ne pouvait se dispenser, comme lieutenant-général du roi de Pologne et chef de l'ancienne armée polonaise, de prendre un rôle actif dans la guerre qui se préparait. Il avait espéré que cette guerre n'éclaterait pas, et il eût peut-être désiré qu'on attendît encore pour l'entreprendre dans des conditions plus favorables; il persistait à croire d'ailleurs, disait-il, que si les Polonais eussent été laissés à eux-mêmes, ils auraient déjà fait leur soumission; mais, puisque la guerre était décidée et imminente, il n'avait pas le droit d'y rester étranger: il demandait, en conséquence, le commandement d'un corps d'armée, en offrant lui-même de se placer, s'il le fallait, sous les ordres du commandant en chef.

Cette demande imprévue du grand-duc Constantin ne laissa pas d'être embarrassante pour l'empereur, qui avait remis ses pleins pouvoirs à Diebitsch et qui savait que le commandant en chef de l'armée active n'était pas en bonne intelligence avec le césarévitch. Cette hostilité ou plutôt cette antipathie mutuelle avait commencé avant la guerre de Turquie, qui la mit en évidence, Constantin ayant alors refusé de servir sous les ordres de Diebitsch, et Diebitsch ayant manifesté la ferme résolution de quitter son commandement, dans le cas où on lui eût envoyé le césarévitch à la tête de l'armée polonaise.

Il y avait eu, entre eux, à cette occasion, un échange de mauvais vouloir, que l'empereur eut la prudence de rendre inoffensif et inerte, en les tenant toujours éloignés l'un de l'autre. On racontait ainsi l'origine du ressentiment de Diebitsch contre le grand-duc : ce dernier, faisant allusion à la taille courte, replète et ramassée de ce gros homme, toujours essoufflé dans son uniforme étroitement serré et

toujours prêt à s'échapper en colères bruyantes, l'avait surnommé le général *Samovare*, c'est-à-dire *Bouilloire*, et ce plaisant sobriquet lui était resté dans l'armée.

Diebitsch n'apprit pas sans déplaisir que le grand-duc Constantin aurait le commandement de la réserve, et il se promit bien, puisque le grand-duc lui était absolument subordonné, de le tenir à l'écart des opérations militaires et de se passer de son concours autant que possible. Le césarévitch, on peut le supposer, ne se souciait nullement, de son côté, de prendre une part effective dans une guerre qu'il réprouvait et qu'il eût voulu empêcher à tout prix. Il avait seulement à cœur de se trouver sur le théâtre de la guerre et de pouvoir ainsi, au besoin, offrir aux Polonais une intervention bienveillante.

Il avait conservé quelques rapports personnels avec des fonctionnaires de l'ancien gouvernement, qui étaient restés à Varsovie, et il recevait d'eux des communications intimes dans lesquelles il croyait voir que les véritables amis de la Pologne comptaient sur lui pour obtenir des conditions avantageuses, avec le pardon de l'empereur. Ce ne fut pas sans regret et sans inquiétude qu'il se sépara de la princesse de Lowicz, qui l'avait déterminé certainement à faire partie de l'armée active, et qui devait être encore à distance l'inspiratrice et le guide de toutes ses actions.

La malheureuse princesse vivait alors dans les larmes, s'accusant elle-même de la rébellion de ses compatriotes, car elle n'avait jamais ignoré les complots qui se tramaient dans l'ombre contre le gouvernement russe, et elle pouvait se reprocher de n'avoir employé, pour les déjouer, que des démarches conciliantes et des manœuvres pacifiques. Elle avait été atteinte d'un coup plus douloureux encore, en apprenant que ses meilleurs amis, ses parents, son frère

même, le général Chlapowski, s'étaient jetés dans les bras de la Révolution et allaient porter les armes contre le tzar.

Le césarévitch, loin de faire un seul reproche à sa femme, loin de lui garder rancune de ce qui s'était passé, de ce qui se passait à Varsovie, lui cachait avec soin tout ce qui semblait de nature à la chagriner dans les événements de Pologne; il s'efforçait de la consoler et de lui faire accepter des espérances qu'il n'avait pas lui-même :

— Nous irons à Varsovie sans brûler une amorce, lui disait-il, car on m'annonce que l'armée polonaise s'est retirée derrière la Vistule. Il y aura donc un armistice, une négociation, et tout rentrera dans l'ordre, sans effusion de sang. Les Polonais ne demandent qu'à se soumettre honorablement, et l'empereur ne demande qu'à pardonner. Dans vingt jours, ma chère, je vous donne rendez-vous au Belvédère.

— Oh! jamais, s'écria la princesse avec exaltation, jamais je ne rentrerai dans ce palais, où des Polonais indignes de ce nom se sont introduits traîtreusement, dans la soirée du 29 novembre, avec l'intention de commettre le plus lâche, le plus odieux attentat sur la personne de mon époux bien-aimé!

CLXVI

Le samedi 5 février, à dix heures du matin, toute l'armée active se mit en mouvement à la fois, sur une étendue de quatre-vingt-dix à cent milles, pour passer la frontière et entrer en Pologne.

Il y avait vingt-cinq degrés de froid; les rivières et les fleuves étaient glacés; des neiges profondes couvraient les routes, mais la gelée les avaient rendues solides.

Les premières colonnes arrivaient par Kowno et se dirigeaient sur Augustow. Ces colonnes formaient le corps du prince Schakhowskoï, composé de 18 bataillons de grenadiers, de 4 escadrons de cavalerie et d'un régiment de Cosaques, avec 60 pièces d'artillerie.

On ne fut pas peu surpris de voir que, comme les espions l'avaient annoncé, la frontière n'était gardée que par des drapeaux polonais plantés à l'extrémité de longues perches. Au reste, quoique les Polonais eussent tenté quelques incursions en Lithuanie et en Wolhynie, il n'y avait eu, sur toute la ligne du Bug, que des postes isolés qui s'étaient retirés, sans laisser une vedette, peu de jours avant le premier mouvement offensif de l'armée russe. Les habitants des vil-

lages venaient à la rencontre des troupes, avec le pain et le sel, en signe d'hospitalité et de bon accueil. On pouvait penser que les Russes ne trouveraient pas d'autre réception sur toute leur route, et l'on croyait que la marche de l'armée ne serait qu'une promenade militaire jusqu'à Varsovie

Pendant que le corps du prince Schakhowskoï entrait en Pologne par Kowno, le corps du général-major Manderstern, qui formait le second corps de l'aile droite, passait aussi la frontière, non loin de Grodno, avec 5 bataillons d'infanterie, 2 escadrons de cavalerie, 2 régiments de Cosaques et 12 pièces d'artillerie, en se portant directement sur Augustow.

En même temps, à quarante lieues de là, sur la ligne du Bug, l'aile gauche de l'armée, comprenant également deux corps, sous les ordres des généraux Gheismar et Kreutz, faisait son entrée en Pologne; le corps du général Gheismar, par Wlodawa, avec 24 escadrons de cavalerie, 2 régiments de Cosaques et 24 pièces d'artillerie; le corps du général Kreutz, par Uscilug, avec 24 escadrons, un régiment de Cosaques et 24 pièces d'artillerie. Le premier se dirigeait sur Siedlce, le second sur Lublin.

Le colonel Anrep, à la tête d'un régiment de Cosaques et d'un détachement de hulans, passa la frontière à Brzesc-Litewski, pour lier les opérations du général Kreutz avec celles du corps principal ou centre de l'armée, lequel ne passa que le lendemain, 6 février, sur quatre points différents.

Le corps du général Pahlen, composé de 21 bataillons d'infanterie, de 16 escadrons de cavalerie, de 2 régiments de Cosaques et de 72 pièces d'artillerie, passait à Tykocin et à Zeltki, tandis que le corps du général Rosen, composé de 26 bataillons d'infanterie, de 24 escadrons de cavalerie,

de 2 régiments de Cosaques et de 120 pièces d'artillerie, se dirigeait, par Suraz et Piontkowo, sur Sokoly, avec le quartier-général de l'armée, accompagné d'une grosse escorte d'infanterie et de cavalerie.

Le même jour, l'arrière-garde, commandée par le général de Witt, et comprenant 4 bataillons d'infanterie, 48 escadrons de cavalerie et 48 pièces d'artillerie, se portait sur Nur et Sterdyn, par Ciechanowiec et par Granna.

Le jour suivant, la réserve, composée de 22 bataillons, 12 escadrons et 36 pièces d'artillerie, passait à Suraz et se portait sur Sokoly, sous le commandement du césarévitch.

Cette armée de cent vingt mille hommes, marchant obliquement sur Varsovie par deux routes opposées, et rapprochant ses deux ailes à mesure qu'elle avançait vers le but unique où elle convergeait de tous côtés, n'emportait avec elle que six jours de vivres, car elle comptait trouver sur son passage les ressources nécessaires à ses besoins ; et en effet, les approvisionnements réunis pour l'armée des rebelles et abandonnés à l'approche des Russes s'offraient d'abord partout en abondance à l'usage de l'armée d'opération.

Le feld-maréchal Diebitsch, aussitôt qu'il eut appris que tous les corps avaient passé heureusement la frontière et s'étaient arrêtés à leur première étape, ordonna une halte générale pour faire reposer les troupes et pour se préparer à une attaque vigoureuse contre les forces polonaises, qui avaient leur centre à Praga, sous les ordres du généralissime prince Michel Radziwill ; leur aile droite à Ostrolenka et à Pultusk, leur aile gauche à Minsk et à Kaluszin.

Le plan de Diebitsch était d'empêcher la jonction des deux ailes de l'armée ennemie, en les tenant à distance l'une de l'autre, par une marche rapide et vigoureuse, opérée entre ces deux détachements, qui n'étaient pas capables

isolément de prendre l'offensive, ni même d'accepter un combat tout à fait inégal.

Le retard de quatre jours, que le feld-maréchal avait jugé utile à la concentration de son armée sur le territoire polonais, eut toutefois la plus fâcheuse influence sur ses opérations ultérieures. La température s'éleva tout à coup de dix ou douze degrés dans la nuit du 8 février, et en moins de vingt-quatre heures, par suite de ce dégel subit, les neiges fondirent, les ruisseaux débordèrent, et le pays, inondé, devint un lac de boue. La glace épaisse qui couvrait le Bug était encore assez solide néanmoins, pour que le passage de l'armée pût s'effectuer avec de grandes précautions, avant la débâcle.

Il n'y avait eu jusqu'alors qu'un petit nombre d'escarmouches et d'engagements sans importance.

Le feld-maréchal avait choisi la route de Wengrow comme la plus courte et la plus praticable pour arriver devant Praga; il occupa Wengrow sans coup férir et y installa son quartier-général. Un détachement de l'armée polonaise, commandé par le général Zimirski, avait fait un mouvement en avant et pris position devant Kaluszin; mais le grand-duc Constantin, qui se trouvait en face de ce détachement des rebelles, reçut l'ordre de les déloger de leur position et de les rejeter sur la forêt de Minsk.

Ce fut le chef de l'état-major de l'armée, que Diebitsch envoya au césarévitch pour l'inviter à faire marcher toute la réserve contre l'avant-garde des rebelles. Le grand-duc parut surpris de ce que le général en chef lui confiait l'exécution du premier coup de main contre les Polonais; le comte Toll lui représenta que c'était là, de la part du feld-maréchal, un acte de déférence et de respect à l'égard de Son Altesse Impériale. Le césarévitch fronça le sourcil, en

fredonnant l'air national des Polonais et donna des ordres pour attaquer. Cette attaque fut si brusque et si vive, que les rebelles essayèrent inutilement d'y résister; ils furent enfoncés et culbutés, sans pouvoir se rallier, et ils se retirèrent en désordre sur Minsk, pendant que le corps de réserve s'emparait de Kaluszin, où le grand-duc s'établit à demeure, en faisant dire au feld-maréchal, que, selon les usages de la guerre, le corps de réserve ne devait pas précéder l'avant-garde.

En effet, le général Pahlen, dont le corps formait l'avant-garde, avait eu l'ordre de poursuivre les Polonais, sur la route de Kaluszin, de Minsk et de Milosna, pendant que le corps du général Rosen observait et accompagnait leur retraite sur la route de Liw, de Stanislawow et d'Okuniew.

Le généralissime de l'armée polonaise, inspiré par les conseils du général Chlopicki, semblait avoir voulu, pour obvier à l'infériorité de ses forces, ne combattre à la fois que deux divisions de l'armée russe, en attirant les généraux Pahlen et Rosen dans une espèce d'impasse fermée par les marais qui couvrent les abords du village de Grochow. Cette armée polonaise, qui s'élevait à quarante-sept mille hommes d'excellentes troupes rassemblés sur un même point, allait se trouver en ligne contre les corps de Pahlen et de Rosen, bien inférieurs en nombre, avant que les deux ailes de l'armée russe eussent rejoint leur centre et sans que le corps de la réserve fût appelé à prendre part à l'action.

Le bruit s'était répandu dans l'armée polonaise, que le grand-duc Constantin refusait obstinément de faire agir les troupes placées sous ses ordres.

Cette armée avait pris position en avant de Grochow et s'appuyait à la grande forêt qui s'étend autour de ce village.

La droite, formée de la division du général Szembek, se trouvait placée à l'embranchement des routes de Karczew et de Minsk ; le centre, qui se composait des deux divisions de Zimirski et de Krukowiecki, se développait vers la chaussée de Siedlce; la division du général Skrzynecki formait l'extrême gauche. Toute la cavalerie, commandée par le général Jankowski, avait été concentrée en corps de réserve au village de Grodzisk, situé à un mille de l'aile gauche.

Le 20 février, à dix heures du matin, la tête de la colonne du comte Pahlen déboucha par la route de Siedlce; elle fut aussitôt attaquée avec une vigueur irrésistible, par la division du général Szembek, que soutenait le feu de quarante pièces d'artillerie. Le terrain marécageux était peu favorable au déploiement des troupes que le général Pahlen aurait pu mettre en ligne : après deux heures de combat opiniâtre, il dut se replier sur la route de Milosna, sans pouvoir opérer sa jonction avec le général Rosen, qui s'avançait par la route d'Okuniew en trouvant à chaque pas une résistance plus furieuse et plus tenace, que lui opposaient des masses d'infanterie et de cavalerie.

On raconte que le césarévitch avait voulu être spectateur de la bataille, dans laquelle il n'avait pas de rôle actif, et qu'il s'était transporté avec son état-major sur une hauteur voisine de Minsk, d'où il pouvait suivre avec sa lorgnette les mouvements des deux armées. Selon des récits, que les rapports abrégés et assez confus du général en chef de l'armée russe ne permettent pas de contrôler, Constantin se serait même avancé jusque sur le théâtre de l'action, pour en mieux suivre des yeux les péripéties.

C'est alors, s'il faut en croire les mêmes récits, qui ne furent ni démentis ni discutés, qu'il aurait pu voir un régi-

ment de hulans polonais exécuter plusieurs charges brillantes contre les chasseurs et les hussards de la colonne de Pahlen, qui ne soutinrent pas le choc avec une fermeté inébranlable : à cette vue, le grand-duc, se souvenant qu'il avait formé lui-même ce beau régiment, qui faisait partie de sa garde particulière, s'écria, en battant des mains : *Bravo! bravo! mes enfants!* Puis, se tournant vers ses officiers, il ajouta ces mots, qu'il avait souvent répétés : « Les soldats polonais sont les meilleurs soldats du monde! »

La joie que le césarévitch avait manifestée, en voyant que les troupes polonaises se battaient bien, fut dénoncée au feld-maréchal comme une sorte d'encouragement donné à la révolte, et le comte de Diebitsch s'en émut beaucoup et y attacha plus d'importance que n'en méritait cette boutade fantasque et inoffensive. Il en écrivit sur-le-champ à l'empereur, en disant que le césarévitch commençait à faire une opposition sourde à son autorité, comme on devait le prévoir, et que les rebelles trouvaient en lui un auxiliaire complaisant plutôt qu'un adversaire inflexible et déterminé.

En outre, Diebitsch blâma hautement, devant ses aides de camp, la conduite inexplicable du grand-duc, qui, dès que la bataille fut engagée, donna ordre de faire filer ses équipages sur la route de Minsk et de mettre en mouvement le corps de réserve. On lui attribua même, à cette occasion, une épigramme peu déguisée contre le général en chef : « Il paraît, aurait-il dit d'un ton railleur, que le général *Samovare* nous invite à prendre le thé demain à Varsovie. »

Cependant le feld-maréchal n'avait pas tardé à rétablir le combat dans des conditions plus avantageuses pour l'armée russe : il avait ordonné au général Soukhozanet, chef de l'artillerie, d'arrêter les charges réitérées de la cavale-

rie polonaise, en les repoussant à coups de canon. Quarante pièces furent mises en batterie sur les hauteurs qui bordaient la route, et leur feu bien dirigé força le général Szembek à cesser ses attaques contre l'avant-garde de Pahlen et à reprendre sa place de bataille dans le centre de l'armée polonaise.

Le général comte Toll avait fait arriver en toute hâte des renforts considérables et plusieurs batteries d'artillerie à cheval. Le feld-maréchal forma lui-même une nouvelle ligne de bataille, dont il occupait le centre, en personne, à la tête d'un escadron des hussards du régiment de Lubno; Toll commandait l'aile droite, Pahlen l'aile gauche, et ces deux ailes se trouvèrent successivement grossies par des troupes fraîches, que leur amenait le général Neidhardt, quartier-maître de l'armée.

Alors le combat changea de face : l'artillerie à cheval russe cribla de mitraille le centre de l'armée polonaise, où la division de Krukowiecki eut beaucoup de peine à repousser une attaque vigoureuse du bataillon des sapeurs; le maréchal Diebitsch ne réussit pas toutefois à couper la droite des rebelles et à la jeter dans les marais auxquels elle s'appuyait; leur infanterie fut enfoncée un moment par le régiment des chasseurs à cheval du roi de Wurtemberg, mais leur centre tint bon contre toutes les attaques et ne perdit qu'un quart de mille de terrain dans cette journée de combat.

A quatre heures du soir, l'obscurité était assez complète, pour qu'il fallût de part et d'autre renoncer à continuer l'action qui ne semblait pas encore près de se décider. Les deux armées gardaient leurs positions respectives; mais, comme le général Toll avait pu se mettre en communication avec l'avant-garde du corps du général Rosen, on pouvait prévoir que le lendemain les Russes auraient une écrasante supério-

rité pour recommencer le combat; les Polonais profitèrent donc de la nuit pour se retirer sur Praga, en laissant leur aile gauche fortement retranchée dans un bois marécageux, dont il était presque impossible de la débusquer.

Le combat recommença, en effet, au point du jour, mais seulement sur la lisière de ce bois, que Skrzynecki défendit toute la journée contre les attaques multipliées de l'artillerie et de l'infanterie russes. Skrzynecki s'était logé dans les profondeurs du bois, comme dans un fort; il en sortait à l'improviste avec ses bataillons de grenadiers et de faucheurs, pour exécuter des charges à la baïonnette et à la faux, après lesquelles les assaillants rentraient au fond de leur asile impénétrable, où le canon seul les allait chercher au hasard, sans leur faire beaucoup de mal.

Ce fut dans cette bataille meurtrière, que les faucheurs polonais se montrèrent pour la première fois et que leur arme terrible, secondée par une tactique redoutable, inspira aux soldats russes une invincible terreur.

Le résultat d'une lutte aussi longue et aussi acharnée avait été pourtant à peu près nul: les Russes restaient maîtres du champ de bataille, mais les Polonais avaient eu d'abord l'avantage, d'une manière plus brillante que décisive, il est vrai, et ne s'étaient retirés pendant la nuit que par suite d'une manœuvre stratégique, sans se laisser entamer et sans être poursuivis. Ils n'avaient laissé que cinq cents prisonniers entre les mains de l'ennemi, mais ils avaient perdu plus de deux mille hommes. La perte des Russes était égale; ils avaient eu, en outre, deux mille blessés, parmi lesquels plusieurs généraux et officiers supérieurs.

A la fin du combat, lorsque la division de Skrzynecki, par ordre du généralissime polonais, évacuait enfin le bois inondé, dans lequel il s'était maintenu avec tant d'opiniâtreté

depuis le matin, il y eut sur les derrières de l'armée russe un mouvement de panique : les fourgons et les bagages s'ébranlèrent tout à coup et se croisèrent dans un pêle-mêle inextricable. Le bruit avait circulé que les équipages du grand-duc Constantin fuyaient sur la route de Minsk, et que la ville de Kaluszin où était le quartier-général de la réserve venait de retomber au pouvoir des rebelles.

Le feld-maréchal envoya demander des explications au césarévitch, qui refusa d'en donner.

Le grand-duc Constantin témoignait beaucoup d'irritation contre le général en chef. Cette irritation se traduisit d'une manière regrettable les jours suivants, par une sorte d'opposition déclarée, et se manifesta, même au dire des journaux polonais, dans une circonstance où l'armée russe en fut témoin.

CLXVII

Le quartier-général du commandant en chef avait été transporté au village de Wawer entre Milosna et Grochow; Diebitsch s'était installé dans l'auberge de ce village, où il passa cinq jours, après la bataille du 20 février, non-seulement pour faire reposer ses troupes, mais encore pour les approvisionner de vivres, car le pays qu'il occupait, entrecoupé de bois et de marécages, n'offrait pas de ressources suffisantes pour nourrir l'armée, et il fallait aussi, en prévision de nouveaux combats plus importants que celui de Grochow, accumuler sur ce point une énorme quantité de munitions de guerre.

La malveillance n'avait pas manqué d'attribuer à l'hésitation et au découragement un temps d'arrêt que la plus simple prévoyance commandait à un général d'armée. Le césarévitch eut l'air de se mettre du parti de la malveillance, en venant se promener à cheval, avec un aide de camp, devant l'auberge de Wawer, où Diebitsch tenait conseil de guerre, et en fredonnant sous les fenêtres du feld-maréchal la chanson du soldat polonais, dont les paroles commencent ainsi : *La Pologne ne peut périr tant que nous vivons*. Ce n'était peut-être qu'une imprudence sans préméditation et sans

parti-pris, mais le fait n'en causa pas moins dans l'armée une surprise mêlée de tristesse, et le feld-maréchal Diebitsch en fut tellement blessé, qu'il se plaignit amèrement à l'empereur, en exprimant l'intention de renoncer à son commandement.

Ce fut à la suite de ces nouvelles plaintes du général en chef, que Nicolas écrivit au grand-duc, pour lui adresser quelques reproches dans les termes les plus affectueux et pour le prier, au nom de leur bien-aimé frère l'empereur Alexandre, de faire trêve à ses anciens ressentiments à l'égard de Diebitsch et de ne pas ajouter, par des caprices et des bizarreries, aux difficultés graves de la situation, en laissant supposer aux rebelles qu'ils étaient soutenus et encouragés par le propre frère de l'empereur.

Le grand-duc s'empressa de répondre à l'empereur, qu'il le suppliait de ne pas s'opposer à son abstention dans cette fatale guerre qu'on aurait dû éviter à tout prix ; il avait espéré, disait-il, en acceptant un commandement dans l'armée active, que les Polonais viendraient à lui avec le drapeau blanc et demanderaient eux-mêmes à rentrer dans le devoir, mais cela n'avait pas eu lieu malheureusement, parce qu'on avait envenimé tout et tout compromis. Il prévoyait une lutte effrayante et il désirait de n'y prendre aucune part, pour n'avoir pas la responsabilité de ce qui pourrait en arriver. Cette responsabilité, ajoutait-il, retomberait donc sur ceux qui avaient voulu sacrifier, anéantir la Pologne.

Le grand-duc prétextait, d'ailleurs, le mauvais état de sa santé, et manifestait une vive impatience de retourner en Lithuanie, auprès de sa femme qui était elle-même toujours malade.

Après l'envoi de cette lettre qui équivalait à une démis-

sion, le césarévitch se tint éloigné du théâtre des hostilités et resta immobile au quartier-général de la réserve, jusqu'à ce que l'autorisation formelle de Nicolas lui eût permis de quitter son commandement et de se retirer à Bialystock, sur les confins de la Pologne et de la Lithuanie.

De ce moment-là, toute compétition ouverte ou latente cessa entre le grand-duc et le feld-maréchal, qui, de son propre mouvement ou par ordre de l'empereur, fit engager, dans les affaires les plus sanglantes, le régiment des hulans de la garde, portant le nom du césarévitch et commandé par le général polonais Kuruta, aide de camp du prince, pour donner ainsi à ce régiment l'occasion de se distinguer avec éclat en perdant une partie de ses hommes et de ses officiers.

Diebitsch se préparait à frapper un grand coup qui devait dans sa pensée ouvrir les portes de Varsovie et terminer la guerre. Il attendait seulement, pour agir, que les corps des généraux Schakhowskoï et Manderstern, qui avaient occupé Pultusk, eussent achevé leur mouvement sur Bialolenka.

Il avait pris position sur la grande chaussée de Brzesc, à quatre werstes de Praga; sa droite s'étendait sur les hauteurs, dans la direction du village de Kawentzin ; sa gauche s'appuyait sur des marais infranchissables; ses principaux postes étaient établis, d'un côté, sur les bords de la Vistule même, à Zarzen et à Zbytki ; de l'autre côté, ses patrouilles avaient été poussées jusqu'au village de Zimkow.

Si la gelée eût repris, comme il l'espérait, il aurait sans doute passé la Vistule sur la glace, et laissant ainsi l'armée polonaise concentrée à Praga, il serait venu à l'improviste concentrer toutes ses forces sur la rive gauche du fleuve, où les préparatifs de défense et les armements n'étaient pas même commencés ; Varsovie eût été alors forcée de se rendre à la

première attaque; mais le passage de la Vistule était absolument impossible, quoique la débacle n'eût pas encore eu lieu, et il fallait détruire l'armée polonaise et s'emparer de Praga, avant de pouvoir commencer le siége de Varsovie.

Le corps du prince Schakhowskoï traversa le Bug sur la glace, malgré le dégel, à Sierok, et s'avança jusqu'à Bialolenka, au bord de la Vistule, en chassant devant lui quelques bandes de partisans qui essayaient d'inquiéter sa marche; le corps de Manderstern passa aussi le Bug, sur les ponts que l'ennemi n'avait pas eu le temps de couper, et après avoir rejeté vers Modlin les rebelles qui étaient devant lui, il avait rejoint le détachement du général baron Sacken et opéré sa jonction avec le corps de Schakhowskoï.

Le général polonais Krukowiecki avait été envoyé avec sa division contre Schakhowskoï et Manderstern, qu'il devait à tout prix empêcher d'arriver en ligne dans la grande bataille que le feld-maréchal Diebitsch offrait à l'armée polonaise. Mais Krukowiecki n'avait pas des forces suffisantes pour arrêter les vingt-cinq mille hommes, que les généraux Schakhowskoï, Manderstern et Sacken amenaient sur le terrain où cette bataille devait s'engager le 25 février.

La journée du 24, employée en escarmouches, en canonnades et en manœuvres stratégiques, par les deux corps d'armée qui cherchaient à paralyser leurs mouvements réciproques, n'eut pas d'autre résultat que de faire éprouver à chacun d'eux des pertes à peu près égales.

Krukowiecki se trouva enfin éloigné et tout à fait séparé de l'armée polonaise, et les trois généraux russes, qui avaient feint de battre en retraite vers Grodzisk, réussirent de la sorte à se rapprocher de la grande armée, pour agir de concert avec elle dans une bataille générale.

Le feld-maréchal, craignant que le prince Schakhowskoï

ne fût attaqué par des forces considérables, lorsqu'il entendit à huit heures du matin le bruit du canon dans la direction de Bialolenka, prit ses dispositions pour entamer le combat.

Le général Rosen, qui dans la bataille de Grochow avait par de savantes manœuvres tenu en échec une partie de l'armée polonaise, commandait toujours l'aile droite ; il occupait à peu près les mêmes positions en avant d'Okuniew et de Milosna. Le feld-maréchal lui envoya dire de se mettre le plus tôt possible en communication directe avec le corps de Schakhowskoï.

Le comte de Pahlen qui commandait l'aile gauche reçut l'ordre de garder la chaussée de Brzesc et d'exécuter un mouvement d'attaque avec toute la ligne du corps de bataille, composée de quatre divisions d'infanterie, en s'avançant au delà du village de Kawentzin.

Le comte de Witt commandait la garde et la cavalerie, qui formaient une réserve en arrière du centre composé exclusivement d'infanterie.

Il y avait, en face du centre des Russes, un petit bois que le général Zimirski avait été chargé de défendre et de conserver au prix des plus grands sacrifices et qui devait être le point le plus important de l'action : ce fut là que l'engagement commença et devint de plus en plus acharné pendant une partie de la journée.

Les rebelles avaient fait de ce bois une espèce de redoute, en y creusant des fossés et en y élevant des retranchements ; ils s'y maintinrent avec ténacité, malgré le feu des batteries russes. Diebitsch envoyait brigade sur brigade pour s'emparer de ce bois fortifié, où les ennemis avaient concentré presque toute leur infanterie, et dans lequel ils revenaient à la charge avec des troupes fraîches, dès qu'ils s'étaient retirés devant des forces supérieures.

Le comte Toll, chef de l'état-major de l'armée russe, proposa de tourner cette formidable position, que se disputaient les deux partis avec le même acharnement : pendant qu'une nouvelle attaque dirigée au centre appelait tous les efforts des Polonais à la défense du bois, que la division de Zimirski avait occupé pour la seconde fois, le général Neidhardt, à la tête de quatre régiments, essaya de prendre l'ennemi à revers, en suivant à gauche la lisière de la forêt, et, sur la droite, l'artillerie du général Gortchakoff, qui remplaçait Soukhozanet, blessé à la bataille de Grochow, fit une puissante diversion à l'attaque centrale.

Le bois fut évacué, mais, presque aussitôt, la colonne de Skrzynecki, dans laquelle l'ancien dictateur, le général Chlopicki, combattait au premier rang comme simple soldat, reconquit pour la troisième fois la position que venait de perdre Zimirski, et s'y établit solidement avec de nouvelles forces, en contraignant le centre de l'armée russe à se replier, tandis que la mitraille de l'artillerie polonaise jetait le désordre et la mort dans le détachement du général Neidhardt.

Mais les batteries que le prince Gortchakoff avait mises en ligne et placées lui-même commencèrent un feu terrible pour soutenir l'attaque des troupes du centre, qui retournaient au combat avec un élan impétueux, en amenant avec elles deux brigades de la réserve. L'ennemi fut délogé sur tous les points et poussé hors du bois, qu'il évacua définitivement, en y abandonnant ses blessés.

Le général Chlopicki essaya inutilement d'arrêter la déroute avec quelques bataillons qui n'avaient pas été rompus et qui soutinrent plusieurs chocs à la baïonnette; mais ils étaient foudroyés par les batteries russes, et Chlopicki répondit aux officiers d'état-major qu'on lui envoyait de diffé-

rents côtés pour avoir des ordres : « Allez en demander à Radziwill; quant à moi, je ne cherche que la mort! » Il fut atteint par un éclat d'obus, et on dut l'emporter du champ de bataille, sans connaissance. On croyait qu'il avait cessé de vivre, et les soldats, ses compagnons d'armes, que son exemple héroïque rendait invincibles, perdirent l'espoir de retrouver l'avantage dans une lutte corps à corps avec des adversaires plus nombreux et non moins obstinés au combat.

Depuis ce moment-là, l'armée polonaise se trouva sans chef et sans direction, car le prince Radziwill, qui n'agissait que par les conseils de Chlopicki, ne sut pas suppléer à l'absence de cet habile général et annonça aux généraux qui l'entouraient l'intention d'opérer une retraite définitive sur la rive gauche de la Vistule, en brûlant Praga.

Les Polonais avaient étendu démesurément leur ligne de bataille, pour opposer résistance sur tous les points de l'attaque; ils ne pouvaient plus se concentrer nulle part, et ils allaient être assaillis par la cavalerie russe, qui n'avait pas encore donné, à cause de l'obstacle insurmontable que lui avait présenté depuis le matin le petit bois dans lequel l'infanterie de Zimirski et de Skrzynecki s'était maintenue avec tant d'opiniâtreté.

Il était deux heures de l'après-midi, lorsque la bataille changea d'aspect.

Le prince Schakhowskoï avait passé sur le corps de la division de Krukowiecki et donnait la main au général-major Mourawieff, que le feld-maréchal avait envoyé à sa rencontre sur le chemin de Zompki à Praga. Le centre de l'armée russe s'étendait en avant du village de Kawentzin et s'appuyait sur le petit bois dont il s'était emparé; la gauche, formée de trois divisions d'infanterie, sous les ordres du gé-

néral Pahlen, n'avait fait que manœuvrer pour acculer l'infanterie ennemie à des marais que le dégel avait rendus impraticables.

L'armée polonaise, sans cesser de combattre, avait commencé lentement son mouvement de retraite; sa cavalerie et son artillerie protégeaient l'infanterie, qui se ralliait en colonnes pour rentrer dans Praga.

Diebitsch, averti de cette retraite habilement dissimulée, ordonna au général Toll de former toute la cavalerie en colonnes d'attaque et de la lancer contre la cavalerie polonaise, pendant que l'artillerie russe à pied et à cheval se porterait à droite et à gauche, en ouvrant un feu meurtrier contre l'infanterie et l'artillerie des rebelles. La cavalerie russe, précédée du régiment des hulans du césarévitch, exécuta une charge à fond de train, qui aurait été décisive, si le terrain marécageux n'eût forcé la moitié des escadrons de s'arrêter et de rebrousser chemin sous la mitraille de l'ennemi; mais deux régiments de cuirassiers, entraînés par leur élan, culbutèrent la cavalerie polonaise et firent une large trouée dans les rangs de l'infanterie, derrière laquelle ils se trouvèrent enveloppés d'un cercle de feux et de baïonnettes. Ces deux régiments eussent été entièrement détruits, si l'artillerie à cheval, commandée par le général-major Gerstenzweig, ne les eût aidés à sortir de cette position critique et à revenir sur leurs pas, à moitié rompus et décimés, en longeant au galop, par derrière, toutes les lignes des colonnes ennemies.

En même temps, le comte Pahlen s'était avancé rapidement avec son aile droite sur l'infanterie polonaise, qu'il avait poussée du côté des marais et qui alla s'y perdre en essayant d'y trouver un refuge.

Le jour touchait à son déclin; il n'eût pas été possible de

continuer le combat, et, d'ailleurs, les deux partis, affaiblis par les pertes énormes qu'ils avaient faites, étaient exténués de fatigue. L'armée russe restait maîtresse du champ de bataille, sur lequel elle avait vu tomber huit mille hommes de ses meilleures troupes; la perte des Polonais était égale, sinon supérieure; Praga et Varsovie se trouvaient encombrées de blessés, et, parmi eux, le général Chlopicki, dont la vie ne paraissait pas en danger, était pourtant incapable de prendre un commandement, à défaut du prince Radziwill, qui avait déjà adressé sa démission à la Diète.

La retraite de l'armée polonaise s'effectua pourtant en bon ordre, malgré la déroute complète de quelques bataillons de jeunes recrues, qui s'étaient enfuis devant la grande charge exécutée par la cavalerie russe et qui avaient porté la terreur jusque dans la ville. Le général Malachowski avait mis le feu aux maisons de Praga, pour démasquer les batteries de la tête du pont de la Vistule, et les troupes polonaises, protégées par ces batteries, défilèrent pendant toute la nuit sur ce pont de bateaux, que la débâcle menaçait d'enlever d'une heure à l'autre.

Les bivouacs russes se prolongeaient en face de Praga, depuis Bialolenka jusqu'à Grochow, et touchaient aux fortifications de ce vaste et populeux faubourg de Varsovie, dans lequel il eût été facile de pénétrer à la suite des rebelles, qui ne songeaient pas d'abord à s'y défendre; mais le feld-maréchal Diebitsch ne voulait pas forcer l'ennemi à brûler le pont de Praga et à fermer ainsi toute communication avec la capitale. Il espérait que sa victoire aurait un dénoûment pacifique et que la rébellion, découragée par les pertes que cette sanglante bataille lui avait fait éprouver, chercherait à obtenir des conditions avantageuses, plutôt que de se laisser assiéger dans Varsovie. Or le siége

de cette place ne pouvait commencer, avant que le fleuve fût entièrement débarrassé des glaces, et il fallait bien attendre deux ou trois semaines pour entreprendre le passage de la Vistule. D'ici là, le général en chef avait à faire de grands préparatifs, à recevoir des renforts qui arrivaient de tous les gouvernements de l'Empire, et surtout à assurer les subsistances de son armée, qui ne pouvait déjà plus trouver la moindre ressource dans le pays boisé et marécageux qu'elle occupait sur la rive gauche du Bug.

Depuis l'entrée de l'armée russe en Pologne, l'empereur Nicolas ne s'attendait point à des résultats aussi prompts et aussi décisifs que ceux dont le feld-maréchal Diebitsch se croyait certain et qu'il avait annoncés avec tant de fracas; l'empereur connaissait les immenses moyens de défense que l'insurrection avait trouvés tout organisés dans le royaume, et il partageait la bonne opinion que son frère Constantin lui avait transmise de longue date sur l'excellence militaire de l'armée polonaise. Il pensait donc que la guerre, contrariée par la mauvaise saison, pourrait bien se prolonger au delà du terme, que le général en chef lui avait d'avance assigné, en se flattant d'être à Varsovie avant la fin de février.

L'empereur, en prévision d'une plus longue résistance de la part des rebelles, avait ordonné de nouvelles levées d'hommes dans plusieurs parties de l'Empire et hâté la fabrication des armes dans les manufactures de l'État, sans diminuer la quantité de fusils qu'il faisait acheter en Prusse, faute de pouvoir, en ce moment de crise européenne, les tirer des fabriques de la Belgique.

Les armements et les préparatifs de guerre étaient assez considérables, pour qu'on dût soupçonner que la Pologne n'y était pas seule intéressée. La meilleure intelligence ne

régnait pas, sans doute, entre les Puissances qui agissaient de concert, à la Conférence de Londres, dans le but d'empêcher un conflit nouveau entre la Belgique et la Hollande : on comprenait, de part et d'autre, qu'un coup de canon tiré sur l'Escaut allumerait une conflagration en Europe.

L'empereur de Russie n'avait pas accordé sans répugnance son adhésion formelle à la reconnaissance du royaume belge, créé par la France et l'Angleterre, et malgré son antipathie insurmontable contre les œuvres de la Révolution, malgré ses sympathies de famille et d'amitié pour la cause du roi de Hollande, il s'était plié aux arrangements diplomatiques de la quintuple Alliance, pour empêcher l'intervention hostile ou officieuse des puissances occidentales dans les affaires de Pologne.

L'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg était chargé, il est vrai, d'adresser à l'empereur des instances amicales plutôt que des représentations énergiques en faveur des Polonais; il devait, en même temps, garantir la neutralité absolue du roi Louis-Philippe, dans cette question qui avait éveillé au plus haut degré le sentiment public en France, mais qui ne devait trouver chez le Gouvernement que des apparences d'intérêt et de bon vouloir. L'empereur avait donc accueilli le retour du duc de Mortemart, comme un gage d'entente cordiale entre les deux Gouvernements. Mais il ne tarda pas à changer d'idée, en apprenant l'agitation que la propagande polonaise entretenait en France : non-seulement tous les journaux français, y compris ceux du Gouvernement, étaient les agents actifs et chaleureux de cette coalition nationale pour la défense de la Pologne, mais encore cette espèce de complot, tramé à ciel découvert, recrutait ses membres les plus énergiques parmi les généraux, les pairs et les députés, avec l'approbation tacite de Louis-Philippe.

Un Comité polonais s'était formé sous la présidence du général La Fayette, et dans le manifeste provocateur que ce Comité avait publié, en évitant toutefois de nommer même la Russie, il s'attachait à faire ressortir les sympathies nationales et la solidarité fraternelle, qui avaient toujours existé entre la Pologne et la France. Des banquets populaires ne cessaient de réunir à table les auxiliaires de cette croisade polonaise; des offrandes volontaires, recueillies par souscriptions, affluaient de toutes parts pour les besoins de l'insurrection de Pologne; la garde nationale, sous les armes, acclamait les Polonais et injuriait les Russes. Cet état de choses accusait une complicité flagrante de la part du Gouvernement de Juillet, qui semblait vouloir faire triompher le principe de sa propre origine dans la révolution de Varsovie.

L'empereur Nicolas en fut indigné et il adressa des plaintes amères au duc de Mortemart, en déplorant la faiblesse, sinon la mauvaise foi de Louis-Philippe, qui, n'ayant pas la force de réprimer les tendances anarchiques de ses sujets, se laissait entraîner insensiblement à de nouvelles révolutions. Le duc de Mortemart répondit que le roi avait besoin d'user des plus grands ménagements, que sa situation était des plus difficiles, et que l'Opposition, qui avait embrassé si chaudement la cause de la Pologne, s'en faisait contre lui une arme d'autant plus redoutable, qu'il était bien résolu à garder la plus stricte neutralité, malgré toutes les excitations de l'opinion publique.

— Le roi de la révolution de Juillet est donc bien faible! dit Nicolas, en haussant les épaules. J'aimerais mieux descendre du trône, plutôt que de compromettre ainsi ma dignité à ménager les passions révolutionnaires.

— Votre Majesté n'est pas juste à l'égard du roi des

Français, reprit le duc de Mortemart; le roi a promis de ne s'immiscer en rien dans les affaires de Pologne et il tiendra loyalement sa promesse. C'est la plus grande preuve de condescendance et d'attachement, qu'il puisse donner à son fidèle allié.

L'empereur parut réfléchir, mais il ne répondit rien; seulement, en reconduisant l'ambassadeur, il s'arrêta tout à coup devant une table, sur laquelle se trouvait un serre-papiers en bronze, représentant le petit chapeau et l'épée de Napoléon :

— En voilà un qui vous menait bien! s'écria-t-il.

— Vous avez raison, Sire, répliqua le duc de Mortemart, il nous menait si bien, qu'avec nous il malmenait toute l'Europe.

— Il n'est plus là, repartit vivement Nicolas blessé de cette boutade presque agressive, il n'est plus là, par bonheur, et moi, j'y suis, pour le maintien de l'ordre et de la paix en Europe.

L'ambassadeur de France aurait néanmoins obtenu pour les Polonais, non-seulement une amnistie complète, mais encore le rétablissement pur et simple de la Constitution de 1815, ainsi que l'exécution rigoureuse des traités de Vienne, en ce qui concernait la Pologne; mais le gouvernement révolutionnaire, installé à Varsovie, demandait, exigeait des concessions impossibles, et dans son aveuglement fanatique, il espérait les obtenir par la force des armes. L'intervention conciliante et pacifique du duc de Mortemart auprès de la cour de Russie resta donc sans effet immédiat et sans résultat probable.

L'empereur continuait à entourer de prévenances et d'amitiés l'ambassadeur de France, quoiqu'il ne pût se défendre de témoigner souvent une irritation sourde contre le roi et

ses ministres, qu'il accusait de soutenir indirectement et secrètement la révolte des Polonais. Cette irritation ne faisait que s'accroître de jour en jour, à mesure que s'augmentait en France, comme en Angleterre, la violence de cette espèce de vertige qui avait réussi, sous prétexte de plaindre les malheurs de la Pologne, à entraîner les esprits les plus sages et les plus modérés dans le parti de la guerre et de la révolution. Chaque courrier de Paris, malgré les dépêches rassurantes de Pozzo di Borgo, ajoutait aux inquiétudes et aux colères de l'empereur, en lui apprenant de nouveaux déchaînements de propagande et de conspiration en faveur de la Pologne. Ce n'était plus seulement dans des banquets et des assemblées du Comité polonais, que se manifestait, par des discours, des toasts et des clameurs, cette agression permanente contre la Russie; c'était surtout à la Chambre des députés, que se reproduisait sans cesse, pour ainsi dire, la conspiration avouée de la gauche libérale et de la droite constitutionnelle avec le gouvernement révolutionnaire de Varsovie.

— Je ne puis m'accoutumer, dit l'empereur à l'ambassadeur de France avec acrimonie, à ces actes d'hostilité et de provocation contre la Russie à propos de l'insurrection polonaise; il est intolérable que, dans une capitale, où j'ai un ambassadeur, la populace parcoure les rues, en criant : *Mort aux Russes! Vivent les Polonais!* C'est un scandale que votre Gouvernement ne devrait pas souffrir.

Le duc de Mortemart répondit, en déplorant de pareils excès : « que la canaille n'était pas le Pouvoir, et que le Gouvernement ne pouvait pas toujours prévenir l'agitation de quelques malintentionnés, qui étaient ses ennemis plus encore qu'ils n'étaient amis de la Pologne. »

Cette situation, pleine de périls imprévus, avait créé à

l'ambassadeur de France bien des difficultés, que toute sa prudence et toute son adresse avaient peine à vaincre; il évitait donc autant que possible ces rapports personnels, ces conversations familières avec l'empereur, où il craignait toujours d'avoir à répondre à des paroles dures ou amères contre le Gouvernement de Juillet.

Il était déterminé, d'ailleurs, à demander son congé, en prétextant l'affaiblissement de sa santé, si les nouvelles de France donnaient un démenti aux assurances pacifiques et amicales, dont il s'était fait garant vis-à-vis de la cour de Russie. Mais les lettres qu'il recevait du comte de Sébastiani, ministre des affaires étrangères, lui permettaient d'affirmer que le cabinet des Tuileries, en dépit de toutes les manœuvres et de toutes les excitations extérieures, ne prêterait aucun appui matériel ou moral à la révolte des Polonais.

Le duc de Mortemart avait transmis cette déclaration formelle au comte de Nesselrode, la veille du baptême de la grande-duchesse Alexandra Michaëlovna, à la cérémonie duquel il assistait avec le corps diplomatique.

La grande-duchesse Alexandra, quatrième fille du grand-duc Michel, était née le 28 janvier 1831; elle fut baptisée, le 27 février, dans la chapelle du palais d'Hiver. Les parrains étaient l'empereur, le roi de Wurtemberg et le duc de Nassau; la grande-duchesse de Saxe-Weimar, Marie Pavlovna, représentée par la fille aînée de l'empereur, la grande-duchesse Marie, et par la princesse de Lowicz, qui s'était excusée sur des motifs de santé. La cérémonie eut lieu avec la plus grande pompe, en présence de la famille impériale, du corps diplomatique, du Conseil de l'Empire et de toute la cour.

L'empereur paraissait soucieux; on attribua sa tristesse

et sa préoccupation aux nouvelles peu satisfaisantes, qu'il avait reçues du théâtre de la guerre.

Ces nouvelles signalaient bien un avantage remporté, le 17 février, aux environs de Dobre, par l'aile droite sous les ordres du général Rosen, qui après un combat de trois heures avait mis en fuite les rebelles et les avait poussés l'épée dans les reins jusqu'à peu de distance d'Okuniew où était le quartier-général de l'armée polonaise ; mais le feld-maréchal n'avait envoyé qu'un rapport très-insuffisant et très-obscur sur la sanglante bataille qui avait été livrée, le 20 février, près de Grochow, et qui ne semblait pas avoir eu d'autre résultat que de répandre beaucoup de sang.

La tristesse et la préoccupation de l'empereur furent encore plus apparentes, au dîner de cour qui réunit environ deux cents convives. Après les toasts portés au bruit des salves d'artillerie et au son des fanfares, l'empereur quitta la table et s'approcha du duc de Mortemart.

— Venez donc me voir plus souvent, lui dit-il avec aménité ; nous nous entendrons toujours à merveille. Il y a bien des fous et des révolutionnaires en France et ailleurs, mais nous sommes, Dieu merci, des gens raisonnables, et les extravagances polonaises de votre La Fayette ne prévaudront pas contre les engagements formels de vos ministres.

— Sire, reprit l'ambassadeur, je fais des vœux sincères pour que la répression soit prompte en Pologne et qu'elle ne coûte pas beaucoup de sang.

— Mes vœux à cet égard sont conformes aux vôtres, interrompit l'empereur. Mais je n'y puis rien. Voici, par exemple, une bataille qui doit avoir été très-meurtrière et qui ne servira sans doute qu'à affaiblir l'armée des rebelles. Cependant Diebitsch persiste à croire que nous serons à Varsovie avant la fin du mois.

CLXVIII

L'empereur ne put s'empêcher de savoir mauvais gré au feld-maréchal Diebitsch de s'être trompé dans ses calculs et ses espérances, lorsqu'il apprit que la bataille de Praga, quoique plus heureuse et plus décisive que la bataille de Grochow, n'avait amené pourtant aucun des résultats qu'on pouvait attendre du plan de campagne proposé par le général en chef; car l'armée russe, après des pertes qu'on pouvait élever à douze ou treize mille hommes depuis son entrée en campagne, se trouvait arrêtée, par la Vistule couverte de glaçons et débordée, en face de Varsovie qui avait à elle deux ou trois semaines de répit pour refaire son armée et préparer sa défense.

L'empereur fut tellement mécontent d'un retard qui menaçait de compromettre la suite des opérations de son armée, qu'il n'adressa pas de rescrits ni de récompenses aux généraux qui avaient combattu, avec courage, sinon avec bonheur, à Grochow et à Praga.

Un seul de ces généraux trouva grâce devant lui, par suite de rapports particuliers qui n'émanaient pas de Diebitsch et que ce dernier avait de parti-pris passé sous silence. Le général baron Rosen, commandant le sixième corps d'infanterie, fut honoré de ce rescrit flatteur :

« Les brillantes preuves de valeur et d'intrépidité que vous avez données en personne, dans la poursuite des troupes des rebelles polonais, depuis Dobre jusqu'à Milosna, les 5 et 6 (17 et 18, nouv. st.) février courant, et dans les batailles générales des 7 et 13 (19 et 25, nouv. st.) de ce même mois, où leur armée a été complétement mise en déroute sous les murs de Praga, vous ont acquis de nouveaux titres à Notre reconnaissance; vous n'avez pas moins su la mériter, en maintenant dans un ordre parfait les troupes du sixième corps, confiées à votre commandement, et en leur inspirant un zèle, une intrépidité et une bravoure, dont le feld-maréchal comte Diebitsch-Zabalkansky, commandant en chef de l'armée active, Nous a plus d'une fois rendu témoignage avec les plus grands éloges.

« Voulant signaler la bienveillance que Nous vous portons pour des services si distingués et si utiles, Nous vous avons nommé chevalier de l'ordre de Saint-Vladimir, de la première classe, dont Nous vous transmettons ci-joint les insignes; demeurant pour toujours votre affectionné,

« NICOLAS.

« Saint-Pétersbourg, 21 février (5 mars, nouv. st.) 1831. »

Un autre rescrit fut adressé, quelques jours plus tard, au général Soukhozanet, chef de l'artillerie de l'armée active, qui avait été si grièvement blessé à Grochow, avec le général-major Vlassoff, commandant des Cosaques en campagne, qu'on les avait portés l'un et l'autre sur la liste des morts. L'empereur eut la joie d'apprendre que la vie de Soukhozanet était hors de danger et que ce brave général ne tarderait à reprendre son service; il lui envoya donc ce rescrit:

« La brillante valeur et l'intrépidité exemplaire que vous avez déployées à la bataille du 7 (19, nouv. st.) février de cette année, dans laquelle ont été défaits les rebelles polonais, ont appelé sur vous Notre attention particulière; voulant vous en donner un témoignage, Nous vous nommons chevalier de l'ordre de Saint-Vladimir, de la première classe, dont Nous vous envoyons ci-joint les insignes. Nous sommes, avec une haute bienveillance, votre affectionné,

« NICOLAS.

« Saint-Pétersbourg, le 20 mars (1er avril, nouv. st.) 1831. »

On s'étonna que l'empereur se fût abstenu d'adresser aucun témoignage de satisfaction aux généraux que Diebitsch avait signalés dans ses rapports, en rendant une entière justice, disait-il, à la brillante valeur et aux manœuvres habiles des chefs de corps, notamment le prince Gortchakoff, le comte Pahlen, l'aide de camp général Neidhardt, le général-major Dellingshausen, etc.

Au reste, on remarqua que, pendant tout le cours de la guerre de Pologne, l'empereur se départit rarement de la résolution qu'il avait prise de ne point constater ni récompenser par des rescrits les services de ses généraux, comme s'il avait eu à cœur de laisser le moins de traces possible des événements douloureux de cette guerre civile.

Ce fut sans doute sous la pénible impression des progrès de la propagande révolutionnaire dans tous les États de l'Europe, que Nicolas eut la pensée d'opposer à cette incessante propagande une barrière protectrice, en l'empêchant de s'introduire en Russie, à la faveur de l'instruction de la jeunesse.

Il avait reconnu que les Russes élevés à l'étranger rapportaient dans leur pays, à la suite de cette éducation cos-

mopolite, des idées, des sentiments et des opinions, qui se trouvaient en complet désaccord avec le caractère, les mœurs et les lois de la nation. Il n'hésita donc pas à revendiquer, au profit de la Russie, l'éducation de ses sujets, et il fit publier l'ukase suivant en date du 2/14 mars :

« Nous éprouvons un sentiment pénible, en voyant la jeunesse se former hors de l'Empire, quoiqu'il existe dans notre patrie des établissements que Nous nous proposons d'améliorer, et en sachant les suites funestes qui en résultent pour ceux qui reçoivent une éducation première à l'extérieur de Nos États. Quelquefois ces jeunes gens reviennent imbus de fausses idées sur la Russie; sans connaissance des vrais besoins de l'Empire, de ses lois, de ses mœurs et de l'ordre établi, et ignorant même souvent la langue nationale, ils sont au milieu de leur patrie comme des étrangers. Pour obvier à de si grands inconvénients, Nous avons jugé à propos d'ordonner ce qui suit :

« La jeunesse russe, depuis dix ans jusqu'à dix-huit, doit être élevée de préférence dans les établissements publics du pays, ou dans la maison paternelle, sous la surveillance des parents ou des tuteurs, mais toujours en Russie. Les exceptions à cette règle seront rares, accordées seulement pour des causes importantes et jamais sans notre permission. »

En même temps, pour prouver que, s'il voulait avoir l'œil et la main sur l'éducation de la noblesse et de la bourgeoisie, il n'avait garde de refuser l'instruction à son peuple et de le laisser croupir dans les ténèbres de l'ignorance, il approuva un règlement, que lui avait soumis son ministre des finances, pour la création d'écoles primaires dans les villages du domaine de la Couronne.

Ces écoles, dont l'entretien était assigné sur le produit

des redevances territoriales des villages, devaient être établies d'abord dans les gouvernements de Saint-Pétersbourg et de Pskow. On y enseignerait gratuitement, aux garçons âgés d'au moins huit ans, le catéchisme, la lecture des livres et des manuscrits, l'écriture et les premières notions de l'arithmétique. Cette excellente institution avait pour but de propager les connaissances nécessaires parmi les paysans et de former des scribes de village.

Le mouvement était donné, d'ailleurs, sur tous les points de l'Empire, pour la propagation de l'instruction primaire. La Société patriotique des dames de Saint-Pétersbourg, encouragée par l'adhésion de l'impératrice et des grandes-duchesses, avait créé, dans différents quartiers de la ville, des écoles gratuites pour les filles des indigents, et ces écoles, entretenues aux frais des sociétaires, voyaient s'augmenter le nombre de leurs élèves, en même temps que les ressources de cette bienfaisante institution qui promettait de se multiplier dans les principales villes de la Russie.

L'empereur applaudissait à ces tentatives de la charité privée, pour répandre l'instruction parmi le peuple et pour améliorer l'état de l'éducation publique en Russie. Sa sollicitude se portait aussi sur les institutions spéciales qui pouvaient favoriser le développement de l'éducation professionnelle en tous genres. Il venait d'approuver les statuts d'une Académie impériale militaire, qui allait être fondée sous les auspices et aux frais du Trésor à Saint-Pétersbourg, où il y avait déjà plusieurs écoles militaires, notamment celles des porte-enseignes de la garde, des pages, et des différents corps de cadets.

Cette Académie militaire, d'un ordre supérieur, avait pour objet de former des officiers plus instruits en théorie et en pratique, destinés au service de l'état-major. Les

élèves qui seraient admis aux cours de ce nouvel établissement devaient être choisis parmi les plus intelligents et les plus capables, non-seulement dans le corps des officiers de la garde et de l'armée, mais encore dans les autres écoles militaires, qui devenaient ainsi les écoles préparatoires de l'Académie, placée sous la direction immédiate du chef de l'état-major général de l'empereur.

Nicolas avait dû ajourner à des temps plus propices et plus calmes une foule de réformes utiles, qui avaient été étudiées dans sa chancellerie et discutées devant le Comité des ministres; il se voyait forcé, d'ailleurs, de prescrire dans l'administration un système général d'économie, malgré la bonne situation des finances, car toutes les ressources de l'État étaient appliquées aux dépenses de la guerre de Pologne ainsi qu'aux frais immenses des mesures extraordinaires qu'il avait fallu prendre depuis l'invasion du choléra-morbus.

Par bonheur, le fléau paraissait vaincu; il s'affaiblissait et s'éteignait partout, grâce aux dispositions sanitaires qui avaient été mises en usage pour le combattre et pour l'arrêter; grâce surtout aux froids rigoureux, qui semblaient lui avoir ôté sa force d'expansion. Le général comte Zakrewsky, ministre de l'intérieur, pouvait se féliciter du succès de sa mission périlleuse, dans laquelle il avait lutté corps à corps, pour ainsi dire, avec l'épidémie; il avait perdu sa santé dans cette entreprise héroïque, où beaucoup de ses courageux auxiliaires avaient perdu la vie, mais il avait du moins la satisfaction d'annoncer à l'empereur, que la plupart des gouvernements que le choléra avait visités étaient délivrés enfin de ses ravages.

La récompense que lui décerna l'empereur, ce fut ce rescrit rédigé de la main impériale et publié dans tout l'Em-

pire, comme un témoignage de la reconnaissance publique envers le ministre, qui n'avait pas hésité, sur l'ordre de son souverain, à faire le sacrifice de ses jours à la patrie :

« Lorsque, dans la calamité extraordinaire qui venait frapper la Russie par l'apparition et la propagation rapide du choléra-morbus dans un grand nombre de gouvernements, Je fis choix de vous pour ordonner les mesures qui seraient jugées nécessaires afin d'arrêter cette cruelle maladie, votre zèle ardent pour le bien public était à Mes yeux un gage assuré du succès de ces mesures. Vous avez pleinement justifié Mes espérances et toute Mon attente. En veillant avec une fermeté inébranlable à l'exécution rigoureuse des salutaires dispositions que vous aviez prises, vous avez atteint le but qui en était l'objet : l'épidémie a cessé presque partout, et la plus grande partie de l'Empire a été sauvée du danger qui la menaçait, par de sages mesures de précaution exécutées avec tous les égards possibles pour les intérêts privés et pour le bien général des habitants.

« En vous témoignant Mon entière reconnaissance pour des travaux et des efforts si pleins de zèle, J'éprouve une véritable satisfaction à vous donner à cette occasion l'assurance de Ma constante bienveillance.

« NICOLAS.

« Saint-Pétersbourg, 1er (13, nouv. st.) mars 1831. »

Nicolas savait que le choléra était aussi en voie de décroissance à Moscou, depuis plusieurs semaines; il bénit le ciel, quand un message du prince Galitsyne, gouverneur militaire de cette capitale, lui annonça que l'épidémie y avait absolument disparu; il écrivit au prince Galitsyne, qu'il se promettait d'aller unir ses actions de grâces à celles des ha-

bitants de la seconde ville de son Empire, dès que les Polonais seraient rentrés dans le devoir, et il lui adressa ce beau rescrit, où il exprimait d'une manière si touchante la joie qui avait rempli son cœur paternel, en apprenant que ses enfants étaient désormais à l'abri des atteintes de la peste asiatique :

« C'est avec la plus vive satisfaction que J'ai reçu votre rapport sur la cessation entière du choléra à Moscou, et que Je me suis empressé, en conséquence, d'ordonner la levée immédiate de la quarantaine sur la rivière de Schoscha et du cordon sur la frontière des gouvernements de Twer et de Moscou. J'éprouve, en même temps, un plaisir véritable à vous témoigner Ma reconnaissance la plus sincère pour le zèle ardent et l'infatigable activité, avec lesquels, pendant le temps si pénible de la durée de cette cruelle épidémie à Moscou, vous vous êtes acquitté des nombreux et différents devoirs que vous imposaient vos fonctions pour arrêter le mal, et en général pour le bien de la capitale confiée à vos soins. Je vous charge de témoigner Ma satisfaction à tous ceux qui vous ont secondé dans l'adoption et la mise à exécution des mesures, qui, après six mois de constants efforts, ont enfin délivré la capitale de nouveaux dangers. Assurez également tous les habitants de Moscou de Ma bienveillance particulière et constante pour eux : ils y ont acquis de nouveaux droits par leur courage, leur fermeté et leur patience, pendant le fléau, qu'il a plu au Tout-Puissant, à Ma profonde douleur, de leur infliger, et par de nombreuses preuves de leur humanité. J'ai la ferme espérance qu'à la suite du rétablissement de la liberté des communications et de l'ordre ordinaire, sous tous les rapports, l'ancienne et louable activité animera de nouveau l'antique capitale de la

Russie, pour le bien général de la patrie et pour la prospérité de chacun de ses habitants en particulier.

« NICOLAS.

« Saint-Pétersbourg, 19 (31, nouv. st.) mars 1831. »

L'empereur pouvait croire, en effet, que la cessation du choléra dans les localités que la maladie avait infectées avec plus ou moins de violence, serait définitive et ne laisserait subsister aucune crainte de le voir renaître au printemps; telle était l'opinion d'un grand nombre de médecins, et l'on se réjouissait à Saint-Pétersbourg d'avoir échappé au fléau, qui n'était pourtant qu'endormi et qui devait se réveiller avec la saison des chaleurs, en frappant un plus grand nombre de victimes.

Cependant le choléra n'avait pas entièrement disparu dans le gouvernement de Minsk, et les troupes qui le traversaient pour se rendre à l'armée active emportaient avec elles, en Pologne, le germe de la terrible maladie. Elle s'était déjà montrée en plusieurs régiments qui bivoüaquaient dans les marais aux bords de la Vistule, et quoiqu'elle n'eût pas encore repris son caractère épidémique en remplissant les ambulances de morts et de mourants, on ne pouvait plus se faire illusion sur sa prochaine recrudescence. Les soldats, tout résignés qu'ils fussent par esprit religieux, constataient avec tristesse et découragement les premiers symptômes de l'épidémie, malgré tout le soin que prenait le général en chef de faire évacuer les malades sur les villes voisines, où l'on établissait à la hâte des hôpitaux pour les cholériques.

On peut supposer que la crainte de l'invasion du choléra dans l'armée active n'avait pas été étrangère aux négocia-

tions que Diebitsch s'était empressé d'entamer avec le généralissime de l'armée polonaise.

C'était le général Skrzynecki que la Diète avait appelé au commandement suprême, à la place du prince Radziwill. Skrzynecki, à peine nommé, avait envoyé le colonel Mycielski au quartier-général de Diebitsch, et celui-ci n'avait pas refusé de l'admettre, en sa présence, pour lui déclarer de vive voix que la soumission pure et simple des Polonais était la seule base du rétablissement de l'ancien état de choses en Pologne.

— L'empereur, dit-il, désire d'autant plus voir finir la rébellion, qu'il aime les Polonais et qu'il les estime comme un peuple brave et généreux.

Mais on n'obtiendrait rien du tzar, ni clémence ni pardon, si les rebelles ne commençaient point par se soumettre sans réserve et sans condition.

Il y eut, à la suite de cet entretien, un échange de lettres entre Skrzynecki et le général Neidhardt, autorisé par le feld-maréchal Diebitsch : Skrzynecki demandait, avec beaucoup de fierté, des promesses et des garanties avant de déposer les armes; Diebitsch exigeait, avant toute conférence pacifique, que la Diète mît elle-même à néant l'acte de déchéance, qu'elle avait osé voter contre son légitime souverain, l'empereur Nicolas. C'eût été là le point de départ des négociations qui pouvaient aboutir à un arrangement avantageux à la nation polonaise.

Diebitsch avait pu se persuader, un moment, que le retour de l'ordre et du régime legal en Pologne amènerait la fin des hostilités, qui étaient suspendues comme par un armistice tacitement convenu. Il possédait, en sa qualité de gouverneur général de Pologne, les pouvoirs nécessaires pour traiter avec les chefs du gouvernement révolutionnaire; il

s'était néanmoins muni d'une autorisation spéciale de l'empereur, qui eut l'espoir, pendant quelque temps, de mettre un terme à cette guerre sanglante. Mais les pourparlers, qui n'avaient pas duré moins de vingt-cinq jours, furent interrompus tout à coup, et l'on fut autorisé à penser qu'ils n'avaient été qu'un prétexte imaginé par Skrzynecki pour gagner du temps et réorganiser son armée.

Dans cet intervalle, le choléra-morbus avait éclaté parmi les Russes campés devant Praga, et l'on disait aussi qu'il s'était déclaré dans l'armée polonaise sur la rive gauche de la Vistule.

Au moment où l'empereur se promettait de recevoir bientôt la nouvelle de la soumission des rebelles, il reçut des dépêches de Paris, qui lui annonçaient que le complot de la propagande polonaise avait porté ses fruits, et que l'hôtel de l'ambassade de Russie avait été, à plusieurs reprises, l'objet des insultes de la populace, inspirée et dirigée par des meneurs du Comité polonais.

Pendant la journée du 9 mars, on avait répandu dans Paris le bruit de l'entrée des Russes à Varsovie; ce bruit n'était que la conséquence de la victoire remportée par l'armée russe devant Praga. Aussitôt, des bandes d'individus armés se mirent à parcourir les rues, aux cris de *Vivent les Polonais! Mort aux Russes!* Dans la soirée, elles s'étaient portées, avec les mêmes cris, sur l'hôtel de l'ambassade de Russie, dont on avait brisé les vitres à coups de pierres; des armes à feu furent même déchargées contre les murs de l'hôtel; mais la garde nationale avait promptement dispersé ces bandes de malfaiteurs.

On les avait vues reparaître le lendemain, plus nombreuses, plus menaçantes, avec des drapeaux surmontés d'un crêpe; elles se promenèrent, en vociférant, autour de

l'hôtel de l'ambassade russe, qu'elles voulaient envahir et mettre au pillage. La garde nationale et la troupe de ligne accoururent et firent respecter la demeure du représentant de la Russie.

Cet odieux attentat contre le droit des gens avait été hautement désavoué par le Gouvernement; tous les ministres étaient venus chez l'ambassadeur, pour lui exprimer leurs regrets; le roi et le duc d'Orléans lui avaient envoyé leurs aides de camp, chargés de lui témoigner les mêmes sentiments; enfin, l'opinion publique s'était prononcée avec chaleur contre les auteurs de cette lâche provocation qui avait pour but de compromettre le gouvernement français.

Le comte Pozzo di Borgo faisait savoir à l'empereur, que le roi Louis-Philippe était plus que jamais déterminé à surveiller les manœuvres de la « conspiration polonaise » et que le nouveau ministère, présidé par Casimir Périer, ne se départirait pas d'un système de neutralité absolue, en laissant à l'empereur toute liberté de répression vis-à-vis de ses sujets rebelles.

Nicolas eut peine à modérer l'indignation que lui causait l'outrage fait à son représentant, par les « Polonais de Paris; » le comte de Nesselrode ne parvint pas sans effort à le détourner du projet qu'il avait formé tout d'abord de rappeler l'ambassadeur.

Le duc de Mortemart fut mandé au palais d'Hiver, et ses représentations conciliantes vinrent en aide aux sages conseils de Pozzo di Borgo, qui affirmait que les déplorables scènes des 9 et 10 mars auraient pour résultat infaillible une attitude plus ferme et plus décidé du gouvernement français, à l'égard du parti polonais qui n'était autre que le parti de la Révolution.

— Sire, dit alors le duc de Mortemart, Votre Majesté

aurait bien tort de rendre le roi responsable des excès et des malveillances de ce parti, à la tête duquel s'est placé le général La Fayette. Le roi sait mieux que personne, que le cri de *Vive la Pologne* est toujours le cri de ralliement des conspirateurs républicains et le signal de l'émeute.

— Eh bien! reprit vivement Nicolas, si le roi Louis-Philippe sait cela, pourquoi souffre-t-il que les conspirateurs lui fassent la loi?

— Le plus grand service que Votre Majesté puisse rendre au roi, répliqua le duc de Mortemart, c'est de terminer le vite possible cette fatale guerre de Pologne, soit par la force des armes, soit par le moyen des négociations...

— Des négociations ! s'écria l'empereur, avec emportement; il faut, avant tout, que les rebelles se soumettent; nous verrons ensuite jusqu'où peut aller ma clémence.

L'empereur venait d'apprendre que les chefs du gouvernement révolutionnaire de Varsovie avaient offert de traiter avec le feld-maréchal Diebitsch, mais que celui-ci avait rejeté leurs propositions extravagantes avec tout le dédain qu'elles méritaient. La guerre allait donc continuer, et les rebelles qui, pendant cette espèce d'armistice, s'étaient mis en mesure de la soutenir, espéraient la voir tourner à leur avantage, en opérant une puissante diversion sur les derrières de l'armée russe.

Pendant que le général baron Kreutz, détaché de cette armée, entreprenait une expédition sur la rive gauche de la haute Vistule, pour attirer de ce côté les forces des Polonais et pour disperser les rassemblements de leurs nouvelles recrues, une insurrection se préparait en Lithuanie et en Wolhynie, où le gouvernement révolutionnaire entretenait des intelligences avec les nobles d'origine polonaise.

Quant le mouvement fut sur le point d'éclater, le général

Dwernicki sortit de Varsovie, avec un corps de quinze mille hommes d'infanterie et de cavalerie, et passa la Vistule, sur la glace, à Pulawi, en manifestant hautement l'intention de pénétrer dans la Wolhynie où il devait trouver l'appui d'une prise d'armes annoncée par les grands propriétaires du pays. Dwernicki s'était déjà emparé de Lublin, lorsque le général Kreutz, qui avait à la hâte ramené ses troupes sur la rive droite de la Vistule, vint l'attaquer dans cette ville qu'il emporta d'assaut (11 mars).

Dwernicki se remit en marche, se dirigeant toujours vers la Wolhynie; le général Kreutz essayant de l'atteindre ou manœuvrant pour le forcer à repasser la Vistule. Un autre corps de partisans, parti également de Varsovie, sous les ordres de Sierawski, et destiné également à seconder le plan de Dwernicki, avait été obligé de rebrousser chemin et de se réfugier momentanément sur la rive gauche, sans attendre le général Toll qui arrivait à marches forcées avec un corps considérable de cavalerie pour couper la retraite au détachement de Dwernicki.

Ce détachement se trouvait dès lors séparé entièrement des opérations de l'armée polonaise, et le général Kreutz le suivait de près, sans lui laisser une heure de repos, afin de l'empêcher de rien entreprendre contre la Wolhynie. Dwernicki, par des marches et des contre-marches habiles, réussit pourtant à tromper la poursuite des Russes. Il voulait que son entrée en Wolhynie coïncidât avec l'insurrection lithuanienne, et il n'était pas en force pour combattre le général Kreutz; en ce moment, les désertions et les maladies avaient affaibli son détachement qui était en proie au choléra et qui perdait cent hommes par jour. Il feignit de se rapprocher de la Vistule, en apprenant que la Lithuanie commençait à s'insurger; puis, il retourna tout à coup à Zamosc où il

ramassa quelques canons et quelques hommes, et se dirigea ensuite vers le Bug, en longeant les frontières de la Gallicie.

L'insurrection, projetée, préparée depuis plusieurs mois en Lithuanie, venait enfin d'éclater, à Wilna et dans plusieurs districts de la province, le 27 mars, jour du dimanche des Rameaux.

Le Comité central révolutionnaire, à la tête duquel se trouvaient, dit-on, les comtes Plater et Rosenkern, adressa des circulaires à tous les prêtres catholiques, en leur enjoignant d'annoncer en chaire que le gouvernement russe avait cessé d'exister et que le peuple devait se lever en masse pour revendiquer ses droits les armes à la main.

En même temps, la Société secrète patriotique, qui avait un grand nombre d'affiliés parmi les officiers des troupes lithuaniennes en garnison sur la ligne des frontières de Prusse et de Pologne, devait seconder le mouvement excité par les propriétaires et le clergé catholique. Plusieurs agents de cette Société secrète, il est vrai, avaient été découverts, convaincus de trahison et fusillés à Wilna, mais ils avaient subi leur châtiment, sans révéler le secret de leurs complices. Plusieurs nobles, entre autres Hippolyte Lobanowski, avaient eu le même sort et n'avaient pas voulu racheter leur vie par des révélations qui auraient fait échouer le complot.

Tout était donc disposé pour un soulèvement général : il y avait des dépôts d'armes et de munitions ; on répandait l'argent à pleines mains parmi le peuple ; les paysans n'attendaient qu'un signal pour former des bandes et pour allumer une guerre terrible de partisans. Ce fut alors que les prêtres montèrent en chaire et promirent des indulgences et les bénédictions du ciel à ceux qui voudraient concourir à la délivrance de la patrie.

Dès le 26 mars, les insurgés avaient pris les armes; ils massacraient sans distinction les employés russes et pillaient partout les caisses publiques; les Cosaques, les gardes-frontières, les gardes forestiers et les douaniers avaient été leurs premières victimes. Le lendemain, la fête des Rameaux inaugura l'insurrection: le clergé sortit processionnellement des églises, la croix en tête, distribuant des branches de buis aux habitants et les invitant à faire leur devoir, au péril de leur vie. La révolte s'étendit rapidement dans les campagnes et dans les villages, depuis Wilna jusqu'à Polangen; elle ne trouva pas d'abord de résistance, et elle vit les troupes impériales se retirer devant elle, sans combattre, suivant l'ordre des autorités russes. L'arsenal de Rossieny, où l'on avait transporté les dépôts d'armes destinés à l'armée active, fut pris de vive force et servit à l'armement de la population insurgée.

Ce vaste complot avait été organisé de concert avec le gouvernement révolutionnaire de Varsovie, qui comptait y puiser de nouvelles forces, surtout si l'expédition confiée à Dwernicki, pour faire insurger simultanément la Wolhynie et la Podolie, atteignait son but et obligeait Diebitsch à battre en retraite.

Ordre était donné aux insurgés lithuaniens de ne pas violer le territoire prussien, sous peine de mort. Des paysans, qui poursuivaient une troupe de hussards russes, s'arrêtèrent à la frontière, que les fugitifs avaient mise entre eux et leurs farouches ennemis et que ceux-ci n'osaient pas franchir; les paysans tirèrent en l'air, en déclarant que la Lithuanie n'était pas en guerre avec la Prusse.

L'occupation de Polangen devait donner un port de mer aux rebelles et mettre directement la Pologne en rapport avec les Comités polonais européens, qui ne savaient par

quelle voie lui faire parvenir des secours en argent, en hommes et en matériel de guerre; mais les insurgés ne furent maîtres de Polangen, que pendant peu de jours, et cette ville, saccagée et brûlée de fond en comble, resta au pouvoir des Russes.

Les principales villes, Wilna, Riga, Kowno, Minsk, ne se laissèrent pas subjuguer par l'émeute, mais le pays était tout entier à la merci des bandes insurgées qui avaient intercepté les communications et qui se réfugiaient dans les forêts comme dans des camps retranchés.

Dès que l'empereur Nicolas fut instruit des événements graves qui s'étaient passés dans la Lithuanie, il prit les mesures les plus énergiques pour faire rentrer dans le devoir les rebelles, qui avaient osé se soustraire à son autorité, en cédant aux instigations de la noblesse et du clergé catholique. Il leur annonça d'abord le châtiment qu'ils encouraient, dans un manifeste où pour la première fois son indignation ne réservait pas aux coupables une seule chance de pardon, car il considérait comme un crime de lèse-majesté la rébellion des anciennes provinces polonaises, et comme un crime de haute trahison la conduite déloyale des nobles qui avaient appelé aux armes les paysans, après avoir récemment prêté un nouveau serment de fidélité à leur souverain.

Voici ce manifeste, dont le ton à la fois triste et sévère diffère du langage que l'empereur avait tenu jusqu'alors dans ses ukases adressés aux Polonais; ceux-ci, dans sa pensée, étaient des sujets égarés; ceux-là, des traîtres, indignes d'indulgence et de pitié :

« Dès les premiers instants où la révolte éclata dans Notre royaume de Pologne, Nous avons prévu qu'elle ne manquerait pas d'exercer sa funeste influence sur les esprits faibles,

qui se laisseraient entraîner par des excitations contraires aux lois, et qui chercheraient à troubler la tranquillité des provinces que l'Empire russe a reconquises anciennement sur la Pologne ; or, ne perdant pas de vue le bien de Nos fidèles sujets, Nous Nous étions adressé à la Noblesse, comme à la classe la plus considérable des habitants de ce gouvernement, et Nous avions exprimé l'espoir qu'elle ferait dans les circonstances actuelles tous ses efforts, afin de donner, à Nous et à la patrie, des preuves de sa fidélité et de son zèle inébranlable pour le bien public : Notre attente a été remplie presque partout.

« La Noblesse des gouvernements de Wilna, de Grodno et de Wolhynie, s'est empressée de Nous exprimer, par l'organe des gouverneurs militaires provisoires, les sentiments inaltérables de dévouement dont elle était animée envers Nous, et elle a prouvé, immédiatement après, par le fait, combien elle était disposée à consacrer sa fortune et ses efforts à subvenir aux besoins multipliés et considérables, que faisaient naître l'approvisionnement de l'armée de terre ainsi que d'autres exigences. C'est donc avec une douleur d'autant plus grande, que Nous avons appris qu'une bande d'ingrats, indignes du nom de nobles, foulant aux pieds leurs serments et les protestations de fidélité qu'ils Nous avaient récemment renouvelées, ont eu l'audace de troubler la tranquillité dans les provinces de Telsch, de Schamel et de Rossieny, du gouvernement de Wilna ; mais Nous sommes fermement résolu à faire exécuter, d'une manière exemplaire, les châtiments qu'ils ont mérités et qui, Nous l'espérons, ramèneront à la réflexion ceux qui désirent le changement de l'ordre de choses et ceux qui ont oublié les obligations que leur imposent leurs devoirs et leurs serments.

« En conséquence, Nous ordonnons :

« 1° Tous les nobles qui ont participé à cette révolte et qui se sont, à main armée, mis en état de résistance à l'ordre légal, seront jugés par un conseil de guerre, d'après le *Règlement criminel de campagne*, et l'arrêt de ce tribunal sera exécuté immédiatement sur leurs personnes, après avoir été confirmé par les commandants des détachements respectifs.

« 2° La fortune immobilière de ces criminels sera séquestrée et les revenus en seront joints au capital des Invalides. Les enfants mâles des nobles qui auront été punis pour le crime désigné et les enfants de ceux qui se disent *schliachtilsche*, sans pouvoir, par des documents, justifier de leur état, seront reçus au nombre des cantonnistes militaires.

« 3° Les individus des basses classes, qui seront saisis les armes à la main, participant à ces troubles, seront, quelle que soit la province à laquelle ils appartiennent, livrés aux autorités de recrutement et envoyés dans les bataillons de Sibérie.

« 4° Leurs enfants mâles seront enrôlés comme cantonnistes militaires.

« 5° Ceux qui dans le cours de la révolte se seront rendus coupables de meurtre et en auront été convaincus, seront jugés également par le conseil de guerre, aux termes du *Règlement criminel de campagne*.

« 6° Les individus des basses classes qui n'ont été poussés à faire partie des révoltés, que par la volonté de leurs seigneurs ou par des meneurs, et qui, après avoir jeté leurs armes, retourneront dans leurs habitations, auront leur pardon.

« Le Sénat-dirigeant ne manquera pas de prendre les mesures nécessaires pour l'exécution des présentes dispositions.

« Saint-Pétersbourg, le 3 (15, nouv. st.) avril 1831. »

L'empereur, par un ukase en date du 24 mars/5 avril, adressé au Sénat-dirigeant, avait mis en état de siége les districts occupés ou menacés par l'insurrection :

« En conséquence des troubles qui ont éclaté dans quelques districts du gouvernement de Wilna, Nous jugeons nécessaire de déclarer en état de guerre le gouvernement de Courlande, limitrophe de ces districts, en accordant à son gouverneur général le lieutenant-général baron Pahlen la faculté d'agir dans ce gouvernement, avec tous les pouvoirs et prérogatives d'un commandant de corps d'armée détaché en temps de guerre, afin de repousser toutes les tentatives que les rebelles pourraient faire contre ledit gouvernement, et pour y maintenir le bon ordre conformément aux lois. »

Des ordres, envoyés à Dunabourg, allaient faire entrer en Lithuanie un corps de dix mille hommes, tandis que la Courlande était protégée de l'invasion des insurgés lithuaniens par des détachements de troupes, qui ramenaient les autorités russes et rétablissaient l'ordre légal. Mais le foyer de la révolte était allumé en Lithuanie ; les nobles se mettaient à la tête de leurs paysans, et l'on voyait des femmes, notamment la jeune comtesse Plater, quitter leurs châteaux, devenir chefs de bandes et prendre part à la guerre sainte que prêchait le clergé catholique.

On ne pouvait plus douter que les pourparlers entamés par le généralissime Skrzynecki avec le feld-maréchal Diebitsch n'eussent été un prétexte imaginé pour amener une sorte d'armistice entre les armées belligérantes et donner ainsi aux conspirateurs lithuaniens le loisir de préparer leur insurrection, qui devait enfermer l'armée russe dans un cercle de populations soulevées et implacables.

CLXIX

L'empereur ressentit un profond regret de voir avorter ces négociations pacifiques, qui n'étaient qu'une feinte, et il reprocha très-amèrement au comte de Diebitsch de s'être laissé abuser par des semblants de repentir et de réconciliation, qui n'avaient servi qu'à lui faire perdre un temps précieux : il lui ordonnait donc de continuer la guerre à outrance et de ne rien épargner pour réduire la rébellion dans les murs mêmes de Varsovie.

Voici en quels termes la gazette officielle de Saint-Pétersbourg caractérisait les révolutionnaires qui avaient fait mine d'entrer en accommodement avec le général en chef de l'armée russe : « Ils oublient, ces hommes, que la Russie n'a pas affaire à une puissance qui ait été jamais liée avec elle par les stipulations d'un traité de paix, ni à un peuple qui cherche à satisfaire des besoins réels ou prétendus, mais bien à une poignée de factieux faisant partie de cette association de démagogues qui envoient des missionnaires partout pour y semer le désordre et l'anarchie ! Entrer en négociation avec ces hommes-là, ce serait donner gain de cause aux méchants et encourager la révolte, qui perd les États et précipite les peuples dans un abîme de maux. Le devoir est de leur tenir tête, en arrêtant, en répri-

mant les insurrections, et la Russie accomplira ce devoir envers elle-même comme envers le monde civilisé. »

Le feld-maréchal Diebitsch ne devait que trop tôt s'apercevoir du tort irréparable que lui avaient fait ces simulacres de négociations, en le forçant de rester dans l'inaction et dans l'attente pendant près de trois semaines. Ces trois semaines n'avaient pas été perdues pour l'ennemi, qui les avait employées à refaire son armée et à disposer ses plans d'attaque.

Diebitsch, il est vrai, avait eu à se préoccuper grandement d'assurer la subsistance de ses troupes; le pays qu'il occupait ne lui fournissant plus la moindre ressource, il fallait faire venir tout, de l'extérieur, principalement de la Lithuanie, et l'agitation qui régnait déjà dans cette province mettait obstacle aux réquisitions militaires. Le mauvais état des chemins entravait les convois, qui étaient souvent arrêtés et pillés par les paysans affamés. Le transport des malades aux hôpitaux stationnaires de l'armée rencontrait aussi beaucoup de difficultés de toute nature.

Ce fut pour disperser les bandes de partisans et pour maintenir ses relations avec la Lithuanie, que le général en chef avait envoyé sur le flanc droit de son armée un détachement commandé par le général-major baron Sacken, qui commença par poursuivre les rebelles dans le palatinat de Plock et qui, après leur avoir fait éprouver des pertes sensibles, notamment devant Maluszyn (9 mars), s'était porté en toute hâte sur Ostrolenka, qu'ils semblaient vouloir reprendre. L'aide de camp général Bistrom s'empressa de lui faire parvenir de l'artillerie avec un bataillon de sapeurs, en apprenant que le général Uminski était sorti de Varsovie, accompagné d'un fort détachement, pour renforcer la garnison de Modlin et se mettre à la tête des

bandes du palatinat de Plock, dans le but de couper les communications de Diebitsch sur la ligne du Narew et au delà du Bug. Le mouvement d'Uminski avait aussi pour objet d'observer les régiments de la garde russe, qui s'avançaient par la grande route de Kowno à Varsovie, mais avec une extrême lenteur.

L'armée principale de Diebitsch était, en ce moment, diminuée de plus d'un tiers, par suite de l'envoi successif de plusieurs détachements à la poursuite de Dwernicki et de Sierawski, qui manœuvraient dans la province de Lublin pour pénétrer en Wolhynie et en Podolie. Les Russes ne comptaient pas plus de vingt-cinq mille morts et blessés depuis le commencement de la guerre, mais la maladie avait déjà mis autant d'hommes hors de combat, quoique le choléra n'eût pas encore fait un grand nombre de victimes.

Diebitsch avait cherché un terrain plus salubre et plus favorable à l'établissement de ses bivouacs, en s'éloignant de la Vistule et en transportant son quartier-général à Siennica, à quatre milles de Praga; il avait laissé toutefois dans ses anciennes positions les deux corps des généraux Rosen et Gheismar, échelonnés sur la grande route de Siedlce. Le général baron Gheismar campait sous les murs de Praga, et sa division, composée de huit mille hommes, formait l'avant-garde de Rosen, qui avait son centre à Wawer et son arrière-garde à Milosna.

Le général en chef attendait le retour des détachements expéditionnaires du général baron Kreutz et du comte Toll, pour se concentrer à l'endroit où il devait effectuer le passage de la Vistule. Tout avait été préparé pour ce passage, au village de Karczew : le fleuve était moins large en cet endroit; ses bords, moins marécageux et plus solides, avaient paru offrir des facilités pour y jeter des ponts, qu'on ache-

vait d'assembler et que protégeait une batterie de cent pièces de grosse artillerie. Diebitsch se promettait d'être de l'autre côté de la Vistule, le 1er avril, avec la plus grande partie de son armée : il l'avait annoncé formellement à l'empereur.

Le matin du 31 mars, par un brouillard épais qui avait caché les manœuvres de l'ennemi, la division du général Gheïsmar fut attaquée de plusieurs côtés à la fois. Pendant la nuit, deux colonnes d'infanterie avec de la cavalerie et de l'artillerie, commandées par les généraux polonais Gielgud et Malachowski, avaient traversé la Vistule sur le pont de Praga, couvert d'une épaisse jonchée de paille pour étouffer le bruit des chevaux et des canons; en même temps, le général Rybinski était sorti de Modlin avec un détachement de six mille hommes et, sans que sa marche eût été soupçonnée, s'était avancé jusqu'aux avant-postes de Gheismar, en occupant la chaussée, au village de Zomki et à l'entrée des bois de Wawer, pour fermer la retraite aux Russes.

Gheismar n'essaya pas de défendre ses positions contre des forces bien supérieures aux siennes; son corps, assailli de toutes parts à l'improviste, était d'ailleurs en pleine déroute et se dispersait dans les bois; il eut beaucoup de peine à rallier quelques régiments, avec lesquels il fit assez bonne contenance en se repliant sur Wawer. Là s'engagea un combat acharné, qui dura plus de quatre heures et qui accompagna la retraite des Russes sur Minsk.

Les débris du corps de Gheismar et le corps de Rosen présentaient encore un ensemble de vingt-cinq mille hommes, mais les rebelles recevaient à chaque instant des renforts que leur envoyait l'armée de Varsovie. Rosen, entouré et pressé par des masses de plus en plus écrasantes,

avait mandé au feld-maréchal, qu'il attendrait des secours, jusqu'au soir, à Dembe, que son arrière-garde occupait avec une puissante artillerie, mais que, dans le cas où ces secours n'arriveraient pas en temps utile, il se verrait dans la nécessité de se retirer à Minsk durant la nuit, car les marais dont il était entouré l'empêchaient de sortir de la chaussée pour rejoindre le corps principal de l'armée active.

Les Russes avaient pris position dans une vaste clairière, en avant de Dembe; ils s'appuyaient de droite et de gauche à des marécages, dans lesquels ils ne pouvaient s'engager, sous peine d'y voir disparaître hommes, chevaux et canons. L'infanterie polonaise ne pouvait donc approcher que par la chaussée, et, malgré les tirailleurs, les charges de cavalerie et le feu des batteries russes, qui faisaient un affreux carnage dans ses rangs, elle revenait sans cesse avec plus d'impétuosité et de fureur contre un ennemi qui lui opposait un front inébranlable et qui la contraignait de reculer sans avoir gagné un pouce de terrain et en laissant le sol jonché de cadavres.

Enfin, à la nuit tombante, une charge de cavalerie polonaise, conduite par le général Skarzynski, entama le centre des Russes et y jeta le désordre. Le général Rosen ordonna d'évacuer le village de Dembe, et se retira sur Minsk, en bon ordre, en abandonnant seulement quelques canons qui s'étaient enfoncés dans les fondrières. On était venu lui annoncer, au milieu de la bataille, que plusieurs de ses régiments lithuaniens refusaient d'obéir et passaient à l'ennemi. Tels furent les prisonniers que l'armée polonaise se vanta d'avoir faits et dont le nombre se trouva porté à plus de douze mille par les exagérations des nouvellistes. Les Polonais avaient payé cher cette victoire, qui leur coûta cinq ou six mille hommes.

La division de Rosen était trop affaiblie par la défection

des troupes lithuaniennes et par la déroute du corps de Gheismar, pour être en état de reprendre l'offensive, d'autant plus qu'il avait maintenant devant lui toute l'armée polonaise, commandée par le général Skrzynecki; il voulait éviter tout nouvel engagement jusqu'à ce que les renforts qu'il avait demandés à Diebitsch fussent à sa disposition; il ne s'arrêta donc ni à Minsk, ni à Kaluszin, et ces deux villes furent occupées, peu de temps après qu'il les eut quittées, par l'avant-garde de Skrzynecki.

On n'avait reçu aucune nouvelle du quartier-général de Diebitsch, et on annonçait qu'une insurrection formidable avait éclaté en Lithuanie, tandis que des mouvements séditieux se propageaient dans la Wolhynie et la Podolie, où Dwernicki et Sierawski allaient se mettre à la tête des bandes insurgées.

Le général Rosen n'avait pu atteindre Siedlce, qu'en repoussant les attaques réitérées des rebelles, qui le harcelaient sans cesse et qui revenaient toujours à la charge avec plus d'acharnement; les assaillants se renouvelant à chaque nouvelle attaque et leur nombre s'augmentant à mesure qu'ils perdaient plus de monde. Cette retraite, accompagnée de combats perpétuels de jour et de nuit contre des forces considérables, avait épuisé de fatigue la division de Rosen, lorsqu'il prit position en avant de Siedlce, dans la nuit du 10 avril, pour attendre l'armée principale, qui arrivait enfin par une route de traverse défoncée et inondée, où elle avait failli perdre ses canons et ses bagages dans les marais et les cours d'eau.

Le général en chef n'avait pas hésité à se replier vers la frontière de Pologne, au lieu de passer la Vistule et de marcher sur Varsovie, car il avait jugé quelles pouvaient être les conséquences désastreuses du soulèvement des an-

ciennes provinces polonaises, si ce soulèvement le séparait des dépôts et des magasins de l'armée, en l'isolant dans un pays épuisé, où il n'aurait eu aucun moyen de trouver des subsistances. Il apprit avec joie que Siedlce, où était le grand parc d'artillerie de son armée, n'avait pas été évacuée et que Rosen, qui avait fait un mouvement rétrograde pour lui donner la main, s'était solidement établi près du village d'Iganie, en opposant toujours aux rebelles une vigoureuse résistance, dans laquelle s'était particulièrement distingué le général-major Sievers, qu'on avait vu charger trois fois l'ennemi, à la tête des régiments de hussards.

L'apparition de l'armée de Diebitsch suffit pour faire rétrograder les Polonais, qui combattaient contre la division de Rosen : ils se retirèrent précipitamment dans la direction de Kaluszin.

Une lutte aussi longue, aussi opiniâtre, avait coûté de grands sacrifices au corps de Rosen : plus de deux mille hommes, tant tués que blessés, et parmi eux le colonel Bezsonoff, le général-major Dobrovolsky, le lieutenant-colonel Jirkoff.

Diebitsch venait d'asseoir son camp à peu de distance de Siedlce, près du village de Belki, et il envoyait l'infanterie de la division de Pahlen renforcer le corps de Rosen, qui avait grand besoin de ce renfort pour pouvoir tenir tête à l'ennemi. Le feld-maréchal avait l'intention de rester dans la position inattaquable où il s'était établi, jusqu'à ce qu'il fût au moins rassuré à l'égard de l'insurrection des anciennes provinces polonaises, et qu'il eût réuni à son armée la garde impériale et différents corps qui étaient en route pour le rejoindre. Il se proposait alors de reprendre énergiquement l'offensive et de marcher de nouveau sur Varsovie, en poussant devant lui l'armée polonaise.

Des dépêches des généraux Rudiger et Kreutz lui appre-

naient que Dwernicki avait réussi enfin à échapper à leur poursuite et s'était jeté, le 10 avril, sur la Wolhynie, où il appelait aux armes les populations. Le général Rudiger lui faisait savoir qu'il n'eût pas été en force avec le quatrième corps de la cavalerie de réserve, pour empêcher Dwernicki de passer le Bug entre Uscilug et Letovitch, mais qu'il s'était replié sur le Styr, afin d'y concentrer ses troupes et de se remettre à poursuivre les rebelles. Quant au général baron Kreutz, il avait cru devoir suspendre ses opérations contre Dwernicki, qu'il ne pouvait plus atteindre, pour aller se placer entre lui et Sierawski, lequel essayait de joindre Dwernicki, avec un corps de dix mille hommes, en s'écartant le moins possible des bords de la Vistule.

Le feld-maréchal Diebitsch sentait donc le besoin de n'avoir plus à craindre de nouvelles attaques sur les flancs et les derrières de son armée, avant de commencer un mouvement en avant contre les forces polonaises, qui lui faisaient face et qui semblaient se préparer à une bataille générale. Il apprit alors que le détachement, commandé par Uminski, que l'artillerie du général Sacken avait mis en déroute devant Ostrolenka (26 mars), ne renonçait pas à tourner le flanc droit de la grande armée russe et se concentrait près de Wengrow, où le général polonais avait rassemblé déjà douze mille hommes.

Le général Ougrumoff, par ordre de Diebitsch, se mit à la tête d'une division d'infanterie et de cavalerie pour rejeter au delà de la Liwiec les rebelles qui avaient passé cette rivière, après y avoir construit un pont défendu par des retranchements. L'attaque de ce pont, pris et repris plusieurs fois dans la journée du 14 avril, fut signalée de part et d'autre par des prodiges de valeur. Sept cents Polonais se firent tuer jusqu'au dernier dans la défense de la tête du

pont, et la perte de l'ennemi, durant le combat, où l'artillerie russe balayait les bords de la Liwiec, dut s'élever à plus de trois mille hommes.

Ce combat meurtrier ne pouvait avoir aucun résultat, car le général Ougrumoff avait ordre de se replier sur Siedlce, dès que les rebelles auraient repassé la Liwiec; il ne s'empara donc pas même de Wengrow et de Liw, que le général Uminski occupait encore, et quand il eut détruit le pont et les retranchements qui avaient coûté tant de sang, il revint au quartier-général, en laissant quatre cents morts et en ramenant six cents blessés.

Diebitsch comprit bientôt que des avantages partiels remportés sur un point ou sur un autre ne forceraient pas l'armée polonaise à faire un mouvement en arrière et à cesser de manœuvrer lentement autour de lui, en s'efforçant de le chasser de ses positions. Les chemins étaient plus dégradés que jamais, les champs couverts d'eau par suite des pluies continuelles qui avaient interrompu les opérations militaires; le choléra-morbus sévissait dans les deux camps avec une cruelle intensité. Diebitsch jugea, cependant, qu'il ne devait pas ajourner plus longtemps la reprise des hostilités contre un ennemi qui s'approchait et le pressait tous les jours davantage. Les lignes du généralissime Skrzynecki s'étendaient depuis Liw jusqu'à Siennica, en s'avançant jusqu'à Kaluszin et en s'appuyant sur Minsk; les différents corps de son armée, forte de quarante à quarante-cinq mille hommes, étaient ainsi éparpillés sur un espace de plus de cinq lieues, au milieu des bois et des marécages. La nature du terrain ne permettait pas à toutes ces forces d'agir à la fois.

Le général comte Pahlen, commandant le premier corps d'infanterie, se mit en mouvement le 27 avril, et, après une

marche de vingt-cinq werstes, il vint prendre à revers l'aile gauche des Polonais, qui occupaient plusieurs villages, Kouflew, Ceglow et Menia, en avant de Siennica. Ces villages furent évacués, et l'ennemi, n'y laissant pour défenseurs que quelques centaines de cholériques, alla se déployer, en ordre de bataille, près du village de Barozonca; mais les Polonais ne tinrent pas longtemps devant l'artillerie russe, et ils reculèrent pied à pied jusqu'à Minsk, où ils essayèrent en vain de se défendre. La ville fut emportée d'assaut, et les rebelles, en se retirant, crurent pouvoir prendre position au village de Stoïadle. Ils en furent encore débusqués par l'artillerie, après s'y être maintenus plus d'une heure avec une intrépide énergie. Ils se résignèrent enfin à battre en retraite et furent poursuivis par la cavalerie russe jusqu'au village de Dembewelki, où la nuit leur permit de s'arrêter et de se retrancher, sans craindre une nouvelle attaque. Ils n'avaient pas eu plus de quinze mille hommes engagés dans cette journée de combats successifs, et ils en perdirent pourtant plusieurs milliers.

La perte des Russes avait été bien moindre, mais on comptait parmi les morts le lieutenant-colonel d'artillerie Borissoff, et parmi les blessés le brave lieutenant-général Skobeleff. Le généralissime Skrzynecki avait commandé en personne les troupes polonaises qui prirent part à l'action et qui furent décimées par l'artillerie que commandait le général-major Perrin, qui plaçait et pointait lui-même ses pièces. A la suite de ces engagements meurtriers, Skrzynecki resta immobile dans ses lignes et n'essaya pas même de reprendre la ville de Minsk, où le général-major Mandersten s'était établi solidement pour couper les communications des rebelles entre Kaluszin et Milosna, qu'ils occupaient toujours.

Il y eut ainsi une espèce de trêve tacite, pendant laquelle les Russes et les Polonais restèrent en présence plus de trois semaines, sans faire aucun mouvement et sans rien entreprendre d'un côté ni de l'autre. Il est vrai que, des deux côtés, le choléra-morbus faisait plus de victimes que la plus sanglante bataille et frappait de stupeur les plus braves soldats. Le camp de Skrzynecki tirait du moins de Varsovie ses approvisionnements et ne souffrait pas de la disette qui se faisait sentir dans le camp russe, où les subsistances n'arrivaient de Lithuanie et de Wolhynie, qu'avec beaucoup de retards et de difficultés.

L'insurrection, dans ces provinces, n'avait pas réussi à s'emparer d'une seule ville importante, mais elle s'était fait partout des points d'appui; elle disposait d'une quantité de petites bandes, qui se retranchaient dans les bois et les marais, où il était impossible de les atteindre, et qui ne se montraient que pour fondre sur les convois de l'ennemi et les enlever.

Une bande, beaucoup plus considérable que les autres, s'était formée dans le palatinat d'Augustow; forte de quatre mille hommes, elle osa, près de la ville de Mariampol, attaquer un détachement russe, commandé par le colonel Annenkoff, aide de camp du grand-duc Michel. Ce colonel n'avait sous ses ordres que trois compagnies d'infanterie et deux cent cinquante hommes de cavalerie, avec deux pièces d'artillerie légère; non-seulement il fit tête aux assaillants, mais il les repoussa et les dispersa en leur faisant douze cents prisonniers, au nombre desquelles se trouvaient les officiers polonais, qui les avaient recrutés et organisés.

Dans cette longue interruption de la campagne active contre Varsovie, Diebitsch, qui n'avait reçu que des renforts insignifiants, diminués par le choléra, attendait la fin de la

saison des pluies pour exécuter le passage de la Vistule, car il était déjà rassuré sur les tentatives de soulèvement des anciennes provinces polonaises. Le général Kreutz avait détruit complétement le corps de Sierawski, qui n'avait pas réussi à lui échapper pour pénétrer en Wolhynie et se joindre à Dwernicki.

Sierawski, suivi de près et harcelé par la cavalerie du général-major Tolstoï, avait évité le combat aussi longtemps qu'il l'avait pu ; mais il reconnut que, pour pouvoir repasser la Vistule et rentrer à Varsovie, il devait d'abord livrer bataille au général Kreutz, qui avait des forces à peu près égales aux siennes : le 17 avril, il s'était donc mis en mesure d'attendre les Russes en avant du village de Wronow, où il avait pour lui l'avantage du terrain. Kreutz, en disposant ses troupes pour le combat, vit que la clef de la position de l'ennemi était une hauteur, dont le général-major Dellingshausen eut ordre de s'emparer pour y établir ses batteries. Le feu de l'artillerie russe délogea du village de Wronow les Polonais, qui firent des efforts inouïs pour résister aux charges de la cavalerie légère du général Tolstoï et à celles des Cosaques du général Anrep. Sierawski se retira précipitamment par le chemin d'Opole, avec l'espoir de se retrancher d'abord dans les bois et les rochers qui entourent Kasimierz et de continuer ensuite sa retraite jusqu'à Pulawi, où il trouverait un gué pour traverser le fleuve.

Les Russes, divisés en deux colonnes, marchèrent toute la nuit sur Kasimierz et arrivèrent devant cette ville, au moment où le corps de Sierawski s'y croyait en sûreté. L'attaque de Kasimierz fut aussitôt résolue : les hauteurs qui dominent la ville se couronnèrent de batteries, et un feu plongeant dirigé sur la place, qui n'avait pas été mise en

état de défense, obligea l'infanterie polonaise à en sortir, pour se faire un passage à la pointe de la baïonnette, pendant que l'artillerie et la cavalerie effectuaient leur retraite au galop. Les bataillons n'eurent pas le temps de se former en ligne de bataille : ils furent sabrés et culbutés par les chasseurs à cheval du régiment du roi de Wurtemberg, commandés par le général-major Paschkoff en personne.

Une charge décisive, exécutée sous les ordres du général-major Mourawieff, acheva de les mettre en déroute : ils se dispersèrent dans toutes les directions en jetant leur armes; un grand nombre essaya de traverser la Vistule à la nage. Plus de six mille hommes furent noyés, tués ou faits prisonniers, y compris tous les officiers. Sierawski, qui était blessé au bras, faillit tomber lui-même entre les mains des Russes et ne ramena pas le tiers de son corps à Zamosc.

Les débris de ce corps essayèrent pourtant de tenir encore la campagne sous le commandement du général Dziekonski, qui parcourait le pays en recrutant de gré ou de force, parmi les habitants, tout ce qui était en état de porter les armes. On lui avait envoyé, de la grande armée polonaise, un renfort de dix mille hommes avec douze pièces d'artillerie, sous les ordres de Skarzynski, de Romarino et de Chrzanowski.

Le feld-maréchal Diebitsch, en apprenant que ce nouveau rassemblement des forces des rebelles pouvait couper les communications du général Kreutz, avait fait renforcer le corps de ce général par plusieurs régiments d'infanterie et de cavalerie, commandés par le général-major Tiemann; puis, inquiet de la situation de Kreutz, qui ne donnait pas de ses nouvelles, il chargea le colonel Kouznetzoff de pousser une reconnaissance, à la tête du régiment des Cosaques de la mer Noire, jusqu'au confluent du Wieprz

et de la Vistule : Kouznetzoff n'aperçut nulle part les rebelles.

Ceux-ci avaient plusieurs fois passé et repassé le Wieprz pour donner le change sur le but de leur mouvement. Mais le général Kreutz, qui les observait, n'attendait que l'occasion de les attaquer avec avantage; il avait été rejoint par le général-major Tiemann, et le détachement que lui amenait ce général brûlait d'impatience de se distinguer dans la première affaire. On n'avait pas de renseignements certains sur les forces et la position des Polonais. Les généraux Tiemann et Fézi reçurent l'ordre, le 7 mai, de se porter sur Kamionka, où devait se trouver le corps d'armée de Chrzanowski; mais ils ne le rencontrèrent qu'après deux jours de recherches, entre Kamionka et Firleï.

L'action s'engagea dans un grand bois, où la colonne de Romarino s'était retranchée : les rebelles furent culbutés au premier choc, et leur chef resta prisonnier avec une centaine d'officiers et de soldats. Mais les vainqueurs ne tardèrent pas à se voir entourés par des forces dix fois supérieures aux leurs. Ils soutinrent le combat, en perdant du monde, sans lâcher pied. On leur criait de se rendre, ils ne répondaient que par une défense plus héroïque : ils se seraient fait tuer jusqu'au dernier, lorsque le général-major Dellingshausen vint leur ouvrir un passage, à l'aide de son artillerie à cheval, dans les rangs ennemis. Dès que le général Fézi entendit la canonnade, il ordonna une charge à la baïonnette et réussit de la sorte à sauver la plus grande partie de ses troupes, en relâchant, il est vrai, ses prisonniers. Le général Dellingshausen, qui avait pris le commandement de l'avant-garde, put alors rétablir le combat et forcer l'ennemi, quoique supérieur en nombre, à rétrograder dans la direction de Lubartow.

Le lendemain, 10 mai, le général Kreutz prit sa revanche de l'échec de la veille.

Les positions du corps de Chrzanowski avaient été reconnues pendant la nuit par l'intrépide lieutenant Mellin, qui s'était avancé jusqu'aux bivouacs polonais; les principales forces de l'ennemi se trouvaient en avant de Lubartow, le front de leurs lignes faisant face à Lublin, et leur aile gauche s'appuyant aux bords du Wieprz.

Le général Kreutz commença l'attaque d'une manière décisive : les hauteurs avaient été occupées par l'artillerie à cheval, qui porta la confusion dans les rangs des rebelles. Ceux-ci durent changer de front sous le feu le plus violent et tourner le dos au fleuve; leur cavalerie, dont les charges incessantes venaient s'arrêter devant la bouche des canons, fut toujours rompue et culbutée par la mitraille des batteries que le lieutenant-général Mourawieff avait fait élever sous ses yeux, de concert avec le général-major Braker, pendant que le général-major Lubawsky dirigeait en personne les chaînes de tirailleurs.

Les Polonais, malgré leur intrépidité et leur bravoure, se virent contraints de battre en retraite, lorsque le général Fézi se fût emparé de Lubartow, où il avait trouvé une résistance forcenée et qu'il avait été forcé d'incendier pour en chasser les défenseurs. L'infanterie polonaise fit encore bonne contenance en arrêtant la cavalerie russe, et elle repassa le Wieprz près du village de Syrnicki, en laissant le champ de bataille couvert de morts et de blessés.

Les Polonais avaient perdu environ deux mille hommes, entre lesquels plus d'un bon officier : une grande partie de leur corps était dispersée; les soldats débandés erraient çà et là dans la plaine ou se cachaient dans les bois, pour échapper aux Cosaques qui leur donnaient la chasse et qui

ramenèrent cinq ou six cents prisonniers. Cette poursuite victorieuse continua plusieurs jours. Le général-major comte Tolstoï n'avait pas perdu de vue le gros des fuyards; il finit par l'atteindre, le 12 mai, à Staroié-Zamostié, et il lui fit éprouver une nouvelle défaite qui acheva d'anéantir ce corps de rebelles.

Dans ces différentes affaires, le lieutenant-général Mourawieff se distingua par son rare sang-froid et la sagesse de ses dispositions; le général-major Braker, par son talent de chef d'artillerie; le général Lubawsky, par sa bravoure. On avait aussi remarqué le courage du prince Adam de Wurtemberg, qui combattait toujours au premier rang, affrontant le feu le plus terrible et encourageant les troupes par son exemple.

CLXX

Cependant l'expédition aventureuse de Dwernicki n'avait pas eu plus de succès que les diversions tentées successivement par Sierawski et Chrzanowski pour la favoriser et la faire réussir. Il n'avait fallu que seize jours au général Rudiger, pour détruire toutes les espérances que les Polonais avaient formées sur les résultats de l'insurrection en Wolhynie.

Cette insurrection, il faut bien le reconnaître, n'avait jamais existé qu'à l'état de projet, approuvé plutôt que secondé par quelques propriétaires d'origine polonaise. Ces organisateurs du complot connaissaient mal les sentiments de la population ou du moins ils comptaient trop sur la coopération de leurs paysans; ils croyaient n'avoir besoin que d'un appel aux armes, pour créer une armée insurrectionnelle, qui eût doublé ses forces en prenant la ville de Pinsk pour base de ses opérations, protégées par des forêts noyées et par des marais infranchissables. Dwernicki, avant de pénétrer en Wolhynie, avait promené le drapeau polonais sur les rives du Bug, dans l'attente d'un soulèvement de la province qu'il venait insurger; mais l'agitation du pays ne se traduisait pas en rassemblements armés,

quoique les prêtres, du haut de leurs chaires, eussent donné le signal de la guerre sainte.

On avait pourtant répandu le bruit que Dwernicki n'avait pas moins de vingt-cinq mille hommes sous ses ordres. Le général Rudiger, qui n'en avait que treize mille à lui opposer, était si bien convaincu de l'infériorité de ses forces, qu'il s'était retiré derrière le Styr, en attendant, pour agir, l'approche du corps d'armée du général Roth, qui ne pouvait tarder à le rejoindre et qui se dirigeait, à marches forcées, sur Kaminiec, avec douze mille hommes provenant de l'armée de Turquie.

Dwernicki n'eut pas plutôt mis le pied en Wolhynie, qu'il adressa aux habitants une proclamation où il leur disait : « Je vous apporte la nationalité et vos anciennes libertés. A présent ou jamais! » Cette proclamation, datée de Lachowiec, ne produisit pas l'effet que Dwernicki en avait espéré : pendant les trois jours qu'il perdit à attendre une prise d'armes générale qu'on lui avait promise, il put juger que son entreprise était manquée.

A peine si cent insurgés wolhyniens avaient répondu à son appel. Il fut sur le point de repasser le Bug et d'abandonner la partie; mais les ordres du gouvernement provisoire étaient formels : on lui prescrivait de s'emparer de la Wolhynie, au nom de la Pologne; il obéit, sachant bien qu'il courait à sa perte. Il avait toutefois autour de lui un grand nombre de volontaires qui étaient venus se grouper sous ses drapeaux, avant son entrée en Wolhynie, et on ne cessait de lui répéter que sa marche vers Pinsk serait inévitablement triomphante, puisque les Russes ne paraissaient pas vouloir lui fermer le passage. Le général Rudiger, en effet, avait pris position près du village de Krinicki, derrière le Styr, et demeurait encore immobile.

Dwernicki, au lieu de se porter sur Pinsk, comme ses instructions le lui avaient prescrit, eut l'idée de faire une pointe sur la Podolie et l'Ukraine, où l'insurrection, préparée par Vincent Tyszkiewicz et ses amis, venait d'éclater et ne manquait ni d'armes, ni de bras, ni d'argent, ni surtout de dévouement patriotique. Dwernicki se mit donc en marche, le 12 avril, sur deux colonnes, et s'arrêta un jour entier au village de Druzkopol, où il établit un gouvernement provisoire de la Wolhynie. Ses troupes, harassées par des marches continuelles, avaient demandé cette journée de repos.

Chacun était triste et inquiet, mais résigné. L'accueil que recevaient les braves compagnons de Dwernicki n'était pas fait pour leur donner de l'espoir; à leur arrivée dans un village, on sonnait les cloches en leur honneur, on les saluait de hourras, on leur offrait des vivres, mais la population ne s'insurgeait pas.

Dwernicki s'avança, sans rencontrer d'obstacle, jusqu'à Boremel, sur la rive gauche du Styr. Rudiger était à peu de distance sur la rive droite, épiant les mouvements de l'ennemi et guettant le moment de le surprendre. Rudiger savait maintenant que le corps de Dwernicki avait quatre mille hommes d'excellente cavalerie et environ huit mille hommes d'infanterie, mal exercés et mal armés. Il n'avait donc pas besoin de renforts pour prendre l'offensive contre ces troupes qui n'étaient pas plus nombreuses que les siennes, que la guerre de Turquie avait si bien aguerries.

Dwernicki comptait sur l'inaction de Rudiger; le 16 avril, après avoir fait jeter un pont sur le Styr entre Boremel et Krinicki, il se préparait à passer sur l'autre rive, pour continuer sa marche vers Kaminiec, que le corps de Roth n'avait pas encore occupé; mais il vit tout à coup apparaître

les avant-postes de Rudiger et remit au lendemain le passage du fleuve.

Au point du jour, il envoya sur la rive droite trois bataillons qui se logèrent dans un bois pour refouler la colonne russe, que les batteries de la tête de pont empêchaient de se déployer. On passa la journée du 17 à s'observer et à se canonner de part et d'autre.

Le 18, le général Rudiger attaqua vigoureusement les trois bataillons qui cherchaient depuis vingt-quatre heures à s'établir sur la rive droite, les contraignit de repasser sur l'autre rive et détruisit les ouvrages qu'ils avaient commencés. Le pont jeté par Dwernicki était toujours défendu par son artillerie, et les Russes essayèrent en vain de s'en rendre maîtres. Pendant la nuit, ils simulèrent un mouvement sur Deresteczko, pour attirer l'attention de Dwernicki, qui craignit de voir couper ses communications avec la Podolie et l'Ukraine. Mais Rudiger avait remonté le Styr jusqu'à Krinicki, où se trouvaient plusieurs gués qui lui permirent de faire passer son corps d'armée sur la rive gauche.

Le 19, à midi, le combat s'engageait entre les Russes et les Polonais, devant Boremel; la cavalerie polonaise eut à lutter contre les dragons et les hussards qui la mirent entre deux feux et la maltraitèrent cruellement. Dwernicki, le sabre à la main, accourut, avec sa réserve de cavalerie, au secours de ses escadrons rompus et parvint à les reformer, sous la mitraille des Russes, auxquels ces intrépides cavaliers avaient enlevé huit pièces de canon et cinq cents prisonniers. Mais l'infanterie irrégulière de Dwernicki n'avait pu tenir contre les colonnes d'attaque de Rudiger : elle fut mise en déroute et dispersée en un moment.

Dwernicki avait perdu quinze cents hommes de troupes d'élite; il se replia, en combattant, au delà de Boremel, qu'il

avait évacué. La nuit vint arrêter la poursuite des Russes et permit à Dwernicki d'effectuer sa retraite sur Beresteczko, en détruisant derrière lui tous les ponts de bois qu'il rencontrait sur sa route.

Au point du jour, il avait atteint Beresteczko ; il ne songea pas à s'y arrêter et il passa rapidement, à la faveur de quelques gués, sur la rive droite du Styr, où il rallia une partie de ses troupes. Déjà les vivres et les munitions lui faisaient défaut, et, dans sa marche sur Radzivillow, ses soldats, exténués de faim et de fatigue, commencèrent à l'abandonner.

Rudiger s'était mis à le poursuivre, mais il se trouvait arrêté par la nécessité de rétablir les ponts et les digues pour le passage de son artillerie.

Dwernicki ne désespérait pas encore de son expédition, quoiqu'il vît se fondre à chaque pas sa petite armée, qui avait reçu des renforts et qui pourtant ne comprenait plus que quatre mille hommes, presque tous de cavalerie ; il hésitait sur le meilleur parti à tenter : occuper de vive force ou par surprise la ville de Kaminiec où il trouverait des dépôts de vivres, des arsenaux et des magasins de toute espèce, ou bien se jeter sur la Podolie où l'insurrection semblait vouloir se propager.

Il y eut, pendant plusieurs jours, une sorte de trêve forcée entre Dwernicki et Rudiger, qui accordèrent un repos indispensable à leurs soldats. Dwernicki était arrivé à Radzivillow, avec le gros de ses troupes ; il faisait conduire ses blessés en Gallicie et il se disposait à tirer parti des intelligences qu'il avait dans la place de Kaminiec, lorsqu'il fut averti qu'une division de cavalerie, détachée du corps d'armée de Roth, s'avançait, au midi, sous les ordres du général Krasuski, et menaçait de lui fermer la route de la Podolie. Le pays qu'il traversait lui promettait enfin des

auxiliaires et l'excitait à prolonger sa résistance, malgré la présence du général Roth aux environs de Kaminiec.

Du 22 au 25 avril, Dwernicki, dont le détachement grossissait de nouveau, au lieu de diminuer, rencontra les plus vives sympathies dans les villages de Wysznowiec, de Kolodno et de Lulince, où il séjourna. Mais le corps d'armée de Rudiger manœuvrait autour de lui, de manière à lui fermer toute retraite, en le poussant vers la frontière de la Gallicie.

Le 26 avril, Dwernicki s'était établi, dans le voisinage de Lulince, sur des hauteurs faciles à défendre, qui touchaient d'un côté au sol autrichien et qui du côté de la Wolhynie étaient protégées par des défilés inabordables et des ravins profonds; il avait résolu d'accepter le combat dans cette position avantageuse.

Pendant la nuit, Rudiger disposa ses troupes pour l'attaque : son infanterie divisée en deux colonnes devait se précipiter sur le centre et le flanc gauche des rebelles; ses hussards et ses dragons étaient chargés de tourner leur flanc droit et de leur couper la retraite sur Radziwillow ou vers la Podolie.

Le corps de Dwernicki faisait assez bonne contenance, lorsqu'on crut s'apercevoir qu'un régiment de dragons russes avait mis le pied sur le territoire autrichien pour attaquer à revers les lignes polonaises. Les rebelles jetèrent des cris de rage, et entraînant leur général qui les conjurait de garder leur position, ils franchirent la frontière, poursuivis par la cavalerie russe, qui fut, comme eux, entourée et désarmée par les soldats autrichiens. Quelques centaines de prisonniers restèrent dans les mains de Rudiger, et tout le corps de Dwernicki demeura interné, avec son général, en Gallicie.

L'insurrection n'alla plus loin dans le gouvernement de Wolhynie, mais elle avait trouvé, en Lithuanie et même en Courlande, des sympathies plus vives, des dévouements plus actifs, des courages mieux trempés.

Le pays, quoique occupé par de nombreuses garnisons et tenu en respect par les marches continuelles des troupes russes, avait été profondément travaillé par les Sociétés secrètes de Varsovie. On s'explique ainsi comment des bandes de partisans s'étaient formées sur tous les points, au premier signal, et comment ces bandes, mal armées et dénuées de ressources militaires, avaient commencé une guerre terrible contre les Russes, qu'elles harcelaient sans cesse, pour leur enlever des armes, des munitions et des vivres.

Les élèves de l'Université de Wilna avaient fourni des soldats et des officiers à cette guerre d'embuscade et d'escarmouches. Tout le pays était soulevé depuis la mer Baltique, jusqu'à Lepel et Dzisna. Les insurgés de quelques districts se réunirent sous le commandement de Charles Zaluski, pour s'emparer de la ville de Wilna, par surprise plutôt que de vive force; leur entreprise échoua, malgré les secours des amis qu'ils avaient dans la ville, et ils furent obligés de se retirer devant des forces qui menaçaient de les écraser; mais ils ne purent éviter le combat qui les attendait à Pristoviany et qui acheva de les disperser sous le feu de l'artillerie.

Une autre bande avait occupé la ville d'Oschmiani et s'y croyait en sûreté; tout à coup, le colonel Verziline, envoyé de Wilna avec quelques régiments de Cosaques et quelques batteries, pénétra dans la ville, en chassa les rebelles et infligea une sanglante punition aux habitants, qui voulurent prendre le parti de la révolte (16 avril). Le colonel Verzi-

line en fit fusiller plusieurs et fit donner le knout à un plus grand nombre. Ce fut là ce que les Polonais appelèrent le massacre d'Oschmiani.

La Courlande avait été promptement soumise. Le général-major Rennenkampff, qui se trouvait en congé dans la contrée, avait demandé au gouverneur général la permission de s'employer à réduire les rebelles. Il avait aussitôt organisé un corps de volontaires, en prenant sous ses ordres deux compagnies de chasseurs, auxquelles il adjoignit quelques centaines de douaniers à cheval et un groupe d'ouvriers militaires des voies de communications. Avec cette petite troupe, il se mit à la poursuite des rebelles, leur reprit deux ou trois villages dont ils étaient maîtres, nettoya plusieurs forêts où ils trouvaient un asile sûr, protégea Polangen qu'ils se proposaient d'attaquer, et rétablit le cordon de douane sur la frontière de Prusse. Le général Rennenkampff renvoyait les paysans chez eux, après les avoir désarmés et leur avoir fait prêter un nouveau serment à l'empereur; il ne retenait que les chefs, qu'il livrait à l'autorité militaire. Dès le 25 avril, après la prise du bourg de Kortziany, il annonçait au gouverneur général que la contrée était absolument purgée d'insurgés.

L'empereur Nicolas avait été informé de la vigoureuse répression qui allait simultanément être exercée contre les rebelles dans les anciennes provinces polonaises; il ne doutait pas que l'insurrection ne fût promptement étouffée, mais il était instruit des innombrables ramifications que les Sociétés secrètes entretenaient dans ces provinces, et il jugeait que le gouvernement révolutionnaire de Varsovie ne renoncerait pas aisément à l'utile diversion que devait lui procurer la permanence de cette fièvre insurrectionnelle entre la Russie et l'armée active de Pologne.

Nicolas, d'après le conseil du feld-maréchal Paskewitch, qui était toujours auprès de lui à Saint-Pétersbourg, créa donc une nouvelle armée de réserve, destinée surtout à occuper et à maintenir les anciennes provinces polonaises. Cette armée, entièrement séparée de celle que commandait Diebitsch, devait être composée de toutes les troupes qui étaient en marche dans l'intérieur de l'Empire et qui auraient porté à deux cent vingt mille hommes l'armée d'opération en Pologne.

Le césarévitch ne conservait aucun commandement dans cette armée de réserve, placée sous les ordres du général d'infanterie comte Tolstoï. L'ukase du 9/21 avril qui nommait ce général en chef, en lui conservant la direction de l'état-major de l'empereur, pour les colonies militaires, lui donnait pour chef d'état-major le général d'Auvray, l'aide de camp général Kleinmichel pour général de service de l'armée, le général Kotzebue pour premier quartier-maître, et le général baron Lowenstern, pour chef de l'artillerie; vingt jours plus tard, le général comte Pahlen fut nommé chef de toute la cavalerie de l'armée de réserve, qui ne fut jamais entièrement réunie.

Nicolas avait eu la pensée de mettre cette armée sous le commandement suprême du grand-duc Constantin, pour faire comprendre aux Polonais qu'ils auraient tort de fonder quelque espérance sur la protection et même, comme on le disait, sur la défection du césarévitch. Mais celui-ci avait été blessé profondément de ce que son frère lui eût donné tort dans sa querelle avec Diebitsch, vis-à-vis de toute l'armée, et il refusa tout net, avec une sorte de dédain, la compensation que l'empereur s'empressait de lui offrir, comme un dédommagement et une réparation. Il écrivit à Nicolas, qu'il se reprochait d'être entré en Pologne avec

l'armée d'opération et qu'il ne demandait rien, si ce n'est d'être exempté de porter les armes contre les Polonais.

Il était alors retiré à Bialystock, où il menait une existence fort triste et solitaire auprès de la princesse de Lowicz, qui n'avait pas recouvré la santé. Ses yeux et son cœur étaient sans cesse tournés vers la Pologne, et il ne pouvait s'empêcher de former tout bas des vœux, non pour le triomphe définitif des Polonais, mais du moins pour leur amnistie et leur réconciliation avec l'empereur. Il persistait aussi à penser que cette guerre meurtrière, qui n'avait encore amené aucun résultat décisif, devait être complétement suspendue par une trêve indéfinie, et remplacée par des négociations qu'il jugeait plus efficaces et plus convenables.

Il éprouva donc autant d'irritation que de contrariété, quand il vit son frère Michel venir prendre le commandement du corps de la garde impériale, destiné à entrer en ligne avec l'armée active contre les rebelles. Il s'exprima même à ce sujet, très-vivement et très-amèrement, dans sa correspondance privée avec l'empereur, et il lui demanda la permission de retourner en Russie, pour y habiter son château de Strelna, près de Saint-Pétersbourg, et y vivre en simple particulier.

« Je ne suis plus rien, disait-il dans une de ses lettres, je ne veux plus être rien dans ce monde; je ne reparaîtrai jamais en Pologne, quoi qu'il arrive. Ma santé n'est pas bonne; celle de ma femme est déplorable; j'ai le cœur brisé, je me sens fatigué, dégoûté de tout. J'ai besoin seulement de repos et d'oubli. Le spectacle de cette guerre horrible m'est insupportable, et je voudrais m'en éloigner le plus possible. J'ai aimé la Pologne, je l'aime toujours, et malgré ses torts, malgré sa trahison et sa révolte, je lui ai pardonné. Quand je serai loin d'elle, je pourrai, sans man-

quer à mes devoirs, invoquer pour elle la clémence de l'empereur. »

Nicolas n'hésita point à répondre au césarévitch, qu'il n'avait pas cessé d'être nominativement chef de l'armée polonaise et vice-roi de Pologne ; qu'il ne pouvait se retirer ni se démettre de ses fonctions, dans les circonstances douloureuses où la Pologne s'était placée de son propre vouloir, sous peine de paraître donner raison aux rebelles et d'infliger un blâme public au gouvernement russe ; qu'il devait rester sur les frontières du royaume, pour aller reprendre son poste dès que tout serait rentré dans l'ordre, et que son rôle alors lui semblerait moins pénible, puisqu'il n'aurait qu'à exercer, au nom de l'empereur, une mission de miséricorde et de pardon.

Lorsque le grand-duc Michel, en venant se mettre à la tête de la garde qui était arrivée en Pologne sous les ordres du général Bistrom, passa par Bialystock, où résidait le césarévitch, il y eut entre les deux frères plusieurs conférences qui empruntaient aux événements un caractère spécial de tristesse et de solennité.

Constantin ne cacha rien de ce qu'il avait dans le cœur de haine et de ressentiment contre le feld-maréchal Diebitsch ; il accusait le feld-maréchal d'avoir poussé l'empereur à entreprendre une guerre à outrance, au lieu de laisser une porte ouverte aux transactions pacifiques, et il ne dissimula pas la satisfaction qu'il éprouvait de voir l'auteur de cette guerre fratricide, comme il la nommait, trompé dans ses espérances de victoire rapide et définitive, reculer et battre en retraite devant les Polonais.

— Zabalkansky, disait-il avec une sorte de joie vindicative, était un grand capitaine, quand il n'avait affaire qu'aux Turcs. C'étaient là de pauvres troupes, il faut l'avouer ! Mais Za-

balkansky a trouvé d'autres adversaires, et je serais curieux de savoir ce qu'il pense de ma brave armée polonaise!

Le grand-duc Michel fit tout ce qu'il put pour calmer le dépit et le ressentiment de son frère; il lui apprit que le feld-maréchal, n'ayant pas tenu ce qu'il avait promis à l'empereur et ce qu'on attendait de lui, n'était pas sûr de conserver son commandement; il lui répéta que Nicolas se montrait tous les jours plus indulgent à l'égard des Polonais et se posait même comme leur défenseur vis-à-vis des accusations haineuses et des menaces implacables du vieux parti russe, qui demandait la suppression du royaume de Pologne.

— Je sais combien l'empereur est bon, juste, prudent et sage, dit le césarévitch avec une tristesse froide et résignée; j'ai foi, d'ailleurs, dans la promesse qu'il m'a faite : la Pologne ne périra pas. Mais je ne puis m'empêcher de m'étonner, de me plaindre d'une de ses décisions : il me force de rester ici, d'être témoin d'une guerre qui me désole et surtout d'exposer la princesse de Lowicz à tous les hasards de cette guerre.

— Dieu merci ! la guerre ne viendra jamais jusqu'à Bialystock ! s'écria le grand-duc Michel ; nous serons d'ailleurs à Varsovie le mois prochain.

— Je le souhaite, mais je ne l'espère pas, reprit Constantin ; l'armée russe est admirable, mais l'armée polonaise ne lui est pas inférieure. Tant que vous n'aurez pour général en chef que Diebitsch, Varsovie n'a rien à craindre. Au surplus, le danger n'est pas là ; voici l'insurrection qui gagne dans les anciennes provinces polonaises, et nous pouvons demain nous reveiller entourés, cernés, par les bandes... La belle chose que d'être prisonnier des insurgés !

— Oh! cher Constantin, tu fais bien de l'honneur aux

insurgés ! repartit en riant le grand-duc Michel. N'as-tu pas, pour te garder, deux ou trois cents hommes de la garde impériale ? Tu en aurais mille, si cela était nécessaire. Mais cette insurrection est déjà presque étouffée, et je défierais les insurgés de faire une tentative sur Bialystock qui a une garnison... Non, le danger est ailleurs, le danger dont tu ne parles pas, le seul qui soit sérieux et qui me préoccupe, pour toi, pour la princesse de Lowicz...

— Lequel donc ? interrompit le césarévitch, cherchant à le deviner.

— Le choléra-morbus ! répondit le grand-duc Michel.

— Le choléra-morbus ! répéta gaiement Constantin. Est-ce que cela existe, pour nous du moins ?

— Ne plaisante pas ainsi, dit gravement le grand-duc Michel, tu me fais mal ! L'empereur a vu de près le choléra-morbus à Moscou, et ce qu'il m'en a raconté eût suffi pour inspirer de l'effroi aux plus braves. Certes, l'empereur nous a offert l'exemple du courage et du dévouement...

— L'empereur a fait ce que nous aurions fait, toi et moi, à sa place, répliqua brusquement le césarévitch. Au reste, ne sommes-nous pas destinés à courir la même chance, un peu plus tôt ou un peu plus tard ? Dans deux jours, puisque tu vas à l'armée, tu pourras me donner des nouvelles du choléra-morbus, qui n'épargne guère nos malheureux soldats.

— Dans deux jours je n'aurai pas le temps d'y songer, si les opérations militaires recommencent, dit avec tristesse le grand-duc Michel. En ce cas-là, ce n'est pas le choléra-morbus qui fera le plus de victimes. Dieu soit loué ! je te quitte sans inquiétude, car l'épidémie n'a pas encore paru à Bialystock, et j'espère qu'elle n'y paraîtra pas.

— Au fait, je serais bien aise qu'elle ne nous honorât

point de sa visite, dit Constantin, car ma pauvre princesse en a peur, et je ne peux mieux faire que d'en rire, pour la rassurer. Aussi bien, le choléra n'est-il pas plus redoutable que la mort !

Cette conversation, moitié plaisante, moitié sérieuse sur le sujet le plus triste du monde, avait laissé après elle une impression pénible, un sombre pressentiment dans l'esprit du grand-duc Michel, qui eut bientôt un douloureux sujet de s'en souvenir et qui la rapporta mot pour mot au général Kuruta, aide de camp polonais du césarévitch.

CLXXI

Le grand-duc Michel, dans les premiers jours de mai, avait rejoint le corps de la garde, stationné entre le Bug et le Narew et occupant tous les villages voisins d'Ostrolenka, sur un espace de plusieurs lieues.

La garde, commandée par le général Bistrom en l'absence du grand-duc, n'attendait que l'arrivée de ce prince, soit pour se porter à la rencontre des Polonais, soit pour se réunir aux principales forces de l'armée. Le général en chef fit savoir au grand-duc Michel, qu'il le priait de concentrer son corps d'armée devant le bourg de Zambrow et de venir au-devant de lui jusqu'à Nur, où il comptait arriver avec toutes ses troupes vers le 17 mai, afin de marcher ensuite contre Varsovie.

Diebitsch ignorait encore que le général Uminski avait été envoyé, avec huit mille hommes et vingt canons, pour lui barrer le passage et l'empêcher, par de fausses attaques, d'opérer sa jonction avec le grand-duc. En même temps, le généralissime Skrzynecki, à la tête de quarante-six mille hommes et de cent pièces d'artillerie, passait le Bug, le 12 mai, dans le plus grand secret, et s'établissait à Sierok, d'où il pouvait se diriger sur les cantonnements de la garde russe.

Le grand-duc Michel avait fait commencer le mouvement de concentration que lui prescrivait le général en chef, et le 12 mai il avait pris position devant Zambrow, en n'attendant que l'arrivée du corps d'armée principal à Nur, pour venir se placer sous les ordres immédiats du feld-maréchal. Mais il apprit que Nur était déjà occupé par les rebelles; que le lieutenant-général baron Sacken qu'il avait laissé à Ostrolenka ne pourrait sans doute pas se maintenir dans cette ville, avec le peu de troupes dont il disposait, et que l'armée polonaise, commandée par Skrzynecki, s'avançait, en plusieurs colonnes, par les deux routes de Varsovie, pour venir l'attaquer.

Le grand-duc Michel tint un conseil de guerre, où le général Bistrom eut beaucoup de peine à lui faire accepter un plan de retraite, en lui prouvant que le corps de la garde, séparé du gros de l'armée russe, serait infailliblement écrasé, s'il essayait de lutter contre un ennemi trois fois supérieur en nombre. Les rapports qu'on avait reçus exagéraient même les forces des Polonais et surtout la puissance de leur artillerie. On était, d'ailleurs, sans nouvelles de Diebitsch; on pouvait craindre, comme le bruit en courut, qu'il n'eût essuyé une défaite dans son mouvement sur le bourg de Nur, et qu'il ne fût dans l'impossibilité de s'y établir en perçant les masses ennemies qui lui fermaient la route.

La retraite du corps de la garde s'effectua donc en bon ordre, mais assez rapidement, depuis le 18 mai, et tous les cantonnements que les troupes occupaient, et qu'elles avaient mis en état de défense, furent abandonnés presque à la fois. Dès le lendemain, on voyait paraître les premiers détachements de l'armée polonaise, qui allait s'acharner à la poursuite du corps de la garde et qui, pendant quatre

jours, ne cessa de le harceler et de le serrer de près, en lui offrant toujours la bataille, qu'il refusait ou qu'il évitait toujours. Pendant ces quatre jours d'escarmouches et de combats partiels, le général Bistrom, qui commandait l'arrière-garde, tint en respect les forces considérables qu'il avait derrière lui, les repoussa souvent avec un élan admirable et leur fit éprouver des pertes continuelles.

Le grand-duc Michel se concentra d'abord à Sniadow, sans essayer de s'y maintenir : on avait décidé que la retraite continuerait par la route de Lomza à Bialystock. Le mouvement sur Rudki, qui eut lieu dans la journée du 19, rencontra des obstacles sérieux : les Polonais renouvelaient sans cesse leurs attaques, que les régiments des cuirassiers de la garde repoussèrent avec la plus brillante valeur; mais le régiment des chasseurs de la garde, poursuivi par l'artillerie et la cavalerie des rebelles, faillit être culbuté et détruit.

Le corps de la garde parvint à se réunir à Gacz, où il passa la nuit; il se porta le lendemain sur Zawady, toujours inquiété par les rebelles, qui profitaient de tous les avantages du terrain pour attaquer. A Menzenin, le régiment des chasseurs prit sa revanche de l'échec de l'avant-veille et chargea vigoureusement à la baïonnette l'ennemi, qui lui laissa un grand nombre de prisonniers et qui eut beaucoup de peine à sauver son artillerie.

L'avant-garde était arrivée à Tykoczin, dans la journée du 21 mai : les rebelles ralentissaient leur poursuite. On en augura qu'ils avaient peut-être été avertis de l'approche de la grande armée russe. En tous cas, on ne changea point encore le plan de retraite, et l'avant-garde prit position à Zeltki, pendant que l'arrière-garde, délivrée tout à coup de la poursuite acharnée des rebelles, se reposait à Zawady, et

que le général Bistrom faisait à son tour poursuivre, par la cavalerie du général-major Nostitz, les bataillons d'infanterie polonaise, qui se retiraient précipitamment pour rejoindre leur corps d'armée à Ostrolenka.

Les régiments de la garde, dans le cours de cette longue et pénible retraite, où il avait fallu combattre à chaque pas, ne perdirent pas plus de six cents soldats et de trente officiers; au nombre des blessés se trouvaient le commandant de l'artillerie de la garde, général-major Soumarokoff, et les colonels de la garde Bacharouloff, Moller et Ramsay.

On avait enfin des nouvelles du feld-maréchal Diebitsch, qui, depuis le 12 mai, manœuvrait et combattait contre deux corps de rebelles commandés par Uminski et par Lubienski.

C'était le corps de Lubienski, qui avait fait une pointe jusqu'à Nur et qui s'était retranché dans cette forte position.

Le corps d'Uminski s'était avancé jusqu'à Kaluszin et, malgré son infériorité numérique, faisait mine de venir attaquer l'armée russe dans ses lignes. Diebitsch, croyant avoir toujours en face de lui toutes les forces de l'armée polonaise, prit pour un mouvement offensif de cette armée l'attaque isolée des huit mille hommes d'Uminski; dans la matinée du 13 mai, il avait donc accepté la bataille, qu'on semblait lui offrir; il s'était présenté avec des forces imposantes et une artillerie nombreuse devant les positions du petit corps d'Uminski, qu'il avait poussé devant lui sur un espace de plusieurs werstes, sans en venir à un engagement général.

Uminski avait évacué Kaluszin, avant d'en être chassé de vive force, et il s'était retiré sur Minsk en faisant bonne contenance et en ne perdant que peu de monde. Diebitsch, convaincu de la présence du généralissime Skrzynecki en

arrière des positions qu'Uminski avaient reprises, ne jugea pas utile de l'en débusquer et revint sur Kaluszin, tandis qu'Uminski se reportait en avant et faisait mine une seconde fois de méditer une attaque contre l'armée russe.

Diebitsch attendait toujours des nouvelles du mouvement du corps de la garde, pour opérer sa jonction avec lui à Nur; il ne voulait pas faire soupçonner au généralissime polonais ce changement de front de l'armée russe, et il semblait bien résolu à rester immobile dans ses lignes, où les provisions de bouche et les munitions lui arrivaient avec moins de difficulté.

On assurait par tout le pays, que le choléra-morbus avait fait d'affreux ravages dans l'armée russe, et qu'elle ne pouvait rien entreprendre de décisif tant qu'elle ne serait pas renforcée par les corps des généraux Rudiger, Roth et Kreutz, qui avaient eu beaucoup à faire contre les rebelles en Podolie, en Wolhynie et sur les frontières de la Galicie.

Diebitsch, en effet, ne bougea pas jusqu'au 19 : ce n'est que ce jour-là, qu'il fut informé de l'habile manœuvre de Skrzynecki, qui, prenant l'offensive à l'improviste, s'était emparé d'Ostrolenka et qui poursuivait le corps de la garde impériale en retraite sur Bialystock.

Le feld-maréchal ne perdit pas de temps à tourner ses forces contre Uminski, pour le punir d'avoir si bien servi les desseins du généralissime polonais : il ordonna un mouvement général en arrière, et il ne laissa de garnison qu'à Siedlce, qui renfermait ses magasins; tous les villages où ses troupes étaient cantonnées depuis près d'un mois furent évacués simultanément, et l'armée russe, après s'être concentrée à Kaluszin, se dirigea vers le Bug, dans la direction de Granne. Mais elle fut suivie par le corps d'Uminski, qui ne pouvait que retarder, par intervalles, la marche des

Russes, ralentie d'ailleurs par l'immense quantité de leurs équipages et de leurs transports.

Le passage du Bug eut lieu près de Granne, le 22 mai, et continua les jours suivants. L'ennemi ne fit aucune tentative pour s'y opposer. L'approche de la grande armée russe avait déterminé immédiatement une concentration des troupes polonaises sur Ostrolenka.

Les rebelles étaient en force cependant au bourg de Nur, qu'ils avaient fortifié pour arrêter les Russes : ils y furent attaqués, dès le 23 mai, par la division du général comte de Witt, qui les tailla en pièces sous les murs de cette bourgade, où Lubienski avait établi son quartier-général : des douze escadrons et des dix bataillons que ce chef polonais avait sous ses ordres, il y en eut plusieurs entièrement détruits.

Le feld-maréchal avait hâte d'effectuer sa jonction avec le corps de la garde, pour prendre l'offensive. En moins de trente heures, l'armée russe, quoique gênée dans sa marche par son artillerie et ses bagages, franchit une distance de soixante-dix werstes. Le corps de Lubienski n'était plus en état de lui faire obstacle et se repliait sur l'armée de Skrzynecki; le corps d'Uminski avait dû rétrograder à la hâte et se fortifier dans son camp de Dembe, en apprenant que le général Kreutz arrivait à marche forcée sur Siedlce ou Kaluszin.

Diebitsch s'était arrêté vingt-quatre heures à Wisoçki-Marwieckie, pour concentrer ses troupes et les faire reposer. Pendant ce temps-là, le corps de la garde revenait sur ses pas, en chassant devant lui quelques détachements polonais qui se retiraient à son approche, suivant les ordres du généralissime, lequel réunissait ses forces entre Sniadow, Lomza et Ostrolenka.

Skrzynecki, chose étrange, n'avait aucun renseignement exact sur la position de Diebitsch et ne savait pas même que la grande armée russe avait passé le Bug; il croyait que le corps de Lubienski n'avait été délogé de Nur, que par un détachement isolé de cette armée, qui devait être encore observée et harcelée par le corps d'Uminski, aux environs de Siedlce. Il ignorait même le mouvement offensif de la garde russe.

Ce fut dans la matinée du 25 mai, que la tête des colonnes de la garde russe rejoignit tout à coup l'avant-garde de l'armée principale, qui s'était mise en mouvement pour refouler une masse considérable de rebelles rangés en bataille près du village de Gosteri. Les rebelles, en se voyant surpris entre deux feux, n'essayèrent pas d'engager une affaire générale et lâchèrent pied, au premier choc, sans donner à leur retraite l'apparence d'une fuite.

C'était toute l'armée polonaise, qui, à l'exception du corps de Gielgud, détaché à Lomza, se retirait, par la route de Troszczyn et d'Ostrolenka, de l'autre côté du Narew, pour couvrir la route de Varsovie. Skrzynecki ne laissa sur la rive gauche du Narew que les débris du corps de Lubienski et la division Kaminski, chargés d'empêcher l'ennemi de traverser le fleuve ou du moins de retarder son passage.

Les deux ponts, qui avaient servi pendant la nuit à la retraite de l'armée polonaise, ne furent pas détruits, parce que les rebelles qui occupaient Ostrolenka et qui travaillaient à s'y retrancher se proposaient de les défendre et songeaient à s'en servir eux-mêmes, au besoin, dans le cas où ils se verraient contraints de rejoindre le gros de leur armée sur la rive droite du Narew. La rivière était large, profonde, marécageuse sur ses bords; on ne pouvait songer à la traverser à gué; aussi, Diebitsch avait-il un immense matériel

tout préparé pour jeter des ponts partout où cette opération deviendrait nécessaire.

La grande armée des Russes bivouaquait autour du village de Pyski, et la nuit fut employée, par le général en chef et par le grand-duc Michel, à combiner l'action commune de cette armée et du corps de la garde, qui formaient ensemble environ soixante-six mille hommes. On était convenu de poursuivre sans interruption, avec toutes les forces dont on disposait en ce moment, l'armée polonaise, qui ne semblait pas vouloir accepter une bataille et qui se retirait, par la route de Varsovie, sur Praga ou sur Modlin.

Le 26, à la pointe du jour, l'avant-garde de l'armée russe continua son mouvement, sous les ordres du général Bistrom; elle marchait, en deux colonnes et par deux routes différentes, sur Ostrolenka, qui était le point central de la concentration des rebelles; la cavalerie légère de la garde s'avançait, sur la droite, par les villages de Suski et de Lawy; deux régiments de grenadiers, que le général-major Berg commandait en personne, se portaient en avant par les villages de Troszczyn et de Srzekun; le reste de l'avant-garde, comprenant l'artillerie à cheval et les lanciers de la garde, suivit cette route, qui était la plus facile.

Les rebelles s'étaient embusqués, sur cette route, dans un défilé boisé, pour s'opposer à la marche des Russes : ils furent culbutés par l'artillerie, malgré leur résistance opiniâtre, et dispersés dans les broussailles et les marécages qui entourent Ostrolenka.

Cette ville était défendue par des masses d'infanterie, retranchées dans les maisons et derrière de solides épaulements; mais les Polonais en déroute, qui cherchaient un refuge contre la poursuite des Russes, se jetèrent dans la place et y amenèrent avec eux le désordre et la pa-

nique; ils empêchèrent la défense de s'organiser et ils obstruèrent les deux ponts, qui fléchissaient sous le poids de cette foule éperdue et semblaient à chaque instant prêts à se rompre.

Les Russes avaient pénétré, à la suite des fugitifs, dans Ostrolenka, où ceux-ci avaient mis le feu en plusieurs endroits; il n'avait fallu que quelques volées de mitraille et quelques charges de cavalerie pour ouvrir un passage à l'avant-garde de l'armée russe dans les rues de cette ville, que les vainqueurs s'empressèrent d'évacuer, pour s'emparer des deux ponts établis sur le Narew et pour couper la retraite aux fuyards, qui furent anéantis ou faits prisonniers par une division de lanciers de la garde, et dont un petit nombre parvint à se sauver, à la faveur des obstacles naturels du terrain, le long de la rive du fleuve.

L'avant-garde russe ne s'était pas arrêtée devant Ostrolenka, qui brûlait; elle n'avait pas balancé à passer le Narew sur les ponts de bateaux qui avaient supporté, durant plusieurs heures, le passage désordonné des rebelles.

Les braves grenadiers d'Astrakan, commandés par le général-major Martinoff, s'étaient vus un moment seuls, sur la rive droite, exposés au feu et au retour offensif de toute l'armée polonaise, qui avait fait volte-face pour empêcher l'armée russe de passer le Narew. Ils se maintinrent toutefois dans cette position critique, jusqu'à l'arrivée des autres régiments de grenadiers, et l'avant-garde tout entière se trouva bientôt en ligne de bataille à l'autre bord du fleuve. Elle eut été infailliblement écrasée, si la plus grande partie du premier corps d'infanterie n'était venue à son secours.

Le général comte Toll, chef de l'état-major de l'armée, jugea que le salut des troupes, engagées sur la rive droite contre des forces dix fois supérieures, dépendait de la con-

servation des deux ponts, qui leur amenaient continuellement des troupes fraîches : aussi, le généralissime polonais avait-il dirigé et réuni ses efforts contre ces ponts, qu'il voulait à tout prix détruire ou reprendre.

Le général Toll pensa que l'artillerie seule pouvait mettre fin à cette lutte désespérée de la part des rebelles : il fit élever, sur la rive gauche, près des murs et aux deux extrémités d'Ostrolenka, deux batteries, l'une de 36 canons et l'autre de 34, qui balayaient, par un feu croisé, la chaussée de la rive droite, où la cavalerie et l'infanterie polonaises revenaient sans cesse à la charge, par masses énormes, pour rejeter sur la rive gauche l'avant-garde et les divisions russes qui avaient passé le Narew.

Les rebelles, excités par leurs généraux, qui marchaient dans leurs rangs, se précipitèrent, à six reprises successives, sur les grenadiers d'Astrakan et de Souwaroff, commandés par les généraux Martinoff et Berg, qui combattaient aussi comme de simples soldats : les grenadiers, secondés par les régiments de marine, repoussèrent à la baïonnette toutes les attaques, tandis que les batteries du général Toll foudroyaient les colonnes ennemies qui se déployaient, sur la chaussée, à portée du canon.

Les Russes n'avaient pas plus de quinze mille hommes sur la rive droite, et les principales forces de l'armée polonaise se trouvaient devant eux, sans réussir à les entamer ni à les refouler en arrière. On combattit ainsi jusqu'au soir avec un acharnement réciproque. Les Russes restaient maîtres d'Ostrolenka, des deux ponts jetés sur le Narew, et de la tête de ces deux ponts sur la rive droite. Les Polonais gardaient leurs positions sur la route de Varsovie.

La nuit seule avait interrompu cette sanglante bataille, qui avait duré douze heures. On devait croire qu'elle conti-

nuerait le lendemain, car ses résultats, de part et d'autre, paraissaient être indécis. Cependant la perte des Polonais avait été deux ou trois fois plus forte que celle des Russes. Ceux-ci n'accusaient que 915 morts et 2,919 blessés, parmi lesquels il y avait trois généraux, Manderstern, Schilder et Nassakine, trois colonels et un grand nombre d'officiers. Mais la plupart des généraux polonais qui avaient pris part à l'action étaient blessés grièvement; deux avaient été tués, Kicki et Kaminski, avec trois cents officiers; huit à neuf mille hommes, mis hors de combat, avaient laissé plus de quatre mille morts sur le champ de bataille, dans un espace de cinq lieues; en outre, dix ou douze mille hommes, perdus ou éparpillés sur la rive gauche du Narew, erraient dans les bois et les marais, en cherchant à rejoindre isolément leurs drapeaux.

A peine si le tiers de la grande armée russe avait pris part à la bataille d'Ostrolenka, qui avait fait éprouver de si énormes pertes à l'armée polonaise.

Le généralissime Skrzynecki s'était battu comme un lion, mais sa valeur héroïque, imitée, égalée par celle de tous ses compagnons d'armes, n'avait servi qu'à augmenter ses désastres. Il ne pouvait plus tenir la campagne, encore moins livrer une seconde bataille immédiate; il profita de l'obscurité de la nuit pour rassembler les débris épars de son armée et pour commencer son mouvement de retraite sur Pultusk, en allant se concentrer et reprendre ses anciennes positions devant Praga. Il espérait, en s'éloignant, que l'armée russe se trouverait bientôt obligée de reculer ou du moins de rester immobile, par suite d'une formidable diversion qui devait, d'une heure à l'autre, se produire en Lithuanie.

L'insurrection, à peine étouffée ou plutôt assoupie dans

cette province, allait renaître et se développer avec plus d'énergie que jamais, dès que la noblesse du pays verrait apparaître les troupes polonaises, qu'on envoyait pour soutenir la révolte des habitants. Ces troupes exécutaient déjà la mission que Skrzynecki leur avait confiée avec l'autorisation de la Diète, car le gouvernement national s'était enfin décidé à menacer à la fois la Prusse et l'Autriche, en provoquant, en aidant le soulèvement des anciennes provinces polonaises; cette Adresse éloquente, en date du 13 mai, signée par le prince Adam Czartoryski, président du gouvernement national, avait été répandue dans ces provinces, au moment même où les insurgés de Courlande échouaient une seconde fois dans une nouvelle entreprise sur la ville de Polangen, au moment où les bandes de Wolhynie et de Podolie étaient battues et dispersées d'une manière définitive : « Frères de la Lithuanie, de la Wolhynie, de la Podolie, de l'Ukraine, réunissez tous vos moyens, toutes vos forces, et lorsque, de concert avec vous, nous aurons achevé cette lutte inégale et terrible, nous inviterons les Puissances de l'Europe à se former en tribunal. Là, nous paraîtrons tout couverts de notre sang; là, nous ouvrirons le livre de nos annales, nous déroulerons la carte de l'Europe et nous dirons : « Voilà notre cause et la vôtre.
« L'injustice faite à la Pologne vous est connue; vous voyez
« son désespoir. Quant à son courage et à sa générosité,
« consultez nos ennemis. » Frères, espérons en Dieu! il descendra lui-même dans le cœur de nos juges, et, inspirés par la justice éternelle, ils prononceront. Vive la Pologne libre et indépendante! »

Le général Chlapowski, frère de la princesse de Lowicz, était entré le premier en Lithuanie, peu de jours avant la bataille d'Ostrolenka; il n'avait sous ses ordres qu'un millier

d'hommes; mais il devait d'abord rallier les insurgés cachés dans les forêts et former les cadres d'une armée insurrectionnelle, avec deux cents officiers et sous-officiers aguerris qu'il avait attachés à son expédition. Ce n'est pas tout : le général Chlapowski avait promis à la Diète de lui amener en otage le grand-duc Constantin prisonnier de guerre!

En même temps, deux brigades, commandées par Sierakowski et Dembinski, venaient appeler aux armes les Lithuaniens, et Zaliwski, à la tête de ses partisans, avait déjà fait irruption sur la frontière. On attendait, en outre, à Raygrod, le général Gielgud, qui arrivait de Lomza avec huit mille hommes et vingt-quatre canons.

Le feld-maréchal Diebitsch voyait donc encore une fois l'insurrection s'étendre derrière lui et couper ses communications. Par bonheur, la Wolhynie était pacifiée à ce point que le corps de Rudiger avait pu en être retiré sans inconvénient et envoyé dans le palatinat de Lublin, pour y remplacer le corps de Kreutz qui allait rejoindre la grande armée. Quant à la Podolie, les bandes de rebelles, qui la parcouraient encore, avaient été maltraitées en plusieurs rencontres par le général Roth, qui commandait le cinquième corps d'infanterie, et l'on pouvait prévoir le moment où ces bandes seraient totalement anéanties.

Dans cet état de choses, le général en chef n'aurait pas hésité à faire immédiatement une pointe contre Varsovie, s'il avait pu assurer les subsistances de l'armée active, jusqu'à son passage sur la rive gauche de la Vistule, où il voulait porter le théâtre de la guerre; car il comptait trouver des ressources de tout genre dans le pays même, qui n'était pas encore épuisé par l'occupation de deux armées, et il se flattait d'avoir bon marché de Varsovie, qui n'avait pas été fortifiée de ce côté et qui serait réduite à ouvrir

ses portes, après une bataille décisive perdue sous ses murs.

Mais, pour exécuter ce nouveau plan de campagne, il eut fallu d'abord avoir dix jours de vivres, et les approvisionnements ne se faisaient qu'avec une extrême difficulté. Un autre obstacle, aussi sérieux, entravait les opérations d'une marche rapide et vigoureuse sur Varsovie : les troupes, exténuées de fatigues et de privations, avaient besoin de repos et n'étaient pas capables de continuer longtemps cette guerre à outrance, en trouvant à chaque étape un ennemi prêt à combattre et plus acharné à la suite d'une défaite.

Le général en chef avait beau faire évacuer ses blessés et ses malades sur les hôpitaux organisés dans les villes fortes de la Lithuanie et de la Wolhynie, ses ambulances étaient toujours remplies. Pour comble de malheur et d'embarras, la bataille d'Ostrolenka avait été suivie d'une terrible recrudescence de choléra-morbus, et cette épidémie, plus meurtrière que la guerre elle-même, faisait journellement trois à quatre cents victimes dans l'armée.

Ce fut en une pareille situation, que le feld-maréchal Diebitsch, pour obéir aux ordres de l'empereur qui l'invitait à terminer la campagne dans le plus court délai possible, se décida, non sans avoir pris conseil du grand-duc Michel, à poursuivre l'ennemi qui se retirait, abandonnant ses blessés et une multitude de fuyards, et rompant derrière lui tous les ponts sur le Narew et sur le Bug.

Le 29 mai, l'avant-garde russe, sous les ordres du général comte de Witt, occupa Sierock et Zegrzc ; le lendemain, elle entrait à Pultusk, que les Polonais avaient eu le projet de défendre, mais qu'ils se hâtèrent d'évacuer avant l'arrivée des Russes. Les principales forces de la grande armée se portèrent sur cette ville, dans la journée du 1er juin, et Diebitsch y établit son quartier-général.

CLXXII

Le maréchal Diebitsch, depuis le commencement de la campagne, n'avait reçu de l'empereur aucun rescrit flatteur, aucun témoignage de satisfaction ; les lettres et les instructions que lui adressait le ministre de la guerre de la part de Sa Majesté, portaient même l'empreinte du dépit et du mécontentement, que le peu de succès des opérations militaires avaient causés à Nicolas. Le général en chef avait eu le tort de promettre beaucoup plus qu'il ne pouvait tenir. Il s'était engagé trop imprudemment à venir à bout de la rébellion polonaise dans l'espace de quelques semaines, et après quatre mois d'une campagne laborieuse et sanglante, il ne se trouvait pas plus avancé qu'à son entrée en Pologne, car le passage de la Vistule, qui aurait été facile au mois de février, lorsque le fleuve était gelé, devenait une entreprise très-hasardée et très-périlleuse, lorsque ce passage devait avoir lieu sur des ponts, en face de l'armée ennemie. Une attaque contre Varsovie ne pouvait réussir que sur la rive gauche, et Diebitsch ne s'obstinait plus à épuiser ses efforts devant les fortifications de Praga. Son armée avait subi des pertes énormes que ne compensait pas l'arrivée du corps de la garde ; la bataille d'Ostrolenka venait d'ajouter

à ces pertes, qu'il n'avouait pas dans ses rapports officiels, et le choléra-morbus avait amené un effrayant surcroît de mortalité.

Le général en chef était tombé dans une tristesse accablante, dont il ne sortait que par des excès de colère et de fureur; son état-major tremblait devant ses emportements subits, qui n'épargnaient pas ceux de ses officiers qu'il affectionnait, qu'il estimait le plus; il soupçonnait tout le monde de le desservir auprès de l'empereur par des dénonciations secrètes, et il avait accusé plusieurs généraux d'entretenir avec le maréchal Paskewitch des correspondances dans lesquelles on rendait compte perfidement de tout ce qui se passait d'irrégulier et de fâcheux dans l'administration et le commandement de l'armée.

L'empereur, il est vrai, avait été constamment instruit de tout, et ce n'était pas dans les dépêches et les rapports du général en chef, qu'il trouvait la vérité sur les détails les plus minutieux de la campagne. Diebitsch avait dit plus d'une fois, en présence de ses aides de camp, qu'il renoncerait à son commandement, plutôt que de se voir entouré d'espions.

Le bruit avait couru, à plusieurs reprises, que le maréchal Paskewitch devait remplacer Diebitsch. Celui-ci le craignait, car, dans un entretien particulier avec le général Neidhardt, quartier-maître de l'armée, il s'écria tout à coup :

— Paskewitch, j'en conviens, a toujours été heureux. C'est son étoile qui a fait ses plus beaux succès. Mais je crois qu'il n'aurait pas eu plus de chances que moi, s'il avait été aux prises avec trois ennemis que j'avais à combattre : le dégel, le manque de vivres et le choléra.

Il devint pensif et ajouta : « Si j'étais rappelé et que ce diable d'homme fût envoyé pour commander à ma place,

je ne lui souhaite pas d'être mal avec le césarévitch. »

Il avait la conviction que le grand-duc Constantin n'avait pas cessé de lui nuire auprès de l'empereur, par cette raison que le grand-duc le regardait comme l'ennemi le plus implacable que les Polonais pussent avoir à la tête de l'armée russe.

Depuis huit jours que le quartier-général était établi à Pultusk, l'armée, dont les cantonnements rayonnaient autour de cette ville, avait interrompu sa marche en avant; quelques détachements volants avaient fait la reconnaissance de la rive du fleuve jusqu'à Zegrzc, et le corps des ingénieurs commençait les préparatifs de la construction d'un pont, vis-à-vis de la ville de Sierok, que les Russes occupaient solidement.

On disait que l'armée polonaise avait repassé la Vistule pour défendre Varsovie, en laissant sur la rive droite plusieurs divisions de cavalerie destinées à tenir en haleine par de fausses attaques la grande armée russe.

Le feld-maréchal ne s'était pas montré pendant dix jours; la dernière fois qu'on l'avait vu, au milieu de son état-major, inspectant le corps de la garde qui avait son quartier-général à Ostrolenka, il paraissait fatigué et souffrant. Aussi, disait-on à Pultusk, qu'il était malade. Les méchantes langues ajoutaient qu'il avait peur du choléra.

Cependant le général Toll et d'autres avaient pu l'approcher, pour affaires de service, et ne l'avaient pas entendu se plaindre de sa santé. Il avait même donné audience au révérend père Levitski, aumônier du régiment des grenadiers de la garde, qui s'était distingué par une rare intrépidité, pendant le combat de l'avant-garde du général Bistrom contre les Polonais devant le village de Rudki :

— Mon père, lui dit il, S. A. I. le duc Michel s'est chargé

de signaler votre belle conduite à Sa Majesté ; vous avez, sous le feu de l'ennemi, relevé nos blessés, communié les mourants et fait enterrer les morts! Si par hasard j'avais besoin de votre saint ministère, je penserai à vous. En attendant, pensez à moi!

Dans la matinée du 9 juin, le feld-maréchal éprouva un léger malaise, accusé par des frissons et des nausées. Il se remit, après avoir pris un peu de nourriture, et il passa la journée à faire des calculs et des combinaisons stratégiques sur la carte du théâtre de la guerre. Il donna des ordres et parut plus gai qu'à l'ordinaire.

Il allait se mettre à table pour souper, lorsqu'un aide de camp entra précipitamment et lui annonça que le comte Orloff arrivait de Saint-Pétersbourg au quartier-général de Pultusk.

Diebitsch, à cette nouvelle inattendue, pâlit et resta frappé de stupeur :

— Orloff! répétait-il avec une angoisse mêlée de dépit et d'impatience. Orloff! Que veut-il? Que vient-il faire ici!

Le général comte Orloff ne tarda pas à paraître lui-même. Diebitsch le reçut avec embarras et lui demanda s'il apportait des ordres de l'empereur. Le comte Orloff, qui avait toujours le sourire sur les lèvres et qui savait mieux que personne donner un air de franchise et d'aménité aux actes les plus profonds et les plus épineux de la politique, répondit que l'empereur l'avait chargé, en effet, d'une commission très-délicate auprès du roi de Prusse et l'avait prié, en outre, de s'arrêter quelques heures en Pologne, pour se rendre compte de la situation de l'armée russe, après la bataille d'Ostrolenka. Orloff ne fit pas difficulté d'ajouter, sur une observation de Diebitsch, que l'empereur connaissait les résultats de cette sanglante bataille, et que Sa Majesté en

avait reçu la nouvelle, le jour même où, lui, Orloff, était parti de Saint-Pétersbourg.

— Il est bien étrange, dit le feld-maréchal en devenant sombre et pensif, que l'empereur ne m'ait pas adressé ses ordres par écrit !

Le feld-maréchal invita le comte Orloff à souper avec lui ; le comte accepta, et ils se mirent à table en tête-à-tête.

L'entretien, pendant le repas, eut un caractère de défiance et de froide réserve, de la part de Diebitsch. Orloff parla beaucoup et de beaucoup de choses.

Quand les gens de service se furent retirés, sur un geste du feld-maréchal, celui-ci se versa du vin et remplit aussi le verre de son convive, auquel il offrit un toast, en fixant sur lui un regard pénétrant : « Je porte une santé, dit-il, à celui qui aura l'honneur d'entrer le premier à Varsovie ! »

Le comte Orloff inclina la tête en silence et lui fit raison de la santé anonyme qu'il venait de porter.

— Ce n'est donc pas vous, général, qui venez me remplacer ? lui demanda brusquement Diebitsch.

— Monsieur le maréchal, répondit Orloff avec la plus grande déférence, je ne pourrais servir que sous vos ordres, et j'en serais très-honoré. Mais, puisque vous avez supplié l'empereur d'accepter votre démission...

— Ma démission ! s'écria Diebitsch stupéfait. Ma démission ! répétait-il, en proie à un trouble indéfinissable. C'est impossible ! Sa Majesté, que j'ai servie toujours avec tant de dévouement, ne me fera pas cette injure, ne m'accablera pas de cette disgrâce !....

— J'écrirai donc à l'empereur, reprit flegmatiquement le comte Orloff, que vous désirez garder votre commandement, que votre santé est meilleure, que vous vous sentez la force de remplir jusqu'au bout vos pénibles fonctions...

— Général ! interrompit Diebitsch d'un ton solennel et impératif; ne me cachez rien ! Paskewitch est-il déjà nommé à ma place !

— Pas encore, répliqua Orloff sans hésiter; mais je dois vous avouer, Monsieur le maréchal, que l'empereur n'attendait que votre démission définitive et régulière...

— Je vous la donnerai demain ! murmura Diebitsch, d'une voix lugubre.

Et, se levant à ces mots, le visage bouleversé, il prit congé du comte Orloff et se retira dans sa chambre. Il se coucha à dix heures, comme il en avait pris l'habitude, sans avoir prononcé une parole.

Vers minuit, il se trouva fort mal; il appela ses gens qui le soignèrent, mais il leur défendit expressément d'appeler un médecin; son état empirait et, malgré sa défense, on courut avertir Schlegel, médecin ordinaire de l'empereur, qui l'avait accompagné à l'armée, par ordre de Nicolas. En le voyant paraître, Diebitsch lui cria :

— Est-ce toi qui as fait savoir à l'empereur que je n'avais plus longtemps à vivre ?

Schlegel reconnut les premiers symptômes du choléra et fit tous ses efforts pour combattre la terrible maladie, qui se déclara bientôt avec violence.

Le malade avait conservé toute sa présence d'esprit, et il écartait de lui les personnes qui l'approchaient, en disant qu'il craignait de leur communiquer la contagion. On avait averti le général Toll, qui se présenta pour le voir :

— Général, lui dit impérieusement le malade, je suis encore votre chef, et je vous ordonne de vous éloigner : je ne veux pas vous laisser le choléra dans mon héritage.

A sept heures du matin, il devint plus tranquille, et ses horribles souffrances parurent se calmer; il envoya cher-

cher le père Levitski, aumônier des grenadiers de la garde, et il voulut accomplir ses derniers devoirs religieux. Mais la maladie ne lui en donna pas le temps; elle reprit avec plus de force, et le moribond eut à souffrir des douleurs intolérables qui lui arrachaient des gémissements :

— Mon père, dit-il au prêtre, vous qui avez le courage de communier les mourants sous le feu des Polonais, vous êtes ici en présence d'un ennemi plus redoutable, le choléra-morbus! Retirez-vous et priez pour que je fasse une bonne mort.

Les forces du malade diminuaient en même temps que les crampes qui l'avaient torturé, et sa respiration s'embarrassait de plus en plus; il tomba dans une espèce de léthargie, pendant laquelle il prononçait les noms d'Orloff et de Paskewitch. Au moment de rendre l'âme, il rouvrit les yeux, regarda autour de lui et sembla se recueillir : « Voici ma démission! » dit-il en expirant.

La mort subite du feld-maréchal Diebitsch produisit dans l'armée une douloureuse impression. Il avait succombé à une attaque de l'épidémie, qui emportait tous les jours quelques centaines de malades; mais on voulait attribuer à cette mort, si naturelle en pareille circonstance, des causes mystérieuses et extraordinaires : on supposa un suicide ou un empoisonnement.

Les bruits les plus odieux et les plus ridicules circulèrent à ce sujet, et les journaux étrangers répétèrent, d'après des correspondances de Varsovie, que le comte Orloff, qui n'avait fait que préparer Diebitsch à un rappel imminent, s'était chargé de faire la place libre à son successeur! Cette infâme calomnie trouva des échos complaisants qui la répandirent par toute l'Europe.

Le jour même de la mort du feld-maréchal, le général

comte Toll, chef de l'état-major de l'armée active, prit le commandement de cette armée, conformément aux règles de l'organisation militaire, en attendant la nomination d'un nouveau commandant en chef. Le comte Orloff ne lui avait pas laissé ignorer que ce commandant en chef, qui devait être déjà nommé, serait le feld-maréchal Paskewitch.

Le général Toll, comme chef provisoire de l'armée russe, adressa cette proclamation aux Polonais, qui aspiraient à voir cesser cette guerre désastreuse, dans laquelle ils avaient prodigué en pure perte la fortune de leurs familles et le sang de leurs enfants.

« Polonais,

« Après avoir anéanti les corps des généraux Sierawski, Dwernicki, Chrzanowski, et avoir, pour ainsi dire, porté le dernier coup à l'armée des rebelles par les pertes nombreuses qu'elle lui a fait éprouver à la bataille d'Ostrolenka, l'armée victorieuse des Russes s'approche de vos foyers, pour protéger les habitants paisibles contre les réquisitions et les nouvelles levées de troupes, dont les chefs de la sédition les écrasent pour soutenir leurs projets insensés. Votre sort dépend de vous. Polonais, si vous restez tranquilles dans vos maisons et que vous subveniez, autant que possible, aux besoins de l'armée, qui payera tout argent comptant, vous jouirez des avantages que votre légitime monarque vous a promis dans son manifeste et le feld-maréchal Diebitsch-Zabalkansky dans sa proclamation.

« Mais si, au contraire, vous persistez dans votre opiniâtreté, si vous fournissez des réquisitions aux rebelles, vous attirerez sur vous tous les malheurs de la guerre et les ravages qui en sont inséparables.

« Le bruit vient de se répandre que les rebelles veulent

vous surcharger de nouvelles levées pour réparer les pertes innombrables qu'ils ont éprouvées. Sachez que des milliers d'innocentes victimes sont déjà tombées sous le tranchant du fer; que beaucoup d'autres gémissent captives dans des contrées éloignées de leur patrie, et que des milliers de familles, privées de leur dernier appui, et ne possédant plus un seul morceau de pain, maudissent l'instant fatal d'une malheureuse révolte.

« Faites tomber ce bandeau funeste qui couvre vos yeux; redressez vos journaux qui annoncent des victoires imaginaires, et persuadez-vous bien que le bonheur de votre patrie ne peut être fondé que sur la prompte cessation des opérations militaires et sur la générosité de votre légitime souverain.

« *Général* comte Toll. »

Le général Toll eut plusieurs conférences avec le comte Orloff, qui avait en main les pouvoirs les plus étendus, pour agir selon les circonstances, et pour indiquer au général en chef la conduite à tenir : on décida que l'armée garderait les positions qu'elle occupait près de Pultusk et y resterait sur la défensive, jusqu'à l'arrivée du feld-maréchal Paskewitch.

Ce n'était pas seulement la nouvelle insurrection de Lithuanie, qui conseillait de suspendre les opérations de la grande armée active, car l'armée de réserve, sous les ordres du général comte Tolstoï, suffisait pour avoir raison des corps de rebelles, commandés par Gielgud, Dembinski et Chlapowski, et destinés à favoriser le mouvement insurrectionnel des provinces lithuaniennes. Il y avait, en ce moment, des négociations secrètes entre le général Khrapovitzkoï, gouverneur de Wilna, et plusieurs généraux

polonais, qui voulaient mettre fin à la révolution et à la guerre, en rétablissant l'autorité du tzar en Pologne.

Ces négociations avaient été entamées par le général Chrzanowski, qui avait fait partager ses vues à ses collègues les généraux Milberg, Gielgud, Rohland, Iankowski et Zaluski, et qui finit par obtenir de son ami le généralissime Skrzynecki la promesse de favoriser la soumission des Polonais. Tous étaient d'accord sur ce point, qu'une plus longue résistance contre les armées russes n'aboutirait qu'à des désastres et achèverait d'anéantir la malheureuse Pologne.

Skrzynecki ne demandait qu'un peu de temps pour amener les choses au terme où il voulait en venir dans l'intérêt de la Pologne. Il était rentré à Varsovie, après la bataille d'Ostrolenka, avec l'intention de rétablir, s'il était possible, la dictature à son profit, et de se rendre ainsi maître absolu des événements. Sa popularité n'avait pas été trop ébranlée par les derniers échecs de l'armée polonaise, car il avait su donner à une sanglante défaite les apparences d'une victoire. Il se sentait soutenu à la fois par la majorité de la Diète et par le pays tout entier, qui le regardait comme le sauveur de la patrie.

Skrzynecki se débarrassa d'abord de ses ennemis et de ses rivaux, en leur retirant, avec leurs commandements, les moyens de lui nuire. Il fit destituer le gouverneur de Varsovie, Krukowiecki, lequel se posait vis-à-vis de lui en adversaire et presque en accusateur, et il essaya de changer la forme du gouvernement, en proposant d'instituer une dictature, à la place des cinq membres qui composaient le pouvoir exécutif.

Cette grave question fut vivement débattue devant la Diète, qui était sur le point de nommer dictateur Skrzynecki

ou le prince Adam Czartoryski, dans l'espoir de créer un gouvernement plus fort et plus énergique; mais des bruits étranges commençaient à se répandre sur les projets du généralissime qu'on accusait de correspondre avec les Russes. Cette accusation fut même articulée publiquement dans une séance du Club patriotique. Les membres de la Diète qui portaient Skrzynecki à la dictature furent effrayés des conséquences politiques de cette décision qui annulait l'autorité des deux Chambres, et un vote solennel proclama le maintien du gouvernement national.

Skrzynecki s'était empressé de retourner au milieu de son armée, où il se trouvait plus en sûreté qu'à Varsovie. On racontait tout bas, dans cette ville, que Zaliwski avait saisi sur un espion juif une lettre du généralissime, adressée au comte Orloff, dans laquelle Skrzynecki posait très-explicitement les conditions de sa rentrée en grâce auprès de l'empereur de Russie; on parlait aussi d'une somme de huit millions de florins, stipulée pour prix de la défection de Skrzynecki et de plusieurs autres généraux.

Quoi qu'il en soit, on continuait secrètement à négocier à Varsovie une transaction pacifique avec la Russie; plusieurs hauts fonctionnaires civils et militaires prêtaient les mains à ces arrangements qui devaient avoir pour solution plus ou moins prochaine le retour de la Pologne sous la domination du tzar et le rétablissement de la monarchie constitutionnelle. Des émissaires russes travaillaient presque ouvertement à en arriver à leur but, et un nouveau parti s'était formé dans le parti conservateur, pour mettre fin à la révolution. Les partis extrêmes criaient à la trahison et n'en étaient que plus acharnés à poursuivre leur œuvre révolutionnaire.

L'expédition de Gielgud en Lithuanie n'avait pas eu les

résultats décisifs qu'on en attendait, et l'on pouvait prévoir qu'elle se terminerait par une défaite irréparable.

Les débuts de cette expédition avaient été avantageux et brillants, lorsque le corps de Gielgud, s'élevant à quinze ou vingt mille hommes, s'était trouvé en présence du détachement du général Sacken qui n'en avait pas trois mille à lui opposer. Le combat avait eu lieu pourtant devant Raygrod (27 mai); l'artillerie des Russes avait suppléé à l'infériorité de leur nombre, et les Polonais s'étaient retirés d'abord, sous un feu terrible qui écrasait leurs bataillons; mais ils revinrent à la charge, avec leur élan accoutumé, et ils forcèrent Sacken à battre en retraite, en perdant la moitié de son monde. Le général russe était parvenu à se replier lentement sur Kowno, et ensuite sur Wilna.

Le général Kuruta, chef de l'état-major du césarévitch, fut envoyé au secours de Sacken et le rejoignit sous les murs de cette dernière ville, que l'ennemi venait assiéger (18 juin). Kuruta avait sous ses ordres environ vingt mille hommes, qu'il rangea en bataille, en avant de Wilna, sur les hauteurs de Ponary, où il avait une batterie de vingt pièces de canon.

Gielgud, dont les forces s'élevaient à vingt-cinq mille hommes, mais qui n'était pas capable de tenir tête à leur esprit d'insubordination, avait cédé aux sollicitations impérieuses de ses officiers; ceux-ci pensaient se rendre maîtres de Wilna, parce qu'ils avaient des intelligences dans la place. Wilna était défendu par une bonne garnison et par d'excellentes fortifications. Il fallait, d'ailleurs, avant d'en faire le siége, battre et repousser l'armée de réserve, que Kuruta commandait, en l'absence de l'aide de camp général comte de Tolstoï.

Cette armée avait pris une position inexpugnable, et les

colonnes des rebelles, qui montaient, pour ainsi dire, à l'assaut des hauteurs de Ponary, furent foudroyées par l'artillerie qui ne leur permettait pas de se reformer sous une grêle de mitraille. Le combat ne dura que quelques heures, et Gielgud dut se retirer, en laissant quinze cents morts sur le champ de bataille et huit cents prisonniers dans les mains du vainqueur; plus de mille insurgés avaient jeté leurs armes pour s'enfuir dans les bois.

Le général Sacken avait pris une éclatante revanche du combat de Raygrod, et ses troupes, qu'il animait de son exemple, applaudirent à la bravoure qu'il montra dans cette affaire, où l'on remarqua surtout une charge brillante exécutée par le régiment des gardes de Wolhynie, ayant à sa tête le colonel Ovander, aide de camp de l'empereur.

Le général comte Tolstoï arriva le lendemain avec l'avant-garde du quatrième corps d'infanterie, et prit le commandement de l'armée de réserve. Il partit de Wilna, le 24 juin, pour se mettre à la poursuite des rebelles, qui, après avoir occupé Augustow, Raygrod, Kowno et plusieurs villes importantes, allaient bientôt se trouver enfermés dans un cercle de baïonnettes et forcés de se rendre à discrétion ou de se jeter en Prusse.

Plusieurs détachements s'étaient séparés de Gielgud, pour opérer isolément leur retraite, et ils se voyaient poursuivis avec la même vigueur. Chlapowski se repliait sur Kowno; Zaliwski cherchait à regagner ses forêts du palatinat d'Augustow, et Dembinski manœuvrait, avec une prudente habileté, entre les corps russes qui parcouraient en tous sens la Lithuanie, où l'insurrection n'avait pas eu le temps de se propager.

Le général Chlapowski, frère de la princesse de Lowicz, avait été le premier excitateur de cette insurrection; c'était

à lui que les Lithuaniens avaient adressé la prière de se mettre à leur tête, et Chlapowski s'était trouvé tout à coup acclamé chef des insurgés, qui se réunirent au nombre de sept ou huit cents hommes sous son commandement.

On a prétendu que Chlapowski n'avait devancé en Lithuanie l'expédition de Gielgud, que pour sauver le grand-duc Constantin, qui devait être fait prisonnier et enlevé, à la faveur d'un complot et d'un guet-apens, dans la ville de Bialystock, où il résidait avec sa femme.

Chlapowski, il est vrai, avant de tenter son entreprise aventureuse, avait dit bien haut qu'il se faisait fort de s'emparer de la personne du césarévitch et qu'il promettait de l'amener en otage à Varsovie. En effet, dès qu'il avait eu quelques milliers d'hommes sous ses ordres, il s'était porté en toute hâte vers Bialystock, et s'étant retranché dans un bois à une lieue de la ville, il avait fait savoir au grand-duc Constantin, qu'on serait obligé de se saisir de lui et de le livrer aux Polonais, dans le cas où ce prince ne s'éloignerait pas de Bialystock.

Le césarévitch avait autour de lui deux à trois cents hulans de sa garde ; il répondit, à la sommation de Chlapowski, en quittant Bialystock, avec son escorte, et en se rendant à Slonim, ainsi que la princesse de Lowicz qui l'accompagnait. A peine était-il arrivé à Slonim, que Chlapowski s'approcha de cette ville et le somma de nouveau de sortir le plus tôt possible des provinces polonaises.

Chlapowski avait à cœur évidemment de savoir en sûreté le grand-duc et la princesse de Lowicz. Le césarévitch se disposait à obtempérer aux injonctions réitérées du chef des insurgés, lorsqu'il fut retenu à Slonim par l'arrivée de quatre mille hommes des réserves du corps de Lithuanie,

que lui envoyait, pour le défendre, son aide de camp le général Kuruta.

Dès que le césarévitch fut entouré d'une force respectable et n'eut plus rien à craindre, Chlapowski cessa de veiller sur lui en feignant de l'inquiéter et de le menacer, et s'en alla paisiblement, avec ses bandes qui fondaient en route, se mettre sous les ordres du général Gielgud.

Cependant le grand-duc Constantin n'était pas resté à Slonim, quoiqu'il s'y trouvât à l'abri d'une attaque régulière de la part des rebelles et qu'il se fût mis en garde contre un complot, qu'on prétend avoir été ourdi parmi les gens mêmes de sa maison. Les troupes envoyées pour sa défense avaient apporté avec elles le choléra-morbus, qui éclata tout à coup à Slonim avec violence. Dans l'espace de quelques jours il y eut, parmi la garnison et les habitants, un grand nombre de malades, qui périssaient la plupart dans d'affreuses convulsions.

La princesse de Lowicz fut malade elle-même, ou du moins ressentit l'influence de la maladie, qui avait frappé plusieurs personnes de son entourage. Le césarévitch, effrayé, désolé de l'état inquiétant de sa femme, voulut quitter immédiatement la ville, où régnait l'épidémie. De tous côtés le choléra l'entourait de dangers auxquels il avait hâte d'arracher la princesse. Il eut un moment la pensée de se retirer en Prusse. Mais toutes les communications étaient interceptées par les bandes d'insurgés qui parcouraient la Lithuanie; en outre, le choléra s'était déclaré avec fureur dans toute la Courlande et la Samogitie. On disait que des villages entiers avaient été dépeuplés par l'épidémie.

Le grand-duc se dirigea d'abord sur Minsk, cette ville et son gouvernement ayant été jusqu'alors épargnés par l'invasion cholérique, qui sévissait aux alentours. Il ne s'y ar-

rêta pas longtemps ; le choléra gagnait de proche en proche, et la santé de la princesse de Lowicz était loin de s'améliorer. Il écrivit à l'empereur, pour lui annoncer qu'il revenait à Saint-Pétersbourg, chassé par l'épidémie, qui avait mis en péril les jours de son épouse, et il partit pour Witebsk, presque sans suite et sans escorte. Il y arriva dans la matinée du 27 juin, et il se décida, non sans regret, à passer vingt-quatre heures dans cette ville, où le choléra ne s'était pas encore montré.

La princesse se sentait mieux, mais le césarévitch était à son tour indisposé. Ce fut la princesse de Lowicz qui l'empêcha de continuer son voyage.

Dans la soirée, on vint lui annoncer que le général comte Orloff, retournant à Saint-Pétersbourg, demandait à le voir : Constantin le fit prier de venir souper avec lui.

Le comte Orloff, en quittant le quartier-général de Pultusk, après la mort de Diebitsch, était allé en Prusse, sans se laisser arrêter par les cordons sanitaires et les règlements de police contre le choléra, pour remplir la mission dont l'empereur l'avait chargé. Cette mission avait pour objet d'obtenir du roi Frédéric-Guillaume une intervention déguisée, que les circonstances rendaient nécessaire : il s'agissait d'établir, sur le territoire prussien, le long de la frontière, des magasins de vivres et des dépôts de munitions pour l'armée russe, car le pays où cette armée avait séjourné depuis quatre mois ne pouvait plus lui fournir une once de farine, et les soulèvements des provinces polonaises interrompaient l'arrivage régulier des approvisionnements : l'armée active se voyait donc forcée d'évacuer la Pologne, en abandonnant toutes ses positions, si elle ne tirait pas de la Prusse les munitions de guerre et de bouche qu'elle ne recevait plus de la Russie.

Le comte Orloff, muni d'une lettre autographe du tzar pour le roi son beau-père, avait complétement réussi dans sa mission, et Frédéric-Guillaume n'avait pas hésité à prendre, vis-à-vis des puissances de l'Europe, une situation nette et tranchée, en déclarant que la Prusse n'avait jamais été neutre, mais simplement inactive, à l'égard de la guerre de Pologne; en conséquence, la Prusse n'avait pas lieu de refuser ses bons offices à la Russie, dans le but d'aider son alliée à terminer le plus promptement possible une guerre dont la prolongation pouvait nuire au repos de l'Europe.

Le comte Orloff n'avait quitté Berlin, qu'après s'être assuré que les bâtiments russes, arrivés de Cronstadt à Dantzick, avec des armes et des munitions, allaient remplir les magasins qui s'organisaient sur la frontière prussienne. Quant aux vivres, c'était la Prusse même qui devait désormais les fournir en abondance, selon les besoins de l'armée.

Orloff s'était hâté de repasser en Lithuanie et de se rendre à Wilna, pour s'aboucher avec un officier polonais nommé Myszkiewicz, que lui envoyait Skrzynecki, car les négociations continuaient à Wilna et à Varsovie, en vue d'un arrangement qui pacifierait la Pologne.

Ces négociations, auxquelles prenaient part des personnes officieuses et intéressées, de tout rang et de toute condition, donnaient lieu à des correspondances et à des pourparlers, qui ne servaient qu'à compromettre beaucoup de monde. On était d'accord sur la convenance et la nécessité d'une transaction amiable entre la Pologne et la Russie, mais on ne savait pas de quelle manière amener la fin de la rébellion et la soumission des Polonais. Dix généraux de l'armée polonaise étaient tout prêts à mettre bas les armes, et quelques individus, ex-fonctionnaires de l'administration russe ou anciens serviteurs du césarévitch, avaient même

formé le projet insensé d'une contre-révolution à Varsovie.

Le comte Orloff, en rentrant à Wilna, put se convaincre qu'il n'y avait de sérieux et de pratique dans ces différentes combinaisons, qu'une entente directe avec le généralissime, qui avait seul assez d'influence et d'autorité pour triompher du parti révolutionnaire et pour préparer le parti conservateur à un retour vers l'ordre légal et le gouvernement légitime.

Ce fut sur ces entrefaites qu'il apprit le départ du grand-duc Constantin pour Saint-Pétersbourg. Sa mission n'était point achevée; il avait à s'entendre avec le grand-duc, au sujet des éventualités qui pouvaient, d'un jour à l'autre, produire un nouvel ordre de choses en faisant cesser la guerre; il avait aussi à lui communiquer les instructions particulières de l'empereur, qui ne voulait pas que le césarévitch s'éloignât du royaume de Pologne, où sa présence serait indispensable au premier moment.

Le comte Orloff s'empressa donc de partir de Wilna, dans l'espérance de rejoindre le grand-duc, qui ne voyageait pas aussi vite qu'à l'ordinaire, par suite de la mauvaise santé de la princesse de Lowicz. Quand Orloff arriva en toute hâte à Minsk, Constantin n'y était déjà plus. Orloff redoubla de diligence et parvint à Witebsk, avant que le grand-duc se fût remis en route.

Le comte Orloff se rendit chez le prince, qui l'attendait à souper et qui lui fit le plus cordial accueil. Ils soupèrent seuls : le repas fut assez triste, quoique Orloff essayât de distraire son hôte par la variété et le piquant de sa conversation.

Constantin n'était préoccupé que de la santé de sa femme, et il s'informa curieusement de la marche du choléra, qui l'avait chassé de Slonim, qui le poursuivait d'étape en

étape et qui ne l'atteindrait pas sans doute, dit-il en plaisantant, avant son arrivée à Saint-Pétersbourg. Il ajouta que, d'après le conseil des médecins, il ne resterait pas une minute dans un endroit où l'épidémie aurait paru, non pas qu'il la craignît pour lui-même, mais parce que la pauvre princesse n'était pas de force à l'affronter.

C'est à ce propos que le comte Orloff lui représenta, dans les termes les plus mesurés, que l'empereur serait très-surpris et très-mécontent de son arrivée à Saint-Pétersbourg, lorsque son devoir était de se tenir prêt à rentrer en Pologne, en qualité de lieutenant-général du royaume, dès que les événements, qui semblaient prochains, auraient rétabli l'autorité royale.

Le grand-duc ne voulut pas en écouter davantage : il s'emporta tout à coup avec une telle fureur, que les efforts d'Orloff pour le calmer ne firent que l'exaspérer davantage; il ne se connaissait plus, il renversait, il brisait tout ce qui se trouvait à sa portée, il éclatait en malédictions, en plaintes, en gémissements.

— Tout pouvoir vient de Dieu! répétait-il dans le paroxysme de la colère. Mais est-il un pouvoir au monde, le plus sacré, le plus vénéré, qui puisse m'obliger à exposer ma pauvre chère femme aux atteintes du choléra!

Cet emportement frénétique du césarévitch n'était que le prélude d'une atteinte foudroyante de choléra-morbus. La princesse de Lowicz, souffrante elle-même, accourut tout éperdue et donna ses soins au malade, qui succomba au milieu des convulsions, après quelques heures de lutte et de souffrance.

— Chère femme, disait-il dans son affreuse agonie, tu m'accompagneras mort à Saint-Pétersbourg, et tu pourras ainsi sortir saine et sauve du fatal réseau de l'épidémie.

Ainsi nous arriverons ensemble au terme de notre voyage.

Il ne soupçonnait pas même qu'il mourait du choléra.

Les dernières paroles qu'il prononça furent celles-ci :

— Tu diras à l'empereur que je le supplie, en mourant, de pardonner aux Polonais.

CLXXIII

Nicolas avait appris avec chagrin le résultat insignifiant, sinon tout à fait nul, de la sanglante journée d'Ostrolenka; c'était sans doute une victoire au point de vue militaire, mais c'était presque une bataille perdue, puisque l'armée russe, affaiblie déjà par les pertes considérables qu'elle avait éprouvées depuis son entrée en campagne, avait chèrement acheté un succès qui n'avançait en rien ses opérations sur Varsovie, et qui la laissait encore arrêtée au bord de la Vistule par le manque de subsistances et par une nouvelle invasion du choléra.

L'empereur, qui croyait avoir à se plaindre de l'obstination, de l'imprévoyance et même de l'impéritie du général en chef dans le cours de cette guerre malheureuse, s'était décidé, quoique à regret, à donner un successeur au feld-maréchal Diebitsch : il avait naturellement jeté les yeux, pour le remplacer, sur le maréchal Paskewitch, qui semblait avoir les qualités requises dans une pareille guerre, c'est-à-dire l'activité, l'audace, la ténacité, la bravoure personnelle et enfin la chance.

Tel était donc un des points principaux de la mission du général comte Orloff, qui devait avec adresse amener

Diebitsch à remettre lui-même spontanément sa démission dans les mains de l'empereur.

L'empereur, néanmoins, malgré le mécontentement que la situation de la guerre en Pologne pouvait lui causer, gardait le meilleur souvenir des services que Diebitsch avait rendus à la patrie dans le cours de sa carrière militaire, et il n'attendait que le retour de ce général en chef à Saint-Pétersbourg pour lui prouver qu'il n'avait rien perdu de l'estime et de l'affection de son maître.

Nicolas éprouva donc une vive douleur, en apprenant, par un rapport du général comte Toll, que « la Providence divine, dans ses décrets impénétrables, venait de priver l'armée de son illustre chef. »

Par un ordre du jour du 4/16 juin, donné au palais de l'île Yélaguine, il nomma commandant de l'armée active le feld-maréchal comte Paskewitch d'Érivan, en remplacement du feld-maréchal comte Diebitsch, « mort inopinément du choléra. » Dans ce même ordre du jour, prenant en considération les services éminents de l'illustre défunt, il ordonna que le régiment d'infanterie qui portait le nom de Diebitsch-Zabalkansky continuerait à porter ce nom.

Il décida, en outre, que le cœur du feld-maréchal serait déposé dans la cathédrale de Pultusk, où il avait rendu le dernier soupir, et que son corps, accompagné par le prince Troubetzkoï et deux officiers supérieurs, conduit en Prusse, près de la frontière de Pologne, y serait inhumé provisoirement, jusqu'à ce qu'il pût être transporté à Saint-Pétersbourg après la cessation de l'épidémie cholérique.

Il était urgent que le feld-maréchal Paskewitch fût rendu le plus promptement possible à son poste, quoique l'armée se trouvât momentanément sous les ordres du général Toll, le plus habile stratégiste peut-être qu'il y eût

alors dans les armées européennes. L'empereur donna ses instructions précises au feld-maréchal, en lui accordant un délai de quatre ou cinq semaines pour la reprise des opérations de la campagne, et en lui recommandant de tout sacrifier pour s'emparer de Varsovie.

Paskewitch fit comprendre à l'empereur que les provinces lithuaniennes devaient être entièrement pacifiées, avant de porter la guerre sur la rive gauche de la Vistule, et que l'armée active ne perdrait aucun de ses avantages, en restant sur la défensive dans ses cantonnements jusqu'à la fin de l'épidémie qui l'éprouvait, et jusqu'à la réunion du matériel et des approvisionnements nécessaires pour achever la campagne.

Paskewitch partit de Saint-Pétersbourg, le 18 juin, à bord du bateau à vapeur *l'Isora*, qui le conduisait à Mémel. Il comptait arriver plus tôt par la Prusse, et aussi plus sûrement, au quartier-général de son armée, sans avoir à traverser la Lithuanie insurgée. Il devait être arrivé à Pultusk, du 24 au 25 juin.

On pouvait penser qu'il ne retournerait pas dans les provinces méridionales du Caucase, quoiqu'il conservât son titre de gouverneur général de ces provinces, qui, par un ukase du 12/24 juin, furent placées, en son absence, sous l'administration des gouverneurs civils et militaires.

L'empereur Nicolas n'avait pas attendu la nomination de Paskewitch, pour prendre des mesures à la fois énergiques et conservatoires, qui pouvaient maintenir dans le devoir les anciennes provinces polonaises, que le gouvernement révolutionnaire essayait de détacher de l'empire russe. L'aide de camp général Potemkine, qu'il avait nommé, dès l'origine de l'insurrection, gouverneur des gouvernements de Wolhynie et de Podolie, avec les pouvoirs les plus étendus,

était mort, peu de temps après son installation : il avait été remplacé, dès la fin de février, par le lieutenant-général Levascheff.

Mais les tentatives insurrectionnelles, qui se renouvelaient sans cesse dans les provinces limitrophes du royaume de Pologne, avaient exigé une organisation nouvelle des pouvoirs civils et militaires. En conséquence, un ukase du 27 mai/8 juin avait d'abord divisé la Samogitie en quatre districts administratifs, sous la direction suprême d'un chef provincial provisoire résidant à Telsch et agissant de concert avec les chefs militaires, pour assurer, par tous les moyens possibles, l'ordre et la tranquillité publique.

En même temps, une amnistie à différents degrés était offerte à tous les propriétaires qui auraient pris part à la rébellion et qui voudraient implorer leur pardon. Un ukase adressé au Sénat-dirigeant établissait à quelles conditions ce pardon pourrait être accordé, et comment toute la rigueur du Code criminel militaire serait déployée contre ceux qui, malgré ces nouvelles marques de la clémence impériale, continueraient à faire partie des bandes rebelles. Cette amnistie n'ayant pas mis fin à la rébellion, il fallut recourir à des moyens plus décisifs : par un ukase du 10/22 juin, les gouvernements de Podolie, de Wolhynie, de Grodno, de Wilna et la province de Bialystock furent subordonnés, les deux premiers au feld-maréchal comte Osten-Sacken, commandant en chef de la première armée, et les deux autres au général d'infanterie comte Tolstoï, commandant en chef de l'armée de réserve.

Au moment même où cet ukase confiait à l'autorité discrétionnaire du commandant en chef de la première armée la pacification des gouvernements de Wolhynie et de Podolie, le feld-maréchal Osten-Sacken annonçait à Sa Majesté

que la tranquillité était rétablie dans ces gouvernements et que les rebelles ne s'y montraient plus nulle part, depuis la dispersion des bandes de paysans, formées par les deux frères Sobanski.

Il n'en était pas de même, malheureusement, pour les autres provinces lithuaniennes, où Gielgud, Chlapowski, Dembinski, essayaient encore de tenir tête à l'armée de réserve, qui les poussait vers la frontière prussienne.

L'empereur, avant le départ de Paskewitch, ne s'était pas occupé des mutations qui devaient avoir lieu dans le personnel de l'état-major de l'armée active de Pologne, par suite du changement du général en chef de cette armée. Au reste, depuis le commencement de la guerre, il n'avait donné de l'avancement ou des récompenses honorifiques, qu'à un très-petit nombre d'officiers supérieurs; les généraux Obroutcheff, Berg, Kobloutkoff, Gervais, Pkhéidzé, avaient obtenu des promotions dans les ordres de Saint-Georges et de Sainte-Anne; les généraux Kreutz, Martinoff et Mourawieff étaient montés en grade; le général Dellingshausen et le prince Adam de Wurtemberg, désignés, recommandés spécialement dans les rapports de Diebitsch, avaient eu des sabres d'honneur en or, enrichis de diamants avec l'inscription : *Pour la bravoure;* enfin, le général Rudiger était devenu aide de camp de l'empereur.

Mais, à la suite de la bataille d'Ostrolenka, où l'on avait pu signaler tant de hauts faits, tant d'actes d'héroïsme et d'intrépidité, il n'y eut qu'une seule récompense immédiate, un seul rescrit adressé par l'empereur au général Bistrom, sur la demande expresse du grand-duc Michel.

Voici ce rescrit, dans lequel Nicolas semble même n'avoir mentionné qu'à regret cette bataille d'Ostrolenka, qui avait été l'avortement des plans de Diebitsch et qui représen-

tait un égal désastre pour les deux armées belligérantes :

« Dans la retraite du corps de la garde, de Sniadow à Tykoczin, où vous avez commandé son arrière-garde, du 5 au 11 (17 au 23, nouv. st.) de ce mois, de même que dans la célèbre journée où les troupes des rebelles ont éprouvé une défaite signalée à Ostrolenka, l'avant-garde de l'armée active étant sous votre commandement, vous avez donné de nouvelles preuves de cette brillante valeur, de cette intrépidité inébranlable et de ces talents militaires, qui vous ont toujours distingué au champ d'honneur. Pendant le mouvement de la garde sur Tykoczin, animant par votre exemple les troupes confiées à votre commandement, vous avez, pendant six jours, non-seulement repoussé toutes les tentatives des rebelles, dont les forces l'emportaient en nombre, mais encore vous leur avez fait éprouver des pertes considérables, les 7 et 8 (20, nouv. st.) mai, près de Kleczkow et de Menzenin; dans la bataille d'Ostrolenka, le 14 (26, nouv. st.), malgré les forces considérables des rebelles et les difficultés du terrain, vous avez réussi, par l'attaque décisive des troupes sous vos ordres, à occuper cette ville et à la conserver, en repoussant jusqu'à six fois, à l'arme blanche, les charges impétueuses de l'ennemi. De si brillants exploits, dont le commandant en chef de l'armée et S. A. I. Mgr le grand-duc Michel, commandant le corps de la garde, Nous rendent compte, vous ont acquis des titres à Notre reconnaissance, et, pour vous en donner un témoignage, Nous vous nommons chevalier grand-croix de l'ordre de Saint-Georges de la seconde classe, dont Nous vous envoyons ci-joint les insignes, en vous adressant l'assurance de la haute bienveillance que Nous vous conserverons à jamais.

« Nicolas.

« Alexandrie, près Péterhow, le 30 mai (11 juin, nouv. st.) 1831. »

L'empereur était resté plusieurs jours douloureusement attristé des horribles détails de cette bataille, où tant de sang avait coulé sans profit, détails que les journaux étrangers arrangèrent à plaisir sur des correspondances polonaises qui, pour cacher ou atténuer les pertes des rebelles, augmentaient ridiculement celles des Russes.

— Nos ennemis prétendent que nous avons perdu dix mille hommes ! dit l'empereur, qui venait de trouver ce chiffre dans le *Journal des Débats*, qu'il lisait avec la même ponctualité, quoique cette feuille fût devenue, en quelque sorte, la gazette officielle de l'insurrection polonaise. Diebitsch n'accuse, en totalité, que quatre mille cinq cents hommes hors de combat. Les Polonais ont perdu deux fois plus de monde que nous... Quelle exécrable boucherie ! Russes ou Polonais, ne sont-ce pas toujours mes sujets? C'est moi qui gémis sur les morts, à quelque drapeau qu'ils appartiennent ! c'est la patrie qui souffre également de la perte des uns et des autres ! Le père aime tous ses enfants, même ceux qui sont ingrats : il les punit, mais il leur pardonne au fond du cœur.

Ce fut pour l'empereur une consolation mêlée d'amertume, que d'apprendre à la fois la noble conduite des cantonnistes russes restés à Varsovie après l'évacuation de cette ville par les troupes du césarévitch, et les mauvais traitements que ces pauvres jeunes gens eurent à subir pour prix de leur fidélité à leur souverain : ils avaient résisté à tous les moyens de rigueur et de séduction, mis en œuvre pour les déterminer à entrer dans les rangs de l'armée polonaise.

Ces cantonnistes, au nombre de cinq cents, avaient été privés de leurs officiers, par ordre du gouvernement révolutionnaire, qui voulait ainsi les soustraire à une inspiration

et à une direction de fidélité; mais, comme on les envoyait dans le sud de la Pologne pour les interner, ils choisirent parmi eux les plus anciens et les plus capables, auxquels ils se soumirent eux-mêmes avec la plus stricte obéissance.

Ils étaient surtout guidés par les conseils d'un nommé Pierre Wassilieff, qui leur répétait sans cesse : « Prouvons aux Polonais rebelles, que les Russes sont inébranlables dans leur fidélité au tzar. » Ils refusèrent même de servir de tambours aux insurgés et, d'un commun accord, ils s'abstinrent de désigner ceux d'entre eux, qui savaient battre la caisse. La menace et la violence furent sans effet sur leur résolution.

Un de leurs gardiens tira son sabre contre l'un d'eux, nommé Foiévoï, qui résistait, et fit mine de lui abattre la tête. Foiévoï, avec le plus grand sang-froid, ôta sa cravate, replia le collet de son uniforme et se baissa pour recevoir le coup, en disant : *Frappe.*

— J'espère, dit l'empereur, touché de ce beau trait d'héroïsme, que je pourrai bientôt récompenser ces braves jeunes gens, qui représentent si bien l'honneur russe au milieu des rebelles!

Nicolas, qui prévoyait l'apparition prochaine du choléra-morbus à Saint-Pétersbourg, avait fixé sa résidence et celle de sa famille à Alexandrie, charmante habitation champêtre qu'il avait fait construire au milieu des bois, près de Péterhow, pour l'impératrice, qui s'y plaisait plus que dans tous les palais impériaux, parce qu'elle y vivait, disait-elle, comme une simple mère de famille.

L'impératrice était alors dans un état de grossesse très-avancé, mais sa santé, loin d'en souffrir, reprenait toute la force dont elle avait besoin dans des circonstances qui allaient mettre à l'épreuve son énergie physique et morale.

Elle avait refusé absolument de s'éloigner, à l'approche du choléra, et, malgré les prières réitérées de son auguste époux, elle s'était résignée à braver l'épidémie au milieu de ses enfants.

Elle avait pourtant vu partir sa belle-sœur, la grande-duchesse Hélène, qui s'était embarquée le 28 mai, avec ses filles, pour aller prendre les bains de mer sur les côtes méridionales de l'Angleterre.

Elle se bornait à répondre à l'empereur, qui la pressait de partir aussi :

— Sire, vous savez bien que vous ne pourriez pas m'accompagner? N'en parlons donc plus. Je reste avec vous et avec mes enfants.

L'empereur avait suivi sa famille à Alexandrie, mais en annonçant qu'il reviendrait immédiatement dans la capitale, dès qu'on aurait besoin de lui, « car, disait-il, je ne peux faire moins pour Saint-Pétersbourg, que je n'ai fait pour Moscou. »

Le choléra-morbus, que l'hiver avait fait disparaître dans la plupart des localités où il s'était montré, y avait reparu avec le printemps, et l'épidémie, non éteinte mais assoupie pendant quelques mois, se réveillait avec plus d'intensité, en poursuivant sa marche capricieuse et inexorable. Elle avait éclaté dès le commencement d'avril dans le gouvernement de Riga, d'abord assez bénigne, puis plus menaçante et bientôt très-meurtrière.

Quoique la ville de Riga eût été atteinte la première et que le nombre des malades s'élevât à plus de cent par jour, on n'avait rien fait qui pût interrompre ou gêner dans cette ville commerçante le mouvement des affaires. L'excellente organisation des hôpitaux, les soins éclairés des médecins et la sollicitude des autorités avaient rassuré la population

pauvre, qui se résignait, sans se plaindre, à subir les coups aveugles du fléau ; deux mille personnes étaient mortes depuis deux mois, mais aucune maison n'avait été cernée, comme infectée, par suite d'un décès cholérique, et l'on semblait avoir renoncé aux mesures de précaution et de salubrité, que l'expérience avait démontrées tout à fait insuffisantes.

Il en résulta que l'épidémie, entretenue et favorisée par l'insouciance de l'administration urbaine de Riga, se propageait sur tout le littoral et s'avançait de jour en jour vers la capitale de l'empire.

L'aide de camp général comte Strogonoff avait été envoyé à Riga, par l'empereur, avec cinquante mille roubles à distribuer aux familles victimes du choléra, et cette somme ne suffisant pas pour soulager tant de misères, le comte avait puisé dans sa propre bourse, avec sa libéralité ordinaire, en laissant croire à chacun que le trésor impérial fournissait à tous les besoins de sa bienfaisante mission.

Strogonoff s'était plaint à l'empereur de la négligence avec laquelle les règles de la police de santé étaient observées à Riga et dans les autres villes maritimes, où l'on craignait, disait-on, d'effrayer le commerce et de ruiner l'industrie. D'après les avis du comte Strogonoff, l'empereur avait fait prendre des mesures extraordinaires pour préserver Saint-Pétersbourg de l'invasion du choléra-morbus, qui régnait simultanément dans les villes situées sur la Dvina et sur le Volga : des barrières de quarantaine avaient été établies sur toutes les routes; les effets, paquets et lettres, venant des endroits infectés ou suspects, étaient soumis à une exacte fumigation ; personne n'entrait dans les limites du gouvernement de Saint-Pétersbourg, sans avoir satisfait aux lois sanitaires.

Cependant, le 25 juin, un premier cas de choléra avait été signalé dans la capitale, sur un bourgeois qui était arrivé de Wytegra, à bord d'une barque, depuis plus de quinze jours, et dans la même journée, deux autres individus succombèrent à une maladie, dont le caractère ressemblait à ceux du choléra-morbus. Le lendemain, il y eut plusieurs malades dans différents quartiers, et les médecins reconnurent les mêmes symptômes chez tous ces malades. On ne pouvait plus douter que l'épidémie n'eût pénétré dans la capitale.

Suivant les ordres de l'empereur, cette triste nouvelle fut portée, peu de jours après, à la connaissance du public : « Les habitants bien pensants de cette ville, disait le journal du 20 juin/2 juillet, peuvent être assurés que le Gouvernement emploie tous les moyens possibles pour écarter et arrêter le mal ; c'est de leur coopération active et zélée aux mesures du Gouvernement, de la fidélité et de l'exactitude avec lesquelles ils se conformeront à ses dispositions salutaires, que doit dépendre le succès désiré. Qu'ils se réunissent donc tous dans la ferme résolution d'y aider efficacement et qu'ils se tranquillisent dans la pensée que S. M. l'empereur veille lui-même avec une sollicitude paternelle au salut de ses fidèles sujets ! »

Mais déjà les autorités de la capitale avaient pris les dispositions les plus urgentes pour faire face à l'invasion du fléau; le conseil de médecine s'était rassemblé, pour rédiger et publier des instructions hygiéniques et pour aviser à l'installation du service général de santé; les grands hôpitaux, créés et organisés depuis l'année précédente, en prévision de l'épidémie, se trouvaient prêts à recevoir les malades; des hôpitaux temporaires de réception s'ouvraient dans tous les quartiers; une foule de particuliers avaient

offert spontanément pour cet usage leurs maisons, avec la literie et le linge nécessaires; beaucoup d'autres envoyaient de l'argent, et dans l'espace de trois ou quatre jours, la somme fournie par la bienfaisance publique s'élevait à un demi-million de roubles.

L'empereur avait institué immédiatement, sous la présidence du gouverneur général militaire de Saint-Pétersbourg, un comité supérieur, composé des aides de camp généraux comte Tchernycheff, comte Zakrewsky et prince Menschikoff, pour diriger les mesures préservatrices et médicales contre le choléra-morbus. Le comité, dès sa première séance, qui eut lieu le 28 juin, avait décidé que chacun des treize quartiers de la ville serait placé sous la surveillance d'un curateur, qui se choisirait deux aides ou davantage, s'il le fallait, pour l'inspection du quartier et la distribution des secours.

Le curateur devait d'abord visiter toutes les maisons sous le rapport de la salubrité et les faire assainir de gré ou de force; dès qu'un cas suspect de maladie lui serait signalé par l'officier de police, il se transporterait lui-même avec un médecin auprès du malade, ou bien il enverrait un de ses aides, pour constater la maladie, recueillir des renseignements et donner des ordres, en vue de la préservation des habitants logés dans la même maison ; en conséquence, tous les individus, attaqués du choléra, devaient être, sans distinction, transportés dans les hôpitaux, s'ils ne pouvaient pas être convenablement soignés chez eux; les malades appartenant aux troupes de terre, recevraient des soins dans l'hôpital militaire; des cimetières spéciaux, destinés aux cholériques, seraient entourés de clôtures et sévèrement gardés, pour que personne n'y pénétrât, à l'exception des inspecteurs, des gardiens et des ouvriers.

Enfin, une surveillance sévère allait être exercée sur les barques venues par la Newa et qu'on soupçonnait d'avoir apporté la maladie; ordre était donné de les purifier par les procédés les plus efficaces, de laver les planchers avec du chlore, de brûler la paille des cahutes et de soumettre à la fumigation tous les effets que ces barques pouvaient contenir. Les mariniers et les gens du peuple employés sur la Newa au service de la navigation se montrèrent d'abord récalcitrants et se plaignirent vivement des entraves que ces mesures de salubrité et de police apportaient à leurs travaux.

Dans l'intérieur de la ville, les basses classes, qui ne voulaient pas croire à l'existence de l'épidémie, n'étaient pas mieux disposées à l'égard des règlements nouveaux qu'elles jugeaient inutiles et vexatoires.

On murmurait partout contre les inspecteurs et les médecins. Ce fut bien pis, quand les règlements, prescrits par le comité supérieur, furent exécutés dans toute leur rigueur; les cholériques qu'on enlevait pour les transporter dans les lazarets étaient accompagnés par les cris et les gémissements de leurs familles; la foule se pressait aux portes des hôpitaux, inquiète et agitée, demandant à voir les malades et à rendre les derniers devoirs aux morts.

Jusque-là, le fléau n'avait frappé qu'un petit nombre d'individus appartenant à la populace et prédisposés par l'ivrognerie ou d'autres excès à l'attaque de la maladie. L'opinion générale répandue parmi le peuple repoussait donc comme un mensonge ridicule la nouvelle de l'apparition du choléra-morbus.

L'empereur était encore, avec sa famille, à sa maison de campagne d'Alexandrie; il n'avait pas jugé que sa présence à Saint-Pétersbourg fût utile. Il avait seulement tenu la

main à l'organisation immédiate de la police sanitaire; on lui rendait compte de tout ce qui se passait, heure par heure, et il pouvait ainsi se convaincre que les progrès de l'épidémie étaient assez lents, pour qu'on eût des motifs d'espérer qu'elle ne prendrait pas plus de développement.

C'était l'avis de quelques médecins, mais la plupart, au contraire, craignaient que le choléra-morbus n'éclatât tout à coup avec fureur, sous l'influence des chaleurs excessives et par suite des abus de boisson et de nourriture, auxquels donnaient lieu les fêtes de la Pentecôte.

Dans la journée du 29 juin, Nicolas, qui venait de recevoir un bulletin de la santé publique dans la capitale, avait constaté avec joie que le nombre des malades avait peu augmenté depuis la veille et que ce nombre ne dépassait pas le chiffre de treize à quinze par jour. Il passa chez l'impératrice pour lui faire part de ces nouvelles rassurantes, et comme il la trouva seule, occupée à écrire à son père le roi de Prusse, et très-douloureusement impressionnée par l'irruption du fléau dans la capitale, il resta auprès d'elle pour la consoler et la distraire.

Malgré ses efforts, l'entretien qui avait d'abord côtoyé ce triste sujet, y revenait sans cesse indirectement et ne parvenait pas à prendre un tour moins lugubre. L'empereur finit par se laisser gagner lui-même par la tristesse qu'il cherchait à combattre chez sa femme, et il se mit à énumérer les bons et fidèles serviteurs qu'il avait perdus depuis le commencement de cette année désastreuse : le grand-échanson comte Tchernycheff, le grand-chambellan prince Labanoff-Rostowski, ancien président du Conseil des ministres, l'amiral Séniavine, le conseiller-privé prince Tcherbatoff, le marquis de Traversay, ancien ministre de la marine, et enfin le feld-maréchal Diebitsch.

L'impératrice, dominée et absorbée par ces idées de mort qui étaient, dit-elle, comme des pressentiments de deuil pour l'avenir, fit voir à son auguste époux un registre sur lequel elle inscrivait de sa main les noms des personnes qu'elle regrettait, au fur et à mesure de leur décès, avec des notes intimes sur ces personnes.

— Je n'ai pas encore écrit l'article du pauvre maréchal Diebitsch, dit elle en montrant la place que cet article devait remplir. Il me semble que dans ces derniers temps on a été injuste à l'égard de ce grand général d'armée ; son origine allemande avait motivé un peu d'injustice à son égard, ajouta-t-elle en souriant, et comme j'ai l'honneur d'être sa compatriote, je veux ici faire réparation à sa mémoire.

En ce moment un courrier arrivait à franc étrier avec une dépêche qui avait été soumise aux fumigations réglementaires et trempée dans le vinaigre. Cette dépêche, envoyée de Witebsk par le comte Orloff, annonçait la mort du grand-duc Constantin.

L'empereur fut douloureusement affecté de cette nouvelle : il n'eut pas la force de l'apprendre à l'impératrice, il lui tendit la lettre d'Orloff, en silence, et se cacha le visage dans ses mains.

Il pleurait amèrement depuis dix minutes, sans avoir prononcé une parole, lorsqu'il se rappela que l'impératrice pleurait à ses côtés. Il se fit violence pour être maître de son profond chagrin, et il s'écria, en essuyant ses larmes, avec une sorte d'inspiration mystique.

— Tu as voulu, cher Constantin, que je fusse empereur à ta place ! C'est seulement à présent que je le suis, par droit héréditaire, et Dieu m'est témoin que, pour te faire revivre, je donnerais volontiers ma couronne et toutes les couronnes du monde.

Nicolas s'inclina devant les décrets de la Providence, qui le privaient d'un frère chéri ; mais, obéissant à un ressentiment injuste qui témoignait de l'immense affliction que lui avait causée la perte du césarévitch, il rendit tous les Polonais responsables de cette mort accidentelle et inopinée : « Ce sont eux qui l'ont tué ! » répétait-il avec une poignante conviction.

L'impératrice reçut le lendemain de la princesse de Lowicz la lettre la plus touchante et la plus noble, au sujet de la mort de Constantin ; elle essaya en vain, par sympathie pour cette malheureuse princesse, de combattre la partialité involontaire et momentanée de l'empereur à l'égard des Polonais :

— Ce sont eux qui l'ont tué ! disait toujours l'empereur. Ils l'ont tué par leur ingratitude et leur criminelle rébellion. Constantin leur a pardonné en mourant, mais, moi, puis-je leur pardonner l'assassinat de mon frère ?

CLXXIV

Le manifeste, par lequel Nicolas annonçait à ses peuples la nouvelle perte que venait de faire la famille impériale, ne fut publié que trois jours après sa date, et pendant ces trois jours que l'empereur passa dans son intérieur, tout entier à sa douleur et ne recevant pas même les personnes de l'entourage, le bruit de la mort du grand-duc Constantin ne parvint point à Saint-Pétersbourg, où toutes les préoccupations étaient absorbées par le choléra-morbus.

Ce fut seulement le 2 juillet que le journal officiel publia ce manifeste, qui passa presque inaperçu au milieu des émotions terribles du moment.

« Par la grâce de Dieu, Nous, Nicolas premier, empereur et autocrate de toutes les Russies, etc., etc.

« A tous Nos fidèles sujets savoir faisons :

« Au milieu d'événements si déchirants pour Notre cœur, il a plu au Tout-Puissant de Nous envoyer une nouvelle affliction. Notre frère bien-aimé, le césarévitch et grand-duc Constantin Paulovitch, atteint de la contagion qui exerçait ses ravages à Witebsk, est décédé le 15 de ce mois (27,

n. st.) du choléra-morbus, à la suite de courtes et violentes souffrances. C'est avec une profonde douleur, mais en Nous soumettant aux impénétrables décrets du Roi des rois, que Nous annonçons la nouvelle du cruel chagrin qui vient de frapper Notre maison.

« Donné à Alexandrie, près Péterhow, le 17e (29, n. st.) jour du mois de juin 1831, et de Notre règne le sixième.

« Nicolas. »

L'épidémie, après quelques jours d'une marche lente et indécise, avait envahi tous les quartiers, toutes les rues de la capitale ; ses progrès effrayants ne déconcertèrent pas le zèle et l'humanité des curateurs et de leurs agents. Mais le peuple, qui avait nié d'abord l'existence du mal, crut voir les caractères d'un empoisonnement dans les symptômes de ce mal inconnu ; il s'imagina bientôt que les médecins étaient complices des empoisonneurs, et que les malades, enlevés de leurs domiciles et transportés dans les hôpitaux, y subissaient les plus barbares traitements.

Selon ces bruits absurdes, mis en circulation par la malveillance, des émissaires polonais, répandus dans la ville, mêlaient aux aliments et à l'eau de consommation un poison invisible dont les effets instantanés étaient presque toujours mortels.

Ce n'est pas tout ; on accusa les médecins d'être vendus à ce complot polonais, et de faire conduire de vive force aux hôpitaux les victimes de cet empoisonnement général, pour les dérober à la vue de la population indignée. Voilà pourquoi, disait-on, les familles n'avaient pas même la consolation d'assister aux derniers moments des malades, et de leur rendre les derniers devoirs ; car on se hâtait d'ensevelir les morts hideusement défigurés, et de les jeter pêle-

mêle, sans cérémonie religieuse, dans des fosses profondes, sur des couches de chaux.

Il y avait sans doute des meneurs qui suscitaient l'agitation dans les basses classes, et qui comptaient tirer parti de l'effervescence populaire dans un but de désordre et de pillage. On poussait même les mougiks à se révolter contre les prescriptions de la police sanitaire, et à braver le choléra par des excès de boissons spiritueuses.

Le 29 juin, le nombre des cholériques ne s'élevait pas encore à cent; le 30, il était de cent cinquante; le 1[er] juillet, il dépassait trois cents, et dans la journée du 2, cinq cents nouveaux malades avaient été portés dans les hôpitaux. Las boutiques et les maisons étaient fermées; la foule stationnait, anxieuse et menaçante, aux abords des bureaux de secours et des ambulances. Plusieurs passants, signalés comme des empoisonneurs, furent arrêtés dans la rue, enveloppés par une multitude furieuse et mis en pièces.

Le lendemain, 3 juillet, les massacres se renouvelèrent sur différents points de la ville; plusieurs médecins, fouillés sur la voie publique, et trouvés porteurs de médicaments, furent immolés, sans avoir eu le temps de se justifier d'une monstrueuse accusation d'empoisonnement.

Des groupes se formaient devant les maisons où s'était déclaré un cas de choléra, et s'opposaient à l'enlèvement des malades. La police était tout à fait impuissante. Les troupes de la garnison sortirent de leurs casernes et prirent position sur les places; mais, en face du peuple déchaîné, elles restaient immobiles et silencieuses, comme si elles fussent prêtes à prendre part elles-mêmes aux excès déplorables qu'elles ne réprimaient pas.

Dans la soirée, plusieurs hôpitaux, notamment celui de Wassili-Ostrow, furent envahis par une foule exaspérée, qui

en arracha les malades pour les ramener moribonds ou morts à leurs domiciles. Des médecins et des infirmiers périrent, en voulant résister à ces furieux. La nuit ne termina pas ces scènes épouvantables; on pouvait craindre que la ville ne fût mise à feu et à sang.

Le conseil suprême, de concert avec le grand-maître de police, prit des mesures énergiques que commandaient les circonstances : des postes militaires furent établis dans les ambulances; on entoura de troupes les hôpitaux, et la recherche des cholériques dans les maisons ne se fit plus que sous la protection d'une nombreuse escorte. Mais l'exaltation des esprits et cette agglomération de monde dans les rues n'avaient que trop favorisé le développement de la maladie. Le matin du 4 juillet, on comptait un millier de cholériques, et plus de la moitié n'offrait pas de chance de guérison. L'irritation et le désespoir des gens du peuple ne faisaient que s'accroître; ils se rassemblaient devant les églises, dont les portes étaient fermées à cause de la contagion, ou bien ils erraient çà et là comme des bêtes fauves, en hurlant : *Mort aux empoisonneurs! Mort aux Polonais!*

Le comte Tchernycheff et le comte Zakrewsky, accompagnés seulement de quelques aides de camp, essayèrent de ramener à la raison ces malheureux égarés : on ne voulut pas les entendre; on les injuria, on les menaça.

— Il n'y a pas de choléra! criait-on autour d'eux; il n'y a que des empoisonneurs! Pourquoi l'empereur n'est-il pas au milieu de nous? Nous voulons voir notre père! Qu'on nous le rende! Qu'il vienne nous défendre et nous sauver!

Depuis deux jours, quoique la présence de l'empereur fût indispensable pour rétablir l'ordre, les autorités de Saint-Pétersbourg, respectant sa douleur, lui avaient caché la gravité de la situation; mais, dès six heures du matin, le

4 juillet, le prince Menschikoff était accouru à Alexandrie, pour avertir le tzar de ce qui se passait dans la capitale.

Nicolas, profondément ému et attristé, monta sur-le-champ en voiture avec le prince Menschikoff et deux aides de camp, sans aucune escorte, et partit pour Saint-Pétersbourg, avant que l'impératrice fût éveillée. Il arriva vers huit heures du matin, et il passait sur la place du marché de la Sennaïa, au moment où le tumulte était à son comble.

La populace venait de se jeter sur une charrette pleine de malades et de morts, que des soldats transportaient aux hôpitaux. A la vue de l'empereur, la foule s'écarta, en se découvrant avec respect, et lui ouvrit un passage au milieu d'elle.

Les cris ont cessé tout à coup; un silence morne a frappé d'immobilité la multitude en délire, qui baisse le front et semble attendre son arrêt.

La voiture de l'empereur s'est arrêtée, sur son ordre, vis-à-vis de l'église du Saint-Sauveur : il se lève, le visage menaçant, le regard irrité, et, debout dans sa calèche, dominant de sa haute taille les masses qui l'environnent, il s'écrie d'une voix tonnante :

— Que faites-vous ici? que voulez-vous? qu'attendez-vous? que demandez-vous?

A ces interrogations pressantes et impératives, quelques voix essayent de répondre :

— Sire, ayez pitié de nous! On a fermé nos églises! Il y a des empoisonneurs! On enlève, on fait disparaître ceux qui tombent malades! On les fait mourir et on les enterre dans la chaux, sans linceul et sans prières...

— Insensés! interrompt Nicolas, avec un geste de dédain. De quoi vous plaignez-vous? Vos malades sont bien soignés et la plupart guériront; vos morts sont ensevelis et

inhumés, selon le rite de notre sainte religion orthodoxe, sous les yeux des prêtres qui remplacent vos familles, car l'épidémie qui nous afflige commande des précautions pour le salut de tous. Que parlez-vous d'empoisonneurs? Ce sont des méchants qui vous abusent par ces mensonges ridicules. Ingrats! au lieu d'accuser les hommes de bien qui par mes ordres et sous l'inspiration de la charité chrétienne se dévouent au soulagement de vos misères, accusez-vous plutôt vous-mêmes du châtiment que Dieu vous envoie!... Mes pauvres enfants, sachez que le choléra-morbus n'épargne personne; mon bien-aimé frère Constantin Paulovitch en a été atteint, comme le dernier d'entre vous; il en est mort, et je vous prie de le pleurer avec moi... Malheureux enfants! je viens à vous pour vous sauver, pour implorer en votre faveur le pardon du Tout-Puissant! Puisse-t-il dans sa miséricorde effacer vos péchés et vous permettre d'arriver en état de grâce dans la vie éternelle!... A genoux, peuple! s'écrie-t-il d'un accent solennel; prosterne-toi dans la poussière, frappe-toi la poitrine et prie!

A ces mots prononcés d'une voix retentissante et accompagnés d'un geste imposant, on vit s'agenouiller à la fois et rester prosternés devant l'empereur vingt mille individus, hommes, femmes et enfants, saisis de respect et de terreur, se frappant la poitrine, faisant des signes de croix et criant miséricorde.

Jamais la puissance d'un monarque n'exerça sur la foule un pareil prestige, une pareille autorité; jamais le caractère du souverain n'apparut aux yeux du peuple avec plus de grandeur et de majesté.

L'empereur, après avoir uni ses prières à celles de cette foule éperdue et repentante, lui ordonne de se relever et de s'en aller en paix.

— Maintenant, mes enfants, dit-il avec une bonté froide et sévère, rentrez dans vos maisons, reprenez vos travaux, acceptez avec résignation l'épreuve douloureuse que le Seigneur vous impose en expiation de vos fautes. Montrez-vous dignes de sa miséricorde et de mon affection!

L'empereur parcourut les quartiers où l'émeute s'était montrée la veille : tout était rentré dans l'ordre. Il visita quelques hôpitaux, malgré l'insistance des personnes qui se trouvaient autour de lui et qui le conjuraient de ne point s'exposer à l'atteinte du fléau :

— Ne soignez-vous pas les cholériques, dit-il aux médecins, et auriez-vous, Messieurs, la prétention d'être seuls invulnérables? Nous sommes ici dans une véritable bataille, où personne n'est à l'abri d'une balle.

En sortant de l'hôpital de Sainte-Marie-Madeleine, fondé en 1829 à Wassili-Ostrow, par son auguste mère Marie Feodorovna, hôpital qui avait été le théâtre des plus horribles scènes de violence, on lui amena un homme pâle et tremblant, que la populace voulait déchirer en lambeaux.

— Quel est cet homme? demanda-t-il, en le retirant des mains de ceux qui le maltraitaient.

— C'est un empoisonneur! répétait-on en le menaçant.

— Je suis médecin, Sire! répliqua ce malheureux, dont les vêtements avaient été mis en pièces.

— Voyez! père! disait le peuple, en montrant une bouteille qu'on avait saisi dans les mains de cet homme. Voilà le poison!

— Que renferme cette bouteille? demanda l'empereur au médecin.

— Du chlore désinfecteur, répondit-il.

— Qu'on m'apporte un verre! s'écria l'empereur.

Pendant qu'on allait chercher un verre sans savoir ce

que l'empereur en voulait faire, son médecin Arendt qui était présent et qui avait pu constater que la bouteille contenait réellement de l'eau de chlore, disait à voix basse :

— Sire, ne buvez pas! le chlore ne s'emploie que pour usage externe. Si vous en preniez une gorgée, vous pourriez perdre les dents.

— Eh bien! je mettrais un ratelier! reprit brusquement Nicolas. Je ne te prie pas d'en boire!

Il versa quelques gouttes dans le verre qu'il porta tranquillement à ses lèvres, en présence des assistants stupéfiés.

— Mes enfants, dit-il après avoir bu, ce que vous prenez pour du poison est, au contraire, un excellent préservatif contre le choléra. Demandez pardon à ce bon docteur que vous avez insulté, et je me charge de l'indemniser de votre ingratitude.

Le médecin, en effet, qui avait couru risque de la vie, reçut en dédommagement une somme d'argent et une décoration.

L'empereur redoubla de vigilance, d'activité et de sollicitude, pour combattre l'épidémie et arrêter ses progrès : il fit exécuter strictement et ponctuellement les mesures médicales que le Conseil suprême de santé avait ordonnées, et comme le gouverneur général militaire ne pouvait suffire à la multiplicité des occupations qui lui incombaient personnellement, il nomma, pour l'aider dans ses travaux, deux gouverneurs militaires temporaires, le prince Troubetzkoï et le comte Orloff. L'empereur augmenta aussi le nombre des membres qui composaient le Comité institué contre le choléra; il invita ses médecins ordinaires Wylies et Rehmann à y siéger, avec son aide de camp général Wassiltchikoff et le grand-maître de police Kokoschkine. Enfin, en prévision de nouveaux troubles qui exigeraient le déploiement

de grandes forces militaires à Saint-Pétersbourg ou dans son gouvernement, il désigna Wassiltchikoff pour commander toutes les troupes stationnées dans la capitale ou aux environs, en l'absence du comte Pierre Tolstoï, commandant en chef de l'armée de réserve.

C'était un autre comte Tolstoï, frère du précédent et simple colonel aide de camp de l'empereur, qui venait d'être chargé d'aller annoncer, de la part de Sa Majesté, la mort du grand-duc Constantin, au détachement de la garde que le césarévitch avait eue sous ses ordres et qui était alors employée contre les rebelles en Lithuanie. Le comte Tolstoï devait remettre, aux troupes qui composaient ce détachement de la garde, cet ordre du jour de l'empereur, aussi remarquable par sa forme noble et touchante, que par le sentiment qui l'avait dicté :

« Braves soldats ! La longue carrière de vos services sous le commandement de S. A. I. le césarévitch a constamment été signalée par un zèle ardent et une fidélité inébranlable, dignes de vrais enfants de la patrie. Vos régiments, redevables à Son Altesse Impériale de leur existence et de leur admirable organisation, ont pleinement justifié sa sollicitude et la confiance particulière dont Son Altesse Impériale n'a cessé de vous honorer. Lorsque le feu de la révolte éclata dans Varsovie, lorsque des forcenés, mettant en oubli et les devoirs du serment et tout ce qui est sacré pour le chrétien et le sujet fidèle, manifestèrent leurs criminelles intentions contre la personne de Son Altesse Impériale, vous vous êtes, par un mouvement unanime, réunis autour de nos drapeaux, et, prêts à défendre au prix de votre vie celle de votre chef et bienfaiteur, vous n'avez pas moins signalé votre inébranlable fidélité au trône et à la patrie,

que votre attachement pour Son Altesse Impériale et votre dévouement à sa personne.

« Après votre sortie de Varsovie, surmontant toutes les fatigues et toutes les privations, vous avez suivi avec intrépidité vos chefs ; et dès votre première rencontre avec les rebelles le 15 (27, nouv. st.) mai, de même que le 7 (19, nouv. st.) juin, deux de vos régiments, ceux des gardes-lanciers de S. A. I. le césarévitch et des gardes de Wolhynie, ainsi que vos deux batteries, ont mérité, par leur valeur distinguée, leur fermeté et leur intrépidité, les plus grands éloges de la part de vos chefs, et Ma bienveillance particulière.

« Il a plu à la Providence divine, qu'à peine informé des nouveaux exploits de nos troupes devant Wilna, auxquels vous avez également pris part, Je reçusse la douloureuse nouvelle du décès de S. A. I. le césarévitch, Mon frère bien-aimé, votre chef et bienfaiteur.

« Dans l'affliction profonde où Me plonge cette perte cruelle, Je vous envoie le comte Tolstoï, Mon aide de camp, pour vous annoncer de vive voix le coup qui vient de Me frapper, et vous donner l'assurance de Ma satisfaction particulière pour le zèle et la fidélité de vos longs services, sous le commandement de Son Altesse Impériale, en vous disant que J'ai ferme confiance, qu'à l'avenir vous vous efforcerez tous d'acquérir au champ d'honneur de nouveaux droits à Ma bienveillance et à Ma gratitude.

« Braves soldats, vous avez perdu un chef qui était pour vous un bienfaiteur ; mais ce souvenir de vos services restera ineffaçable aux yeux de votre monarque et de la patrie. Continuez à vous distinguer comme vous l'avez fait jusqu'à présent et soyez assurés pour toujours de Ma bienveillance.

« NICOLAS.

« Alexandrie, près Péterhow, le 21 juin (3 juillet, nouv. st.) 1831. »

Le choléra-morbus cependant faisait bien des victimes parmi les habitants de Saint-Pétersbourg, surtout dans les classes pauvres et souffrantes; il n'épargna pas toutefois les classes riches qui lui payèrent aussi un large tribut. Beaucoup de personnages éminents furent frappés dans l'espace de quelques jours : le vice-amiral Golovnine, intendant général de l'état-major de la marine, le général du génie comte Oppermann, le général comte Langeron, le conseiller-privé et sénateur Baumgarten, le conseiller d'État Yellinski, chirurgien ordinaire de l'empereur; le comte Stanislas Potoçki, grand-maître des cérémonies; la princesse Kourakine, dame d'honneur de l'impératrice, etc.

Ces morts presque subites, et entourées de lugubres circonstances, produisirent une grande émotion dans le monde de la cour. L'impératrice à qui on avait essayé de les cacher, en fut péniblement affectée ; elle aurait voulu retenir dans sa délicieuse retraite d'Alexandrie son auguste époux, que le devoir, comme il le lui disait d'un air inflexible, rappelait sans cesse dans la capitale infectée et ravagée par l'épidémie.

Enfin, grâce aux mesures les plus intelligentes et les plus énergiques, le choléra diminua d'intensité et entra dans sa période de décroissance. Le peuple, qui s'y était résigné par obéissance pour l'empereur, sans renoncer tout à fait à croire aux empoisonnements, témoin l'exemple, disait-on, du général Oppermann expirant dans d'atroces douleurs, une heure après avoir bu à la fontaine de Strella, le peuple attribua la prompte diminution du mal à l'assistance personnelle du tzar.

— Nous savions bien, répétaient les mougiks avec confiance, nous savions bien que notre père nous sauverait !

Cinq mille malades avaient succombé en moins de quinze jours.

La bienfaisance publique n'avait point achevé sa tâche. Les malades en voie de guérison étant trois fois plus nombreux que les morts, l'empereur eut l'idée de créer des hôpitaux de convalescence. Son idée, accueillie avec un pieux enthousiasme, fut aussitôt réalisée, aux frais de la caisse des secours pour les cholériques.

L'impératrice songea la première aux orphelins que le choléra avait déjà faits et qu'il devait faire encore; sa pensée généreuse trouva immédiatement de l'écho dans la société de Saint-Pétersbourg; des sommes importantes furent réunies par les soins de plusieurs dames charitables, notamment Mesdames Alexandrine Soltykoff, Souchareff, Alferowsky, etc. Un riche négociant de la première guilde, Egermann, donna sa maison, située sur le canal de la Moïka, et le 3 août, l'hospice s'ouvrait pour recevoir trois cents enfants des deux sexes. D'autres hospices du même genre furent fondés successivement à Saint-Pétersbourg et dans plusieurs gouvernements de l'empire.

CLXXV

Le choléra continuait cependant sa funèbre tournée; il venait d'éclater à Cronstadt avec un redoublement de rage; son règne dans cette ville maritime fut court, mais très-meurtrier. L'empereur voulut absolument porter lui-même des consolations à ses marins qui remplissaient les hôpitaux.

Déjà, malgré les cordons sanitaires, malgré les quarantaines et toutes les lois de police, le fléau pénétrait en Finlande; il y fit, comme partout, de cruels ravages pendant plusieurs mois.

La Russie tout entière avait été envahie par cette terrible maladie, qui gagnait de proche en proche et manifestait par des signes certains son caractère à la fois épidémique et contagieux. On estima que cent vingt mille individus avaient péri, sur quatre à cinq cent mille qui furent atteints du choléra, depuis sa première apparition dans le gouvernement d'Orenbourg. Fallait-il renoncer aux mesures préventives et préservatrices, puisque le fait semblait démontrer leur impuissance?

L'empereur décida que, sans abandonner tout à fait le système des cordons sanitaires et des quarantaines, on

se relâcherait de leur rigueur, suivant les circonstances.

Ainsi, pour faire droit aux réclamations des marchands qui craignaient de voir remettre à l'année suivante la foire de Nijny-Novogorod, le ministre de l'intérieur annonça que cette foire, d'une si grande importance pour le commerce national, aurait lieu comme à l'ordinaire, et que l'empereur y envoyait son aide de camp le général Golenistcheff-Koutousoff, avec des instructions et des pouvoirs particuliers dans l'intérêt des marchands, pour empêcher toutes les entraves, toutes les vexations qu'ils avaient lieu de craindre, et en même temps pour faire distribuer tous les secours qui pourraient être nécessaires, dans le cas où le choléra viendrait à éclater pendant la foire.

Au milieu des douloureuses et absorbantes préoccupations du choléra-morbus, les nouvelles du théâtre de la guerre avaient perdu beaucoup de leur intérêt, d'autant plus qu'elles ne pouvaient pas être encore décisives.

Le feld-maréchal Paskewitch était arrivé, le 25 juin, au quartier-général de Pultusk, et le général Toll lui avait remis le commandement de l'armée active, en présence du grand-duc Michel.

Les dépêches de Paskewitch annonçaient à l'empereur, qu'il avait trouvé l'armée en bien meilleur état qu'il ne devait l'espérer ; le comte Toll qui, durant quinze jours, avait eu en main les pouvoirs de général en chef, s'en était servi avec autant de talent que de bonheur, pour améliorer la situation des troupes solidement établies dans de bonnes positions, où elles avaient eu le temps de se reposer et de se refaire ; le choléra disparaissait, les vivres abondaient, le soldat était plein d'ardeur et de résolution. Paskewitch se félicitait donc de pouvoir reprendre la campagne dans les conditions les plus favorables, dès qu'il aurait achevé quel-

ques dernières dispositions pour un mouvement général vers la Vistule.

Dès les premiers jours de son arrivée, il avait passé une grande revue, dans laquelle il fut accueilli par l'armée avec d'éclatants témoignages de sympathie et de confiance : « Une partie de cette ovation, disait-il dans sa dépêche, revenait de droit à l'illustre chef que l'armée regrette et que je m'efforcerai d'imiter, en m'honorant de lui avoir succédé. »

Paskewitch, qui avait sans doute à se reprocher certaines injustes préventions à l'égard de son défunt collègue et rival, se plaisait à lui rendre ainsi un hommage posthume et à reconnaître que Diebitsch avait dû, dans l'intérêt du succès de la guerre, imposer une sage lenteur à ses dernières opérations, afin de ne pas compromettre l'armée et de frapper un coup décisif. Paskewitch ne pouvait, du reste, faire un plus grand éloge du nouveau plan de campagne arrêté par Diebitsch de concert avec le chef de son état-major général, que d'annoncer l'intention de l'adopter et de le suivre. En conséquence, il allait se mettre en marche le 4 juillet, avec toutes ses forces, pour aller combattre de l'autre côté de la Vistule la rébellion polonaise, en laissant sur la rive droite le corps du général Rosen et quelques autres détachements destinés à menacer Praga et à tenir en haleine une partie des troupes que l'ennemi pourrait détacher de sa grande armée.

Le feld-maréchal Paskewitch semblait avoir abandonn tout projet de transaction particulière avec les généraux polonais, et il ne donnait pas suite aux négociations secrètement entamées, dont Diebitsch avait emporté le secret dans sa tombe.

Ce n'était pas encore le moment, à son avis, de chercher à remplacer l'action militaire par des arrangements

amiables, en affaiblissant et en désorganisant le pouvoir révolutionnaire par la défection de ses propres chefs. Le comte Orloff avait d'ailleurs renoncé le premier à des pourparlers et à des offres de soumission individuelle, qu'on faisait remonter jusqu'au généralissime Skrzynecki lui-même. L'événement prouva bientôt que les ouvertures faites par diverses personnes pour amener la fin de la guerre avec la capitulation de Varsovie, étaient au moins prématurées.

Les clubs démagogiques avaient dénoncé l'existence d'une conspiration russe, dans laquelle auraient trempé plusieurs généraux polonais. Dans la journée du 29 juin, le peuple de Varsovie, exaspéré par la nouvelle d'un échec sanglant que Iankowski venait d'éprouver près de Lisobyki contre Rudiger, qui lui avait enlevé son artillerie (19 juin), s'ameuta dans les rues, en criant : *Trahison! vengeance!* Skrzynecki, pour n'être pas accusé et compromis lui-même, se vit obligé de faire arrêter les prétendus espions et conspirateurs, que la clameur publique lui désignait.

Le général Hurtig, qui avait commandé la citadelle de Zamosc sous le gouvernement du grand-duc, faillit être déchiré en pièces par la populace. On parvint à l'arracher tout sanglant des mains de la foule, qui demandait que les traîtres fussent mis à mort sous ses yeux. On ne le sauva qu'en promettant de lui faire son procès et en l'enfermant au château royal, ainsi que d'autres généraux polonais, Iankowski, Szalawski et Butowski, qu'on accusait de correspondre avec le quartier-général russe.

On arrêta aussi le colonel Slubicki, Bendkowski, employé de l'administration, Fanshawe, chambellan de l'empereur, le confiseur Lessel, beau-frère de l'ancien ministre de la guerre Haucke, et une dame Bazanow, femme d'un géné-

ral russe. Les prisonniers, dont les jours avaient été sérieusement menacés au milieu de l'émeute, devaient être jugés par une commission militaire, qui commença aussitôt l'enquête, mais qui ne se pressa pas de la terminer.

Le but de cette manifestation populaire, préparée par les meneurs du parti extrême, avait été atteint : un nouvel élan était imprimé à la révolution; l'énergie nationale se trouvait avivée et surexcitée, la terreur se répandait chez les partisans de la Russie, la population paisible n'osait manifester ses sentiments, le paysan n'avait plus d'autre perspective qu'une guerre à outrance, et la Diète pouvait décréter, deux jours après, la levée en masse (*pospolite ruzsenie*) pour la défense de la patrie en danger.

L'empereur fut indigné des violences odieuses que la populace de Varsovie avait exercées contre plusieurs sujets russes dans l'émeute du 29 juin; il prit surtout intérêt à la situation pénible de son chambellan Fanshawe et de Madame Bazanow, qu'on avait mis en jugement devant un conseil de guerre et dont le sort aurait dû être décidé dans les vingt-quatre heures, suivant la promesse solennelle que le prince Adam Czartoryski avait faite au peuple pour l'apaiser. Par ordre de Sa Majesté, le comte de Nesselrode avait placé ces sujets russes sous la protection des consuls de Prusse et d'Autriche à Varsovie; mais on apprit qu'aucun des accusés n'était encore condamné, que plusieurs avaient été relâchés et que les autres, qui restaient en prison, ne seraient probablement pas jugés. On savait, de la bouche même de Skrzynecki, que l'enquête n'aurait pas de suite.

La révolution de Pologne touchait évidemment à son terme, et la résistance désespérée que le gouvernement national était résolu d'opposer aux armes russes ne pouvait se prolonger au dela de deux mois.

On assurait que le général Sébastiani, ministre des affaires étrangères de France, avait écrit une lettre particulière à Skrzynecki, afin de l'engager à continuer la lutte pendant deux mois encore, en évitant le plus possible l'effusion du sang, attendu que les cabinets étrangers, sympathiques à la cause polonaise, ne demandaient pas plus de deux mois pour assurer l'indépendance du royaume constitutionnel de Pologne. Cette lettre, si jamais elle a existé, n'était qu'une illusion inexplicable de la part d'un homme d'État; toujours est-il avéré que le généralissime Skrzynecki s'autorisa de ces promesses vagues et de ces conseils aveugles, pour refuser absolument de livrer une grande bataille à Paskewitch, quoiqu'il eût porté à soixante-quinze mille hommes l'armée polonaise et que cette armée, bien pourvue d'artillerie et de munitions, fût en état de se mesurer avec la grande armée russe.

Il est vrai que la Pologne, qui allait avoir à se défendre, avec ses seules forces de plus en plus amoindries, contre les forces incalculables de la Russie, n'avait plus à espérer ni diversion ni secours de la part des anciennes provinces polonaises. L'insurrection qu'on avait essayé d'y fomenter contre le gouvernement russe était dès lors étouffée, et les nobles et propriétaires lithuaniens qui avaient pris les armes avec leurs paysans, pour se ranger sous le drapeau polonais, faisaient leur soumission ou se tenaient cachés dans les bois, tandis que les colonnes de l'armée de réserve parcouraient le pays, en chassant devant elles ce qui restait des bandes et des détachements que Gielgud avait vus un moment victorieux sous ses ordres.

Le lieutenant-général baron Sacken poursuivait, de ville en ville, depuis Wilna, les débris de cette armée insurrectionnelle, qui avait compté jusqu'à trente mille hommes

bien armés, avec cinquante pièces de canon. Le général-major Malinowsky avait réoccupé Kowno, sans perdre plus de deux hommes, le 24 juin, en anéantissant une bande de deux mille insurgés et en faisant six cents prisonniers. A Kaïdany, à Rossiany, à Wilkomierz, et enfin à Szawell, les rebelles tentèrent de se maintenir et furent successivement délogés de ces points, où le lieutenant-général Sacken ne leur donnait pas le temps de se fortifier : ils ne laissaient que des morts et des prisonniers sur tout leur passage.

A la suite de la défaite qu'ils avaient essuyée à Szawell le 8 juillet, ils se divisèrent en plusieurs bandes sous le commandement de Gielgud, de Chlapowski, de Rohland, de Szymanowski et de Dembinski, avec intention de continuer la guerre de partisans aussi longtemps que possible en Courlande, en Samogitie et en Lithuanie. Mais la bande de Dembinski fut la seule qui parvint, avec autant de bonheur que d'adresse, à échapper aux poursuites incessantes de plusieurs colonnes de l'armée de réserve, et qui finit, plus tard, par rentrer en Pologne, sans avoir perdu un seul canon ni un seul drapeau.

Les autres bandes, serrées de près par le général-major Dellingshausen, qui les poussait toujours vers les frontières de la Prusse, manœuvraient dans toutes les directions pour se rapprocher du Niemen et pour regagner les bords de la Vistule; mais, harcelées jour et nuit par un ennemi dix fois plus nombreux commandé par de bons généraux et pourvu d'une redoutable artillerie, elles ne réussissaient qu'à prolonger leur résistance désespérée, en laissant partout sur leur route bien des morts, des prisonniers et des fuyards.

Enfin, le 13 juillet, après un combat acharné, Gielgud ne sauva les débris de sa petite troupe, qu'en se réfugiant sur le territoire prussien, près du village de Schlungsten,

où il mit bas les armes. Le lendemain, un autre détachement de rebelles, commandé par Rohland et Szymanowski, se trouva en présence du corps désarmé de Gielgud : tout à coup, un officier, nommé Skalski, sort des rangs, franchit la frontière prussienne et, dirigeant son cheval au galop sur un groupe d'officiers au milieu desquels il avait reconnu Gielgud, aborde ce général le pistolet à la main et lui brûle la cervelle, en s'écriant : « Ainsi meurent les traîtres! » L'assassin ne fut pas même arrêté : on lui permit de repasser la frontière et de rejoindre la bande de Rohland, qui, deux jours plus tard, était contraint à son tour d'entrer en Prusse et d'y déposer les armes.

Il ne restait plus d'autres rebelles en Lithuanie, que le corps de partisans que Dembinski avait conduits sur la route de Mitau, et qui, animés par l'exemple de ce chef intrépide, ne renonçaient pas à entretenir un simulacre de guerre civile, dans l'espoir d'être secourus par une nouvelle expédition envoyée de Pologne.

Le pays, néanmoins, pouvait être considéré comme soumis et pacifié, quoiqu'il fût encore occupé militairement par les troupes russes, qui y avaient fait une courte mais pénible campagne. Ce n'est qu'au milieu du mois d'août que ces troupes furent incorporées dans la première armée et que le général comte Tolstoï, qui commandait l'armée de réserve dans les provinces lithuaniennes, fut rappelé auprès de l'empereur et remit ses pouvoirs extraordinaires et temporaires au feld-maréchal Osten-Sacken, lequel resta seul chargé de l'administration militaire dans les gouvernements de Minsk, Wilna, Grodno, et la province de Bialystock.

Le choléra-morbus continuait de sévir dans les provinces septentrionales de la Russie, mais il avait entièrement

abandonné les provinces méridionales, où ses ravages avaient été moins terribles et moins effrayants que dans le Nord.

Le patriarche des Arméniens catholiques en Géorgie s'était distingué par son zèle et son dévouement, pendant la durée de l'épidémie. Ce vieillard presque centenaire, nommé Éphrem, dont ce dernier effort de courage religieux avait épuisé la santé défaillante, ne demanda pourtant à l'empereur la permission de quitter ses fonctions actives, qu'après avoir vu le fléau s'éloigner de Tiflis.

Nicolas lui adressa le rescrit suivant :

« Les rapports du gouverneur général de Géorgie Nous ayant fait connaître que votre âge avancé ainsi que des infirmités croissantes vous mettaient dans l'impossibilité absolue de remplir quelques-uns des devoirs les plus importants de vos fonctions patriarcales, et que vous jugiez indispensable de résigner le titre de chef de l'Église arménienne, que vous avez dignement porté pendant si longtemps, Nous avons consenti, quoique à regret, à l'élection de votre successeur. Maintenant, ayant confirmé dans la dignité de patriarche l'évêque Joannès, l'un des deux candidats choisis par vous et par tout le clergé réuni en assemblée solennelle à Etchmiadzine, et voulant signaler la bienveillance particulière que Nous vous portons pour le zèle et le dévouement à Notre Empire, dont vous n'avez cessé de donner des preuves pendant tout le temps que vous avez dirigé l'Église arménienne en qualité de patriarche, Nous vous avons agrégé à l'ordre de Saint-André. Nous vous en adressons ci-joint les insignes, pour vous en revêtir et les porter conformément aux statuts.

« Nous avons la ferme espérance que le Tout-Puissant,

en récompense de vos vertus, vous conservera longtemps encore pour le bien de vos compatriotes, et que si l'épuisement de vos forces vous a obligé de renoncer à la direction de l'Église, votre successeur trouvera près de vous, dans toutes les circonstances importantes, le secours de vos conseils et de vos instructions, fruits de la sagesse acquise par une longue expérience.

« Je suis votre affectionné,

« NICOLAS.

« Alexandrie, près Péterhow, le 25 juin (7 juillet, nouv. st.) 1831. »

Le clergé gréco-russe n'avait pas donné partout, il est vrai, le même exemple d'abnégation et de charité chrétienne vis-à-vis de l'invasion du choléra; il avait laissé aux autorités civiles et militaires l'initiative de toutes les mesures utiles, de tous les actes de courage; il s'était tenu à l'écart, les moines dans leurs couvents, les prêtres dans leurs églises, se bornant à prier pour la cessation du fléau et n'assistant les mourants que s'ils en étaient requis par ordre. On leur avait même reproché, à Moscou et dans d'autres villes, de fuir, d'éviter autant que possible l'approche des cholériques. On ne les vit nulle part se consacrer au service des malades, ni remplir le rôle pénible et périlleux d'infirmier dans les hôpitaux. Ils y auraient trouvé cependant des personnages éminents, des hommes riches, des femmes du monde, de frêles et délicates jeunes filles, qui avaient réclamé et obtenu comme un honneur le dangereux privilége de soigner les cholériques.

Une institutrice allemande, Mademoiselle Schulz, se fit remarquer, au grand hôpital de Wassili-Ostrow, par sa résolution héroïque et par son admirable dévouement : pendant quinze jours et quinze nuits, elle ne quitta pas le

poste qu'elle avait choisi près du lit des femmes malades. L'empereur fut instruit de cette belle action et, sur le rapport du curateur du quartier de Wassili-Ostrow, il accorda une pension de 1,200 roubles à Mademoiselle Schulz.

— Quant à moi, dit alors l'impératrice, je me charge de la dot et peut-être du mari, quand le choléra-morbus aura cessé à Saint-Pétersbourg.

Le haut clergé, du moins, avait uni ses offrandes à celles de la noblesse et de la bourgeoisie ; ainsi, le métropolitain de Moscou, Philarète, fit parvenir au gouverneur général militaire de Saint-Pétersbourg une somme de 4,000 roubles, offerte par le siége archiépiscopal de Moscou et le monastère de Saint-Serge, pour les veuves et les orphelins des cholériques.

Un autre don, qui ne fut connu que plus tard, et que l'empereur accueillit comme un pieux souvenir à la mémoire du grand-duc Constantin, arriva d'Allemagne où vivait retirée la grande-duchesse Anne Feodorovna, première femme du césarévitch : cette princesse pria le département des apanages de prélever sur son douaire, et de faire parvenir au Comité institué à Saint-Pétersbourg pour combattre le choléra, une somme de 1,000 roubles en faveur des indigents qui avaient souffert de l'épidémie.

Le choléra frappait encore cent personnes par jour dans la capitale, où le mouvement des affaires et les habitudes sociales ne se ressentaient presque plus de la présence de l'épidémie, qui ne devait pas disparaître totalement avant la fin de l'année. On se proposait déjà de réduire le nombre des lazarets spéciaux, en conservant un seul hopital par quartier, où les malades devaient être admis et traités, sous la surveillance du comité de secours et de police ; mais on avait remis en vigueur les règlements les plus sévères

des quarantaines et des cordons sanitaires aux abords de Saint-Pétersbourg.

L'empereur Nicolas était forcément détourné de la pensée du fléau qui continuait de sévir sur ses peuples, par des préoccupations politiques plus graves et plus urgentes que toutes celles qui l'avaient tourmenté depuis le commencement de son règne.

CLXXVI

La guerre de Pologne avait traîné en longueur, et quoique le résultat de cette guerre inégale ne fût douteux pour personne, l'agitation polonaise s'était fait tant de partisans, tant de foyers sympathiques en Europe, que les cabinets, ceux-là même qui avaient proclamé le principe de non-intervention, commençaient à se consulter et à s'entendre pour agir dans l'intérêt des Polonais, sinon avec des armées, du moins avec des manœuvres diplomatiques.

C'était là le résultat obtenu par les démarches incessantes des agents du gouvernement révolutionnaire de Pologne, non-seulement en France et en Angleterre, mais encore en Suède, en Turquie et même en Perse. Kniazewicz et Plater avaient été envoyés à Paris, à différentes époques; Walewski, Ielski et Niemcewicz, à Londres; Zaluski, à Stockholm; Wolicki et Linowski, à Constantinople. Les ministres et leurs bureaux étaient assiégés, en quelque sorte, par ces négociateurs semi-officiels, qui savaient, avec une adresse merveilleuse, plaider la cause des Polonais contre l'empereur de Russie.

Ils n'avaient échoué complétement qu'auprès de la Porte Ottomane, qu'ils engageaient à profiter de la guerre de Pologne pour porter une armée sur le Danube et pour déchirer le traité d'Andrinople : « Les Polonais, dit le sultan,

parlent du traité d'Andrinople comme s'ils l'avaient signé! »

L'indignation, l'exaspération du tzar ne connut plus de bornes, quand il sut que la France et l'Angleterre semblaient d'accord pour lui adresser des représentations à l'égard de la Pologne, en invoquant le maintien des traités de 1815.

Les deux premiers ministres de ces deux gouvernements, lord Palmerston et Casimir Périer, l'un cauteleux et entreprenant, l'autre audacieux, entêté et violent, s'étaient excités l'un l'autre à mettre la main dans les affaires de Pologne, non pas pour créer des embarras à la Russie, mais pour donner satisfaction au sentiment public, qui, à force d'être remué et travaillé par les manipulateurs libéraux et révolutionnaires, s'était de toutes parts soulevé avec énergie en faveur des Polonais.

Jamais, il faut le reconnaître, la ruse et le mensonge n'avaient été plus ingénieusement employés à soutenir une cause, noble et intéressante par elle-même, sans doute, mais dénuée de toute chance de succès, et condamnée d'avance par l'inexorable loi de la fatalité. Dans la presse, dans les assemblées délibérantes, dans les conseils même des Gouvernements, il y avait une sorte de mot d'ordre, pour placer la Pologne rebelle et insurgée sous la protection inviolable des traités de 1815, que la France et la Belgique n'avaient pas craint de fouler aux pieds, pour leur propre compte, dans les derniers événements. Les comités polonais étaient les moyens d'action qu'on avait fait servir, avec une prodigieuse activité, à prêcher, à organiser, pour ainsi dire, une croisade pour la Pologne, et par conséquent contre la Russie; on annonçait chaque jour une grande victoire remportée par les Polonais, une sanglante bataille perdue par les Russes. Ces fausses nouvelles excitaient l'enthousiasme des amis de la Pologne, entretenaient leurs illusions

et encourageaient leurs espérances. Les journaux étaient gagnés ou vendus à ce système permanent de tromperie, auquel se laissaient prendre les Gouvernements eux-mêmes.

On savait si peu et si mal, à Paris, la vérité sur ce qui se passait à Varsovie et en Pologne, que le roi Louis-Philippe, en assistant à une revue de la garde nationale, ne se faisait pas faute d'annoncer aux soldats citoyens, que l'armée russe était en pleine retraite, le jour même où cette armée passait la Vistule pour venir terminer la campagne sous les murs de Varsovie !

Peu de temps auparavant, Casimir Périer, qu'un habile défenseur de la Pologne avait mis hors de lui, en lui faisant lire un article amer, plutôt qu'agressif, du *Journal de Saint-Pétersbourg*, se laissait emporter à une de ses violences frénétiques, et criait aux oreilles du comte Pozzo di Borgo, qui cherchait en vain à ménager cette susceptibilité maladive : « Monsieur l'ambassadeur, vous nous trahissez ! »

Casimir Périer, sans la prudence excessive, sans les dispositions bienveillantes de l'ambassadeur de Russie, eût cent fois, par un coup de tête, par une de ces boutades capricieuses qu'il se permettait à tout propos, compromis la paix de l'Europe, et jeté la France dans les aventures d'une guerre de propagande révolutionnaire. Il dit alors, en sortant, très-soucieux, du conseil des ministres, où l'on avait discuté devant le roi les chances de succès que pourrait avoir une intervention de la France dans les affaires de Pologne :

— Je l'avoue, dit-il, chaque jour, à chaque heure du jour, nous sommes incertains si nous ne devons pas commencer la guerre.

— La guerre ! s'écria la personne à qui s'adressait cette incroyable confidence.

— La guerre de Pologne, repartit vivement le ministre ;

car il faudra tôt ou tard en venir là, si l'on trame contre nous une nouvelle coalition. En attendant, les Polonais se battent bien, et nous devons leur savoir gré de faire nos affaires, s'ils parviennent à trancher la tête de cette coalition.

Ce fut sous ces impressions, et dans ces idées, que Casimir Périer invita le duc de Mortemart à faire une démarche directe auprès de l'empereur Nicolas, pour lui représenter que la France voyait avec tristesse continuer la guerre en Pologne, et qu'elle aspirait à faire cesser cette affreuse et inutile effusion de sang; que le gouvernement français n'avait pas l'intention d'intervenir autrement que par de sages et amicales exhortations dans le sens des traités existants; mais qu'il devait réclamer impérieusement la stricte exécution de ces traités, qui avaient garanti l'indépendance et l'autonomie de la Pologne.

Le duc de Mortemart répondit que l'empereur s'était déjà expliqué à cet égard dans les termes les plus formels, et qu'on pouvait être assuré qu'il remplirait religieusement ses promesses; mais que la soumission complète des Polonais rebelles contre leur souverain devait précéder toute espèce de négociation, et même d'ouverture, au sujet du sort qui les attendait à la fin de la guerre. Il fallait donc se fier à la parole de Nicolas, qui avait, en quelque sorte, pris un engagement solennel vis-à-vis de la France, dès le commencement de l'insurrection polonaise, en déclarant qu'il ne faisait pas la guerre à la nationalité de la Pologne. Était-il possible, était-il convenable de mettre en doute, de paraître suspecter la bonne foi de l'empereur, qui avait dit « que les paroles d'un monarque doivent être inviolables comme un décret de la Providence? »

Le ministre renouvela, dans une forme plus impérative, les instructions qu'il avait données au duc de Mortemart, et

celui-ci, tout en obéissant à contre-cœur, tout en accomplissant avec une extrême réserve cette démarche dont il prévoyait l'issue, demanda un congé illimité à son Gouvernement.

Nicolas reçut le duc de Mortemart en audience particulière, et lui témoigna le regret d'apprendre que l'état de sa santé l'obligeait à partir immédiatement pour la France. L'ambassadeur émit vaguement l'espérance de revenir bientôt à son poste, dans des circonstances plus favorables aux bonnes relations de la France et de la Russie; car, ajouta-t-il, la malheureuse guerre de Pologne ne pouvait se prolonger longtemps, et le tzar aurait alors une occasion éclatante de prouver à l'Europe qu'il ne songeait pas à détruire la nationalité polonaise.

Nicolas commençait à se rembrunir et à frapper doucement avec ses doigts sur une table, en cherchant une contenance qui dissimulât sa mauvaise humeur et son impatience; il écouta toutefois en silence l'ambassadeur qui s'excusait, à chaque phrase, de ramener la pensée de Sa Majesté sur un sujet pénible et irritant.

Le duc de Mortemart exposa, dans les termes les plus mesurés, que l'opinion s'était prononcée presque généralement en France pour la Pologne; que le gouvernement du roi avait tardé jusque-là cependant à faire aucune tentative diplomatique dans l'intérêt de la cause polonaise, mais qu'il se trouvait enfin obligé de hasarder quelques représentations conciliantes auprès du cabinet de Saint-Pétersbourg : il venait donc offrir sa médiation loyale aux deux partis belligérants.

A ces mots, l'empereur se leva brusquement et se mit à marcher à grands pas dans l'appartement, sans prononcer une parole, mais en manifestant par sa pantomime qu'il ne

voulait pas entendre un mot de plus sur cette offre outrageante de médiation; puis, s'arrêtant tout à coup, les bras croisés, devant l'ambassadeur :

— Que me veut-on? dit-il avec une colère froide et concentrée; de quel droit se mêle-t-on de mes affaires? Les Polonais sont des rebelles, et comme tels je suis forcé de les punir. Ils doivent subir la peine de leur ingratitude, car ce sont aussi des ingrats. J'ai tout fait pour eux, tout! Qu'était la Pologne avant moi, avant mon frère Alexandre? Un désert de sable et de boue. Elle me doit sa prospérité, son armée, ses routes, ses finances. Les canons qu'ils tournent aujourd'hui contre moi, ce sont ceux-là mêmes que je leur ai envoyés après la prise de Varna ou plutôt après la paix d'Andrinople. Je ne suis pas seulement roi de Pologne, je suis empereur de Russie, et comme tel, je ne saurais faiblir devant l'insurrection; je suis tenu de rendre compte à Dieu, de la mission que Dieu m'a confiée. Je resterai Russe avant tout, c'est mon droit, c'est mon devoir, c'est ma politique. On ne transige pas avec des révoltés, on les force à demander merci.

Le duc de Mortemart, fort de l'estime et de l'amitié que lui portait l'empereur, essaya encore quelques timides observations sur un sujet que son auguste interlocuteur ne lui permettait pas d'aborder; il exprima le désir de pouvoir apporter à son Gouvernement, sinon une promesse formelle, du moins une espérance rassurante, concernant le sort réservé aux Polonais.

L'empereur l'interrompit avec vivacité :

— Pas un mot de plus sur ce chapitre, Monsieur le duc, pas un mot de plus, je vous en prie. Charbonnier est maître chez lui. Je ne souffrirai pas qu'on se mêle de ce qui se passe dans mes États et de ce que je ferai chez moi.

Je n'ai de compte à rendre à personne, excepté à Dieu.

Au moment où le duc de Mortemart se disposait à quitter Saint-Pétersbourg, le chevalier de Bourgoing, qui avait été mandé à Paris par son Gouvernement, revenait en Russie, avec le titre de ministre plénipotentiaire et chargé d'instructions très-précises, mais très-difficiles à mettre en pratique.

Il ne s'agissait de rien moins que d'obtenir de l'empereur la déclaration franche et explicite de la conduite qu'il se proposait de tenir à l'égard des Polonais, après les avoir soumis par la force des armes. Lord Palmerston avait offert d'adresser la même question au cabinet de Saint-Pétersbourg, mais l'ambassadeur d'Angleterre, lord Heytesbury, s'était excusé de donner suite à une démarche qu'il jugeait aussi peu convenable qu'inutile, car le comte de Nesselrode, à qui ce ministre avait exposé l'objet de cette démarche, lui avait fait comprendre que l'empereur regarderait comme injurieuse toute tentative de médiation étrangère.

Il y eut cependant une note très-catégorique, rédigée par le cabinet de Saint-James, pour établir que les priviléges garantis à la Pologne par les traités de Vienne devaient être à l'abri de toute atteinte, malgré la révolte des Polonais, attendu que le royaume de Pologne avait été constitué sous la protection des grandes puissances de l'Europe. Cette note, dont les journaux firent beaucoup de bruit, n'arriva jamais sous les yeux de l'empereur, et l'on peut même affirmer qu'elle ne fut pas remise officiellement au vice-chancelier de Russie.

La note analogue, mais plus explicite et plus concluante, que le cabinet des Tuileries avait envoyée à l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, ne servit qu'à décider la retraite du duc de Mortemart, sous forme de congé illimité.

Cette note, dans laquelle Casimir Périer avait osé déclarer qu'il n'était plus au pouvoir des gouvernements de s'opposer au vœu unanime des peuples qui demandaient à secourir la brave nation polonaise, cette note resta enfouie dans les archives de l'ambassade de France à Saint-Pétersbourg.

Elle eut, toutefois, des échos affaiblis à Vienne et à Berlin, où les ministres de France et d'Angleterre essayèrent de faire entendre à la Prusse et à l'Autriche, qu'une intervention des Puissances, pour arrêter l'effusion du sang et garantir la paix de l'Europe, aurait sans doute autant de succès dans les affaires de Pologne, que dans celles de Belgique, qui venaient d'être réglées par la Conférence de Londres.

Le comte de Nesselrode avait répondu invariablement à toutes les questions posées devant lui sur le chapitre épineux de la Pologne : « L'empereur seul sait ce qu'il veut et ce qu'il doit faire; mais il a donné assez de preuves de sa justice et de sa modération, pour qu'on ait confiance dans ses volontés souveraines. »

Le duc de Mortemart avait reculé, avait faibli dans l'exécution des ordres formels que son Gouvernement lui avait transmis par l'organe du ministre des affaires étrangères; il avait préféré renoncer à son ambassade plutôt que d'irriter davantage contre la France l'empereur de Russie; il était prévenu, d'ailleurs, que Casimir Périer exigeait que le discours du trône, à l'ouverture de la session (23 juillet) annonçât solennellement la médiation de la France en faveur de la Pologne. Il résolut donc de partir, avant que ce malencontreux discours du trône eût jeté le trouble dans les relations diplomatiques de la France avec la Russie.

M. de Bourgoing, qui arrivait dans des circonstances aussi défavorables, eut aussi la prévoyance de ne pas atten-

dre, pour remplir sa mission, que le discours du roi aux Chambres fut connu à Saint-Pétersbourg. Il sollicita, il obtint presque immédiatement une audience de l'empereur, qui le reçut au palais d'Yélaguine et qui lui témoigna très-amicalement le plaisir de le revoir.

M. de Bourgoing, qui, en plusieurs occasions notables, avait triomphé, par son insistance, son habileté et sa finesse, des plus fermes résolutions, des partis-pris les plus inébranlables de Nicolas, aborda sur-le-champ l'objet de sa visite, en demandant à l'empereur la permission de lui parler de la Pologne. L'empereur l'interrompit sèchement :

— Assez ! lui dit-il, en se levant comme pour rompre l'entretien. Je n'écouterai pas un mot sur cette affaire qui ne regarde que moi et dont tout le monde voudrait se mêler.

— Je suis chargé, au nom de la France, reprit le ministre avec une respectueuse opiniâtreté, d'intercéder pour les Polonais, qui d'un jour à l'autre seront forcés de mettre bas les armes.

— J'écouterai volontiers ce que me dira mon ami, dit l'empereur en se rasseyant en face de M. de Bourgoing, mais je n'entendrai rien de la bouche du ministre de France.

— Eh bien, Sire, reprit M. de Bourgoing, qui s'empressa de résumer dans une seule phrase tout ce qu'il aurait dit en qualité de ministre plénipotentiaire, les Polonais sont vaincus ou vont l'être; nous sommes très-inquiets de savoir comment ils seront traités par le vainqueur. Ce serait peut-être une belle occasion de revenir sur le partage de la Pologne...

— Toujours le partage de la Pologne! répliqua l'empereur avec amertume. On nous rend tous deux responsables, mon frère Alexandre et moi, de ce que nous n'avons fait ni

l'un ni l'autre. Certes, ce partage a causé des embarras à l'Europe, a fait verser bien du sang, peut en faire verser encore, mais ce n'est pas à nous qu'il faut le reprocher. Nous avons dû accepter les choses telles qu'elles existaient avant nous, et il est trop tard aujourd'hui...

— Sans doute, dit vivement le ministre; aussi, la France et l'Angleterre ne demandent-elles à Votre Majesté que de rétablir en Pologne la situation telle qu'elle était avant la guerre.

L'empereur oublia la volonté qu'il avait exprimée à plusieurs reprises de ne rien écouter sur cette question, qui l'offensait et l'irritait; il se recueillit un moment et prononça enfin, avec une amertume mélangée de tristesse, ces paroles mémorables, que le ministre de France se garda bien d'interrompre et qu'il grava scrupuleusement dans sa mémoire pour les transmettre à la postérité:

— J'ai des devoirs à remplir comme empereur de Russie. Je dois éviter de retomber dans les erreurs qui ont amené cette guerre sanglante. Entre les Polonais et moi, il ne doit plus exister que méfiance absolue. Je prouve ce que j'avance : feu mon frère avait été prodigue de bienfaits envers le royaume de Pologne. Qu'était la Pologne, lorsque Napoléon et les Français y sont venus en 1807? Un désert, un marécage. Nous y avons établi de belles et bonnes routes; nous y avons creusé des canaux; les terres ont été cultivées et sont devenues fertiles. L'industrie était nulle dans le pays, nous y avons établi des fabriques de drap; nous y avons encouragé l'exploitation des mines de fer, créé de hauts fourneaux pour le minerai, dont le sol abonde, et donné ainsi une grande extension à cette branche importante de la richesse nationale. J'ai agrandi, embelli la capitale. Les avantages accordés à l'industrie po-

lonaise pour les débouchés de ses produits nouveaux, ont même excité l'envie de mes autres sujets. J'ai ouvert aux négociants de ce royaume les marchés de mon Empire : ils ont pu porter ces produits au loin, jusque sur les extrêmes frontières de la Russie. Le Commerce russe a pu dire, à cette occasion, que tous ces avantages étaient accordés à mes *fils cadets* aux dépens de mes fils aînés. Vous allez me répondre que ce ne sont là que des bienfaits matériels et que les cœurs renferment d'autres sentiments que ceux de l'intérêt? Fort bien! Voyons si, pour flatter ces sentiments intimes, ces souvenirs de patrie, de nationalité, et même le sentiment libéral, nous n'avons, mon frère et moi, pas fait tout ce qui était possible? L'empereur Alexandre avait rendu aux Polonais le nom de royaume de Pologne, ce que Napoléon lui-même n'avait pas osé faire. Mon frère leur avait laissé l'enseignement public dans leur langue nationale, leur cocarde, leurs anciens ordres royaux, celui de l'Aigle-Blanc, celui de Saint-Stanislas, même l'Ordre Militaire, qu'ils portaient en souvenir de guerres faites avec vous et contre nous. Ils avaient une armée complétement distincte de la nôtre et portant les anciennes couleurs nationales. Nous leur avions enfin accordé tout ce qui satisfait les intérêts et de plus tout ce qui flatte les sentiments d'un légitime orgueil... Eh bien! ils n'ont tenu aucun compte de tant de bienfaits : ils ont eux-mêmes rompu le pacte fondamental de la Constitution, ils ont trahi leurs serments, ils ont tenté d'assassiner lâchement leur bienfaiteur, mon pauvre frère Constantin, qui n'avait pas eu d'autre tort que de se faire leur aveugle et complaisant avocat; ils ont voulu allumer la guerre civile dans les provinces de mon Empire et y propager la révolution; ils s'efforcent encore d'ameuter contre moi les peuples et les gouvernements de l'Europe; ils me poursuivent, ils

m'attaquent partout avec les armes du mensonge et de la calomnie... Ce ne sont pas seulement des rebelles, ce sont des ingrats, ce sont des méchants! Je puis leur faire grâce, mais non leur pardonner.

Nicolas possédait à un très-haut degré le don de la parole; son langage, bref et concis, était dépouillé d'ornements superflus, mais l'expression en était toujours juste et claire, souvent heureuse et bien choisie. La beauté de son organe, la dignité un peu fière de son débit, qui n'excluait pas quelquefois une sorte de familiarité gracieuse et bienveillante, ajoutaient à la puissance de son talent oratoire; il charmait, il séduisait ceux mêmes qu'il ne persuadait pas.

Jamais, au reste, il n'avait formulé son opinion avec plus de netteté, avec plus de force, avec plus d'éloquence, que dans cette allocution, où il exposa ses griefs contre les Polonais, en traçant le tableau des bienfaits qu'ils avaient payés d'une si complète ingratitude. M. de Bourgoing resta quelques instants ému et subjugué par cette vigoureuse et touchante argumentation politique, dont la conclusion était facile à deviner.

L'empereur, depuis la mort du grand-duc Constantin, ne savait plus se défendre d'un profond ressentiment contre les Polonais; il était averti, par les enseignements du passé, de s'armer de précautions pour l'avenir; il voulait encore pardonner aux rebelles, mais, dans sa pensée, le royaume de Pologne avait cessé d'exister.

M. de Bourgoing eut la prudence de ne pas heurter le sentiment de l'empereur et de laisser aux événements et aux circonstances la tâche de le ramener à d'autres idées, à d'autres desseins. Il chercha seulement à émouvoir la pitié du souverain envers ses sujets coupables et malheu-

reux; en un mot, il plaida la cause des Polonais et non celle de la Pologne.

— Ils ont été ingrats, je l'avoue, dit-il en n'essayant pas de les justifier, ils ont été ingrats, mais ils ne le seront plus, si vous leur pardonnez, Sire, si vous leur conservez les avantages qu'ils avaient reçus de vous et de l'empereur Alexandre. Il faut vous les attacher par la reconnaissance; il faut les gagner et les vaincre, à force de grandeur d'âme, à force de générosité.

L'empereur résistait encore et invoquait la raison d'État, pour se mettre en garde contre de nouvelles trahisons et de nouvelles ingratitudes. Mais le ministre de France, qui s'était convaincu, dans ce long entretien, que la chute de Varsovie était imminente et que la révolution de Pologne touchait ainsi à son terme, ne voulait pas quitter l'empereur, sans lui avoir arraché la promesse de pardonner aux Polonais. Il y réussit, à force d'adresse et de persévérance, en rappelant à Nicolas « les plus belles paroles de son règne, » celles que ce prince avait adressées à ses généraux, officiers et soldats de la garde russe, après leur avoir annoncé la révolte de Varsovie et la guerre qui en serait la conséquence inévitable.

Ces nobles et paternelles paroles, M. de Bourgoing les avait entendues de ses propres oreilles, le 15 décembre 1830, dans la salle d'exercice du palais Michel : « Mes amis, avait dit l'empereur à ses troupes, qui juraient de venger l'honneur de la Russie et de leur souverain, lorsque vous marcherez contre les Polonais, souvenez-vous que vous êtes frères du même sang. »

— Sire, ajouta le ministre avec autant de délicatesse que d'à-propos, vous vous souviendrez aussi que les Polonais sont vos enfants.

Nicolas garda le silence pendant quelques instants : il était visiblement ému.

— Eh bien, oui, j'y consens, dit-il en prenant la main de M. de Bourgoing, je ferai une dernière tentative. Ce que vous me dites là me frappe... Oui, j'offrirai encore une fois le pardon aux rebelles!... Je ferai cela pour vous personnellement, à cause de ce que vous venez de me rappeler, mais non pas parce que les Puissances me font des représentations. Les Puissances ne doivent pas intervenir entre moi et mes sujets : je ne le permettrai jamais. J'enverrai donc aujourd'hui même un aide de camp proposer aux insurgés de se soumettre : s'ils s'en rapportent à ma clémence, je serai indulgent, généreux envers la Pologne; mais, s'ils s'obstinent dans leur rébellion, si c'est le sort des armes qui décide, il n'y aura plus entre nous que la défiance la plus absolue.

L'empereur, en effet, fit partir, ce jour-là même, un de ses aides de camp, avec des lettres pour le grand-duc Michel et pour le maréchal Paskewitch : les propositions honorables et avantageuses qu'ils étaient chargés de présensenter, de la part du tzar, aux chefs de l'armée polonaise, devaient être appuyées de ce manifeste, qui n'eut en Pologne qu'une publicité très-bornée et qui fut sans résultat immédiat; mais on ne saurait douter que les offres généreuses de l'empereur n'aient eu, sur les généraux polonais, une influence morale qui ne contribua pas peu à terminer la guerre :

« Polonais,

« Notre proclamation du 5/17 décembre 1830 vous a fait connaître Nos intentions. Elles ont été méconnues jusqu'à présent. Votre souverain vous offrait les moyens d'ex-

pier l'erreur d'un moment par un prompt retour au devoir.

« Loin d'écouter sa voix, vous avez suivi les perfides suggestions de quelques ambitieux qui se jouent de la destinée des peuples. Ces hommes de malheur ont voulu rendre toute réconciliation impossible. Ils ont provoqué des actes qui devaient vous compromettre sans retour et vous fermer à jamais le chemin du pardon. Ils ont prêté à votre roi des intentions qui étaient loin de sa pensée.

« Cependant une lutte sanglante et opiniâtre s'est engagée, d'affreuses calamités ont désolé votre patrie, des milliers de vos braves ont péri victimes d'un funeste égarement.

« Mais la Providence divine n'a pas permis que les vues ambitieuses de ceux qui prodiguent votre sang et les richesses de votre pays, s'accomplissent. Déjà les provinces de l'Empire qu'ils cherchaient à soulever sont rentrées dans l'ordre et dans l'obéissance. Les corps destinés à y porter le trouble et la dévastation ont été détruits ou refoulés sur des territoires étrangers. Les troupes envoyées pour les combattre vont renforcer l'armée principale. Celle-ci a franchi la Vistule, que vous regardiez comme un obstacle insurmontable. Elle marche sur Varsovie. De nouveaux combats se préparent. Ils ne sauraient avoir que des conséquences désastreuses.

« Dans ce moment décisif, Nous vous adressons encore des paroles de paix et de clémence. Puissiez-vous les comprendre aujourd'hui! Ceux qui ont voulu vous associer à leurs crimes et vous entraîner dans leur perte se sont efforcés de faire naître parmi vous la conviction que vous n'aviez de choix qu'entre la mort et le désespoir, le supplice et l'exil. N'ajoutez aucune foi à de si odieuses suggestions. Les événements qui se sont passés ne vous ont pas fermé le

chemin du salut. Revenez à votre devoir, abjurez franchement de criminels desseins, et Nous serons encore prêt à vous accueillir. Les sentiments paternels qui ont dicté l'ukase d'amnistie du 4 (16, nouv. st.) juin Nous guideront dans Nos déterminations à votre égard.

« Mais une soumission prompte et entière peut seule vous y donner des droits.

« Donné à Tzarskoé-Sélo, le 17/29 juillet de l'an de grâce 1831 et l'an six de Notre règne.

« NICOLAS.

« *Contre-signé :*

« Comte Étienne GRABOWSKI, *ministre secrétaire d'État.* »

A peine l'aide de camp porteur de cette proclamation et des instructions de l'empereur était-il parti pour le quartier-général de l'armée de Pologne, qu'un courrier apporta un rapport du commandant en chef, annonçant que les principales forces de cette armée avaient opéré avec succès leur passage sur la rive gauche de la Vistule.

CLXXVII

Le mouvement général de la grande armée commença le 4 juillet, comme Paskewitch l'avait ordonné; les troupes, divisées en quatre colonnes, devaient régler leur marche, de manière à être rendues en quelques jours à l'endroit qui avait été choisi pour passer le fleuve.

La première colonne, à l'extrême gauche, se composait de cavalerie sous les ordres du comte de Witt et se dirigeait, par la route de Plonsk, vers la ville de Plock, que les Cosaques avaient déjà occupée depuis plusieurs jours; la seconde colonne, commandée par le prince Schakhowskoï, était formée du corps de grenadiers et s'avançait de Kleczewo par Sochoczyn; le feld-maréchal se trouvait en personne dans cette colonne. La troisième, qui comprenait toute la garde, sous le commandement du grand-duc Michel, était partie de Rozan pour arriver à Bielsk, en passant par Makow et Ciechanow; la quatrième, partie également de Rozan, se portait sur la ville de Lipno, par Prasnysz, Mlawa et Sierpe.

Les fortes pluies, qui n'avaient pas cessé de tomber depuis dix jours, détrempaient les chemins et rendaient la marche des troupes très-difficile dans un pays marécageux, boisé et coupé par beaucoup de petites rivières : il ne fal-

lait donc pas s'écarter des grandes routes qui étaient toujours praticables, quoique souvent étroites et endommagées par les eaux.

L'armée polonaise se trouvait encore en grande partie sur la rive droite de la Vistule, en avant de Praga. Mais les chefs n'étaient pas d'accord sur le plan à suivre pour arrêter l'armée russe et l'empêcher de transporter ses opérations sur la rive gauche : les uns proposaient de la harceler, sans la combattre en bataille rangée, et de ne pas lui laisser le temps de construire des ponts sur la Vistule; d'autres, au contraire, voulaient qu'on la forçât de livrer bataille entre Plonsk et Modlin, et que le sort de la Pologne fût décidé ainsi dans une seule journée; quelques-uns étaient d'avis de ne pas mettre obstacle à son passage de l'autre côté du fleuve, et de l'éloigner par là de ses magasins de vivres et de munitions.

— Si nous battons les Russes sur la rive droite, disait le nonce Gostkowski, ce sera toujours à recommencer; en les battant sur la rive gauche, nous avons l'espoir de les anéantir, de les forcer à mettre bas les armes, de les prendre par la famine et de les détruire en détail.

C'était là le sentiment du généralissime Skrzynecki, qui depuis la bataille d'Ostrolenka semblait avoir perdu confiance dans ses troupes et n'osait plus les engager à la fois dans une grande bataille, où leur intrépidité et leur héroïsme ne suppléaient point à la discipline et à l'instruction militaire. Voilà pourquoi Skrzynecki avait séparé ses forces en plusieurs détachements qui devaient agir à distance l'un de l'autre et qui étaient destinés à entraver la jonction des différents corps de l'armée russe.

Skrzynecki était à Modlin avec une vingtaine de mille hommes; il resta enfermé dans cette forteresse, comme

s'il craignait que les Russes ne vinssent l'assiéger ; il avait envoyé à Plonsk les divisions des généraux Turno et Milberg : ces généraux ne firent qu'observer la colonne du général comte de Witt, et se retirèrent sans avoir brûlé une cartouche, lorsque le gros de l'armée russe se fut concentré autour de Plonsk, où Paskewitch établit son quartier-général.

Le détachement de Chrzanowski faisait face au corps du général Golowine, qui avait ordre de faire une pointe sur Praga pour détourner l'attention et les forces des Polonais ; le corps de Golowine, en effet, s'avançait en trois colonnes, en ayant l'air de menacer Praga, mais il n'alla pas plus loin que Minsk, où il rencontra l'ennemi, et il se replia lentement sur Siedlce.

Les corps d'armée des généraux Rosen et Rudiger faisaient en même temps un mouvement analogue, en se portant sur la haute Vistule, pour attirer de ce côté une partie de l'armée polonaise, qui n'était pas capable de leur fermer le passage du fleuve, sur une étendue de trente lieues.

Les divisions de Turno et de Milberg, s'écartant tout à coup de la Vistule et du quartier-général de Skrzynecki, étaient allées au-devant de deux divisions russes commandées par les généraux-majors Gagarine et Gerstenzweig, qui arrivaient de Pultusk par la route de Sohoczyn et formaient l'arrière-garde de la grande armée russe.

Paskewitch s'était arrêté à Plock où, pendant plusieurs jours, il fit semblant de vouloir passer la Vistule à cet endroit même, mais il attendait que ses ponts fussent achevés sur un autre point du fleuve, plus favorable à cette opération difficile. C'était, il est vrai, une entreprise bien audacieuse et bien téméraire, que de tenter le passage d'un fleuve large, profond et impétueux, presque en pré-

sence d'une armée ennemie qui n'avait qu'à faire une démonstration pour rendre ce passage impossible ; mais l'armée polonaise n'eut pas l'air de soupçonner que toutes les dispositions des Russes étaient prises, dans le but de traverser la Vistule, à vingt-cinq lieues au delà de Plock.

On assure que Skrzynecki, prétextant qu'il avait reçu du gouvernement français l'avis d'éviter avec soin une bataille qui pouvait compromettre le sort de la Pologne, confié désormais aux négociations diplomatiques, donna des ordres formels à tous ses généraux, dans le but de prévenir toute espèce de combat sérieux, et resta lui-même sur la défensive. Paskewitch, de son côté, n'avait garde de songer à l'attaquer, et il avait ordonné simultanément à ses chefs de corps de ne point en venir aux mains avec les rebelles, pour ne pas déranger ni retarder la marche de l'armée et surtout pour éviter une effusion de sang inutile.

Il y eut donc ainsi entre les belligérants une sorte de trêve tacite, que le parti extrême de la révolution regarda dès lors comme une trahison de la part de Skrzynecki, et celui-ci, loin de s'en cacher devant ses généraux qui le contrariaient sans cesse dans ses projets et dans ses plans, disait hautement qu'une bataille livrée serait la perte de la Pologne et qu'il fallait, en prolongeant la guerre, sans verser de sang, donner à la France et à l'Angleterre le temps de faire triompher leur intervention pacifique.

On le vit donc, après avoir gardé ses positions en avant de Modlin pendant que Paskewitch était à Plock, ordonner à son armée un mouvement de retraite général sur Praga, tandis que les Russes continuaient leur marche sur les bords de la basse Vistule, et venir manœuvrer tranquillement sur la route de Minsk et de Kaluszin, que la division de Gowine avait déjà évacuée, en abandonnant même la ville

de Siedlce, où ne se trouvaient plus les magasins de l'armée russe.

On ne savait pas, au quartier-général de l'armée polonaise, que le passage de la Vistule aurait lieu à Osiek, près de la frontière prussienne, et que tout avait été secrètement préparé pour effectuer ce passage.

L'endroit que le colonel Vitingoff, un des officiers les plus distingués du corps des ingénieurs, avait désigné pour l'établissement des ponts, était situé dans la partie la plus large du fleuve ; mais deux îles couvertes de broussailles s'élevaient au milieu et facilitaient la communication entre les deux rives, d'autant mieux que le lit de la Vistule n'offrait pas une grande profondeur sur ce point-là. Le colonel Vitingoff avait employé tous les pionniers et la compagnie de l'équipage des marins de la garde, à construire les ponts avec les matériaux qu'il tirait de la Prusse.

Le premier pont, établi sur bateaux pour joindre la rive droite à la plus grande des deux îles, n'avait pas moins de sept cent quarante pas de longueur ; un second pont sur pontons, jeté entre la première île et la seconde, était long de six cents pieds, et un troisième pont, à deux voies, sur pontons, partant de cette seconde île, avait deux cent quarante pas de longueur pour réunir l'île à la rive gauche du fleuve, qui a près d'une werste de large en cet endroit.

Les ponts, solidement construits, étaient presque achevés dans la journée du 11 juillet; déjà une quantité de bateaux, frétés en Prusse pour le transport des vivres, remontaient la Vistule et venaient se mettre sous la protection d'une brigade d'infanterie, qui était allée, avec six pièces de canon, prendre possession des deux îles, lesquelles formaient une espèce de place d'armes au centre des ponts et qui furent mises en état de défense par des retranchements et des batteries.

Pendant ce temps-là, quelques escadrons de Cosaques, lancés sur la rive gauche, parcouraient le pays en éclaireurs et ne découvraient nulle part l'ennemi, car les postes les plus avancés des Polonais ne s'étendaient pas au delà de Wrozlawek.

Les Russes, après une halte de trois jours aux alentours de Plock, s'étaient mis en marche le 11 juillet et s'acheminaient lentement vers la frontière prussienne, en tournant le dos à l'ennemi qui, loin de les poursuivre et de les inquiéter, avait totalement disparu. L'arrière-garde commandée par le comte de Witt restait immobile, il est vrai, et couvrait ainsi le mouvement général de l'armée. Les Polonais pouvaient donc ignorer jusqu'à un certain point la direction et le but de la marche des Russes.

La pluie ne cessait pas, les routes étaient inondées; la circulation de l'artillerie et des bagages devenait de jour en jour plus pénible. Cependant, comme l'armée n'eut pas à tirer un coup de feu dans son trajet de Plock à Osiek, elle put se trouver en partie rassemblée, au bord de la Vistule, entre Lipno et Dobrzyn, dans la soirée du 16 juillet.

Le passage commença le lendemain, à cinq heures du matin; la colonne du général comte Pahlen passa la première et alla sur-le-champ s'établir à Slonsk près du rivage, en portant son avant-garde à Racionzek, sans avoir rencontré le moindre obstacle. On fit aussitôt défiler les bagages, qui pendant trente-six heures occupèrent les ponts et retardèrent le mouvement de l'armée. Ce n'est que dans la nuit du 19 que la grande armée s'ébranla pour passer sur la rive gauche; elle avait en tête de colonne l'artillerie de réserve, derrière laquelle s'avançaient successivement le détachement du lieutenant-général Mourawieff, l'infanterie et la cavalerie de la garde, une brigade

de la troisième division de cuirassiers, et les grenadiers commandés par le prince Schakhowskoï.

Une crue d'eau extraordinaire produite par les pluies causa quelques avaries aux ponts qui furent promptement réparés, et, dans la journée du 19, la plus grande partie de l'armée se trouva transportée sur la rive gauche.

Le feld-maréchal Paskewitch avait ordonné de détruire les ponts après le passage de l'arrière-garde, dans le cas où cette arrière-garde, échelonnée au-dessus de Lipno, entre Glodowskompe et Kamen-Katowo, serait attaquée par les Polonais qui avaient quelques avant-postes en face de ceux de la cavalerie russe. Mais, dans la nuit du 19, les Polonais s'étaient retirés sans bruit dans la direction de Modlin, et le général en chef jugea que le comte de Witt pouvait garder sa position sur la rive droite, jusqu'à ce qu'il eût été rejoint par le général-major Gagarine.

Pendant le passage du gros de l'armée, lequel ne fut troublé par aucune hostilité, le général comte Pahlen avait reçu l'ordre de continuer sa marche en avant et s'était porté, sans rencontrer l'ennemi, vers le village de Lowiczek, où il fut accueilli à bras ouverts par les habitants. Les autres corps avaient pris position, celui de la garde à Sersznovo et celui des grenadiers à Brudnow. Le quartier-général de Paskewitch était établi dans le bourg de Racionzek.

Les Russes avaient été reçus avec joie par les habitants qui, accablés d'impôts et de prestations en tout genre, persécutés pour le service militaire et opprimés par les agents subalternes du gouvernement révolutionnaire, attendaient comme une délivrance la fin de cette horrible guerre. Le général en chef, en arrivant à Racionzek, avait fait publier la proclamation suivante :

« Ayant passé sur la rive gauche de la Vistule, je somme tous les habitants du royaume de Pologne de rester tranquilles dans leurs habitations, et je les exhorte à se livrer sans crainte à leurs occupations. Je sais que beaucoup de gens de la campagne, égarés par les malintentionnés, ont pris les armes contre le Gouvernement légitime : je les somme de déposer leurs armes et de retourner dans leurs demeures et à leurs travaux. »

Cette proclamation était accompagnée d'un avis ainsi conçu : 1° Tous les habitants des campagnes, pris les armes à la main, seront éloignés de leurs familles ; 2° les habitants qui resteront dans leurs demeures ne courent aucun risque, et tous les objets nécessaires aux troupes russes devront être payés en argent comptant, à l'exception des fournitures de bois et de fourrages, pour lesquelles on délivrera des quittances qui serviront plus tard en guise d'argent dans le payement des impôts ; 3° pour le maintien de la tranquillité et l'administration de la justice, il sera établi, dans tous les lieux occupés par les troupes russes, un gouvernement provisoire, dont le général-major Dombrowski est nommé chef suprême.

Le feld-maréchal espérait que la nomination de ce général polonais inspirerait de la confiance aux populations et les engagerait à rentrer dans le devoir. Il était résolu néanmoins à pousser ses opérations avec vigueur, pendant que la rive gauche de la Vistule était encore sans défense et que l'armée polonaise semblait s'endormir sur la rive droite, où elle n'avait plus d'ennemis à combattre. On croyait qu'une grande bataille sous les murs de Varsovie déciderait enfin de la guerre et du sort de la Pologne.

L'empereur Nicolas fut très-satisfait d'apprendre le pas-

sage de la Vistule, que l'on devait considérer comme le plus beau fait d'armes de la campagne et dont l'honneur revenait en partie au feld-maréchal Diebitsch et au général Toll, qui avaient préparé les plans que Paskewitch venait d'exécuter si heureusement.

Cependant ce glorieux succès ne fut célébré à Saint-Pétersbourg, par aucune messe d'actions de grâces, par aucun *Te Deum ;* on ne tira pas un coup de canon, à l'occasion de cette grande nouvelle qui paraissait devoir précéder de bien peu de jours la capitulation de Varsovie. L'empereur ne voyait, dans la guerre de Pologne, qu'une odieuse guerre civile, où le souverain était obligé, pour obéir aux ordres de la Providence, de défendre le trône et la patrie contre des rebelles. Mais son cœur gémissait douloureusement, après une victoire aussi bien qu'après une défaite, car vainqueurs ou vaincus, c'étaient toujours ses sujets qui arrosaient de leur sang le sol de la patrie, c'étaient ses enfants qui se déchiraient entre eux dans une lutte sacrilége.

Depuis le commencement de la guerre, il ne souffrait pas qu'on en parlât devant lui, et les rapports officiels qu'il faisait insérer dans les suppléments du *Journal de Saint-Pétersbourg*, en ayant soin de supprimer les détails qui auraient pu leur donner un caractère de ressentiment et de représailles, ces rapports tronqués et incomplets, secs et incolores, mais calmes et dignes, n'avaient pas d'écho à la cour, où on les lisait comme en cachette, où on ne laissait pas soupçonner qu'on les avait lus. C'est à peine si, dans les conversations autour de l'empereur, on parlait des officiers qui figuraient parmi les morts et les blessés, quelle que fût la notoriété de leur nom et de leur rang, car ce sujet d'entretien déplaisait visiblement à Nicolas, qui n'a-

vait garde cependant de l'éloigner de sa pensée et qui, au contraire, se faisait remettre exactement les tristes inventaires des pertes que son armée avaient faites.

— Je suis bien malheureux! disait-il à l'impératrice, qui partageait à cet égard son chagrin et ses préoccupations. Cette affreuse guerre ne se terminera donc jamais! On m'a demandé de faire acte de clémence et d'offrir aux rebelles un pardon qu'ils ne méritaient pas. Je suis sûr que cette condescendance de ma part ne servira qu'à fortifier et à prolonger la rébellion. Les Polonais sont assez orgueilleux et assez aveugles pour s'imaginer que je les crains et qu'ils pourront me forcer à leur faire des concessions impossibles! Je gémis de voir ces obstinés travailler avec tant de courage à leur propre perte, à leur ruine, à leur malheur.

On attendait de jour en jour la nouvelle d'une bataille décisive sur la rive gauche de la Vistule, mais le premier rapport du général en chef, daté du 19/31 juillet, n'annonça pas même que l'armée polonaise se fût mise en mouvement pour aller à la rencontre de l'armée russe. Celle-ci cependant avait quitté la position qu'elle occupait, entre Brzesc-Kinawski, Nieszawc et la frontière de Prusse, pour se porter en avant par Kowal et Gostynin; elle était venue camper aux environs du village de Gombin, et elle avait fait halte, pour se reposer, jusqu'à ce qu'on eût des renseignements certains sur la situation de l'armée des rebelles.

Il n'y avait dans le pays, à vingt-cinq lieues à la ronde, que des troupes irrégulières, armées de faux, à peine organisées : le colonel Kouznetsoff avait été chargé de parcourir le palatinat de Kalisz, avec le régiment de Cosaques du grand-duc héritier, pour dispèrser ces milices, que la levée en masse avait mises en campagne. Les généraux-majors

Gagarine et Gerstenzweig avaient rejoint le gros de l'armée, après avoir culbuté un corps de rebelles commandés par Milberg et Turno (23 juillet); le général comte de Witt n'était pas resté sur la rive droite, où il n'y avait plus un seul ennemi, et déjà Paskewitch l'envoyait avec ses Cosaques en reconnaissance jusqu'à la ville de Lowicz, où l'on disait que la garnison serait en état de soutenir un siége.

Le feld-maréchal ne laissait pas ignorer à l'empereur qu'une prudente temporisation de sa part amènerait peut-être, sans nouvelle effusion de sang, un dénoûment pacifique et la soumission des rebelles, car le parti de l'ordre et de la conciliation avait fait de tels progrès à Varsovie, depuis le passage de la Vistule par l'armée russe, qu'on pouvait s'attendre à la chute prochaine du gouvernement révolutionnaire.

Ce fut sous l'impression de ces dernières nouvelles, que l'empereur Nicolas put considérer comme un heureux augure la naissance du fils que lui donna l'impératrice, et qui naquit au palais de Tzarskoé-Sélo, le 8 août. Il annonça, par un manifeste, à ses sujets, que cet accroissement de la maison impériale était une nouvelle marque de bénédiction que l'Être suprême accordait à l'Empire, et que le nouveau-né avait reçu le nom de Nicolas. Il voulut que ce manifeste fût répandu à profusion en Pologne, et on le lut en langue polonaise affiché jusque dans les rues de Varsovie : c'était une réponse indirecte au décret de la Diète sur la déchéance de la famille Romanoff.

La naissance du grand-duc Nicolas ne fut célébrée en Russie que par les actions de grâces de l'Église, car le deuil ordonné à l'occasion de la mort du césarévitch devait durer trois mois dans toute sa rigueur, ce deuil se confondant avec tous les deuils que le choléra-morbus avait multipliés

dans les familles, car aucune, pour ainsi dire, n'avait été épargnée.

L'épidémie avait cessé à Riga et à Cronstadt, mais elle venait de se raviver avec plus de force à Saint-Pétersbourg, sous l'influence des chaleurs de l'été ; elle ne paraissait pas près de s'apaiser dans divers gouvernements, où elle n'avait fait d'abord que peu de victimes et qu'elle désolait maintenant avec un redoublement de fureur. Les populations étaient consternées, et les bruits d'empoisonnement, propagés par la malveillance autant que par la crédulité, avaient acquis toute la puissance d'un fait authentique et irrécusable.

Ce n'étaient plus les Polonais qu'on accusait d'empoisonner les eaux des puits et des fontaines : ici, on cherchait les empoisonneurs parmi les juifs; là, comme on l'avait vu à Saint-Pétersbourg, on s'en prenait aux médecins et aux pharmaciens. Les émeutes et les massacres recommencèrent.

Ce fut bien pis dans les colonies militaires de Novogorod, où des excès horribles, des cruautés sauvages, des actes monstrueux surpassèrent tout ce qu'on avait vu de plus atroce en ce genre depuis l'invasion du choléra. Il est impossible de ne pas attribuer le vertige qui s'était emparé des paysans et des soldats, à un de ces complots abominables que le génie du mal invente et met en œuvre quelquefois pour l'épouvante de l'humanité. On sait que de tout temps il a existé parmi le peuple russe, si bon, si doux, si docile et si religieux de sa nature, différentes sectes étranges et mystérieuses qui semblent conserver les traditions du fanatisme religieux de l'Inde et qui sont capables des aberrations les plus inexplicables.

Le choléra s'était déclaré, dit-on, dans les colonies mili-

taires du corps des grenadiers, avec des symptômes plus bizarres et plus effrayants que ceux qui l'accompagnaient ordinairement; ce qui résultait sans doute de l'abus des boissons fermentées qu'on fabrique en abondance dans le gouvernement de Novogorod. Ces boissons exaltèrent, dans tous les cas, les passions brutales, les instincts féroces de cette population agricole, soumise habituellement à la discipline la plus méticuleuse. La mortalité s'accrut dans une effrayante proportion : ceux que le fléau n'avait pas encore atteints continuaient de s'enivrer au milieu des cadavres.

On avait déjà tué les médecins, on décida qu'on tuerait tous les officiers. Les paysans et les soldats ivres, chantant des psaumes et blasphémant, parcouraient les villages, s'emparaient des officiers de tous grades et les faisaient périr dans d'affreux supplices. Quelques-unes des victimes essayèrent de se défendre; elles ne furent traitées qu'avec plus de barbarie. On les pendait à des arbres et on les hachait à coups de sabre, ou bien on les attachait par les bras à des poteaux et on les lardait à coups de baïonnette, ou bien encore on les brûlait vifs dans leurs maisons.

Plusieurs officiers qui s'étaient fait aimer de leurs soldats voulurent les ramener à la raison, en leur adressant de sévères et paternelles admonitions :

— Oui, nous vous aimons, nous vous respectons, leur disaient les soldats en pleurant; vous avez été toujours bons pour nous. Mais, que voulez-vous? c'est la destinée, il faut vous tuer, pour obéir au grand dieu du choléra.

Ceux qui se résignaient à leur sort, pour échapper aux insultes et aux mauvais traitements de leurs bourreaux, étaient simplement fusillés à bout portant, et les assassins leur demandaient la permission de les embrasser, avant de leur donner la mort.

Un capitaine instructeur, sachant bien qu'il n'échapperait pas à ce massacre, attendit, en fumant, les égorgeurs, et continua de fumer à leur approche : « Achevez votre pipe, lui dirent-ils, nous reviendrons tout à l'heure. » Et ils ne manquèrent pas de revenir.

Deux généraux et deux cent vingt officiers périrent ainsi, avec des femmes et des enfants.

En apprenant ces épouvantables nouvelles, l'empereur versa des larmes d'indignation, et tout à coup, comme inspiré, il prit la plume et rédigea cet éloquent manifeste adressé à tous ses sujets :

« Par la grâce de Dieu, Nous, Nicolas premier, empereur et autocrate de toutes les Russies, etc., etc.

« Au milieu des soins et de la sollicitude avec laquelle Nous veillons à la prospérité de la nation chérie qui Nous a été confiée par le Tout-Puissant, Nous avons vu avec douleur la propagation du choléra dans l'étendue de Notre Empire. Nous soumettant avec résignation aux décrets impénétrables du Très-Haut, Nous n'avons épargné aucun effort pour porter secours à ceux que cette maladie épidémique avait atteints, et pour préserver, dans la contagion, les endroits où elle n'avait pas encore pénétré. L'année dernière, à la première nouvelle que le choléra-morbus, qui régnait au delà du Caucase, avait franchi ce boulevard et s'approchait graduellement des provinces de l'intérieur, le Gouvernement se vit dans la nécessité de prescrire de sévères mesures sanitaires et de police, mais la mise à exécution de ces mesures rencontra, dès le commencement, quelques difficultés de la part du bas peuple. Au lieu de supporter avec humilité chrétienne cette pénible épreuve infligée par Dieu, et de se soumettre volontairement aux

mesures prises pour le salut public, quelques insensés s'efforcèrent, dans plusieurs endroits, de s'y opposer, uniquement par la raison qu'elles ne pouvaient harmoniser avec leur genre de vie ordinaire et avec les intérêts de leur industrie. Mais ces difficultés furent écartées par une surveillance active et rigoureuse; des secours de l'art, portés avec zèle, affaiblirent l'intensité de la maladie à Moscou et dans les gouvernements où elle s'était déjà manifestée, et l'observation des règlements de quarantaine préservèrent un grand nombre de villes et la capitale même, dont l'épidémie s'était dès lors très-rapprochée. Nous Nous rappelons, à cette occasion, avec reconnaissance, la conduite admirable de toutes les classes de la population de Moscou, l'ancienne capitale et la gloire de notre patrie; elles ont encore donné, quand la calamité les eut atteintes, l'exemple d'une humilité chrétienne digne de tout éloge et d'imitation, d'un dévouement unanime et d'une obéissance absolue à toutes les mesures prescrites par le Gouvernement.

« Au commencement du printemps dernier, l'apparition du choléra, d'abord à Riga et ensuite à Rybinsk, centre des communications fluviales de Saint-Pétersbourg avec les gouvernements de l'intérieur, fit sentir de nouveau la nécessité d'établir des quarantaines pour la sûreté de cette capitale; mais, sur ces entrefaites, la maladie, se propageant rapidement par les voies de communication, pénétra dans la capitale, vers le milieu du mois de juin. Toutes les mesures nécessaires, préparées dès l'année précédente, furent prises aussitôt. Mais le bas peuple, doutant de leur utilité et de leur indispensable nécessité, excité en outre par des malintentionnés, tenta de s'opposer par force aux dispositions des autorités locales : dans sa fureur insensée, le peuple se précipita sur les gardiens de l'ordre public et

sur les gens de l'art, qui sacrifiaient leur propre vie pour soulager l'humanité souffrante; il ne revint à lui qu'après que Notre présence personnelle l'eut persuadé de la juste indignation avec laquelle nous avions appris les violences qu'il avait commises, et qu'il se fut assuré que les perturbateurs de l'ordre et de la tranquillité publique n'échapperaient point à la juste punition qu'ils avaient mérité.

« En même temps, des bruits absurdes furent répandus au sujet des causes prétendues de la mortalité parmi le peuple. Malgré les avis publiés par le Gouvernement pour tranquilliser les esprits, des gens crédules élevèrent des doutes sur l'existence d'une maladie contagieuse, jusqu'alors inconnue en Russie, mais familière à plusieurs contrées de l'Orient et qui avait signalé son existence par des ravages affreux; ils attribuèrent la calamité à l'empoisonnement! Ces bruits n'eurent pas de suites graves dans la capitale; mais, en se propageant dans quelques gouvernements, et particulièrement sur la route de Saint-Pétersbourg à Moscou, ils donnèrent lieu à des troubles et à des désordres. Des crimes, étrangers à la population généreuse et orthodoxe de la Russie, ont été commis dans la ville de Staraïa-Roussa et dans les districts des colonies militaires du corps de grenadiers, où les paysans, exaspérés par les bruits que l'on faisait courir sur les empoisonnements, ont porté leurs soupçons sur les médecins et sur leurs propres chefs, et oublié l'obéissance prescrite envers les autorités par la sainte Église. Maintenant, l'ordre est partout rétabli; les coupables ont été remis entre les mains du Gouvernement par ceux mêmes qu'ils avaient égarés, et les principaux d'entre eux recevront un châtiment exemplaire conformément aux lois.

« Nous sommes convaincu que tous Nos fidèles sujets ap-

prendront avec une égale indignation les tentatives criminelles de gens qui ont osé s'opposer à Nos soins paternels. Quelle ne sera pas la douleur de tout Russe véritable, de voir qu'après avoir prêté l'oreille à d'absurdes et mensongères insinuations, il se sera trouvé auteur ou complice de désordres, que les ennemis de la Russie appellent de tous leurs vœux; quand il se sera assuré que, par son irréflexion et sa légèreté, il aura entravé le succès de mesures qui n'ont d'autre but que le salut public et qui ont été déjà justifiées par un grand nombre d'exemples! Dans les endroits où les habitants ont reçu avec soumission et confiance en Dieu le fléau qu'il lui avait plu de leur envoyer, et où ils ont suivi tous les ordres du Gouvernement avec l'obéissance qui convient à de fidèles sujets, la contagion a été détruite en un court espace de temps; dans la capitale même, depuis le rétablissement de l'ordre, on voit sensiblement disparaître la maladie. Qu'il en soit de même partout! Que nul n'ose, sous prétexte de doute sur l'existence de la maladie, s'élever contre les autorités établies par la loi! C'est aux autorités locales et aux seigneurs, que Nous recommandons une sollicitude particulière, pour que les ordres du Gouvernement soient partout exécutés à la rigueur. Que personne ne se permette le moindre acte de violence, et que ceux qui désobéissent aux autorités locales ou à leurs seigneurs, ainsi que les propagateurs de faux bruits d'empoisonnement, soient livrés à toute la rigueur des lois! Que tout enfant de l'Église, tout enfant de la patrie supporte sans murmure le mal qui Nous a atteints, comme un effet de la colère divine, et qu'il concoure à le faire disparaître, en implorant, par de ferventes prières, la miséricorde du Très-Haut, et en faisant usage des moyens que lui indique la raison, qu'il tient de Dieu!

« Donné à Tzarskoé-Sélo, le sixième jour (18, nouv. st.) du mois d'août de l'an de grâce mil huit cent trente et un, et de Notre règne le sixième.

« Nicolas. »

L'empereur avait fait partir sur-le-champ le général Orloff, avec des intructions sommaires et des pouvoirs illimités, pour rétablir l'ordre et la discipline dans les colonies militaires, et surtout dans la ville de Staraïa-Roussa, qui avait été le théâtre des excès les plus odieux et des plus sanglantes atrocités.

Orloff avait ordre de rechercher et de punir immédiatement les auteurs et les instigateurs de ces lâches et abominables forfaits : à son arrivée, le calme était rétabli par l'intervention du général Kleinmichel, qui n'avait pas attendu des instructions particulières de l'empereur pour soumettre les colonies militaires à un régime de pénalité impitoyable. Un grand nombre de soldats avaient été passés par les armes. Orloff n'avait donc plus qu'à régulariser et à restreindre les rigueurs de cette justice arbitraire; il nomma des conseils de guerre et fit mettre en jugement les principaux coupables que l'enquête avait découverts, mais il ne parvint pas, malgré tous ses efforts, à remonter à l'origine de cette folie sanguinaire, qui s'était emparée tout à coup du corps des grenadiers et qui avait donné lieu à tant d'horreurs.

Les témoignages de quelques-uns de ces malheureux laissèrent soupçonner qu'on leur avait fait boire de l'eau-de-vie dans laquelle étaient infusées des substances stupéfiantes, telles que de l'opium ou du haschisch. Ils n'avaient donc pas eu conscience de leurs actes, sous l'influence de cet empoisonnement, mais on ne trouva personne à qui l'on pût l'attribuer. Les meurtriers se dénonçaient eux-

mêmes devant le tribunal qui devait les envoyer à la mort et déclaraient, avec la résignation du repentir, qu'ils n'avaient cédé qu'à une inspiration du démon.

Le choléra-morbus s'était déjà chargé de punir beaucoup d'entre eux; le comte Orloff suspendit les exécutions et ordonna d'envoyer à l'armée du Caucase tout ce qui restait dans les prisons. Il eut soin de faire purifier par des cérémonies religieuses les lieux qui avaient été souillés de sang, et, de concert avec Kleinmichel, il renouvela en partie le personnel des colonies militaires de Novogorod.

Ce rescrit que lui adressa l'empereur fut le dernier souvenir des scènes terribles qui avaient épouvanté la ville de Staraïa-Roussa :

« A la première nouvelle des troubles graves qui venaient d'éclater dans les arrondissements des colonies militaires du corps des grenadiers et de la ville de Staraïa-Roussa, à l'occasion de l'apparition du choléra-morbus dans ces établissements, Nous vous avons confié le soin d'y rétablir l'ordre, la tranquillité et la soumission. Grâce à la fermeté exemplaire que vous avez déployée dans cette circonstance et à la sagesse de vos dispositions, vous avez rempli le but qui vous avait été prescrit, et justifié en tout notre attente. Ce nouveau service, qui a été couronné du succès le plus complet, vous a conquis de nouveaux droits à Notre bienveillance particulière et à Notre reconnaissance. Voulant vous en donner un témoignage, Nous vous avons nommé chevalier de l'ordre de Saint-Wladimir de la première classe, et Nous vous en adressons ci-joint les insignes, en vous assurant de la haute bienveillance avec laquelle Nous sommes pour toujours votre affectionné,

« Nicolas.

« Tsarskoé-Sélo, le 22 août (3 septembre, nouv. st.) 1831. »

La révolte des colonies militaires de Novogorod porta un coup mortel à l'institution même de ces colonies, en faisant comprendre les dangers qu'elles pouvaient offrir, en certaines circonstances, pour la sécurité du pays et en même temps pour la discipline de l'armée. Dès ce moment, on dut prévoir que ce système d'organisation militaire avait fait son temps.

— Il y a peut-être un inconvénient grave, dit alors l'empereur, à réunir dans une vie commune le soldat et le paysan ; car la discipline et le servage sont deux principes inconciliables. Je puis admettre volontiers une nation sans servage ; je n'admets pas une armée sans discipline.

CLXXVIII

Ces circonstances, accompagnées des désastres du choléra, étaient peu favorables à un recrutement militaire, et cependant l'empereur ne pouvait plus ajourner les mesures à prendre pour l'augmentation de ses armées, non pas en vue de la guerre de Pologne, qui touchait à son terme, mais en prévision des nécessités imminentes qui pouvaient résulter d'une grande guerre en Europe, car Nicolas était bien déterminé à ne pas souffrir que les Puissances se permissent d'introduire une intervention quelconque dans les affaires de Pologne. Il s'était déjà prémuni contre cette menaçante éventualité, en réunissant des ressources financières capables de subvenir à toutes les dépenses extraordinaires.

Dès le 25 juillet, il avait autorisé, par un manifeste, la création temporaire de billets du Trésor pour une somme de trente millions de roubles, avec intérêts annuels de quatre pour cent, et le ministre des finances avait procédé à l'émission de la première série de ces billets, qui furent très-bien accueillis, à la Bourse de Saint-Pétersbourg, où leur valeur se trouva immédiatement cotée en hausse.

La guerre de Pologne et la rébellion de ce royaume, le choléra-morbus et les troubles qui en furent la conséquence,

avaient nécessairement causé une diminution notable dans le produit des revenus publics, mais néanmoins, comme le grand-chambellan comte Litta put le dire dans le Conseil des établissements de crédit de l'Empire, la solidité de la situation financière du pays n'en était pas ébranlée; les fonds publics de la Russie n'avaient subi aucune baisse fâcheuse; le cours du change n'avait éprouvé aucun changement désavantageux, et le Gouvernement, loin de suspendre ou de ralentir les travaux publics en cours d'exécution, n'avait pas eu besoin de recourir à de nouveaux impôts.

Le ministre des finances terminait donc son rapport annuel sur les établissements de crédit, en disant, au milieu des marques d'approbation de l'assemblée : « La sagesse et la fermeté de notre souverain, la persévérance et la valeur de la nation russe, enfin le zèle de tous dans l'intérêt commun, sont des garants certains du maintien de la prospérité de la Russie en général et particulièrement de son crédit financier. »

En ce moment, ces paroles de Cancrine étaient justifiées dans toutes les Bourses de l'Europe, où un nouvel emprunt de vingt-cinq millions de roubles à cinq pour cent, ouvert pour la Russie par la maison Hopp et Cie d'Amsterdam, trouvait des souscripteurs empressés et montait sur-le-champ au delà du taux d'émission.

Les dépenses de la guerre, d'une guerre longue et coûteuse, étaient donc assurées d'avance, à tout hasard, et l'empereur publia, comme complément de ces mesures de précaution financières, un manifeste, daté de Tzarskoé-Sélo, le 13/25 août, pour ordonner dans tout l'Empire une levée de quatre recrues sur cinq cents individus.

Le manifeste exposait ainsi les motifs de cette levée qui

devait donner un contingent de quatre cent cinquante mille hommes :

« La répression de l'insurrection dans le royaume de Pologne a d'abord été retardée par l'obstination et l'endurcissement des rebelles, mais actuellement, avec la bénédiction du Très-Haut, les succès les plus brillants ne cessent d'accompagner nos armes. Les nombreuses légions des rebelles qui avaient pénétré dans les provinces de l'Empire ont été détruites et dispersées, et notre armée victorieuse, après avoir passé la Vistule, se prépare, en ce moment, avec l'ordre de Dieu, à porter les derniers coups à la révolte. Ces succès n'ont cependant pas pu être obtenus, sans qu'il se fît de nombreux vides dans les rangs de nos guerriers, qui ont été éclaircis autant par les combats qu'ils ont eu à soutenir contre les rebelles, que, et bien plus encore, par les effets destructeurs du choléra qui s'est manifesté, dès le commencement de la guerre, tant dans l'armée active que parmi quelques autres corps de nos troupes qui se trouvaient en cantonnement dans l'intérieur. Les ravages de cette épidémie ont été d'autant plus désastreux, que les mouvements non interrompus de l'armée n'ont pas permis l'emploi des préservatifs et des remèdes, dont l'expérience a démontré l'efficacité. Par ces causes, la nécessité eût exigé dès lors que les forces militaires de l'Empire fussent mises en rapport avec ses besoins véritables et les forces des autres États. Mais, pour ne pas arracher nos fidèles et bien-aimés sujets à leurs occupations domestiques au moment le plus opportun, notre constante sollicitude pour leur bien-être nous a fait trouver les moyens d'ajourner le recomplètement général de nos armées et de nos flottes jusqu'à l'époque ordinaire du recrutement. »

L'empereur n'avait pourtant pas jugé utile d'ajouter un seul régiment à l'armée de Pologne, qui avait été portée successivement à deux cent cinquante mille hommes, et qui en ce moment devait être bien près de mettre fin à la guerre. Plusieurs nouveaux rapports du feld-maréchal Paskewitch faisaient pressentir que Varsovie ouvrirait ses portes, soit à la suite d'une grande bataille, soit à la suite de négociations secrètement entamées avec les chefs de la révolution.

Les Cosaques de l'avant-garde du corps du comte de Witt avaient pris possession de la ville de Lowicz, dans la soirée du 31 juillet, au moment même où cette ville venait d'être évacuée, avec tant de précipitation, que l'ennemi y avait laissé ses magasins remplis d'approvisionnements et ses hôpitaux remplis de malades. Le général en chef, dès qu'il eut appris l'occupation de Lowicz, y avait envoyé le lieutenant-général Mourawieff, avec quatre bataillons d'infanterie, six escadrons de cavalerie et dix pièces de canon; puis, il avait donné ordre aux principaux corps de son armée de se concentrer en avant et de prendre position aux environs de cette ville, où il établit son quartier-général, en y faisant construire des retranchements pour la mettre en état de défense.

L'armée polonaise, sous les ordres de Skrzynecki, avait fait un mouvement rétrograde et se trouvait à peu de distance, sur la rive gauche du Bzura, vis-à-vis de la ville de Sochaczew, où le généralissime avait son quartier-général. Il n'y eut cependant que des escarmouches insignifiantes entre les avant-postes des deux armées.

Paskewitch, qui craignait d'être pris à revers par des masses de troupes irrégulières qui se rassemblaient, disait-on, dans le palatinat de Kalicz, avait assuré ses commu-

nications entre Lowicz et les ponts de la Vistule, où étaient encore ses magasins : le général Gerstenzweig disposait de forces suffisantes pour protéger les convois; le général-major Anrep, avec deux régiments de dragons, était chargé de nettoyer le pays des bandes de faucheurs, qui commençaient à s'y montrer, et il avait poussé jusqu'à Kolo, en chassant devant lui quelques partis de cavalerie, qui se dispersèrent sans oser soutenir l'attaque de ses dragons.

Paskewitch ne voulait pas, malgré la certitude d'une victoire prochaine, négliger rien de ce qui pouvait la rendre plus éclatante et plus définitive.

Sur la rive droite de la Vistule, le corps du général Rosen continuait à se rapprocher de Praga, qu'il devait investir; ses colonnes d'infanterie étaient arrivées à Minsk et à Milosna, sans rencontrer d'adversaires; le détachement de cavalerie du général Kreutz, qui n'avait fait que traverser les gouvernements de Wilna et de Grodno, où sa présence n'était plus nécessaire, achevait de pacifier les provinces polonaises, en allant rejoindre la grande armée active.

Le lieutenant-général Kaïssaroff avait mis le siége devant la citadelle de Zamosc, tandis que le corps d'armée de l'aide de camp général Rudiger, après avoir exécuté le passage de la haute Vistule (6 août) en face de l'ennemi, commençait sur la rive gauche du fleuve une puissante diversion, à laquelle ne s'opposaient les Polonais, qu'en éprouvant des pertes irréparables à chaque combat. La forte ville de Sandomir avait été occupée rapidement, ainsi que d'autres points importants que l'ennemi abandonnait à la hâte, en se repliant sur Varsovie. Près du bourg de Granica, le général baron Gheismar avait atteint une division des rebelles et l'avait taillée en pièces.

Déjà la rive gauche était nettoyée depuis Sandomir jusqu'à Gnewaszew; les milices de la levée en masse se présentaient spontanément devant les troupes russes et déposaient leurs armes; les habitants des villages venaient à la rencontre du général Rudiger, avec le pain et le sel, le drapeau blanc à la main. On pouvait être sûr que Rudiger, en continuant son mouvement, ne tarderait pas à ouvrir des communications avec l'armée active et à seconder puissamment les opérations du général en chef contre Varsovie.

L'empereur avait espéré que les obsèques de son frère Constantin coïncideraient exactement avec la soumission des Polonais et la fin de la guerre. C'eût été là, en quelque sorte, un hommage suprême rendu à la mémoire du césarévitch, qui avait failli être le premier Russe immolé par l'insurrection de Varsovie.

Nicolas ne pouvait se défendre d'un implacable ressentiment contre les auteurs de cet attentat, et il eût souhaité que leur punition exemplaire fût comme un sacrifice expiatoire offert à l'auguste victime de la révolution polonaise.

— Constantin vivant, disait-il en apprenant l'arrivée du corps de son frère à la barrière de Moscou, je n'aurais eu aucune répugnance à faire grâce aux rebelles; mais, aujourd'hui que je suis forcé de les rendre responsables de sa mort, je me représente sans cesse ces quatorze assassins qui avaient fait irruption dans sa maison pour l'égorger sans défense!... Eh bien! ces quatorze assassins m'empêcheront, à eux seuls, de pardonner à trois millions de Polonais!

Les règlements sanitaires du choléra n'avaient pas permis de diriger sur le palais de Tzarskoé-Sélo les restes mortels du césarévitch, quoiqu'ils eussent été soigneusement embaumés avant leur départ de Witebsk. Le cérémonial des

funérailles fut donc tout différent de ce qu'il aurait été, si elles n'eussent pas eu lieu en temps d'épidémie.

Le cortége qui accompagnait le cercueil du grand-duc, escorté par un escadron du régiment des Cosaques de la garde, fut soumis, sur toute sa route, aux prescriptions d'une rigoureuse quarantaine. Il arriva, le 26 août, à onze heures du matin, à la barrière de Moscou.

Toutes les troupes de la garnison, infanterie, cavalerie, artillerie, écoles militaires, faisaient la haie, dans toutes les rues que le char funèbre devait parcourir, depuis la barrière jusqu'à la cathédrale des Saints-Apôtres Pierre et Paul.

La 2e compagnie du régiment des chasseurs de la garde, avec le drapeau, attendait le cortége, en avant de la barrière, et il rendit d'abord les honneurs militaires au corps du césarévitch, à son entrée dans la capitale, où le cercueil fut reçu par le clergé ayant à sa tête le métropolitain de Novogorod et de Saint-Pétersbourg, qui prononça les prières des morts.

Le canon de la citadelle avait commencé à tirer un coup par minute; toutes les cloches des églises tintaient lugubrement. Le char funèbre n'était entouré que de troupes portant leurs armes renversées; la musique exécutait des marches funèbres.

Le Conseil de salubrité, dans la crainte de voir une recrudescence du choléra résulter d'une trop grande affluence de peuple, avait interdit partout la circulation. Rien ne fut donc plus morne et plus sinistre que ces obsèques, qui n'avaient pas d'autre pompe qu'un imposant déploiement de troupes de toutes armes.

La cathédrale, entièrement tendue de draperies noires, avait été transformée en chapelle ardente; le corps fut placé sous un riche catafalque, près duquel le service de cour se

fit jour et nuit, jusqu'à la cérémonie de l'enterrement, par des fonctionnaires des deuxième, troisième et quatrième classes, un chambellan, un gentilhomme de la Chambre, quatre sous-officiers de la compagnie des grenadiers du palais, et six officiers de la garde alternant avec six officiers du corps des cadets. Le public ne fut pas admis, comme à l'ordinaire, dans la chapelle ardente, et la cour n'y vint pas même jeter l'eau bénite sur le corps.

La présence du choléra dans la capitale, où il exerçait encore de cruels ravages, avait exigé des précautions rigoureuses auxquelles avait dû céder l'étiquette du cérémonial.

L'inhumation se fit presque à huis clos, le lundi 29 août, en présence des personnes qui avaient pendant trois jours rempli les fonctions de leur service auprès du corps et qui, après les obsèques, eurent à se conformer aux règlements de la salubrité, avant de pouvoir reparaître à la cour et reprendre même la liberté de leur vie ordinaire.

Telle était la sévérité des règlements sanitaires, que le moindre soupçon de communication avec des cholériques entraînait une quarantaine ou séquestration de quelques jours, outre des soins préventifs de purification plus ou moins minutieuse; on ne devait pas, en ce temps de choléra, s'arrêter dans la rue pour parler aux passants, qu'on y rencontrait, ni surtout donner la main à personne.

Ces précautions excessives, qui eurent pour effet certain d'empêcher la propagation de l'épidémie, avaient interdit absolument, aux funérailles du césarévitch, l'admission de tout individu étranger au strict cérémonial réglé et approuvé par l'empereur. Nicolas avait offert lui-même l'exemple de l'obéissance aux règlements, en renonçant, à regret, à rendre les derniers devoirs à son frère, et en s'interdisant d'assister aux obsèques, dont la famille impériale avait été

aussi éloignée. On comprend que les touchantes cérémonies du culte grec, à l'office des morts, ne pouvaient pas avoir lieu sans danger et qu'on avait dû les suspendre absolument jusqu'à l'entière cessation du fléau.

La princesse de Lowicz, qui n'avait pas quitté un instant le corps de son époux, depuis qu'elle l'avait enseveli elle-même avec un pieux dévouement, malgré tout ce qu'on avait fait pour l'en détourner, s'était vue forcée pourtant de céder aux ordres de l'empereur et de se soumettre aux ordonnances de la police médicale; elle avait dû se séparer, en sanglotant, du cercueil du césarévitch, au moment où le char funèbre arrivait à la barrière de Moscou, et elle avait fait sa quarantaine dans une maison de campagne, préparée pour la recevoir avec les personnes de sa maison.

Elle passa en prières tout le temps que le corps du grand-duc resta exposé dans la cathédrale des Saints-Apôtres Pierre et Paul, et le jour des obsèques, elle se figura qu'elle y assistait et qu'elle avait obtenu la douloureuse consolation d'adresser les suprêmes adieux à l'époux bien-aimé que la tombe allait lui dérober pour toujours. Cette hallucination dura autant que la cérémonie et ne se dissipa qu'au bruit de la dernière salve d'artillerie et de mousqueterie, qui annonçait aux habitants de Saint-Pétersbourg que le grand-duc Constantin était réuni dans la sépulture impériale à son père Paul Ier, à son frère Alexandre et à sa mère Marie Feodorovna. La princesse de Lowicz poussa un grand cri et tomba inanimée. Elle ne revint à elle, que pour rouvrir la source intarissable de ses larmes et pour se consacrer à sa douleur de veuve.

Depuis qu'elle avait coupé ses beaux cheveux blonds pour les enfermer dans le linceul de son mari, elle avait juré de dire adieu au monde et de ne plus vivre que pour

pleurer celui qu'elle espérait bientôt rejoindre au tombeau. Mais une lettre affectueuse de l'impératrice, qui lui parlait de la perte qu'elle avait faite, en femme qui se sentait capable d'apprécier la grandeur d'une pareille perte, cette lettre apporta quelque soulagement au profond chagrin de la princesse, en lui rappelant qu'elle trouverait de l'écho dans le cœur de son auguste belle-sœur, quand elle viendrait à gémir sur son infortune.

Une lettre également sympathique et cordiale de l'empereur lui causa non moins d'émotion que de reconnaissance. L'empereur lui disait qu'il la priait, aussitôt après le temps prescrit pour sa quarantaine, de se rendre à Tzarskoé-Sélo, où elle avait son appartement, et de faire désormais partie de la famille impériale, comme si elle eût porté le titre de grande-duchesse douairière.

— Ah! que l'empereur est bon! s'écria-t-elle avec enthousiasme; il oublie que je suis Polonaise!

La mort du grand-duc Constantin avait passé presque inaperçue, au milieu des préoccupations que les événements politiques, encore plus que le choléra, entretenaient en Europe. Mais il n'avait fallu que quelques instants pour venger la mémoire de ce prince, que la haine injuste et ingrate des Polonais avait poursuivi, de son vivant, par les plus atroces calomnies. La vérité imposa silence à ces exagérations, à ces mensonges; les Polonais furent les premiers à reconnaître que le césarévitch, malgré tous les torts qu'on pouvait imputer à son caractère bizarre, quinteux, irascible et violent, avait été pendant quinze ans le bon génie, l'ange gardien de la Pologne.

CLXXIX

C'était surtout dans les circonstances douloureuses où se trouvait alors la Pologne, qu'elle devait regretter de n'avoir plus, pour dernière chance de salut, la ressource d'implorer la protection du grand-duc Constantin auprès de l'empereur. Les Russes n'étaient pas encore maîtres de Varsovie, mais le gouvernement révolutionnaire se débattait dans les affreuses convulsions d'une sanglante agonie, et les efforts suprêmes du patriotisme polonais retardaient à peine de quelques jours une catastrophe inévitable. La Pologne allait disparaître dans le gouffre qu'elle avait creusé de ses propres mains.

Les rapports, que le feld-maréchal Paskewitch envoyait à la date du 19 août, annonçaient que la grande armée s'était mise en mouvement dans la journée du 15, pour suivre l'armée polonaise, qui avait évacué tout à coup ses positions et abandonné la ligne de défense, qu'elle occupait au delà de la Rawka, entre Bolimow et Sokolow. L'ennemi se retirait précipitamment sur Varsovie, sans essayer d'arrêter la marche des Russes.

Ces rapports, dans lesquels le général en chef rendait compte de quelques engagements partiels qui avaient eu lieu pendant la retraite de l'armée polonaise et qui avaient

fait éprouver des pertes notables à cette armée qu'on pouvait croire dépourvue de chef et de direction, ces rapports accompagnaient une relation très-détaillée des événements politiques, qui s'étaient passés à Varsovie depuis les premiers jours du mois d'août jusqu'à la terrible journée du 15, où la révolution avait trempé ses mains dans le sang.

Le généralissime Skrzynecki, défendu et appuyé par le parti national, qui avait confiance dans ses talents militaires, accusé et attaqué par le parti extrême qui le regardait comme l'adversaire le plus dangereux et le plus puissant de la démagogie, s'était maintenu pourtant à la tête de l'armée, avec une autorité presque dictatoriale.

Depuis que la grande armée russe avait passé sur la rive gauche de la Vistule, il n'avait pas eu d'autre pensée que de prévenir, d'empêcher une bataille et d'éviter l'effusion du sang ; il se fiait, disait-on, aux promesses du cabinet des Tuileries, qui lui avait promis une intervention diplomatique et qui voulait placer l'indépendance de la Pologne sous la sauvegarde de la France et de l'Angleterre.

Selon d'autres suppositions plus malveillantes, son but était de fatiguer et de décourager l'armée polonaise par des manœuvres sans résultat et de préparer les voies à une capitulation qu'il traitait sous main avec des agents de la Russie.

Il avait été déjà dénoncé devant le Conseil du gouvernement national, par son ancien chef d'état-major, le général Prondzynski, qui ne l'accusait, il est vrai, que de fautes graves et inexplicables dans son commandement; il fut bientôt accusé de trahison par Lelewel et les chefs du parti de la révolution. Le fougueux conspirateur Zaliwski avait reparu, après la déroute de sa bande de partisans, pour déclarer qu'il avait eu entre les mains la preuve écrite des

négociations secrètes du généralissime avec Diebitsch et le comte Orloff; il affirmait que Skrzynecki était d'accord avec plusieurs généraux polonais, entre autres Iankowski, Milberg, Rohland, Chrzanowski, etc., pour livrer Varsovie aux Russes.

Dans ce moment même, l'enthousiasme patriotique des Polonais se trouvait vivement surexcité par le retour inespéré du général Dembinski, ramenant du fond de la Lithuanie le détachement qu'il commandait dans cette province et qui, par une sorte de miracle, avait su échapper aux poursuites de l'ennemi, en faisant plus de cent trente milles, dans l'espace de vingt-cinq jours, à travers des pays occupés par plusieurs corps d'armée russes.

L'entrée de Dembinski et de ses compagnons d'armes à Varsovie (3 août) fut un triomphe; la population tout entière s'était portée à leur rencontre : on les saluait de cris de joie et d'admiration; on les embrassait en pleurant; on leur baisait les mains et les pieds; on se disputait comme de saintes reliques quelques lambeaux de leurs vêtements usés et déchirés. Dès ce jour-là, le nom de Dembinski fut proclamé comme celui du sauveur de la Pologne, et le peuple demanda d'une voix unanime qu'on le mît à la place de Skrzynecki, qui depuis deux semaines s'endormait dans son camp, au lieu de combattre les Russes, qu'il avait en face de lui.

La Diète s'émut de cette situation; elle nomma, le 9 août, une Commission choisie dans son sein et chargée de se rendre immédiatement au camp, avec des pleins pouvoirs, pour faire une enquête sur la conduite du généralissime et pour le déposer, s'il y avait lieu, en lui donnant un successeur.

Cette Commission était composée du prince Adam Czarto-

ryski et de Vincent Niemoïowski, tous deux membres du gouvernement national, du palatin Ostrowski, du castellan Wezyk, et des nonces Morawski, Swirski, Dembowski, Szlaski et Tyskiewicz. Il n'y avait pas de plan arrêté d'avance entre les commissaires, qui n'étaient pas même d'accord au sujet de Skrzynecki : les uns penchaient en sa faveur; les autres avaient de la défiance, de l'hostilité contre lui.

Ils arrivèrent au camp de Bolimow, le 10 août, de grand matin. Skrzynecki, averti d'avance de leur arrivée, les attendait, en passant une revue, entouré de son état-major, et ses soldats l'acclamaient avec transport; il avait présenté lui-même à l'armée le héros du jour, le général Dembinski qui était venu se ranger sous ses ordres. La Commission invita le généralissime à comparaître devant elle : Skrzynecki obéit et ne refusa pas de répondre à toutes les questions qui lui furent adressées. Cette espèce d'interrogatoire judiciaire dura plusieurs heures.

Quand on demanda compte au généralissime de ses temporisations et de son refus de livrer bataille; il déclara que, dans son intime persuasion, c'eût été verser inutilement le sang polonais, que de combattre les Russes, avant de les avoir attirés devant Varsovie où il pourrait frapper des coups décisifs. Là-dessus, il se plaignit amèrement de voir ses plans si mal secondés par le Gouvernement qui n'avait pas approvisionné la capitale pour la mettre en état de résister à un blocus et même à un siége en règle.

On remit à la Commission en séance une lettre de Zaliwski, lequel avait quitté son poste sans congé pour se rendre au camp et pour accuser Skrzynecki d'entretenir des intelligences avec les Russes. Le généralissime, indigné, voulait faire juger par un conseil de guerre son accusateur. La Commission décida qu'elle entendrait Zaliwski.

Celui-ci ne fit que répéter les accusations vagues et incohérentes, qu'il avait colportées depuis dix jours dans les clubs et les cafés de Varsovie : il n'avait aucune preuve à produire, mais ses allégations, soutenues avec autant de hardiesse que de violence, produisirent une impression très-défavorable à Skrzynecki. Le prince Adam Czartoryski, l'ami, l'approbateur de Skrzynecki, n'hésita pas à reconnaître que les révélations de Zaliwski étaient suffisantes pour mettre en suspicion le généralissime et pour l'éloigner, du moins provisoirement, du commandement en chef.

Skrzynecki ne daigna pas même se justifier; il donna sa démission, en rappelant qu'il n'avait jamais sollicité, ni ambitionné le pouvoir que la Diète lui avait confié, et en déclarant que s'il l'avait accepté par dévouement à sa patrie, c'était avec l'espoir de s'en montrer digne. Il proposa lui-même, comme son remplaçant, le général Dembinski, que les troupes, dit-il, verraient avec plaisir à leur tête.

La Commission, indécise et divisée d'opinion, eut l'incroyable idée d'inviter les généraux et les colonels de l'armée à formuler leur sentiment sur les talents, le caractère et la conduite de Skrzynecki : tous se plurent à rendre hommage à son mérite militaire, à sa bravoure et à son patriotisme; mais quelques-uns lui reprochèrent ses hésitations et ses lenteurs. La Commission leur demanda de choisir eux-mêmes parmi eux un autre général en chef, à moins de conserver Skrzynecki, lequel ne prit pas part à ce vote étrange, qu'on pouvait regarder comme une insulte à la discipline militaire. Sur soixante-sept votants, vingt-deux restèrent fidèles à Skrzynecki; les autres se partagèrent entre les généraux Prondzynski, Dembinski, Bem, Uminski, Malachowski et Lubienski. La Commission dut alors se prononcer et remit le commandement à Dembinski,

mais seulement à titre provisoire, pour trois jours, au bout desquels sa nomination serait annulée ou confirmée par la Diète.

Skrzynecki donna l'exemple de l'obéissance, en se plaçant lui-même sous les ordres de Dembinski, qu'il voulut faire reconnaître immédiatement général en chef par les troupes. Ce fut pour lui une nouvelle ovation, et Dembinski, électrisé par les acclamations des soldats, prononça une harangue où il témoignait l'espérance de marcher sur les traces de son illustre prédécesseur.

Dembinski s'était engagé à prendre l'offensive et à attaquer les Russes, mais l'armée polonaise, quoique nombreuse et animée du meilleur esprit militaire, impatiente de combattre et résignée à tous les sacrifices, avait besoin de réorganisation; elle fut donc divisée en trois corps, et Skrzynecki, qui n'avait demandé qu'à servir comme simple soldat, se vit forcé d'accepter le commandement de la réserve.

Cependant la Diète s'était réunie pour entendre le rapport de la Commission et pour discuter le choix du général en chef : cette discussion dura trois jours; elle se termina par le vote d'un décret portant que la nomination du général en chef appartiendrait désormais au Gouvernement. Cette nomination définitive allait donc entraîner des retards et sans doute de nouveaux débats dans le sein de la Diète, Prondzynski n'ayant pas accepté le bâton de généralissime que lui offrait le Gouvernement, lorsqu'on apprit à Varsovie, dans la journée du 15 août, que l'armée polonaise, au lieu de marcher en avant contre l'ennemi, abandonnait précipitamment son camp de Bolimow et se repliait sur la capitale.

En ce moment, il n'y avait plus de général en chef : les

pouvoirs temporaires confiés à Dembinski étaient périmés; la Diète ne siégeait pas à cause de la fête de l'Assomption, et Varsovie, dont le général Wegerski avait été nommé gouverneur par intérim en l'absence de Dembinski, n'avait pas d'autre garnison qu'un bataillon de ligne.

A la nouvelle de la retraite de l'armée, le peuple s'attroupa dans les rues, en criant à la trahison. Skrzynecki fut signalé à la vindicte publique comme un traître, et l'on demandait à grands cris qu'il fût mis en jugement. La ville était en proie à une agitation croissante. Les rumeurs les plus sinistres circulaient dans la foule : on disait que la Pologne avait été vendue au tzar par les membres du Gouvernement, et que les Russes étaient en marche pour venir s'emparer de la capitale, qui leur serait livrée sans défense.

La garde nationale se mit sous les armes et occupa les retranchements, en attendant l'armée. Le reste de la journée se passa dans le trouble et l'anxiété.

Il y avait alors à Varsovie plusieurs complots et plusieurs groupes de conspirateurs. C'étaient eux qui avaient provoqué ces rassemblements populaires, ce soulèvement menaçant de toutes les passions haineuses et violentes.

Un de ces complots, le plus redoutable, le mieux organisé, avait pour chef secret le nonce Joachim Lelewel, et comme moyen d'action la Société patriotique, qui s'était formée sur le modèle de l'ancienne société des Jacobins de France et qui ne comptait pas moins de deux mille membres recrutés dans toutes classes, surtout parmi les gardes nationaux, et obéissant comme un seul homme à l'ordre du comité-directeur.

Une conspiration tramée par ce comité, à l'instigation de Lelewel, devait éclater le 18 août : ce jour-là, il s'agissait de faire un appel au peuple en l'invitant à sauver la patrie,

trahie ou compromise par les traîtres et les lâches, qui avaient le pouvoir entre les mains. On aurait arrêté les suspects, fait justice sommaire des principaux coupables, déposé le gouvernement national, renvoyé la Diète et installé un gouvernement provisoire composé de quinze membres choisis dans les deux Chambres et parmi les citoyens influents de la capitale.

Un autre complot, celui des mécontents, avait pour chef le général Krukowiecki, qu'on avait vu à l'œuvre comme gouverneur de Varsovie pendant quelques mois, et qui s'était démis de ses fonctions après une querelle avec Skrzynecki. Krukowiecki, vieux général sorti des armées de Napoléon, comme Skrzynecki, aspirait au commandement en chef de l'armée : c'était un homme énergique, brave, entreprenant, mais d'un caractère épineux et tracassier; il n'avait donc pas d'influence ni d'autorité parmi ses collègues, mais il s'était entouré d'anciens officiers démissionnaires et sans emploi, déterminés à s'associer à sa fortune.

Le parti extrême avait, en outre, différents centres où les enfants perdus de la Révolution se tenaient toujours prêts à descendre dans la rue et à donner le signal de l'émeute.

A cinq heures du soir, la Société patriotique se réunit en séance extraordinaire dans la salle de la Redoute. L'assemblée avait un aspect morne et solennel; le vice-président Czynski occupait le fauteuil de la présidence; les spectateurs étaient plus nombreux que d'habitude : on remarquait, parmi eux, beaucoup d'officiers en uniformes. Des groupes animés se formèrent autour de la salle, pendant la discussion, qui s'engageait sur les dangers de la situation présente.

L'abbé Pulawski, un des clubistes les plus ardents, un des orateurs les plus fougueux de la Société, prit la parole ; il parla de l'armée qui battait en retraite et qui n'avait pas d'autre chef que Skrzynecki, dirigeant les opérations de la guerre sous le nom de Dembinski ; il rappela que Skrzynecki avait été gravement compromis dans le procès intenté au général Iankowski, qu'on accusait d'intelligence avec les Russes.

Tout à coup, l'orateur s'indigne et s'exalte en prononçant le nom de Iankowski ; il s'écrie que la culpabilité de ce général est prouvée et qu'on hésite encore à le condamner et à le punir, car le traître est toujours détenu avec ses complices dans le palais du Gouvernement, qui semble le protéger. Ce n'est pas tout : il y a dans les prisons un grand nombre d'espions russes qu'on ménage et qui continuent à faire leur vil métier ; on va sans doute les mettre en liberté, quand l'ennemi sera sous les murs de la capitale.

Ce discours perfide est accueilli avec des transports d'indignation et de fureur ; on crie de toutes parts : « Allons au palais demander des explications au Gouvernement. » Une députation de cinq membres est désignée ; elle se rend au château, suivie d'une masse de peuple qui veut lui servir d'escorte.

Tous les membres du Gouvernement étaient rassemblés avec le gouverneur de la ville et le commandant de la garde nationale. Les députés de la Société patriotique sont introduits ; Czynski prend la parole et reproduit succinctement les griefs que l'abbé Pulawski avait dénoncés.

Le prince Adam Czartoryski se charge de répondre au nom de ses collègues ; il déclare que le Gouvernement veille sans relâche au salut de la patrie et qu'on peut compter sur son dévouement comme sur sa sollicitude ; il aborde, sans

hésiter la question du procès criminel de Iankowski et des autres accusés; il annonce que la procédure touche à son terme et que le jugement sera rendu dans peu de jours. Il termine, en suppliant les députés de calmer l'irritation populaire et d'aider le Gouvernement à maintenir l'ordre et la tranquillité.

Des colloques agressifs et acrimonieux s'engagent alors entre les délégués de la Société patriotique et les membres du Gouvernement : Lelewel seul reste neutre et muet. Le Gouvernement annonce qu'il aura recours à la force, s'il le faut, pour le maintien de l'ordre. Les députés rendent le Gouvernement responsable de tous les malheurs qui pourront advenir, et ils retournent à la salle de la Redoute, toujours accompagnés par la foule qui grossit sur leurs pas. La Société patriotique reste en séance et délibère pendant toute la soirée.

Le commandant de la garde nationale et le gouverneur de la ville prennent certaines mesures de précaution et font occuper quelques postes, entre autres celui de la Banque, par la ligne et la garde civique; mais le château royal, où sont détenus les prisonniers d'État, est entièrement dégarni de troupes. Les rassemblements se dispersent d'eux-mêmes; les habitants se renferment dans leurs demeures : l'inquiétude et l'effroi règnent dans la ville, où tout est calme et silencieux.

Des nouvelles fatales arrivent de l'armée : on s'est battu à Szimanowo, à Kawenzin, à Strumiani; les Polonais ont perdu beaucoup de monde et leur retraite continue; les Russes ont l'avantage; ils approchent; ils seront le lendemain aux portes de Varsovie.

Dix heures sonnent, et à l'instant des bandes d'hommes armés parcourent les rues, en criant : ***Voici les Russes! Aux***

armes! Mort aux traîtres! Ces hommes, qui obéissent à un mot d'ordre, se dirigent vers le château royal et se réunissent sur la place, où ils commencent à tirer des coups de fusil dans les fenêtres du palais; ils demandent qu'on leur livre Iankowski et ses complices.

Le palais était défendu par cinquante gardes nationaux, qui n'avaient pas même de cartouches. Ces citoyens, fidèles à leur consigne, font pourtant mine de résister et refusent d'ouvrir les portes; on les menace, on continue de tirer en l'air : les gardes nationaux, la baïonnette en avant, forcent les agresseurs à reculer. La populace afflue de toutes parts et répète les cris : *Vive la liberté! Mort aux traîtres!* Le bruit courait déjà, par toute la ville, que la garde nationale tirait sur le peuple.

Le général Wegerski, qui était allé en personne, avec la troupe de ligne, à la Banque, où des malfaiteurs essayaient de s'introduire, y avait laissé, pour la garder, un demi-bataillon; il accourait à la défense du palais, avec deux compagnies, au moment où le peuple enfonçait les portes; il repousse d'abord les émeutiers sans faire usage des armes, il essaye de les ramener à la raison et, n'y parvenant pas, il entre dans l'intérieur du château avec l'intention de le mettre à l'abri du pillage; mais le peuple y pénètre à sa suite, en poussant des cris de mort.

On envahit les cours, les portiques, les salles; on cherche les prisonniers, on les saisit, on les entraîne : ils sont massacrés, percés de mille coups, mutilés sous les yeux de la troupe, qui partage le sentiment des bourreaux et qui reste impassible au lieu de protéger les victimes.

Le général Iankowski avait été frappé le premier : on insulte son cadavre, on le foule aux pieds, on le suspend à un réverbère. Son gendre, le général Buwokski, était parvenu

à s'enfuir: on le poursuit, on le met en pièces. Trois autres généraux, Hurtig, Salacki et Fanshawe, avaient succombé en luttant contre leurs assassins. On n'avait pas même épargné Madame Bazanoff, femme du général russe, compromise dans le procès de la conspiration du 29 juin. Louis Benthowski, qu'on regardait comme un agent de la Russie, et quelques autres périrent aussi dans le massacre.

Pendant ce temps-là, les membres du gouvernement national étaient en conférence; ils ne se montrèrent pas, et l'un d'eux, le prince Adam Czartoryski, partit à la dérobée, pour se rendre au quartier-général de l'armée polonaise.

On voyait errer dans la foule Krukowiecki, en costume de général, s'efforçant de calmer le peuple et le conjurant de ne pas se déshonorer par des actes de barbarie.

Les meurtriers, après avoir achevé leur affreuse besogne au château royal, se portèrent sur les diverses prisons où étaient d'autres accusés politiques : à la maison de correction, derrière la barrière de Wola, ils égorgèrent dix ou douze détenus qui passaient pour d'anciens espions du grand-duc, notamment les nommés Schley, Makrot, Grünberg, Szymanoski; à la prison des Récollets, ils pendirent cinq ou six prisonniers, parmi lesquels le nommé Birnbaum avait été signalé à la haine des patriotes; chez les Dominicains, ils mirent à mort le conseiller d'État Hankiewicz et plusieurs employés de la maison du césarévitch; dans la grande prison, à la Tour, ils firent main basse sur tous les prisonniers qui s'y trouvaient.

Ces massacres, accompagnés de circonstances atroces, durèrent toute la nuit, quoique le Gouvernement eût fait battre la générale et confié aux gardes nationaux le soin de rétablir l'ordre. Personne n'eût osé, en ce moment, s'opposer aux aveugles vengeances de la vile multitude.

Le général Krukowiecki lui-même, que le peuple acclamait en le reconnaissant pour chef, n'essaya pas de se mettre à la tête des troupes; il dit seulement aux égorgeurs, qui venaient à lui les mains teintes de sang : « Mes amis, vous devez être satisfaits; à présent, allons nous coucher ! »

Le Gouvernement avait publié une proclamation énergique, dans laquelle, tout en déplorant que tant de victimes eussent péri sans jugement, il annonçait aux habitants de Varsovie que l'ennemi était aux portes de la capitale et que tous les citoyens devaient courir aux armes.

La fureur du peuple n'était pas assouvie, et il fallait empêcher de nouveaux excès, d'autant plus que le sang avait encore coulé : deux ou trois personnes signalées comme des espions avaient été tuées dans la rue; la foule s'était jetée sur un capitaine russe, nommé Ketler, qu'on amenait prisonnier et qui se révoltait contre les indignes traitements que son escorte lui faisait subir. On parlait d'aller prendre Skrzynecki au milieu de l'armée et de l'attacher à une lanterne, en face de son complice Iankowski, car les cadavres des victimes de l'épouvantable nuit du 15 au 16 août restaient encore étendus dans des mares de sang ou accrochés aux réverbères.

Le Gouvernement était sans force et sans autorité : le général Krukowiecki se nomma lui-même, de son propre mouvement, gouverneur de la ville, sans rencontrer la moindre opposition, et aussitôt il dissipa les rassemblements, fit arrêter les membres les plus dangereux de la Société patriotique, ferma le lieu des séances de cette Société, et annonça l'intention de rechercher les auteurs des meurtres qui avaient ensanglanté la capitale.

Des troupes avaient été envoyées du quartier-général de l'armée, par les soins du prince Czartoryski : elles cam-

paient dans les rues et sur les places avec de l'artillerie; une partie de la ville était occupée militairement. Dans cet état de choses, la conspiration qui devait éclater le 18 se trouvait forcément abandonnée, et les meneurs les plus hardis se cachaient pour échapper à des poursuites judiciaires.

Lelewel, que la voix publique accusait d'avoir voulu s'emparer du pouvoir suprême, invita ses collègues à donner simultanément leur démission, en déclarant qu'ils se présentaient, devant leurs concitoyens, « avec une conscience pure et un nom sans tache; » les membres du Gouvernement national déposèrent ainsi, dans la journée du 16, le mandat que la Diète leur avait confié.

La Diète s'était rassemblée, hésitante, partagée en partis et en courants contraires, découragée, effrayée du passé et surtout de l'avenir.

Le général Prondzynski, après bien des tergiversations, avait accepté le commandement en chef de l'armée, en vertu des pouvoirs que la Diète avait voulu lui conférer : il ne le garda que vingt-quatre heures. Dembinski, reconnu généralissime par les troupes, allait, le lendemain, faire son entrée à Varsovie.

Il s'était fait précéder par une proclamation, dans laquelle il disait que le peuple de Varsovie, ayant massacré des innocents, égorgé des femmes et des enfants, les auteurs de ces forfaits devaient être punis avec la plus grande sévérité. Cette proclamation, affichée dans Varsovie, y causa une espèce de soulèvement. Le parti extrême reprenait courage et trouvait des appuis dans les deux Chambres.

Dembinski, en arrivant avec son état-major, établit une cour martiale, présidée par le général Mycielski, et fit com-

mencer l'enquête sur les événements de la nuit du 15 août. Il eut une conférence avec le général Krukowiecki et lui adressa de violents reproches, en l'accusant de n'avoir rien fait pour s'opposer aux massacres. Il rencontra Lelewel et l'apostropha avec véhémence, en lui disant que lui seul était cause de tout ce qui s'était passé et qu'il en répondrait sur sa tête.

Le parti extrême comprit qu'il était perdu, si Dembinski conservait le pouvoir pendant vingt-quatre heures; la popularité du général avait diminué déjà, par suite de sa menaçante proclamation; ses ennemis semèrent les bruits les plus calomnieux, afin de le déconsidérer : on prétendit qu'il était d'accord avec Skrzynecki pour livrer Varsovie aux Russes; c'était lui, d'ailleurs, qui avait empêché, disait-on, la justice du peuple d'atteindre le traître Skrzynecki, mis en état d'arrestation dans son camp, amené à Varsovie comme prévenu de trahison, mais conduit chez le consul d'Autriche, où il se trouvait en sûreté avec sa femme et quelques-uns de ses officiers les plus compromis.

Dembinski fut dès lors confondu avec Skrzynecki dans la haine qu'on portait à ce dernier. Il se proposait de se transporter au sein de la Diète, qui était réunie et qui délibérait sur le choix d'un président, auquel on voulait remettre une sorte de dictature. Les candidats étaient Krukowiecki, Ostrowski et Niemoïowski. On fit savoir secrètement à Dembinski, que, s'il paraissait dans la salle des délibérations de la Diète, il serait poignardé par les nonces, qui le soupçonnaient de vouloir usurper le pouvoir souverain.

Le général, attristé et indigné, s'abstint d'aller offrir aux deux Chambres le concours de son patriotisme et de son dévouement : le parti conservateur, qui avait pensé d'abord à confier à Dembinski le sort de la Pologne, reporta ses suf-

frages sur Krukowiecki, lequel fut nommé président du nouveau gouvernement, composé de cinq membres.

On avait voulu un homme ferme, énergique, entreprenant, pour gouverner; on avait pris un homme de guerre. Krukowiecki, quoique élu par les conservateurs, chercha ses soutiens parmi les hommes du parti constitutionnel et du parti du mouvement; il appela Vincent Niemoïowski à la vice-présidence du Conseil; il plaça Théophile Morawski au ministère des affaires étrangères; le général Morawski fut ministre de la guerre, Garbinski ministre de l'instruction publique, et Lewinski ministre de la justice. Le général Chrzanowski devint gouverneur de Varsovie, et Dembinski resta provisoirement à la tête de l'armée; mais Dembinski, après avoir, dans un ordre du jour, exhorté l'armée à soutenir le Gouvernement et à rétablir l'ordre, envoya sa démission et fut remplacé par le vieux Casimir Malachowski, qui avait combattu sous Kosciusko et qui, malgré son grand âge, s'était distingué sur presque tous les champs de bataille depuis le commencement de la révolution de Pologne.

Krukowiecki avait inauguré sa présidence par une proclamation, dans laquelle, à l'exemple de Dembinski, il protestait avec horreur contre les exécrables massacres commis au nom du peuple polonais, au nom de la patrie, pendant la nuit du 15 août, et le jour même, il faisait fusiller quatre misérables qui avaient joué un rôle atroce dans ces égorgements.

Le 19 août, l'armée russe cernait Varsovie, à un mille de distance; l'armée polonaise, forte de soixante mille hommes avec cent quarante pièces de canon, était distribuée dans les retranchements construits en avant de la capitale. Mais le feld-maréchal Paskewitch attendait, pour commencer des opérations définitives, l'arrivée du général Kreutz et de

plusieurs autres généraux qui étaient en marche avec leurs détachements.

De l'autre côté de la Vistule, le général Rosen bloquait le faubourg de Praga, qu'il se proposait d'emporter d'assaut, s'il parvenait à détruire le pont de bateaux qui reliait ce faubourg à la ville. En effet, un capitaine d'état-major de la garde, nommé Slivitsky, avait accepté la mission périlleuse de détruire ce pont, de concert avec le sous-lieutenant Gorsky; il s'était embarqué, avec douze volontaires, de différents régiments, dans trois canots qui remontèrent le fleuve à la faveur de la nuit et qui pénétrèrent sous le pont, sans être aperçus (20 août) : Slivitsky attacha, aux bateaux sur lesquels le pont était établi, des torches à incendie, des sacs de paille, des matières inflammables; Gorsky coupa plusieurs des cables qui retenaient les bateaux; le feu se déclara; une partie du pont fut incendiée, mais la garnison se rendit maître du feu, et l'audacieuse expédition de Slivitsky et de ses compagnons n'eut pas les résultats qu'on en espérait.

Le prochain dénoûment de la guerre paraissait assuré: Varsovie devait capituler, sinon l'armée russe en serait bientôt maîtresse, après un combat ou un siége meurtrier. Mais l'empereur, qui avait remis au général en chef les pouvoirs les plus étendus pour obtenir la soumission des rebelles sans verser une goutte de sang, faisait des vœux pour que la révolution se terminât d'une manière pacifique et pour que les Polonais acceptassent l'amnistie pleine et entière qu'il leur offrait pour la dernière fois.

Ce fut sous l'empire de ces graves et pénibles préoccupations, que le baptême du grand-duc Nicolas eut lieu le 3 septembre, dans la chapelle du palais de Tzarskoé-Sélo.

Toutes les personnes de distinction qui se trouvaient à Tzarskoé-Sélo et à Pavlowsky, en ce moment, et qui, par-

conséquent, étaient exemptes des règlements de la police de salubrité, avaient eu l'honneur d'être invitées d'avance à cette cérémonie, dont tous les assistants, pour ainsi dire, avaient subi depuis plusieurs jours une espèce de quarantaine, car le choléra, sévissant toujours à Saint-Pétersbourg, exigeait les mêmes précautions qu'à son début.

Le matin du 3 septembre, l'auguste nouveau-né fut amené, du nouveau palais au palais vieux, par la comtesse Kotchoubeï, dame d'honneur de l'impératrice, accompagnée du grand-veneur comte de Modène et du grand-maréchal de la cour Naryschkine.

A onze heures, l'empereur se rendit, avec le grand-duc héritier et la grande-duchesse Marie, sa fille aînée, à la chapelle, où fut introduit le baron Scholer, ministre de Prusse. Le cortége se composait de dames et cavaliers de la cour et de l'aide de camp général de service. Le baptême fut administré par le révérend Mouzowski, confesseur de Leurs Majestés. Les parrains étaient le roi de Prusse, le grand-duc héritier et le grand-duc Michel; les marraines, la grande-duchesse Marie Nicolaïevna et la grande-duchesse Marie Pavlovna.

Après le *Te Deum*, chanté au bruit d'une salve de trente coups de canon et au son des cloches de toutes les églises, on célébra la messe, pendant laquelle l'empereur présenta son fils nouveau-né à la communion, et, de sa propre main, le décora des insignes de l'ordre de Saint-André. Le soir, la capitale s'associa, par de brillantes illuminations, à cette imposante cérémonie.

A l'occasion du baptême du grand-duc Nicolas, qui le jour de sa naissance avait été nommé chef du régiment des lanciers de la garde et inscrit au bataillon des sapeurs de la garde, il y eut de notables changements dans les noms et

les attributions de différents corps et régiments de l'armée et de la garde : le régiment des chevaliers-gardes prit le nom de *Chevaliers-gardes de l'impératrice;* le régiment des cuirassiers de la garde, réuni au régiment des gardes de Podolie, prit le nom de *Cuirassiers de l'empereur;* le régiment des cuirassiers de l'impératrice prit le nom de *Cuirassiers du grand-duc héritier.*

Le grand-duc Constantin fut nommé grand-amiral et chef d'équipage de la flotte. De nombreuses promotions dans la flotte et dans l'armée, des nominations dans les ordres de Russie, furent accordées de préférence aux officiers qui n'avaient pas été employés dans la guerre de Pologne.

Le moment n'était pas encore venu de récompenser exclusivement les services rendus à la patrie dans cette guerre si longue, si pénible, si meurtrière, mais ce moment approchait. Tous les jours, d'heure en heure, Nicolas attendait une nouvelle qui n'arrivait pas, et que Paskewitch faisait pressentir dans chacun de ses rapports : la prise de Varsovie.

Dans la nuit du 7 au 8 septembre, une aurore boréale enflamma l'horizon et répandit une telle clarté dans l'atmosphère, que l'impératrice, éveillée en sursaut, crut que le palais était en feu ; elle appela l'empereur qui s'était éveillé aussi et qui avait couru à l'appartement de ses enfants :

— Dieu soit loué! dit Nicolas avec émotion, ce n'est qu'un avertissement du ciel, qui nous annonce la prise de Varsovie et la fin de la guerre.

— Prions Dieu pour ceux qui sont morts! reprit l'impératrice, avec un profond soupir.

L'empereur ne doutait pas que Varsovie ne fût au pouvoir de son armée, et ce fut sans étonnement, mais avec une vive satisfaction, qu'il reçut, dans la matinée du 15 septembre, la lettre suivante, que lui apportait un officier, qui

avait fait la route à franc étrier depuis Varsovie, et qui n'était descendu de cheval que pour changer de monture, pendant six jours et six nuits.

« SIRE,

« Toute la Nation polonaise parle en ce moment à Votre Majesté par mon organe, et je m'adresse à Son Excellence le comte Paskewitch d'Érivan, pour implorer votre cœur paternel.

« Nous nous soumettons, sans aucune condition, à Votre Majesté, à notre Roi, et la Nation polonaise sait que vous seul saurez oublier le passé et guérir de profondes blessures qui ont été faites à la patrie.

« Varsovie, 7 septembre 1831, à six heures du soir.

« Le comte KRUKOWIECKI,

« *Général d'infanterie, président du Gouvernement.* »

L'officier, qui avait apporté la lettre de Krukowiecki, apprit à l'empereur qu'on s'était battu pendant deux jours consécutifs sous les murs de Varsovie, que l'armée russe avait été victorieuse, au prix de beaucoup de sang, mais que Varsovie tenait toujours.

Le soir même, un aide de camp du maréchal Paskewitch, lequel avait fait le trajet de Varsovie à Saint-Pétersbourg encore plus rapidement que le premier courrier, remit dans les propres mains de l'empereur, en tombant évanoui, cette dépêche du commandant en chef :

« SIRE,

« Varsovie est à vos pieds.

« D'après mes dispositions, l'armée polonaise se retire sur Plock.

« *Le feld-maréchal* PASKEWITCH D'ÉRIVAN. »

FIN DU TOME CINQUIÈME.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE CXLV.

CHAPITRE CXLVI.

CHAPITRE CXLVII.

CHAPITRE CXLVIII.

sénat. — L'empereur y assiste. — Son observation sur les couleurs portées par les femmes. — Bruits sinistres sur un attentat projeté contre l'empereur. — L'incendie et les barils de poudre. — Le césarévitch aux aguets. — Conjuration de Wisoçki pour enlever l'empereur. — Les conjurés écartés par une main invisible. — Lubowidzki, chef de la police du grand-duc. — L'empereur et l'impératrice sans escorte dans les rues de Varsovie. — Ils se montrent à la promenade de Biéluna au milieu de la foule. — Travaux de la Diète. — L'Opposition perd sans cesse des voix. — Séance du 1er juin, à laquelle l'empereur assiste incognito. — Projet d'un monument à la mémoire d'Alexandre Ier. — Il est voté par acclamation. — L'empereur part de Varsovie (2 juin) pour inspecter les corps de la première armée. — L'impératrice se rend auprès du roi de Prusse, en Silésie. — L'empereur devait avoir des conférences avec les feld-maréchaux Osten-Sacken et Diebitsch pour la réorganisation militaire de la Russie. — Il voulait aussi se rencontrer avec les envoyés turcs, avant leur retour à Constantinople. — Il les avait donc invités à l'attendre à Élisabethgrad. — Lettre du vice-chancelier leur annonçant que l'empereur, jaloux de s'assurer l'amitié du sultan, lui faisait remise des sommes à payer à la Russie. — Joie et reconnaissance de Mahmoud. — Le comte Orloff réussit à placer les sujets chrétiens du sultan sous la protection du tzar. — Mahmoud adoucit le sort des raïas dans ses États, malgré le soulèvement des Albanais. — Nicolas pense que le Grand Turc devrait se faire chrétien. — Les envoyés turcs et le feld-maréchal Diebitsch à Migorod (6 juin). — Accueil fait par l'empereur au héros des Balkans. — Leur réception triomphale à Élisabethgrad. — Grandes revues. — Les envoyés turcs y sont invités. — Ils dînent avec l'empereur, en petit comité. — Nicolas recommande les chrétiens au sultan. — Modifications introduites dans le traité d'Andrinople. — Audience de congé des ambassadeurs. — Nicolas compare Mahmoud à Pierre le Grand. — Il visite la pension des demoiselles nobles établie à Élisabethgrad. — Il décharge les habitants d'une dette envers la Couronne. — L'impératrice au château de Fischbach en Silésie. — Les princes et princesses de sa famille. — Elle prétexte la faiblesse de sa santé pour échapper aux fêtes de cour. — Le charme de l'intimité. — Elle reçoit avec bonté les personnes qu'elle a connues dans sa jeunesse. — Son professeur de langues, Harnisch. — Elle lui donne une leçon de grammaire. Pag. 45 à 56.

CHAPITRE CXLIX.

L'empereur continue son voyage. — Il s'arrête au village d'Adjamka (9 juin). — Il ordonne la reconstruction en pierre d'une église de bois. — Son inspection à Petrikovka. — Il traverse Krementchoug. — Il arrive à Kozeletz dans la nuit. — Le feld-maréchal Osten-Sacken vient l'y rejoindre (10 juin). — Revues et manœuvres. — Départ pour Kiew. — Réception de l'empereur dans cette ville. — Ses dévotions aux basiliques de Sainte-Sophie et de Saint-Michel. — Bal de la noblesse. — Il se remet en route avec les deux feld-maréchaux. — Il arrive le soir à Kodni (13 juin). — Il inspecte le camp du 2e corps d'infanterie et de la division de hussards revenant de Turquie. — Il visite l'hôpital militaire. — Un vieux médecin le conjure de se retirer, en lui disant que le choléra-morbus existe dans l'hôpital. — L'empereur reste calme et poursuit sa visite. — Premiers renseignements qu'il obtient sur le véritable caractère du choléra-morbus. — Il prévoit l'invasion prochaine de l'épidémie en Russie. — Il ordonne des prières publiques

CHAPITRE CL.

CHAPITRE CLI.

CHAPITRE CLII.

CHAPITRE CLIII.

CHAPITRE CLIV.

CHAPITRE CLV.

CHAPITRE CLVII.

ver un général à mettre à la tête des conjurés. — Wisoçki se retire et s'abstient. — Zaliwski devient chef suprême de la Société des représentants de la nation et de l'armée. — Principaux membres de cette Société : Boleslas Ostrowski, Maurice Mochnaki, Xavier Bronikowski, Louis Nabeliak, Zukowski, S. Gorzinski, V. Karmanski, Anastase Dunin, Dembinski, François Grzimala. — Formation des sections d'affiliés dans l'armée. — Système imité des ventes du carbonarisme. — Progrès de l'affiliation. — Le général Pierre Urbanski et le lieutenant-colonel Paszkowicz. — Convocation des délégués à Varsovie (fin septembre). — Urbanski, absent, se fait représenter par Wisoçki. — Wisoçki, nommé membre du conseil à la place d'Urbanski. — Visoçki et Zaliwski à la tête de la Société secrète. — Ils agissent d'un commun accord. — Plan de révolution. — Projet présenté par Zaliwski, qui n'en était pas l'auteur. — Il s'agissait de reconstituer la Pologne telle qu'elle était avant les trois partages — Zaliwski ne demandait que dix à douze jours pour l'exécution de ce plan. — Ce projet concordait avec des bruits qu'on avait fait courir en Europe sur la réorganisation politique de la Pologne. — On avait attribué au grand-duc Constantin une combinaison analogue. — Utopies des rêveurs et des agitateurs politiques. — Projet de Visoçki. — Assassiner le césarévitch au milieu de ses troupes pendant la parade et appeler le peuple aux armes. — Ce projet, naguère repoussé avec horreur, fut cette fois accepté. — On en fixe l'exécution au 20 octobre. — Toutes les mesures prises pour l'insurrection qui éclaterait ce jour-là. — Wisoçki se chargeait du meurtre du grand-duc. — Les armes chargées depuis le couronnement du tzar. — Caractère inflexible de Wisoçki. — Le complot du 20 octobre ajourné. — Le grand duc malade, invisible et bien gardé. — Il était averti de se mettre sur ses gardes. — Arrestations. — Les prisons remplies. — La police est d'intelligence avec les conspirateurs. — Fausses dénonciations. — Le grand-duc se rassure. — Progrès de la conspiration. — Affiliés dans le sénat et la Chambre des nonces. — Projet de *faire table rase*. — Propagande dans l'armée par les soins d'Urbanski et d'Ignace Prondzynski. — Généraux proposés pour servir de chefs à l'insurrection. — Affiliation dans les anciennes provinces polonaises. — Affiliations dans l'Université. — Le professeur Joachim Lelewel. — Boleslas Ostrowski et Bogdan Zaleski cherchent à calmer l'ardeur des étudiants. — Députation des écoles à Lelewel. — Réponse du professeur à l'Adresse des étudiants. — Effet produit par le mouvement de l'armée russe vers la Pologne. — On discute le jour de la prise d'armes. — Wisoçki résolu à *entamer l'affaire* vers la fin de novembre. — Il fixe au 29 dudit mois la mort de Constantin et la délivrance de la Pologne. — Zaliwski essaye d'ajourner l'insurrection. — Il se rend chez le ministre Lubecki et ose lui demander conseil. — Lubecki avertit l'empereur. — Il le presse de faire entrer des troupes en Pologne. — Démarche de Zaliwski auprès de Lelewel. — Il est éconduit. — Continuation de l'antagonisme de Zaliwski et de Wisoçki. — Serment des conjurés. — Liste des victimes, généraux polonais et autres, mis hors la loi. — On décide que les officiers russes auront la vie sauve. — Plan de l'insurrection. — L'incendie et l'assassinat. — On songe aux moyens de se procurer des armes et des munitions. — Bruits répandus pour exalter la haine du peuple : choléra, guerre à la France, impôts d'hommes et d'argent. — Sécurité du pouvoir dans la journée du 29 novembre. — Craintes exagérées de la veille. — Stupeur du général Potoçki en apprenant que le complot va éclater. — Incrédulité du prince Lubecki. Pag. 157 à 174.

CHAPITRE CLX.

CHAPITRE CLXI.

francs en province. — Zaliwski va organiser des bandes de partisans sur la frontière. — Chlopicki se débarrasse ainsi de ces deux révolutionnaires. — Il distribue des charges aux porte-enseignes. — Il incorpore les étudiants dans une légion d'honneur sous les ordres du professeur Czyrma. — Il voulait faire passer devant un conseil de guerre les auteurs des assassinats commis dans la soirée du 29 novembre. — Le prince Lubecki l'en dissuade. — Puissance des clubs. — Le parti extrême l'emporte. — Lubecki et ses amis se retirent. — Nomination d'un gouvernement provisoire. — Portrait du général Chlopicki. — Son rôle dans la révolution de Pologne. — Il cherche à maintenir le pacte constitutionnel. — Luttes dans le sein du gouvernement provisoire — Lubecki conserve sous main son crédit. — Il invite Chlopicki à proclamer la dictature. — Coup d'État exécuté par Chlopicki (5 décembre). — Ses reproches aux membres du gouvernement provisoire. — Il leur annonce qu'il se fait dictateur. — Son allocution aux troupes. — Il est ramené en triomphe au palais. — Accroissement de sa popularité. — Sa proclamation. — Il gouverne, au nom du roi de Pologne. — On décide l'envoi de deux délégués auprès de l'empereur. — Lubecki choisi pour remplir cette mission. — On veut lui adjoindre Ladislas Ostrowski. — Lubecki obtient qu'Ostrowski soit remplacé par le nonce Jezierski. — Instructions données aux délégués. — On persiste à demander la réunion des provinces polonaises à la Pologne. — Conditions moyennant lesquelles les Polonais offrent de se soumettre. — Manifeste du général Chlopicki. — Départ des deux délégués. — Leur entrevue avec le césarévitch. — Convocation de la Diète. — Chlopicki rétablit l'ordre, ferme les clubs et censure les journaux. — Il met le pays en état de défense. — Situation des forces militaires de Pologne. — L'armée, les volontaires, la garde nationale. — Manque d'armes, d'artillerie et de munitions. — Chlopicki prend des mesures pour s'en procurer. — Tous les habitants de Varsovie travaillent aux fortifications. — Élan unanime de patriotisme et de dévouement. — Repentir et inquiétudes des vrais patriotes. — Le colonel Hanke, aide de camp de Nicolas, arrive à Varsovie. — Les deux fils du général Hauke. — Le colonel emprisonné. — Chlopicki le fait mettre en liberté. — Inutilité de sa mission. — Il demande au dictateur de faire publier la proclamation de l'empereur aux Polonais. — Texte de cette proclamation (5/17 décembre 1830). — Démarche de vingt membres de la Diète auprès de Chlopicki. — Ils lui demandent de laisser la révolution suivre son cours. — Zwierkowski insiste pour la guerre immédiate. — Chlopicki déclare qu'il gouverne au nom du roi de Pologne. — Il continue à s'opposer à tous les actes révolutionnaires. — « On ne déchire pas les traités comme une cartouche. » — Il veut réconcilier l'empereur avec les Polonais. — Le sénat et les nonces se rassemblent (18 décembre). — Walichnowski élu président de la Chambre des nonces. — Ladislas Ostrowski nommé maréchal de la Diète. — Oscillations du parti conservateur. — Proposition de Biernaki et de Gustave Malachowski. — L'assemblée reconnaît comme nationale la révolution du 29 novembre. — Chlopicki dépose spontanément ses pouvoirs. — Les membres influents de la Diète le conjurent de les reprendre. — Il refuse d'abord et cède enfin — Consternation du peuple et de l'armée. — La Diète délibère et vote pour la dictature (19 décembre). — Chlopicki nommé dictateur, par la Diète. — Commission de surveillance. — Commission du Manifeste. — Chlopicki devant la Diète. — Son discours. — Joie du peuple et de l'armée. — Proclamation du dictateur (21 déc.).

CHAPITRE CLXII.

CHAPITRE CLXIII.

CHAPITRE CLXIV.

CHAPITRE CLXV.

CHAPITRE CLXVI.

(24 février). — Krukowiecki séparé de l'armée polonaise. — Feinte retraite de Schakhowskoï et de Manderstern sur Grodzisk. — Ils se rapprochent tout à coup de Diebitsch. — Combat de Bialolenka. — Le général Rosen, commandant l'aile droite, reçoit l'ordre d'aller soutenir Schakhowskoï. — Le général Pahlen, commandant l'aile gauche, s'avance, en ligne de bataille, par la chaussée de Brzesc. — Les Polonais, retranchés dans un petit bois, en face des Russes. — L'attaque et la défense se concentrent sur ce bois fortifié. — Le général Zimirski s'y maintient une partie de la journée. — Le comte Toll propose de tourner cette position inexpugnable. — Le général Neidhardt prend l'ennemi à revers. — Le général Gortchakoff commande l'artillerie à la place de Soukhozanet, blessé à Grochow. — Zimirski forcé d'évacuer le bois fortifié. — Chlopicki y entre et s'y établit avec de nouvelles forces. — L'artillerie russe en déloge les Polonais. — Les batteries du général Gortchakoff mettent en déroute l'infanterie polonaise. — Chlopicki essaye d'arrêter la déroute. — Il juge la bataille perdue. — Il cherche la mort. — Il est blessé par un éclat d'obus. — Le bruit de sa mort achève de décourager ses compagnons d'armes. — L'armée polonaise sans chef et sans direction. — Sa retraite sur Praga. — Schakhowskoï, vainqueur de Krukowiecki, donne la main au général Mouravieff. — Mouvement de l'armée russe en avant de Kawentzin. — Pahlen manœuvre pour jeter l'infanterie ennemie dans les marais. — Toute la cavalerie, en colonnes d'attaque, soutenue par l'artillerie. — Charge du régiment des hulans du césarévitch. — Deux régiments de cuirassiers passent à travers la cavalerie polonaise. — Le général Gerstenzweig vient à leur secours. — Ils sont en partie détruits. — L'infanterie polonaise se perd dans les marais. — Fin de la bataille. — Pertes énormes des deux partis. — Le prince Radziwill se démet du commandement. — Les fuyards portent la terreur dans Varsovie. — Malachowski met le feu aux maisons de Praga. — L'armée polonaise se retire par le pont de la Vistule. — Bivouacs russes en face de Praga. — Diebitsch ne cherche pas à s'emparer de ce faubourg. — Il ne veut pas forcer l'ennemi à détruire le pont de bateaux. — Il espère que Varsovie ouvrira ses portes. — Il attend des renforts et il a besoin d'assurer ses subsistances. — L'empereur n'avait pas compté sur les prompts résultats que lui promettait Diebitsch. — Il pensait que la guerre devait se prolonger. — Il ordonne de nouvelles levées. — Il fait fabriquer des armes. — On lui attribuait toujours l'idée d'une guerre de coalition. — La Conférence de Londres avait empêché une conflagration en Europe. — Le tzar ne s'oppose pas à la création du royaume belge. — Il se plie aux arrangements de la Quintuple-Alliance. — L'ambassadeur de France chargé d'intercéder en faveur des Polonais. — Il garantit la neutralité de Louis-Philippe. — Manœuvres de la propagande polonaise en France. — Le Comité polonais, présidé par le général La Fayette. — Son manifeste. — Ses banquets. — Ses souscriptions. — Indignation de Nicolas. — Ses plaintes au duc de Mortemart. — Celui-ci excuse Louis-Philippe. — L'empereur exprime son dédain pour la faiblesse du roi de la révolution de Juillet. — Les emblèmes de Napoléon. — Souvenirs de l'Empire français. — Intervention conciliante du duc de Mortemart. — Exigences intolérables du gouvernement révolutionnaire de Varsovie. — L'irritation de l'empereur ne fait que s'accroître. — Conspiration européenne en faveur de la Pologne. — Provocations continuelles contre la Russie. — Les amis de la Pologne. — L'ambassadeur de France évite de se trouver avec l'empereur. — Il demande un congé à son Gouvernement. — Le comte de Sébastiani, ministre des affaires étrangères, proteste contre la révolte des Polonais, au nom de la cour des Tuileries. — Nais-

CHAPITRE CLXVIII.

CHAPITRE CLXIX.

CHAPITRE CLXX.

rejoindre. — Proclamation de Dwernicki aux habitants de Wolhynie. — Les insurgés ne répondent pas à son appel. — Il hésite, il juge son expédition manquée. — Il a l'idée de faire une pointe sur la Podolie et l'Ukraine. — Vincent Tyszkiewicz venait d'appeler aux armes la population de ces provinces. — Dwernicki se met en marche (12 avril). — Il s'arrête à Druzkopol et y établit un gouvernement provisoire. — Accueil qu'il reçoit dans chaque village. — Il s'avance jusqu'à Boremel. — Il se trouve en présence de Rudiger, séparé seulement par le Styr. — Il veut faire jeter un pont sur ce fleuve (16 avril). — Escarmouche et engagement. — Rudiger passe le Styr à gué et attaque Dwernicki devant Boremel (19 avril). — La cavalerie polonaise enleve huit canons aux Russes. — Mais l'infanterie irrégulière des rebelles est mise en pleine déroute. — Dwernicki effectue sa retraite vers Beresteczko. — Il passe sur la rive droite du Styr. — Il marche sur Radziwillow. — Ses soldats commencent à l'abandonner. — Son armée réduite à 4,000 hommes. — Il se propose d'occuper Kaminiec. — Rudiger le poursuit à outrance. — Arrivée de Dwernicki à Radziwillow. — Il envoie ses blessés en Gallicie et se porte sur Kaminiec. — Le corps d'armée du général Roth le devance et occupe cette ville. — Le général Krasinski lui ferme la route de la Podolie. — Dwernicki séjourne à Lulince. — Rudiger manœuvre autour de lui, en le poussant vers la Gallicie. — Positions de Dwernicki et de Rudiger (26 avril). — Par suite d'une fausse alerte, les troupes de Dwernicki se réfugient sur le sol autrichien. — Elles sont désarmées et internées avec leur général. — L'insurrection se propage en Lithuanie et en Courlande. — Formation des bandes de partisans. — Enlèvement des convois russes. — Les élèves de l'Université de Wilna prennent les armes — Tout le pays soulevé depuis la Baltique jusqu'à Lepel et Dzisna. — Les insurgés, ayant à leur tête Charles Zaluski, font une tentative sur Wilna. — Ils sont repoussés et défaits à Pristoviany. — La ville d'Oschmiani au pouvoir des insurgés. — Le colonel Verziline la reprend. — Il fait fusiller et knouter les principaux auteurs de l'insurrection. — La Courlande promptement soumise. — Le général-major Rennenkampff, avec un corps de volontaires, se met à la poursuite des rebelles. — Il livre les chefs à l'autorité militaire. — Il leur enlève le bourg de Kortziany. — Influence des Sociétés secrètes de Varsovie dans les anciennes provinces polonaises. — L'empereur crée une nouvelle armée de réserve pour maintenir ces provinces. — Le général d'infanterie comte Tolstoï nommé au commandement de cette armée, par un ukase du 9/21 avril. — Le général d'Auvray, chef d'état-major de l'armée de réserve. — L'aide de camp général Kleinmichel, général de service. — Le général Kotzebue, premier quartier-maître. — Le général de Lowenstern, chef de l'artillerie. — Le général Pahlen, chef de la cavalerie. — Nicolas avait voulu placer cette armée sous le commandement du césarévitch. — Constantin refuse. — Sa lettre à son frère pour être exempté de porter les armes contre les Polonais. — Sa vie retirée à Bialystock. — Son opposition à la guerre de Pologne. — Il voit avec peine le grand-duc Michel prendre le commandement du corps de la garde. — Il demande à retourner en Russie. — Il veut vivre en simple particulier dans son château de Strelna. — Une de ses lettres à l'empereur. — L'empereur s'efforce de le calmer et lui ordonne de rester sur les frontières du royaume de Pologne — Le grand-duc Michel passe par Bialystock, en se rendant à l'armée. — Sa dernière entrevue avec son frère Constantin. — Plaintes amères du césarévitch contre l'empereur et contre Diebitsch. — Le grand-duc Michel justifie la conduite de l'empereur. — Constantin croit à la prolongation de la guerre. — Il pense que Varsovie n'a

rien à craindre. — Il exalte l'armée polonaise. — Il ne voudrait pas résider si près du théâtre de la guerre. — Il craint d'être fait prisonnier par les insurgés lithuaniens. — Digression sur le choléra morbus. — Michel ne peut se défendre de quelques appréhensions à l'égard de cette terrible maladie. — Constantin se demande si elle existe. — En tous cas, il s'en raille. — Pronostic de cette étrange conversation rapportée par le général Kuruta. . . . . . Pag. 365 à 378.

CHAPITRE CLXXI.

Le grand-duc Michel rejoint le corps de la garde. — Ce corps avait été commandé en son absence par le général Bistrom. — Diebitsch invite le grand-duc Michel à concentrer ses troupes devant Zambrow — Il se promet de le rejoindre à Nur, vers le 17 mai. — Le général Uminski était chargé d'empêcher la jonction de Diebitsch avec le grand-duc. — Le généralissime Skrzynecki avait passé le Bug (12 mai) et s'était établi avec toute son armée à Sierok. — Le grand-duc Michel avait déjà pris position devant Zambrow. — Il apprend l'occupation de Nur par les rebelles et la marche en avant de l'armée polonaise. — Dans un conseil de guerre, le général Bistrom fait accepter un plan de retraite. — Le grand-duc Michel voulait livrer bataille. — Rapports exagérés sur les forces des Polonais. — On est sans nouvelles de Diebitsch. — On parle d'une défaite dans son mouvement sur Nur. — Belle retraite du corps de la garde, du 18 au 21 mai. — Quatre jours d'escarmouches et de combats partiels. — Le général Bistrom commande l'arrière-garde et fait toujours face à l'ennemi. — Marche sur Sniadow. — Marche sur Rudki. — Le régiment des chasseurs de la garde est très-maltraité et court risque d'être détruit. — Marche sur Gacz. — Marche sur Zawady. — Combat de Menzenin. — Marche sur Tykoczin. — Les Polonais renoncent à leur poursuite et se replient en arrière. — Le corps de la garde s'arrête enfin à Zeltki. — Le général Bistrom fait poursuivre à son tour les Polonais par le général-major Nostitz. — Pertes du corps de la garde. — Blessés : le général-major Soumarokoff, les colonels Bacharouloff, Moller et Ramsay. — Depuis le 12 mai, Diebitsch avait à combattre Uminski et Lubienski. — Lubienski s'était emparé de Nur. — Uminski s'était avancé jusqu'à Kaluszin. — Uminski avait fait mine d'offrir la bataille à Diebitsch. — Puis il s'était retiré pour revenir presque aussitôt sur Kaluszin. — Les généraux Rudiger, Roth et Kreutz devaient renforcer la grande armée russe. — Diebitsch ne bouge pas jusqu'au 19 mai. — Il croyait avoir devant lui l'armée polonaise. — Il apprend tout à coup que Skrzynecki poursuit le corps de la garde, en retraite sur Bialystock. — Mouvement général de l'armée russe. — Elle abandonne tous ses cantonnements et se dirige vers le Bug. — Uminski essaie de l'inquiéter dans sa marche. — Elle passe le Bug près de Granne (22 mai). — Le général de Witt taille en pièces le corps de Lubienski sous les murs de Nur (23 mai). — Les débris de ce corps vont rejoindre l'armée de Skrzynecki. — Uminski rétrograde et se fortifie dans son camp de Dembe. — Diebitsch fait reposer ses troupes à Wisoçki-Marwieckie. — Skrzynecki ignorait alors que la grande armée russe avait passé le Bug; il la croyait encore observée par Uminski aux environs de Sieldce. — Le corps de la garde rejoint tout à coup l'avant-garde de l'armée russe (25 mai). — Les rebelles pris entre deux feux à Gosteri. — Retraite générale de l'armée polonaise pour couvrir Varsovie. — Skrzynecki ne laisse sur la rive gauche du Narew que la division Kaminski. — Il

CHAPITRE CLXXII.

chef n'avait échoué pourtant que par des circonstances imprévues. — Il avait dû changer ce plan, mais il se trouvait encore arrêté par le manque de subsistances et par les ravages du choléra. — Il tombe dans une profonde tristesse. — Ses emportements. — Il soupçonne tout le monde de l'espionner et de le desservir. — Il accuse plusieurs généraux de correspondre avec Paskewitch. — Il parle de renoncer à son commandement. — Le bruit se répand qu'il doit être remplacé par Paskewitch. — Il attribue les succès de Paskewitch à son heureuse étoile. — Trois ennemis invincibles. — Il pense que le césarévitch ne cesse de lui nuire auprès de l'empereur. — L'armée immobile autour de Pultusk pendant dix jours. — Les ingénieurs préparent la construction d'un pont près de Sierok. — On disait que l'armée polonaise avait repassé la Vistule. — L'armée russe immobile autour de Pultusk. — Reconnaissance de la rive du fleuve jusqu'à Zegrcz. — On ne sait rien de l'armée polonaise qui a disparu. — Diebitsch vit très-retiré. — On le dit malade. — Il reçoit le révérend Levitski, aumônier des grenadiers de la garde. — Belle conduite de cet ecclésiastique sur le champ de bataille. — Pressentiment de Diebitsch. — Il éprouve un malaise dans la journée du 9 juin. — Il travaille cependant toute la journée. — Arrivée imprévue du général comte Orloff. — Diebitsch en est très-ému. — Leur entrevue. — Objet de la mission d'Orloff. — Diebitsch se rassure. — Leur souper en tête-à-tête. — Diebitsch porte une santé au premier qui entrera à Varsovie. — Orloff lui annonce que l'empereur attend sa démission. — Diebitsch frappé à mort. — Le choléra se déclare dans la nuit. — Schlegel, médecin de l'empereur, est appelé. — Le malade éloigne tout le monde, de peur de communiquer la contagion. — Ses dernières paroles. — Ses derniers moments. — On répand le bruit d'un suicide ou d'un empoisonnement. — Calomnies des correspondances de Varsovie. — Le général Toll, chef de l'état-major, prend le commandement de l'armée. — Sa proclamation aux Polonais. — Ses conférences avec le comte Orloff. — On décide que l'armée gardera la défensive jusqu'à l'arrivée de Paskewitch. — Motifs de cette décision. — L'insurrection de Lithuanie continuait. — Négociations secrètes entre le général Khrapovitzkoï et plusieurs généraux polonais. — Détails sur ces négociations. — Le généralissime Skrzynecki s'y trouve mêlé. — Comment il s'était maintenu, après la bataille d'Ostrolenka. — La majorité de la Diète le soutenait. — Il fait destituer Krukowiecki, gouverneur de Varsovie. — Il aspire à devenir dictateur. — Le prince Adam Czartoryski était son concurrent. — Le Club patriotique accuse de trahison Skrzynecki. — Les deux Chambres renoncent à changer le gouvernement. — Skrzynecki retourne au milieu de son armée. — Zaliwski se porte accusateur de Skrzynecki. — Lettre compromettante de ce général saisie sur un espion juif. — Manœuvres des émissaires russes. — Expédition de Gielgud en Lithuanie. — Les débuts en sont brillants. — Le général Sacken battu devant Raygrod (27 mai). — Sa retraite sur Wilna. — Le général Kuruta le rejoint sous les murs de cette ville (18 juin). — L'armée de réserve prend position sur les hauteurs de Ponary. — Gielgud forcé par ses officiers de faire une tentative sur Wilna. — Combat dans lequel les rebelles sont défaits. — Le général Sacken applaudi sur le champ de bataille. — Le colonel Ovander dirige une charge du régiment des gardes de Wolhynie. — Le général comte Tolstoï vient prendre le commandement de l'armée de réserve. — Il se met à la poursuite des rebelles. — Il reprend les villes dont ils s'étaient emparés. — Le corps de Gielgud se divise en plusieurs détachements. — Chlapowski, Zaliwski et Dembinski manœuvrent isolément. — Tactique étrange du général Chlapowski, frère de la prin-

CHAPITRE CLXXIII.

soumission. — Ceux qui continueraient à faire partie des bandes seraient jugés d'après le Code militaire. — Par ukase du 10/22 juin, les gouvernements de Podolie et de Wolhynie placés sous les ordres du feld-maréchal Osten-Sacken; les gouvernements de Wilna, de Grodno et la province de Bialystock, sous les ordres du général comte Tolstoï. — Le maréchal Osten-Sacken annonce à l'empereur le rétablissement de l'ordre en Wolhynie et en Podolie. — Dispersion des bandes des frères Sobanski. — Nicolas ajourne les mutations dans le personnel de l'armée de Pologne. — Peu de récompenses depuis le commencement de la guerre. — Noms de quelques généraux promus dans les ordres ou avancés en grade. — Le général Dellingshausen et le prince Adam de Wurtemberg reçoivent des épées d'honneur en or. — Rudiger nommé aide de camp de l'empereur. — Rescrit au général Bistrom (30 mai/11 juin). — Exagération des nouvellistes sur les pertes des Russes à Ostrolenka. — Le *Journal des Débats* devenu la gazette officielle de l'insurrection polonaise. — Nobles et touchantes paroles de l'empereur sur les victimes de la guerre. — Admirable fidélité de cinq cents cantonistes russes à Varsovie. — Héroïsme du nommé Foiévoi. — Nicolas fixe sa résidence et celle de sa famille à Alexandrie, près de Péterhow. — L'impératrice dans un état de grossesse avancé. — La grande-duchesse s'embarque avec ses enfants pour aller sur les côtes d'Angleterre (28 mai). — L'impératrice refuse de s'éloigner à l'approche du choléra. — L'empereur déclare qu'il reviendra dans la capitale, dès que l'épidémie y paraîtra. — Réveil général du choléra en Russie avec le printemps. — Il éclate à Riga. — Négligence des prescriptions sanitaires. — Deux mille morts en deux mois. — Le fléau gagne sur tout le littoral. — L'empereur envoie à Riga son aide de camp, le général comte Strogonoff. — Le général puise dans sa propre bourse pour suppléer à l'insuffisance des cinquante mille roubles donnés par Nicolas. — Mesures extraordinaires pour préserver Saint-Pétersbourg de l'invasion du fléau. — Premier cas de choléra constaté dans la capitale (25 juin). — Les habitants sont avertis, par ordre de l'empereur, de la présence du fléau. — Dispositions prises par les autorités. — Le conseil de médecine. — Les grands hôpitaux. — Premiers effets de la bienfaisance publique. — Institution d'un comité supérieur du choléra composé de trois hauts personnages. — Décisions arrêtées dans la première séance du comité (28 juin) — Les treize curateurs de quartiers. — Devoirs des curateurs. — Transport des cholériques dans les hôpitaux. — Cimetières spéciaux. — Surveillance exercée sur les barques de la Néwa. — Les mariniers se plaignent. — Les basses classes nient l'existence du choléra. — Murmures et rancunes contre les inspecteurs et les médecins. — Peu de victimes d'abord. — L'empereur se fait rendre compte, heure par heure, des progrès de l'épidémie. — Le chiffre des morts ne dépassait pas treize à quinze par jour. — Nicolas apporte ce bulletin rassurant à l'impératrice (29 juin). — Il la trouve très-attristée, écrivant à son père. — Il essaye de la distraire. — Il se laisse aller lui-même à la tristesse. — Il énumère les bons serviteurs qu'il a perdus. — Morts du grand échanson Tchernycheff, du grand chambellan Labanoff-Rostowski, de l'amiral Séniavine, du conseiller-privé Tcherbatoff, du marquis de Traversay. — Registre des décès tenu par l'impératrice. — Réparation à la mémoire de Diebitsch. — Arrivée d'un courrier avec une dépêche annonçant la mort du grand-duc Constantin. — Douleur de l'empereur. — Il s'incline devant les décrets de la Providence. — Il accuse les Polonais d'avoir tué son frère. — L'impératrice s'efforce de les défendre. — Nicolas ne peut leur pardonner. . . Pag. 413 à 428.

CHAPITRE CLXXIV.

CHAPITRE CLXXV.

CHAPITRE CLXXVI.

CHAPITRE CLXXVII.

Plock. — Deuxième colonne, commandée par le prince Schakhowskoï, s'avançant par Sochoczyn. — Troisième colonne, sous les ordres du grand-duc Michel, marchant sur Bielsk. — Quatrième colonne se portant sur Lipno. — Fortes pluies, mauvais chemins. — Position de l'armée polonaise devant Praga. — Hésitations sur le plan à suivre pour arrêter les Russes. — Opinion du nonce Gostkowski, exprimant l'avantage de combattre l'ennemi sur la rive gauche. — Skrzynecki partage cette opinion. — Il n'ose plus engager ses troupes dans une grande bataille. — Il se renferme dans la citadelle de Modlin. — Il envoie à Plonsk les divisions de Turno et de Milberg. — Ces divisions se montrent et se retirent. — Chrzanowski fait face au corps du général Golowine. — Golowine se replie sur Siedlce. — Les généraux Rosen et Rudiger se portent sur la haute Vistule pour attirer une partie de l'armée polonaise. — Turno et Milberg vont au-devant des divisions russes commandées par Gagarine et Gerstenzweig. — Paskewitch s'arrête à Plock et fait mine de s'y préparer à passer la Vistule. — Skrzynecki, d'après les conseils du gouvernement français, ordonne à ses généraux d'éviter tout combat sérieux. — Paskewitch donne à ses chefs de corps un ordre analogue. — Sorte de trève tacite entre les belligérants. — Skrzynecki annonce hautement le succès d'une intervention pacifique des Puissances. — Mouvement de retraite de l'armée polonaise. — Marche en avant des Russes. — Évacuation de Minsk, de Kaluszin et de Siedlce. — Préparatifs du passage de la Vistule à Osiek. — Le colonel Vitingoff, du corps des ingénieurs, fait construire les ponts. — Description de ces ponts. — Établissement d'une place d'armes dans les îles au centre des ponts. — Des escadrons de Cosaques éclairent la rive gauche sans rencontrer l'ennemi. — Halte des Russes à Plock. — L'armée se remet en marche le 11 juillet. — Le comte de Witt commande l'arrière-garde qui couvre le mouvement de l'armée. — Continuation des pluies. — L'armée réunie au bord du fleuve dans la soirée du 16 juillet. — Le passage commence le lendemain. — La colonne du général Pahlen passe d'abord et s'établit à Racionzek. — Dans la nuit du 19, le reste de l'armée passe sans rencontrer d'obstacle. — L'arrière-garde reste seule sur la rive droite. — Les avant-postes polonais se retirent sur Modlin. — Le général Pahlen continue sa marche et s'arrête à Lowiczek. — Le corps de la garde à Serszrovo, le corps des grenadiers à Brudnow. — Le quartier-général est toujours à Racionzek. — Proclamation du général en chef aux habitants. — Prescriptions de l'autorité militaire. — Gouvernement provisoire sous la direction suprême du général-major Dombrowski. — Le général en chef résolu à pousser ses opérations avec vigueur. — On compte sur une bataille décisive devant Varsovie. — L'empereur, quoique satisfait de ces résultats, ne célèbre le passage de la Vistule par aucun signe de réjouissance. — Il regarde la guerre de Pologne comme une odieuse guerre civile. — Il ne souffre pas qu'on en parle devant lui. — Les rapports tronqués et incomplets. — La liste des morts et des blessés. — Il prévoit que son dernier acte de clémence à l'égard des Polonais sera sans effet. — Rapport de Paskewitch en date du 31 juillet. — L'armée russe s'est éloignée de la frontière de Prusse. — Elle campe à Gombin. — Aucune nouvelle de l'armée polonaise. — Le général Kouznetsoff parcourt avec ses Cosaques le palatinat de Kalisz. — Les généraux Gagarine et Gerstenzweig ont rejoint le gros de l'armée, après avoir battu Turno et Milberg (23 juillet). — Le général de Witt avait passé, avec l'arrière-garde, sur la rive gauche. — Il allait en reconnaissance jusqu'à la ville de Lowicz, qu'on disait préparée à soutenir un siége. — Le feld-maréchal était décidé à temporiser, dans l'attente de la chute prochaine du gouvernement

CHAPITRE CLXXVIII.

CHAPITRE CLXXIX.

clamaient. — Il leur présentait Dembinski. — La commission se réunit et fait comparaître le général en chef. — Skrzynecki répond à toutes les questions. — On lui reproche de ne pas livrer bataille. — Il réplique qu'il ne doit combattre les Russes que devant Varsovie. — Il se plaint du gouvernement, qui n'a pas mis la capitale en état de défense. — Lettre de Zaliwski, qui demande à être entendu. — Skrzynecki veut le faire passer devant un conseil de guerre pour avoir quitté son poste. — Zaliwski est entendu par la commission. — Il répète ses accusations contre Skrzynecki. — Le prince Adam Czartoryski forcé de déclarer que Skrzynecki lui paraît suspect. — Skrzynecki ne daigne pas se justifier. — Il n'a pas ambitionné le pouvoir, il n'a fait que l'accepter par dévouement à la patrie. — La commission, plus indécise, demande l'avis des généraux et colonels. — Tous rendent justice à son caractère et à son talent. — On les fait voter sur le choix d'un général en chef. — Les voix sont partagées. — La commission confie le commandement à Dembinski pour trois jours. — Skrzynecki donne l'exemple de l'obéissance et se place sous les ordres de Dembinski. — Les troupes lui font une ovation. — Dembinski témoigne l'espérance de marcher sur les traces de son prédécesseur. — Réorganisation de l'armée. — On la divise en trois corps. — Skrzynecki accepte le commandement de la réserve. — La Diète se rassemble pour discuter le choix du général en chef. — Elle nomme Prondzynski, lequel n'accepte pas. — Journée du 15 août, fête de l'Assomption. — On apprend tout à coup la retraite de l'armée sur Varsovie. — La Diète ne siége pas. — Le général Wegerski, gouverneur provisoire de Varsovie. — Soulèvement du peuple. — Skrzynecki signalé comme un traître. — On réclame sa mise en jugement — On dit que les membres du Gouvernement ont vendu la Pologne aux Russes. — Les complots et les conspirateurs. — Joachim Lelewel, chef de la Société patriotique. — Puissance de cette société. — Conspiration qui doit éclater le 18 août. — Le général Krukowiecki, chef du parti des mécontents. — Portrait de ce vieux général. — Les enfants perdus de la Révolution. — Réunion de la Société patriotique à la Redoute. — Séance orageuse, sous la présidence de Czynski. — Discours perfide de l'abbé Pulawski. — Il rappelle le procès de haute trahison intenté au général Iankowski. — Il s'écrie que ce général est protégé par le gouvernement et que les prisons sont remplies d'espions russes. — Députation de cinq membres envoyée au palais du Gouvernement. — Elle est introduite devant le conseil du gouvernement national. — Explications données par le prince Czartoryski. — Il annonce que le procès du général Iankowski sera terminé sous peu de jours. — Il adjure les députés d'aider le Gouvernement à maintenir l'ordre. — Vive altercation entre les députés et les membres du Gouvernement. — Les députés retournent à la salle de la Redoute. — La Société reste en séance. — Insuffisance des mesures de précaution prises par l'autorité. — Le château royal dégarni de troupes. — Les rassemblements se dispersent. — L'effroi règne dans la ville. — Nouvelles sinistres de l'armée. — Combats à Szimanowo, à Kawenzin, à Strumiani. — Dix heures sonnent. — Bandes d'hommes armés. — Elles se dirigent vers le château royal en vociférant. — Coups de feu tirés dans les fenêtres du palais. — Le poste se met sous les armes. — Il marche sur les perturbateurs la baïonnette en avant. — On fait courir le bruit que la garde nationale tire sur le peuple. — Le général Wegerski accourt à la défense du château royal. — Il y entre pour le mettre à l'abri du pillage. — La populace y pénètre avec lui. — On cherche les prisonniers et on les massacre. — Le général Iankowski frappé le premier : on le suspend à un réverbère. — Son gendre, le général Buwokski, est

mis en pièces. — Les généraux Hurtig, Salacki et Fanskawe, Madame Bazanow et Louis Benthowski ont le même sort. — Les membres du gouvernement national n'osent pas se montrer. — Le prince Czartoryski part en cachette pour l'armée. — Krukowiecki, en costume de général, au milieu de la foule. — Les massacres continuent dans les autres prisons. — A la maison de correction, derrière la barrière de Wola, on tue dix ou douze prisonniers, entre autres Schley, Makrot, Grunberg, Szymanoski. — A la prison des Récollets, six prisonniers dont le nommé Birnbaum. — Chez les Dominicains, le conseiller d'État Hankiewicz et plusieurs autres ex-employés de la maison du grand-duc. — A la grande prison, on tue tout sans distinction. — Le Gouvernement reste impassible. — Krukowiecki conseille aux égorgeurs d'aller se coucher. — Proclamation du Gouvernement et appel aux armes. — Rage inassouvie du peuple. — Nouveaux massacres dans les rues. — Un prisonnier russe, le capitaine Ketler, égorgé. — Menaces contre Skrzynecki. — Krukowiecki se nomme lui-même gouverneur de Varsovie. — Ses premiers actes. — Des troupes envoyées du quartier-général occupent militairement la ville. — Lelewel décide ses collègues à donner leur démission. — Situation de la Diète. — Prondzynski accepte le commandement de l'armée et ne peut le garder. — Dembinski, reconnu généralissime, fait son entrée à Varsovie. — Sa proclamation menaçante. — Il établit une cour martiale présidée par le général Mycielski. — Sa conférence avec Krukowiecki. — Ses menaces à Lelewel. — Le parti extrême travaille à le dépopulariser. — On l'accuse d'être d'accord avec Skrzynecki pour livrer Varsovie. — Skrzynecki arrêté, puis mis sous la sauvegarde du consul d'Autriche. — La Diète délibère sur le choix d'un président ou dictateur. — Les candidats Krukowiecki, Ostrowski et Niemoïowski. — Dembinski se dispose à se rendre dans le sein de la Diète. — On l'en dissuade en lui annonçant qu'il y serait poignardé par les nonces. — Dembenski accusé de vouloir s'emparer du pouvoir souverain. — Le parti conservateur l'abandonne. — Krukowiecki est nommé président du nouveau gouvernement composé de cinq membres. — Il appelle Niemoïowski à la vice-présidence du conseil. — Théophile Morawski, ministre des affaires étrangères. — Le général Morawski, ministre de la guerre. — Garbinski, ministre de l'instruction publique. — Lewinski, ministre de la justice. — Le général Chrzanowski, gouverneur de Varsovie. — Dembinski envoie sa démission. — Il a pour successeur le vieux général Casimir Malachowski. — Proclamation du président Krukowiecki. — Il fait rechercher les auteurs du massacre des prisons. — L'armée russe cerne Varsovie (19 août). — L'armée polonaise, dans les retranchements, en avant de la ville. — Paskewitch attend le général Kreutz et d'autres renforts pour attaquer. — Sur la rive droite, Rosen bloque Praga. — Entreprise hardie du capitaine Slivitsky et du sous-lieutenant Gorsky. — Dans la nuit du 20 août, il remonte la Vistule jusqu'au pont de Praga. — Ils essayent de brûler ce pont de bateaux. — Les Polonais éteignent l'incendie. — Baptême du grand-duc Nicolas à Tzarskoé-Sélo (3 septembre). — Le nouveau-né, porté par la comtesse Kotchoubeï. — Le grand-veneur, comte de Modène et le maréchal de la cour Naryschkine accompagnent l'enfant. — Le baron de Scholer, ministre de Prusse, représente le roi Frédéric-Guillaume, parrain du grand-duc. — Le révérend Monzowski, confesseur de l'empereur et de l'impératrice, administre le baptême. — Les parrains et les marraines. — L'empereur présente son fils à la communion et le décore des insignes de l'ordre de Saint-André. — Brillantes illuminations dans la capitale. — Le grand-duc Nicolas nommé chef du régiment des lanciers de la garde, le jour de sa naissance, et in-

FIN DE LA TABLE DU CINQUIÈME VOLUME.

Paris. — Typ. de Ch. Meyrueis, rue Cujas, 13. — 1868.